

BELGISCH STAATSBLAD

MONITEUR BELGE

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden op :
www.staatsblad.be

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42,
1000 Brussel, tel. 02 552 22 11 - Adviseur : A. Van Damme



Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002 publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse :
www.moniteur.be

Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42,
1000 Bruxelles, tél. 02 552 22 11 - Conseiller : A. Van Damme

174e JAARGANG

N. 342

174e ANNEE

DONDERDAG 23 SEPTEMBER 2004
EERSTE EDITIE

JEUDI 23 SEPTEMBRE 2004
PREMIERE EDITION

Het Belgisch Staatsblad van 22 september 2004 bevat drie uitgaven, met als volgnummers 339, 340 en 341.

Le Moniteur belge du 22 septembre 2004 comporte trois éditions, qui portent les numéros 339, 340 et 341.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Ministerie van het Waalse Gewest

27 MEI 2004. — Decreet betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, bl. 68885.

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Ministère de la Région wallonne

27 MAI 2004. — Décret relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, p. 68724.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Wallonische Region

Ministerium der Wallonischen Region

27. MAI 2004 — Dekret über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, S. 68804.

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3746

[2004/202818]

27 MAI 2004. — Décret relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les dispositions qui suivent forment la partie décrétale du livre II du Code de l'environnement :

”Livre II. — EAU

Partie I^{re}. — Généralités

Titre 1^{er}. — Principes

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'eau fait partie du patrimoine commun de la Région wallonne. Le cycle de l'eau est géré de façon globale et intégrée, dans le constant souci d'assurer à la fois la qualité et la pérennité de la ressource, dans le cadre d'un développement durable.

§ 2. La politique de l'eau en Région wallonne a pour objectifs :

1° de prévenir toute dégradation supplémentaire, de préserver et d'améliorer l'état des écosystèmes aquatiques ainsi que, en ce qui concerne leurs besoins en eau, des écosystèmes terrestres et des zones humides qui en dépendent directement;

2° de promouvoir une utilisation durable de l'eau, fondée sur la protection à long terme des ressources en eau disponibles;

3° de viser à renforcer la protection de l'environnement aquatique ainsi qu'à l'améliorer, notamment par des mesures spécifiques conçues pour réduire progressivement les rejets, émissions et pertes de substances prioritaires, et pour arrêter ou supprimer progressivement les rejets, émissions et pertes de substances dangereuses prioritaires;

4° d'assurer la réduction progressive de la pollution des eaux souterraines et des eaux de surface et de prévenir l'aggravation de leur pollution;

5° de contribuer à atténuer les effets des inondations et des sécheresses;

6° de protéger la santé des personnes des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine en garantissant la salubrité et la propreté de celles-ci, et ce, conformément à la directive du Conseil des Communautés n° 98/83/C.E. du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Elle contribue ainsi :

1° à assurer un approvisionnement suffisant en eau de surface et en eau souterraine de bonne qualité pour les besoins d'une utilisation durable, équilibrée et équitable de l'eau;

2° à réduire sensiblement la pollution des eaux souterraines et des eaux de surface;

3° à protéger les eaux territoriales et marines;

4° à réaliser les objectifs des accords internationaux pertinents, y compris ceux qui visent à prévenir et à éliminer la pollution de l'environnement marin, et à arrêter ou à supprimer progressivement les rejets, émissions et pertes de substances dangereuses prioritaires présentant un risque inacceptable pour ou via l'environnement aquatique, dans le but ultime d'obtenir, dans l'environnement marin, des concentrations qui soient proches des niveaux de fond pour les substances présentes naturellement et proches de zéro pour les substances synthétiques produites par l'homme;

5° à assurer la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource de manière à satisfaire ou à concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population, de la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations, de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie, de la production d'énergie, des transports, du tourisme et des sports nautiques, ainsi que de toutes autres activités humaines autorisées.

§ 3. Toute personne a le droit de disposer d'une eau potable de qualité et en quantité suffisante pour son alimentation, ses besoins domestiques et sa santé. Les prélèvements d'eau et les rejets d'eaux usées qui sont effectués pour l'exercice de ce droit ne peuvent mettre en danger les fonctions naturelles et la pérennité de la ressource.

Titre II. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent livre, on entend par :

1° "agglomération": zone dans laquelle la population et/ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux urbaines résiduelles pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final;

2° "approche combinée" : approche visant la réduction de la pollution à la source par la fixation de valeurs limites d'émission et de normes de qualité environnementale;

3° "aquifère" : une ou plusieurs couches souterraines de roche ou d'autres couches géologiques d'une porosité et d'une perméabilité suffisantes pour permettre soit un courant significatif d'eau souterraine, soit le captage de quantités importantes d'eau souterraine;

4° "assainissement public" : ensemble des opérations de collecte des eaux usées, d'épuration publique et de travaux d'égouttage visés à l'article 217, alinéa 2, y compris le démergement en zone d'affaissements miniers en ce qu'il constitue une action indispensable aux performances de l'assainissement public;

5° "autorité de bassin" : l'autorité administrative qui a pour attribution la gestion de l'ensemble de chaque bassin hydrographique wallon;

6° "bassin hydrographique" : toute zone dans laquelle toutes les eaux de ruissellement convergent à travers un réseau de rivières, fleuves et éventuellement de lacs vers la mer, dans laquelle elles se déversent par une seule embouchure, estuaire ou delta;

7° "bassin hydrographique wallon" : la portion de chaque district hydrographique international située sur le territoire de la Région wallonne;

8° "bateau" : bâtiment capable de se maintenir à la surface de l'eau, avec ou sans moteur;

9° "charge du service" : ensemble des obligations qui s'imposent à la personne qui a la qualité, selon le cas, d'abonné ou d'utilisateur;

10° "collecteurs" : conduites reliant les réseaux d'égouts aux emplacements prévus ou prévisibles pour réaliser l'épuration des eaux usées;

11° "comité de contrôle de l'eau" : comité institué par l'article 4;

12° "commission consultative de l'eau" : commission instituée par l'article 3;

13° "commission internationale de la Meuse" : la commission internationale instituée par l'accord international sur la Meuse;

14° "commission internationale de l'Escaut" : la commission internationale instituée par l'accord international sur l'Escaut;

15° "compteur" : dispositif métrologique et ses accessoires permettant de déterminer les volumes d'eau consommés pendant une période déterminée;

16° "contrat de service d'assainissement" : convention conclue entre un producteur d'eau potabilisable et la Société publique de gestion de l'eau, au terme de laquelle le producteur d'eau loue les services de la Société pour réaliser, selon une planification déterminée, l'assainissement public d'un volume d'eau correspondant au volume d'eau produit destiné à être distribué en Région wallonne par la distribution publique;

17° "contrat de service d'épuration et de collecte" : convention conclue entre la Société publique de gestion de l'eau et les sociétés d'épuration agréées, au terme de laquelle ces dernières assurent, contre une rémunération, au nom et pour le compte de la première, des missions de service public, les études, la construction de dispositifs d'épuration et l'épuration de volumes d'eaux usées déterminés;

18° "contrat de service de protection de l'eau potabilisable" : convention conclue entre un producteur d'eau potabilisable qui la destine à la distribution publique et la Société publique de gestion de l'eau, au terme de laquelle cette dernière fait assurer, contre une rémunération, la protection des eaux potabilisables, telle que déterminée dans les programmes visés à l'article 318, § 2;

19° "contrôles des émissions" : des contrôles exigeant une limite d'émission spécifique, par exemple une valeur limite d'émission, ou imposant d'une autre manière des limites ou conditions aux effets, à la nature ou à d'autres caractéristiques d'une émission ou de conditions de fonctionnement qui influencent les émissions;

20° "cours d'eau non navigables" : les rivières et ruisseaux non classés par le Gouvernement parmi les voies navigables, en aval du point où la superficie de l'ensemble des terres dont l'évacuation des eaux est assurée par le cours d'eau atteint au moins 100 hectares. Ce point s'appelle origine du cours d'eau;

21° "coût pour l'environnement" : coût des dégâts que les utilisations de l'eau occasionnent à l'environnement, aux écosystèmes et aux utilisateurs de l'environnement;

22° "coût pour les ressources" : coût de l'appauvrissement de la ressource entraînant la disparition de certaines possibilités pour d'autres utilisateurs à la suite de l'amoindrissement des ressources au-delà de leur taux naturel de renouvellement ou de récupération;

23° "coût-vérité à l'assainissement" : ci-après dénommé C.V.A., calculé par mètre cube, il comprend l'ensemble des coûts liés à l'assainissement des eaux usées domestiques;

24° "coût-vérité à la distribution" : ci-après dénommé C.V.D., calculé par mètre cube, il comprend l'ensemble des coûts de la production d'eau et de la distribution d'eau, en ce compris les coûts de protection des eaux prélevées en vue de la distribution publique;

25° "date de la notification" : le lendemain de la remise de la pièce notifiée à la poste;

26° "déversement d'eaux usées" : introduction d'eaux usées dans une eau souterraine ou dans une eau de surface par canalisations ou par tout autre moyen à l'exception du ruissellement naturel des eaux pluviales;

27° "déversement direct dans les eaux souterraines" : déversement de polluants dans les eaux souterraines sans infiltration à travers le sol ou le sous-sol;

28° "distributeur" : exploitant du service de la distribution d'eau publique;

29° "district hydrographique international" : une zone terrestre et maritime, composée d'un ou de plusieurs bassins hydrographiques partagés entre plusieurs Etats membres de la Communauté européenne, ainsi que des eaux souterraines et eaux côtières associées, identifiée comme principale unité aux fins de la gestion des bassins hydrographiques;

30° "eaux côtières" : les eaux de surface situées en deçà d'une ligne dont tout point est situé à une distance d'un mille marin au-delà du point le plus proche de la ligne de base servant pour la mesure de la largeur des eaux territoriales et qui s'étendent, le cas échéant, jusqu'à la limite extérieure d'une eau de transition;

31° "eaux intérieures" : toutes les eaux stagnantes et les eaux courantes à la surface du sol et toutes les eaux souterraines en amont de la ligne de base servant pour la mesure de la largeur des eaux territoriales;

32° "eaux de refroidissement" : les eaux qui sont utilisées dans l'industrie pour le refroidissement en circuit ouvert et qui ne sont pas entrées en contact avec les matières à refroidir;

33° "eaux destinées à la consommation humaine" : les eaux, soit en l'état, soit après traitement, destinées à la boisson, à la cuisson, à la préparation d'aliments, ou à d'autres usages domestiques, quelle que soit leur origine, et qu'elles soient fournies par un réseau de distribution par canalisations ou à partir d'une prise d'eau privée, d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne, ainsi que les eaux fournies aux établissements alimentaires à partir d'un réseau de distribution avant toute manipulation ou tout traitement dans ces établissements;

34° "eaux de surface" : les eaux intérieures, à l'exception des eaux souterraines, les eaux de transition et les eaux côtières, sauf en ce qui concerne leur état chimique, pour lequel les eaux territoriales sont également incluses;

35° "eaux de surface ordinaires" : les eaux des voies navigables, les eaux des cours d'eau non navigables, y compris leurs parcours souterrains, les ruisseaux et rivières, même à débit intermittent en amont du point où ils sont classés comme cours d'eau non navigables, les eaux des lacs, des étangs et autres eaux courantes et stagnantes à l'exception des eaux des voies artificielles d'écoulement;

36° "eaux de transition" : les masses d'eaux de surface à proximité des embouchures de rivières, qui sont partiellement salines en raison de leur proximité d'eaux côtières mais qui sont fondamentalement influencées par des courants d'eau douce;

37° "eaux potabilisables" : toutes eaux souterraines ou de surface qui, naturellement ou après un traitement approprié physico-chimique ou microbiologique, est destinée à être distribuée pour être bue sans danger pour la santé;

38° "eaux souterraines" : toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol dans la zone de saturation et en contact direct avec le sol ou le sous-sol;

39° "eaux usées" :

- eaux polluées artificiellement ou ayant fait l'objet d'une utilisation, en ce compris les eaux de refroidissement;
- eaux de ruissellement artificiel d'origine pluviale;
- eaux épurées en vue de leur rejet;

40° "eaux usées agricoles" : les eaux usées provenant d'établissements où sont gardés ou élevés des animaux entraînant une charge polluante globale inférieure à un chiffre maximal fixé par le Gouvernement et qui ne sont ni des jardins zoologiques ni des ménageries permanentes. Pour l'application des articles 275 à 316, ces eaux sont assimilées aux eaux usées domestiques sauf dérogation apportée par le Gouvernement;

41° "eaux usées domestiques" :

a) les eaux qui ne contiennent que :

- des eaux provenant d'installations sanitaires;
- des eaux de cuisine;
- des eaux provenant du nettoyage de bâtiments, tels qu'habitations, bureaux, locaux où est exercé un commerce de gros ou de détail, salles de spectacle, casernes, campings, prisons, établissements d'enseignement avec ou sans internat, hôpitaux, cliniques et autres établissements où des malades non contagieux sont hébergés et reçoivent des soins, bassins de natation, hôtels, restaurants, débits de boissons, salons de coiffure;
- des eaux de lessive à domicile;
- des eaux de lavage des cycles non pourvus de moteurs (bicyclettes, tandems, tricycles, etc.) et des cyclomoteurs (cylindrée n'excédant pas 50 cm³);
- des eaux de lavage de moins de dix véhicules et de leurs remorques par jour (tels que voitures, camionnettes et camions, autobus et autocars, tracteurs, motocyclettes), à l'exception des véhicules sur rail;
- ainsi que, le cas échéant, des eaux de pluie;

b) les eaux usées provenant des établissements de lavage de linge dont les machines sont utilisées exclusivement par la clientèle;

c. les eaux usées provenant d'usines, d'ateliers, de dépôts et de laboratoires occupant moins de sept personnes, sauf si l'autorité compétente pour l'octroi du permis d'environnement ou qui reçoit la déclaration estime que les eaux usées sont nuisibles aux égouts et/ou au fonctionnement normal d'une station d'épuration des eaux ou au milieu récepteur et qu'elles ne peuvent pas être classées comme eaux domestiques;

42° "eaux usées industrielles" : eaux usées autres que les eaux usées domestiques et les eaux usées agricoles;

43° "égouts publics" : voies publiques d'écoulement d'eau constituées de conduites souterraines et affectées à la collecte d'eaux usées;

44° "épuration" : traitement primaire, secondaire ou approprié de l'eau usée, avant rejet dans un bassin hydrographique, en vue de respecter les normes et prescriptions relatives aux eaux urbaines résiduaires et en vue d'atteindre dans le milieu récepteur une eau répondant aux valeurs impératives ou aux valeurs guides conformément aux dispositions relatives aux eaux réceptrices;

45° "état d'une eau de surface" : l'expression générale de l'état d'une masse d'eau de surface, déterminé par la plus mauvaise valeur de son état écologique et de son état chimique;

46° "état d'une eau souterraine" : l'expression générale de l'état d'une masse d'eau souterraine, déterminé par la plus mauvaise valeur de son état quantitatif et de son état chimique;

47° "état chimique d'une eau de surface" : l'expression de la concentration des polluants dans l'eau, le sédiment ou les êtres vivants;

48° "état chimique d'une eau souterraine" : l'expression de la conductivité et des concentrations de polluants dans une masse d'eau souterraine;

49° "état écologique" : l'expression de la qualité de la structure et du fonctionnement des écosystèmes aquatiques associés aux eaux de surface;

50° "état quantitatif" : l'expression du degré d'incidence des captages directs et indirects sur une masse d'eau souterraine;

51° "fonctionnaire chargé du recouvrement" : le fonctionnaire institué dans la fonction de "receveur des taxes et redevances" auprès du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne, Division de la trésorerie;

- 52° "fonds social de l'eau" : le mécanisme financier décrit aux articles 237 à 251 et faisant intervenir les distributeurs, les centres publics d'aide sociale et la S.P.G.E.;
- 53° "fournisseur" :
- a) l'exploitant d'un réseau public de distribution d'eau par canalisations;
 - b) l'exploitant d'une prise d'eau privée qui permet d'alimenter par des canalisations des consommateurs sans passer par un réseau public de distribution d'eau;
 - c) l'opérateur qui fournit l'eau à partir d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne;
- 54° "gadoues" : le produit de la vidange d'une fosse septique;
- 55° "logement" : logement individuel au sens de l'article 1^{er}, 4^o, du Code wallon du logement;
- 56° "lac" : une masse d'eau intérieure de surface stagnante;
- 57° "masse d'eau artificielle" : masse d'eau de surface créée par l'activité humaine;
- 58° "masse d'eau de surface" : une partie distincte et significative des eaux de surface telles qu'un lac, un réservoir, une rivière, un fleuve ou un canal, une partie de rivière, de fleuve ou de canal, une eau de transition ou une portion d'eaux côtières;
- 59° "masse d'eau fortement modifiée" : masse d'eau de surface qui, par suite d'altérations physiques dues à l'activité humaine, est fondamentalement modifiée quant à son caractère, telle que désignée par l'autorité de bassin;
- 60° "masse d'eau souterraine" : un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou de plusieurs aquifères;
- 61° "mesures générales de protection" : mesures de protection des eaux souterraines et des eaux potabilisables applicables à tout le territoire de la Région wallonne;
- 62° "norme de qualité environnementale" : la concentration d'un polluant ou d'un groupe de polluants dans l'eau, les sédiments ou le biote qui ne doit pas être dépassée, afin de protéger la santé humaine et l'environnement;
- 63° "notification" : l'envoi d'un acte de procédure en original ou en copie par lettre recommandée à la poste;
- 64° "objectifs environnementaux" : objectifs fixés à l'article 22;
- 65° "ouvrages de prises d'eau" : tous les puits, captages, drainages et, en général, tous les ouvrages et installations ayant pour objectif ou pour effet d'opérer une prise d'eau, y compris les captages de sources à l'émergence;
- 66° "polluant" : toute substance pouvant entraîner une pollution;
- 67° "pollution" : l'introduction directe ou indirecte, par suite de l'activité humaine, de substances ou de chaleur dans l'air, l'eau ou le sol, susceptibles de porter atteinte à la santé humaine ou à la qualité des écosystèmes aquatiques ou des écosystèmes terrestres dépendant directement des écosystèmes aquatiques, qui entraînent des détériorations aux biens matériels, une détérioration ou une entrave à l'agrément de l'environnement ou à d'autres utilisations légitimes de ce dernier;
- 68° "potentiel écologique" : l'état d'une masse d'eau fortement modifiée ou artificielle classée conformément aux dispositions prises par le Gouvernement en vertu de l'article 22, § 7;
- 69° "prise d'eau" : opération de prélèvement d'eau, y compris l'épuisement d'afflux fortuits;
- 70° "raccordement" : ensemble des canalisations et appareillages utilisés pour l'alimentation en eau d'un immeuble, depuis la prise effectuée sur la conduite mère du distributeur jusqu'au compteur inclus;
- 71° "redevable" : toute personne qui prélève des volumes d'eau soumis à redevance ou à contribution en vertu de l'article 252;
- 72° "rivière" : une masse d'eau intérieure coulant en majeure partie sur la surface du sol mais qui peut couler en sous-sol sur une partie de son parcours;
- 73° "service" : ensemble des actes techniques et administratifs en vue d'assurer la distribution publique de l'eau;
- 74° "services liés à l'utilisation de l'eau" : tous les services qui couvrent, pour les ménages, les institutions publiques ou une activité économique quelconque :
- a) le captage, l'endiguement, le stockage, le traitement et la distribution d'eau de surface ou d'eau souterraine;
 - b) les installations de collecte et de traitement des eaux usées qui effectuent ensuite des rejets dans les eaux de surface;
- 75° "signification" : la remise d'une copie de l'acte par exploit d'huissier de justice;
- 76° "S.P.G.E." : la Société publique de gestion de l'eau visée à l'article 331;
- 77° "sous-bassin" : toute zone dans laquelle toutes les eaux de ruissellement convergent à travers un réseau de rivières, de fleuves et éventuellement de lacs vers un point particulier d'un cours d'eau (normalement un lac ou un confluent);
- 78° "sous-bassin hydrographique wallon" : la portion d'un bassin hydrographique wallon visé à l'article 7;
- 79° "substances dangereuses" : les substances ou groupes de substances qui sont toxiques, persistantes et bioaccumulables, et autres substances ou groupes de substances qui sont considérées, à un degré équivalent, comme sujettes à caution;
- 80° "substances dangereuses prioritaires" : substances désignées par le Gouvernement;
- 81° "substances prioritaires" : substances désignées par le Gouvernement;
- 82° "usager" : toute personne qui jouit du service de la distribution publique de l'eau en tant qu'occupant d'un immeuble raccordé;
- 83° "utilisation de l'eau" : les services liés à l'utilisation de l'eau ainsi que toute autre activité, identifiée aux termes de l'état descriptif requis en vertu de l'article 17, susceptibles d'influer de manière sensible sur l'état des eaux;
- 84° "valeurs guides" : valeurs paramétriques auxquelles les eaux de surface, dans une zone déterminée, devront être conformes dans un délai qui n'est pas déterminé;
- 85° "valeurs impératives" : valeurs paramétriques auxquelles les eaux de surface, dans une zone déterminée, doivent être conformes soit immédiatement, soit dans un délai déterminé;

86° "valeurs limites d'émission": la masse, exprimée en fonction de certains paramètres spécifiques, la concentration et/ou le niveau d'une émission à ne pas dépasser au cours d'une ou de plusieurs périodes données. Les valeurs limites d'émission peuvent être fixées également pour certains groupes, familles ou catégories de substances;

87° "valeurs paramétriques": mesures des différentes caractéristiques d'un paramètre;

88° "voies artificielles d'écoulement": rigoles, fossés ou aqueducs affectés à l'évacuation des eaux pluviales ou d'eaux usées épurées;

89° "voies hydrauliques": voies d'eau proprement dites, constituées par un cours d'eau classé par le Gouvernement parmi les voies navigables ou un canal, et ses dépendances, lesquelles comprennent les terrains, les ouvrages et les constructions destinés à en assurer le maintien, l'utilisation et l'exploitation, ainsi que celles qui contribuent au régime des eaux ou qui servent au passage des bateaux. Les voies hydrauliques comprennent également les barrages réservoirs et leurs dépendances;

90° "zone": au sens de l'article 218, partie du territoire ne constituant pas une agglomération mais située au sein d'un sous-bassin hydrographique et suffisamment homogène pour y appliquer un régime d'assainissement;

91° "zone d'eaux potabilisables": zone de protection d'eaux potabilisables établie en vertu de l'article 156;

92° "zone de distribution": zone géographique dans laquelle les eaux destinées à la consommation humaine proviennent d'une ou de plusieurs sources et à l'intérieur de laquelle la qualité est considérée comme uniforme;

93° "zone de prises d'eau": aire géographique dans laquelle sont installés les ouvrages de surface des prises d'eau;

94° "zone de prévention": aire géographique dans laquelle le captage peut être atteint par tout polluant sans que celui-ci soit dégradé ou dissous de façon suffisante, sans qu'il soit possible de le récupérer de façon efficace;

95° "zone de surveillance": aire géographique qui comprend le bassin ou partie de bassin d'alimentation et le bassin ou partie de bassin hydrogéologique qui sont susceptibles d'alimenter une zone de prise d'eau existante ou éventuelle.

Titre III. — Instances consultatives

CHAPITRE I^{er}. — Commission consultative de l'eau

Art. 3. § 1^{er}. Il est créé une commission consultative de l'eau, dont le Gouvernement fixe la composition et le fonctionnement, ainsi que le montant des indemnités et jetons de présence éventuellement octroyés.

La commission émet un avis sur tous les projets de décret relatifs au domaine de l'eau et d'arrêtés réglementaires pris en exécution des dispositions du présent livre ainsi que dans les autres cas prévus par le présent livre. Elle peut, d'initiative, remettre des avis au Gouvernement sur la politique de l'eau et contribuer à la cohérence des approches menées en Région wallonne pour ce qui concerne la gestion intégrée et globale de l'eau.

§ 2. La commission comprend des membres nommés parmi les candidats présentés par les organisations représentatives :

- de l'industrie, du commerce et des classes moyennes;
- des agriculteurs et des éleveurs;
- des travailleurs;
- des pêcheurs;
- des consommateurs;
- des contrats de rivières;
- des villes et communes;
- des opérateurs du cycle anthropique de l'eau;

ainsi que des membres nommés parmi des candidats présentés par les fédérations de natation et de loisirs nautiques, et par les associations de protection de l'environnement.

Le président et les deux vice-présidents de la commission peuvent être désignés en dehors des personnes mentionnées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement fixe le délai dans lequel les avis de la commission doivent être donnés, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

CHAPITRE II. — Comité de contrôle de l'eau

Art. 4. § 1^{er}. Il est institué un comité de contrôle de l'eau chargé de veiller, par ses avis, à ce que l'évolution du prix de l'eau soit orientée dans le sens de l'intérêt général et de la politique de l'eau menée au niveau de la Région wallonne, et à la prise en compte du coût-vérité. Il assure l'application, par les opérateurs du cycle anthropique de l'eau, des dispositions visées aux articles 194 à 209, 228 à 233, 417 à 419, 443 et 444, et des dispositions réglementaires prises en vertu de celles-ci.

§ 2. Le comité de contrôle est composé de quatorze membres effectifs et de quatorze membres suppléants nommés par le Gouvernement, dont :

1° quatre représentants des communes sur la base d'une liste double proposée par l'Union des villes et communes de Wallonie;

2° deux représentants de la Région;

3° deux représentants des consommateurs sur la base d'une liste double proposée par le conseil central de la consommation;

4° six représentants sur la base d'une liste double proposée par le C.E.S.R.W.

En outre, assistent au comité de contrôle :

1° deux représentants de la S.P.G.E.;

2° deux représentants des producteurs et deux représentants des organismes d'épuration désignés par la société commerciale visée à l'article 333, § 2, 4°.

La qualité de membre du conseil d'administration de la S.P.G.E. ou de membre du comité des experts est incompatible avec celle de membre du comité de contrôle de l'eau.

§ 3. Toute modification du prix de l'eau est obligatoirement soumise pour avis au comité de contrôle préalablement à toute autre formalité imposée par d'autres législations.

Le comité de contrôle dispose d'un délai de trente jours pour remettre son avis. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable. Il est envoyé pour information à l'Inspection générale des prix et de la concurrence.

§ 4. Le Gouvernement fixe le siège du comité, les modalités de fonctionnement, la durée du mandat de ses membres, ainsi que le montant des indemnités et jetons de présence éventuellement octroyés.

Les membres du comité sont révocables en tout temps en cas d'impossibilité d'exercice de leur fonction ou pour faute grave ou lorsqu'ils perdent la qualité pour laquelle ils ont été nommés.

§ 5. Le secrétariat du comité est assuré par le personnel du Conseil économique et social de la Région wallonne conformément à l'article 4, § 3, du décret du 25 mai 1983 modifiant la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique et instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne.

Titre IV. — Récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau

Art. 5. Il est tenu compte, en Région wallonne, du principe de la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources.

Il peut être tenu compte des effets sociaux, environnementaux et économiques de la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources, ainsi que des conditions géographiques et climatiques de la région ou des régions concernées.

Art. 6. L'autorité de bassin agit elle-même et veille, d'ici à 2010, à faire au législateur les propositions adéquates pour que :

1° la politique de tarification de l'eau incite les usagers à utiliser les ressources de manière efficace et contribue ainsi à la réalisation des objectifs environnementaux visés à l'article 22;

2° les différents secteurs économiques, décomposés en distinguant au moins le secteur industriel, le secteur des ménages et le secteur agricole, contribuent de manière appropriée à la récupération des coûts des services de l'eau, sur la base de l'analyse économique réalisée conformément à l'article 17 et compte tenu du principe du pollueur-payeur.

Partie II. — Gestion intégrée du cycle naturel de l'eau

Titre 1^{er}. — Districts, bassins et sous-bassins hydrographiques

CHAPITRE 1^{er}. — Constitution des bassins et sous-bassins hydrographiques wallons

Art. 7. Il y a, en Région wallonne, quatre bassins hydrographiques et quinze sous-bassins hydrographiques :

1° le bassin hydrographique de la Meuse qui comprend les sous-bassins hydrographiques de la Meuse amont, de la Meuse aval, de la Sambre, de l'Ourthe, de l'Amblève, de la Semois-Chiers, de la Vesdre et de la Lesse;

2° le bassin hydrographique de l'Escaut qui comprend les sous-bassins hydrographiques de l'Escaut-Lys, de la Dendre, de la Dyle-Gette, de la Haine et de la Senne;

3° le bassin hydrographique de la Seine qui comprend le sous-bassin hydrographique de l'Oise;

4° le bassin hydrographique du Rhin comprenant le sous-bassin hydrographique de la Moselle.

Art. 8. § 1^{er}. Il est établi, pour la portion de chaque district hydrographique international située en Région wallonne, un bassin hydrographique wallon. Les portions des districts hydrographiques internationaux situées sur le territoire de la Région wallonne constituent les bassins hydrographiques wallons respectivement de la Meuse, de l'Escaut, de la Seine et du Rhin.

§ 2. Il peut être établi dans chaque bassin hydrographique wallon un ou plusieurs sous-bassins hydrographiques wallons correspondant aux sous-bassins hydrographiques énumérés à l'article 7.

Art. 9. Le Gouvernement procède à l'identification des eaux souterraines qui ne correspondent pas complètement au bassin hydrographique de la Meuse, de l'Escaut, de la Seine ou du Rhin et rattache ces eaux souterraines au bassin hydrographique wallon le plus proche ou le plus approprié.

CHAPITRE II. — Constitution des districts hydrographiques internationaux

Art. 10. Le bassin hydrographique de la Meuse est rattaché au district hydrographique international de la Meuse.

Le bassin hydrographique de l'Escaut est rattaché au district hydrographique international de l'Escaut.

Le bassin hydrographique de la Seine est rattaché au district hydrographique international de la Seine.

Le bassin hydrographique du Rhin est rattaché au district hydrographique international du Rhin.

CHAPITRE III. — Autorité compétente

Art. 11. § 1^{er}. Pour chaque bassin hydrographique wallon, une autorité de bassin a pour mission de contribuer à l'application des règles établies aux articles 5, 6, 16 à 19, 22 à 24, 26 à 30, 160 et 168 ou par toute autre législation pertinente et de coordonner les mesures prises pour cette application. L'autorité de bassin peut exercer, dans les conditions et les limites des articles 16 à 19, 23, 24, 26 à 28 et 168, ses missions au sein de chaque sous-bassin hydrographique wallon.

§ 2. Le Gouvernement exerce, pour chaque bassin hydrographique wallon, les missions de l'autorité de bassin.

§ 3. Le Gouvernement porte cette désignation à la connaissance de la Commission européenne ainsi que la désignation de tout organisme international auquel la Région wallonne participe.

§ 4. Le Gouvernement informe la Commission européenne de toute modification des données fournies en application du paragraphe précédent, dans les trois mois de la prise d'effet de cette modification.

§ 5. Le Gouvernement peut mettre en place une plate-forme de coordination pour la mise en œuvre des dispositions du présent livre, il en détermine les modalités de fonctionnement. Celle-ci regroupe les administrations concernées, les représentants du Gouvernement, AQUAWAL, la S.P.G.E. et les centres d'excellence scientifique. Elle informe régulièrement la commission consultative de l'eau des résultats de ses travaux ou de ses études.

CHAPITRE IV. — *Coordination internationale*

Art. 12. § 1^{er}. Dans la limite de ses compétences, la Région wallonne négocie et conclut les accords internationaux et interrégionaux nécessaires à la création et à l'organisation des districts hydrographiques internationaux.

§ 2. Elle promeut la coordination internationale et interrégionale nécessaire à l'accomplissement des obligations imposées par la directive 2000/60/C.E. du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour l'action communautaire dans le domaine de l'eau.

Art. 13. Le Gouvernement prend les règlements et décisions utiles en vue d'assurer la collecte des informations nécessaires pour établir les documents à communiquer aux organismes internationaux.

Art. 14. Le Gouvernement fixe les règles de composition de la délégation du Gouvernement wallon à la commission internationale de l'Escaut.

Art. 15. Le Gouvernement fixe les règles de composition de la délégation du Gouvernement wallon à la commission internationale de la Meuse.

Titre II. — Etat descriptif du bassin hydrographiqueCHAPITRE I^{er}. — *Caractéristiques du bassin hydrographique wallon, description des effets de l'activité humaine sur l'environnement et analyse économique de l'utilisation de l'eau*

Art. 16. Afin d'établir un état descriptif des ressources hydriques, l'autorité de bassin détermine l'emplacement et les limites des masses d'eau de surface, des eaux souterraines et des masses d'eau souterraine qui font partie des bassins hydrographiques wallons.

L'autorité de bassin peut commencer par déterminer l'emplacement et les limites des masses d'eau de surface, des eaux souterraines et des masses d'eau souterraine qui font partie des sous-bassins hydrographiques wallons. Ces données sont ensuite agrégées et, le cas échéant, adaptées afin de déterminer l'emplacement et les limites des masses d'eau de surface, des eaux souterraines et des masses d'eau souterraine qui font partie des bassins hydrographiques wallons.

Art. 17. § 1^{er}. Dans chaque bassin hydrographique wallon, l'autorité de bassin établit un état descriptif qui comprend :

- 1° une analyse des caractéristiques du bassin hydrographique wallon;
- 2° une description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines;
- 3° une analyse économique de l'utilisation de l'eau;
- 4° les plans d'assainissement visés à l'article 218;
- 5° le cadre légal et réglementaire, y compris une présentation des mesures déjà d'application dans le bassin hydrographique wallon, telles que visées au titre VII.

§ 2. L'analyse des caractéristiques des eaux de surface porte notamment sur :

- 1° le classement des masses d'eau de surface dans les catégories "rivières" ou "lacs";
- 2° la détermination des masses d'eau de surface fortement modifiées ou artificielles;
- 3° la répartition des masses d'eau en types pour chaque catégorie d'eau de surface;
- 4° la détermination des conditions de référence caractéristiques pour chaque type de masses d'eau de surface.

§ 3. L'analyse des caractéristiques des eaux souterraines porte notamment sur :

- 1° une caractérisation initiale de toutes les masses d'eaux souterraines pour évaluer leurs utilisations et la mesure dans laquelle elles sont susceptibles de ne pas répondre aux objectifs environnementaux tels que visés à l'article 22;
- 2° une caractérisation plus détaillée des masses d'eaux souterraines qui sont susceptibles de ne pas atteindre les objectifs environnementaux tels que visés à l'article 22, afin d'établir une évaluation plus précise de l'importance de ce risque.

§ 4. L'autorité de bassin peut commencer par élaborer l'état descriptif de chaque sous-bassin hydrographique wallon. Les données sont ensuite agrégées et, le cas échéant, adaptées en vue de constituer l'état descriptif du bassin hydrographique wallon.

§ 5. Le Gouvernement arrête le contenu de l'analyse des caractéristiques du bassin hydrographique wallon et de la description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les procédures et les dispositions techniques nécessaires à leur élaboration. Il arrête également le contenu de l'analyse économique de l'utilisation de l'eau.

§ 6. Le Gouvernement peut faire réaliser des études d'optimisation de la gestion intégrée des bassins ou sous-bassins hydrographiques.

§ 7. La description des effets de l'activité humaine et les analyses visées au paragraphe 1^{er} doivent être réexaminées et, si nécessaire, mises à jour tous les six ans par l'autorité de bassin.

Art. 18. L'autorité de bassin élabore dans chaque bassin hydrographique wallon un ou plusieurs registres de toutes les zones protégées situées dans le bassin hydrographique wallon.

Le Gouvernement arrête le contenu du registre des zones protégées.

L'autorité de bassin peut commencer par élaborer un ou plusieurs registres de toutes les zones protégées situées dans chaque sous-bassin hydrographique wallon. Ces données sont ensuite agrégées et, le cas échéant, adaptées en vue de constituer le registre de toutes les zones protégées du bassin hydrographique wallon.

Les registres des zones protégées sont établis au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent Code et sont régulièrement réexaminés et remis à jour par l'autorité de bassin.

CHAPITRE II. — *Programmes de surveillance et mesures d'urgence*

Art. 19. § 1^{er}. L'autorité de bassin établit un ou plusieurs programmes de surveillance systématique de l'état des eaux de surface, des eaux souterraines et des zones protégées afin de dresser un tableau cohérent, complet et actualisé de l'état des eaux au sein du bassin hydrographique wallon. Le Gouvernement arrête le contenu, les procédures et les dispositions techniques nécessaires à l'établissement du programme de surveillance.

§ 2. Dans le cas des eaux de surface, les programmes de surveillance portent notamment sur :

- 1° l'état écologique et chimique et le potentiel écologique;
- 2° le volume et le niveau ou le débit dans la mesure pertinente pour l'état écologique et chimique et le potentiel écologique.

Dans le cas des eaux souterraines, les programmes de surveillance portent notamment sur la surveillance de l'état chimique et quantitatif.

Si ces eaux appartiennent à une zone protégée, les programmes de surveillance sont complétés par les dispositions contenues dans la législation sur la base de laquelle la zone protégée a été établie.

§ 3. L'autorité de bassin peut commencer par élaborer un ou plusieurs programmes de surveillance de l'état des eaux et des zones protégées de chaque sous-bassin hydrographique wallon. Ces données sont agrégées et, le cas échéant, adaptées en vue d'élaborer un ou plusieurs programmes de surveillance de l'état des eaux et des zones protégées du bassin hydrographique wallon.

§ 4. Les programmes de surveillance visés au paragraphe 1^{er} doivent être opérationnels au plus tard le 22 décembre 2006.

Art. 20. Le Gouvernement peut charger des fonctionnaires et agents de la surveillance des eaux.

Il peut aussi charger de missions de surveillance, par arrêté ou par contrat, des personnes publiques, y compris les organismes d'épuration agréés conformément à l'article 343.

Il peut confier, par contrat, à des personnes privées des tâches ou des missions nécessaires à l'exercice de la surveillance des eaux. Il fixe, par arrêté, les conditions auxquelles ces personnes privées doivent répondre pour être chargées de ces tâches ou missions.

Art. 21. § 1^{er}. En cas de pollution grave et soudaine des eaux ou de menace immédiate de pollution grave, le Gouvernement peut prendre d'office toutes les mesures nécessaires pour éviter ou réduire la pollution; il peut aussi charger le gouverneur de la province ou le bourgmestre de prendre les mesures d'urgence qu'il leur indique.

Le Gouvernement détermine la date à laquelle prennent fin les mesures d'urgence; il peut fixer des dates différentes pour certaines ou pour chacune des mesures qu'il a prises ou prescrit de prendre.

Le Gouvernement peut charger le gouverneur de la province ou le bourgmestre de déterminer la date à laquelle prennent fin les mesures d'urgence prises par ceux-ci en vertu de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Gouvernement peut accorder, suivant les modalités d'un règlement qu'il établit, des avances récupérables aux autorités chargées, en vertu du paragraphe 1^{er}, de prendre des mesures d'urgence.

§ 3. Le Gouvernement peut créer un service d'intervention immédiate dont il règle l'organisation et les missions. Il peut prévoir la participation des pouvoirs subordonnés à ce service. Il peut aussi conclure des contrats avec des particuliers ou des entreprises pour assurer certaines tâches entrant dans sa mission.

Titre III. — Objectifs environnementaux

Art. 22. § 1^{er}. En rendant opérationnels les programmes de mesures prévus dans les plans de gestion, l'autorité de bassin contribue à la réalisation des objectifs définis à l'article 1^{er} et s'efforce, en particulier :

1° en ce qui concerne les eaux de surface :

- a) de prévenir la détérioration de l'état de toutes les masses d'eau de surface;
- b) de protéger, d'améliorer et de restaurer toutes les masses d'eau de surface, afin de parvenir à un bon état des eaux de surface au plus tard le 22 décembre 2015;
- c) de protéger et d'améliorer toutes les masses d'eau artificielles et fortement modifiées, en vue d'obtenir un bon potentiel écologique et un bon état chimique des eaux de surface au plus tard le 22 décembre 2015;
- d) de réduire progressivement la pollution due aux substances prioritaires et d'arrêter ou de supprimer progressivement les émissions, les rejets et les pertes de substances dangereuses prioritaires;
- e) de contrôler les émissions dans les eaux de surface selon l'approche combinée;

2° en ce qui concerne les eaux souterraines :

- a) de prévenir ou de limiter le rejet de polluants dans les eaux souterraines;
- b) de prévenir la détérioration de l'état de toutes les masses d'eau souterraine;
- c) de protéger, d'améliorer et de restaurer toutes les masses d'eau souterraine, ainsi que d'assurer un équilibre entre les captages et le renouvellement des eaux souterraines afin d'obtenir un bon état des masses d'eau souterraine au plus tard le 22 décembre 2015;
- d) d'inverser toute tendance à la hausse, significative et durable, de la concentration de tout polluant résultant de l'impact de l'activité humaine afin de réduire progressivement la pollution des eaux souterraines;

3° en ce qui concerne les zones protégées identifiées en vertu de l'article 18, d'assurer le respect de toutes les normes et de tous les objectifs au plus tard le 22 décembre 2015, sauf disposition contraire dans la législation sur la base de laquelle les différentes zones protégées ont été établies.

§ 2. Le bon état des eaux doit être atteint pour le 22 décembre 2015, sous réserve de l'application des exceptions visées aux paragraphes 5, 6, 7, 8 et 9.

Le Gouvernement détermine, pour chaque type de masses d'eau, les critères généraux du bon état et définit les limites théoriques séparant l'état "très bon" des états "bon", "moyen", "médiocre" et "mauvais". Ces dispositions ont force obligatoire. Le Gouvernement fixe également les règles de présentation de l'état des eaux.

Il appartient à l'autorité de bassin de fixer, dans le plan de gestion, les conditions de référence spécifiques, pour chaque type de masses d'eau, afin d'arriver au bon état décrit en vertu de l'alinéa précédent, et de préciser, le cas échéant, les valeurs séparant l'état "très bon" des états "bon", "moyen", "médiocre" et "mauvais".

§ 3. Lorsque plusieurs objectifs environnementaux sont applicables à une masse d'eau, le plus strict d'entre eux s'applique.

§ 4. L'autorité de bassin établit les mesures destinées à réduire la concentration de polluants dans les eaux souterraines sur la base des critères établis par la Communauté européenne ou, en l'absence de tels critères, sur la base de critères appropriés qu'elle fixe pour le 22 décembre 2005. A défaut de critères adoptés par l'autorité de bassin, le point de départ des inversions de tendance à retenir sera de 75 %, au maximum, du niveau de qualité établi dans la législation communautaire applicable aux eaux souterraines.

Ces mesures sont mises en œuvre sous réserve de l'application des dérogations visées aux paragraphes 8 et 9 et sans préjudice de l'application du paragraphe 11.

§ 5. L'autorité de bassin peut désigner, pour certaines masses d'eau, des objectifs environnementaux dont la réalisation sera postérieure au 22 décembre 2015, à condition que l'état de la masse d'eau concernée ne se détériore pas davantage et lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

1° le report d'échéance répond à au moins une des trois raisons suivantes :

a) les améliorations nécessaires de l'état des masses d'eau ne peuvent, pour des raisons de faisabilité technique, être réalisées qu'en plusieurs étapes excédant les délais indiqués;

b) l'achèvement des améliorations nécessaires dans les délais serait exagérément coûteux;

c) les conditions naturelles ne permettent pas de réaliser les améliorations de l'état des masses d'eau dans les délais prévus;

2° le report de l'échéance et les motifs de ce report sont explicitement indiqués et expliqués dans le plan de gestion du bassin hydrographique wallon;

3° les reports sont limités à un maximum de deux nouvelles mises à jour du plan de gestion du bassin hydrographique wallon, sauf dans les cas où les conditions naturelles sont telles que les objectifs ne peuvent être réalisés dans ce délai;

4° un résumé des mesures requises en vertu de l'article 23 qui sont jugées nécessaires pour amener progressivement les masses d'eau à leur état requis dans le délai reporté, les motifs de tout retard important dans la mise en œuvre de ces mesures et le calendrier prévu pour leur mise en œuvre sont indiqués dans le plan de gestion du bassin hydrographique wallon. Un état de la mise en œuvre de ces mesures et un résumé de toute mesure additionnelle sont inclus dans les mises à jour du plan de gestion du bassin hydrographique wallon.

§ 6. L'autorité de bassin peut fixer, pour certaines masses d'eau spécifiques, des objectifs environnementaux moins stricts lorsque celles-ci sont tellement touchées par l'activité humaine ou que leur condition naturelle est telle que la réalisation de ces objectifs serait impossible ou d'un coût disproportionné, et que les conditions suivantes sont réunies :

1° les besoins environnementaux et sociaux auxquels répond cette activité humaine ne peuvent pas être assurés par d'autres moyens constituant une option environnementale meilleure et dont le coût n'est pas disproportionné;

2° les eaux de surface présentent un état écologique et chimique optimal compte tenu des incidences qui n'auraient raisonnablement pas pu être évitées à cause de la nature des activités humaines ou de la pollution;

3° les eaux souterraines présentent des modifications minimales par rapport à un bon état de ces eaux compte tenu des incidences qui n'auraient raisonnablement pas pu être évitées à cause de la nature des activités humaines ou de la pollution;

4° aucune autre détérioration de l'état des masses d'eau concernées ne se produit;

5° les objectifs environnementaux moins stricts sont explicitement indiqués et motivés dans le plan de gestion du bassin hydrographique wallon et sont revus tous les six ans.

§ 7. L'autorité de bassin peut désigner une masse d'eau de surface comme étant artificielle ou fortement modifiée lorsque :

1° les modifications à apporter aux caractéristiques hydromorphologiques de cette masse d'eau pour obtenir un bon état écologique auraient des incidences négatives importantes sur :

a) l'environnement au sens large;

b) la navigation, y compris les installations portuaires ou les loisirs;

c) les activités aux fins desquelles l'eau est stockée, telles que l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine, la production d'électricité ou l'irrigation;

d) la régularisation des débits, la protection contre les inondations et le drainage des sols;

e) d'autres activités de développement humain durable tout aussi importantes;

2° les objectifs bénéfiques poursuivis par les caractéristiques artificielles ou modifiées de la masse d'eau ne peuvent, pour des raisons de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés, être atteints raisonnablement par d'autres moyens qui constituent une option environnementale sensiblement meilleure.

Cette désignation ainsi que les raisons de cette désignation doivent être explicitement mentionnées dans le plan de gestion du bassin hydrographique wallon et être revues tous les six ans.

Pour les masses d'eau de surface artificielles et fortement modifiées, le Gouvernement fixe les critères généraux du bon potentiel écologique qui doit, sous réserve des exceptions visées aux paragraphes 5, 6, 8 et 9, être atteint pour le 22 décembre 2015.

Il appartient à l'autorité de bassin de fixer, dans le plan de gestion, les conditions de référence spécifiques que doit remplir chaque masse d'eau artificielle ou fortement modifiée, afin d'arriver au bon potentiel écologique décrit en vertu de l'alinéa précédent, et de définir, le cas échéant, les limites concrètes séparant le "bon" potentiel écologique du potentiel écologique "moyen", "médiocre" et "mauvais".

§ 8. L'autorité de bassin peut décider que la détérioration temporaire de l'état d'une masse d'eau suite à une cause naturelle exceptionnelle, de force majeure ou suite à un accident imprévisible est admise, pour autant que toutes les conditions suivantes soient réunies :

1° toutes les mesures faisables sont prises pour prévenir toute nouvelle dégradation de l'état et pour ne pas compromettre la réalisation des objectifs dans d'autres masses d'eau non touchées par ces circonstances;

2° les conditions dans lesquelles de telles circonstances exceptionnelles ou non raisonnablement prévisibles peuvent être déclarées, y compris l'adoption des indicateurs appropriés, sont indiquées dans le plan de gestion du bassin hydrographique wallon;

3° les mesures à prendre dans de telles circonstances exceptionnelles sont indiquées dans le programme de mesures et ne compromettent pas la récupération de la qualité de la masse d'eau une fois que les circonstances sont passées;

4° les effets des circonstances exceptionnelles ou qui n'auraient raisonnablement pas pu être prévues sont revus chaque année et, sous réserve des motifs énoncés au paragraphe 5, 1°, toutes les mesures faisables sont prises pour restaurer, dans les meilleurs délais raisonnablement possibles, la masse d'eau dans l'état qui était le sien avant les effets de ces circonstances;

5° un résumé des effets des circonstances et des mesures prises ou à prendre est inclus dans la mise à jour suivante du plan de gestion du bassin hydrographique wallon.

§ 9. L'autorité de bassin peut décider qu'il est admis de ne pas rétablir le bon état d'une eau souterraine, le bon état écologique ou, le cas échéant, le bon potentiel écologique ou de ne pas empêcher la détérioration de l'état d'une masse d'eau de surface ou d'eau souterraine, en raison de nouvelles modifications des caractéristiques physiques d'une masse d'eau de surface ou de changements du niveau des masses d'eau souterraine, ou de ne pas prévenir la détérioration d'une eau de surface ayant un très bon état de telle sorte qu'elle n'atteint plus qu'un bon état, si cette détérioration résulte de nouvelles activités de développement humain durable et que toutes les conditions suivantes sont réunies :

1° toutes les mesures pratiques sont prises pour atténuer l'incidence négative sur l'état de la masse d'eau;

2° les raisons des modifications ou altérations sont explicitement indiquées et motivées dans le plan de gestion du bassin hydrographique wallon et sont revues tous les six ans;

3° les modifications ou les altérations répondent à un intérêt général majeur ou sont plus bénéfiques pour la santé humaine, le maintien de la sécurité pour les personnes ou le développement durable que la réalisation des objectifs environnementaux fixés au paragraphe 1^{er};

4° les objectifs bénéfiques atteints par ces modifications ou ces altérations ne peuvent, pour des raisons de faisabilité technique ou de coûts disproportionnés, être atteints par d'autres moyens qui constituent une option environnementale sensiblement meilleure.

§ 10. L'autorité de bassin exerce les compétences énumérées aux paragraphes 5, 6, 7, alinéa 1^{er}, 8 et 9, après avoir pris l'avis de la commission consultative de l'eau. L'autorité de bassin établit un rapport justifiant spécialement le recours à ces dispositions.

§ 11. L'application du présent article n'empêche pas et ne compromet pas la réalisation des objectifs environnementaux dans d'autres masses et reste cohérente avec l'application d'autres dispositions en matière de protection de l'environnement.

§ 12. Des mesures sont prises par l'autorité de bassin de manière à ce que l'application du présent article, notamment les paragraphes 5, 6, 7, 8 et 9, garantisse au moins le même niveau de protection que la législation actuellement en vigueur.

Titre IV. — Action de coordination

CHAPITRE 1^{er}. — Programme de mesures

Art. 23. § 1^{er}. En vue d'atteindre les objectifs fixés en application de l'article 22, l'autorité de bassin établit un programme de mesures pour chaque bassin hydrographique wallon.

§ 2. Chaque programme de mesures comprend les "mesures de base" indiquées au paragraphe 3 et, si nécessaire, des "mesures complémentaires" indiquées au paragraphe 4.

§ 3. Chaque programme comprend au minimum :

1° les mesures requises pour l'application de la législation communautaire pour la protection de l'eau, y compris les mesures requises dans le cadre de la législation mentionnée à l'article 160 et les mesures énumérées par le Gouvernement;

2° les mesures qui contribuent à la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau;

3° les mesures adéquates d'incitation à une utilisation efficace des ressources en eau en vue de maintenir leur disponibilité pour les générations futures;

4° les mesures requises pour l'exécution des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique, visés à l'article 218;

5° les mesures requises pour répondre aux exigences de l'article 168, notamment les mesures visant à préserver la qualité de l'eau de manière à réduire le degré de traitement de purification nécessaire à la production d'eau destinée à la consommation humaine;

6° les mesures de contrôle des captages dans les eaux de surface et les eaux souterraines et des endiguements d'eaux de surface. L'autorité de bassin peut exempter de ces contrôles les captages ou endiguements qui n'ont pas d'incidence significative sur l'état des eaux;

7° les mesures de contrôle de la recharge et de l'augmentation artificielle des eaux souterraines;

8° les mesures de contrôle de rejets provenant de sources ponctuelles;

9° les mesures de contrôle de rejets provenant de sources diffuses;

10° les mesures permettant la réalisation des objectifs en cas d'incidences négatives importantes identifiées par la description des effets, établie en application de l'article 17;

11° l'interdiction du rejet direct de polluants dans les eaux souterraines;

12° les mesures d'élimination des substances dangereuses prioritaires et de réduction progressive des autres substances polluantes dans les eaux de surface;

13° les mesures permettant de prévenir les fuites importantes de polluants provenant d'installations techniques, de prévenir et/ou de réduire l'incidence des accidents de pollution, y compris les mesures appropriées pour réduire les risques encourus par les écosystèmes aquatiques;

14° les mesures contribuant à atténuer les effets des inondations et des sécheresses;

15° les mesures spécifiques visant à prévenir et à contrôler la pollution des eaux souterraines, conformément aux mesures adoptées par le Parlement européen et le Conseil;

16° les mesures développant une gestion intégrée et concertée via l'information, la sensibilisation et l'association des acteurs concernés et du public aux différentes étapes de mise en œuvre des plans de gestion visés à l'article 24.

Le programme de mesures est élaboré et mis à jour conformément aux articles 26 à 31. Le Gouvernement peut établir des règles relatives au contenu du programme de mesures. Ces mesures peuvent consister, le cas échéant, en des mesures déjà prises en exécution des dispositions de textes législatifs et réglementaires applicables en Région wallonne dans le domaine traité.

L'autorité de bassin s'efforce de faire, pour chaque rubrique, la distinction entre les corrections à apporter aux mesures déjà applicables dans le bassin hydrographique wallon et les mesures nouvelles à prendre.

§ 4. Chaque programme peut comprendre des mesures complémentaires dont la liste non exhaustive est établie par le Gouvernement. Lorsque de telles mesures sont adoptées, elles sont détaillées par l'autorité de bassin dans le programme de mesures. L'autorité de bassin peut également adopter d'autres mesures complémentaires afin de fournir une protection additionnelle ou une amélioration des eaux, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des accords internationaux pertinents visés à l'article 1^{er}.

§ 5. L'autorité de bassin peut commencer par élaborer un programme de mesures de chaque sous-bassin hydrographique wallon. Ces programmes sont ensuite agrégés et, le cas échéant, adaptés en vue de constituer le projet de programme de mesures puis le programme de mesures de chaque bassin hydrographique wallon.

§ 6. Les dispositions prescriptives du programme de mesures ont valeur indicative pour l'autorité de bassin, l'administration régionale, les organismes régionaux d'intérêt public, les personnes privées chargées d'une mission de service public et, dans les matières d'intérêt régional, les provinces, les communes et les associations de communes.

§ 7. Lorsque les données provenant des contrôles ou d'autres données indiquent que les objectifs définis en vertu de l'article 22 ont peu de chances d'être atteints, l'autorité de bassin veille à ce

que :

1° les motifs de l'éventuelle absence de résultats soient recherchés;

2° les permis et autorisations pertinents soient examinés et, le cas échéant, revus;

3° les programmes de surveillance soient revus et, le cas échéant, ajustés;

4° les mesures supplémentaires qui peuvent être nécessaires pour réaliser ces objectifs soient élaborées, y compris, le cas échéant, l'institution de normes de qualité environnementale plus strictes.

Lorsque ces motifs résultent de circonstances dues à des causes naturelles ou de force majeure, qui sont exceptionnelles ou qui n'auraient raisonnablement pas pu être prévues, en particulier les inondations d'une gravité exceptionnelle et les sécheresses prolongées, l'autorité de bassin peut décider que des mesures supplémentaires sont impossibles à prendre.

§ 8. Le programme de mesures du bassin hydrographique wallon peut être exécuté dans chaque sous-bassin hydrographique wallon.

§ 9. Lors de la mise en œuvre des mesures visées au paragraphe 3, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour ne pas augmenter la pollution des eaux marines. Sans préjudice de la législation existante, l'application de mesures prises dans le cadre du paragraphe 3 ne peut en aucun cas causer, directement ou indirectement, un accroissement de la pollution des eaux de surface. Cette exigence n'est pas applicable dans le cas où il en résulterait un accroissement de la pollution de l'environnement dans son ensemble.

§ 10. Les programmes de mesures sont établis au plus tard le 22 décembre 2009 et toutes les mesures sont opérationnelles au plus tard le 22 décembre 2012. Ils sont réexaminés et, si nécessaire, mis à jour tous les six ans par l'autorité de bassin.

CHAPITRE II. — *Plan de gestion*

Section 1^{re}. — Principes

Art. 24. § 1^{er}. L'autorité de bassin établit un plan de gestion de chaque bassin hydrographique wallon. Le Gouvernement arrête le contenu du plan de gestion du bassin hydrographique wallon.

Chaque plan comprend notamment :

1° une description générale des caractéristiques du bassin hydrographique wallon ainsi qu'un résumé de la description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux et de l'analyse économique;

2° les cartes des réseaux de surveillance et la représentation cartographique des zones protégées;

3° une liste des objectifs environnementaux fixés pour le bassin hydrographique wallon, en ce compris l'identification des cas où des dérogations sont admises conformément à l'article 22;

4° un résumé du ou des programmes de mesures;

5° un résumé des mesures prises pour l'information et la consultation du public;

6° un bilan du plan de gestion précédent.

Chaque plan comprend, au besoin, un registre et un résumé des plans de gestion établis en vertu du paragraphe 2.

§ 2. L'autorité de bassin peut commencer par élaborer un plan de gestion de chaque sous-bassin hydrographique wallon. Ces plans sont ensuite agrégés et, le cas échéant, adaptés en vue de constituer le projet de plan de gestion du bassin hydrographique wallon puis le plan de gestion du bassin hydrographique wallon.

§ 3. Le plan de gestion du bassin hydrographique wallon est élaboré et mis à jour conformément aux articles 26 à 31. Il est publié au plus tard le 22 décembre 2009 et est réexaminé et mis à jour tous les six ans par l'autorité de bassin.

§ 4. Le plan de gestion du bassin hydrographique wallon est accompagné de données relatives à son effet prévisible sur le prix de l'eau, aux implications budgétaires pour les pouvoirs publics, à ses effets prévisibles des points de vue social, économique et environnemental.

Art. 25. Le plan de gestion comporte un plan des installations d'épuration qui reprend les sites susceptibles d'être affectés à l'implantation des stations d'épuration.

Le Gouvernement fixe les modalités visant à assurer la cohérence entre l'implantation des sites destinés à accueillir des stations d'épuration et les règles relatives à l'aménagement du territoire. Il peut préciser, en outre, les critères et conditions de dérogations aux plans de secteurs et aux plans communaux d'aménagement.

Section 2. — Procédure d'élaboration

Art. 26. § 1^{er}. En vue de l'élaboration du plan de gestion visé à l'article 24, § 1^{er}, l'autorité de bassin élabore un projet de calendrier et un projet de programme de travail, y compris un relevé des mesures qui seront prises en matière de consultation.

§ 2. Trois ans au moins avant la date de publication envisagée du plan de gestion et au plus tard trois ans avant le 22 décembre 2009, les projets de calendrier et de programme de travail sont publiés par extraits au *Moniteur belge* et soumis par l'autorité de bassin à une enquête publique d'une durée minimale de six mois. Simultanément, l'autorité de bassin met à disposition les projets de calendrier et de programme de travail, ainsi que les informations utilisées pour leur élaboration, sur un site internet et dans chaque sous-bassin hydrographique wallon concerné.

§ 3. L'enquête publique est annoncée dans chacune des communes du bassin hydrographique wallon, tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans au moins trois journaux diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne, dont un de langue allemande. S'il existe un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire distribués gratuitement à la population, l'avis y est inséré.

En vue de produire un seul plan de gestion de district hydrographique international, l'enquête publique est également annoncée par écrit aux autres Etats ou régions du district hydrographique international.

Le début et la fin du délai de l'enquête publique sont précisés dans l'annonce, ainsi que les adresses du site internet et des lieux où les projets de calendrier et de programme de travail peuvent être consultés et l'adresse à laquelle les observations écrites peuvent être envoyées, le lieu et le moment où les observations verbales sont reçues.

§ 4. En même temps qu'elle soumet les projets de calendrier et de programme de travail à enquête publique, l'autorité de bassin consulte les communes du bassin hydrographique wallon, AQUAWAL, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, la Société publique de gestion de l'eau, la commission consultative de l'eau, la commission régionale de l'aménagement du territoire, la commission de conservation concernée, le comité de contrôle de l'eau, ainsi que toutes personnes et instances qu'elle juge utile de consulter.

§ 5. Les avis sont transmis avant la fin de l'enquête publique à l'autorité de bassin. A défaut, ils sont réputés favorables.

§ 6. Dans les soixante jours qui suivent la fin de l'enquête publique, l'autorité de bassin arrête le calendrier et le programme de travail. Sa décision est motivée. Le calendrier et le programme de travail sont publiés au *Moniteur belge*.

§ 7. La présente procédure s'applique également aux procédures de mise à jour du plan de gestion.

Art. 27. § 1^{er}. En vue de l'élaboration du plan de gestion visé à l'article 24, § 1^{er}, l'autorité de bassin élabore une synthèse provisoire des questions importantes qui se posent dans le bassin hydrographique en matière de gestion de l'eau.

§ 2. Deux ans au moins avant la date de publication envisagée du plan de gestion et au plus tard deux ans avant le 22 décembre 2009, la synthèse provisoire des questions importantes est publiée par extraits au *Moniteur belge* et soumise par l'autorité de bassin à une enquête publique d'une durée minimale de six mois. Simultanément, l'autorité de bassin met à disposition la synthèse provisoire des questions importantes ainsi que les informations utilisées pour son élaboration sur un site internet et dans chaque sous-bassin hydrographique wallon concerné.

§ 3. L'enquête publique est annoncée dans chacune des communes du bassin hydrographique wallon, tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans au moins trois journaux diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne, dont un de langue allemande.

En vue de produire un seul plan de gestion de district hydrographique international, l'enquête publique est également annoncée par écrit aux autres Etats ou régions du district hydrographique international.

Le début et la fin du délai de l'enquête publique sont précisés dans l'annonce, ainsi que les adresses du site internet et des lieux où la synthèse provisoire des questions importantes peut être consultée et l'adresse à laquelle les observations écrites peuvent être envoyées, le lieu et le moment où les observations verbales sont reçues.

§ 4. En même temps qu'elle soumet la synthèse provisoire des questions importantes à enquête publique, l'autorité de bassin consulte les communes du bassin hydrographique wallon, AQUAWAL, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, la Société publique de gestion de l'eau, la commission consultative de l'eau, la commission régionale de l'aménagement du territoire, la commission de conservation concernée, le comité de contrôle de l'eau, ainsi que toutes personnes et instances qu'elle juge utile de consulter.

§ 5. Les avis sont transmis avant la fin de l'enquête publique à l'autorité de bassin. A défaut, ils sont réputés favorables.

§ 6. Dans les soixante jours qui suivent la fin de l'enquête publique, l'autorité de bassin arrête la synthèse des questions importantes. Sa décision est motivée. La synthèse des questions importantes est publiée au *Moniteur belge*.

§ 7. La présente procédure s'applique également aux procédures de mise à jour du plan de gestion.

Art. 28. § 1^{er}. En vue de l'élaboration du plan de gestion visé à l'article 24, § 1^{er}, l'autorité de bassin élabore un projet de plan de gestion ainsi qu'un projet de programme de mesures, établis notamment sur la base des avis et observations recueillis à l'issue des procédures des articles 26 et 27.

§ 2. Un an au moins avant la date de publication envisagée du plan de gestion et au plus tard un an avant le 22 décembre 2009, le projet de plan de gestion et le projet de programme de mesures sont publiés au *Moniteur belge* et soumis par l'autorité de bassin à une enquête publique d'une durée minimale de six mois. Simultanément, l'autorité de bassin met à disposition le projet de plan de gestion et le projet de programme de mesures, ainsi que les informations utilisées pour leur élaboration, sur un site internet et dans chaque sous-bassin hydrographique wallon concerné.

§ 3. L'enquête publique est annoncée dans chacune des communes du bassin hydrographique wallon, tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans au moins trois journaux diffusés dans l'ensemble de la Région wallonne, dont un de langue allemande.

En vue de produire un seul plan de gestion de district hydrographique international, l'enquête publique est également annoncée par écrit aux autres Etats ou régions du district hydrographique international.

Le début et la fin du délai de l'enquête publique sont précisés dans l'annonce, ainsi que les adresses du site internet et des lieux où le projet de plan de gestion et le projet de programme de mesures peuvent être consultés et l'adresse à laquelle les observations écrites peuvent être envoyées, le lieu et le moment où les observations verbales sont reçues.

§ 4. En même temps qu'elle soumet les projets de plan de gestion et de programme de mesures à enquête publique, l'autorité de bassin consulte les communes du bassin hydrographique wallon, AQUAWAL, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, la Société publique de gestion de l'eau, la commission consultative de l'eau, la commission régionale de l'aménagement du territoire, la commission de conservation concernée, le comité de contrôle de l'eau, ainsi que toutes personnes et instances qu'elle juge utile de consulter.

§ 5. Les avis sont transmis avant la fin de l'enquête publique à l'autorité de bassin. A défaut, ils sont réputés favorables.

§ 6. Les résultats de l'enquête publique ainsi que les avis émis par les instances visées au paragraphe 4 sont pris en considération lors de l'adoption du plan de gestion et du programme de mesures.

Le plan de gestion comprend un résumé des mesures prises pour l'information et la consultation du public et les résultats de ces mesures. L'autorité de bassin adopte le plan de gestion et le programme de mesures au plus tard le 22 décembre 2009 et par la suite tous les six ans.

§ 7. Le plan de gestion et le programme de mesures sont publiés au *Moniteur belge*.

Les dispositions prescriptives du programme de mesures ont valeur indicative dix jours après la publication du programme de mesures au *Moniteur belge*.

Dans les dix jours de la publication au *Moniteur belge*, des expéditions du plan de gestion et du programme de mesures sont transmises aux personnes ou instances qui ont été consultées en vertu du paragraphe 4.

Art. 29. Lorsque le plan de gestion et/ou le programme de mesures sont soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement en vertu de l'article 53 de la partie décrétable du livre Ier, les dispositions des articles 55 à 61 de la partie décrétable du livre 1^{er} sont applicables en plus des dispositions prévues à l'article 28.

En même temps qu'elle arrête le projet de plan de gestion et de programme de mesures, l'autorité de bassin rédige le rapport sur les incidences environnementales, visé à l'article 56 de la partie décrétable du Livre Ier.

Lorsque l'information exigée à l'article 56 de la partie décrétable du livre Ier est donnée de manière suffisante dans le projet de plan de gestion ou le projet de programme de mesures, le rapport sur les incidences environnementales peut être limité sur le point à une référence précise à ce projet.

Art. 30. § 1^{er}. Dans les trois mois de leur publication, l'autorité de bassin communique des copies des plans de gestion des bassins hydrographiques wallons à la Commission européenne et aux autres États membres concernés.

§ 2. L'autorité de bassin présente des rapports de synthèse sur :

- l'état descriptif requis en vertu de l'article 17;
- les programmes de surveillance visés à l'article 19 entrepris aux fins du premier plan de gestion, dans les trois mois de leur achèvement.

§ 3. L'autorité de bassin présente, dans un délai de trois ans à compter de la publication de chaque plan de gestion de bassin hydrographique wallon ou de la mise à jour de celui-ci, un rapport intermédiaire décrivant l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme de mesures prévu.

Art. 31. Dans le cas où l'autorité de bassin constate un problème qui influe sur la gestion des eaux relevant de sa compétence mais qu'elle ne peut résoudre elle-même, elle peut faire rapport sur ce point à la Commission européenne et à tout autre Etat ou région concerné et formuler des recommandations relatives à la résolution du problème.

CHAPITRE III. — *Contrat de rivière*

Art. 32. A l'initiative de pouvoirs locaux, d'opérateurs du cycle de l'eau et/ou d'associations, il peut être créé un contrat de rivière au sein de chaque sous-bassin hydrographique wallon. Le contrat de rivière tend à associer une majorité de communes et d'acteurs publics et privés concernés par la gestion des ressources en eau du sous-bassin hydrographique.

Le contrat de rivière est destiné à accueillir le public, les pouvoirs publics et les acteurs du secteur de l'eau en vue de les informer et de les sensibiliser à la gestion intégrée et globale du cycle de l'eau. Le Gouvernement peut attribuer au contrat de rivière des missions d'information, de sensibilisation et de concertation en ce qu'elles contribuent au dialogue, ainsi que des missions techniques précises.

Le Gouvernement peut octroyer des subventions au contrat de rivière selon les règles qu'il détermine. Le contrat de rivière établit un rapport annuel d'activités. L'évaluation du contrat de rivière est réalisée annuellement par la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Titre V. — Cours d'eau

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Art. 33. Les cours d'eau de la Région wallonne sont composés de cours d'eau non navigables et de voies hydrauliques. Ils peuvent être classés dans l'une de ces catégories selon les règles établies à l'article 2, 20^o et 89^o.

Ils sont gérés conformément aux règles du présent titre et en adéquation avec leur destination principale, leurs diverses fonctions et utilisations ainsi qu'avec les contraintes particulières qui y sont liées.

Conformément aux accords internationaux dont elle est signataire, la Région assure la libre circulation des poissons dans tous ses bassins hydrographiques.

CHAPITRE II. — *Cours d'eau non navigables*

Section 1^{re}. — Détermination des cours d'eau non navigables

Art. 34. Le Gouvernement détermine l'origine des cours d'eau non navigables, définis à l'article 2, 20^o, et désigne leur gestionnaire.

Art. 35. Pour cause d'utilité publique ou en raison d'un intérêt manifeste, le Gouvernement peut classer, parmi les cours d'eau non navigables, toute voie d'écoulement artificielle, ainsi que tout cours d'eau ou partie de cours d'eau dont la superficie de l'ensemble des terres desquelles l'évacuation des eaux est assurée par le cours d'eau en amont d'un point déterminé n'atteint pas 100 hectares.

Art. 36. Le ou les gestionnaires sont chargés d'établir et de tenir à jour, en se conformant aux instructions du Gouvernement, les tableaux descriptifs de l'Atlas des cours d'eau non navigables et tous les autres documents de nature à relever leur état.

Le Gouvernement détermine les indications que ces tableaux et documents doivent contenir et prescrit comment et dans quel délai ils doivent être établis. Il fixe les modalités de l'enquête, des réclamations et des recours auxquels l'établissement des tableaux et documents donne lieu, ainsi que celles de leur approbation définitive. Il organise également la conservation et la tenue à jour de ces documents.

Section 2. — Travaux d'entretien et de petite réparation

Art. 37. § 1^{er}. Les travaux d'entretien et de petite réparation comprennent les interventions de maintenance du cours d'eau et des ouvrages qui y sont liés, menées de façon adaptée et proportionnée pour garantir la sécurité des biens et des personnes et la protection de l'environnement et de la nature.

§ 2. Les travaux d'entretien et de petite réparation sont exécutés par le gestionnaire, conformément au règlement régional sur les cours d'eau non navigables déterminé par le Gouvernement.

Ce règlement doit arrêter les modalités d'exécution, et notamment les délais à respecter; il doit également prévoir une visite annuelle des cours d'eau, aux fins de déterminer les travaux qui devront être exécutés au cours de la période de douze mois qui suit cette visite.

Sans préjudice des dispositions de ce règlement, les communes assurent, conformément à l'article 123, 11^o, de la Nouvelle loi communale, les travaux urgents d'entretien et de petite réparation nécessaires à la sécurité immédiate des biens et des personnes.

Art. 38. Les frais occasionnés par ces travaux sont supportés par la Région. Une part contributive dans ces frais peut être mise à charge des personnes de droit privé ou public qui font usage du cours d'eau ou qui sont propriétaire d'un ouvrage d'art qui se trouve sur le cours d'eau, au prorata de l'aggravation des frais provoquée par l'usage du cours d'eau ou par l'existence de l'ouvrage d'art. Cette part contributive est fixée par le Gouvernement.

Art. 39. Les obligations spéciales imposées soit par l'usage, soit par des titres ou des conventions sont maintenues et seront exécutées sous la direction du gestionnaire désigné conformément à l'article 34.

Les ponts et autres ouvrages privés sont entretenus et réparés par ceux à qui ils appartiennent, à défaut de quoi le Gouvernement peut ordonner les travaux à charge des propriétaires, sans préjudice des peines prévues par le présent chapitre et les articles 423 et 424.

Section 3. — Travaux pouvant être soumis à permis d'environnement ou à déclaration

Art. 40. Peuvent être soumis à permis d'environnement ou à déclaration suivant les règles prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

- 1^o tout travail de modification sensible du cours d'eau ou des ouvrages y établis;
- 2^o tout travail d'amélioration de l'écoulement des eaux;
- 3^o tout travail de lutte contre les inondations;
- 4^o toute création ou suppression de cours d'eau;
- 5^o les travaux de dragage ou de curage du cours d'eau et leur exécution par le gestionnaire.

Le gestionnaire peut procéder d'office à l'exécution de tous travaux dont le retard exposerait à danger ou préjudice, à charge d'en informer immédiatement le Gouvernement.

Art. 41. Sans préjudice des subsides alloués par les pouvoirs publics, les frais occasionnés par ces travaux sont supportés par ceux qui en ont pris l'initiative.

Le Gouvernement peut mettre une partie de la dépense à charge des personnes de droit privé ou public qui font usage du cours d'eau ou qui sont propriétaires d'un ouvrage d'art qui se trouve sur le cours d'eau et qui bénéficieraient de ces travaux ou qui les ont rendus nécessaires lorsqu'ils sont exécutés par le gestionnaire.

Section 4. — Dispositions générales

Art. 42. Le lit d'un cours d'eau non navigable est présumé appartenir à la Région.

Art. 43. § 1^{er}. Les riverains, les usagers et les propriétaires d'ouvrages d'art sur les cours d'eau sont tenus :

1. de livrer passage aux agents de l'administration, aux ouvriers et aux autres personnes chargées de la surveillance générale des cours d'eau et de l'exécution des travaux;
2. de laisser déposer, sur leurs terres ou leurs propriétés, les matériaux, l'outillage et les engins nécessaires pour l'exécution des travaux.

§ 2. Les riverains, les usagers et les propriétaires d'ouvrages d'art pourront réclamer un dédommagement pour le préjudice qu'ils auront subi à l'occasion de l'exécution des travaux visés à l'article 40. Ce dédommagement sera compris dans les frais des travaux.

Art. 44. Les matières enlevées du lit du cours d'eau sont gérées conformément aux dispositions du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'application.

Art. 45. Le présent chapitre est d'application dans les waterings.

Art. 46. Les décisions à prendre en exécution des articles 34, à l'exception de la désignation du gestionnaire, 35, 38 et 41 seront précédées d'une enquête publique dans les communes intéressées.

Art. 47. Le Gouvernement est autorisé à faire un règlement général de police des cours d'eau non navigables.

Il détermine, dans ce règlement, le sort des ouvrages existant sans droit sur les cours d'eau non navigables.

Il détermine, dans ce même règlement, outre la peine, les modalités de réparation de la contravention et définit la procédure à suivre au cas où le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel.

CHAPITRE III. — Voies hydrauliques

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 48. Le présent chapitre a pour objet de préserver l'intégrité matérielle et physique des biens du domaine public régional des voies hydrauliques, de conserver à ces biens la destination qu'ils ont reçue, ainsi que d'assurer une gestion durable des voies hydrauliques.

Le Gouvernement peut établir la liste des voies hydrauliques.

Art. 49. Le Gouvernement désigne le gestionnaire des voies hydrauliques.

Section 2. — Travaux d'entretien et de petite réparation

Art. 50. § 1^{er}. Les travaux d'entretien et de petite réparation comprennent les interventions de maintenance des voies hydrauliques, menées de façon adaptée et proportionnée pour garantir la sécurité des biens et des personnes et la protection de l'environnement et de la nature.

§ 2. Les travaux d'entretien et de petite réparation sont exécutés par le gestionnaire, conformément au règlement régional sur les voies hydrauliques. Ce règlement doit régler les modalités d'exécution, et notamment les délais à respecter; il doit également prévoir une visite annuelle des voies hydrauliques, aux fins de déterminer les travaux qui devront être exécutés au cours de la période de douze mois qui suit cette visite.

Section 3. — Travaux pouvant être soumis à permis d'environnement ou à déclaration

Art. 51. Peuvent être soumis à permis d'environnement ou à déclaration, suivant les règles prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

1° tout travail de modification sensible du cours d'eau ou des ouvrages y établis;

2° tout travail d'amélioration de l'écoulement des eaux;

3° tout travail de lutte contre les inondations;

4° toute création ou suppression de cours d'eau;

5° les travaux de dragage ou de curage du cours d'eau et leur exécution par le gestionnaire;

6° les installations fixes ou mobiles réalisées sur le domaine régional des voies hydrauliques;

7° les dépôts effectués dans le domaine régional des voies hydrauliques;

8° l'établissement de digues, remblais, clôtures, plantations susceptibles de gêner l'écoulement des eaux ou de le restreindre d'une manière nuisible en période de crue, ainsi que tous autres travaux réalisés dans le domaine des voies hydrauliques;

9° l'extraction des terres, sables et autres matériaux à moins de 20 mètres de la limite des bords des voies hydrauliques.

Le gestionnaire peut procéder d'office à l'exécution de tous travaux dont le retard exposerait à danger ou préjudice, à charge d'en informer immédiatement le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — Gestion des cours d'eau qui ne sont pas visés aux Chapitres I^{er} à III

Art. 52. Le Gouvernement fixe dans un règlement des règles de police et de gestion applicables aux cours d'eau qui ne tombent pas sous l'application des chapitres I^{er} à III.

CHAPITRE V. — Dispositions relatives à la lutte contre les inondations

Art. 53. Le Gouvernement peut prendre toutes les mesures nécessaires aux fins de lutter efficacement contre les effets des inondations.

Il établit un relevé cartographique des zones soumises à l'aléa inondation.

Les prescriptions de ces documents ont valeur réglementaire et constituent les périmètres visés à l'article 40, 5°, du CWATUP et déterminent le risque d'inondation auquel sont exposés des biens immobiliers, au sens de l'article 136 du CWATUP.

Le Gouvernement peut, en outre, établir un relevé cartographique :

- de la vulnérabilité à l'inondation des biens situés dans les zones soumises à l'aléa inondation;
- du risque de dommages dus aux inondations.

Il peut établir une méthodologie d'élaboration de ces documents.

Art. 54. Le Gouvernement établit un service centralisé d'annonce, de suivi et de prévisions des crues et des inondations dont il règle l'organisation et les missions. Il charge le gestionnaire des voies hydrauliques d'en assurer la mise en place et le fonctionnement.

Titre VI. — Wateringues

CHAPITRE I^{er}. — Organisation des wateringues

Art. 55. Les wateringues sont des administrations publiques instituées en vue de la réalisation et du maintien, dans les limites de leur circonscription territoriale, d'un régime des eaux favorable à l'agriculture et à l'hygiène, ainsi que pour la défense des terres contre les inondations.

Dans les périmètres des sites Natura 2000 au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature compris dans celui des wateringues, ces dernières sont en outre instituées en vue de la réalisation et du maintien d'un régime des eaux approprié tel que défini par l'arrêté de désignation du site en application de l'article 26, § 1^{er}, de la loi précitée.

Art. 56. Le Gouvernement détermine la circonscription de chaque wateringue. Les réserves naturelles et les zones humides d'intérêt biologique désignées comme telles en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature sont soustraites de la circonscription de chaque wateringue.

Le siège de la wateringue est déterminé par son règlement. Il devra toutefois être situé dans la commune ou dans une des communes sur le territoire desquelles s'étend la circonscription de la wateringue, sauf dérogation autorisée par le Gouvernement.

Art. 57. Sont soumises au présent titre toutes administrations, associations ou collectivités existant sous la dénomination de wateringues et qui exercent de manière effective les missions visées par la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues, pour l'objet prévu par l'article 55.

Ne sont pas considérées comme respectant les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, celles des administrations, associations ou collectivités existant sous la dénomination de wateringues qui n'ont pas rempli, au 1^{er} janvier 2003, toutes les conditions visées aux articles 14, 16, 26, 27, 29 et 80 de la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues. A défaut d'avoir communiqué au Gouvernement les renseignements permettant d'établir qu'elles remplissent ces conditions un mois après l'entrée en vigueur du présent titre, ces wateringues sont dissoutes de plein droit.

Le Gouvernement constate le respect des conditions visées à l'alinéa 2 ou, à défaut, la dissolution de la wateringue.

Art. 58. Deux ans après l'entrée en vigueur du présent titre, les wateringues remettent au Gouvernement un rapport administratif et financier qui contient notamment les documents visés aux articles 66 et 68, les procès-verbaux des assemblées générales et un relevé des mesures qui ont exécuté leurs délibérations, l'inventaire et l'état récapitulatif des budgets et des comptes accompagnés d'un commentaire détaillant la situation financière de la wateringue.

Le Gouvernement évalue le rapport visé à l'alinéa 1^{er}. Sur la base de cette évaluation, il est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution des missions des wateringues.

Art. 59. Le Gouvernement peut supprimer des wateringues, modifier les circonscriptions existantes, fusionner plusieurs wateringues ou ordonner leur association en vue de leur défense commune ou pour l'exécution de travaux dans leur commun intérêt.

L'arrêté qui décrète la suppression d'une wateringue, la scission ou la modification de circonscription d'une wateringue ou la fusion de plusieurs wateringues règle la dévolution des patrimoines.

Art. 60. Les décisions visées à l'article 59 sont précédées d'une enquête à laquelle il est procédé par le Gouvernement.

A cet effet, le projet de la décision, accompagné éventuellement de la carte figurative des modifications ou des innovations, est envoyé à toutes les wateringues qu'il est susceptible d'intéresser et est déposé dans les maisons communales des communes qu'il concerne.

Dans celles-ci, des cahiers sont ouverts, pendant un mois, pour recueillir les observations des propriétaires.

Dès leur fermeture, les cahiers sont adressés au Gouvernement.

Art. 61. Si la décision comporte la formation d'une ou plusieurs nouvelles wateringues, par fusion, chacune des nouvelles administrations publiques est tenue de se donner un règlement dans le délai indiqué ci-après.

Le Gouvernement dresse un projet dont le règlement s'inspire. Le règlement est voté par une assemblée composée des personnes auxquelles le projet attribue provisoirement le droit de vote dans les conditions prévues à l'article 67 et convoquée par le Gouvernement dans le délai qu'il fixe. L'assemblée transmet le règlement au Gouvernement pour approbation.

Si l'assemblée ne lui fait pas parvenir dans les trois mois de la première réunion le règlement dûment voté, le Gouvernement arrête le règlement d'office.

Art. 62. Si la décision comporte une association de wateringues, le Gouvernement invite celles-ci à établir le règlement de leur association dans le délai qu'il fixe. L'association de wateringues transmet le règlement au Gouvernement pour approbation.

Si les wateringues ne lui ont pas fait parvenir dans le délai susvisé le règlement de leur association, le Gouvernement arrête celui-ci d'office.

Art. 63. Les wateringues peuvent aussi, de leur propre initiative, s'associer en vue de leur défense commune ou pour l'exécution de travaux dans leur intérêt commun. Elles établissent, en ce cas, le règlement de leur association sous réserve de l'approbation du Gouvernement.

Art. 64. L'association de wateringues possède la personnalité civile. Le règlement de l'association détermine sa dénomination, son siège, son objet, le mode de nomination et de révocation des administrateurs ainsi que leurs pouvoirs et le mode de liquidation.

Les wateringues associées conservent dans le groupement leur personnalité juridique.

CHAPITRE II. — *Administration des wateringues*

Section 1^{re}. — Assemblées générales

Art. 65. L'assemblée générale de la wateringue se compose de ceux des adhérités qui ont droit au vote.

Sont adhérités au sens du présent titre tous titulaires de droits réels emportant jouissance sur les fonds sis dans la circonscription de la wateringue.

Art. 66. Il est dressé par la direction de la wateringue un registre matricule de tous les fonds compris dans la wateringue.

Ce registre matricule est tenu à jour et révisé dans les six premiers mois de chaque année, par la direction.

L'époque à laquelle il est procédé à cette opération est portée à la connaissance des adhérités par la direction. Pendant ce temps, les adhérités peuvent consulter le registre et formuler leurs observations.

Dans la huitaine de la révision, il en est transmis procès-verbal au Gouvernement.

Si la direction de la wateringue ne se conforme pas aux obligations ci-dessus, le Gouvernement commet le conservateur du cadastre pour dresser et arrêter le registre matricule aux frais de la wateringue.

Le Gouvernement est en droit en tout temps de faire rectifier les erreurs constatées dans le registre matricule.

Art. 67. Le règlement de chaque wateringue doit assurer, dans une juste mesure, la représentation des petites propriétés. Il doit, au moins, garantir le droit de vote à chaque adhérité qui possède dans la circonscription de la wateringue des terres d'une superficie de :

1° 0,5 hectare dans une circonscription de moins de 100 hectares;

2° 1 hectare dans une circonscription de 100 à 499 hectares;

3° 2 hectares dans une circonscription de 500 à 999 hectares;

4° 3 hectares dans une circonscription de 1.000 à 4.999 hectares;

5° 4 hectares dans une circonscription de 5.000 à 9.999 hectares;

6° 5 hectares dans une circonscription de 10.000 hectares et plus.

Les propriétaires n'ayant pas isolément droit de vote peuvent grouper leurs propriétés pour atteindre le minimum fixé par le règlement, en vue d'envoyer collectivement un délégué à l'assemblée générale.

Chaque membre de l'assemblée générale ne dispose que d'une seule voix.

Art. 68. La direction de la wateringue dresse la liste des personnes auxquelles appartient le droit de vote.

Cette liste est révisée chaque année avant le 1^{er} octobre et tenue pendant un mois, à partir de cette date, à la disposition des intéressés, lesquels doivent, durant ce délai et sous peine de forclusion, introduire auprès du Gouvernement leurs réclamations éventuelles. Il statue sans délai et, en tout cas, avant la fin de l'année.

Les personnes ne figurant pas sur la liste ainsi arrêtée n'exerceront pas le droit de vote au cours de l'année suivante.

Art. 69. Si le droit de vote appartient à une personne morale, il est exercé par un mandataire spécialement désigné par elle à cet effet.

Si le droit de vote appartient à des propriétaires indivis ou à un propriétaire en même temps qu'à des titulaires de droits d'usufruit, d'emphytéose, de superficie, d'usage ou d'habitation, ce droit de vote ne peut être exercé que par un mandataire commun désigné par les intéressés ou, à défaut d'entente, par le juge de paix. Ce magistrat statue dans le mois de la requête qui lui est adressée à cet effet par la partie la plus diligente.

Art. 70. Les personnes ayant droit de vote peuvent se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire de leur choix, adhérité ou non.

Un mandataire ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Art. 71. Les bourgmestres des communes sur lesquelles s'étend la circonscription de la wateringue ou leurs délégués font partie de droit, mais sans voix délibérative, de l'assemblée générale.

Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement doivent être convoqués aux assemblées générales. Ils y ont voix consultative.

Art. 72. Tout membre de l'assemblée générale non domicilié dans une des communes sur lesquelles s'étend la circonscription de la wateringue est tenu d'y faire élection de domicile pour tout ce qui concerne ses relations avec l'administration de la wateringue.

A défaut de pareille élection de domicile, les notifications et convocations sont valablement adressées à l'administration communale du lieu où la wateringue a son siège.

Art. 73. Sans préjudice des attributions qui lui sont conférées par des dispositions spéciales, la compétence de l'assemblée générale s'étend aux objets suivants :

- 1° l'élaboration du règlement d'ordre et d'administration intérieurs;
- 2° l'élaboration de règlements de police particuliers de la wateringue, dans les conditions prévues à l'article 75;
- 3° les décisions relatives à la construction et à l'amélioration des ouvrages de défense, d'assèchement ou d'irrigation et des chemins; les dispositions relatives aux conventions à conclure avec la Région pour l'exécution des travaux à entreprendre par celle-ci dans la circonscription de la wateringue;
- 4° l'établissement du budget de la wateringue;
- 5° l'examen des comptes et la décharge à donner aux comptables;
- 6° les décisions relatives au principe et aux conditions des locations et affermages des biens de la wateringue ainsi que la remise éventuelle d'obligations assumées par les locataires, les fermiers, les adjudicataires d'ouvrages ou de fournitures;
- 7° les aliénations et autres actes de disposition quant aux biens de la wateringue;
- 8° les emprunts à contracter par la wateringue;
- 9° le vote du geschot ou imposition au profit de la wateringue.

Art. 74. L'assemblée générale est tenue de porter annuellement au budget les dépenses qui sont légalement ou conventionnellement à sa charge.

Si les recettes prévues au budget sont insuffisantes, elle est tenue d'y suppléer par l'établissement d'impositions ordinaires ou extraordinaires.

A défaut par l'assemblée générale de satisfaire à ces prescriptions, il y est pourvu par le Gouvernement, la direction de la wateringue et les adhérités entendus. Le Gouvernement notifie sa décision à la direction de la wateringue et celle-ci la notifie aux adhérités.

Art. 75. Le règlement de police particulier de la wateringue ne peut avoir pour objet que la conservation des digues, des voies d'écoulement et d'irrigation, des chemins, des ouvrages d'art et de leurs dépendances.

Le règlement peut ériger en contravention les infractions à ses dispositions ou à certaines d'entre elles. Ces contraventions sont punies d'un emprisonnement d'un jour à sept jours et d'une amende de 1 euro à 25 euros ou d'une de ces peines seulement. Outre la pénalité, le juge ordonne, s'il y a lieu, la réparation de la contravention dans le délai qu'il détermine et il statue qu'en cas d'inexécution, la direction de la wateringue y pourvoira aux frais du contrevenant qui, en vertu du jugement, pourra être contraint au remboursement de la dépense sur simple état dressé par ce collègue.

Le règlement ne peut être contraire aux lois ni aux règlements généraux.

Il est obligatoire à partir du dixième jour qui suit sa publication.

Les formes de cette publication et celles de sa constatation sont déterminées par arrêté.

Art. 76. Les résolutions de l'assemblée générale sont prises à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le scrutin secret est de droit lorsque le quart des membres présents le demandent.

Art. 77. Après deux avertissements consécutifs, constatés par la correspondance, le Gouvernement peut charger un ou plusieurs commissaires de se transporter sur les lieux, aux frais de la wateringue en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet de recueillir les renseignements ou observations demandés, ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les dispositions décrétales et réglementaires, ainsi que les décisions de toutes autorités compétentes prises en exécution des présentes dispositions décrétales.

La rentrée de ces frais est poursuivie, comme en matière de contributions directes, par le receveur de l'Etat, sur l'exécutoire du Gouvernement.

Art. 78. Sans préjudice des dispositions décrétales et réglementaires spéciales, sont soumis à l'approbation du Gouvernement :

1° les conventions entre plusieurs wateringues ou entre wateringues et tierces personnes, concernant l'écoulement ou l'adduction des eaux;

2° les aliénations, acquisitions, échanges et transactions ayant pour objet des biens ou droits immobiliers et les baux;

3° les emprunts et les conventions d'où résultent, pour la wateringue, des charges permanentes;

4° les délibérations fixant les impositions au profit de la wateringue;

5° les budgets et les comptes.

Art. 79. Sont soumis à l'approbation du Gouvernement les règlements des wateringues ainsi que les modifications apportées à ces règlements.

Sont soumis à la même approbation les conventions d'association conclues entre plusieurs wateringues en vertu de l'article 63 ainsi que les règlements de toute association de wateringues.

Le Gouvernement peut inscrire d'office dans les règlements toute disposition destinée à assurer l'exécution du présent titre.

Art. 80. Les délibérations des assemblées générales non soumises à l'approbation de l'autorité supérieure peuvent être annulées par le Gouvernement, si elles sont contraires au présent titre, au règlement de la wateringue approuvé par l'autorité supérieure, aux intérêts généraux ou à ceux d'une autre administration ou d'une autre institution ou établissement publics.

La délibération ne peut plus être annulée par le Gouvernement, après l'expiration du délai de six mois, à dater du jour où il aura reçu communication de la délibération.

Pendant ce délai de six mois, le Gouvernement peut suspendre l'exécution de la délibération; cette suspension prend fin au plus tard à l'expiration de ce délai.

Section 2. — Direction

Art. 81. Chaque wateringue a une direction composée d'un président et d'un vice-président ainsi que d'administrateurs, dont le nombre est fixé par le règlement.

La direction est assistée d'un receveur-greffier.

Art. 82. Les membres de la direction et le receveur-greffier ne peuvent être parents ni alliés les uns des autres, au premier et au deuxième degré. Ils ne peuvent être entre eux unis par le mariage.

En cas d'alliance survenue depuis la nomination, celui qui l'a fait naître ne peut continuer ses fonctions. Lorsque le mariage survient après la nomination, l'épouse ne peut continuer ses fonctions.

Des dérogations au présent article peuvent être accordées par le Gouvernement.

Art. 83. Lorsque la wateringue appartient à moins de quatre adhérités, le président, le vice-président et les administrateurs sont nommés par le Gouvernement.

Celui-ci peut nommer un ou plusieurs membres de la direction en dehors des adhérités; dans ce cas, lesdits membres feront partie de droit de l'assemblée générale.

Art. 84. Hormis le cas prévu à l'article 83, l'assemblée générale nomme les membres de la direction, au scrutin secret, parmi les adhérités. Elle désigne parmi les membres de la direction et, par deux votes distincts le président et le vice-président.

Ceux qui seraient choisis parmi les adhérités n'ayant pas le droit de vote acquièrent ce droit en vertu de leur nomination.

Art. 85. Le président, le vice-président et les administrateurs doivent être Belges et majeurs à la date de leur nomination ou de leur élection ou à la date du renouvellement de leur mandat. Sauf autorisation spéciale du Gouvernement, ils doivent avoir leur résidence habituelle dans une des communes sur le territoire desquelles s'étend la wateringue ou dans une commune limitrophe.

Art. 86. Le mandat du président, du vice-président et des administrateurs est de six ans. Il est renouvelable.

Le règlement de la wateringue fixe un ordre de sortie de charge.

Art. 87. Les membres de la direction prêtent serment entre les mains du Gouvernement ou de son délégué.

Art. 88. Sauf autorisation spéciale du Gouvernement, nul ne peut être président, vice-président ou administrateur dans plus d'une wateringue.

Art. 89. Le président empêché est remplacé par le vice-président, et en cas d'empêchement de celui-ci, par l'administrateur le plus âgé.

En cas d'empêchement de tous les administrateurs, le Gouvernement désigne un tiers pour remplir temporairement l'office de président.

Art. 90. Les plaintes contre le président sont portées devant l'assemblée générale. Pour l'examen de ces plaintes à l'assemblée générale, le président est remplacé, ainsi qu'il est prévu à l'article 89, alinéas 1^{er} et 2.

L'assemblée générale entend le président. Si elle estime que la plainte est non fondée, elle décide qu'il n'y a pas lieu à sanction. Si elle estime qu'une sanction doit être prise, elle transmet le dossier, accompagné de sa délibération, au Gouvernement.

Le Gouvernement, après avoir entendu le président, peut décider qu'aucune sanction ne doit être prise, ou suspendre ou destituer le président.

Art. 91. L'assemblée générale peut suspendre le vice-président et les administrateurs sur le rapport que lui fait le président et après avoir entendu l'intéressé.

Si elle estime que la suspension doit avoir une durée de plus d'un mois ou que le vice-président ou l'administrateur en cause doit être destitué, sa délibération est transmise au Gouvernement qui statue, après avoir entendu l'intéressé.

Art. 92. Le Gouvernement peut aussi, d'office, après avoir entendu les intéressés et après avoir pris l'avis de l'assemblée générale spécialement convoquée à cet effet à son initiative, suspendre ou destituer le président, le vice-président ou les administrateurs.

L'assemblée générale ne donne son avis qu'après avoir entendu les intéressés.

Art. 93. Sans préjudice des attributions qui lui sont conférées par des dispositions spéciales, la direction est chargée :

1° de la préparation des travaux de l'assemblée générale;

2° de l'exécution des décisions de celle-ci;

3° de la gestion et de la surveillance journalières des intérêts de la wateringue, et en particulier de l'entretien et de la conservation de ses ouvrages de défense, d'assèchement ou d'irrigation et des chemins;

4° de l'administration du domaine de la wateringue;

5° de l'élaboration des plans et des cahiers des charges des travaux et fournitures;

6° de la vérification des livres et de la caisse tenue par le receveur-greffier;

7° de la tenue de la liste des adhérités redevables des impôts au profit de la wateringue ainsi que du rôle de ces impôts;

8° de la détermination des traitements et salaires des gardes, des éclusiers et des autres membres du personnel de la wateringue, hormis le receveur-greffier.

Art. 94. Le président convoque l'assemblée générale au lieu fixé par le règlement; il préside cette assemblée.

Il est tenu de convoquer l'assemblée générale sur la demande écrite d'un tiers au moins des membres.

Art. 95. Il sollicite l'approbation de l'autorité supérieure pour les actes et délibérations qui y sont soumis.

Art. 96. Il ordonne le paiement des travaux et fournitures après réception et sur le vu des pièces justificatives de la dépense, qui doivent être conservées pour être produites à l'appui des comptes.

Art. 97. Il exécute les décisions de la direction.

Il représente la wateringue en justice en se conformant aux instructions de la direction et après y avoir été autorisé par l'assemblée générale et par le Gouvernement pour les actions judiciaires en demandant autres que les actions possessoires et les actions en référé.

Il signe tous les actes et documents de la wateringue sans avoir à justifier à l'égard des tiers de ses pouvoirs. Les actes et documents se rattachant à la gestion financière de la wateringue doivent, toutefois, être contresignés par le receveur-greffier.

Les obligations d'emprunt sont signées par le président et contresignées par un administrateur.

Art. 98. Il dirige et surveille le personnel employé par la wateringue.

Art. 99. Il constate, dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions prévues par le présent titre, par les arrêtés pris en exécution de celui-ci ou par le règlement de police de la wateringue.

Art. 100. En cas d'urgence, il prend les décisions qui relèvent de la compétence de la direction, à charge de lui en faire rapport dans le plus bref délai.

Art. 101. En période de crue et toutes les fois que la wateringue est en danger d'être inondée, les membres de la direction se rendent aux endroits menacés et y prennent toutes les mesures que la situation comporte.

Section 3. — Receveur-greffier

Art. 102. Le receveur-greffier est nommé par l'assemblée générale.

Art. 103. Il doit être Belge et majeur. Ses fonctions prennent fin à l'âge de soixante-cinq ans, sous réserve d'assurer le service jusqu'à la date de prestation de serment de son successeur.

L'assemblée générale fixe son traitement, qui doit être approuvé par le Gouvernement.

Art. 104. Il prête serment en séance de la direction, entre les mains du président.

Art. 105. Il fournit un cautionnement dont le montant est fixé par l'assemblée générale.

Ce cautionnement ne peut dépasser un montant correspondant au traitement d'une année; il ne lui est remboursé qu'après la cessation de ses fonctions et l'approbation par l'assemblée générale de son compte de cleric à maître.

Art. 106. Il tient bureau dans la commune siège de la wateringue ou dans une commune limitrophe.

Art. 107. Le receveur-greffier rédige les procès-verbaux des assemblées générales et des séances de la direction et les signe avec le président.

Art. 108. Il est responsable de la garde des livres, des pièces de comptabilité et d'administration, ainsi que des archives de la wateringue.

Art. 109. Il présente ces documents à toute réquisition du président, de la direction ou du Gouvernement.

Pendant les quinze jours qui précèdent chaque assemblée générale, chacun des membres peut prendre connaissance des documents relatifs aux questions qui figurent à l'ordre du jour. Lorsque l'ordre du jour comporte l'établissement du budget ou l'examen des comptes, une copie de ces documents est communiquée à chaque membre quinze jours au moins avant l'assemblée générale.

Les archives de la wateringue peuvent être consultées par toute personne autorisée à cet effet par le président.

Art. 110. Si la direction estime qu'une sanction doit être prise à charge du receveur-greffier, elle porte l'affaire devant l'assemblée générale. Celle-ci entend l'intéressé. Elle peut le suspendre pour un mois. Si elle estime qu'une sanction plus sévère doit être prise, elle peut proposer au Gouvernement la suspension pour plus d'un mois ou la restitution.

Art. 111. Si le receveur-greffier est suspendu ou se trouve empêché de remplir ses fonctions, la direction pourvoit à son remplacement temporaire.

Section 4. — Gardes et éclusiers

Art. 112. Les gardes et les éclusiers sont nommés, suspendus ou destitués par la direction.

Ils peuvent aussi être suspendus ou destitués par le Gouvernement, la direction de la wateringue entendue.

Aucune sanction disciplinaire n'est prise sans que l'intéressé ait été entendu au préalable.

Art. 113. Il faut, pour être garde ou éclusier, avoir plus de vingt et un ans et moins de soixante-cinq ans.

Art. 114. Les gardes et les éclusiers prêtent serment devant le juge de paix du canton dans lequel la wateringue a son siège.

Art. 115. Ils constatent, dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions prévues par le présent titre et par le règlement de police de la wateringue.

Dans les wateringes où il n'y a ni garde ni éclusier, ce pouvoir de police appartient au receveur-greffier.

Art. 116. Ils peuvent être chargés de faire office de messenger et de porteur de contrainte.

CHAPITRE III. — Impôts au profit de la wateringue

Section 1^{re}. — Etablissement de l'impôt

Art. 117. Tous les fonds compris dans la circonscription peuvent être frappés de l'impôt au profit de la wateringue sur les bases et suivant les distinctions à établir par le règlement.

Celui-ci peut déterminer différenciellement la proportion d'intervention dans l'impôt des diverses catégories de fonds.

Le taux de l'impôt est fixé annuellement par l'assemblée générale.

Art. 118. Pour le paiement de l'impôt, des intérêts et des frais, la wateringue peut poursuivre solidairement les propriétaires, emphytéotes, superficiaires, usufruitiers et titulaires d'un droit d'usage d'un même fonds.

Tous les indivisaires d'un fonds sont aussi tenus solidairement.

Art. 119. Les héritiers et successeurs d'un débiteur décédé sont tenus solidairement de la dette.

Section 2. — Mode de recouvrement de l'impôt

Art. 120. Le rôle de l'impôt au profit de la wateringue est arrêté chaque année par l'assemblée générale, suivant les règles établies par le règlement.

Il est rendu exécutoire par le Gouvernement.

Un rôle supplémentaire peut être dressé par l'assemblée générale pour le prélèvement d'impôts extraordinaires.

Les réclamations sont portées devant le Gouvernement dans les trois mois de la réception de l'avertissement-extrait de rôle, dans les formes et les conditions prévues par les articles 25 à 27 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.

Les décisions rendues sur ces réclamations par le Gouvernement peuvent faire l'objet d'un recours judiciaire, suivant ce qui est prévu en l'article 28 du décret précité.

Art. 121. L'impôt doit être payé dans les délais fixés par l'assemblée générale.

Le règlement prévoit le paiement d'un intérêt de retard)

Le receveur-greffier est responsable des impôts non recouverts par sa faute dans les délais requis. En attendant leur recouvrement, il peut être contraint par le Gouvernement d'en faire l'avance pour couvrir les dépenses de la wateringue, sans pouvoir prétendre de ce chef aucun intérêt.

Art. 122. Les impôts extraordinaires peuvent être répartis sur plusieurs exercices moyennant l'approbation du Gouvernement.

Art. 123. Le receveur-greffier use, pour le recouvrement de l'impôt, des intérêts et des frais, des modes établis pour le recouvrement, par l'Etat, des contributions directes.

Art. 124. Les frais de contrainte et d'exécution sont établis comme en matière de contributions directes.

Section 3. — Garanties pour le recouvrement de l'impôt

Art. 125. Les redevables de l'impôt au profit de la wateringue sont tenus sur leurs biens immobiliers situés dans la circonscription de la wateringue et sur tous leurs biens mobiliers.

Art. 126. Les impôts ordinaires et extraordinaires au profit de la wateringue, les intérêts et les frais sont garantis par un privilège général sur les revenus et les biens meubles de toute nature du redevable et par une hypothèque légale grevant tous les biens de celui-ci situés dans la circonscription de la wateringue et qui en sont susceptibles.

Art. 127. Le privilège prend rang immédiatement après celui établi en faveur du Trésor public pour le recouvrement des impôts directs sans préjudice de l'article 13 de la loi du 5 juillet 1871 et de l'article 4 de la loi du 11 avril 1895.

Il s'exerce pendant deux ans à compter de la date de l'exécutoire du rôle.

La saisie des revenus ou des biens avant l'expiration de ce délai conserve le privilège jusqu'à leur réalisation.

Est assimilée à la saisie, la demande du receveur-greffier, faite par pli recommandé à la poste, aux fermiers, locataires, receveurs, agents, économes, notaires, huissiers, greffiers, curateurs, représentants et autres dépositaires et débiteurs de revenus, sommes, valeurs ou meubles, de payer en l'acquit des redevables, sur le montant des fonds ou valeurs qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, jusqu'à concurrence de tout ou partie des impôts au profit de la wateringue dus par ces derniers.

Ces demandes étendent leurs effets aux créances conditionnelles ou à terme, quelle que soit l'époque de leur exigibilité.

Art. 128. § 1^{er}. L'hypothèque légale ne préjudicie pas aux privilèges et hypothèques antérieurs.

§ 2. Elle prend rang à partir de son inscription.

Hormis le cas où les droits de la wateringue sont en péril, l'inscription ne peut être requise qu'à partir de l'expiration d'un délai de six mois, commençant à courir à la date de l'exécutoire du rôle comportant les impôts garantis.

§ 3. L'hypothèque est inscrite à la requête du receveur-greffier chargé du recouvrement.

L'inscription a lieu, nonobstant opposition, contestation ou recours, sur présentation d'une copie certifiée conforme par le receveur-greffier de l'avertissement-extrait mentionnant la date de l'exécutoire du rôle.

§ 4. Sans préjudice de l'application de l'article 87 de la loi du 16 décembre 1851, l'inscription peut être requise pour une somme à arbitrer par le receveur-greffier, dans le bordereau, en représentation de tous les intérêts et accessoires qui pourraient être dus avant l'acquittement de l'impôt dû à la wateringue.

§ 5. Le receveur-greffier donne mainlevée dans la forme administrative, sans qu'il soit tenu, vis-à-vis du conservateur des hypothèques, de fournir la justification du paiement des sommes dues.

§ 6. Si, avant d'avoir acquitté les sommes garanties par l'hypothèque légale, les intéressés désirent en affranchir tout ou partie des biens grevés, ils en font la demande au receveur-greffier. Cette demande est admise si la wateringue a déjà ou s'il lui est donné sûreté suffisante pour le montant de ce qui lui est dû.

§ 7. Les frais de formalités hypothécaires relatives à l'hypothèque légale sont à charge du contribuable.

Section 4. — Prescriptions

Art. 129. Il y a prescription pour le recouvrement des impôts, des intérêts et des frais après deux ans à partir du 1^{er} janvier qui suit l'année pendant laquelle l'impôt doit être payé.

Art. 130. Sans préjudice du recours prévu à l'article 120, l'action en restitution de toute somme perçue indûment se prescrit de plein droit par deux ans à compter du jour du paiement.

Art. 131. Le délai prévu aux articles 129 et 130 peut être interrompu de la manière prévue par les articles 2244 et suivants du Code civil et par une renonciation à la partie déjà courue du délai de prescription.

En cas d'interruption de la prescription, une nouvelle prescription, susceptible d'être interrompue de la même manière, est acquise deux ans après le dernier acte interruptif de la précédente prescription s'il n'y a instance en justice.

CHAPITRE IV. — Travaux à exécuter par les wateringues

Art. 132. § 1^{er}. Les wateringues dressent tous les cinq ans un plan de gestion comprenant un état des travaux à exécuter pendant cette période pour la construction, l'amélioration, l'entretien et la conservation des ouvrages de défense, d'assèchement ou d'irrigation et des chemins de la wateringue.

Le plan de gestion intègre les objectifs de gestion et interdictions particulières établis par les arrêtés, pris en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, portant désignation du ou des sites Natura 2000 existant au sein de la circonscription de la wateringue. Il comprend les travaux nécessaires pour remplir les objectifs du régime de gestion active tels que définis par l'arrêté de désignation du ou des sites.

§ 2. Le plan de gestion comporte une estimation de la dépense et distingue, d'une part, une liste indicative des travaux visés à l'article 133 et, d'autre part, une liste des travaux d'entretien et de conservation.

Le premier plan de gestion est établi au plus tard le 15 avril 2005. Il est communiqué au Gouvernement et soumis à son approbation. Si le dossier est complet, l'approbation est réputée acquise à défaut de notification d'une décision contraire dans les quarante jours de la réception du plan de gestion par le Gouvernement.

§ 3. Dans les périmètres des sites Natura 2000 visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, l'approbation par le Gouvernement de ce plan de gestion vaut conclusion d'un contrat de gestion active au sens de l'article 27 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature en ce qui concerne la réalisation et le maintien d'un régime des eaux approprié.

Art. 133. Peuvent être soumis à permis d'environnement ou à déclaration selon les règles prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

1^o les travaux de construction, de suppression et de modification d'une digue, d'un fossé de garde ou d'un ouvrage d'art dans les digues exécutés par une wateringue;

2^o tous autres travaux de construction et d'amélioration exécutés par une wateringue.

Art. 134. Les wateringues peuvent procéder d'office à l'exécution de tous travaux dont le retard exposerait à danger ou préjudice, à charge d'en donner immédiatement avis au Gouvernement.

Le Gouvernement peut ordonner provisoirement la suspension ou la modification des travaux en attendant que les formalités visées à l'article 133 soient remplies.

Art. 135. La direction de la wateringue choisit le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures et de services et fixe les conditions; elle engage la procédure et attribue le marché.

Sauf les cas d'urgence prévus à l'article 134, la décision d'attribution du marché est soumise à l'approbation du Gouvernement.

L'approbation est réputée acquise à défaut de notification d'une décision contraire dans les quarante jours de la réception de la décision au Gouvernement.

Art. 136. Les membres de la direction ni le receveur-greffier ne peuvent, sous peine de destitution et sans préjudice des peines prévues à l'article 245 du Code pénal, prendre ou recevoir quelque intérêt que ce soit dans les fournitures et travaux intéressant la wateringue.

Art. 137. La réception des travaux et matériaux est faite sous la responsabilité de la direction.

Les procès-verbaux de réception sont joints à l'appui des mandats définitifs de paiement délivrés par le président.

Art. 138. Pour l'extraction de la terre et autres matériaux nécessaires aux travaux visés à l'article 134, la wateringue peut, moyennant une indemnité préalable et équitable aux propriétaires et exploitants intéressés, pratiquer des fouilles à l'intérieur de sa circonscription.

Sans préjudice de l'article 134, le président, d'accord avec le fonctionnaire compétent désigné par le Gouvernement, détermine l'emplacement et les dimensions de ces fouilles de manière qu'elles ne puissent nuire à la conservation des ouvrages de défense.

CHAPITRE V. — *Mesures de surveillance et travaux exécutés d'office*

Art. 139. Sans préjudice des obligations que lui impose l'article 93, 3^o, la direction de la wateringue est tenue de faire, dans le courant des mois de mars ou d'avril et de septembre de chaque année, l'examen approfondi de l'état d'entretien et de conservation des ouvrages de défense, d'assèchement ou d'irrigation de la wateringue.

Art. 140. S'il ressort d'un rapport dressé par le Gouvernement et notifié à la direction de la wateringue, que des travaux nécessaires à l'entretien ou à la sécurité d'une wateringue sont négligés, le Gouvernement entend la direction de la wateringue en présence du fonctionnaire compétent et il fixe, le cas échéant, le délai dans lequel l'assemblée générale est tenue de décider l'exécution des travaux.

Art. 141. Si la wateringue ne prend pas cette décision dans le délai fixé, le Gouvernement peut prendre les mesures requises, au nom et pour compte de la wateringue, par application de l'article 77.

Le Gouvernement peut aussi décréter d'office l'exécution des travaux. Dans ce cas, les avances de fonds nécessaires sont faites par la Région.

Art. 142. Tous les travaux sont exécutés sous le contrôle du Gouvernement.

Le Gouvernement assiste, en outre, à la réception des travaux autres que ceux d'entretien ou de conservation.

Art. 143. S'il parvient à la connaissance du Gouvernement qu'une wateringue exécute ou a exécuté quelque ouvrage sans les autorisations requises ou sans respecter les conditions imposées, et si l'ouvrage paraît nuisible aux intérêts généraux, provinciaux ou communaux ou à ceux d'une autre wateringue, le Gouvernement entend contradictoirement les administrations intéressées et ordonne, s'il y a lieu, la remise des choses en leur état précédent.

Si la wateringue n'exécute pas les ordres du Gouvernement, celui-ci peut procéder conformément à l'article 141.

Art. 144. § 1^{er}. Pour le recouvrement de sa créance du chef des avances qu'elle a faites, des intérêts et des frais, la Région a contre la wateringue une action civile.

Ces avances, intérêts et frais sont garantis par un privilège général sur les revenus et les biens meubles de toute nature de la wateringue et par une hypothèque légale grevant tous les biens de la wateringue qui en sont susceptibles.

§ 2. Le privilège prend rang immédiatement après celui qui est établi en faveur du Trésor public pour le recouvrement des impôts directs.

Il s'exerce à compter de l'expiration du délai de trois mois prévu à l'article 145.

Ce privilège subsiste jusqu'à extinction complète de la créance de la Région.

La saisie des revenus ou des biens avant ce moment conserve le privilège jusqu'à leur réalisation.

Est assimilée à la saisie, la demande du Gouvernement, faite par pli recommandé à la poste, aux fermiers, locataires, receveurs, agents, économes, notaires, huissiers, greffiers, curateurs, représentants et autres dépositaires et débiteurs de revenus, sommes, valeurs ou meubles, de payer en l'acquit de la wateringue, sur le montant des fonds ou valeurs qu'ils doivent ou qui sont entre leurs mains, jusqu'à concurrence de tout ou partie des sommes dues par la wateringue.

Ces demandes étendent leurs effets aux créances conditionnelles ou à terme, quelle que soit l'époque de leur exigibilité.

§ 3. L'hypothèque légale ne préjudicie pas aux privilèges et hypothèques antérieurs.

Elle prend rang à partir de son inscription.

L'hypothèque est inscrite à la requête du Gouvernement, sur présentation de deux bordereaux contenant, outre l'indication du ministère et de la wateringue intéressés, le montant pour lequel l'inscription est requise et l'indication spéciale de la nature et de la situation de chacun des immeubles sur lesquels portera l'hypothèque.

Le Gouvernement donne mainlevée de l'hypothèque dans la forme administrative sans qu'il soit tenu vis-à-vis du conservateur des hypothèques de fournir la justification du paiement des sommes dues.

Les frais de formalités hypothécaires sont à charge de la wateringue.

Art. 145. Un délai est laissé à la wateringue pour prendre les mesures requises en vue du paiement. Ce délai ne sera pas inférieur à trois mois à partir de la notification du décompte par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut, suivant les circonstances, autoriser le paiement par acomptes. Il peut également, si les circonstances le justifient, accorder la remise d'une partie de la dette.

Art. 146. Si la wateringue n'a pas pris, dans le délai visé à l'article 145, les mesures requises pour assurer, selon les modalités proposées, le paiement de la créance de la Région ou si, ultérieurement, la wateringue reste en défaut de satisfaire à ses engagements, la Région est en droit de poursuivre contre la wateringue le recouvrement de sa créance comme en matière domaniale.

Art. 147. Avant comme après l'introduction des poursuites, la Région est en droit de prendre, contre la wateringue, pour le recouvrement de sa créance, des mesures conservatoires, conformément aux règles applicables en matière civile.

Art. 148. Dans les cas prévus à l'article 146, la Région peut aussi, en vue du remboursement de sa créance, intervenir auprès de la wateringue pour l'amener à établir des impositions ordinaires ou extraordinaires au profit de la wateringue.

Si la wateringue reste en défaut de décréter ces impôts, la Région peut les faire établir par un commissaire spécial conformément à l'article 77.

La rentrée de ces impôts, des intérêts et des frais est poursuivie par le receveur-greffier.

Le Gouvernement peut, au besoin, substituer pour la rentrée de ces impôts un receveur des domaines au receveur-greffier.

En ce cas, le receveur des domaines remplit toutes les formalités en lieu et place des autorités de la wateringue. Il fait recette des sommes perçues en atténuation de la dette de la wateringue.

Art. 149. Dans les limites des circonscriptions soumises au régime du présent titre, le Gouvernement peut prescrire toute mesure et décréter d'office tous les travaux que commande l'intérêt général. Pareils travaux sont exécutés par et aux frais de la Région.

Sur la proposition de l'assemblée générale de la wateringue, le Gouvernement peut, après avoir pris l'avis du conseil communal intéressé, décréter que des chemins situés dans la circonscription de la wateringue seront transférés dans le domaine public de la commune pour faire partie de la voirie communale.

CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses*

Art. 150. A l'égard des propriétés particulières sises hors de leur circonscription, les administrations des wateringues usent des servitudes prévues aux articles 15 à 21 du Code rural suivant les règles édictées en ces mêmes dispositions.

Art. 151. A l'égard des propriétés faisant partie de leur circonscription, les directions des wateringues décident de la nécessité d'user de ces servitudes et l'autorité judiciaire déterminée à l'article 21 du Code rural n'est appelée à statuer que sur le montant des indemnités dues.

Art. 152. Si une wateringue se trouve dans la nécessité d'user du domaine d'une autre wateringue, aux fins prévues par les articles 15 à 21 du Code rural, les arrangements qui interviennent à cet égard sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

En cas de désaccord entre les administrations intéressées, la députation permanente statue tant sur la nécessité des mesures envisagées que sur les conditions de leur exécution, y compris les indemnités.

Art. 153. Le Gouvernement est autorisé à faire un règlement général de police des wateringues.

Les infractions aux dispositions de ce règlement seront punies d'un emprisonnement d'un jour à sept jours et d'une amende de 1 euro à 25 euros, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 154. Le Gouvernement est autorisé à déroger au présent titre en faveur des wateringues dont le territoire s'étend en partie sur un pays limitrophe.

Art. 155. La Région wallonne succède aux droits et obligations des provinces, en ce compris les droits et obligations résultant des procédures judiciaires en cours et à venir, en ce qui concerne les wateringues.

Titre VII. — Protection de l'eau

CHAPITRE 1^{er}. — *Protection des eaux de surface*

Section 1^{re}. — *Objectifs de qualité et zones de protection*

Art. 156. § 1^{er}. Le Gouvernement peut déterminer les normes générales qui définissent les objectifs de qualité auxquels doivent satisfaire les eaux de surface à usages déterminés.

Après avis de la commission consultative de l'eau, le Gouvernement désigne, modifie et délimite des "zones de protection", dans lesquelles les eaux de surface, en raison notamment de leur utilisation ou de leur destination, doivent être conformes à certaines valeurs paramétriques.

Après avis de la même commission et sans préjudice de l'application des normes internationales obligatoires et des normes légales générales ou sectorielles, le Gouvernement peut fixer, pour des zones de protection désignées et délimitées conformément à l'alinéa 1^{er}, des valeurs impératives et des valeurs guides.

Les mêmes valeurs impératives et les mêmes valeurs guides sont fixées, en vertu de l'alinéa 2, pour toutes les zones de protection dont les eaux de surface ont la même utilisation ou la même destination. En raison des circonstances propres à la zone considérée, le Gouvernement peut cependant fixer des valeurs impératives et des valeurs guides pour une zone de protection déterminée, dérogeant aux normes qu'il a établies pour d'autres zones de même nature.

Lorsque les limites de deux zones de protection, désignées en raison d'utilisations ou de destinations différentes, coïncident, les eaux de surface doivent être conformes, en ce qui concerne les paramètres communs, aux valeurs paramétriques les plus sévères, tant pour les valeurs guides que pour les valeurs impératives. La même règle est applicable, le cas échéant, à la partie commune à deux zones.

§ 2. Si cette mesure est nécessaire à assurer le respect de valeurs paramétriques déterminées dans une zone de protection située en aval, le Gouvernement peut, après avis de la commission consultative de l'eau, désigner et délimiter des zones d'amont dans lesquelles les eaux de surface doivent être conformes à certaines valeurs paramétriques.

§ 3. Le maintien de la qualité des eaux de surface ne peut se comprendre comme entraînant une obligation à charge de la Région, sauf en ce qui concerne les valeurs impératives des objectifs de qualité dans les zones de protection; notamment la Région n'est pas tenue de bâtir des ouvrages d'épuration. Elle n'est tenue d'en financer la construction que dans les limites fixées par les règles d'allocation de subventions, prises en vertu du présent livre.

Art. 157. Le Gouvernement établit et tient à jour l'inventaire des zones désignées en vertu de l'article 156.

Cet inventaire mentionne :

1° les limites de chaque zone et partie de zone;

2° les paramètres et les valeurs paramétriques fixés pour chaque zone, résultat soit des décisions prises par le Gouvernement en vertu de l'article 156, soit des normes légales générales ou sectorielles, soit des normes internationales obligatoires.

L'inventaire des zones de protection et des zones d'amont, ainsi que ses mises à jour, sont publiés au *Moniteur belge*, sans préjudice de la publication des décisions prises par le Gouvernement en vertu de l'article 156 et de la publication des diverses normes légales ou internationales obligatoires dans les zones de protection et les zones d'amont.

Art. 158. Lorsqu'il est constaté, dans une zone de protection, que les eaux de surface ne sont pas conformes aux valeurs impératives, le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour que ces eaux retrouvent la qualité exigée.

Le Gouvernement peut, en outre, interrompre temporairement une certaine utilisation des eaux de la zone de protection, si la réglementation de cette utilisation relève de la compétence de la Région. Dans le cas contraire, le Gouvernement notifie à l'autorité compétente les raisons qui pourraient justifier une suspension temporaire de l'autorisation de cette utilisation.

Section 2. — Actes pouvant être soumis à permis d'environnement ou à déclaration

Art. 159. Peuvent être soumis à permis d'environnement ou à déclaration suivant les règles prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

- 1° tout déversement d'eaux usées dans une eau de surface ordinaire;
- 2° tout déversement d'eaux usées industrielles dans les égouts publics, les collecteurs d'eaux usées ou les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;
- 3° tout dépôt temporaire ou permanent de polluants à un endroit d'où, par un phénomène naturel, ces matières peuvent être entraînées dans les eaux de surface ou les égouts publics;
- 4° les écoulements de marche des bateaux dans les eaux de surface ordinaires;
- 5° les déversements d'eaux usées domestiques dans les égouts publics, les collecteurs d'eaux usées ou les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;
- 6° les déversements d'eaux usées agricoles dans les égouts publics, les collecteurs d'eaux usées ou les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;
- 7° l'établissement de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues;
- 8° les prises d'eau de surface qui ne sont pas situées dans une zone d'eau potabilisable.

Section 4. — Approche combinée

Art. 160. § 1^{er}. L'autorité de bassin veille à ce que tous les rejets dans les eaux de surface visés au paragraphe 2 soient contrôlés conformément à l'approche combinée exposée dans le présent article.

§ 2. L'autorité de bassin veille à la mise en place et/ou à la mise en œuvre :

- 1° des contrôles d'émission fondés sur les meilleures techniques disponibles;
- 2° ou des valeurs limites d'émission pertinentes;
- 3° ou des contrôles et, le cas échéant, des meilleures pratiques environnementales en cas d'incidences diffuses; indiqués dans :
 - 1° le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
 - 2° la directive 91/271/C.E.E. du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;
 - 3° la directive 91/676/C.E.E. du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;
 - 4° les législations énumérées par le Gouvernement;
 - 5° toute autre législation pertinente;

au plus tard le 22 décembre 2012, sauf disposition contraire dans la législation concernée.

§ 3. Si un objectif ou une norme de qualité, établi en application du présent livre ou de toute autre disposition législative, exige des conditions plus strictes que celles qui résulteraient de l'application du paragraphe 2, des contrôles d'émission plus stricts sont fixés en conséquence.

Section 4. — Mesures particulières de protection et statistiques

Art. 161. Il est interdit :

- 1° d'introduire des gaz polluants, des liquides interdits par le Gouvernement, des déchets solides qui ont été préalablement soumis à un broyage mécanique ou des eaux contenant de telles matières dans les égouts publics, les collecteurs et les eaux de surface;
- 2° de jeter ou de déposer des objets, d'introduire des matières autres que des eaux usées dans les égouts publics, les collecteurs et les eaux de surface.

Art. 162. Le Gouvernement peut imposer des prescriptions relatives à l'entretien des étangs et autres pièces d'eau non courante en vue de prévenir la pollution organique qui résulte de leur vidange ou curage.

Il peut, en outre, imposer aux autorités publiques gestionnaires de voiries, des prescriptions, complétant les normes générales, en ce qui concerne la collecte, l'évacuation et le traitement des eaux de ruissellement.

Art. 163. Le Gouvernement peut réglementer les rejets dans les eaux fluviales en provenance des bateaux ainsi qu'arrêter les mesures destinées à prévenir la pollution des eaux dans les ports fluviaux.

Art. 164. Le Gouvernement peut réglementer la fabrication, la vente, l'offre en vente et l'utilisation de produits qui, s'ils aboutissent après usage dans les eaux d'égouts ou dans les eaux de surface, sont susceptibles soit de polluer les eaux de surface, soit d'y entraver les phénomènes d'auto-épuration, soit de nuire au fonctionnement des installations d'épuration d'eaux usées et des fosses septiques.

Art. 165. Lorsque des renseignements individuels sont indispensables pour la préparation, l'élaboration ou l'exécution d'une réglementation en matière de protection des eaux de surface contre la pollution ou pour l'exécution des obligations internationales, le Gouvernement peut faire procéder à toutes les investigations nécessaires en vue de mettre ces renseignements à la disposition des services de la Région qu'il désigne.

Les renseignements individuels recueillis à cette occasion ne peuvent être utilisés qu'aux fins suivantes :

- 1° application des autres articles du présent livre et des dispositions réglementaires prises en vertu de celui-ci;
- 2° établissement des statistiques;
- 3° recherche scientifique dans le domaine de la protection de l'environnement, à condition que le détenteur des données se soit engagé préalablement par écrit envers le Gouvernement à ne pas divulguer, laisser divulguer par des tiers ni publier des données d'une manière qui serait de nature à révéler des situations individuelles.

Le Gouvernement peut publier des statistiques globales et anonymes, à l'exclusion des données dont, par suite du nombre réduit de déclarants, la divulgation serait de nature à révéler des situations individuelles.

Art. 166. Celui qui, à quelque titre que ce soit, détient soit des renseignements susceptibles de contenir des secrets industriels ou commerciaux recueillis en exécution du présent chapitre, soit des statistiques globales et anonymes établies à l'aide de ces renseignements et qui n'ont jamais été publiées par le Gouvernement, ne peut publier ces renseignements, statistiques ou informations, ni les communiquer à des personnes ou services non qualifiés pour en prendre connaissance.

Sauf s'il y a infraction au présent chapitre, ces renseignements statistiques ou informations ne peuvent, en outre, être révélés ni dans le cas visé par l'article 29 du Code d'instruction criminelle ni en cas de témoignage en justice.

CHAPITRE II. — Protection des eaux souterraines et des eaux utilisées pour le captage d'eau potabilisable

Section 1^{re}. — Mesures générales de protection

Art. 167. Sans préjudice des dispositions relatives à la législation sur la protection des eaux de surface et relatives aux déchets, le Gouvernement prend tous les arrêtés nécessaires afin de réduire progressivement la concentration de polluants dans les eaux souterraines et de protéger les eaux potabilisables de surface contre la pollution.

Il peut notamment interdire, réglementer ou soumettre à permis d'environnement ou à déclaration le rejet ou le dépôt de matières qu'il déclare susceptibles de polluer les eaux souterraines ou les eaux de surface potabilisables.

Art. 168. L'autorité de bassin recense, dans chaque bassin hydrographique wallon, toutes les masses d'eau utilisées pour le captage d'eau potabilisable fournissant en moyenne plus de 10 m³ par jour ou desservant plus de cinquante personnes et les masses d'eau destinées, dans le futur, à un tel usage.

L'autorité de bassin peut commencer par recenser, dans chaque sous-bassin hydrographique wallon, toutes les masses d'eau utilisées pour le captage d'eau destinée à la consommation humaine fournissant en moyenne plus de 10 m³ par jour ou desservant plus de cinquante personnes et les masses d'eau destinées, dans le futur, à un tel usage. Ces données sont ensuite agrégées et, le cas échéant, adaptées en vue de recenser, dans chaque bassin hydrographique wallon, toutes les masses d'eau utilisées pour le captage d'eau destinée à la consommation humaine fournissant en moyenne plus de 10 m³ par jour ou desservant plus de cinquante personnes et les masses d'eau destinées, dans le futur, à un tel usage.

L'autorité de bassin surveille, conformément à l'article 19, les masses d'eau qui fournissent en moyenne plus de 100 m³ par jour. Elle assure la protection nécessaire pour les masses d'eau recensées afin de prévenir la détérioration de leur qualité, de manière à réduire le degré de traitement de purification nécessaire à la production d'eau destinée à la consommation humaine.

Section 2. — Actes pouvant être soumis à permis d'environnement ou à déclaration

Art. 169. Peuvent être soumis à permis d'environnement ou à déclaration suivant les règles prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

- 1° les prises d'eau souterraine et les prises d'eau potabilisable;
- 2° les prises d'eau, lorsqu'elles sont situées dans une zone d'eau potabilisable;
- 3° les recharges et essais de recharges artificielles des eaux souterraines;
- 4° les transferts volontaires d'eau souterraine entre bassins;
- 5° toutes installations et activités qui peuvent avoir une incidence négative importante mise en évidence par la description des effets de l'activité humaine sur l'état des eaux visée à l'article 17.

Le permis d'environnement portant sur une prise d'eau détermine les droits et obligations du titulaire, et notamment le volume annuel qui peut être prélevé. Il fixe éventuellement les limites piézométriques, ainsi que les limites et le régime du débit de prélèvement. Il vise également les modalités de contrôle du volume d'eau captée.

Le Gouvernement assure une exploitation rationnelle durable des eaux et leur répartition équitable entre les différents titulaires d'un permis d'environnement portant sur une prise d'eau.

Art. 170. Par dérogation à l'article 23, § 3, 11°, peuvent être soumis à permis d'environnement ou à déclaration suivant les règles prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement :

- 1° la réinjection dans le même aquifère d'eau utilisée à des fins géothermiques;
 - 2° l'injection d'eau contenant des substances résultant d'opérations de prospection et d'extraction d'hydrocarbures ou d'activités minières et l'injection d'eau pour des raisons techniques, dans les strates géologiques d'où les hydrocarbures ou autres substances ont été extraits ou dans les strates géologiques que la nature rend en permanence impropres à d'autres utilisations;
 - 3° la réinjection d'eau extraite des mines et des carrières ou d'eau liée à la construction ou à l'entretien de travaux d'ingénierie civile;
 - 4° l'injection de gaz naturel ou de gaz de pétrole liquéfié (G.P.L.) à des fins de stockage dans des strates géologiques que la nature rend en permanence impropres à d'autres utilisations;
 - 5° l'injection de gaz naturel ou de gaz de pétrole liquéfié (G.P.L.) à des fins de stockage dans d'autres strates géologiques lorsqu'il existe un besoin impérieux d'assurer l'approvisionnement en gaz et que l'injection est effectuée de manière à éviter tout risque présent ou futur de détérioration de la qualité de toute eau souterraine réceptrice;
 - 6° la construction, le génie civil et les travaux publics et activités similaires sur ou dans le sol qui entrent en contact avec l'eau souterraine;
 - 7° les rejets de faibles quantités de polluants à des fins scientifiques pour la caractérisation, la protection ou la restauration des masses d'eau, ces rejets étant limités à ce qui est strictement nécessaire aux fins en question;
- à condition que ces rejets ne compromettent pas la réalisation des objectifs environnementaux fixés pour cette masse d'eau souterraine.

Section 3. — Zones de captage

Sous-section 1^{re}. — Zones de prise d'eau

Art. 171. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine :

- 1° les limites des zones de prise d'eau, ainsi que la procédure de délimitation de ces zones;
- 2° les cas où une modification de la zone de prise d'eau s'impose.

§ 2. Le titulaire du permis d'environnement portant sur une prise d'eau est tenu d'acquérir un droit réel conférant la jouissance des biens immeubles situés à l'intérieur de la zone de prise d'eau, à moins que la Région n'en soit propriétaire, dans les cas où est prélevée de l'eau potabilisable destinée à être fournie par des réseaux de canalisation à l'usage de la collectivité.

Le Gouvernement est habilité à poursuivre des expropriations en vue d'affecter les biens expropriés à l'organisation de la zone de prise d'eau.

Sous-section 2. — Zones de prévention

Art. 172. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les prises d'eau qui bénéficient d'une zone de prévention.

§ 2. La zone de prévention est établie et délimitée par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités d'établissement des zones de prévention.

Art. 173. Sans préjudice des dispositions relatives à la législation sur la protection des eaux de surface contre la pollution et relatives aux déchets, le Gouvernement peut, à l'intérieur des zones de prévention, interdire, réglementer ou soumettre à permis d'environnement ou à déclaration : le transport, l'entreposage, le dépôt, l'évacuation, l'enfouissement, le rejet et l'épandage de matières susceptibles de polluer les eaux et tous les ouvrages, activités, travaux, plantations et installations, ainsi que les modifications du sol et du sous-sol susceptibles de polluer les eaux.

Art. 174. § 1^{er}. Lorsqu'une mesure prise en exécution de l'article 173 emporte obligation de construire, de modifier ou de supprimer des constructions, installations, travaux, ouvrages ou plantations, ou d'arrêter, de réduire ou de reconverter une activité, les dommages directs et matériels en résultant sont indemnisés par le titulaire du permis d'environnement, à défaut d'intervention du Gouvernement en vertu de l'article 178, ou en vertu de la législation relative aux déchets.

L'alinéa 1^{er} n'est applicable qu'aux constructions, installations, travaux, ouvrages et plantations existants, et aux activités exercées, au jour de la demande du permis d'environnement.

§ 2. Lorsque plusieurs titulaires de permis d'environnement sont tenus d'indemniser conformément au paragraphe 1^{er}, ils y contribuent proportionnellement aux volumes d'eau définis par le permis d'environnement.

Tout nouveau titulaire de permis d'environnement qui s'établit dans une zone de prévention délimitée est tenu de rembourser aux titulaires de permis d'environnement délivrés antérieurement ou à la Région une partie du montant des indemnités payées par ces derniers.

Le Gouvernement détermine les règles de calcul et les modalités de ce remboursement.

§ 3. En application de l'article 318, § 2, 12^o, le Gouvernement peut intervenir et fixer les différents taux de son intervention dans l'indemnisation des mesures visées au paragraphe 1^{er}, compte tenu du contexte hydrogéologique de la zone de prévention.

Sous-section 3. — Zones de surveillance

Art. 175. § 1^{er}. Le Gouvernement peut constituer et délimiter des zones de surveillance, dont il détermine les modalités d'établissement.

§ 2. Les articles 173 et 174 sont applicables aux zones de surveillance.

L'indemnisation visée à l'article 174 est assurée par la Région.

§ 3. Tout nouveau titulaire de permis d'environnement qui s'établit dans une zone de surveillance est tenu de rembourser à la Région le montant total ou partiel des indemnités payées par celle-ci. Le Gouvernement détermine les règles de calcul et les modalités de ce remboursement.

Section 4. — Mesures particulières

Art. 176. Lorsque des renseignements individuels sont indispensables pour la préparation, l'élaboration ou l'exécution d'un règlement en matière de protection des eaux souterraines contre la pollution, le Gouvernement peut faire procéder à toutes les investigations nécessaires en vue de mettre ces renseignements à la disposition des services de la Région qu'il désigne.

Les renseignements individuels recueillis à cette occasion ne peuvent être utilisés qu'aux fins suivantes :

1^o application des autres dispositions de la présente partie;

2^o établissement des statistiques;

3^o recherche scientifique dans le domaine de la protection de l'environnement, à condition que le détenteur des données se soit engagé préalablement par écrit envers le Gouvernement à ne pas divulguer, laisser divulguer par des tiers ni publier des données d'une manière qui serait à même de révéler des situations individuelles.

CHAPITRE III. — *Habilitations territoriales*

Art. 177. Aux fins de protéger la qualité des eaux, le Gouvernement peut prendre toutes les mesures nécessaires en vue de réglementer l'utilisation de matières ou substances telles que les matières organiques ou les fertilisants destinés à être épandus dans le cadre d'activités agricoles.

A cette fin, il peut notamment :

1^o désigner des zones destinées à recevoir un statut de protection en fonction des contraintes environnementales particulières auxquelles elles peuvent être soumises;

2^o mettre en place des programmes visant à réduire les épandages visés dans le présent article.

Titre VIII. — Financement de la gestion du cycle naturel

Art. 178. Le Gouvernement peut allouer des subventions aux entreprises supportant une charge financière exceptionnellement élevée pour remplir les conditions auxquelles un permis d'environnement leur a été accordé.

Le Gouvernement détermine les règles selon lesquelles ces subventions sont accordées.

Le Gouvernement peut allouer des subventions aux entreprises appartenant à un secteur ou à plusieurs secteurs industriels qui ont entrepris ou qui vont entreprendre des recherches et des essais afin de découvrir soit un procédé de fabrication moins polluant, soit un procédé d'épuration plus efficace.

Le Gouvernement règle les modalités d'octroi de ces subventions.

Art. 179. Il est créé un service scientifique et technique de l'eau, qui coordonne les recherches et la diffusion des résultats en matière de protection des eaux de surface; il oriente les recherches dans les domaines nouveaux, notamment en fonction des propositions qui lui sont faites par les organismes d'épuration.

Partie III. — Gestion du cycle anthropique de l'eau

Titre 1^{er}. — Phases du cycle anthropique de l'eau

CHAPITRE I^{er}. — *Production et distribution d'eau*

Section 1^{re}. — *Eau destinée à la consommation humaine*

Sous-section 1^{re}. — Objectifs et définitions

Art. 180. Le Gouvernement veillera à ce qu'en aucune manière, l'application des dispositions prises en vertu de la présente section ne puisse avoir pour effet de permettre, directement ou indirectement, ni une dégradation de la qualité actuelle des eaux destinées à la consommation humaine, dans la mesure où cela a une incidence sur la protection de la santé des personnes, ni un accroissement de la pollution des eaux utilisées pour la production d'eau potable.

Art. 181. Au sens de la présente section, on entend par :

1^o "abonné" :

a) toute personne titulaire d'un droit de propriété, d'usufruit, de nue-propriété, d'usage, d'habitation, de superficie, d'emphytéose sur un immeuble raccordé à la distribution d'eau publique;

b) toute personne titulaire d'un contrat d'achat d'eau en vue de sa consommation sans passer par un réseau public de distribution d'eau;

2^o "consommateur" : toute personne qui jouit de l'eau mise à disposition par un fournisseur;

3^o "installation privée de distribution" : les canalisations et appareillages installés en aval du point de jonction.

3^o Les robinets, canalisations et appareillages installés en aval du point de jonction font partie de l'installation privée de distribution;

4^o "point de jonction" : la frontière entre le réseau de distribution et l'installation privée de distribution qui se trouve immédiatement en aval du compteur. En l'absence de compteur, ce point de jonction est défini de manière contractuelle entre l'abonné et le fournisseur.

Sous-section 2. — Champ d'application

Art. 182. § 1^{er}. La présente section s'applique à toutes les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exception :

1^o des eaux minérales naturelles;

2^o des eaux médicinales;

3^o des eaux destinées à la consommation humaine provenant d'une source individuelle fournissant moins de 10 m³ par jour en moyenne ou approvisionnant moins de cinquante personnes, sauf si elles sont fournies dans le cadre d'une activité commerciale, touristique ou publique.

§ 2. Le fournisseur d'eaux visées au paragraphe 1^{er}, 3^o, a l'obligation d'informer la population concernée des risques encourus et de toute mesure susceptible d'être prise pour protéger la santé des personnes des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine.

Lorsqu'il apparaît, en outre, qu'il existe un danger potentiel pour la santé humaine du fait de la qualité de ces eaux, le fournisseur doit prodiguer aux consommateurs concernés les conseils appropriés.

§ 3. En cas d'approvisionnement par une ressource alternative ou complémentaire à l'eau distribuée par canalisations, l'abonné assure une séparation complète, sans jonction physique, des deux circuits d'approvisionnement.

Sous-section 3. — Obligations du fournisseur

A. Obligations générales

Art. 183. Le Gouvernement détermine la procédure à suivre en cas de survenance d'événement portant atteinte à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

Il précise les autorités publiques chargées d'intervenir et les mesures minimales à prendre par les fournisseurs afin d'éviter les dangers pour les consommateurs et de permettre le rétablissement de la salubrité et de la propreté de l'eau.

Art. 184. Sans préjudice des dérogations visées à l'article 191, il est interdit de fournir de l'eau destinée à la consommation humaine lorsque sa salubrité et sa propreté ne sont pas assurées.

Pour satisfaire aux exigences de la présente section, les eaux destinées à la consommation humaine sont salubres et propres si :

1^o elles ne contiennent pas un nombre ou une concentration de micro-organismes, de parasites ou de toutes autres substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes;

2^o elles sont conformes aux exigences minimales fixées par le Gouvernement conformément à l'article 185.

Art. 185. Le Gouvernement arrête les exigences minimales de salubrité et de propreté des eaux destinées à la consommation humaine, en ce compris :

1^o les valeurs paramétriques microbiologiques;

2^o les valeurs paramétriques chimiques;

3^o les paramètres indicateurs fixés uniquement à des fins de contrôle et en vue de l'application de l'article 190, § 5.

Art. 186. Le Gouvernement arrête la liste et les doses maximales des substances et matériaux autorisés pour la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine.

Le fournisseur prend toutes les mesures nécessaires pour que les substances ou les matériaux servant à de nouvelles installations et au renforcement ou à la réparation d'installations existantes, et utilisés pour la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine, ainsi que les impuretés associées à ces substances ou

matériaux servant à de nouvelles installations, ne demeurent pas présents dans les eaux destinées à la consommation humaine à un niveau de concentration supérieur au niveau nécessaire pour atteindre le but dans lequel ils sont utilisés et qu'ils ne réduisent pas directement ou indirectement la protection de la santé des personnes prévue dans la présente section.

Art. 187. § 1^{er}. Les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 185 doivent être respectées au point où :

1° à l'intérieur des locaux ou d'un établissement, les eaux fournies par un réseau de distribution sortent des robinets qui sont normalement utilisés pour la consommation humaine;

2° les eaux fournies par camion-citerne ou bateau-citerne sortent du camion-citerne ou du bateau-citerne.

§ 2. Sauf dans les lieux visés au paragraphe 3, le fournisseur est réputé avoir accompli ses obligations au titre des articles 184 et 190, § 2, lorsqu'il peut être établi que le non-respect des valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 185 est imputable à l'installation privée de distribution ou à son entretien.

§ 3. Dans les locaux et établissements où l'eau est fournie au public, l'installation privée de distribution doit être certifiée par un organisme agréé conformément aux règles que le Gouvernement détermine.

Tout bâtiment dont la première occupation en tant que logement est postérieure à une date à fixer par le Gouvernement est soumis aux mêmes règles.

Le Gouvernement dresse la liste des catégories de locaux et d'établissements soumis au présent paragraphe et fixe une procédure et les délais de certification des installations intérieures privées.

§ 4. Lorsqu'il y a un risque que les eaux ne respectent pas les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 185, le fournisseur doit :

1° prendre des mesures appropriées pour réduire ou éliminer ce risque, notamment en conseillant les propriétaires sur les éventuelles mesures correctrices à prendre;

2° et/ou utiliser des techniques de traitement appropriées pour modifier la nature ou les propriétés des eaux avant qu'elles ne soient fournies, de manière à réduire ou à éliminer ce risque après la fourniture;

3° et informer et conseiller les consommateurs concernés au sujet d'éventuelles mesures correctrices supplémentaires à prendre.

B. Contrôle

Art. 188. § 1^{er}. Le fournisseur établit et met en œuvre un programme annuel de contrôle permettant de vérifier régulièrement que les eaux destinées à la consommation humaine répondent aux exigences de la présente section, et notamment aux valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 185.

Il communique le programme annuel à la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Le fournisseur prélève des échantillons représentatifs de la qualité des eaux consommées tout au long de l'année.

Lorsque la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine comprend un traitement de désinfection, le fournisseur contrôle l'efficacité du traitement appliqué et s'assure que toute contamination par les sous-produits de la désinfection sera maintenue au niveau le plus bas possible sans compromettre la désinfection.

§ 2. Le Gouvernement fixe les modalités des programmes annuels de contrôle visés au paragraphe 1^{er}, ainsi que les points d'échantillonnage et de la communication des informations. Il détermine notamment les paramètres à analyser et les fréquences minimales des échantillonnages et des analyses.

§ 3. Les analyses sont confiées à un laboratoire accrédité en vertu de la législation fédérale relative à l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais, qui dispose au minimum d'un système de contrôle de qualité analytique.

Les prélèvements d'échantillons sont effectués par des organismes accrédités pour cette activité.

Le Gouvernement détermine les spécifications pour l'analyse des paramètres et pour le prélèvement des échantillons.

§ 4. S'il y a des raisons de soupçonner que des substances et micro-organismes pour lesquels aucune valeur paramétrique n'a été fixée conformément à l'article 185 puissent être présents en quantité ou en nombre constituant un danger potentiel pour la santé des personnes, le fournisseur fait effectuer, par un laboratoire accrédité, un contrôle supplémentaire conformément à la procédure précisée à l'article 183.

Art. 189. Dans le respect des principes de protection de la vie privée et après en avoir informé les occupants par écrit dans les quarante-huit heures qui précèdent, les préposés du

fournisseur porteurs d'une carte de service et munis de leur carte d'identité et les organismes de contrôle peuvent, en présence des occupants ou de leur représentant, accéder entre huit heures et vingt heures, aisément et sans danger, au raccordement et à l'installation privée de distribution pour procéder à toutes opérations visant à contrôler la qualité de l'eau.

C. Mesures correctrices et restrictions d'utilisation

Art. 190. § 1^{er}. En cas de non-respect des valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 185, et sous réserve de l'article 187, § 2, le fournisseur en informe immédiatement la D.G.R.N.E., Division de l'eau, et effectue une enquête afin d'en déterminer la cause. La D.G.R.N.E., Division de l'eau, examine si ce non-respect présente un risque pour la santé des personnes et transmet, en cas de risque pour la santé des personnes, ses conclusions dès qu'elles sont connues au fournisseur et au(x) bourgmestre(s) de la (des) commune(s) concernée(s).

§ 2. Le fournisseur prend le plus rapidement possible les mesures correctrices nécessaires pour rétablir la qualité de l'eau. Il accorde la priorité à leur application, compte tenu, notamment, de la mesure du dépassement de la valeur paramétrique pertinente et du danger potentiel pour la santé des personnes.

Lorsque la D.G.R.N.E., Division de l'eau, a constaté l'existence d'un risque pour la santé conformément au paragraphe 1^{er}, elle est tenue informée de toute mesure prise par le fournisseur ainsi que de l'évolution de la situation.

Si la D.G.R.N.E., Division de l'eau, considère que le non-respect des valeurs paramétriques présente un risque pour la santé, le fournisseur informe immédiatement les consommateurs de la situation et, le cas échéant, des mesures correctrices prises ou encore à prendre.

§ 3. Que les valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 185 aient été ou non respectées, lorsque les eaux destinées à la consommation humaine constituent un danger potentiel pour la santé des personnes, le fournisseur interrompt leur distribution, restreint leur utilisation ou prend toute mesure nécessaire pour protéger la santé des personnes.

Dans ce cas, il en informe immédiatement les consommateurs et leur prodigue les conseils nécessaires.

Le fournisseur décide des mesures à prendre en tenant compte des risques que feraient courir à la santé des personnes une interruption de la distribution ou une restriction dans l'utilisation des eaux destinées à la consommation humaine. Sa décision est immédiatement communiquée à la D.G.R.N.E., Division de l'eau, pour information et avis éventuel.

§ 4. En cas d'urgence motivée par le danger potentiel pour la santé publique et la carence du fournisseur, le Gouvernement ou son délégué peut prendre toutes les mesures visées au paragraphe 3.

§ 5. Le Gouvernement peut établir des règles de bonne pratique afin d'aider le fournisseur à remplir ses obligations au titre du paragraphe 3.

Art. 191. Dans les lieux visés à l'article 187, § 3, lorsqu'il peut être établi que le non-respect des valeurs paramétriques fixées conformément à l'article 185 est imputable à l'installation privée de distribution ou à son entretien, le fournisseur est tenu d'informer sans délai l'organisme agréé chargé de la certification, tel que défini à l'article 187, § 3, des mesures correctrices prises en application de l'article 190.

D. Drogations

Art. 192. § 1^{er}. Après consultation de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, le Gouvernement peut accorder des dérogations aux valeurs paramétriques, dans la mesure où elles ne constituent pas un danger potentiel pour la santé des personnes et lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen raisonnable de maintenir la distribution des eaux destinées à la consommation humaine dans la zone de distribution concernée. Si le Gouvernement s'écarte de l'avis de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, il motive sa décision.

Ces dérogations sont limitées dans le temps et ne peuvent pas dépasser trois ans. A l'issue de cette période, un bilan est dressé par le Gouvernement afin de déterminer si des progrès suffisants ont été accomplis. Le Gouvernement peut accorder une seconde dérogation pour une durée de trois ans. Dans des circonstances exceptionnelles, et après avis de la Commission européenne, le Gouvernement peut accorder une troisième dérogation pour une durée de trois ans.

Toute dérogation accordée par le Gouvernement doit comporter les renseignements suivants :

- les motifs de la dérogation;
- le paramètre concerné;
- un programme de contrôle approprié prévoyant des contrôles plus fréquents et les mesures correctrices nécessaires;
- la durée de la dérogation.

Les dérogations ne peuvent concerner des facteurs toxiques et microbiologiques.

§ 2. Le fournisseur qui obtient une ou plusieurs dérogations prévues par le présent article informe, rapidement et de manière appropriée, de la dérogation et des conditions dont elle est assortie les consommateurs affectés par cette dernière. Il prodigue, par ailleurs, des conseils à des groupes de consommateurs spécifiques pour lesquels la dérogation pourrait présenter un risque particulier.

Le fournisseur informe la D.G.R.N.E., Division de l'eau, des mesures prises en application de l'alinéa précédent.

E. Informations

Art. 193. § 1^{er}. Au moins une fois l'an, le fournisseur informe ses abonnés sur la qualité de l'eau distribuée pendant l'année civile écoulée. L'information comprend l'avis de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, concernant l'impact éventuel sur la santé des consommateurs lié à la qualité de l'eau distribuée.

Le fournisseur est tenu de communiquer à tout consommateur qui en fait la demande les informations adéquates et récentes sur la qualité de l'eau fournie dans la zone de distribution qu'il alimente.

§ 2. Le fournisseur est tenu de communiquer à la D.G.R.N.E., Division de l'eau, les informations relatives à la qualité et à la fourniture d'eau qui lui sont nécessaires pour l'exécution de la présente section et pour assurer le respect de ses obligations européennes et internationales.

Le Gouvernement fixe les modalités relatives au contenu, à la forme et à la procédure de transmission de ces informations.

§ 3. Le Gouvernement dépose et présente au Conseil régional wallon un rapport annuel sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Ce rapport porte notamment sur la qualité des eaux de consommation wallonnes, sur le non-respect des valeurs paramétriques par les divers fournisseurs, sur les dérogations qui ont été accordées et sur les principales mesures correctrices qui ont été mises en œuvre pour rétablir la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Section 2. — Conditions générales de distribution publique de l'eau en Wallonie

Sous-section 1^{re}. — Définitions

Art. 194. Au sens de la présente section, il faut entendre par :

- 1° "abonné" : toute personne titulaire d'un droit de propriété, d'usufruit, de nue-propriété, d'usage, d'habitation, de superficie, d'emphytéose sur un immeuble raccordé à la distribution publique;
- 2° "installation privée de distribution" : les canalisations et appareillages installés en aval du compteur.

Sous-section 2. - Accès à la distribution publique de l'eau et raccordement

Art. 195. Toute personne titulaire d'un droit réel sur un immeuble a droit, à sa demande et à sa charge, à ce que cet immeuble soit raccordé au réseau de distribution publique de l'eau. L'extension éventuelle du réseau du distributeur nécessaire pour que l'immeuble soit raccordé est à charge du demandeur :

- intégralement, lorsqu'il s'agit d'un lotissement au sens de l'article 89 du CWATUP;
- intégralement, lorsqu'il s'agit d'une extension en dehors d'une voie publique existante;

- au-delà des 50 premiers mètres, lorsqu'il s'agit d'une autre demande d'extension, l'extension des cinquante 50 mètres étant à charge du distributeur.

Art. 196. § 1^{er}. Les travaux de réalisation du raccordement sont à charge de l'abonné et font l'objet d'un devis.

Le raccordement doit être entièrement payé avant sa mise en service.

Lorsque l'abonné sollicite la modification du raccordement ou la fin du service, les travaux sont également à sa charge et font l'objet d'un devis.

Le devis est transmis au demandeur dans les dix jours calendrier qui suivent la réception de sa demande.

Un acompte s'élevant au maximum à 50 % du devis peut être réclamé par le distributeur.

Sauf cas de force majeure, le travail doit être réalisé par le distributeur dans les trente jours calendrier de la réception de l'accord formel du demandeur sur le devis de réalisation et sous réserve des conditions d'exécution prévues dans ce dernier.

§ 2. Lorsque l'abonné demande de mettre fin au service, le distributeur prend toutes les dispositions techniques pour le faire sans dommages pour la sécurité et la salubrité.

Si l'abonné n'est pas l'utilisateur, la demande ne peut être prise en considération qu'avec l'accord exprès de l'utilisateur.

§ 3. Les frais de modifications apportées au raccordement par le distributeur sont à charge de celui-ci.

§ 4. Sans préjudice de l'article 198, le raccordement appartient au distributeur qui en assume la responsabilité et l'entretien.

Art. 197. Chaque raccordement doit être muni d'un compteur.

Pour les nouveaux raccordements, un compteur sera placé afin de comptabiliser de manière individualisée la consommation de chaque logement, activité commerciale ou bâtiment.

Pour les raccordements existants, le distributeur peut, à ses frais, en accord avec l'abonné ou à la demande de celui-ci, dans un local technique mis à sa disposition, remplacer le compteur qui enregistre les consommations de plusieurs logements, activités commerciales ou bâtiments, par une batterie de compteurs permettant d'enregistrer de manière individualisée la consommation individualisée de chaque logement, activité commerciale ou bâtiment. Un compteur supplémentaire sera, dans ce cas, prévu pour l'enregistrement des consommations communes.

Le Gouvernement détermine les conditions d'implantation du raccordement qui s'imposent au distributeur.

Art. 198. L'abonné et l'utilisateur prennent toutes dispositions pour éviter la détérioration du compteur. Il leur incombe d'informer le distributeur dès la connaissance de celle-ci.

A ce titre, ils sont responsables des dégâts que le gel a provoqués au compteur et à la partie du raccordement située à l'intérieur de toute construction abritant le compteur, sauf s'il est établi que le distributeur a commis une faute dans la conception ou l'exécution du placement du raccordement.

Le distributeur informe au moins annuellement ou sur demande les abonnés et les utilisateurs quant aux actions permettant d'éviter toute détérioration du compteur.

Tout compteur est muni de scellés qui ne peuvent être altérés sous peine d'une sanction financière dont les modalités sont fixées par le Gouvernement, sans préjudice d'une éventuelle interruption immédiate du service.

Art. 199. En cas de changement d'abonné, l'ancien et le nouveau titulaire de droits réels sur l'immeuble raccordé sont tenus d'en informer le distributeur, à défaut de rester tenus des charges du service jusqu'à accomplissement de cette obligation.

Le Gouvernement fixe les modalités de cette obligation.

Sous-section 3. — Approvisionnement, utilisation et protection des installations

§ 1^{er}. Mise à disposition

Art. 200. Outre les prescriptions légales et réglementaires prévues aux articles 180 à 193, 411 à 415 et 430, le distributeur réalise sa mission de service public lorsqu'il assure, sauf circonstances exceptionnelles ou qui ne peuvent être raisonnablement maîtrisées, un approvisionnement régulier des immeubles raccordés au réseau public de distribution.

Le Gouvernement détermine les conditions d'un approvisionnement régulier.

Le distributeur veille à l'exécution dans les plus brefs délais de tous les travaux utiles à garantir cet approvisionnement.

Art. 201. Toute réclamation émanant d'un client du service est immédiatement prise en considération; le distributeur désigne en ses services un contact chargé de recevoir et de traiter les plaintes.

Art. 202. La distribution publique d'eau à un immeuble affecté en tout ou en partie à l'habitation ne peut être interrompue :

- que pour protéger la santé publique, la salubrité ou la continuité du service;
- qu'à la demande de l'utilisateur;
- qu'en exécution d'une décision judiciaire rendue pour non-paiement et autorisant le recours à l'interruption de la distribution;
- qu'en cas d'empêchement dûment constaté d'accéder au compteur, conformément à l'article 198.

La distribution publique d'eau à un immeuble qui n'est pas affecté à l'habitation ne peut être interrompue :

- que dans les cas prévus par ou en vertu du décret;
- qu'à la demande de l'utilisateur;
- qu'en cas de non-paiement après mise en demeure;
- qu'en cas d'empêchement dûment constaté d'accéder au compteur, conformément à l'article 207.

Lorsque le service est interrompu pour raisons de sécurité ou de santé publique, le distributeur informe immédiatement le bourgmestre de la commune concernée, tout en précisant les causes de l'interruption.

Lorsque le service est interrompu suite à une décision de justice, le président du centre public d'aide sociale est informé sans délai par le distributeur de l'interruption.

Les dispositions particulières relatives à l'interruption du service sont fixées par le Gouvernement.

Art. 203. Le distributeur peut suspendre le service en cas de force majeure ou chaque fois que les nécessités de travaux de réparation, de renouvellement, de modification, de déplacement, d'entretien ou d'exploitation le justifient.

Le distributeur s'efforce de choisir les moments où ces suspensions gênent le moins possible l'ensemble des usagers et d'en limiter le nombre et la durée.

Sauf cas d'urgence, les usagers en sont informés préalablement, sous préavis de trois jours francs, par lettre circulaire ou adresse publique.

Sans préjudice de l'article 200 et des articles 180 à 193, 411 à 415 et 430, le distributeur répond d'une obligation de moyen quant aux actes du service.

§ 2. Utilisation et protection des installations

Art. 204. Le Gouvernement détermine les dispositions d'ordre technique assurant les normes de protection des installations.

Il peut également déterminer les conditions de réalisation et d'utilisation des installations intérieures privées des usagers et abonnés.

Art. 205. L'utilisateur veille à une utilisation parcimonieuse de l'eau et doit se conformer aux décisions et instructions du distributeur limitant l'usage de l'eau en cas de sécheresse, d'incidents techniques ou relatifs à la qualité de l'eau, sans préjudice des pouvoirs dont disposent les autorités compétentes.

Art. 206. Les abonnés et les usagers sont tenus de prendre les dispositions nécessaires pour protéger leurs installations contre tous les accidents pouvant résulter d'une variation de la pression ou de la suspension momentanée du service.

Le distributeur fournit au moins annuellement ou sur demande aux abonnés et aux usagers les informations utiles à la protection des installations.

§ 3. Accès aux installations et aux compteurs

Art. 207. Dans le respect des principes de protection de la vie privée et après en avoir informé les occupants par écrit au moins dans les quarante-huit heures qui précèdent, les préposés du distributeur porteurs d'une carte de service et munis de leur carte d'identité et les organismes de contrôle peuvent, en présence des occupants ou de leur représentant, accéder entre huit heures et vingt heures, aisément et sans danger, au raccordement et à l'installation privée de distribution afin de procéder à toute opération visant le relevé des consommations et la vérification des installations et du compteur.

Sous-section 4. — Enregistrement des consommations

Art. 208. Les volumes consommés sont enregistrés au moyen du compteur placé par le distributeur. Le moment et la périodicité du relevé des volumes consommés sont déterminés par le distributeur. Ce relevé doit avoir lieu au minimum une fois par an et l'utilisateur doit permettre au distributeur l'accès physique aux installations en vue d'effectuer ce relevé au moins une fois tous les cinq ans.

Sous-section 5. — Information

Art. 209. Le distributeur tient à la disposition des usagers une liste des tarifs en vigueur et les impositions techniques et administratives.

Le distributeur a un devoir d'information active envers ses usagers quant aux conditions techniques et administratives établissant la qualité du service qu'il accomplit.

Toutefois, certains renseignements peuvent ne pas être communiqués lorsque leur divulgation ferait obstacle à la protection de la vie privée, serait contraire à l'intérêt public ou pourrait porter atteinte gravement à la sécurité publique.

Sauf disposition légale contraire, le distributeur peut communiquer toute donnée relative à l'état des comptes de l'utilisateur tant à celui-ci qu'aux organismes ayant une mission de guidance, à leur demande et avec l'accord de l'utilisateur.

CHAPITRE II. — Réparation des dommages provoqués par des prises et des pompes d'eau souterraine

Art. 210. § 1^{er}. L'exploitant d'une prise d'eau souterraine et le maître de l'ouvrage de travaux publics ou privés qui provoquent, par leur activité, l'abaissement de la nappe aquifère souterraine, sont objectivement responsables :

1° des dommages de surface qui en résultent pour les immeubles et pour les machines et installations incorporées à des immeubles;

2° des préjudices causés par non-occupation ou non-utilisation des immeubles sinistrés, lorsque la non-occupation et la non-utilisation ont pour causes les dégâts qui résultent de l'abaissement de la nappe aquifère;

3° des frais de relogement et de déménagement des occupants d'immeubles sinistrés.

Tout dommage visé à l'alinéa 1^{er} est présumé être causé par un abaissement de la nappe aquifère provoqué par l'activité de l'exploitant d'une prise d'eau souterraine ou du maître de l'ouvrage de travaux publics ou privés, à moins que ceux-ci ne prouvent soit que leur activité n'a pas

provoqué l'abaissement de la nappe aquifère souterraine, soit que les dommages ne résultent pas de celui-ci.

§ 2. Ceux qui, par leur activité conjuguée, suscitent l'abaissement d'une nappe aquifère souterraine sont solidairement responsables des dommages qui en résultent.

§ 3. Toutefois, lorsque parmi ceux qui ont exercé cette activité conjuguée, certains l'ont fait en respectant les dispositions législatives et réglementaires relatives au volume d'extraction d'eaux souterraines, alors que d'autres les ont transgressées en prélevant, illégalement, pendant tout ou partie de la période où l'abaissement de la nappe aquifère s'est produit, un volume de plus de 96 m³ d'eau par jour, les règles suivantes sont applicables, par dérogation à l'article 1214, alinéa 1^{er}, du Code civil :

1° l'exploitant ou le maître de l'ouvrage qui, ayant prélevé l'eau légalement pendant toute la période de prélèvement, a dû indemniser la victime en vertu du paragraphe 1^{er} a le droit d'exiger le remboursement intégral de l'indemnité payée, avec intérêts, à charge de n'importe quel exploitant ou maître d'ouvrage qui a prélevé l'eau illégalement, et ce, même si l'infraction n'a duré qu'une partie de la période ci-dessus;

2° l'exploitant ou le maître de l'ouvrage qui a prélevé l'eau illégalement, pendant toute la période ci-dessus ou pendant une partie de cette période, ne peut réclamer aucune part que ce soit à charge d'un exploitant ou maître d'ouvrage qui a prélevé l'eau légalement.

§ 4. Lorsque ceux qui ont exercé l'activité conjuguée visée au paragraphe 2 l'ont tous fait en respectant les dispositions législatives et réglementaires relatives au volume d'extraction d'eaux souterraines, si certains d'entre eux ont commis une faute au sens des articles 1382 et suivants du Code civil, il est tenu compte de l'existence de cette faute pour l'application de la règle de solidarité visée au paragraphe 2.

§ 5. Le présent chapitre n'est pas applicable aux dommages résultant de travaux d'exhaure dans les mines.

Art. 211. Le juge de paix est le seul compétent pour connaître en premier ressort, quel que soit le montant de la demande, des actions fondées sur le présent chapitre.

Il statue en dernier ressort sur les demandes dont le montant n'excède pas 12.500 euros.

Art. 212. La citation devant le juge de paix doit, sous peine d'irrecevabilité de la demande, être précédée d'une tentative de conciliation, faite par un appel en conciliation devant le juge de paix.

Si la responsabilité n'est pas contestée, les appelés sont obligés de faire une offre d'indemnisation dans un délai de trois mois, à partir de la première comparution en conciliation, ou en cas d'urgence dans le délai fixé par le juge de paix.

Le procès-verbal de comparution acte l'accord ou le désaccord) Le montant de l'offre éventuelle y est mentionné.

Une expédition du procès-verbal revêtue de la formule exécutoire est délivrée.

En cas de désaccord, la personne lésée doit, sous peine d'irrecevabilité de la demande, introduire la citation devant le juge de paix dans les trois mois qui suivent la délivrance de l'expédition du procès-verbal constatant le désaccord).

Art. 213. § 1^{er}. Les demandeurs doivent au préalable avoir fait constater le dommage par les agents compétents du Ministère de la Région wallonne, lesquels sont tenus d'effectuer la constatation et de notifier le constat aux demandeurs dans un délai de quarante jours à partir de la demande de constatation adressée par lettre recommandée.

Les constatations effectuées antérieurement au 17 janvier 1986 par les agents compétents en vertu de la loi du 10 janvier 1977 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompes d'eau souterraine sont également valables.

§ 2. Les demandes en conciliation fondées sur le présent chapitre doivent être introduites auprès du juge de paix dans les deux ans à dater de la notification du constat du dommage conformément au paragraphe 1^{er}.

Passé ce délai, le droit commun sera applicable.

§ 3. Si, malgré qu'une demande ait été adressée par lettre recommandée à la D.G.R.N.E., Division de l'eau, celle-ci n'a pas procédé à la constatation dans le délai de quarante jours, le demandeur peut introduire la demande de conciliation sans que la constatation ait eu lieu.

§ 4. Saisi de l'appel en conciliation, le juge de paix peut ordonner que la D.G.R.N.E., Division de l'eau, procède à la constatation, dans un délai de quinze jours. Les ordonnances sont adressées aux agents désignés à cette fin par le Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement peut agréer des experts pour procéder aux constats, en lieu et place des agents, selon les modalités qu'il détermine; ces experts exerceront cette mission aux frais de la Région, selon le tarif fixé par le Gouvernement.

Art. 214. Le demandeur est condamné à tout ou partie des dépens lorsque le montant de l'indemnité allouée par le juge de paix est inférieur à celui de l'offre visée à l'article 212.

Art. 215. Tout exploitant d'une prise d'eau souterraine peut faire constater par le service compétent de l'administration régionale, dans ses installations, le débit capté et les précautions prises.

Il reçoit une copie certifiée conforme de ce constat. Le Gouvernement fixe le tarif des frais de constat incombant au demandeur.

CHAPITRE III. — Assainissement de l'eau

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 216. Le Gouvernement charge, par contrat de gestion, la S.P.G.E. de l'exécution du plan de gestion du bassin hydrographique wallon en ce qu'il concerne l'assainissement public des eaux usées.

Section 2. — Dispositions relatives à l'égouttage, ainsi qu'à l'évacuation et au traitement d'eaux usées

Art. 217. En vue d'appliquer les directives de la Communauté européenne et d'autres actes internationaux en matière de protection des eaux de surface, le Gouvernement peut imposer aux communes de réaliser des travaux d'égouttage sur tout ou partie de leur territoire aux conditions et dans les délais qu'il fixe.

Il peut en outre, en vue d'atteindre le même objectif, arrêter des critères permettant de déterminer ceux des travaux envisagés dans le plan communal général d'égouttage visé à l'article 218, qui doivent être réalisés prioritairement, soit pour assurer l'optimisation du fonctionnement des stations d'épuration, soit encore pour assurer une protection rapide des zones sensibles, telles que les zones de prévention ou de surveillance.

Art. 218. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête un règlement général d'assainissement concernant l'évacuation et le traitement des eaux urbaines résiduaires.

Le règlement d'assainissement définit :

- les obligations générales d'évacuation et de traitement des eaux urbaines résiduaires;
- les régimes d'assainissement collectif, autonomes et transitoires;
- les critères de détermination et les obligations corrélatives à l'application de ces régimes d'assainissement au sein des agglomérations ou des zones;
- les modalités d'application des régimes d'assainissement par agglomération ou par zone, ainsi que leur évolution;
- les principes d'établissement des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique et les conditions de leurs révisions et de leurs mises à jour.

§ 2. Le règlement général d'assainissement prévoit un plan d'assainissement pour chaque sous-bassin hydrographique.

Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique reprend les agglomérations ou les zones et les régimes d'assainissement des eaux urbaines résiduaires qui leur sont applicables.

Ces plans d'assainissement sont élaborés par la S.P.G.E., réalisés par les organismes d'épuration agréés et approuvés par le Gouvernement.

Art. 219. Les communes établissent et communiquent à la Région tous les deux ans, dans les formes et suivant les modalités arrêtées par le Gouvernement, un rapport contenant :

1° un état de la situation en matière d'évacuation et de traitement des eaux usées des immeubles situés sur leur territoire, ainsi que leur incidence sur les zones de prévention ou de surveillance;

2° le programme des travaux d'égouttage qu'elles comptent réaliser;

3° la coordination entre les travaux d'égouttage et les installations d'épuration existantes ou à réaliser dans les cinq années à venir et susceptibles de recueillir les eaux usées provenant de ces égouts.

Ce rapport est joint au budget communal. La commune annonce l'existence de ce rapport aux lieux d'affichage communal et le met à disposition de la population qui peut le consulter toute l'année à l'administration communale durant les heures d'accès au public)

Art. 220. Le conseil communal édicte un règlement communal qui complète, le cas échéant, les obligations d'évacuation et de traitement des eaux usées dérivant du règlement général d'assainissement visé à l'article 218, § 1^{er}.

Tous les travaux communaux d'assainissement des eaux urbaines résiduaires doivent s'intégrer dans le plan d'assainissement qui concerne leur territoire.

Art. 221. En cas d'urgence, si une menace grave pèse sur la salubrité publique ou l'environnement, le Gouvernement peut contraindre la ou les communes qu'il désigne à procéder à des travaux d'égouttage ou autres relatifs à l'évacuation des eaux usées dans le délai qu'il détermine.

Si, à l'expiration de ce délai, une commune n'a pas exécuté les travaux prescrits, le Gouvernement peut charger le gouverneur de les faire exécuter aux frais de cette commune. Les travaux exécutés dans ces conditions peuvent donner lieu à subvention.

Art. 222. § 1^{er}. Le Gouvernement peut prescrire des règles d'entretien des systèmes d'épuration individuels; il peut notamment obliger à remettre les gadoues à des vidangeurs agréés conformément aux règles qu'il détermine.

§ 2. Les vidangeurs agréés sont tenus d'éliminer les gadoues par un des trois moyens suivants :

1° soit en les remettant à un agriculteur aux fins d'épandage selon les règles définies par le Gouvernement;

2° soit en les remettant à une station d'épuration désignée à cette fin par un organisme d'épuration, conformément au paragraphe 3;

3° soit en les transférant à l'extérieur de la Région, à condition d'informer la D.G.R.N.E., Division de l'eau, de la destination et d'en fournir la preuve, selon les règles définies par le Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement définit les règles à suivre par les organismes d'épuration en ce qui concerne le nombre, la capacité et l'implantation des installations d'épuration destinées à recueillir et à traiter les gadoues de vidanges.

Il peut interdire aux vidangeurs, par arrêté ou dans l'acte d'agrément, de recourir à certaines stations équipées afin de répartir les gadoues en fonction des capacités des stations.

CHAPITRE IV. — *Dispositions communes à la production, la distribution et l'assainissement de l'eau*

Art. 223. § 1^{er}. Le Gouvernement peut, après enquête, déclarer qu'il y a utilité publique à établir des installations de production ou de distribution d'eau ou de collecte ou d'assainissement des eaux usées sous, sur ou au-dessus des terrains privés ou du domaine privé non bâtis.

Cette déclaration d'utilité publique confère au gestionnaire des installations au profit de qui elle est faite le droit d'établir de telles installations sous, sur ou au-dessus de ces terrains privés ou du domaine privé, d'en assurer la surveillance et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien, le tout aux conditions déterminées dans ladite déclaration.

Les travaux ne peuvent être entamés qu'après l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la notification qui en est faite aux détenteurs de droits réels et locataires intéressés, par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Le bénéficiaire de la servitude prévue au paragraphe 1^{er} est tenu au paiement d'une indemnité au profit du propriétaire du fonds grevé de cette servitude ou de détenteurs de droits réels attachés à ce fonds.

L'indemnité peut faire l'objet d'un paiement unique, auquel cas elle tient lieu d'indemnité forfaitaire; elle peut également être payable sous la forme d'une redevance annuelle à régler par anticipation.

§ 3. Le Gouvernement détermine :

1° la procédure à suivre pour la déclaration d'utilité publique visée au paragraphe 1^{er}, notamment la forme de la demande, les documents qui doivent l'accompagner, l'instruction du dossier et les enquêtes à effectuer par les autorités saisies d'une telle demande, les délais dans lesquels l'autorité compétente doit statuer et notifier sa décision au demandeur et la redevance à payer par le demandeur pour l'examen du dossier;

2° le mode de calcul des redevances visées au paragraphe 2, ainsi que leur mode d'indexation.

Art. 224. L'occupation partielle de terrains privés ou du domaine privé doit respecter l'usage auquel ceux-ci sont affectés. Elle n'entraîne aucune dépossession mais est constitutive d'une servitude légale d'utilité publique interdisant tout acte de nature à nuire aux installations ou à leur exploitation.

Le Gouvernement détermine les interdictions et prescriptions à observer par quiconque exécute, fait exécuter ou envisage d'exécuter des actes et travaux à proximité des installations.

Le propriétaire du fonds grevé de cette servitude peut, dans le délai fixé par le Gouvernement, informer le Gouvernement qu'il demande au bénéficiaire de cette servitude d'acheter le terrain occupé. Si aucun accord de vente amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le gestionnaire du réseau, les dispositions de l'article 227 trouvent application.

Art. 225. § 1^{er}. Les installations doivent être déplacées et, s'il y a lieu, enlevées à la requête du propriétaire du fonds grevé ou de celui qui est en droit d'y ériger des constructions, s'ils désirent user de ce droit. Le Gouvernement peut octroyer un délai supplémentaire au bénéficiaire de la servitude pour lui permettre d'obtenir les autorisations requises par ce déplacement.

Si les intéressés usent de ce droit sans exiger le déplacement ou l'enlèvement des installations, le bénéficiaire de la servitude conserve le droit d'exercer la surveillance de ces installations et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement, à leur entretien et à leur réparation.

Le coût du déplacement ou de l'enlèvement des installations est à la charge du bénéficiaire de la servitude; toutefois, les personnes mentionnées à l'alinéa 1^{er} sont tenues de prévenir par écrit six mois au moins avant d'entreprendre les travaux projetés.

§ 2. Nonobstant le paragraphe 1^{er}, afin d'éviter de déplacer les installations, le bénéficiaire de la servitude peut proposer au propriétaire d'acheter le terrain occupé. Il en informe le Gouvernement. Si aucun accord amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le gestionnaire des installations, les dispositions de l'article 227 trouvent application.

Art. 226. Le gestionnaire des installations est tenu à la réparation des dommages causés par les travaux auxquels il a procédé lors de l'établissement ou de l'exploitation de ses installations, ainsi qu'à l'indemnisation des dommages causés à des tiers, soit du fait de ses travaux, soit du fait de l'utilisation du fonds grevé de la servitude. Les indemnités du chef des dommages causés sont entièrement à charge de ce gestionnaire. Elles sont dues aux personnes qui subissent ces dommages; leur montant est déterminé soit à l'amiable, soit par les tribunaux.

Art. 227. Le gestionnaire des installations au profit duquel un arrêté du Gouvernement de déclaration d'utilité publique a été pris peut, sur sa demande et dans les limites de cet arrêté, être autorisé par le Gouvernement à poursuivre à ses frais, au nom de la Région ou en son nom propre s'il dispose du pouvoir d'exproprier en vertu d'une disposition décrétales, les expropriations nécessaires. La procédure d'extrême urgence prévue par les articles 2 à 20 de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable à ces expropriations.

Titre II. — Financement de la gestion du cycle anthropique de l'eau

CHAPITRE I^{er}. — Prix de l'eau

Section 1^{re}. — Tarification et facturation de l'eau

Sous-section 1^{re}. — Tarification de l'eau

Art. 228. En vertu du principe du pollueur-payeur, il est instauré une tarification uniforme de l'eau applicable aux consommations comportant une redevance annuelle par compteur, qui peut être anticipative, destinée à rétribuer l'avantage procuré par la mise à disposition de l'eau indépendamment de l'existence ou non de consommation et trois tranches réparties en volumes de consommations annuels, calculés selon la structure suivante :

Redevance : $(20 \times \text{C.V.D.}) + (30 \times \text{C.V.A.})$

Consommations :

première tranche de 0 à 30 m³ : $0.5 \times \text{C.V.D.}$

deuxième tranche de 30 à 5.000 m³ : $\text{C.V.D.} + \text{C.V.A.}$

troisième tranche plus de 5.000 m³ : $(0.9 \times \text{C.V.D.}) + \text{C.V.A.}$

La contribution au fonds social de l'eau s'ajoute au présent tarif sur le territoire de langue française.

Le C.V.D. est déterminé par le distributeur conformément au plan comptable uniformisé du secteur de l'eau arrêté par le Gouvernement.

Le C.V.A. est déterminé, pour l'ensemble du territoire wallon, par la S.P.G.E., en application du contrat de gestion qui la lie au Gouvernement.

Un même distributeur ne pourra appliquer qu'un seul tarif sur le territoire d'un sous-bassin hydrographique tel que prévu à l'article 7.

Le tarif appliqué peut s'écarter de la structure tarifaire ci-avant pour les volumes de consommations annuels situés au-delà de 25.000 m³ mais ne peut en aucun cas être inférieur à $(0.50 \text{ C.V.D.}) + \text{C.V.A.}$

Le prix de l'eau distribuée fait l'objet d'un rapport d'évaluation bisannuel. Ce rapport, après avis du comité de contrôle de l'eau, est transmis par le Gouvernement au Conseil régional wallon pour le 31 mars les années impaires, d'une part, sur la base des données transmises par les distributeurs pour le C.V.D. et, d'autre part, sur la base des données transmises par la Société publique de gestion de l'eau pour le C.V.A.

Art. 229. Le C.V.A. n'est pas appliqué, dans le cadre de la tarification prévue à l'article 228, dans les cas suivants :

- lorsque l'usager est soumis à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles;
- lorsque l'usager bénéficie d'une exemption ou d'une restitution de la taxe sur le déversement d'eaux usées autres que les eaux usées industrielles, en application de l'article 288.

Sous-section 2. — Facturation

Art. 230. Une facture annuelle est établie par le distributeur. De plus, des acomptes ou des factures intermédiaires au minimum trimestriels seront établis.

En cas de changement d'usager ainsi qu'en cas de modification de la période de facturation par le distributeur, la redevance, de même que les tranches de consommations sont calculées proportionnellement à la période d'occupation de l'immeuble ou de la partie d'immeuble ou couverte par la facture. Le cas échéant, la redevance payée par anticipation fera l'objet d'une régularisation.

Art. 231. Le Gouvernement détermine les règles uniformes de présentation des factures, lesquelles devront mentionner clairement les divers éléments du C.V.D. et du C.V.A., ainsi que la contribution au fonds social de l'eau. Pour la perception du C.V.A., le distributeur est indemnisé, selon des règles définies par le Gouvernement, de l'ensemble des frais qu'il expose à cet effet.

Sous-section 3. — Paiement des factures et recouvrement

Art. 232. En cas de non-exécution des obligations et en particulier en cas de non-paiement des sommes dues, sur la base des acomptes et factures prévus à l'article 230, au distributeur dans les délais prévus, celui-ci procède par toutes voies de droit au recouvrement de sa créance à charge des usagers et, le cas échéant, de l'abonné, tel que prévu à l'article 233.

Le Gouvernement wallon fixe les modalités du paiement des factures et de leur recouvrement et en détermine les délais minimaux.

Le distributeur peut demander une garantie assurant le paiement des montants qui lui sont dus en raison des caractéristiques spécifiques et objectives de l'usager.

Le montant maximal et les modalités de cette garantie sont fixés par le Gouvernement et s'appliquent uniquement à la distribution publique d'eau d'un immeuble non affecté à l'habitation.

Art. 233. Lorsque l'usager n'est pas titulaire d'un droit réel sur l'immeuble raccordé, l'abonné ne peut être solidairement et indivisiblement tenu envers le débiteur de paiement de toutes sommes impayées par l'usager après sa mise en demeure, pour autant :

- qu'il apporte la preuve qu'il a avisé le distributeur au plus tard dans un délai de trente jours calendrier suivant le changement d'occupation du bien, de l'identité des usagers entrants et sortants, ainsi que de l'index du compteur;
- que l'immeuble ait été préalablement équipé par le distributeur d'un compteur par logement;
- qu'une forte consommation inhabituelle ne soit pas consécutive à l'état des installations privées.

Section 2. — Fonds social de l'eau

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

A. Champ d'application

Art. 234. La présente section règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci. Elle ne sera applicable que sur le territoire de la région de langue française.

B. Définition

Art. 235. Au sens de la présente section, on entend par "consommateur" : toute personne physique qui jouit, directement ou indirectement, de l'eau mise à disposition par un distributeur à sa résidence principale pour un usage exclusivement domestique, répondant à ses besoins et à ceux de son ménage.

C. Objectif

Art. 236. La présente section a pour objectif d'instaurer un mécanisme financier, dénommé "Fonds social de l'Eau", destiné à intervenir principalement dans le paiement de la facture d'eau du consommateur.

Sous-section 2. — Mécanisme financier

A. Dispositions générales

Art. 237. Tout consommateur susceptible de bénéficier, à quelque titre que ce soit, d'une aide sociale, conformément à l'article 57 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, peut bénéficier d'une intervention financière dans le paiement de ses factures d'eau.

Art. 238. Cette intervention repose sur un mécanisme financier, dénommé "Fonds social de l'eau", faisant intervenir les distributeurs, les centres publics d'aide sociale et la S.P.G.E.

Art. 239. Toute facture d'eau envoyée par un distributeur mentionne, à titre d'élément constitutif du coût-vérité de l'eau, l'existence d'une contribution à charge des distributeurs fixée à 0,0125 euro par mètre cube d'eau facturé.

Cette contribution peut être soumise à adaptation par arrêté du Gouvernement wallon, après évaluation des besoins. Les majorations cumulées ne pourront en aucun cas excéder 10 % du montant prévu.

Art. 240. La contribution visée à l'article 239 finance :

1^o pour un montant équivalant à 85 % au minimum de cette contribution, les dépenses relatives à l'intervention financière visée à l'article 237;

2^o pour un montant équivalant à 9 % au minimum de cette contribution, les dépenses relatives aux frais de fonctionnement encourus par les centres publics d'aide sociale;

3^o pour un montant équivalant à 1 % au maximum de cette contribution, les dépenses relatives aux frais de fonctionnement encourus par la S.P.G.E. dans le cadre de la présente section;

4^o pour un montant équivalant au solde de cette contribution, les dépenses relatives aux améliorations techniques utiles permettant aux distributeurs d'assister les consommateurs bénéficiaires de l'intervention visée à l'article 237 en vue d'une gestion rationnelle de l'eau.

Sur proposition du ministre, le Gouvernement fixe les modalités de répartition de ces dépenses.

Les modalités régissant la prise en charge des frais de fonctionnement visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, sont déterminées par le Gouvernement sur la base notamment :

- du nombre de consommateurs en difficulté de paiement visés à l'article 241;
- du nombre de bénéficiaires du droit à l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 relative au droit à l'intégration sociale;
- du nombre de raccordements au réseau public de distribution d'eau dans la commune.

B. Règles relatives à l'intervention dans le paiement des factures d'eau

Art. 241. En cas de difficulté de paiement de la facture d'eau, la lettre de rappel adressée par le distributeur au consommateur informe ce dernier de la possibilité de bénéficier de l'intervention financière visée à l'article 237.

La lettre de rappel indique que le consommateur peut s'opposer à cette intervention financière.

Sauf opposition du consommateur, le distributeur transmet au centre public d'aide sociale compétent la liste des noms des consommateurs en difficulté de paiement, afin de permettre au centre public d'aide sociale de prendre contact avec eux.

Le Gouvernement définit les modalités relatives à l'opposition du client et à la transmission de cette liste.

Art. 242. § 1^{er}. Le centre public d'aide sociale statue dans les trente jours sur l'octroi et le montant de l'intervention financière dans les limites prévues par la présente section et les dispositions réglementaires prises en vertu de celle-ci. L'article 60 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale est applicable à la prise de décision en ce domaine.

Conformément à l'article 62 bis de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, la décision en matière d'intervention, prise par le conseil de l'aide sociale ou l'un des organes auxquels le conseil a délégué des attributions, est communiquée, par lettre recommandée à la poste ou contre accusé de réception dans les huit jours à dater de la prise de décision, au consommateur.

Le centre public d'aide sociale informe le distributeur de sa décision quant à l'intervention financière sollicitée.

§ 2. La décision est motivée et signale la possibilité de former un recours conformément à l'article 71 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, le délai d'introduction, la forme de la requête, l'adresse de l'instance de recours compétente et le nom du service ou de la personne qui, au sein du centre public d'aide sociale, peut être contacté en vue d'obtenir des éclaircissements.

§ 3. Chaque année, les centres publics d'aide sociale sont tenus de communiquer un rapport d'activités à la S.P.G.E. sur la mise en œuvre de la présente section. Le Gouvernement fixe les éléments qui doivent obligatoirement figurer dans ce rapport et le calendrier des communications.

§ 4. A partir de la date d'envoi de la lettre de rappel, adressée par le distributeur au consommateur, conformément aux conditions indiquées à l'article 241, et jusqu'à décision du C.P.A.S. visée au paragraphe 1^{er} du présent article, toute coupure unilatérale de fourniture d'eau par le distributeur liée au non-paiement de la facture est interdite.

La présente disposition ne s'applique pas lorsque le consommateur s'oppose à une intervention financière telle que définie dans la présente section.

Art. 243. Le Gouvernement fixe, sur proposition de la S.P.G.E., et après avis du comité de contrôle de l'eau, les modalités de calcul du plafond de l'intervention financière et les modalités de l'intervention financière visée à l'article 237.

Le montant de l'intervention financière est plafonné par consommateur selon la composition de son ménage.

Art. 244. Dans les limites des crédits budgétaires, l'intervention visée à l'article 237 porte sur la prise en charge, totale ou partielle, du montant des factures du consommateur quant à son logement individuel ou familial.

Art. 245. Le Gouvernement fixe les modalités de répartition des montants disponibles entre les centres publics d'aide sociale pour l'exercice en cours.

A cette fin, il se base notamment sur :

- le nombre de consommateurs en difficulté de paiement visés à l'article 241;
- le nombre de bénéficiaires du droit à l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 relative au droit à l'intégration sociale;
- le nombre de raccordements au réseau public de distribution d'eau dans la commune.

C. Missions de la S.P.G.E. dans le cadre du fonds social de l'eau

Art. 246. La S.P.G.E. a, dans les conditions et limites de la présente section, pour objectif d'assurer la gestion du mécanisme financier, visé à l'article 236, destiné à intervenir dans le paiement de la facture d'eau du consommateur.

Art. 247. Chaque année, la S.P.G.E. détermine le montant des contributions de chaque distributeur, visées à l'article 239, sur la base des volumes facturés l'année précédente.

Art. 248. La S.P.G.E. communique, pour le 31 mars de chaque année, aux centres publics d'aide sociale les montants disponibles, par distributeur, constitués des contributions visées à l'article 239 et des soldes excédentaires non utilisés, diminués des dépenses définies à l'article 240, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o et 4^o.

Art. 249. Chaque année, la S.P.G.E. communique au Gouvernement et au comité de contrôle de l'eau un rapport concernant le fonctionnement du mécanisme financier visé à l'article 236.

Le Gouvernement transmet ce rapport au président du Conseil régional wallon dans les trois mois.

Le Gouvernement fixe les éléments qui doivent obligatoirement figurer dans ce rapport et le calendrier des communications.

Art. 250. Pour le 31 mars de chaque année, les distributeurs versent à la S.P.G.E. le solde excédentaire de l'exercice budgétaire précédent.

Les modalités de versement de ces soldes excédentaires ainsi que leur affectation par la S.P.G.E. sont déterminées par le Gouvernement.

D. Obligations des distributeurs

Art. 251. Les distributeurs sont chargés de :

1^o communiquer à la S.P.G.E. les volumes facturés par le distributeur au cours de l'année écoulée au plus tard pour le 31 mars de chaque année;

2^o verser à la S.P.G.E. la somme destinée aux frais de fonctionnement conformément à l'article 240, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, au plus tard pour le 31 mars de chaque année;

3^o conserver le solde de la contribution visée à l'article 239 après versement des sommes visées aux 2^o et 8^o, afin de l'affecter aux fins déterminées à l'article 240, alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o;

4^o individualiser les flux financiers afférents au Fonds social de l'eau sur des comptes de bilan et de gestion spécifiques au plus tard pour le 31 mars de chaque année;

5^o assurer la gestion quotidienne des quotes-parts attribuées à chaque centre public d'aide sociale des communes desservies par le distributeur, en étroite collaboration avec celles-ci;

6^o assurer la gestion des fonds affectés aux améliorations techniques;

7^o rendre compte annuellement à la S.P.G.E., au plus tard pour le 31 mars de chaque année, du nombre des consommateurs en difficulté de paiement visés à l'article 241, alinéa 3, du nombre d'interventions financières décidées par le centre public d'aide sociale, du montant individualisé de l'intervention accordée et du montant global des interventions par commune;

8^o verser à la S.P.G.E. les soldes éventuels excédentaires dans le délai visé à l'article 250;

9° communiquer à la S.P.G.E., au plus tard pour le 28 février de chaque année, tous documents et informations nécessaires à la détermination du montant de leur contribution ainsi que des montants dont peuvent disposer les centres publics d'aide sociale.

Le Gouvernement fixe les modalités d'exécution de ces obligations.

Section 3. — Redevance et contribution sur les prises d'eau

Sous-section 1^{re}. — Disposition générale

Art. 252. § 1^{er}. Les prises d'eau potabilisable sont subordonnées :

1° d'une part, soit au paiement d'une redevance dont le montant est fixé à 0,0744 euro le mètre cube d'eau produit au cours de l'année de prélèvement, soit à la conclusion d'un contrat de service de protection de l'eau potabilisable avec la S.P.G.E.;

2° d'autre part, soit à la conclusion d'un contrat d'assainissement avec la S.P.G.E. au terme duquel le producteur d'eau loue les services de la Société pour réaliser, selon une planification déterminée, l'assainissement public d'un volume d'eau correspondant au volume d'eau produit, destiné à être distribué en Région wallonne par la distribution publique, soit à la réalisation de cette mission d'épuration par lui-même, correspondant au volume d'eau qu'il produit.

§ 2. Les autres prises d'eau souterraine sont soumises à une contribution de prélèvement annuelle dont le montant est fixé comme suit :

1° sur la tranche de 0 à 20.000 m³ d'eau : 0,0248 euro par mètre cube d'eau prélevée;

2° sur la tranche de 20.001 à 100.000 m³ d'eau : 0,0496 euro par mètre cube d'eau prélevée;

3° sur la tranche supérieure à 100.000 m³ d'eau : 0,0744 euro par mètre cube d'eau prélevée.

Les prélèvements qui n'atteignent pas 3.000 m³ sont exonérés.

§ 3. Ne sont pas soumises à redevances visées au paragraphe 1^{er} ou à une contribution de prélèvement visée au paragraphe 2 les prises d'eau souterraine suivantes :

1° les pompages effectués par les organismes d'épuration dans le cadre de leur mission de démergement, à l'exception du volume d'eau qu'ils vendent ou qu'ils distribuent;

2° les pompages d'essai d'une durée n'excédant pas deux mois;

3° les pompages temporaires réalisés à l'occasion de travaux de génie civil publics ou privés;

4° les pompages destinés à protéger des biens, à l'exception des pompages effectués à des fins industrielles ou lucratives;

5° les pompages géothermiques destinés au chauffage collectif d'habitations ou de bâtiments publics;

6° la moitié du volume de l'eau souterraine exhaurée, à la condition qu'après pompage, cette eau soit mise gratuitement à la disposition des producteurs d'eau destinée à la consommation humaine de la Région wallonne en vue de sa récupération.

Art. 253. Les producteurs d'eau potabilisable, dont les prises d'eau sont situées en Région wallonne, sont tenus de contribuer au financement des mesures de protection de l'eau potabilisable proportionnellement aux volumes d'eau potabilisable produite.

Tout producteur d'eau potabilisable assume, en vue du maintien de sa qualité, l'assainissement public de l'eau usée domestique, proportionnellement aux volumes d'eau destinés à être distribués en Région wallonne par la distribution publique.

Pour l'application du présent article, on entend par "producteurs d'eau potabilisable" :

les titulaires de prises d'eau potabilisable en Région wallonne ou toute personne qui acquiert l'eau, en gros, d'un autre producteur d'eau qui n'a pas contribué, sur les volumes vendus, à l'assainissement public des eaux usées.

Sous-section 2. — Déclaration, paiement et recouvrement de la redevance et de la contribution

Art. 254. Tout redevable est tenu de déclarer, chaque année, à la D.G.R.N.E., Division de l'eau, tous les éléments nécessaires à l'établissement du volume d'eau produite ou d'eau prélevée au cours de l'année précédente.

Art. 255. § 1^{er}. La déclaration établie sur une formule dont le modèle est fixé par le Gouvernement est délivrée et adressée directement aux redevables par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, avant le 31 janvier de l'année de taxation.

Les redevables qui n'ont pas reçu la formule sont tenus d'en réclamer une au siège de la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

En cas de cessation d'activités, le redevable est tenu de réclamer une formule de déclaration à la D.G.R.N.E., Division de l'eau, et de la faire parvenir, dans les deux mois de la cessation d'activités, au siège de la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

§ 2. La formule est remplie conformément aux indications qui y figurent, certifiée exacte, datée et signée.

§ 3. Les documents, relevés ou renseignements dont la production est prévue par la formule font partie intégrante de la déclaration et doivent y être joints.

Art. 256. La déclaration doit être envoyée ou remise au siège de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, avant le 31 mars de chaque année.

Art. 257. La déclaration est vérifiée et le montant de la redevance ou de la contribution est établi par la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Celle-ci prend pour base de calcul de la redevance ou de la contribution les éléments déclarés.

Si le volume déclaré n'est pas déterminé au moyen d'un dispositif de comptage, la D.G.R.N.E., Division de l'eau, se base sur tout élément probant dont elle dispose.

Lorsqu'une prise d'eau souterraine est effectuée sans permis d'environnement ou sans avoir introduit une demande conformément à l'article 434, le montant de la contribution calculée par application de l'article 252 sera majoré d'une somme de 370 euros.

Art. 258. Tout redevable est tenu, lorsqu'il en est requis par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, de lui communiquer, sans déplacement, en vue de vérification, tout document nécessaire à la détermination de la base de calcul.

Il est également tenu de permettre l'accès, à toutes les heures où une activité s'y exerce, de ses locaux, terrains et installations, aux fins de contrôles techniques à la D.G.R.N.E., Division de l'eau, ou à un organisme désigné par le Gouvernement et mandaté par la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Sans préjudice du droit de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, de demander des renseignements verbaux, tout redevable est tenu, lorsqu'il en est requis par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, de lui fournir, par écrit, dans le mois de la demande, tout renseignement qui lui est demandé aux fins de vérifier la base de calcul.

Art. 259. Lorsque la D.G.R.N.E., Division de l'eau, estime devoir rectifier les éléments que le redevable a soit mentionnés dans une déclaration répondant aux conditions prévues aux articles 255 à 258, soit admis par écrit, elle notifie à celui-ci le redressement du volume d'eau déclaré auquel elle a procédé.

Toute rectification est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration par la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Un délai d'un mois à compter de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit. Le montant de la redevance ou de la contribution ne peut être établi avant l'expiration de ce délai, sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur la rectification de sa déclaration.

Art. 260. § 1^{er}. La D.G.R.N.E., Division de l'eau, peut établir d'office le montant de la redevance ou de la contribution en fonction des éléments dont elle dispose et éventuellement des contrôles qu'elle effectue ou fait effectuer, lorsque le redevable s'est abstenu :

1^o soit de remettre une déclaration dans les délais prévus par les articles 255 et 256;

2^o soit d'éliminer, dans le délai consenti à cette fin, le ou les vices de forme entachant sa déclaration;

3^o soit de fournir dans le délai prescrit les renseignements écrits qui lui ont été demandés en vertu de l'article 258, alinéa 3.

Elle recourt à cette procédure dans un délai de deux ans à compter du 1^{er} avril de l'année qui suit l'année de prélèvement.

§ 2. Avant d'établir d'office le montant de la redevance ou de la contribution, la D.G.R.N.E., Division de l'eau, notifie au redevable sa décision de recourir à cette procédure et les éléments sur lesquels la redevance ou la contribution de prélèvement sera basée.

§ 3. Un délai d'un mois à compter de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit. Le montant de la redevance ou de la contribution ne peut être établi avant l'expiration de ce délai, sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur le montant notifié.

Art. 261. Si, dans le délai fixé aux articles 259, alinéa 3, et 260, § 3, le redevable notifie son désaccord, partiel ou total, la D.G.R.N.E., Division de l'eau, procède comme suit :

1^o si elle peut se rallier aux motifs invoqués par le redevable, elle établit le montant de la redevance ou de la contribution sur la base des éléments préalablement admis ou fixés par elle et revus au regard de ces motifs;

2^o si elle ne peut se rallier aux motifs invoqués par le redevable, elle établit le montant de la redevance ou de la contribution sur la base des éléments préalablement admis ou fixés par elle.

Dans le cas d'application de l'alinéa 1^{er}, 2^o, la D.G.R.N.E., Division de l'eau, notifie sa décision au redevable dans les deux mois de la réception du désaccord.

Art. 262. La redevance et la contribution sont perçues par voie de provisions trimestrielles.

Chaque provision est égale à 20 % du montant de la dernière redevance ou contribution établie par la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Si aucune redevance ou contribution n'a encore été établie, chaque provision afférente à la première année est égale à 20 % du montant correspondant aux prélèvements envisagés par le redevable dans sa demande d'autorisation.

Le prélèvement entraîne la déduction des provisions.

Les provisions sont payables pour le 20 du mois qui suit chaque trimestre de l'année de prélèvement.

En cas de non-paiement dans le délai fixé à l'alinéa précédent, les provisions font l'objet de rôles spéciaux.

Les provisions enrôlées sont exigibles immédiatement.

Leur montant est porté à la connaissance du redevable par le fonctionnaire chargé du recouvrement qui lui adresse un avertissement-extrait de rôle.

Art. 263. La redevance et la contribution font l'objet de rôles annuels ou spéciaux.

Art. 264. Les rôles sont arrêtés par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la trésorerie du secrétariat général du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction.

Art. 265. § 1^{er}. La redevance ou la contribution doit être établie au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle du dépôt de la déclaration ou de la taxation d'office.

Les provisions sont imputées sur le montant de la redevance ou de la contribution.

§ 2. L'avertissement-extrait de rôle mentionne le cas échéant les provisions imputées sur le montant de la redevance ou de la contribution.

§ 3. La redevance et la contribution sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avis de l'avertissement-extrait de rôle.

Art. 266. Aussitôt que les rôles sont rendus exécutoires, il en est notifié des extraits aux redevables intéressés.

Art. 267. A défaut de paiement des provisions, de la redevance ou de la contribution, des intérêts ou des frais, le premier acte de poursuite pour le recouvrement des provisions, de la redevance ou de la contribution, intérêts et frais, est une contrainte.

Elle est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement.

Elle est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

Dans les cas déterminés par le Gouvernement, elle peut également être notifiée au redevable.

Art. 268. Le Gouvernement détermine :

1° les modalités d'exécution de l'article 262;

2° le mode à suivre pour les déclarations, la formation des rôles, les paiements, les quittances, les poursuites;

3° les frais administratifs, à charge du redevable, et correspondant aux prestations effectivement accomplies par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, relativement aux actes de recouvrement de la contribution et de la redevance.

Art. 269. § 1^{er}. Sous réserve de ce qui est prévu aux paragraphes 2 à 4, l'exécution de la contrainte a lieu suivant les dispositions de la cinquième partie, titre III, du Code judiciaire relatif à l'exécution forcée.

§ 2. Après la signification ou la notification visées à l'article 267, le fonctionnaire chargé du recouvrement peut, dans les cas déterminés par le Gouvernement, faire procéder à la notification valant saisie-arrêt exécution entre les mains d'un tiers sur les sommes et effets dus ou appartenant au redevable.

La saisie-arrêt doit être également dénoncée au redevable par pli recommandé à la poste.

Cette saisie sort ses effets à compter de la remise de la pièce au destinataire.

Elle donne lieu à l'établissement et à l'envoi, par le fonctionnaire chargé du recouvrement, d'un avis de saisie, comme prévu à l'article 1390 du Code judiciaire.

§ 3. Sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 2, les dispositions des articles 1539, 1540, 1542, alinéas 1^{er} et 2, et 1543 du Code judiciaire sont applicables à cette saisie, étant entendu que la remise du montant de la saisie se fait entre les mains du fonctionnaire chargé du recouvrement.

§ 4. La saisie-arrêt exécution doit être pratiquée par exploit d'huissier de justice, de la manière prévue aux articles 1539 à 1544 du Code judiciaire, lorsqu'il apparaît de la déclaration à laquelle le tiers saisi est tenu après la saisie effectuée par pli recommandé à la poste conformément au paragraphe 2 :

1° que le débiteur saisi s'oppose à la saisie-arrêt exécution;

2° que le tiers saisi conteste sa dette à l'égard du débiteur saisi;

3° qu'un autre créancier s'est opposé, avant la saisie par le fonctionnaire chargé du recouvrement, à la remise par le tiers saisi des sommes dues par celui-ci.

Dans ces cas, la saisie pratiquée par pli recommandé à la poste par le fonctionnaire garde ses effets conservatoires si ce fonctionnaire fait procéder par exploit d'huissier de justice, comme prévu à l'article 1539 du Code judiciaire, à une saisie-arrêt exécution entre les mains du tiers dans le mois qui suit le dépôt à la poste de la déclaration du tiers saisi.

§ 5. L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition motivée, formée par le redevable, avec citation en justice, à signifier par exploit à la Région.

Art. 270. Le recouvrement de la redevance ou de la contribution se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle le rôle a été rendu exécutoire.

Art. 271. § 1^{er}. Pour le recouvrement de la redevance ou de la contribution, des intérêts et des frais, la Région a un privilège général sur les revenus et sur tous les biens meubles du redevable à l'exception des navires et bateaux.

Le privilège prend rang immédiatement après ceux qui sont mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du livre II du Code de commerce et après les privilèges réservés à l'Etat par l'article 87 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

§ 2. La redevance ou la contribution, intérêts et frais, sont garantis par une hypothèque légale sur les biens qui appartiennent au redevable, situés en Belgique, et qui en sont susceptibles.

L'hypothèque légale ne porte pas préjudice aux privilèges et hypothèques antérieurs; elle ne prend rang qu'à partir de son inscription.

L'hypothèque est inscrite à la requête du fonctionnaire chargé du recouvrement. L'inscription a lieu nonobstant opposition, contestation ou recours.

Elle ne peut être acquise qu'à partir de l'expiration du délai d'exigibilité tel qu'il résulte de l'article 265, § 3.

§ 3. L'article 447, alinéa 2, du livre III du Code du commerce concernant les faillites, banqueroutes et sursis n'est pas applicable à l'hypothèque légale en ce qui concerne les redevances ou les contributions comprises dans les rôles rendus exécutoires antérieurement au jugement déclaratif de la faillite.

Art. 272. La réclamation portant demande en remboursement de la redevance ou de la contribution est formée par un exploit contenant citation en justice, signifié à la Région.

Cette demande est formée dans les deux ans du paiement.

Art. 273. A défaut de paiement dans le délai fixé aux articles 262 et 265, les sommes dues sont productives, de plein droit, dès le lendemain, au profit des Fonds, pour la durée du retard, de l'intérêt au taux légal.

Cet intérêt est calculé mensuellement sur le montant restant dû de la redevance, de la contribution ou de la provision, arrondi à la dizaine d'euros inférieure. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

L'intérêt n'est réclamé que s'il atteint 2,5 euros au total.

Art. 274. En cas de remboursement de la redevance ou de la contribution, des intérêts moratoires sont alloués au taux légal.

Les intérêts sont calculés mensuellement sur le montant de chaque paiement arrondi à la dizaine d'euros inférieure.

Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

Aucun intérêt moratoire n'est alloué en cas de remboursement :

1° de montants établis d'office, après expiration du délai de réclamation en application des articles 259 et 260;

2° si l'intérêt n'atteint pas 2,5 euros au total.

Section 4. — Taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 275. Il est établi une taxe annuelle sur les déversements des eaux usées.

Art. 276. Sont soumises à la taxe :

1^o toutes les personnes, physiques ou morales, de droit public ou de droit privé, ci-après désignées "entreprises", qui occupent au moins sept personnes et qui déversent des eaux usées industrielles dans les égouts publics, dans les collecteurs d'eaux usées, dans les stations d'épuration des organismes d'épuration ou dans les eaux de surface ou dans les eaux souterraines;

2^o les entreprises qui occupent moins de sept personnes et qui déversent des eaux usées dans les récepteurs visés au 1^o, si l'autorité compétente pour l'octroi du permis d'environnement estime que ces eaux ne peuvent pas être classées comme eaux usées domestiques;

3^o toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui déverse, dans les récepteurs visés au 1^o, des eaux usées autres que des eaux usées industrielles et qui, en raison d'un approvisionnement ne provenant pas de l'alimentation publique, ne contribue pas aux coûts de l'assainissement contenu dans le coût-vérité de l'eau. Cette disposition ne s'applique pas au déversement des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques des établissements où sont gardés ou élevés des animaux qui répondent aux conditions arrêtées par le Gouvernement wallon;

4^o toute personne physique ou morale de droit public ou de droit privé qui déverse, dans les récepteurs visés au 1^o, des eaux usées autres que des eaux usées industrielles, en raison d'un approvisionnement provenant de l'alimentation publique, à l'exclusion du déversement des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques des établissements où sont gardés ou élevés des animaux qui répondent aux conditions arrêtées par le Gouvernement.

Sous-section 2. — Dispositions particulières relatives aux déversements d'eaux usées industrielles

Art. 277. La taxe annuelle sur les déversements d'eaux usées industrielles est proportionnelle à la charge polluante desdites eaux calculée conformément aux formules définies aux articles 279 et 282.

La charge polluante qui est à prendre en considération est celle des eaux usées industrielles déversées au cours de l'année qui précède l'année de taxation.

Art. 278. La taxe par unité de charge polluante, ci-après dénommée "taxe unitaire", des eaux usées industrielles déversées est fixée à 8,9242 euros.

Art. 279. La charge polluante des eaux usées industrielles déversées est calculée selon la formule suivante :

$$N = N1 + N2 + N3 + N4$$

où :

- N est le nombre total d'unités de charge polluante;
- $N1 = (Q/180) (a + ((0.3 \cdot MS)/500))$
- $N1 = + 0.45 (DCO/525) \cdot (0.4 + 0.6 d)$

où :

N1 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de matières en suspension et de matières oxydables;

Q est le volume moyen journalier, exprimé en litres, de l'eau usée industrielle déversée par l'entreprise au cours du mois de plus grande activité de l'année, exception faite des eaux de refroidissement; le volume moyen est obtenu en divisant le volume mensuel par le nombre de jours de déversement au cours du mois de plus grande activité;

MS est la teneur en matières de suspension, exprimée en mg/l, de l'eau brute à laquelle se rapporte Q;

DCO est la demande chimique en oxygène, exprimée en mg/l, de l'eau à laquelle se rapporte Q après décantation de deux heures;

a est un coefficient dont la valeur est égale à 0,2, sauf si les eaux sont directement déversées en eau de surface, auquel cas elle est égale à 0;

d est le facteur correcteur qui résulte de la fraction qui a pour dénominateur 225 et comme numérateur le nombre de jours pendant lesquels des eaux usées sont déversées; ce facteur est pris en compte pour les activités saisonnières ou intermittentes au cours desquelles il peut être prouvé que des eaux usées sont déversées pendant moins de 225 jours civils par an; les autres cas, le facteur d est égal à 1.

- $N2 = (Q1 (Xi + 0.2 Yi + 10 Zi))/500$

où :

N2 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de métaux lourds;

Q1 est le volume annuel exprimé en mètres cubes de l'eau usée industrielle déversée au cours de l'année, exception faite des eaux de refroidissement;

Xi est la somme des concentrations moyennes mesurées dans l'eau à laquelle se rapporte Q1 des éléments suivants, exprimées en mg/l : arsenic, chrome, cuivre, nickel, plomb, argent;

Yi est la concentration moyenne en zinc mesurée dans l'eau à laquelle se rapporte Q1, exprimée en mg/l;

Zi est la somme des concentrations moyennes mesurées dans l'eau à laquelle se rapporte Q1 des éléments cadmium et mercure, exprimées en mg/l.

- $N3 = (Q1 (N + P))/10.000$

où :

N3 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de nutriments;

N est la concentration moyenne en azote total mesurée dans l'eau usée à laquelle se rapporte Q1 et exprimée en mgN/l;

P est la concentration moyenne en phosphore total mesurée dans l'eau usée à laquelle se rapporte Q1 et exprimée en mgP/l.

- $N4 = 0,2 \cdot Q2 \cdot dt / 10.000$

où :

N4 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la différence de température entre les eaux usées déversées et les eaux de surface réceptrices;

Q2 est le volume annuel, exprimé en mètres cubes, des eaux de refroidissement déversées par l'entreprise;

dt est l'écart moyen de température exprimé en degrés Celsius entre l'eau prélevée et l'eau déversée à laquelle se rapporte Q2;

N4 n'est pris en compte que si Q2 dt est supérieur ou égal à 1.000.000.

Art. 280. § 1^{er}. Les valeurs des paramètres visés à l'article 279 sont les valeurs maximales qui figurent dans le permis d'environnement du redevable, pour autant que celui-ci en comporte et que le redevable respecte les termes du permis d'environnement ou les valeurs moyennes réelles déterminées aux frais du redevable par un laboratoire agréé par le Gouvernement, suivant les directives et sous le contrôle de la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Lorsque le redevable reste en défaut de communiquer à la D.G.R.N.E., Division de l'eau, les valeurs des paramètres à prendre en compte et que la D.G.R.N.E., Division de l'eau, procède ou fait procéder à des prélèvements et analyses destinés à établir ces valeurs, les frais qui en résultent peuvent être portés à charge du redevable.

Le Gouvernement fixe les modalités techniques de détermination des valeurs des paramètres visés à l'article 279.

§ 2. Le redevable peut déduire des valeurs des paramètres MS, DCO, Xi, Yi, Zi, N et P mesurées sur les eaux usées déversées les valeurs correspondantes mesurées sur l'eau d'approvisionnement aux frais du redevable par un laboratoire d'analyses agréé par le Gouvernement, suivant les directives et sous le contrôle de la D.G.R.N.E., Division de l'eau. La déduction se fait séparément pour chaque paramètre et ne peut avoir pour effet de rendre négatives les valeurs de certains paramètres.

Art. 281. Si les valeurs des paramètres désignés dans la formule désignée à l'article 279 ne sont pas connues de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, et ne peuvent être raisonnablement évaluées par elle au départ des éléments d'appréciation dont elle dispose ou si la détermination fiable des valeurs moyennes réelles de ces paramètres se heurte à des difficultés d'ordre technique ou économique, la D.G.R.N.E., Division de l'eau, calcule la charge polluante au moyen de la formule simplifiée définie à l'article 282.

Art. 282. La formule simplifiée de la charge polluante est la suivante :

$$N = N1 + N2$$

où :

- N est le nombre total d'unités de charge polluante;

- $N1 = A C1/B$

où :

N1 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de matières en suspension et de matières oxydables;

A est l'activité annuelle exprimée selon la base utilisée;

B est la base mentionnée dans la colonne 3 du tableau figurant à l'annexe I;

C1 est le coefficient de conversion mentionné dans la colonne 4 du tableau figurant à l'annexe I.

- $N2 = (Q1 - Q2) C2 + Q2 C3$

où :

N2 est le nombre d'unités de charge polluante lié à la présence de métaux lourds, de nutriments et d'eaux de refroidissement;

Q1 est le volume annuel, exprimé en mètres cubes, de l'eau usée industrielle déversée;

Q2 est le volume annuel, exprimé en mètres cubes, de l'eau de refroidissement déversée;

C2 est le 1/100 sauf si un autre coefficient de conversion est mentionné dans la colonne 5 du tableau figurant à l'annexe I;

C3 est le 1/10.000.

Le produit Q2 C3 n'est pris en compte que si Q2 est supérieur ou égal à 200.000 m³.

Art. 283. La taxe annuelle est le résultat de la multiplication de la taxe unitaire visée à l'article 278 par le nombre N d'unités de charge polluante déterminé à l'article 279 ou à l'article 282.

Sous-section 3. — Dispositions particulières relatives aux déversements d'eaux usées autres que les eaux usées industrielles

Art. 284. La taxe annuelle sur les déversements d'eaux usées autres que les eaux usées industrielles est proportionnelle au volume d'eau déversée.

La taxe unitaire par mètre cube d'eau usée déversée, visée à l'article 276, 3^o, est fixée à 0,5542 euro à partir du 1^{er} janvier 2003.

La taxe unitaire par mètre cube d'eau usée déversée, visée à l'article 276, 4^o, est fixée à 0,0813 euro et s'applique du 1^{er} octobre 2003 au 31 décembre 2004. Elle est supprimée au 1^{er} janvier 2005.

Art. 285. § 1^{er}. Le volume d'eau auquel s'applique la taxe visée à l'article 284 est déterminé, suivant les règles définies ci-après, au moyen des dispositifs de comptage de l'eau autre que l'eau provenant de la distribution publique prélevée par le redevable ou, à défaut, sur la base de sa consommation estimée ou de tout autre élément probant dont la D.G.R.N.E., Division de l'eau, dispose pour déterminer sa consommation. Si l'eau est partiellement prélevée à la distribution publique, le volume annuel soumis à la taxe correspond à la différence entre le volume total de l'eau prélevée ou, à défaut de système de comptage, des volumes d'eau estimés et le volume d'eau qui figure sur le dernier relevé de consommation d'eau provenant de la distribution publique sur une période d'un an.

La consommation estimée du redevable est égale au produit du nombre d'unités visées à l'annexe II par la consommation évaluée correspondante. Le nombre d'unités à prendre en considération est le nombre maximal enregistré dans une même journée dans le courant de l'année de déversement.

§ 2. Pour les personnes qui déversent uniquement des eaux usées domestiques, le volume auquel s'applique la taxe est égal au volume prélevé.

§ 3. Pour les personnes qui déversent des eaux usées industrielles et domestiques, la taxe visée à l'article 284 s'applique à la fraction du volume total prélevé qui est déversée sous la forme d'eau usée domestique.

§ 4. Pour les personnes qui déversent des eaux usées agricoles assimilées aux eaux usées domestiques et qui ne répondent pas aux conditions d'exemption visées à l'article 276, 3^o, la taxe s'applique au volume total prélevé. Si celui-ci ne peut être déterminé au moyen de dispositifs de comptage, il est égal au volume obtenu en additionnant la consommation présumée du ménage, soit 100 m³, et la consommation estimée du cheptel. Le Gouvernement détermine les modalités d'estimation de cette consommation des animaux. Il se réfère aux charges polluantes unitaires mentionnées à l'annexe III.

Le nombre d'animaux à prendre en considération pour chaque catégorie est le nombre d'animaux de cette catégorie gardés ou élevés tel qu'il figure dans la déclaration à l'Institut national de statistique lors du recensement agricole et horticole auquel il est procédé à la date du 15 mai de l'année précédant l'année de taxation.

Pour les personnes qui répondent aux conditions d'exemption, le volume est égal à la consommation présumée du ménage, soit 100 m³.

Art. 286. La taxe annuelle est le résultat de la multiplication de la taxe unitaire visée à l'article 284 par le volume d'eau déterminé à l'article 285.

Art. 287. Le traitement par un organisme d'épuration agréé des gadoues de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues est assuré gratuitement par l'organisme d'épuration agréé moyennant le respect des conditions suivantes :

1^o les gadoues doivent résulter exclusivement du traitement d'eaux usées domestiques produites en Région wallonne;

2^o la vidange des fosses septiques et des systèmes d'épuration analogues doit être effectuée par un vidangeur agréé par le Gouvernement.

Art. 288. Les personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé qui épurent les eaux usées autres qu'industrielles qu'elles produisent ou qu'elles reçoivent aux fins de traitement bénéficient d'une exemption ou d'une restitution de la taxe dans les conditions définies par le Gouvernement.

Les volumes d'eau prélevés par les personnes bénéficiant d'une exemption ou d'une restitution de la taxe ne sont pas comptabilisés dans les volumes d'eau visés à l'article 253, alinéa 2.

Sous-section 4. — Déclaration, paiement et recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées

A. Déclaration, paiement et recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles

Art. 289. Tout redevable est tenu de déclarer, chaque année, à la D.G.R.N.E., Division de l'eau tous les éléments nécessaires à l'établissement de sa charge polluante de l'année précédente.

Art. 290. § 1^{er}. La déclaration est établie sur une formule dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui est délivré et adressé directement aux redevables par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, avant le 31 janvier de l'année de taxation.

Les redevables qui n'ont pas reçu la formule sont tenus d'en réclamer une au siège de la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

En cas de cessation d'activités, le redevable est tenu de réclamer une formule de déclaration à la D.G.R.N.E., Division de l'eau, et de la faire parvenir, dans les deux mois de la cessation d'activités, au siège de la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

§ 2. La formule est remplie conformément aux indications qui y figurent, certifiée exacte, datée et signée.

§ 3. Les documents, relevés ou renseignements dont la production est prévue par la formule font partie intégrante de la déclaration et doivent y être joints.

Art. 291. La déclaration doit être envoyée ou remise au siège de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, avant le 31 mars de chaque année.

Art. 292. La déclaration est vérifiée et le montant de la taxe est établi par la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Celle-ci prend pour base de calcul de la taxe les éléments déclarés.

Art. 293. Tout redevable est tenu, lorsqu'il en est requis par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, de lui communiquer, sans déplacement, en vue de vérification, tout document nécessaire à la détermination de la base de calcul.

Il est également tenu de permettre l'accès, à toutes les heures où une activité s'y exerce, de ses locaux, terrains et installations aux fins de contrôles techniques à la D.G.R.N.E., Division de l'eau, ou à un organisme désigné par le Gouvernement et mandaté par la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Sans préjudice du droit de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, de demander des renseignements verbaux, tout redevable est tenu, lorsqu'il en est requis par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, de lui fournir, par écrit, dans le mois de la demande, tout renseignement qui lui est demandé aux fins de vérifier la base de calcul.

Art. 294. Au cas où plusieurs entreprises rejettent en commun leurs eaux usées ou effectuent un traitement en commun de celles-ci, la taxe est partagée en parts égales entre les différentes entreprises.

Elles sont tenues, chacune, au respect des dispositions des articles 289 à 293.

Cependant, celles qui peuvent déterminer exactement leur charge polluante peuvent être taxées séparément.

Le reliquat de la taxe est alors réparti par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, en parts égales entre les entreprises restantes.

Art. 295. Lorsque la D.G.R.N.E., Division de l'eau, estime devoir rectifier les éléments que le redevable a, soit mentionnés dans une déclaration répondant aux conditions prévues aux articles 290 à 293, soit admis par écrit, elle notifie à celui-ci le redressement de la charge polluante déclarée auquel elle a procédé.

Toute rectification est notifiée au redevable dans un délai de huit mois à compter du jour de la réception de la déclaration par la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Un délai d'un mois à compter de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit. Le montant de la taxe ne peut être établi avant l'expiration de ce délai, sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur la rectification de sa déclaration.

Art. 296. § 1^{er}. La D.G.R.N.E., Division de l'eau, peut procéder à la taxation d'office en fonction des éléments dont elle dispose et éventuellement des contrôles qu'elle effectue ou fait effectuer, lorsque le redevable s'est abstenu :

1° soit de remettre une déclaration dans les délais prévus par les articles 290, § 1^{er}, et 291;

2° soit d'éliminer, dans le délai consenti à cette fin, le ou les vices de forme entachant sa déclaration;

3° soit de fournir dans le délai prescrit les renseignements écrits qui lui ont été demandés en vertu de l'article 293, alinéa 3.

Elle procède à la taxation d'office dans un délai de deux ans à compter du 31 mars de l'année qui suit l'année de déversement.

§ 2. Avant de procéder à la taxation d'office, la D.G.R.N.E., Division de l'eau, notifie au redevable sa décision de recourir à cette procédure et les éléments sur lesquels la taxation est basée.

§ 3. Un délai d'un mois à compter de cette notification est laissé au redevable pour faire valoir ses observations par écrit. Le montant de la taxe ne peut être établi avant l'expiration de ce délai sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur la taxation intervenue.

Art. 297. Si, dans le délai fixé aux articles 295, alinéa 3, et 296, § 3, le redevable notifie son désaccord, partiel ou total, la D.G.R.N.E., Division de l'eau, procède comme suit :

1° si elle peut se rallier aux motifs invoqués par le redevable, elle établit le montant de la taxe sur la base des éléments préalablement admis ou fixés par elle et revus au regard de ces motifs;

2° si elle ne peut se rallier aux motifs invoqués par le redevable, elle établit la taxe sur la base des éléments préalablement admis ou fixés par elle.

Dans le cas d'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, la D.G.R.N.E., Division de l'eau, notifie sa décision au redevable dans les deux mois de la réception du désaccord)

Art. 298. La taxe fait l'objet de rôles annuels ou spéciaux.

Les rôles sont arrêtés par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la trésorerie du secrétariat général du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction.

Art. 299. La taxe doit être établie au plus tard pour le 30 juin de l'année qui suit celle du dépôt de la déclaration ou de la taxation d'office.

Art. 300. Aussitôt que les rôles sont rendus exécutoires, il est notifié des extraits aux redevables intéressés.

Art. 301. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Art. 302. A défaut de paiement de la taxe, des intérêts ou des frais, le premier acte de poursuite pour le recouvrement de la taxe, intérêts et frais est une contrainte.

Elle est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement.

Elle est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

Dans les cas déterminés par le Gouvernement, elle peut également être notifiée au redevable.

Art. 303. Le Gouvernement détermine :

1° le mode à suivre pour les déclarations, la formation des rôles, les paiements, les quittances, les poursuites;

2° le tarif des frais de poursuites qui sont à charge du redevable.

B. Paiement et recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles

Art. 304. Le Gouvernement arrête les modalités de perception, de contrôle et de recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles.

Il détermine le tarif des frais de poursuite qui sont à charge du redevable.

Art. 305. Le Gouvernement peut charger les distributeurs publics d'eau alimentaire d'assurer la perception pour compte de la Région, ou d'y contribuer, auprès de leurs abonnés, de cette taxe, calculée sur le volume total d'eau fourni, sans qu'il résulte pour lesdits distributeurs ou leurs préposés la qualité de comptable de la Région.

Il règle également la tenue des registres par les distributeurs, les modalités de perception et de versement à la Région des montants perçus, et de communication à la Région des renseignements nécessaires au contrôle et à la récupération des taxes éventuellement non perçues.

Art. 306. La taxe est payable dans le délai fixé par l'avis de paiement établi par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, et adressé au contribuable par le fonctionnaire chargé du recouvrement ou, dans les cas d'application de l'article 305, par le distributeur d'eau, dont la facture portant, distinctement, mention de la taxe, vaut avis de paiement.

Le délai de paiement est d'au moins quinze jours; il prend cours à partir de la date d'envoi de l'avis de paiement.

Art. 307. La taxe que les personnes visées à l'article 285, § 3 et § 4, alinéa 1^{er}, ont acquittée, durant l'année précédente, en application de l'article 305 est imputable sur le montant total de la taxe calculé par la D.G.R.N.E., Division de l'eau, conformément aux articles 283 et 286.

Art. 308. A défaut de paiement de la taxe, le premier acte de poursuite pour le recouvrement de la taxe, intérêts et frais est une contrainte.

Elle est décernée par le fonctionnaire chargé du recouvrement; elle est visée et rendue exécutoire par le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne ou le fonctionnaire délégué par lui.

Elle est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

Dans les cas déterminés par le Gouvernement, elle peut également être notifiée au redevable.

Art. 309. La notification ou la signification visées à l'article 308, alinéas 3 et 4, font courir les intérêts moratoires calculés conformément à l'article 315.

C. Dispositions communes

Art. 310. Le Gouvernement peut charger toute personne de droit public d'effectuer toute mission technique permettant à la Région d'arrêter le nombre d'unités de charge polluante.

Art. 311. § 1^{er}. Sous réserve de ce qui est prévu aux paragraphes 2 à 4, l'exécution de la contrainte a lieu suivant les dispositions de la cinquième partie, titre III, du Code judiciaire relatif à l'exécution forcée.

§ 2. Après la signification ou la notification visées aux articles 302 et 308, le fonctionnaire chargé du recouvrement peut, dans les cas déterminés par le Gouvernement, faire procéder à la notification valant saisie-arrêt exécution entre les mains d'un tiers sur les sommes et effets dus ou appartenant au redevable.

La saisie-arrêt doit être également dénoncée au redevable par pli recommandé à la poste.

Cette saisie sort ses effets à compter de la remise de la pièce au destinataire.

Elle donne lieu à l'établissement et à l'envoi, par le fonctionnaire chargé du recouvrement, d'un avis de saisie, comme prévu à l'article 1390 du Code judiciaire.

§ 3. Sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 2, les dispositions des articles 1539, 1540, 1542, alinéas 1^{er} et 2, et 1543 du Code judiciaire sont applicables à cette saisie, étant entendu que la remise du montant de la saisie se fait entre les mains du fonctionnaire chargé du recouvrement.

§ 4. La saisie-arrêt exécution doit être pratiquée par exploit d'huissier, de la manière prévue aux articles 1539 à 1544 du Code judiciaire, lorsqu'il apparaît de la déclaration à laquelle le tiers saisi est tenu après la saisie effectuée par pli recommandé à la poste conformément au paragraphe 2 :

1^o que le débiteur saisi s'oppose à la saisie-arrêt exécution;

2^o que le tiers saisi conteste sa dette à l'égard du débiteur saisi;

3^o qu'un autre créancier s'est opposé, avant la saisie par le fonctionnaire chargé du recouvrement, à la remise par le tiers saisi des sommes dues par celui-ci.

Dans ces cas, la saisie pratiquée par pli recommandé à la poste par le fonctionnaire garde ses effets conservatoires, si ce fonctionnaire fait procéder par exploit d'huissier, comme prévu à l'article 1539 du Code judiciaire, à une saisie-arrêt exécution entre les mains du tiers dans le mois qui suit le dépôt à la poste de la déclaration du tiers saisi.

§ 5. L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition motivée, formée par le redevable, avec citation en justice, à signifier par exploit à la Région au cabinet du Ministre-Président du Gouvernement.

Art. 312. Le recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle le rôle a été rendu exécutoire.

Le recouvrement de la taxe sur le déversement des eaux usées autres que les eaux usées industrielles se prescrit par cinq ans à compter de la date à laquelle la contrainte a été rendue exécutoire.

Art. 313. § 1^{er}. Pour le recouvrement de la taxe, des intérêts et des frais, la Région a un privilège général sur les revenus et sur tous les biens meubles du redevable à l'exception des navires et bateaux.

Le privilège prend rang immédiatement après ceux qui sont mentionnés aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du livre II du Code de Commerce et après le privilège réservé à l'Etat par l'article 87 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

§ 2. Les taxes, intérêts et frais sont garantis par une hypothèque légale sur les biens qui appartiennent au redevable, situés en Belgique, et qui en sont susceptibles.

L'hypothèque légale ne préjudicie pas aux privilèges et hypothèques antérieurs; elle ne prend rang qu'à partir de son inscription.

L'hypothèque est inscrite à la requête du fonctionnaire chargé du recouvrement.

L'inscription a lieu nonobstant opposition, contestation ou recours.

Elle ne peut être requise qu'à partir de l'expiration du délai d'exigibilité tel qu'il résulte de l'article 301 ou qu'après la notification ou signification visées à l'article 308.

Dans les cas d'application de l'article 308, elle a lieu sur présentation d'une copie, certifiée conforme par le fonctionnaire chargé du recouvrement, de la contrainte mentionnant la date de la signification ou de la notification.

§ 3. L'article 447, alinéa 2, du livre III du Code de commerce concernant les faillites, banqueroutes et sursis n'est pas applicable à l'hypothèque légale en ce qui concerne :

1^o les taxes comprises dans les rôles rendus exécutoires antérieurement au jugement déclaratif de la faillite;

2^o les taxes dues pour lesquelles une contrainte a été notifiée ou signifiée au redevable antérieurement au jugement déclaratif de la faillite.

Art. 314. La réclamation portant demande en remboursement de la taxe est formée par un exploit contenant citation en justice, signifié à la Région au cabinet du Ministre-Président du Gouvernement.

Cette demande est formée dans les deux ans du paiement.

Art. 315. A défaut de paiement dans le délai fixé à l'article 301, les sommes dues sont productives, de plein droit dès le lendemain, au profit du Trésor, pour la durée du retard, d'un intérêt au taux de l'intérêt légal.

Cet intérêt est calculé mensuellement sur le montant de la taxe restant dû arrondi au à la dizaine d'euros inférieure. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

L'intérêt n'est réclamé que s'il atteint 2,5 euros au total.

Art. 316. En cas de remboursement de la taxe, des intérêts moratoires sont alloués au taux de l'intérêt légal.

Les intérêts sont calculés mensuellement sur le montant de chaque paiement arrondi à la dizaine d'euros inférieure. Toute fraction de mois est comptée pour un mois entier.

Aucun intérêt moratoire n'est alloué en cas de remboursement :

1^o de surtaxes visées aux articles 295 et 296, effectuées d'office après l'expiration du délai de réclamation;

2° si l'intérêt n'atteint pas 2,5 euros au total.

Section 5. — Subventions

Art. 317. Le Gouvernement peut subventionner l'installation de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues.

A cette fin, il peut associer la commune à la procédure de la demande et de la liquidation du subside et au contrôle de l'installation de la fosse septique ou du système d'épuration analogue. Il fixe la rémunération pour le service rendu par la commune. Il établit les modalités de l'octroi des subventions dans le cadre du règlement général visé à l'article 220.

CHAPITRE II. — Dispositions budgétaires

Art. 318. § 1^{er}. Les services rendus par la Région visent à assurer la gestion, la production, les mesures de prévention, la surveillance des eaux, et, en tout cas, à garantir la pérennité de la qualité et de la quantité d'eau potabilisable disponible.

§ 2. Le produit des redevances visées à l'article 252, § 1^{er}, et les versements éventuels visés au paragraphe 4 du présent article sont affectés exclusivement à un Fonds pour la protection des eaux, créé à cette fin au budget général de la Région wallonne par l'article 324.

Pour ce qui concerne l'application des articles 3, 13, 167, 169, 171 à 176, 252, 254 à 274, 318, 407 à 410, 434 et 435, le Fonds intervient selon les modalités suivantes :

1° sur la base des programmes proposés par les producteurs d'eau potabilisable et approuvés par le Gouvernement;

2° sur la base du programme défini par le Gouvernement; le Gouvernement précise les règles de fonctionnement du Fonds.

Sans préjudice de l'article 319 dans le but d'atteindre les objectifs décrits au paragraphe 1^{er} du présent article, les recettes du Fonds sont affectées à la réalisation des missions suivantes :

- 1° les études nécessaires à la délimitation des zones de surveillance;
- 2° les indemnités de travaux faits par les particuliers en vue d'éviter la pollution des eaux;
- 3° les mesures de surveillance et de contrôle des eaux destinées à la consommation humaine;
- 4° la gestion et l'amélioration de la qualité et de la quantité de l'eau potabilisable disponible;
- 5° les études et la réalisation des travaux destinés à remédier à la surexploitation de certaines nappes aquifères;
- 6° les mesures de protection destinées à assurer le respect des normes générales d'immission dans les zones d'eaux potabilisables;
- 7° l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'actions dans les zones vulnérables;
- 8° la perception et le recouvrement de la redevance;
- 9° les travaux destinés à lutter contre des pollutions accidentelles dans les zones de surveillance;
- 10° le traitement administratif des dossiers introduits, en application des articles 3, 13, 167, 169, 171 à 176, 252, 254 à 274, 318, 407 à 410, 434 et 435, par la Région et par les titulaires de permis;
- 11° l'acquisition de biens immeubles au sein des zones de prévention;
- 12° les actions entreprises par les titulaires de permis dans la zone de prévention, telles que :
 - a) les études;
 - b) les travaux indispensables à la protection de la zone;
 - c) les indemnités prévues à l'article 174;
 - d) les travaux destinés à lutter contre des pollutions accidentelles dans les zones de prévention.

§ 3. Le produit de la contribution visée à l'article 252, § 2, est affecté exclusivement à un Fonds pour la protection des eaux, créé à cette fin au sein du budget général de la Région wallonne par l'article 324.

Le Gouvernement précise les règles de fonctionnement et les modalités d'intervention du Fonds.

Dans le but de garantir la pérennité quantitative des eaux souterraines, les recettes du Fonds sont affectées à la réalisation des missions suivantes :

- 1° les systèmes de surveillance et de contrôle des ressources en eau souterraine;
- 2° les prises d'échantillons et les analyses effectuées en vue d'assurer le respect des dispositions des articles 3, 13, 167, 169, 171 à 176, 252, 254 à 274, 318, 407 à 410, 434 et 435, et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci;
- 3° le recensement des ressources aquifères de la Région et l'inventaire des prises d'eau existantes;
- 4° la gestion et l'amélioration de l'utilisation rationnelle de l'eau souterraine;
- 5° les études et la réalisation de travaux destinés à remédier à la surexploitation de certaines nappes aquifères;
- 6° les travaux destinés à préserver les eaux souterraines;
- 7° la perception et le recouvrement de la contribution;
- 8° le traitement administratif des dossiers introduits, en application des articles 3, 13, 167, 169, 171 à 176, 252, 254 à 274, 318, 407 à 410, 434 et 435, par les titulaires de permis;
- 9° les actions entreprises en vue de récupérer les eaux exhaurées.

§ 4. Sans préjudice des dispositions existantes, le Gouvernement peut accorder aux personnes non soumises à l'impôt le bénéfice de l'intervention du Fonds pour la protection des eaux dans le cadre de ses interventions telles que définies au paragraphe 2, et pour autant que ces personnes procèdent aux versements au profit du Fonds pour la protection des eaux selon les règles des articles 3, 13, 167, 169, 171 à 176, 252, 254 à 274, 318, 407 à 410, 434 et 435, et en se soumettant de manière inconditionnelle à toutes ses dispositions.

§ 5. Le Gouvernement peut charger la S.P.G.E. de réaliser des travaux de protection des captages déterminés lorsque ceux-ci s'avèrent nécessaires et pour autant qu'ils ne soient pas inscrits dans les programmes visés au paragraphe 2 et proposés par les producteurs.

§ 6. De même, le Gouvernement peut investir la S.P.G.E. de réaliser toute étude qui permettra d'établir :

- 1° un modèle de journal d'exploitation de production d'eau, à tenir par les redevables;
- 2° un modèle de rapport technique annuel, à transmettre par les redevables à la D.G.R.N.E., Division de l'eau, et à la S.P.G.E. dans un délai fixé;
- 3° les règles de tenue d'une comptabilité appropriée;
- 4° les règles et critères permettant de limiter les coûts de production;
- 5° les règles visant à assurer une plus grande transparence des coûts qui composent le prix de revient de l'eau produite.

Art. 319. Sans préjudice de l'article 318, le Fonds pour la protection des eaux, créé au budget général des dépenses de la Région wallonne, institué par l'article 324, est destiné aux dépenses suivantes :

- 1° les frais nécessaires à l'élaboration du programme de surveillance, du programme de mesures et du plan de gestion de bassin hydrographique, visés aux articles 19, 23 et 24;
- 2° les subventions aux entreprises visées à l'article 178;
- 3° les dépenses d'investissement nécessaires pour assurer le fonctionnement du service d'intervention immédiate;
- 4° les frais de perception des taxes;
- 5° les frais entraînés par l'établissement de statistiques, décidé en vertu de l'article 165;
- 6° les frais de surveillance de l'état des eaux de surface prévue par l'article 20;
- 7° les frais encourus par la Région relatifs aux articles 392 à 406;
- 8° les subventions pour encourager l'installation de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues et les dépenses en vue d'exercer le contrôle des installations de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues décidées en vertu des articles 317 et 222.

Art. 320. Les recettes suivantes sont, en vertu de l'affectation spéciale qu'elles reçoivent par application des articles 321 et 322, inscrites à une section spéciale du budget des recettes :

- 1° les libéralités et toutes autres recettes occasionnelles qui se rattachent à l'exercice des compétences de la Région en matière d'épuration des eaux de surface;
- 2° les contributions d'organismes belges, étrangers ou internationaux, à des dépenses en matière d'épuration des eaux de surface;
- 3° le remboursement des avances récupérables accordées en application de l'article 21;
- 4° l'excédent probable, au cours de l'exercice précédent, des recettes inscrites à la section spéciale du budget des recettes sur les dépenses inscrites à la section spéciale du budget des dépenses.

Art. 321. Les recettes mentionnées à l'article 320 sont affectées aux dépenses suivantes, qui seront inscrites à une section spéciale du budget des dépenses. Ces recettes assurent le financement de ces dépenses :

- 1° la rétribution en contrepartie des missions et engagements repris par la S.P.G.E. en vertu du contrat de gestion;
- 2° les subventions prévues à l'article 178;
- 3° les frais de fonctionnement du service scientifique et technique de l'eau visé à l'article 179 et du service d'intervention immédiate;
- 4° les avances récupérables prévues à l'article 64;
- 5° les dépenses d'investissement nécessaires pour assurer le fonctionnement du service d'intervention immédiate prévu à l'article 64;
- 6° la rémunération des experts désignés par le Gouvernement pour l'assister dans les fonctions qu'il doit remplir en vertu de l'article 6, § 4, 2°, et en vertu de l'article 81 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles s'il s'agit de la négociation d'accords internationaux relatifs à l'un des objets du présent chapitre;
- 7° les frais de perception des redevances et des taxes;
- 8° l'excédent possible, au cours de l'exercice précédent, des dépenses inscrites à la section spéciale du budget des dépenses sur les recettes inscrites à la section spéciale du budget des recettes.

Art. 322. Les recettes mentionnées à l'article 320 peuvent également être affectées aux dépenses suivantes :

- 1° les frais entraînés par l'établissement de statistiques, décidé en vertu de l'article 165;
- 2° les frais de surveillance de l'état des eaux de surface prévue par l'article 20;
- 3° les frais relatifs à la recherche, à la constatation et à la poursuite des infractions, dans la mesure où, en vertu des articles 405 et 406, ces frais incombent à la Région.

Art. 323. Les dépenses visées à l'article 322 sont également inscrites à la section spéciale du budget des dépenses sous laquelle sont inscrites les dépenses prévues à l'article 321, dans le cas où l'affectation desdites recettes aux dépenses énumérées au présent article est décidée.

Art. 324. § 1^{er}. Un Fonds pour la protection des eaux est créé au budget général des dépenses de la Région wallonne.

Ce Fonds est alimenté par :

- 1° le produit de la taxe visée à l'article 275;
- 2° le produit de la redevance et de la contribution visées à l'article 252, §§ 1^{er} et 2.

§ 2. Le solde disponible et l'encours des engagements du Fonds visé à l'article 319 sont transférés au 1^{er} janvier 1998 au Fonds pour la protection des eaux visé au paragraphe 1^{er}.

Les soldes disponibles et les encours des engagements des fonds visés à l'article 318, § 2 et 3, sont transférés au 1^{er} janvier 1998 au Fonds pour la protection des eaux visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement wallon est autorisé à engager des dépenses à charge du Fonds visé au paragraphe 1^{er} quel que soit le solde disponible de ce Fonds, à concurrence du montant mentionné au budget général des dépenses et qui vaut autorisation d'engagement.

§ 4. Tout ou partie des recettes du Fonds sont cédées à la S.P.G.E. lorsque cette dernière reprend les engagements et les emprunts contractés par la Région, ainsi que les missions pour lesquelles le fonds est institué et qui figurent dans le contrat de gestion.

Art. 325. § 1^{er}. Il est créé un "Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine", dénommé ci-après "le Fonds", chargé de consentir, dans les conditions et les limites des articles 210 à 215, 325 à 330, 346 et 416, des avances dans les cas de dommages visés à l'article 210, ainsi que des avances pour le financement d'études et d'expertises nécessaires à la constatation et à l'évaluation des dommages.

§ 2. En outre, le Fonds est chargé de financer l'exécution de mesures et des études générales en vue de prévenir et de limiter les dommages visés à l'article 210. Ces études, qui ont notamment trait à d'importantes prises d'eau souterraine projetées ou existantes, doivent pouvoir servir de base à toute expertise qui serait établie lors d'une demande d'indemnisation.

§ 3. Le Fonds a la personnalité juridique. Il est classé dans la catégorie A établie par l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public)

Art. 326. § 1^{er}. Au cas où une citation en justice est introduite comme prévu à l'article 212, le Fonds peut consentir une avance en équité lorsqu'une enquête sommaire a établi l'existence d'une relation entre le dommage, l'abaissement de la nappe aquifère souterraine et la prise ou le pompage d'eau.

§ 2. Il ne sera pas réclamé d'intérêts au demandeur débouté de son action en justice.

§ 3. Le Fonds est subrogé aux droits et aux actions en justice de la personne lésée jusqu'à concurrence de l'avance liquidée.

Art. 327. Le Gouvernement peut préciser les limites, les modalités et les conditions dans lesquelles le Fonds exerce les missions prévues à l'article 325.

Art. 328. § 1^{er}. Le Fonds est alimenté par des contributions des personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public, dont les activités sont de nature à causer ou à aggraver des dommages visés par le présent chapitre et, à titre supplétif, par des emprunts à court terme auxquels le Gouvernement peut attacher la garantie de la Région.

§ 2. Le Gouvernement arrête :

1^o la part de chaque catégorie de ressources;

2^o les critères d'assujettissement, les modalités de contribution des entreprises en faveur du Fonds et les modalités de perception des contributions visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 329. Le fonctionnement du Fonds est assuré par les agents du Ministère de la Région wallonne désignés à cette fin par le Gouvernement. Ceux-ci conservent leur qualité d'agent de ce Ministère. Le Fonds peut faire appel à des experts pour des tâches déterminées.

Art. 330. Le Fonds assure les obligations du Fonds national d'avances en ce qui concerne les dommages survenus depuis le 1^{er} octobre 1980.

Le Gouvernement peut charger le Fonds d'assurer également les obligations du Fonds national d'avances, en ce qui concerne les dommages apparus avant le 1^{er} octobre 1980, selon les modalités qu'il fixe.

Titre III. — Organismes de gestion du cycle anthropique de l'eau

CHAPITRE I^{er}. — Dans le domaine de la protection des captages et de l'assainissement

Section 1^{re}. — Société publique de Gestion de l'Eau

Sous-section 1^{re}. — Création, objet social et lois applicables, fonctionnement, composition et contrôle

Art. 331. § 1^{er}. Le Gouvernement ou la S.R.I.W. est autorisé à constituer une société anonyme de droit public. Celle-ci a le caractère de filiale spécialisée au sens de l'article 22 de la loi du 2 avril 1962. Cette filiale est dénommée "Société publique de gestion de l'eau", en abrégé "S.P.G.E." .

Les lois coordonnées sur les sociétés commerciales lui sont applicables sauf dérogation dans la présente section. Les actes de la S.P.G.E. sont réputés commerciaux au sens des articles 2 et 3 du Code de commerce.

§ 2. Les statuts de la S.P.G.E. et leurs modifications sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Le Gouvernement approuve également :

1^o la composition du conseil d'administration, du comité des experts et le statut de leurs membres;

2^o la création de filiales et la cession de participations majoritaires;

3^o les augmentations de capital;

4^o le prix maximal du coût des services d'assainissement et de protection des captages par mètre cube produit.

§ 3. La société est exonérée du précompte immobilier.

§ 4. Le siège social et le siège administratif de la Société sont établis à Verviers.

Art. 332. § 1^{er}. La Société a pour objet :

1^o de protéger les prises d'eau potabilisable et d'assurer l'assainissement public de l'eau usée;

2^o d'intervenir dans les opérations qui constituent le cycle de l'eau ainsi que de promouvoir la coordination de ces opérations, tout en recherchant l'optimisation et l'harmonisation des activités du secteur de l'eau en Région wallonne;

3^o de concourir à la transparence des différents coûts qui interviennent dans le cycle de l'eau;

4^o de réaliser des études pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés;

5^o d'accomplir des missions confiées par le Gouvernement wallon dans le secteur de l'eau et notamment telles que définies dans les statuts.

§ 2. Dans le cadre de la poursuite de son objet social et sans préjudice de l'article 21 de la loi du 2 avril 1962, la société exerce les missions de service public suivantes :

1° la prestation de service d'assainissement public de l'eau usée sur le territoire de la Région wallonne pour assurer aux consommateurs un approvisionnement durable, équilibré et équitable en eau potable en veillant au respect des principes du coût-vérité et de la solidarité.

Cette mission est exercée avec le concours des organismes d'épuration agréés en vertu des articles 343 à 345;

2° la protection des captages au profit des producteurs d'eau potabilisable et destinée à la distribution publique établis sur le territoire de la Région wallonne.

Cette mission peut être accomplie avec les titulaires de prises d'eau visés à l'article 169;

3° le développement de moyens nécessaires pour atteindre son objet social, notamment par les ressources propres qu'elle dégage en contrepartie des services qu'elle assure en matière de protection et d'assainissement et par toute opération financière généralement quelconque;

4° favoriser une coordination entre l'égouttage et l'épuration en intervenant dans les coûts de la réalisation des travaux d'égouttage visés à l'article 217, alinéa 2. Les modalités d'intervention sont arrêtées par le Gouvernement wallon sur proposition de la S.P.G.E.;

5° réaliser les études nécessaires en vue d'améliorer la gestion du cycle de l'eau, en vue d'élaborer une méthodologie générale de gestion et de détermination des coûts à appliquer par tous les producteurs, distributeurs et organismes d'épuration pour :

a) dégager une structure de prix de revient de l'eau à appliquer par les producteurs et par les distributeurs;

b) déterminer les principes et critères applicables à une fourniture universelle de l'eau et à une tarification sociale adaptée;

c) dégager et promouvoir les convergences entre les producteurs, les distributeurs et les organismes d'épuration;

6° d'exercer les missions qui lui sont attribuées par les articles 234 à 251.

Sous-section 2. — Capital social et conseil d'administration

A. Capital social

Art. 333. § 1^{er}. Le capital souscrit à la constitution de la S.P.G.E. est fixé à 24.789.352,48 euros. Il peut être augmenté conformément aux conditions déterminées dans les statuts.

La S.P.G.E. peut créer différentes catégories d'actions et accorder à une ou plusieurs de ces catégories des dividendes privilégiés.

Elle peut, en outre, créer des parts bénéficiaires souscrites ou non par les fondateurs.

Elle peut enfin créer des actions avec ou sans droit de vote.

§ 2. Peuvent être actionnaires de la S.P.G.E. :

1° la Région wallonne;

2° un holding public regroupant la Société régionale d'investissement de Wallonie et la S.W.D.E., pour autant que celle-ci ne détienne pas plus de 20 % des parts de ce holding;

3° les institutions financières agréées par le Gouvernement;

4° une société commerciale à constituer par les personnes visées à l'alinéa 2, a. à d), du présent paragraphe.

La société commerciale visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, du présent paragraphe peut avoir pour actionnaires :

a) des titulaires de prises d'eau potabilisable au sens des articles 3, 13, 167, 169, 171 à 176, 252, 254 à 274, 318, 497 à 410, 434 et 435;

b) des distributeurs d'eaux;

c) les organismes d'épuration agréés sur la base de l'article 343;

d) des sociétés constituées par des personnes visées aux points a. à c), en ce compris des communes.

§ 3. Les actionnaires publics représentent au minimum 50 % du capital plus une action.

§ 4. Un droit de préemption est accordé à la société visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4°, sur les actions cédées. A défaut pour la société visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4°, d'exercer ce droit de préemption en tout ou en partie, celui-ci est confié au holding. A défaut pour le holding d'exercer ce droit de préemption en tout ou en partie, celui-ci est confié à la S.W.D.E. A défaut pour celle-ci d'exercer ce droit de préemption en tout ou en partie sur les actions restantes, celui-ci est confié à la Région.

§ 5. Toute cession est soumise à la décision du conseil d'administration statuant à l'unanimité des membres présents ou représentés. A défaut d'accord au conseil d'administration, la question est renvoyée devant l'assemblée générale où la décision de cession est prise à la majorité qualifiée de 75 % des parts représentées.

§ 6. L'actionnaire qui ne satisfait plus aux conditions visées au paragraphe 2 doit céder les actions de la S.P.G.E. qu'il détient à un prix fixé à dire d'expert. Ces parts sont proposées aux différents associés publics conformément à l'ordre de préemption prévu au paragraphe 4.

Si l'actionnaire est une personne morale, les associés de celle-ci peuvent toutefois, avant l'exercice du droit de préemption visé au paragraphe 4, acquérir, par préférence, un pourcentage des actions cédées au maximum équivalant au pourcentage qu'ils détiennent au sein de la S.P.G.E. de par leur participation dans la personne morale actionnaire.

B. Incompatibilités

Art. 334. § 1^{er}. La qualité d'administrateur siégeant au conseil ou au comité de gestion est incompatible avec l'exercice d'une fonction qui serait de nature à mettre en cause son indépendance dans l'accomplissement de ses missions au sein de la S.P.G.E. et dans l'exécution du contrat de gestion.

§ 2. Par dérogation au paragraphe précédent, sont admis au conseil d'administration de la S.P.G.E. un tiers des administrateurs représentant la société visée à l'article 333, § 2, alinéa 1^{er}, 4°. Lors de la constitution de la S.P.G.E., deux administrateurs représentent les intérêts des producteurs et des distributeurs et trois administrateurs représentent les intérêts des épurateurs. De même, la S.W.D.E. est représentée par un administrateur.

Sous-section 3. — Contrat de gestion

A. Nature et contenu du contrat de gestion

Art. 335. § 1^{er}. La S.P.G.E. poursuit ses missions visées à l'article 332, § 2, sur la base d'un contrat de gestion conclu avec le Gouvernement.

§ 2. Ce contrat détermine les objectifs à atteindre en matière d'assainissement public et de protection des captages compte tenu de la politique du Gouvernement en matière de gestion des eaux menée sur la base du plan de gestion de bassin hydrographique.

§ 3. Le contrat de gestion, selon les principes généraux d'exécution de missions de service public, précise les missions assignées à la S.P.G.E. en vertu de l'article 332, § 2.

Il règle les matières suivantes :

1° le programme des investissements à réaliser en matière d'assainissement et de protection des captages;

2° le plan financier correspondant aux charges de fonctionnement des stations d'épuration;

3° les outils de performances et les techniques à élaborer et à mettre en œuvre tels que les normes guides en matière de production, d'épuration et d'égouttage, les méthodologies de calcul uniforme de coûts, l'uniformisation des cahiers des charges;

4° les principes gouvernant la rémunération des services de protection des captages et d'assainissement;

5° les objectifs escomptés en matière de coordination des acteurs et d'accélération des processus de décision.

§ 4. Le contrat de gestion comporte également :

a) les engagements administratifs, réglementaires et sociaux de la Région;

b) l'intéressement de la société aux objectifs qui lui sont assignés, ainsi que les sanctions financières en cas de non-respect par une partie de ses engagements résultant du contrat de gestion;

c) les éléments que le plan d'entreprise visé à l'article 337 doit contenir et les délais pour la communication et l'approbation du plan;

d) les conditions de révision et d'adaptation du contrat, compte tenu :

- de la survenance d'événements imprévisibles;

- de l'actualisation du plan de gestion de bassin hydrographique;

- de mesures urgentes à réaliser.

§ 5. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages et intérêts sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 6. Le contrat de gestion est complété par un cahier des charges. Il fixe les modalités particulières de réalisation de tout ou partie des éléments du contrat de gestion. Ce cahier des charges décrit notamment les missions et obligations de chaque groupe d'acteurs en vertu des dispositions légales existantes.

B. Conclusion et durée du contrat de gestion

Art. 336. § 1^{er}. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de cinq ans.

Il peut faire l'objet d'avenant.

Il n'entre en vigueur qu'après publication au *Moniteur belge*. Il est communiqué par le Gouvernement au Conseil régional wallon préalablement à son entrée en vigueur.

§ 2. Un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du contrat de gestion est présenté au Gouvernement par la S.P.G.E. au plus tard le 1^{er} juillet de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte.

Le rapport annuel est transmis dans le mois suivant par le Gouvernement au Conseil régional wallon.

§ 3. Six mois avant l'expiration du contrat de gestion, le Gouvernement, prioritairement, soumet à la S.P.G.E. une proposition de nouveau contrat de gestion.

Si, à l'expiration d'un contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas conclu, le contrat de gestion en cours, s'il n'est pas entièrement réalisé, est prorogé de plein droit pendant un an. Au terme de la prorogation, le Gouvernement arrête pour un an un plan de gestion renouvelable une seule fois.

C. Plan d'entreprise et tableaux de bord

Art. 337. La S.P.G.E. établit :

a) un plan d'entreprise comportant notamment un système interne de contrôle de gestion au moyen d'indicateurs de performance;

b) annuellement, des tableaux de bord de performances générales du secteur de l'eau, et notamment les niveaux de résultats atteints en matière d'assainissement public et de protection des captages.

Sous-section 4. — Assistance technique et personnel

Art. 338. § 1^{er}. La Région peut, moyennant le consentement du conseil d'administration de la S.P.G.E., par le biais d'un arrêté du Gouvernement, faire apport du droit de gestion, du droit d'usage, du droit de jouissance ainsi que de tout droit réel relatif à toute parcelle de son domaine utile à l'exercice des missions de la S.P.G.E., en ce compris le droit de construire.

Dans ce cas, les obligations nouvelles générées par l'exercice des droits cédés par la Région sont à charge de la S.P.G.E.

§ 2. La S.P.G.E. peut, pour la réalisation de son objet social, après en avoir été autorisée par le Gouvernement, exproprier, sur la base de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, des immeubles.

Art. 339. Le Gouvernement wallon est autorisé à mettre à disposition de la société du personnel de ses services par application des règles relatives aux missions, suivant les modalités fixées par lui.

Sous-section 5. — Comité des experts

Art. 340. § 1^{er}. Il est créé, au sein de la S.P.G.E., un comité des experts dont les missions sont les suivantes :

1^o rendre des avis au conseil d'administration, soit d'initiative, soit à la demande de celui-ci, sur toute question technique relative à la gestion de l'eau;

2^o rendre des avis sur les questions techniques qui apparaîtraient dans un différend entre tout titulaire de prise d'eau, tout distributeur d'eau ou tout organisme d'épuration et la S.P.G.E.

Sauf stipulation contraire au moment de la demande d'avis, ces avis sont rendus dans les vingt jours qui suivent la saisine du comité.

§ 2. Le comité des experts est composé de huit membres effectifs et de huit membres suppléants nommés par le Gouvernement wallon, dont deux représentent le Gouvernement et :

1^o deux personnes physiques représentent le secteur de la production et de la distribution d'eau sur la base d'une liste double présentée par le conseil d'administration de la S.P.G.E.;

2^o deux personnes physiques représentent le secteur de l'épuration sur la base d'une liste double présentée par le conseil d'administration de la S.P.G.E.;

3^o deux personnes physiques représentent les communes sur la base d'une liste double présentée par l'Union des Villes et Communes de Wallonie.

Le comité désigne en son sein son président et son vice-président.

La qualité de membre du conseil d'administration de la S.P.G.E. ou de membre du comité de contrôle de l'eau est incompatible avec celle de membre du comité des experts.

Le président et les vice-présidents de la S.P.G.E. ou leurs délégués assistent aux réunions du comité. La S.P.G.E. assure le secrétariat du comité.

§ 3. Le comité des experts est assisté d'une cellule permanente dont les membres sont engagés par la S.P.G.E. et dont la tâche est d'assister le président et le vice-président du comité.

§ 4. Les membres du comité des experts sont révocables en tout temps en cas d'impossibilité d'exercice de leur fonction ou pour faute grave ou lorsqu'ils perdent la qualité pour laquelle ils ont été nommés.

§ 5. Le Gouvernement arrête la durée des mandats, les modalités de fonctionnement du comité, le montant des indemnités et jetons de présence éventuellement octroyés, ainsi que les questions sur lesquelles l'avis du comité des experts est obligatoirement requis.

Sous-section 6. — Dissolution de la Société

Art. 341. La dissolution de la S.P.G.E. ne peut être prononcée qu'en vertu d'un décret qui réglera le mode et les conditions de liquidation.

Sous-section 7. — Dispositions diverses

Art. 342. La Région peut, moyennant le consentement du conseil d'administration de la S.P.G.E., par le biais d'un arrêté du Gouvernement, faire apport en nature à la S.P.G.E. des biens appartenant au domaine de la Région, et notamment les participations que détient la Région au sein de la S.W.D.E.

Les participations de la S.P.G.E. au sein du capital de la S.W.D.E. ne peuvent dépasser 20 %.

Section 2. — Organismes d'épuration

Art. 343. Sans préjudice de l'article 135 de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, le Gouvernement peut agréer des personnes morales de droit public en qualité d'organisme d'épuration pour assurer les missions définies à l'article 344 dans un ressort territorial déterminé.

Le Gouvernement peut adresser des injonctions, retirer l'agrément lorsque l'organisme d'épuration reste en défaut d'exécuter ses obligations découlant du contrat de service visé à l'article 345.

Le Gouvernement fixe les motifs de retrait d'agrément.

Art. 344. Pour être agréée en qualité d'organisme d'épuration, la personne morale de droit public doit être érigée en intercommunale et avoir notamment dans son objet les missions suivantes :

1^o contribuer à l'élaboration des programmes d'assainissement en exécution du plan de gestion de bassin hydrographique et assurer le service d'assainissement;

2^o assurer la maîtrise de la conception, de la réalisation et de l'aménagement des ouvrages destinés à collecter et à épurer les eaux usées provenant des égouts publics;

3^o gérer, exploiter et améliorer l'efficacité des installations assurant, dans le ressort territorial de l'organisme, l'épuration des eaux usées collectées par les égouts publics;

4^o tenir une comptabilité distincte pour ses opérations d'épuration et répondant aux règles fixées par le Gouvernement;

5^o éliminer des gadoues de vidange de fosses septiques et accepter dans ces stations les gadoues remises par les vidangeurs agréés, conformément aux règles des articles 317 et 322;

6^o participer à la réalisation des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique et à leurs révisions sous la responsabilité et la supervision de la S.P.G.E.;

7^o exécuter, à la demande de la S.P.G.E., d'autres missions en matière d'épuration des eaux usées;

8^o informer la D.G.R.N.E., Division de l'eau, de l'arrivée d'effluents anormaux et des perturbations des eaux usées à traiter constatées dans son ressort territorial;

9^o organiser avec les communes, qui se situent dans le ressort territorial de l'organisme, une parfaite collaboration entre l'épuration et l'épouttage communal.

Art. 345. § 1^{er}. La S.P.G.E. assure l'exécution de ses missions d'épuration figurant dans le contrat de gestion visé à l'article 335, soit directement, soit en sous-traitance, au moyen d'un contrat de service d'épuration et de collecte, conclu avec les organismes d'épuration.

§ 2. Le contrat de service d'épuration et de collecte est régi par les règles visées ci-dessous. Les règles du droit civil s'appliquent à titre supplétif.

Le contrat de service d'épuration et de collecte est constitué d'un contrat-cadre conclu pour un terme de vingt ans et est précisé par voie d'avenants, lesquels couvrent des périodes de trois ans, à l'exception du premier avenant qui couvre une période de deux ans.

Le contrat-cadre règle les droits et obligations relatifs aux éléments suivants :

1° les études, les cessions de droits réels, les conventions de location-financement immobilier, ainsi que les services et travaux nécessaires pour la réalisation d'ouvrages visés dans le plan de gestion de bassin hydrographique;

2° le fonctionnement des installations, en ce compris les conditions de gestion et d'exploitation d'ouvrages visés dans le plan de gestion de bassin hydrographique;

3° les délégations et mandats confiés à l'organisme d'épuration pour assurer la maîtrise d'ouvrage au nom et pour le compte de la S.P.G.E.;

4° les autres missions mentionnées à l'article 344, 1° à 9°;

5° les normes et critères d'évaluation des performances;

6° les modalités de détermination et de calcul de prix du service, ainsi que les délais de paiement, en ce compris les règles régissant les avances;

7° les modalités de contrôle de l'exécution du contrat;

8° les pénalités et mesures spécifiques en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution des obligations.

Les avenants règlent, notamment, les droits et obligations relatifs aux éléments suivants :

1° les ouvrages à réaliser, les délais de réalisation et la zone d'assainissement visée;

2° les ouvrages pour lesquels le fonctionnement est à assurer;

3° les révisions et adaptations des règles de détermination des prix du service d'épuration et des normes et critères d'évaluation des performances.

Un an avant l'expiration du terme de l'avenant, sont initiées les négociations en vue de fixer les termes du prochain avenant.

§ 3. En ce qui concerne les missions réalisées par les organismes et difficilement évaluables en temps ou en argent, un montant forfaitaire peut être convenu proportionnellement à l'importance des ouvrages pour lesquels ces missions sont accomplies.

Lorsque les organismes d'épuration ont recours au marché pour l'exécution de certaines missions ou prestations, celles-ci sont rémunérées au prix coûtant.

§ 4. Les organismes d'épuration exécutent leurs obligations telles qu'elles découlent du contrat dans le respect de la législation sur les marchés publics.

§ 5. Lorsque le montant estimé des études nécessaires pour l'établissement d'ouvrages visés à l'article 344, 1° à 4°, dépasse la somme de 1,24 million d'euros hors T.V.A. et la somme de 3,72 millions d'euros hors T.V.A. pour le montant des travaux, la S.P.G.E. sollicite l'avis de la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Celle-ci rend son avis motivé dans le délai fixé par la société, lequel ne peut être inférieur à quinze jours calendrier et supérieur à quarante jours calendrier. Ces délais sont suspendus du 15 juillet au 15 août.

Lorsque la D.G.R.N.E., Division de l'eau, reste en défaut de rendre son avis dans le délai fixé, celui-ci est réputé favorable et la S.P.G.E. statue sans celui-ci.

§ 6. Les projets relatifs à des travaux destinés à assurer l'épuration des eaux de surface doivent s'intégrer dans le programme d'action visé à l'article 335 et satisfaire aux règles techniques définies en vertu de l'article 162 et aux critères fixés par le Gouvernement.

§ 7. La S.P.G.E. établit :

1° un modèle de journal d'exploitation des stations d'épuration, à tenir par les organismes ou par les communes;

2° un modèle de rapport technique annuel à transmettre par les organismes à la D.G.R.N.E., Division de l'eau, et à la S.P.G.E. dans un délai fixé.

§ 8. Le Gouvernement peut établir, sur proposition de la S.P.G.E., les règles de tenue d'une comptabilité distincte relative aux missions qui sont confiées en vertu de l'article 344.

§ 9. Le Gouvernement veille au respect, par les organismes d'épuration, des règles de la présente section. Il fixe les modalités de ce contrôle et désigne les fonctionnaires de l'administration qu'il autorise à cette fin à pénétrer dans les installations d'épuration et à se faire produire les documents techniques et comptables qui doivent y être tenus. Les rapports de contrôle sont transmis à la S.P.G.E., sans délai.

CHAPITRE II. — Dans le domaine de la production et de la distribution de l'eau

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 346. Il est institué une société qui portera la dénomination de "Société wallonne des Eaux" (en abrégé S.W.D.E.). Elle est une personne morale de droit public, constituée sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée. Ci-dessous, elle est dénommée "la Société".

Elle n'a pas un caractère commercial.

Son siège social et administratif est établi à Verviers.

Art. 347. La Société associe, selon les conditions prévues par ses statuts, la Région wallonne, la S.P.G.E., des provinces, des communes, des intercommunales et des personnes de droit public ou de droit privé.

Art. 348. Les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés coopératives à responsabilité limitée sont applicables à la Société, pour autant que le présent chapitre n'y déroge pas en raison du caractère public de la Société.

Les associés ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une certaine valeur.

La Société n'est pas soumise aux dispositions de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ni à celles de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

En matière de constitution de la Société et de responsabilité des fondateurs, il est dérogé aux articles 66, 401, 405 et 424 du Code des sociétés.

En matière d'apports, il est dérogé aux articles 395, 398 et 399 du Code des sociétés.

En matière d'augmentation de capital, il est dérogé aux articles 422 et 423 du Code des sociétés.

En matière d'emprunts contractés par la Société, il est dérogé à l'article 430 du Code des sociétés.

En matière d'admission, de démission et d'exclusion d'associé, il est dérogé aux articles 366 à 376 du Code des sociétés.

En matière d'engagements des associés, il est dérogé aux articles 32 et 404 du Code des sociétés.

La Société bénéficie de l'immunité d'exécution pour les biens entièrement ou partiellement affectés à la mise en œuvre de ses tâches de service public)

Art. 349. Les statuts de la Société règlent son fonctionnement. Ils doivent être conformes au présent chapitre et aux dispositions qui régissent les sociétés commerciales.

Les statuts doivent être adoptés par l'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, et approuvés par le Gouvernement.

L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, peut apporter des modifications aux statuts, sous réserve de l'approbation du Gouvernement.

Art. 350. La Société est constituée pour une période illimitée.

Sa dissolution ne peut être décidée que par un décret qui déterminera les modalités de la liquidation et la situation des agents.

Art. 351. Aucune démission d'un associé, personne de droit public, n'est autorisée pendant la période d'activité de la Société que de l'accord des deux tiers des membres de l'assemblée générale.

Section 2. — Objet de la Société et missions de service public

Art. 352. La Société a pour objet :

- 1° la production d'eau;
- 2° la distribution d'eau par canalisations;
- 3° la protection des ressources aquifères;
- 4° la réalisation de toute opération relative au cycle de l'eau.

Art. 353. Les missions de service public de la Société s'exercent exclusivement sur le territoire de la Région wallonne et sont :

- 1° la production d'eau;
- 2° la distribution d'eau par canalisations;
- 3° la protection des ressources d'eau potabilisable dans le cadre des missions assignées à la S.P.G.E. par l'article 351, § 2, 2°;
- 4° la réalisation de toutes obligations nées des impératifs légaux et réglementaires afférents au cycle de l'eau;
- 5° l'exécution de toute tâche confiée aux distributeurs dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;
- 6° les prestations de nature sociale ou humanitaire à effectuer en matière d'approvisionnement en eau potable.

Pour l'accomplissement de ces missions, la Société peut procéder à l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure nécessaire. Par "infrastructure", on entend notamment l'ensemble des équipements de captage, d'adduction, d'emmagasinement (châteaux d'eau, réservoirs...), de foulement, de pompage, de traitement, de distribution, de comptage et leurs accessoires, ainsi que les terrains où ils se situent, y compris les emprises en sous-sol et les servitudes dont la Société est titulaire.

La mise en œuvre des missions de service public de la Société ne porte pas préjudice à ceux qui exercent en Région wallonne une même activité.

Section 3. — Contrat de gestion

Sous-section 1^{re}. — Définition et contenu

Art. 354. § 1^{er}. Les règles, modalités et objectifs selon lesquels la Société exerce les missions de service public qui lui sont confiées sont déterminés dans un contrat de gestion conclu entre la Région wallonne et la Société.

§ 2. Le contrat de gestion définit les engagements de la Société relatifs :

- 1° aux modalités d'exécution de ses missions de service public;
- 2° aux principes gouvernant les tarifs pour les prestations s'effectuant dans le cadre des missions de service public;
- 3° aux principes que la Société doit respecter dans ses relations avec les usagers des prestations de service public;
- 4° à la structure financière de la Société;
- 5° aux indicateurs que le tableau de bord trimestriel doit contenir ainsi qu'aux délais pour la communication au Gouvernement.

§ 3. Le contrat de gestion définit les engagements de la Région relatifs :

- 1° aux mesures générales de protection en relation avec les prises d'eau exploitées par la Société;
- 2° à l'examen ou à la révision des dossiers de demandes d'autorisation de prises d'eau introduits par la Société;
- 3° au contrôle de l'accès aux ressources alternatives d'alimentation en eau;
- 4° à l'accès à ses bases de données concernant le secteur de l'eau et à son concours à tous les moyens de communication et autres pouvant améliorer la gestion dudit secteur;
- 5° aux obligations financières pour des missions spécifiques ou particulières confiées à la Société par la Région.

§ 4. Le contrat de gestion définit par ailleurs :

- 1° les sanctions en cas de non-respect par une des parties de ses engagements résultant du contrat de gestion;
- 2° les méthodes d'évaluation dudit contrat de gestion.

Un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du contrat de gestion est présenté au Gouvernement par la S.W.D.E. au plus tard le 1^{er} juillet de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte.

Le rapport annuel est transmis dans le mois suivant par le Gouvernement au Conseil régional wallon.

§ 5. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages et intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

Les sanctions en cas de non-respect par une partie de ses engagements résultant du contrat de gestion s'organisent comme suit : lorsque les obligations prévues par le contrat de gestion ne sont pas respectées par l'une ou l'autre des parties, ces dernières se concertent sur les mesures correctrices à prendre et fixent la date de la prochaine évaluation.

A cette date, s'il est constaté que ces mesures n'ont pas donné de résultat, la partie envers laquelle une obligation n'a pas été respectée peut activer les sanctions qui ont été déterminées au sein du contrat de gestion.

La Société ne pourra se voir appliquer aucune sanction prévue par le contrat de gestion ni être tenue au paiement de dommages et intérêts en raison du non-accomplissement de ses missions si celui-ci est la conséquence de la défaillance de la Région ou d'un organisme exécutant des missions confiées par la Région ou encore d'un cas fortuit ou de force majeure.

§ 6. En aucun cas, le contrat de gestion ne peut porter atteinte aux droits dont les tiers disposent en raison de l'exécution dudit contrat.

Sous-section 2. — Conclusion, approbation, fin et renouvellement

Art. 355. Lors de la négociation du contrat de gestion, la Société est représentée par son président et son directeur général.

Le contrat de gestion est soumis à l'accord du conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées, et à l'accord du Gouvernement.

Il n'entre en vigueur que moyennant sa publication au *Moniteur belge*. Il est communiqué par le Gouvernement au Conseil régional wallon préalablement à son entrée en vigueur.

Art. 356. § 1^{er}. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de cinq ans.

Chaque partie peut proposer en tout temps de le modifier. La modification se fait conformément à l'article 355.

Le contrat de gestion est évalué après trois ans.

§ 2. Au plus tard six mois avant l'expiration d'un contrat de gestion, la Société soumet au Gouvernement un projet de nouveau contrat de gestion.

Si, à l'expiration du contrat de gestion, un nouveau contrat de gestion n'est pas entré en vigueur, le contrat de gestion en cours est prorogé de plein droit pendant un an. Au terme de la prorogation, le Gouvernement arrête pour un an un plan de gestion renouvelable une seule fois.

Section 4. — Autonomie

Art. 357. La Société est libre de développer, dans les limites du présent chapitre, toutes les activités qui sont compatibles avec son objet social.

La Société décide, dans les limites de son objet social, de l'acquisition, de l'utilisation et de l'aliénation de ses biens corporels et incorporels, de la constitution ou de la suppression de droits réels sur ces biens, ainsi que de l'exécution de telles décisions.

Art. 358. Sans préjudice de l'article 354, § 2, 2°, la Société détermine les tarifs et les structures tarifaires pour les prestations qu'elle fournit, dans le respect de la législation relative à la fixation des prix.

Art. 359. La Société peut, moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement, exproprier des biens et droits immobiliers pour cause d'utilité publique.

Le conseil d'administration décide quelles sont, parmi les acquisitions immobilières réalisées à l'amiable, celles qui le sont pour cause d'utilité publique.

Art. 360. La Société peut exécuter d'initiative sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public de l'Etat, de la Région, des provinces et des communes, tous travaux relatifs à sa mission, selon les modalités prévues par la loi du 17 janvier 1938 réglant l'usage par les autorités publiques, associations de communes et concessionnaires de service public ou d'utilité publique, des domaines publics de l'Etat, des provinces et des communes, pour l'établissement et l'entretien de canalisations, et notamment des canalisations d'eau et de gaz.

Art. 361. La Société pourra être autorisée par le Gouvernement aux conditions à déterminer par lui :

- 1° à céder à une commune ou à une intercommunale tout ou partie de l'un de ses services de distribution d'eau;
- 2° à cesser l'exploitation d'un de ses services, sur la proposition de la majorité des associés communaux détenteurs des parts sociales souscrites dans ce service, pour autant que ceux-ci détiennent en outre la majorité du capital du service concerné.

En cas de cession partielle ou totale ou de cessation d'exploitation d'un service, les associés titulaires de parts sociales de ce service cessent de faire partie de la Société, à moins qu'ils ne soient détenteurs de parts se rapportant à d'autres services.

Il sera procédé à la liquidation de l'avoir social du service cédé ou abandonné.

Si les bases de la répartition de cet avoir n'ont pas été arrêtées au moment de la constitution du service, le montant de la part à restituer à chacun des associés sera fixé par le conseil d'administration après avis du comité consultatif du service concerné, sans préjudice de toutes réparations ou de tous dommages et intérêts qui seraient dus à la Société.

Art. 362. § 1^{er}. La Société décide, dans les limites de son objet social et, le cas échéant, conformément aux dispositions de son contrat de gestion concernant la structure financière, de l'étendue, des techniques et des conditions de son financement externe.

§ 2. La Société décide du placement de ses fonds disponibles dans le respect des dispositions éventuellement consignées dans le contrat de gestion.

Art. 363. § 1^{er}. La Société peut prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations ou institutions, de droit public ou de droit privé, belges ou étrangères, dont l'objet social est en rapport avec le sien.

§ 2. Le conseil d'administration décide à la majorité des deux tiers des voix exprimées de toute prise de participation.

§ 3. Lorsque la Société décide de prendre ou de céder des participations telles qu'au paragraphe 1^{er}, elle en informe le Gouvernement. Celui-ci dispose d'un délai de trente jours à partir du moment où cette décision lui est communiquée, pour formuler toute observation qu'il juge utile ou, éventuellement, s'y opposer.

§ 4. Les représentants de la Société dans les sociétés dans lesquelles la S.W.D.E. a pris une participation sont désignés par le conseil d'administration parmi les administrateurs, le directeur général, les directeurs généraux adjoints et les membres du personnel de la Société.

§ 5. Tout représentant de la Société est tenu :

1° de faire rapport au moins annuellement sur l'exercice de son mandat devant le conseil d'administration de la Société et, en tout cas, à la demande de celui-ci;

2° de répondre en tout temps devant le conseil d'administration de la Société à toute demande d'information qui lui est adressée par un commissaire du Gouvernement en ce qui concerne son mandat ou la situation de la société dans laquelle il a été désigné comme représentant de la S.W.D.E.

Le mandat du représentant de la S.W.D.E. dans la ou les sociétés pour lesquelles il est désigné prend fin de plein droit lorsqu'il perd la qualité d'administrateur, de directeur général, de directeur général adjoint ou de membre du personnel.

§ 6. Le Gouvernement peut autoriser, le cas échéant, aux conditions spéciales qu'il détermine, la Société à associer une société où elle a une prise de participation à la mise en œuvre de ses missions de service public, pour autant que la participation directe ou indirecte des autorités publiques dans cette société excède 50 % du capital et donne droit statutairement à plus de 50 % des voix et des mandats dans tous les organes de la société concernée.

La société qui, conformément à l'alinéa 1^{er}, se voit confier la mise en œuvre de missions de service public bénéficie des dispositions prévues à l'article 348.

Toute cession d'actions représentatives du capital, à la suite de quoi la participation directe ou indirecte des autorités publiques visées à l'alinéa précédent n'excéderait plus 50 %, est nulle de plein droit à défaut de porter cette participation au-delà de 50 % dans un délai de trois mois de ladite cession par une augmentation de capital entièrement ou partiellement souscrite par les autorités publiques. Durant ce délai, tant que la condition de participation n'est pas remplie, la cession ne produit aucun effet.

Pour l'application du présent paragraphe, il y a lieu d'entendre par "autorité publique", la Région wallonne, ainsi que toute personne de droit public soumise à son autorité ou à son contrôle.

§ 7. Dans le cas visé au paragraphe 6, alinéa 1^{er}, la société où la Société a une prise de participation et la Société sont solidairement responsables envers la Région de l'exécution par cette société des missions de service public auxquelles elle est associée, et ce, jusqu'à l'entrée en vigueur d'un contrat de gestion avec la société où la Société a une prise de participation, conclu, mutatis mutandis, sur la base des règles visées aux articles 356 et 357.

A défaut de contrat de gestion conclu entre la Région et cette société, la Société reste responsable envers la Région de l'exécution par la société des missions de service public auxquelles celle-ci est associée.

Section 5. — Assemblée générale

Art. 364. L'assemblée générale exerce les pouvoirs qui lui sont spécialement réservés dans le présent chapitre, la loi ou les statuts.

Les représentants des associés disposent à l'assemblée générale d'un droit de vote correspondant au nombre de parts sociales souscrites qu'ils détiennent, à l'exception de dispositions expresses prévues dans le présent chapitre, la loi ou les statuts.

Section 6. — Administration

Sous-section 1^{re}. — Conseil d'administration

Art. 365. § 1^{er}. La Société est administrée par un conseil d'administration.

§ 2. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux que la loi, les statuts ou le présent chapitre réservent à l'assemblée générale.

§ 3. Le conseil d'administration contrôle la gestion journalière assurée par le comité de direction qui en fait régulièrement rapport au conseil. Le conseil d'administration ou son président peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de la Société ou sur certaines d'entre elles.

§ 4. Le conseil d'administration peut déléguer au comité de direction tout ou partie de ses pouvoirs, à l'exception des pouvoirs suivants :

1° la définition de la politique générale de la Société;

2° tous les pouvoirs que la loi, le décret ou les statuts réservent expressément au conseil d'administration.

Tout acte de délégation identifie de manière précise les pouvoirs visés par cette délégation.

Toute délégation ne peut dépasser la durée d'un an et est renouvelable.

Art. 366. § 1^{er}. Le conseil d'administration est composé de dix-sept membres dont un président et deux vice-présidents.

L'assemblée générale règle ce qui a trait aux attributions et aux émoluments du président, des deux vice-présidents et des administrateurs.

Neuf administrateurs sont élus par l'assemblée générale. Huit administrateurs sont nommés par le Gouvernement, dont deux sur proposition de la S.P.G.E.

§ 2. Les membres du conseil d'administration sont désignés pour un mandat renouvelable de six ans.

Le renouvellement du conseil s'effectue lors de la première assemblée générale ordinaire qui suit les élections provinciales et communales.

§ 3. En cas de vacance d'une place d'administrateur, à la nomination de l'assemblée générale, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement, conformément à la règle proportionnelle déterminée par le paragraphe 6, alinéa 3, jusqu'à une nomination définitive par la plus prochaine assemblée générale.

§ 4. Le Gouvernement nomme le président du conseil d'administration. Le premier vice-président et le deuxième vice-président sont désignés par le conseil d'administration au sein de ses représentants. Une de ces trois fonctions au moins est réservée à un des membres du conseil d'administration issu de l'assemblée générale. Les statuts arrêtent les règles relatives à leurs compétences respectives.

§ 5. En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Le président peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et, généralement, de tous les documents et de toutes les écritures de la Société. Il peut requérir du comité de direction et des agents de la Société toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat.

§ 6. Les administrateurs élus par l'assemblée générale doivent avoir la qualité de bourgmestre, d'échevin ou de conseiller communal d'une commune associée.

L'administrateur élu par l'assemblée générale qui est membre d'un conseil communal ou bourgmestre et qui perdrait cette qualité est réputé de plein droit démissionnaire.

Les administrateurs élus par l'assemblée générale sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées, en tenant compte des éventuelles déclarations individuelles facultatives d'appartenance ou de regroupement. Pour le calcul de cette proportionnelle, le poids de chaque associé communal sera pondéré en fonction du nombre de parts sociales qu'il détient.

§ 7. Le conseil d'administration peut s'adjoindre un ou plusieurs observateurs qui assistent aux réunions avec voix consultative.

§ 8. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix sauf les exceptions visées par les statuts, le Code des sociétés et le présent chapitre.

Sous-section 2. — Mandat d'administrateur

Art. 367. § 1^{er}. Sans préjudice des autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou dans les statuts de la Société, le mandat d'administrateur est incompatible avec :

- 1° la qualité de membre d'un gouvernement;
- 2° la qualité de gouverneur d'une province;
- 3° la qualité de membre du comité de direction;
- 4° la qualité de membre du personnel ou pensionné de la Société.

§ 2. Lorsqu'un administrateur acquiert l'une des qualités visées au paragraphe 1^{er}, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai de trois mois. S'il ne le fait pas, il est réputé, à l'expiration de ce délai, s'être démis de plein droit de son mandat auprès de la Société. Le mandat d'administrateur prend fin de plein droit le jour où la personne concernée atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Sous-section 3. — Comité de direction

Art. 368. Le comité de direction est composé d'un directeur général qui le préside et de deux directeurs généraux adjoints.

Il est chargé de la gestion journalière et de la représentation de la Société, de même que de l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Les membres du comité de direction assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 369. Le Gouvernement nomme les membres du comité de direction pour un mandat renouvelable d'une durée de six ans.

Si un des membres a plus de cinquante-neuf ans lors de sa nomination, le Gouvernement réduit la durée de son mandat de manière à ce que le terme de celui-ci coïncide avec le jour où ce membre atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Les membres du comité de direction ne peuvent être révoqués que par le Gouvernement :

- 1° soit sur proposition du conseil d'administration;
- 2° soit à l'initiative du Gouvernement, après avis du conseil d'administration.

Art. 370. § 1^{er}. Les droits, y compris la rémunération, et obligations mutuels des membres du comité de direction, d'une part, et de la Société, d'autre part, sont réglés par convention particulière entre les parties concernées. Pour la conclusion de cette convention, la Société est représentée par le conseil d'administration.

Cette convention prévoit des dispositions particulières visant à garantir, en cas de non-renouvellement du mandat ou de révocation, la situation sociale et financière des membres du comité de direction qui auraient été contraints de démissionner de leur poste ou de cesser une activité d'indépendant pour exercer leur mandat à la S.W.D.E.

Les membres du comité de direction qui, au moment de leur nomination, se trouvent dans un lien statutaire avec la Société ou toute autre personne de droit public dépendant de la Région sont mis d'office en congé pour mission d'intérêt général pour la durée du mandat.

§ 2. La rémunération des personnes membres du comité de direction est à charge de la Société.

Sous-section 4. — Services, comités consultatifs et comités de zone

A. Services

Art. 371. La Société est organisée en services de production et de distribution.

La mission de service public de production d'eau est assurée dans le cadre d'un service de production. Celui-ci regroupe les infrastructures nécessaires à la réalisation de cette mission. Il fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité analytique d'exploitation.

La mission de service public de distribution d'eau est assurée dans le cadre de services de distribution. Chaque service de distribution regroupe les infrastructures nécessaires à la réalisation de cette mission sur le territoire des communes de ce service et fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité analytique d'exploitation.

B. Comités consultatifs

Art. 372. Il existe pour chaque service en exploitation un comité consultatif.

Les associés communaux et intercommunaux du service de production et la S.P.G.E. en forment le comité consultatif.

Les associés de chaque service de distribution, à l'exclusion de la Région, de la S.P.G.E. et des provinces en forment le comité consultatif.

Chaque comité consultatif est présidé par un membre du conseil d'administration, désigné par celui-ci.

Le conseil d'administration arrête les règles de fonctionnement des comités consultatifs sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale.

Chaque comité se réunit au moins deux fois par an et examine les comptes annuels lors d'une de ces réunions.

Chaque associé dispose d'une voix au sein des comités consultatifs dont il fait partie.

Art. 373. Sont obligatoirement soumis à l'avis des comités consultatifs :

1° tout projet de fusion d'un service avec un ou plusieurs autres;

2° tout projet de modification des tarifs de vente de l'eau;

3° tout projet d'extension, de réduction ou de modification du service;

4° toute proposition d'admission d'un nouveau membre qui ferait éventuellement partie du service;

5° toute demande de démission ou toute proposition d'exclusion d'un associé qui fait partie du service;

6° tout projet de cession partielle ou totale d'un service de distribution à une commune ou à une intercommunale;

7° tout programme de travaux intéressant le service.

C. Comités de zone

Art. 374. Il est créé des comités de zone regroupant par sous-bassin hydrographique les services de distribution. Chaque comité de zone se réunit au moins une fois par an.

Sur décision unanime d'un comité consultatif, ses compétences peuvent être transférées au comité de zone concerné.

La composition et les modalités du fonctionnement des comités de zone sont déterminées par le conseil d'administration.

Art. 375. Sont obligatoirement soumis à l'avis des comités de zone les projets d'actions à mener par la Société dans le cadre d'une gestion intégrée du cycle de l'eau et de l'amélioration de la qualité de l'eau.

Art. 376. Le conseil d'administration est élargi, au moins une fois par an, aux présidents des comités de zone.

Lors de cette réunion, une information sur les options stratégiques de la Société est présentée.

Section 7. — Tutelle administrative et contrôle

Sous-section 1^{re}. — Tutelle administrative

Art. 377. § 1^{er}. La Société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement. Ce contrôle, pour ce qui concerne les missions de service public, est exercé par deux commissaires du Gouvernement nommés et révoqués par le Gouvernement.

Le Gouvernement règle l'exercice des missions des commissaires.

§ 2. Les commissaires du Gouvernement qui agissent individuellement ou conjointement veillent au respect de la loi, du décret, des statuts de la Société, du contrat de gestion et, s'il échet, du plan de gestion provisoire.

§ 3. Les commissaires du Gouvernement sont invités à toutes les réunions du conseil d'administration. Ils disposent des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

§ 4. Les commissaires du Gouvernement peuvent, dans un délai de quatre jours francs, introduire un recours auprès du Gouvernement contre toute décision qu'ils estiment contraire à la loi, au décret, aux statuts, au contrat de gestion ou, s'il échet, au plan de gestion provisoire.

Ce délai court à partir du jour de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont pris connaissance. Ce recours est suspensif.

Si, dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive.

Le Gouvernement notifie l'annulation à l'organe de gestion.

Art. 378. Lorsque le respect de la loi, du décret, des statuts ou du contrat de gestion le requiert, le Gouvernement, à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement, peut requérir le conseil d'administration de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

Sous-section 2. — Contrôle des comptes

Art. 379. § 1^{er}. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un collège des commissaires aux comptes composé de trois membres.

Leurs délibérations sont collégiales.

Leurs rapports et observations sont communiqués au Gouvernement et à l'assemblée générale.

Le président du collège est désigné par l'assemblée générale, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, conformément aux dispositions du Code des sociétés. Il a la qualité de commissaire-réviseur.

Les deux autres membres sont nommés par le Gouvernement.

Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans.

Ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que pour de justes motifs graves. Le contrat de gestion précise leur mission, leurs moyens d'action, leur statut et leurs émoluments, à l'exception des émoluments visés au paragraphe 2.

§ 2. L'assemblée générale détermine la rémunération du commissaire-réviseur. Cette rémunération est à charge de la Société.

Section 8. — Comptabilité et comptes annuels

Art. 380. § 1^{er}. La Société établit sa comptabilité par année civile. Elle établit un système distinct de comptes pour les activités ayant trait à ses missions de service public, d'une part, et pour ses autres activités, d'autre part.

Les règles de répartition du résultat sont consignées dans les statuts. Ces règles tiendront compte notamment du nombre de raccordements et de la gestion parcimonieuse de l'eau. La Région, la S.P.G.E. et les provinces ne participent pas à la répartition du résultat dégagé par les activités ayant trait aux missions de service public.

L'annexe des comptes annuels contient un état récapitulatif des comptes relatifs aux missions de service public et un commentaire à ce sujet. Le Gouvernement peut arrêter des règles relatives à la forme et au contenu de cet état récapitulatif et de ce commentaire.

§ 2. Le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion, du rapport du commissaire-réviseur et du rapport du collège des commissaires au Gouvernement, avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice concerné.

Avant le 31 juillet de l'année suivant l'exercice concerné, le Gouvernement communique les documents visés à l'alinéa 1^{er} au Conseil régional wallon.

Art. 381. La Société tient, outre sa comptabilité générale, des comptabilités analytique et budgétaire.

Section 9. — Capital social

Art. 382. Le capital social se compose de trois types de parts :

1^o les parts constitutives;

2^o les parts représentatives de participations dans le capital du service de production et des services de distribution; ces parts peuvent être souscrites par la Région, la S.P.G.E., les provinces, les intercommunales, les communes et les personnes de droit public ou de droit privé;

3^o les parts que le conseil d'administration est habilité à créer en fonction d'activités spécifiques en rapport avec l'objet social.

Les actionnaires communaux représentent en tout temps au minimum 50 % du capital plus une part.

Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution du capital, les communes disposent toujours de la majorité des voix dans les différents organes de gestion de la Société, à l'exception du comité de direction.

Les parts constitutives ne peuvent être cédées. Les autres parts d'un associé, personne de droit public, ne peuvent être cédées qu'à un autre associé, personne de droit public.

Pour devenir titulaires de parts, les personnes de droit privé doivent être préalablement habilitées par le Gouvernement.

Section 10. — Personnel

Art. 383. Le conseil d'administration adopte, sur proposition du comité de direction :

1^o le statut du personnel;

2^o le règlement de travail.

Section 11. — Dispositions provisoires

Art. 384. § 1^{er}. La maîtrise de l'ouvrage des marchés ayant fait l'objet d'un engagement sur le titre V "Entreprise régionale : ERPE" du budget général des dépenses de la Région wallonne et dont la liste figure aux comptes annuels de l'ERPE pour l'exercice 2000, à l'exclusion des marchés relatifs à la Transhennuyère, est confiée à la Société à partir du 1^{er} janvier 2001.

§ 2. La propriété des biens faisant l'objet des marchés pour lesquels un engagement sur le titre V "Entreprise régionale : ERPE" du budget général des dépenses de la Région wallonne a été décidé et dont la liste figure aux comptes annuels de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau pour l'exercice 2000, à l'exclusion des biens faisant partie de la Transhennuyère, est automatiquement transférée à la Société dès que la réception provisoire a été accordée par le maître de l'ouvrage.

Le transfert des biens concernés est opposable de plein droit aux tiers sans autre formalité.

Art. 385. § 1^{er}. La maîtrise de l'ouvrage des marchés relatifs à la Transhennuyère et ayant fait l'objet d'un engagement sur le titre V "Entreprise régionale : ERPE" du budget général des dépenses de la Région wallonne et dont la liste figure aux comptes de l'ERPE pour l'exercice 2000 est confiée à la Société à partir du 1^{er} janvier 2001.

Dès que l'ensemble des biens faisant partie de la Transhennuyère est opérationnel, le Gouvernement en confie par convention la gestion à la Société. La convention règle les modalités d'exercice de cette gestion ainsi que la participation des utilisateurs de ces biens, dont le siège social est établi en Région wallonne, à leur gestion.

§ 2. Le Gouvernement peut faire apport à la Société des biens faisant partie de la Transhennuyère. Il en arrête la liste.

Le transfert est opposable de plein droit aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement établissant la liste des biens.

Les droits et obligations des utilisateurs-clients sont intégrés dans la convention visée à l'article 389.

Art. 386. La propriété des biens affectés à l'activité de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau appartenant à la Région au 31 décembre 2000 et dont la liste est visée à l'annexe IV est transférée à la Société, en ce compris celle des biens meubles et immeubles principaux et accessoires et droits qui s'y attachent, quand bien même ils ne sont pas expressément repris.

Le transfert est opposable de plein droit aux tiers sans autre formalité.

Art. 387. § 1^{er}. La Région communique dans les meilleurs délais à la Société, les actes et documents, en ce compris les extraits des matrices cadastrales et du plan cadastral mentionnant les droits, charges et obligations relatifs aux biens dont la propriété est transférée par ou en vertu du présent chapitre.

L'inventaire de ces actes et documents est dressé dans les plus brefs délais. Il est signé par le Gouvernement ainsi que par le président du conseil d'administration de la Société.

§ 2. La Société succède aux droits et obligations de la Région relatifs aux biens dont la propriété est transférée par ou en vertu du présent chapitre, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours ou à venir.

En cas de litige sur tout ou partie de ces biens dont les actes de propriété n'ont pas été transmis à la Société, la Région intervient en garantie à la procédure au profit de la Société.

§ 3. La Région reste seule tenue des obligations dont le paiement ou l'exécution était exigible avant le transfert de propriété, à l'exception du financement des marchés faisant l'objet d'un engagement budgétaire sur le titre V "Entreprise régionale : ERPE" du budget général des dépenses de la Région wallonne, transféré à la Société et couvert par des valeurs existantes identifiées aux fonds de réserve et d'amortissement dans la comptabilité de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau arrêtées à la clôture de la liquidation de celle-ci.

Dans l'attente de la clôture de liquidation de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau, la Région peut verser à la Société les sommes nécessaires à la liquidation des factures relatives à l'encours des marchés visés à l'article 384 sous déduction des valeurs existantes identifiées aux fonds de réserve et d'amortissement au financement desdites dépenses. Les versements sont effectués au vu des factures réceptionnées par la Société.

De même, la Région peut, en ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage des marchés relatifs à la Transhennuyère, verser à la Société les montants nécessaires au paiement des factures liées aux soldes des visas des engagements imputés à l'article 01.01.05 de la division organique 13 du budget du Ministère de la Région wallonne et réceptionnées par la Société. Le solde des engagements pris sur la section particulière dudit budget ainsi que tout ordonnancement sur les engagements complémentaires à réaliser à charge du Fonds pour la protection des eaux peuvent être versés à la Société à l'appui des factures correspondantes.

Art. 388. En contrepartie au transfert de la propriété des biens visés aux articles 384 à 386, la Région reçoit des parts sociales selon les règles applicables à la Société. Suite à ce transfert, la Région apporte à la S.P.G.E. la propriété de l'ensemble des parts reçues en contrepartie.

Une convention entre la Région, la Société et la S.P.G.E. détermine la valeur du transfert et les modalités de cet apport.

Art. 389. Une convention entre la Région, la S.P.G.E. et la Société règle les modalités de participation des utilisateurs-clients à la gestion des biens visés aux articles 384 et 386.

Art. 390. Le premier contrat de gestion s'achève le 31 décembre 2005.

Art. 391. La Société dispose du même statut fiscal que celui dont disposaient la Société nationale des distributions d'Eau et la S.W.D.E.

Partie IV. — Constatation des infractions et sanctions

Titre 1^{er}. — Constatation des infractions et sanctions en matière d'eau de surface

CHAPITRE 1^{er}. — Infractions en matière de pollution des eaux

Art. 392. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 euros à 500.000 euros, ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui déverse des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics ou dans les voies artificielles d'écoulement sans respecter les règlements pris en vertu des articles 3, 13, 156 à 159, 161 à 166, 178, 179, 216 à 222, 317, 320 à 323, 343, 344, 345, 392 à 406;

2° celui qui méconnaît l'interdiction établie par l'article 161;

3° celui qui commet une infraction à un règlement pris en exécution de l'article 163;

4° celui qui utilise des installations ou appareils contrairement à l'interdiction décidée en vertu de l'article 406;

5° celui qui viole les règles ou prescriptions édictées sur la base de l'article 162.

Les déversements infractionnels sont punissables encore qu'ils n'aient été commis que par négligence ou abstention fautive d'agir.

Toutefois, s'il n'y a pas de récidive, le responsable ne sera passible que de la peine d'amende prévue à l'article 393, s'il a averti sans délai soit la police fédérale, soit le service d'intervention immédiate visé à l'article 21.

Art. 393. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 euros à 10.000 euros, ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui contrevient aux dispositions réglementaires adoptées par le Gouvernement en vue d'assurer l'exécution de la protection des eaux de surface et la pollution des eaux souterraines à partir d'eaux de surface;

2° celui qui utilise l'eau de surface en violation d'une interdiction prononcée en vertu de l'article 158;

3° celui qui tente de commettre un des actes mentionnés à l'article 392, 2° et 5°;

4° celui qui, à titre professionnel, fabrique, offre en vente, vend et utilise des produits en infraction à un règlement pris en vertu de l'article 164;

5° celui qui opère la vidange et recueille les gadoues de fosses septiques et de puits perdants chez des tiers :

- soit sans disposer de l'agrément qui sera requis par un arrêté pris en vertu des articles 222 et 317;

- soit en éliminant des gadoues d'une manière interdite par cet article;

6° celui qui nettoie un véhicule à moteur, une machine ou d'autres engins similaires dans une eau de surface ordinaire, ou à moins de 10 mètres de celle-ci, et alors que le produit nettoyant est susceptible de s'y écouler sans disposer du permis d'environnement requis.

Art. 394. Est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 100 euros à 10.000 euros, ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui détruit ou détériore volontairement des installations d'épuration et de mesures de pollution, ou en empêche le fonctionnement correct, de quelque façon que ce soit; celui qui tente de détruire ou de détériorer volontairement ces mêmes installations;

2° celui qui s'oppose à l'exécution de la mission de contrôle et de surveillance des agents désignés en vertu des articles 3, 13, 156 à 159, 161 à 166, 178, 179, 216 à 222, 317, 320 à 323, 343, 344, 345, 392 à 406;

3° celui qui refuse ou néglige d'exécuter une mesure d'urgence ordonnée par le Gouvernement, le gouverneur de la province ou le bourgmestre en vertu de l'article 21, § 1^{er};

4° celui qui, étant tenu d'effectuer une déclaration en vertu des articles 3, 13, 156 à 159, 161 à 166, 178, 179, 216 à 222, 317, 320 à 323, 343, 344, 345, 392 à 406 ou des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci, s'abstient de produire cette déclaration volontairement incomplète ou inexacte dans l'intention d'éluder l'application des articles 3, 13, 156 à 159, 161 à 166, 178, 179, 216 à 222, 317, 320 à 323, 343, 344, 345, 392 à 406 ou des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci.

Art. 395. Si une condamnation est prononcée en vertu de l'article 392 ou de l'article 397, le juge peut, soit à la demande du procureur du Roi, à la demande de la Région ou à la demande de la partie civile, soit d'office, prononcer, en vue de rétablir une situation équivalant à celle qui aurait existé sans l'infraction, l'interdiction d'utiliser ou de faire fonctionner pendant la durée qu'il fixera, mais qui ne pourra excéder un an, l'installation ou les appareils qui sont à l'origine de la pollution entraînée par l'infraction.

Le juge peut prononcer cette interdiction même si l'installation ou les appareils sont la propriété d'un tiers ou font partie de l'établissement exploité par un tiers. Toutefois, dans ce cas, l'interdiction ne pourra être prononcée à l'égard de ce tiers qu'après qu'il aura été appelé au procès et qu'il aura eu l'occasion de faire valoir ses moyens de défense.

Art. 396. Est puni des peines indiquées à l'article 394 celui qui refuse ou qui omet d'exécuter la mesure d'interdiction mentionnée à l'article précédent.

Art. 397. Est puni des peines prévues, selon le cas, aux articles 392, 393 ou 394 :

1° celui qui, étant employeur d'une personne visée à ces articles, ne lui a pas donné les moyens nécessaires pour respecter les articles 3, 13, 156 à 159, 161 à 166, 178, 179, 216 à 222, 317, 320 à 323, 343, 344, 345, 392 à 406 ou les dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci, compte tenu de la mission qu'il avait assignée à la personne employée;

2° celui qui, étant employeur d'une personne visée à ces articles, a confié à celle-ci une mission pour laquelle elle n'avait pas les connaissances lui permettant de s'en acquitter dans le respect des articles 3, 13, 156 à 159, 161 à 166, 178, 179, 216 à 222, 317, 320 à 323, 343, 344, 345, 392 à 406 ou des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci, sans avoir vérifié de manière adéquate qu'elle avait ces connaissances;

3° celui qui, étant employeur d'une personne visée à ces articles, savait qu'une infraction allait être ou avait été commise et a omis de l'empêcher ou de remédier à ses effets, bien qu'il en ait eu la possibilité.

Art. 398. L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes, des frais et des frais de justice auxquels sont condamnés ses préposés à la suite d'une infraction aux articles 3, 13, 156 à 159, 161 à 166, 178, 179, 216 à 222, 317, 320 à 323, 343, 344, 345, 392 à 406 ou aux dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci, commise dans l'exercice ou à l'occasion de leur fonction.

Toute personne morale est civilement responsable du paiement des amendes et des frais de justice auxquels ses organes sont condamnés à la suite d'une infraction aux articles 3, 13, 156 à 159, 161 à 166, 178, 179, 216 à 222, 317, 320 à 323, 343, 344, 345, 392 à 406 ou aux dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci, commise dans l'exercice ou à l'occasion de leur fonction.

Art. 399. § 1^{er}. La peine peut être portée au double du maximum si une nouvelle infraction prévue aux articles 392 à 397 est commise dans un délai de cinq ans à dater d'une condamnation antérieure pour infraction à l'un de ces mêmes articles, prononcée par une décision passée en force de chose jugée; en outre, l'amende ou la peine ne peut être, dans ce cas, inférieure au décuple du minimum.

§ 2. Le livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, est applicable aux infractions prévues par le présent chapitre.

Art. 400. § 1^{er}. En cas d'infractions visées aux articles 392, 1° et 2°, 393, 3° et 5°, 396 et 397, le juge peut ordonner la publication du jugement aux frais du contrevenant ou de son complice dans un maximum de trois journaux qu'il désigne, dans le délai qu'il fixe.

§ 2. Sans préjudice des articles 42 et 43 du Code pénal, en cas d'infractions visées à l'article 392, 2°, la confiscation peut aussi être prononcée à l'égard de choses mobilières qui ont servi ou ont été destinées à commettre l'infraction lorsqu'elles sont la propriété du complice et y compris en cas d'application de l'article 85 du Code pénal.

CHAPITRE II. — *Autres infractions*

Art. 401. Est puni d'une amende de 26 euros à 10.000 euros celui qui, étant régulièrement invité à les fournir, s'abstient de communiquer des renseignements qui lui ont été demandés en vertu des articles 13 et 165 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci.

Art. 402. Toute infraction à l'article 166 est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal, sans préjudice de l'application éventuelle de sanctions disciplinaires.

Art. 403. Le Gouvernement peut établir des peines contre les infractions aux règlements pris en vertu des articles 3, 13, 156 à 159, 161 à 166, 178, 179, 216 à 222, 317, 320 à 323, 343, 344, 345, 392 à 406 qui ne sont pas réprimées par l'un des articles du présent chapitre. Ces peines ne pourront excéder les peines de police.

Art. 404. Les peines prévues aux articles 401 à 403 peuvent être portées au double du maximum si, dans le délai de deux ans à dater d'une condamnation antérieure pour infraction à l'un de ces articles, prononcée par une décision passée en force de chose jugée, une nouvelle infraction au même article est commise par le même auteur.

Toutes les dispositions du livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII ou de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues à ces articles.

CHAPITRE III. — *Constataion, recherche et poursuite des infractions*

Art. 405. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le bourgmestre et les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement sont compétents pour surveiller l'exécution des articles 3, 13, 156 à 159, 161 à 166, 178, 179, 216 à 222, 317, 320 à 323, 343, 344, 345, 392 à 406 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci. A cette fin, ils disposent de prérogatives visées à l'article 61 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, dans l'exercice de leur mission.

Les fonctionnaires et agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence. Le greffier en chef communique à ses collègues des tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels le fonctionnaire ou l'agent doit exercer ses fonctions copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

Dans le cas d'un simple changement de résidence, ils ne doivent pas prêter un nouveau serment.

Art. 406. § 1^{er}. Lorsqu'il a été dressé procès-verbal d'une infraction à l'article 392, le bourgmestre ainsi que les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement peuvent, afin d'éviter, de réduire les dangers, nuisances et inconvénients visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou d'y remédier :

1^o ordonner la cessation totale ou partielle de l'exploitation;

2^o mettre les appareils sous scellés et, au besoin, procéder à la fermeture provisoire immédiate de l'établissement;

3^o imposer à l'exploitant un plan d'intervention ou l'introduction d'un plan de remise en état et, le cas échéant, de fournir au bénéfice de la Région une sûreté suivant l'une des modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement afin de garantir la remise en état.

En cas d'inertie du bourgmestre, les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1^{er} disposent des mêmes prérogatives que celui-ci.

Les mesures prises conformément à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, sont levées de plein droit dès que le permis d'environnement est accordé ou dès que la déclaration a été reconnue recevable par l'autorité compétente.

§ 2. Le plan de remise en état approuvé selon les modalités déterminées par le Gouvernement vaut permis d'environnement. Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'établissement, d'approbation et de réalisation des plans de remise en état.

§ 3. Lorsque le contrevenant reste en défaut d'introduire un plan ou n'en respecte pas les conditions, le bourgmestre ou le Gouvernement peut procéder d'office à la remise en état. Ils agissent conformément au paragraphe 4.

§ 4. A défaut pour le contrevenant de prendre les mesures imposées dans le délai fixé, le Gouvernement ou son délégué, d'office ou à la demande du bourgmestre, peut confier à la société publique visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets l'exécution de la remise en état d'office, laquelle s'effectue à charge de la personne mise en demeure.

En outre, le Gouvernement ou son délégué peut imposer que les personnes visées au présent alinéa fournissent une sûreté conformément à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le Gouvernement ou son délégué avise par recommandé la ou les personnes devant fournir la sûreté en précisant le montant et les modes de constitution possibles.

Si aucune sûreté n'a été fournie dans les huit jours, le Gouvernement ou son délégué fait signifier au contrevenant un commandement de payer dans les vingt-quatre heures, à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté au montant insuffisant, en suite de la signification d'un commandement de payer, ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement de payer étant expiré, le Gouvernement ou son délégué peut faire pratiquer une saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire.

Titre II. — *Constataion des infractions et sanctions en matière d'eau souterraine*

CHAPITRE I^{er}. — *Surveillance et police administrative*

Section 1^{re}. — *Surveillance*

Art. 407. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le bourgmestre et les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement sont compétents pour surveiller l'exécution des articles 3, 13, 167, 169, 171 à 176, 252, 254 à 274, 318, 497 à 410, 434 et 435 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci. A cette fin, ils disposent des prérogatives visées à l'article 61 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, dans l'exercice de leur mission.

Les fonctionnaires et agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence. Le greffier en chef communique à ses collègues des tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels le fonctionnaire ou l'agent doit exercer ses fonctions, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

Dans le cas d'un simple changement de résidence, ils ne doivent pas prêter un nouveau serment.

Section 2. — Mesures de police administrative

Art. 408. § 1^{er}. Lorsqu'il a été dressé procès-verbal d'une infraction aux articles 3, 13, 167, 169, 171 à 176, 252, 254 à 274, 318, 497 à 410, 434 et 435, le bourgmestre, sur rapport des fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement, peut, afin d'éviter, de réduire les dangers, nuisances et inconvénients visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou d'y remédier :

- 1° ordonner la cessation totale ou partielle de l'exploitation;
- 2° mettre les appareils sous scellés et, au besoin, procéder à la fermeture provisoire immédiate de l'établissement;
- 3° imposer à l'exploitant un plan d'intervention ou l'introduction d'un plan de remise en état et, le cas échéant, de fournir au bénéfice de la Région une sûreté suivant l'une des modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement afin de garantir la remise en état.

En cas d'inertie du bourgmestre, les fonctionnaires et agents visés à l'alinéa 1^{er} disposent des mêmes prérogatives que celui-ci.

Les mesures prises conformément à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont levées de plein droit dès que le permis d'environnement est accordé ou dès que la déclaration a été reconnue recevable pour l'autorité compétente.

§ 2. Le plan de remise en état approuvé selon les modalités déterminées par le Gouvernement vaut permis d'environnement. Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'établissement, d'approbation et de réalisation des plans de remise en état.

§ 3. Lorsque le contrevenant reste en défaut d'introduire un plan ou n'en respecte pas les conditions, le bourgmestre ou le Gouvernement peut procéder d'office à la remise en état. Ils agissent conformément au paragraphe 4.

§ 4. A défaut pour le contrevenant de prendre les mesures imposées dans le délai fixé, le Gouvernement ou son délégué, d'office ou à la demande du bourgmestre, peut confier à la société publique visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets l'exécution de la remise en état d'office, laquelle s'effectue à charge de la personne mise en demeure. En outre, le Gouvernement ou son délégué peut imposer que les personnes visées au présent alinéa fournissent une sûreté conformément à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le Gouvernement ou son délégué avise par recommandé la ou les personnes devant fournir la sûreté en précisant le montant et les modes de constitution possibles.

Si aucune sûreté n'a été fournie dans les huit jours, le Gouvernement ou son délégué fait signifier au contrevenant un commandement de payer dans les vingt-quatre heures, à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté au montant insuffisant, en suite de la signification d'un commandement de payer, ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement de payer étant expiré, le Gouvernement ou son délégué peut faire pratiquer une saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire.

CHAPITRE II. — Sanctions*Section 1^{re}. — Peines*

Art. 409. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 100 à 500.000 euros, ou d'une de ces peines seulement :

- 1° celui qui contrevient à un règlement ou à une mesure d'interdiction pris en vertu des articles 167 et 173;
- 2° celui qui s'oppose à l'exécution de la mission de contrôle et de surveillance dont sont investis les agents désignés conformément à l'article 407;
- 3° celui qui élude, par des moyens frauduleux, le paiement des redevances ou des contributions mises à sa charge par les articles 3, 13, 167, 169, 171 à 176, 252, 254 à 274, 318, 497 à 410, 434 et 435 ou par les dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci.

§ 2. Est puni d'une amende de 26 à 10.000 euros celui qui, étant régulièrement invité à les fournir, s'abstient de communiquer des renseignements qui lui ont été demandés en vertu des articles 13 et 176 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci.

Section 2. — Restitutions

Art. 410. Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le juge peut ordonner, aux frais du condamné :

- 1° la démolition d'installations établies en infraction aux articles 3, 13, 167, 169, 171 à 176, 252, 254 à 274, 318, 497 à 410, 434 et 435;
- 2° la remise des lieux dans leur pristin état;
- 3° l'exécution de mesures nécessaires à la suppression de l'infraction ou à la réduction de l'insécurité ou de l'insalubrité.

Le juge peut également autoriser la D.G.R.N.E, Division de l'eau, à procéder à la remise en état des lieux ou à exécuter les mesures nécessaires et à en récupérer les frais à charge du condamné.

Titre III. — Constatation des infractions et sanctions en matière d'eau destinée à la consommation humaine*CHAPITRE I^{er}. — Constatation, recherche et poursuite des infractions*

Art. 411. § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement sont compétents pour surveiller l'exécution des articles 180 à 193, 411 à 415 et 430 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci. A cette fin, ils peuvent, dans l'exercice de leur mission :

- 1° pénétrer, le cas échéant après en avoir obtenu l'autorisation d'un juge d'instruction, en tous lieux, même clos et couverts, lorsqu'ils ont des raisons sérieuses de croire qu'il s'y commet une infraction aux articles 180 à 193, 411 à 415 et 430 ou aux dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci;

- 2° requérir l'assistance des polices fédérale et locale;

3° procéder, sur la base d'indices sérieux d'infraction, à tous examens, contrôles, enquêtes, et recueillir tous renseignements jugés nécessaires pour s'assurer que les dispositions des articles 180 à 193, 411 à 415 et 430 sont respectées, et notamment :

a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

4° prélever des échantillons selon les modalités arrêtées par le Gouvernement;

5° faire procéder à des analyses selon les règles déterminées conformément à l'article 412. S'il résulte du protocole d'analyse qu'une infraction a été commise, il est dressé procès-verbal conformément au paragraphe 2, 2°, du présent article. En outre, le procès-verbal indique au contrevenant la possibilité d'effectuer, à ses frais, une contre-analyse;

6° arrêter les véhicules utilisés pour le transport, contrôler leur chargement;

7° prendre toute mesure conservatoire nécessaire en vue de l'administration de la preuve et, notamment, pendant un délai n'excédant pas septante-deux heures :

a) interdire de déplacer des objets ou mettre sous scellés les établissements ou installations susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;

b) arrêter, immobiliser ou mettre sous scellés les moyens de transport et autres pièces susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction.

Ils informent le procureur du Roi dans les vingt-quatre heures.

Les fonctionnaires et les agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence. Le greffier en chef communique à ses collègues des tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels le fonctionnaire ou l'agent doit exercer ses fonctions copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

Dans le cas d'un simple changement de résidence, ils ne doivent pas prêter un nouveau serment.

§ 2. En cas d'infraction aux articles 180 à 193, 411 à 415 et 430 et aux dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci, les fonctionnaires et les agents visés au paragraphe 1^{er} peuvent :

1° fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois; le fonctionnaire ou l'agent informe le procureur du Roi et le bourgmestre de la commune sur laquelle se trouvent les installations de production et de distribution d'eau concernées des dispositions prises; à l'expiration du délai ou, selon le cas, de la prorogation, le fonctionnaire ou l'agent dresse rapport et le transmet par lettre recommandée à la poste, dans les quinze jours, au contrevenant et au procureur du Roi;

2° dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire; ce procès-verbal est transmis au procureur du Roi et, à peine de nullité, par lettre recommandée à la poste au contrevenant, et ce, dans les quinze jours du jour où il est établi ou de l'expiration du délai visé au 1° ci-dessus.

§ 3. Dans les rapports et procès-verbaux dressés, le fonctionnaire ou l'agent peut, s'il l'estime opportun, suggérer au procureur du Roi de faire application des articles 216*bis* et 216*ter* du Code d'instruction criminelle. Le cas échéant, il précise le coût des frais d'analyse ou d'expertise exposés.

Art. 412. Le Gouvernement fait appel à un ou plusieurs laboratoires accrédités en vertu de la législation fédérale relative à l'accréditation des organismes de certification et de contrôle ainsi que des laboratoires d'essais en vue de procéder aux analyses officielles. Il peut fixer des modèles de protocole d'analyse, déterminer les méthodes d'analyse et de contre-analyse, établir des règles de répartition des analyses entre les laboratoires ainsi que les règles de financement du coût des analyses et des prélèvements.

CHAPITRE II. — *Sanctions administratives*

Art. 413. § 1^{er}. Une amende dont le montant ne peut excéder 12.400 euros pourra être appliquée au fournisseur qui n'accomplit pas correctement ses obligations prévues aux articles 182,

§ 2, alinéa 1^{er}, 187, § 3 et 4, et 188 à 193 ou aux dispositions prises en vertu de ceux-ci.

Les personnes passibles d'amendes administratives, en application du présent article, sont désignées par le terme le "contrevenant".

L'amende administrative n'est applicable qu'au contrevenant, même si l'infraction a été commise par un préposé ou un mandataire.

L'amende administrative est infligée par le fonctionnaire dirigeant de la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

§ 2. Les infractions constatées aux dispositions visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sont poursuivies par voie d'amende administrative, à moins que le Ministère public ne juge, compte tenu de la gravité de l'infraction, qu'il y a lieu à poursuites pénales. Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôture.

§ 3. Un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction est transmis au fonctionnaire dirigeant de la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

Le Ministère public dispose d'un délai de quatre mois, à compter du jour de la réception du procès-verbal, pour notifier au fonctionnaire dirigeant de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, sa décision quant à l'intentement ou non de poursuites pénales.

§ 4. Dans le cas où le Ministère public renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé, le fonctionnaire dirigeant de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.

La décision du fonctionnaire dirigeant de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, fixe le montant de l'amende administrative et est motivée. Elle est notifiée au contrevenant par lettre recommandée à la poste en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai fixé par le Gouvernement.

La notification de la décision fixant le montant de l'amende administrative éteint l'action publique.

Le paiement de l'amende met fin à l'action de la D.G.R.N.E., Division de l'eau.

§ 5. Le contrevenant qui conteste la décision du fonctionnaire dirigeant de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal civil dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision. Ce recours suspend l'exécution de la décision.

La disposition de l'alinéa précédent est mentionnée dans la décision par laquelle l'amende administrative est infligée.

§ 6. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, la décision du fonctionnaire dirigeant de la D.G.R.N.E., Division de l'eau, ou la décision du tribunal civil passée en force de chose jugée est transmise à la Division de la trésorerie du Ministère de la Région wallonne en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

§ 7. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date du procès-verbal, le montant visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, du présent article est doublé.

La décision administrative par laquelle l'amende administrative est infligée ne peut plus être prise cinq ans après le fait constitutif d'une infraction visée par le présent article. Toutefois, l'invitation au contrevenant de présenter ses moyens de défense, visée au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, faite dans le délai déterminé à l'alinéa précédent, interrompt le cours de la prescription. Cet acte fait courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

§ 8. Le Gouvernement détermine les modalités de perception de l'amende.

CHAPITRE III. — *Sanctions pénales*

Art. 414. § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 2,50 euros à 25.000 euros, ou d'une de ces peines seulement :

1° le fournisseur qui ne prodigue pas les conseils appropriés prévus à l'article 182, § 2, alinéa 2;

2° le fournisseur qui ne prend pas les mesures minimales définies selon la procédure fixée en application de l'article D. 420;

3° celui qui contrevient au prescrit de l'article 184;

4° le fournisseur qui ne prend pas les mesures nécessaires prévues à l'article 186, alinéa 2;

5° le fournisseur qui n'établit pas ou ne met pas en œuvre un programme annuel de contrôle prévu à l'article 188, § 1^{er};

6° le fournisseur qui ne contrôle pas l'efficacité du traitement appliqué prévu à l'article 188, § 1^{er}, alinéa 3;

7° le fournisseur qui n'informe pas la D.G.R.N.E., Division de l'eau et qui n'effectue pas l'enquête conformément à l'article 190, § 1^{er}, qui ne prend pas les mesures correctrices prévues à l'article 190, § 2, qui ne prend pas les mesures prévues à l'article 190, § 3, alinéa 1^{er};

8° le fournisseur qui n'informe pas les consommateurs en application de l'article 192, § 2.

§ 2. Est puni d'une amende de 0,65 euro à 248 euros :

1° le fournisseur qui n'informe pas la population concernée par le prescrit de l'article 182, § 2, alinéa 1^{er};

2° l'abonné qui ne respecte pas le prescrit de l'article 182, § 3;

3° le propriétaire d'une installation privée de distribution d'eau qui ne serait pas certifiée conformément à l'article 187, § 3;

4° le fournisseur qui ne respecte pas les obligations prévues à l'article 187, § 4;

5° le particulier qui n'autorise pas l'accès à son installation privée conformément à l'article 189;

6° le fournisseur qui n'informe pas les consommateurs de la situation et, le cas échéant, des mesures correctrices prises dans le cadre de l'article 190, § 2, alinéa 3;

7° le fournisseur qui n'informe pas les consommateurs ou qui ne prodigue pas les conseils nécessaires conformément à l'article 190, § 3, alinéa 2;

8° le fournisseur qui ne décide pas ou ne communique pas les mesures à prendre conformément à l'article 190, § 3, alinéa 3;

9° le fournisseur qui n'informe pas l'organisme agréé prévu par l'article 191;

10° le fournisseur qui ne procède pas aux informations prévues par l'article 193, § 2.

Est puni des peines visées au paragraphe 1^{er} ou au paragraphe 2 celui qui contrevient aux arrêtés d'exécution pris en application des articles cités.

Art. 415. Les peines prévues dans le présent chapitre peuvent être portées au double du maximum si une nouvelle infraction prévue à l'article 414 est commise dans un délai de cinq ans à dater d'une condamnation antérieure pour infraction à ce même article, prononcée par une décision passée en force de chose jugée. En outre, la peine minimale ne peut être, dans ce cas, inférieure au décuple du minimum.

Titre IV. — Constatation des infractions et sanctions en matière de dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine

Art. 416. § 1^{er}. Les infractions à l'obligation de contribution prévue par l'article 328 et les dispositions réglementaires prises en vertu de celui-ci sont punies d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 100 euros à 10.000 euros, ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. En cas de récidive dans les cinq ans, la peine peut être portée au double du maximum.

§ 3. Les dispositions du livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées par les articles 210 à 215 et 325 à 330.

§ 4. La personne morale est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles sont condamnés ses préposés ou ses mandataires.

Titre V. — Constatation des infractions et sanctions en matière de tarification

Art. 417. En cas de mise à disposition d'un usager d'une eau non conforme aux dispositions légales et réglementaires, de défaut d'approvisionnement régulier, dans les conditions définies par le Gouvernement wallon, d'interruption ou de suspension du service hors des conditions prévues à l'article 203, la facture suivante adressée à l'usager victime de ce défaut du service est diminuée d'un montant équivalant à la formule suivante :

A multiplié par B multiplié par C

où

A = la consommation facturée

durée du cycle de la facturation

B = le nombre de jours de défaut

C = le tarif de la première tranche de consommation en vigueur au moment de la facturation.

Art. 418. Est puni d'une amende de 2,50 euros à 25.000 euros, et ce, annuellement;

1° le distributeur qui place un compteur qui ne place pas un compteur conformément à l'article 197;

2° le distributeur qui n'applique pas la tarification par tranches réparties en volumes de consommations annuels suivant l'article 228;

3° le distributeur qui n'adapte pas le montant de la redevance à la date prévue à l'article 444;

4° le distributeur qui ne se conforme pas aux dispositions relatives à la facturation et au

recouvrement des consommations d'eau, telles que prévues aux articles 228, 230 et 232;

5° le distributeur qui met fin au service de manière unilatérale dans les cas non prévus par les articles 194 à 209, 228 à 233, 417 à 419, 443 et 444;

6° l'usager qui ne se conforme pas aux décisions et instructions du distributeur limitant l'usage de l'eau en cas de sécheresse, d'incidents techniques ou relatifs à la qualité de l'eau;

7° l'abonné ou l'usager qui ne se conforme pas aux modalités prévues à l'article 204.

Art. 419. La compétence territoriale des instances judiciaires auxquelles sont soumis les litiges relatifs à l'application des articles 194 à 209, 228 à 233, 417 à 419, 443 et 444 et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci est déterminée par les règles du Code judiciaire.

Titre VI. — Constatation des infractions et sanctions en matière de perception et de paiement des taxes

Art. 420. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende égale au double de la taxe éludée avec un montant minimal de 12,50 euros, ou d'une de ces peines seulement, celui qui à l'aide de moyens frauduleux élude ou tente d'éluder le paiement de tout ou partie de la taxe visée aux articles 275 à 316 et 319.

Art. 421. La loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales n'est pas applicable aux sanctions mentionnées à l'article 420.

Titre VII. — Constatation des infractions et sanctions en matière de Fonds social de l'eau

Art. 422. § 1^{er}. En cas de non-respect de l'obligation visée à l'article 239, le distributeur est redevable à la S.P.G.E. d'un montant égal à 0,0250 euro par mètre cube d'eau facturé pour lequel aucune contribution n'a été appliquée.

§ 2. En cas de récidive dans les cinq ans, la peine peut être portée au double du maximum.

§ 3. Les dispositions du livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées par le présent titre.

§ 4. La personne morale est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles sont condamnés ses préposés ou ses mandataires.

Titre VIII. — Constatation des infractions et sanctions en matière de cours d'eau non navigables

Art. 423. Seront punis de peines de police sans préjudice des peines plus graves prévues par le Code pénal ceux qui contreviennent aux articles 34 à 47 ou aux dispositions réglementaires prises en exécution de ceux-ci.

Art. 424. Les fonctionnaires de la Région désignés par le Gouvernement ont, au même titre que les officiers de police judiciaire, le droit de rechercher et de constater par des procès-verbaux les infractions visées aux articles 423 et 441.

Titre IX. — Constatation des infractions et sanctions en matière de voies hydrauliques

Art. 425. Sans préjudice de la compétence reconnue par ou en vertu d'autres dispositions légales ou décrétales à d'autres fonctionnaires, peuvent, dans les limites de leur ressort territorial, constater les infractions aux articles 48 à 51 et 425 à 429 et aux dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci et établir les procès-verbaux y afférents :

1° les fonctionnaires de rang A4 exerçant les fonctions de directeur;

2° les fonctionnaires de rangs A5 et A6 titulaires d'un diplôme d'ingénieur civil ou d'ingénieur industriel;

3° les fonctionnaires de niveaux 2 +, 2 et 3, désignés par le Gouvernement wallon et investis d'une mission de garde des voies navigables ou de contrôleur des travaux.

Les fonctionnaires énumérés à l'alinéa 1^{er} sont revêtus de la qualité d'agent de police judiciaire et sont commissionnés et assermentés à cet effet. Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire des faits qui y sont constatés.

Art. 426. Les procès-verbaux visés à l'article 425, alinéa 2, sont transmis dans les quinze jours de leur établissement à l'auteur de l'infraction ainsi qu'à l'officier chargé des fonctions du Ministère public compétent par le fonctionnaire du ressort territorial concerné qui est titulaire d'un grade de rang A4 au moins ou qui en exerce les fonctions.

Art. 427. § 1^{er}. Les fonctionnaires visés à l'article 425, alinéa 1^{er}, peuvent adresser des avertissements à l'auteur présumé d'une infraction visée aux articles 48 à 51 et 425 à 429.

§ 2. Lorsqu'ils appartiennent à l'une des catégories visées à l'article 425, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, ces fonctionnaires peuvent ordonner la cessation des actes ou des travaux qui sont de nature à porter atteinte à la viabilité ou à l'intégrité du domaine public régional des voies hydrauliques.

Tout ordre donné est consigné dans un procès-verbal et est confirmé au contrevenant dans les trois jours de la constatation des faits ayant donné lieu à l'établissement de ce dernier par un fonctionnaire du ressort territorial concerné titulaire d'un grade de rang A2 au moins ou qui en exerce les fonctions.

Art. 428. § 1^{er}. Lorsque l'auteur d'une infraction visée aux articles 48 à 51 et 425 à 429 a occasionné des dommages au domaine public régional des voies hydrauliques ou risque d'en occasionner, ces dommages sont constatés par un procès-verbal distinct établi par les fonctionnaires visés à l'article 425, alinéa 1^{er}.

Ce procès-verbal est notifié dans les quinze jours de son établissement à l'auteur de l'infraction par lettre recommandée dont le contenu précise les travaux à effectuer pour assurer la remise en état du domaine public régional des voies hydrauliques et le délai dans lequel ils doivent intervenir.

§ 2. Lorsque l'auteur de l'infraction reste en défaut de s'exécuter dans le délai qui lui a été imparti, le Gouvernement wallon est habilité à faire remettre en état le domaine public régional des voies hydrauliques aux frais, risques et périls du contrevenant.

§ 3. Lorsque les nécessités du service public ou l'urgence le justifient, le Gouvernement wallon peut procéder à faire procéder sans délai aux travaux de remise en état du domaine public régional aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 429. Sont punis d'une amende de 1 euro au moins et de 25 euros au plus :

1^o ceux qui, sans déclaration ou permis d'environnement visés à l'article 51, ou sans autorisation écrite du gestionnaire, ont empiété sur le domaine public régional des voies hydrauliques ou ont accompli un des actes visés à l'article 51 ou tout autre acte portant ou de nature à porter atteinte à l'intégrité de ce domaine;

2^o ceux qui ont dérobé des matériaux entreposés, pour les besoins de la voirie, sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

3^o ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire et d'une façon non conforme à la destination du domaine public régional des voies hydrauliques, ont occupé soit tout ou partie du domaine public régional des voies hydrauliques;

4^o ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, organisent des manifestations récréatives, sportives ou touristiques sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

5^o ceux qui se livrent à la pratique d'une activité récréative, sportive ou touristique sans respecter les conditions fixées par le Gouvernement wallon sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

6^o ceux qui, sans autorisation écrite du gestionnaire, placent des panneaux-réclames ou publicités quelconques sur le domaine public régional des voies hydrauliques;

7^o les propriétaires, locataires ou usagers de terrains situés dans les vallées submersibles désignées par le gestionnaire qui, en période de crue, omettent d'enlever tous dépôts, de produits agricoles ou de matériel susceptibles d'être entraînés par les flots et de causer la destruction ou la dégradation des ouvrages d'art provisoires ou définitifs établis sur ces voies hydrauliques;

8^o ceux qui menacent la viabilité du domaine public régional des voies hydrauliques ou celle des ouvrages, installations, plantations établis sur ledit domaine en pilotant un bâtiment flottant sans adapter leur conduite à la conformation dudit domaine ou aux instructions des fonctionnaires visés à l'article 425, alinéa 1^{er}.

Partie V. — Dispositions transitoires

Art. 430. Un délai de trois ans pour mise en conformité est accordé aux laboratoires non accrédités qui effectuent des analyses pour compte d'un fournisseur et aux organismes non accrédités qui procèdent aux prélèvements d'échantillons à la date du 1^{er} janvier 2001 en vertu des articles 180 à 193, 411 à 415 et 430, à partir du 14 janvier 2003.

Art. 431. Le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur ou les dates d'entrée en vigueur des articles 234 à 251.

Art. 432. Par dérogation à l'article 336, le premier contrat de gestion est conclu pour une période expirant le 31 décembre 2005.

Art. 433. Par dérogation à l'article 253, alinéa 2, pendant une période transitoire expirant le 31 décembre 2004, les volumes d'eau produits destinés à être distribués en Région wallonne et sur la base desquels les producteurs assument proportionnellement l'assainissement des eaux usées sont calculés sur la base des volumes d'eau distribués et facturés aux consommateurs.

Art. 434. Lorsque le Gouvernement délimite une nouvelle zone d'eaux potabilisables, l'exploitant d'une prise d'eau située dans la zone et soumise à permis d'environnement ou à déclaration dispose d'un délai de deux mois pour introduire une demande de permis d'environnement ou une déclaration. Pendant la période d'instruction de cette demande, l'article 409, § 1^{er}, 1^o, ne s'applique pas.

Art. 435. Les périmètres de protection établis sur la base de la loi du 1^{er} août 1924 concernant la protection des eaux minérales et thermales constituent des zones de prévention prévues par les articles 3, 13, 167, 169, 171 à 176, 252, 254 à 274, 318, 497 à 410, 434 et 435.

Sans préjudice d'une extension de ces périmètres ni d'un renforcement des mesures de protection y applicables, les règles de protection établies en vertu de la loi visée à l'alinéa 1^{er} restent d'application dans ces zones, sauf dispositions contraires du Gouvernement.

Art. 436. Dans les trois mois de l'adoption par le conseil d'administration du statut visé à l'article 383, une procédure de transfert sur base volontaire des fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne affectés à l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau vers la Société sera entamée.

Les modalités du transfert seront négociées au sein du comité de secteur et prévoient les principes ci-après :

1^o les fonctionnaires sont transférés dans leur grade ou à un grade équivalent et en leur qualité. Ils conservent au moins les droits pécuniaires et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenus s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

Les fonctionnaires transférés sont soumis d'office aux droits et obligations qui découlent du statut du personnel de la Société;

2^o la procédure d'appel aux candidats pour le transfert devra être réalisée dans un délai de trois mois et l'arrêté nominatif de transfert prendra effet dans les trois mois qui suivent.

Art. 437. Le directeur général et le directeur général adjoint en place à la S.W.D.E. au 17 mars 2001 sont de plein droit président et membre du comité de direction. Le troisième membre du comité de direction est choisi par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de la S.W.D.E.

Leurs droits et obligations et ceux de la Société sont réglés selon les modalités prévues à l'article 370.

Ils entrent en fonction le premier jour du mois qui suit l'installation du premier conseil d'administration nommé conformément aux dispositions du présent chapitre.

Art. 438. Les agents de la S.W.D.E. en fonction au 17 mars 2001 restent agents de la Société wallonne des eaux. Ils conservent les mêmes avantages que ceux qu'ils détenaient au 17 mars 2001.

Art. 439. Les prescriptions des plans communaux généraux d'égouttage restent d'application jusqu'à l'entrée en vigueur des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Art. 440. Les articles 386 à 388 produisent leurs effets le 17 mars 2001.

Art. 441. Restent en vigueur les règlements provinciaux relatifs aux cours d'eau non navigables, ainsi qu'aux cours d'eau qui ne tombent pas sous l'application du présent livre, tant qu'ils n'ont pas été remplacés par le règlement régional des cours d'eau non navigables visé à l'article 37.

Art. 442. La Région wallonne succède aux droits et obligations des provinces et des communes, en ce compris les droits et les obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir, en ce qui concerne les cours d'eau classés en deuxième et en troisième catégories avant le 1^{er} janvier 2005, ainsi qu'en ce qui concerne les cours d'eau qui ne tombent pas sous l'application des articles 34 à 47.

Les autorisations délivrées en vertu de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables cessent de produire leurs effets au 1^{er} janvier 2005.

Art. 443. Par dérogation à l'article 197, un raccordement existant au jour de l'entrée en vigueur du présent décret qui n'est pas muni de compteur doit en être équipé par le distributeur et à sa charge avant le 31 décembre 2005.

Au cours de cette période transitoire, en cas d'un raccordement non muni de compteur, la tarification uniforme instaurée par l'article 228 est appliquée par raccordement.

Les contrats spécifiques en cours au 1^{er} juillet 2003 restent d'application.

Art. 444. L'article 228 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Annexe I

N° d'ordre	Catégorie d'entreprises	Base sur laquelle porte le coefficient de conversion	Coefficients de conversion		Remarques
			C1	C2	
1	2	3	4	5	6
1	Abattoirs et tueries à l'exclusion de la préparation de viandes :				
	a. porcs	1.000 kg de poids abattu	0,3		
	s'il y a une boyauderie, augmentation de		0,23		
	b. autres animaux	1.000 kg de poids abattu	0,52		
	Facteurs d'augmentation :				
	- évacuation du contenu des panses		1,18		
	- évacuation du sang des porcs		0,53		
	- évacuation du sang d'autres animaux		0,96		
2	– Abattoirs de volailles :				
	groupe I	1.000 kg de poids abattu	0,29		1
	groupe II	1.000 kg de poids abattu	0,58		1
	groupe III	1.000 kg de poids abattu	1,02		1
3	– Amidonneries et féculeries	1.000 kg de matière première	3		
4	– Amiante, amiante-ciment, béton, briques, chaux, ciment, poterie, verre (fabriques de)	100 journées de travail	0,35	0,014	
5	– Ateliers de réparation d'automobiles, de trams ou de trains, garages, installations de lavage d'automobiles	1 m3 d'eau utilisée	0,05	0,032	

6	– Blanchisseries à l'exception des salons-lavoirs: a. lavage humide	1.000 kg de linge blanc provenant uniquement d'hôpitaux et d'hôtels : paquets de draps et essuie-mains pour rouleaux automatiques	0,44	
		1.000 kg de linge blanc pour autant qu'aucun autre coefficient ne soit d'application	0,73	
		1.000 kg de linge de couleur, vêtements de travail et essuie-mains et essuie de cuisine de location	1,02	
		1.000 kg de linge amidonné	1,62	
		100 journées de travail	0,18	
		1 m ³ d'eau utilisée	0,73	
	b. nettoyage à sec c. teinture de vêtements			
7	– Fabriques de produits d'entretien et de lubrifiants	100 journées de travail	4,5	0,011
8	– Décapage du fer: en outre par 1.000 kg de fer bivalent déversé	100 journées de travail	0,23	0,032
		100 journées de travail	3,3	0,032
9	– Préparation de patates prérites	1.000 kg de pommes de terre	0,87	
10	– Fabriques de conserves de fruits (y compris fabriques de confitures)	1.000 kg de pommes, poires, fraises	1,02	
		1.000 kg de cerises, groseilles et autres fruits doux	0,73	
11	– Usines de galvanisation	1 m ³ d'eau utilisée	0,04	0,032

12	– Usines à gaz	1.000 kg de matière première	1,1	
13	– Imprimeries et autres entreprises d'arts graphiques utilisant le papier et le carton	1 m3 d'eau utilisée	0,04	0,022
14	– Laboratoires	100 journées de travail	1,1	0,011
15	Laiteries :			
	a. entreprises non assainies	1.000 kg de lait réceptionné	0,13	
		1.000 kg de lait réceptionné dans un poste de réception	0,06	
		1.000 kg de beurre et de concentré de beurre (tiré du beurre)	4,38	
		1.000 kg de beurre (préparation continue sans lavage)	1,47	
		1.000 kg de fromage	4,38	
		1.000 kg de produits en bouteille	0,35	
		1.000 kg de poudre de lait (séchage sur cylindres)	1,78	
		1.000 kg de poudre de lait (séchage en tour spray)	1,47	
		1.000 kg de lait condensé	0,44	
		préparation de crème à la glace par 1.000 kg de matière première	0,44	2
	b. entreprises assainies	1.000 kg de lait réceptionné	0,06	
		1.000 kg de beurre	2,27	
		1.000 kg de fromage	1,78	
16	– Fabriques de laques et de couleurs	100 journées de travail	11,18	0,017
17	– Fabriques de bougies et blanchissement de la cire	100 journées de travail	0,65	
18	– Boulangeries et pâtisseries, fabriques d'aliments non désignés ailleurs	100 journées de travail	0,45	
	– Casseries d'œufs	1.000 kg de produit fabriqué	0,5	

19	a. Brasseries	1.000 kg de bière	1,33	
	b. Idem avec rétention du houblon et de la drêche	1.000 kg de bière	0,34	
20	– Torréfaction de cacahuètes	1.000 kg de matière première	0,75	
21	– Cacao, chocolat, confiserie et miel (fabriques de)	1.000 kg de produit fini	0,29	
22	– Industrie de la céramique	100 journées de travail	0,22	0,014
23	– Industries chimiques :			
	a. chimie minérale et activités de transformation	100 journées de travail	11,8	0,019
	b. chimie organique	100 journées de travail	23,6	0,011
24	Fabriques de colle	1.000 kg de colle d'os	3,7	
25	– Cuirs et peaux, fourrures :			
	a. tannage au chrome	1.000 kg de matière première	6,9	0,012
	b. tannage végétal	1.000 kg de matière première	7	0,011
	c. mégisseries	1.000 kg de matière première	10	0,011
	d. pelleteries	1.000 kg de matière première	10	0,011
	e. chamoiseries	1.000 kg de matière première	20	0,011
26	– Entreprises de destruction	1.000 kg de poids brut de matières à détruire	1,1	0,032
27	– Distilleries	1 m3 d'eau utilisée	0,06	
28	– Emailleries	1 m3 d'eau utilisée	0,04	0,032
29	– Fabriques de conserves de légumes			
		1.000 kg de pommes de terre épluchées	1,75	1
		1.000 kg de pommes de terre blanchies	1,9	1
		1.000 kg de carottes, oignons	1,3	1
		1.000 kg de betteraves rouges	2,1	1

		1.000 kg de soupe verte julienne	0,96	1
		1.000 kg d'épinards, endives, variétés de choux (sauf préparation de choucroute) et choux-raves	0,75	1
		1.000 kg de poireaux, haricots verts, haricots coupés et céleris	0,58	1
		1.000 kg de petits pois et pois chiches	1,02	1
		1.000 kg d'autres légumes	0,5	1
30	– Lavage de légumes	1.000 kg de carottes	0,13	1
		1.000 kg d'échalotes	0,23	1
31	– Levureries et distilleries d'alcool	1.000 kg de mélasse	9,3	
32	– Limonaderies et eaux en bouteille	1.000 l de produit fabriqué	0,12	
33	– Fabriques de margarine, graisses et huiles alimentaires si l'huile est obtenue exclusivement par pressage des grains	1000 kg d'huile ou de graisse brute	0,7	
		1.000 kg de produit fabriqué		
34	– Malteries	1.000 kg d'orge	0,16	
35	– Travail du métal:			
	a. travail mécanique	100 journées de travail	0,23	0,032
	b. zingage, décapage des non-ferreux	100 journées de travail	0,23	
36	– Industrie métallurgique	100 journées de travail	0,23	0,032
37	– Industrie du papier	1.000 kg de papier de pâte mécanique ou de cellulose	1,6	
		idem provenant d'autres matières	7,8	
38	– Fabriques de carton de paille	1.000 kg de carton	4,9	
39	– Fabriques de parfums et de cosmétiques	100 journées de travail	5,84	
40	– Fabriques de conserves de poisson	1.000 kg de poisson	2,43	

41	– Fabriques de farines de poisson	1.000 kg de poisson	3,3	
42	– Battage de pois et de pois chiches	1.000 kg de matière première	0,034	
43	– Féculerie de pommes de terre	1.000 kg de pommes de terre	1,44	
44	– Fabriques de savon	1.000 kg de savon	0,55	
	– Si le résidu du relargage est déversé		3,1	
45	– Sucrieries et râperies de betteraves	1.000 kg de betteraves sucrières	0,27	
	– Si l'eau usée provient uniquement des condensateurs	1.000 kg de betteraves sucrières	0,027	
46	– Industrie textile:			
	a. filatures	100 journées de travail	0,18	
	b. tissages	100 journées de travail	0,18	
	c. teintureries	1 m3 d'eau utilisée	0,73	
	d. ateliers de blanchissement	1 m3 d'eau utilisée	0,73	
	e. lavoirs de laine	1.000 kg de laine brute	7	
47	– Lavage de tonneaux et de fûts	1 m3 d'eau utilisé	0,58	0,021
48	– Installations de vulcanisation, fabriques de produits en caoutchouc, de câbles et simili-cuir	100 journées de travail	0,08	0,011
49	– Entreprises de préparation de viande	1.000 kg de produit fabriqué: cuisson de saucisses, jambon	0,73	
		1.000 kg de produit fabriqué: autres	0,45	
50	– Industrie de transformation des matières plastiques	100 journées de travail	0,22	
51	– Centrales électriques	100 journées de travail	0,22	0,011

52	– Piscicultures	1.000 kg d'aliment déversé	8	3
53	– Piscines	1 m3 d'eau utilisée	0,008	

Remarques :

1. Appartiennent au groupe I les entreprises dont la consommation d'eau est basse (10 m3 par 1.000 kg de poids abattu) et qui ont pris de bonnes précautions pour recueillir le sang et sans traitement ou transport humide de plumes ou de déchets.

1. Appartiennent au groupe II les entreprises qui pratiquent uniquement des traitements et/ou le transport humide de plumes ou de déchets.

1. Appartiennent au groupe III les entreprises qui pratiquent le transport humide de plumes ou de déchets, et, en outre, toutes les entreprises de cuisson de poulets ainsi que toutes les entreprises qui n'appartiennent pas aux groupes I et II.

2. Il faut entendre par laiterie assainie la laiterie dans laquelle de bonnes précautions ont été prises pour limiter le degré de pollution, telles que recueillir les égouttures de lait, retenir le dépôt de l'eau qui a servi au lavage du beurre, recueillir les résidus de pressurage, prévenir les fuites d'eau, etc.

3. Pourcentage de réduction lié à la mise en œuvre de certaines mesures :

1. a. utilisation d'aliments à haute digestibilité : 30% ;

1. b. filtration sur filtre rotatif à la sortie des bassins d'élevage : 75% ;

1. c. lagune de décantation de dimension adaptée au débit avec reprise périodique des boues : 50%.

En cas d'utilisation d'aliments à haute digestibilité et de mise en œuvre d'un des procédés b. ou c. ci-dessus, une réduction globale pouvant aller jusqu'à 100% peut être consentie si une campagne d'analyses réalisées sur instruction et sous contrôle de l'administration a conclu à la disparition totale ou quasi totale de la charge polluante mesurable.

Annexe II

Unité	Consommation présumée
Ménages	
– résidence principale	100 m ³
– résidence secondaire	25 m ³
Campings	
– emplacement	20 m ³
Entreprises, bureaux	
– personne employée	20 m ³
Etablissements d'enseignement	
– élève	5 m ³
Internats, casernes, hôtels, maisons de repos, établissements de soins	
– lit	45 m ³

Annexe III

Catégorie d'animaux	Charge polluante unitaire
Bovins mâles	
– de moins de 6 mois	1,5
– de 6 à 12 mois	3
– de 1 à 2 ans	6
– de plus de 2 ans	7,5
Bovins femelles	
– de moins de 1 an	1,5
– de 1 à 2 ans	3,5
– vache laitière	10
– vache allaitante ou de réforme	7,5
Porcins	
– porc à l'engraissement	1,2
– truie en production	3
Volailles	
– poule pondeuse	0,06
– poulet de chair	0,04
– autres volailles	0,08
Ovins et caprins	
– de moins de 1 an	0,25
– de plus de 1 an	0,7
Lapins	0,4
Equins	7

Annexe IV

Liste des biens affectés à l'activité de l'ERPE

1. INSTALLATIONS DE PRODUCTION ET D'ADDUCTION

1.1. Le complexe de la station de traitement des eaux de la Vesdre à Eupen.

1.1.1. Le bâtiment à usage de station de traitement des eaux, y inclus les conduites d'alimentation implantées dans le tunnel sous le déversoir et dans le barrage proprement dit jusques et y compris leurs vannes de garde.

1.1.2. Les installations de production d'électricité (turbines, alternateurs, équipements électriques et électromécaniques) sises au pied du barrage, y inclus toutes les conduites d'accès.

1.1.3. Les constructions annexes qui consistent en :

1.1.3.1. un hall de déchargement des réactifs situé sur la butte en rive droite du barrage, ainsi que les conduites à réactifs reliant le hall à la station de traitement;

1.1.3.2. une installation de décantation des boues, située en rive droite à l'aval de la station, comportant cinq bassins et des aires de dépôts;

1.1.3.3. un pont bascule pour le contrôle quantitatif des livraisons en vrac;

1.1.3.4. un réservoir de tête de 50.000 m³ de capacité, pour le stockage de l'eau traitée et deux réservoirs de service de 60 m³ installés, l'un en rive gauche et l'autre en rive droite du lac, ainsi que les conduites reliant ces deux réservoirs à la station de traitement;

1.1.3.5. les maisons barragistes situées sur la butte en rive gauche du barrage, à l'exception de celle occupée par le garde-barrage (six doubles maisons, leur garage, leur poste de transformation et leur accès).

1.2. Le complexe de la station de traitement des eaux de la Gileppe à Stembert (Verviers).

1.2.1. Un bâtiment à usage de station de traitement des eaux.

1.2.2. Les constructions annexes qui consistent en :

1.2.2.1. un réservoir de 30.000 m³ de capacité (Bronde);

1.2.2.2. un réservoir de 30.000 m³ de capacité (La Louveterie);

1.2.2.3. un hall de stockage comprenant un entrepôt de 400 m², des bureaux et ateliers;

1.2.2.4. un tronçon d'aqueduc de la Gileppe de 300 mètres de long réalisé en béton;

1.2.2.5. un pertuis réalisé en béton et assurant la liaison entre la station de traitement et le réservoir de Bronde. Ce pertuis comprend une chambre de prise d'eau brute installée sur l'aqueduc;

1.2.2.6. un local appelé chambre de restitution à l'aqueduc (partie destinée à l'eau traitée).

1.2.3. Les conduites suivantes :

1.2.3.1. deux conduites en acier DN 800 mm assurant la liaison entre les réservoirs de Bronde et de La Louveterie, y compris une chambre de ventouse, une chambre de vidange et une chambre de prise client ;

1.2.3.2. deux conduites en acier DN 800 mm assurant la liaison entre le réservoir de Bronde et la chambre de restitution à l'aqueduc, y compris la chambre de vidange;

1.2.3.3. deux conduites en acier DN 800 mm assurant la liaison entre le réservoir de Bronde et la chambre 9bis de l'adduction Eupen - Seraing - Thiba, y compris la chambre de vidange;

1.2.3.4. une conduite en béton DN 600 mm d'évacuation des eaux pluviales de la station vers la Vesdre;

1.2.3.5. une conduite en béton DN 400 mm d'évacuation des eaux usées industrielles de la station vers le collecteur de la Vesdre;

1.2.3.6. une conduite en béton DN 600 mm de la station d'évacuation des eaux pluviales du réservoir de La Louveterie vers la Bovegnée;

1.2.3.7. les conduites d'adduction et réservoir vers le circuit de Francorchamps et Stavelot :

1.2.3.7.1. une conduite en acier DN 600 de Tiège au réservoir de Sart;

1.2.3.7.2. un réservoir de 1.500 m³ à Sart.

1.3. L'adduction Eupen - Verviers - Seraing - Thiba.

1.3.1. Les conduites de DN divers (1.100, 900 et 800 mm), les chambres de vannes d'arrêt, les locaux abritant ventouses, vidanges, reniflards et prises d'incendie, ainsi que les installations électromécaniques, entre la station de traitement des eaux d'Eupen et la Meuse à Flémalle, y compris le siphon en Meuse.

1.3.2. La conduite de DN 250 mm alimentant les points hauts d'Eupen.

1.3.3. Les maisons destinées au logement du personnel de surveillance de l'adduction : 2 maisons sises à Petit-Rechain, route de Battice nos 99 et 101, 2 maisons sises à Romsée, avenue Colonel Piron n^{os} 116 et 137.

1.3.4. Les conduites, chambres, locaux et équipements faisant partie de la liaison entre les retenues de la Vesdre et de la Gileppe.

1.3.5. Les conduites, chambres, locaux et équipements faisant partie de la liaison Meuse - Hollogne - Thiba :

1.3.5.1. une conduite dédoublée en acier DN 800 mm entre le siphon en Meuse et la rue Elva à Flémalle;

1.3.5.2. une conduite en acier DN 800 mm entre la rue des Priesses et la rue des Anes à Grâce-Hollogne;

1.3.5.3. une conduite en acier DN 700 mm entre la rue des Anes et le réservoir de Thiba qui est propriété de la CILE.

1.4. Le complexe de la station de traitement des eaux de l'Ourthe à Nisramont.

1.4.1. Un bâtiment et ses extensions à usage de station de traitement des eaux, y compris les conduites et vannes d'eau brute jusqu'au mur barrage, ainsi que les installations de traitement des boues.

1.4.2. Les installations de production d'électricité (turbines - alternateurs - équipements électriques et électromécaniques) sises au pied du barrage, y compris les conduites d'accès.

1.4.3. Les constructions annexes consistant en :

1.4.3.1. les maisons et appartements barragistes situés en rive gauche du barrage, ainsi que leurs routes d'accès, poste de transformation électrique, garages, à l'exception de la maison et du garage occupés par le garde-barrage;

1.4.3.2. un ensemble de deux réservoirs de 3.000 m³ chacun pour le stockage de l'eau traitée, y compris station de pompage, poste de transformation électrique et route d'accès;

1.4.3.3. les bâtiments et équipements du réservoir de 12.000 m³ à Ortho.

1.4.4. Les deux conduites de refoulement DN 400 mm reliant la station et les réservoirs, y compris les chambres abritant les vidanges, prises maisons, vannes d'arrêt et d'interconnexion des deux conduites, ainsi que le dispositif anti-bélier.

1.5. Le complexe de la station de traitement des eaux du Ry de Rome à Pétigny (Couvin).

1.5.1. Un bâtiment à usage de bâtiment de traitement des eaux du lac du Ry de Rome.

1.5.2. Les constructions annexes consistant en :

1.5.2.1. un réservoir de tête de 5.000 m³ de capacité, pour stockage de l'eau traitée, y compris le bâtiment des vannes contigu;

1.5.2.2. un puits de liaison entre le bâtiment de traitement et le réservoir de tête;

1.5.2.3. des conduites DN 200 mm posées à l'extérieur des bâtiments, depuis la place Général Piron jusqu'à Olloy;

1.5.2.4. un hall de stockage;

1.5.2.5. deux étangs de réception des eaux usées.

1.5.3. Les équipements hydrauliques, mécaniques et électriques, les appareils de commande et de contrôle, ainsi que tous les accessoires nécessaires à l'exploitation de la station de traitement installés dans les bâtiments cités ci-dessus.

1.5.4. Les conduites d'adduction en fonte ductile :

1.5.4.1. Couvin - Olloy DN 150 mm;

1.5.4.2. Ry de Rome - Oignies - Le Mesnil DN (160-110) mm;

1.5.4.3. Fonds de l'Eau - Presgaux - Aublain DN 150 mm;

1.5.4.4. Mariembourg - Les Vercons DN 300 mm;

1.5.4.5. Les Vercons - Samart DN 250 mm;

1.5.4.6. Olloy-sur-Viroin - Mazée - Niverlée DN 150 mm;

1.5.4.7. Les Vercons - Cerfontaine DN 300 mm;

1.5.4.8. Olloy-sur-Viroin - Réservoir K2 DN 150 mm;

1.5.4.9. Dédoublément Ry de Rome - Mariembourg DN 400 mm;

1.5.4.10. Samart - Sautour - Merlemont DN 150 mm;

1.5.4.11. Olloy-sur-Viroin - Dourbes DN 100 mm;

1.5.4.12. Cerfontaine - Fourbechies DN 150 mm;

1.5.4.13. Pont du Roy - Cul-des-Sarts DN 250 mm;

1.5.4.14. Philippeville - Florennes DN 200 mm.

1.5.5. Les stations de pompage et réservoirs :

1.5.5.1. pompage Ry de Rome vers Oignies;

1.5.5.2. pompage Fonds de l'Eau vers Presgaux;

1.5.5.3. pompage de Mariembourg vers Philippeville;

1.5.5.4. pompage de Samart;

1.5.5.5. pompage de Treignes;

1.5.5.6. réservoir de Oignies;

1.5.5.7. réservoir de Presgaux;

1.5.5.8. réservoir K2.

1.6. Les bâtiments de l'unité pilote actuellement implantée au complexe de la Vesdre.

2. ADDUCTIONS

2.1. L'adduction du nord du Luxembourg de DN divers s'échelonnant de 50 à 500 mm.

2.1.1. La conduite Ortho - Bande - Soy, y compris les amenées vers Erneville, Beausaint, Rendeux, Hodister, Grimblemont, Verdenne, Marenne, Bourdon, Waharday et Hotton.

2.1.2. La conduite Bande - Nassogne - Rochefort, y compris les amenées vers Masbourg, Forrières, Lesterny, Jemelle et Nassogne.

2.1.3. La conduite Bande - Waha - On, y compris les amenées vers Harsin, Aye et Humain.

2.1.4. La conduite d'alimentation de la ville de Marche.

2.1.5. La conduite Ortho - Laroche - Amonines - Soy, y compris l'amenée vers Marcourt.

2.1.6. La conduite Soy - Heid - Izier, y compris les amenées vers Fanzel, Mormont, Hoursinne, Rideux, Aisne, Villers-Sainte-Gertrude, Vieuxville, Bomal, Izier et Vieux Fourneau.

2.1.7. La conduite d'alimentation de Barvaux.

2.1.8. La conduite Izier - Tohogne.

2.1.9. Les conduites Izier - Xhoris et Izier - Ferrières.

2.1.10. La station de surpression de Ortho.

2.1.11. Le château d'eau de Izier et ses installations de surpression.

2.1.12. Les réservoirs coupe-pression de Ambly, Roy, Hotton, Barvaux et Heid.

2.1.13. Les conduites de raccordement aux réservoirs de tête des réseaux communaux et de la S.W.D.E.

2.1.14. Les diverses chambres de vannes, de purge, de bifurcations et de points hauts.

2.2. Les ouvrages de renforcement de l'adduction du nord du Luxembourg.

2.2.1. Dédoublage de la liaison Ortho - Laroche en DN 500 mm.

2.2.2. Liaison Lignièrès - Roy - Marche en DN 300 mm, y compris le bâtiment coupe-pression.

2.2.3. Renforcement de l'alimentation vers Hargimont en DN 150 mm.

2.3. Les ouvrages du plateau de Bastogne.

2.3.1. Liaison Ortho - Luzery en DN 400 mm.

2.3.2. Le réservoir de 5.000 m³ à Luzery, y compris les installations électromécaniques.

2.3.3. La conduite d'adduction Luzery - Senonchamps - Sainlez - Strainchamps - Martelange.

2.3.4. La conduite entre Bertogne et Sainte-Ode en DN de 50 à 200 mm.

2.3.5. La conduite d'adduction Luzery - Houffalize.

2.3.6. La conduite d'adduction Noville - Milchamps.

2.3.7. La conduite d'adduction Luzery - Bastogne.

2.3.8. La conduite d'adduction Strainchamps - Fauvillers - Ebly.

2.3.9. Les conduites de raccordement aux réservoirs communaux, y compris l'équipement hydraulique de ces canalisations concernant les ouvrages de : Bertogne, Compogne, Longchamps, Noville Haut et Bas, Mabompré, Houffalize, Milchamps, Bastogne, Senonchamps, Sainlez, Martelange, Fauvillers et Witry.

2.3.10. Les chambres de vannes, purge et bifurcations des points hauts.

2.3.11. Le château d'eau de Luzery de 1.000 m³.

2.3.12. Les équipements hydrauliques, mécaniques et électriques, les appareils de commande et de contrôle, ainsi que tous les accessoires nécessaires à l'exploitation des ouvrages du plateau de Bastogne.

DN des installations reprises ci-dessus : de 60 à 400 mm.

2.4. Conduites dites du "Bouclage Ouest de Charleroi".

2.4.1. Conduites de DN 500, 600 et 700 mm entre Fontaine-l'Evêque (Forchies) et Gerpinnes (Loverval).

2.4.2. Conduite DN 400 mm vers Fontaine-l'Evêque.

2.4.3. Conduite DN 600 mm entre Aiseau et Châtelet.

2.4.4. Conduite DN 400 mm entre Châtelet et Châtelineau.

2.4.5. Conduite DN 700 mm entre Aiseau et Presles.

2.5. Adduction Néblon - Aywaille.

2.5.1. Conduite Néblon (Comblain-la-Tour) - station de pompage des Crétales DN 350 mm.

2.5.2. Station de pompage et réservoir des Crétales (Comblain-la-Tour) 500 m³.

2.5.3. Conduite Crétales - réservoir de Xhoris DN 350 mm.

2.5.4. Réservoir de Xhoris 1.000 m³.

2.5.5. Conduite Xhoris - Aywaille DN 350 mm.

2.5.6. Raccordement d'Awans sur la liaison Néblon - Aywaille DN 200 mm.

2.5.7. Réservoir d'Awans (200 m³).

2.5.8. Renforcement de l'alimentation de Chambralles et Hoyémont.

3. TERRAINS

Les terrains dans les limites desquels les bâtiments, constructions et conduites cités en 1.1. à 2.2. sont implantés (emprises en sous-sol, zones non aedificandi et servitudes), ainsi que l'ensemble des terrains attenants aux précédents et comportant pelouses et espaces boisés.

4. BIENS MEUBLES

Les biens meubles, notamment le matériel roulant, les matériels et matières, l'outillage, les machines de bureau, le matériel de télécommunications, le logiciel spécifique, tel que repris à l'inventaire physique arrêté au 16 mars 2001 de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau.

Le solde de la trésorerie de l'ERPE après apurement des engagements constatés au 31 décembre 2000 relatifs aux marchés dont la S.W.D.E. a reçu la maîtrise des ouvrages.

5. BIENS DIVERS

5.1. Une conduite en acier DN 600 mm du réservoir de Sart à Cockaifagne (Baronheid).

5.2. La conduite entre Marcourt et Lignièrès DN 300 mm.

5.3. Une conduite en acier DN 800 mm entre la rue Elva à Flémalle et la rue des Priesses.

6. SUPPORT CARTOGRAPHIQUE

Les biens immeubles susvisés sont représentés sous support cartographique.

Les plans sont consultables au siège social de la S.W.D.E.

La liste des cartes est la suivante :

- plan patrimoine ERPE/S.W.D.E. n° 1

province de Luxembourg : complexe de l'Ourthe
adductions du nord Luxembourg
adductions du plateau de Bastogne;

- plan patrimoine ERPE/S.W.D.E. n° 2

province de Liège : complexe de la Vesdre
complexe de la Gileppe
adductions Eupen-Seraing-Thiba
adductions Néblon-Aywaille;

- plan patrimoine ERPE/S.W.D.E. n° 3

province du Hainaut : complexe du Ry de Rome
adductions du Ry de Rome;

- plan patrimoine ERPE/S.W.D.E. n° 4

province du Hainaut : bouclage ouest de Charleroi;

- plan patrimoine ERPE/S.W.D.E. n° 5

province de Namur : complexe du Ry de Rome
adductions du Ry de Rome. »

Art. 2. Sont abrogés :

1° la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues, modifiée par la loi du 3 juin 1957, la loi du 28 décembre 1967, l'arrêté royal du 28 novembre 1969 et la loi du 14 juillet 1976;

2° la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, modifiée par la loi du 22 juillet 1970 et la loi du 23 février 1977;

3° la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, modifiée par la loi du 22 mai 1979, le décret du 16 juin 1982, le décret du 7 octobre 1985, la loi du 21 décembre 1998 et le décret du 11 mars 1999;

4° la loi du 4 mai 1983 relative aux normes générales définissant les objectifs de qualité des eaux de surface à usages déterminés;

5° le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface, modifié par le décret du 30 avril 1990, le décret du 23 juin 1994, le décret-programme du 17 décembre 1997, le décret-programme du 16 décembre 1998, le décret du 11 mars 1999, le décret du 15 avril 1999 et le décret du 22 octobre 2003;

6° le décret du 11 octobre 1985 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

7° le décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des distributions d'eau, modifié par le décret du 5 novembre 1987, le décret du 25 juillet 1991 et le décret du 7 mars 2001;

8° le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, modifié par le décret du 23 décembre 1993, le décret du 7 mars 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997, le décret du 11 mars 1999, le décret du 15 avril 1999, l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 et le décret du 12 décembre 2002;

9° le décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, modifié par le décret du 25 juillet 1991, le décret du 23 décembre 1993, le décret du 23 juin 1994, le décret du 7 mars 1996, le décret-programme du 17 décembre 1997, le décret du 11 mars 1999, le décret du 15 avril 1999, le décret du 31 mai 2001, l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 et le décret du 12 décembre 2002;

10° l'article 16 du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, modifié par le décret du 15 avril 1999;

11° le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de gestion de l'eau, modifié par le décret du 7 mars 2001 et le décret du 22 octobre 2003;

12° le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des distributions d'eau, modifié par le décret du 18 juillet 2001, le décret du 20 décembre 2001, le décret du 19 décembre 2002 et le décret du 22 octobre 2003;

13° le décret du 12 décembre 2002 relatif à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine;

14° le décret du 20 février 2003 relatif à la création d'un fonds social de l'eau en Région wallonne modifié par le décret-programme du 18 décembre 2003;

15° l'article 2 du décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à l'Accord international sur la Meuse, fait à Gand, le 3 décembre 2002, ainsi qu'à ses annexes;

16° l'article 2 du décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à l'Accord international sur l'Escaut, fait à Gand, le 3 décembre 2002, ainsi qu'à ses annexes;

17° le décret du 12 février 2004 relatif à la tarification et aux conditions générales de la distribution publique de l'eau en Wallonie.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement peut coordonner et mettre en concordance les dispositions décrétales visées à l'article 1^{er} avec les arrêtés du Gouvernement wallon relatifs au même objet, en y apportant les modifications qui se recommandent dans un but de simplification formelle, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions décrétales.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° distinguer les dispositions décrétales et les dispositions réglementaires respectivement :

a) sous les intitulés "Dispositions décrétales" et "Dispositions réglementaires";

b) par la lettre "D" et la lettre "R" en tête de chaque numéro d'article;

3° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau.

La coordination portera l'intitulé suivant : "Livre II du Code de l'Environnement : Eau".

§ 2. Le Gouvernement peut modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions des lois et des décrets qui ne font pas l'objet de la coordination visée au paragraphe 1^{er}, en vue de les mettre en concordance avec la numérotation du Livre II du Code de l'Environnement.

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement. Celui-ci peut établir des distinctions par article ou par disposition contenue dans un article.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 696 (2003-2004) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3746

[2004/202818]

27. MAI 2004 — Dekret über das Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Die nachstehenden Bestimmungen bilden den dekretbezogenen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches:

„Buch II — WASSER**Teil I — Allgemeines****Titel I — Grundsätze**

Artikel 1 - § 1. Wasser gehört zum gemeinsamen Erbe der Wallonischen Region.

Die Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs erfolgt auf globale und integrierte Weise und in dem ständigen Betreiben, sowohl seine Qualität, als auch seinen Fortbestand im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung zu gewährleisten.

§ 2. Die Wasserpolitik in der Wallonischen Region hat zum Ziel:

1° jeder weiteren Verschlechterung vorzubeugen, den Zustand der aquatischen Ökosysteme, sowie der Landökosysteme und der unmittelbar von diesen abhängenden Feuchtgebiete, was deren Wasserbedarf betrifft, zu erhalten und zu verbessern;

2° eine nachhaltige Wassernutzung auf der Grundlage eines langfristigen Schutzes der vorhandenen Ressourcen zu fördern;

3° einen stärkeren Schutz und eine Verbesserung der aquatischen Umwelt anzustreben, unter anderem durch spezifische Maßnahmen zur schrittweisen Reduzierung von Einleitungen, Emissionen und Verlusten von prioritären Stoffen und durch die Beendigung oder schrittweise Einstellung von Einleitungen, Emissionen und Verlusten von prioritären gefährlichen Stoffen;

4° eine schrittweise Reduzierung der Verschmutzung des Grundwassers und des Oberflächenwassers sicherzustellen und seine weitere Verschmutzung zu verhindern;

5° zur Minderung der Auswirkungen von Überschwemmungen und Dürren beizutragen;

6° die menschliche Gesundheit gegen die schädlichen Auswirkungen der Verunreinigung von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser durch die Gewährleistung der Genusstauglichkeit und Reinheit dieses Wassers gemäß der Richtlinie des Rates Nr. 98/83/EG vom 3. November 1998 über die Qualität von Wasser für den menschlichen Gebrauch zu schützen.

Demnach leistet sie ihren Beitrag:

1° zu einer ausreichenden Versorgung mit Oberflächen- und Grundwasser guter Qualität, wie es für eine nachhaltige, ausgewogene und gerechte Wassernutzung erforderlich ist;

2° zu einer wesentlichen Reduzierung der Verschmutzung des Grundwassers und des Oberflächenwassers;

3° zum Schutz der Hoheitsgewässer und der Meeresgewässer;

4° zur Verwirklichung der Ziele der einschlägigen internationalen Übereinkommen, einschließlich derjenigen, die auf die Vermeidung und Beseitigung der Verschmutzung der Meeresumwelt und zur Beendigung oder schrittweisen Einstellung von Einleitungen, Emissionen oder Verlusten von prioritären gefährlichen Stoffen, die eine inakzeptable Gefahr für oder über die aquatische Umwelt darstellen, abzielen und zwar mit dem Endziel, in der Meeresumwelt für natürlich anfallende Stoffe Konzentrationen in der Nähe der Hintergrundwerte und für anthropogene synthetische Stoffe Konzentrationen nahe Null zu erreichen;

5° zur Gewährleistung der Aufwertung des Wassers als wirtschaftliche Ressource und zur Verteilung dieser Ressource derart, dass bei den verschiedenen Verwendungen, Tätigkeiten oder Arbeiten die Anforderungen für die Gesundheit, die öffentliche Gesundheit, den Zivilschutz und die Trinkwasserversorgung der Bevölkerung, die Erhaltung und den freien Abfluss des Wassers, den Schutz gegen Überschwemmungen, die Landwirtschaft, den Fischfang, die Industrie, die Energieerzeugung, die Verkehrsmittel, den Tourismus und den Wassersport, sowie für alle anderen zugelassenen menschlichen Tätigkeiten erfüllt oder in Einklang gebracht werden.

§ 3. Jede Person hat das Recht, über Trinkwasser von guter Qualität und in ausreichender Menge für ihre Ernährung, ihre häuslichen Bedürfnisse und ihre Gesundheit zu verfügen.

Die Wasserentnahmen und die Ableitungen des Abwassers, die für die Ausübung dieses Rechts durchgeführt werden, dürfen die natürliche Funktion und den Fortbestand dieser Ressource nicht gefährden.

Titel II — Definitionen

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Buches gelten folgende Definitionen:

1° „geschlossene Ortschaft“: Gebiet, in dem die Besiedlung und/oder die wirtschaftlichen Tätigkeiten ausreichend konzentriert sind, um eine Sammlung von städtischem Abwasser im Hinblick auf dessen Weiterleitung zu einer Klärstation oder einer Einleitungsendstelle zu ermöglichen;

2° „kombinierter Ansatz“: Konzept sowohl zur Reduzierung der Verschmutzung an der Quelle durch die Vorgabe von Emissionsgrenzwerten, als auch zur Festlegung von Umweltqualitätsnormen;

3° „Grundwasserleiter“: eine unter der Oberfläche liegende Schicht oder Schichten von Felsen oder anderen geologischen Formationen mit hinreichender Porosität und Permeabilität, sodass entweder ein nennenswerter Grundwasserstrom oder die Entnahme erheblicher Grundwassermengen möglich ist;

4° „öffentliche Abwasserreinigung“: die gesamten Vorgänge zur Abwassersammlung, zur öffentlichen Abwasserklärung und zu den in Artikel 217, Absatz 2 erwähnten Entwässerungsarbeiten, einschließlich der Wasserhaltung in Gebieten mit Geländesenkungen nach Bergbau, insofern diese für die Leistungsfähigkeit der öffentlichen Abwasserreinigung unerlässlich ist;

5° „Einzugsgebietsbehörde“: die Verwaltungsbehörde, zu deren Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der gesamten Bestandteile eines jeden wallonischen Einzugsgebiets gehört;

6° „Einzugsgebiet“: ein Gebiet, aus dem über Ströme, Flüsse und möglicherweise Seen der gesamte Oberflächenabfluss an einer einzigen Flussmündung, einem Ästuar oder Delta ins Meer gelangt;

- 7° "wallonisches Einzugsgebiet": der Teil einer jeden internationalen Flussgebietseinheit, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region liegt;
- 8° "Schiff": Wasserfahrzeug, das sich mit oder ohne Motor an der Wasseroberfläche halten kann;
- 9° "Dienstlast": Gesamtheit der Verpflichtungen, denen diejenige Person Folge zu leisten hat, die je nach Fall die Eigenschaft eines Abonnenten oder eines Benutzers hat;
- 10° "Abwassersammler": Leitungen, die das Kanalisationsnetz mit den vorgesehenen oder voraussehbaren Stellen für die Klärung des Abwassers verbinden;
- 11° "Kontrollausschuss für Wasser": der durch Artikel 4 eingerichtete Ausschuss;
- 12° "Beratungsausschuss für Wasser": der durch Artikel 3 eingerichtete Ausschuss;
- 13° "internationale Maaskommission": der durch das internationale Maas-Übereinkommen eingerichtete internationale Ausschuss;
- 14° "internationale Scheldekommission": der durch das internationale Schelde-Übereinkommen eingerichtete internationale Ausschuss;
- 15° "Zähler": Messvorrichtung samt Zubehör zur Bestimmung der während eines gegebenen Zeitraums verbrauchten Wasservolumen;
- 16° "Dienstleistungsvertrag für die Abwasserreinigung": das zwischen einem Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) getroffene Abkommen, nach dessen Bestimmungen der Wassererzeuger die Dienstleistungen der Gesellschaft mietet, um nach einer bestimmten Planung die öffentliche Abwasserreinigung eines Wasservolumens durchzuführen, das dem zur Verteilung in der wallonischen Region durch die öffentliche Wasserversorgung bestimmten erzeugten Wasservolumen entspricht;
- 17° "Dienstleistungsvertrag für die Klärung und Sammlung": zwischen der "Société publique de gestion de l'eau" und den zugelassenen Klärungsgesellschaften getroffenes Abkommen, nach dessen Bestimmungen die letzteren gegen Entgelt im Namen und auf Rechnung der erstgenannten Aufträge des öffentlichen Dienstes, Untersuchungen, den Bau von Klärvorrichtungen und die Klärung von bestimmten Abwasservolumen ausführen;
- 18° "Dienstleistungsvertrag für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitem Wassers": das zwischen einem Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser, das dieser für die öffentliche Wasserversorgung bestimmt, und der "Société publique de gestion de l'eau" getroffene Abkommen, nach dessen Bestimmungen die Letztere gegen Entgelt den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitem Wassers, so wie er in den in Artikel 318, § 2 erwähnten Programmen bestimmt wird, gewährleistet;
- 19° "Emissionsbegrenzung": Begrenzungen, die auf eine spezifische Beschränkung von Emissionen, beispielsweise die Einhaltung von Emissionsgrenzwerten, oder auf sonstige Beschränkungen oder Auflagen hinsichtlich der Wirkung, der Natur oder sonstiger Merkmale von Emissionen oder emissionsbeeinflussenden Betriebsbedingungen abzielen;
- 20° "nichtschiefbare Wasserläufe": die von der Regierung nicht in die schiffbaren Wasserstraßen eingestuften Flüsse und Bäche unterhalb der Stelle, an der die Fläche der gesamten Erde, deren Ableitung des Wassers von dem Wasserlauf gewährleistet wird, mindestens 100 Hektar beträgt. Diese Stelle wird als Ursprung des Wasserlaufs bezeichnet;
- 21° "umweltbezogene Kosten": Kosten der Schäden, die die Wassernutzungen der Umwelt, den Ökosystemen und den Umweltnutzern zufügen;
- 22° "ressourcenbezogene Kosten": Kosten der Verarmung der Ressource, durch die bestimmte Möglichkeiten für andere Nutzer infolge der Verminderung der Ressourcen über ihre natürliche Erneuerungs- oder Wiederherstellungsrate hinaus verloren gehen;
- 23° "tatsächlicher Kostenpreis für die Abwasserreinigung (nachstehend TKAR genannt)": Preis pro m³, der die Gesamtheit der Kosten für die öffentliche Reinigung des Haushaltsabwassers enthält;
- 24° "tatsächlicher Kostenpreis für die Versorgung (nachstehend TKV genannt)": Preis pro m³, der die Gesamtheit der Kosten für die Wassererzeugung und -versorgung enthält, einschließlich der Kosten für den Schutz des gewonnenen Wassers zwecks der öffentlichen Versorgung;
- 25° "Datum der Notifizierung": der Tag, der auf die Aufgabe bei der Post der zugestellten Unterlage folgt;
- 26° "Einleitung von Abwasser": Einleitung von Abwasser in Grundwasser oder in Oberflächenwasser durch Kanalisationen oder jegliches andere Mittel, mit Ausnahme des natürlichen Abfließens des Regenwassers;
- 27° "unmittelbare Einleitung in das Grundwasser": Einleitung von Schadstoffen in das Grundwasser ohne Versickern durch den Boden oder den Untergrund;
- 28° Wasserversorger: Betreiber des Dienstes der öffentlichen Wasserversorgung;
- 29° "internationale Flussgebietseinheit": ein als Haupteinheit für die Bewirtschaftung von Einzugsgebieten festgelegtes Land- oder Meeresgebiet, das aus einem oder mehreren, auf mehreren Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft verteilten Einzugsgebieten und den ihnen zugeordneten Grundwässern und Küstengewässern besteht;
- 30° "Küstengewässer": die Oberflächengewässer auf der landwärtigen Seite einer Linie, auf der sich jeder Punkt eine Seemeile seewärts vom nächsten Punkt der Basislinie befindet, von der aus die Breite der Hoheitsgewässer gemessen wird, gegebenenfalls bis zur äußeren Grenze eines Übergangsgewässers;
- 31° "Binnengewässer": alle an der Erdoberfläche stehenden oder fließenden Gewässer, sowie alles Grundwasser auf der landwärtigen Seite der Basislinie, von der aus die Breite der Hoheitsgewässer gemessen wird;
- 32° "Kühlwasser": Wasser, das in der Industrie zur Kühlung in offenem Kreislauf verwendet wird und nicht mit den zu kühlenden Stoffen in Kontakt gekommen ist;
- 33° "Wasser für den menschlichen Gebrauch": alles Wasser, sei es im ursprünglichen Zustand oder nach Aufbereitung, das zum Trinken, zum Kochen, zur Zubereitung von Speisen oder zu anderen häuslichen Zwecken bestimmt ist, und zwar ungeachtet seiner Herkunft und ungeachtet dessen, ob es aus einem Verteilungsnetz durch Rohrleitungen, ab einer privaten Wasserentnahmestelle oder in Tankfahrzeugen bereitgestellt wird, sowie alles Wasser, das den Lebensmittelunternehmen aus einem Verteilungsnetz zugeliefert wird, bevor es in diesen Unternehmen gehandhabt oder behandelt wird;
- 34° "Oberflächenwasser": die Binnengewässer mit Ausnahme des Grundwassers sowie die Übergangsgewässer und Küstengewässer, wobei im Hinblick auf den chemischen Zustand ausnahmsweise auch die Hoheitsgewässer eingeschlossen sind;

35° "gewöhnliches Oberflächenwasser": das Wasser der schiffbaren Wasserstraßen, das Wasser der nichtschiffbaren Wasserläufe, einschließlich ihrer unterirdischen Läufe, die Bäche und Flüsse, auch diejenigen mit unregelmäßiger Wasserführung oberhalb des Punktes, an dem sie als nichtschiffbare Wasserläufe eingestuft sind, das Wasser der Seen, der Weiher und anderer fließender und stehender Gewässer, mit Ausnahme des Wassers der künstlichen Abflüsse;

36° "Übergangsgewässer": die Oberflächenwasserkörper in der Nähe von Flussmündungen, die aufgrund ihrer Nähe zu den Küstengewässern einen gewissen Salzgehalt aufweisen, aber im wesentlichen von Süßwasserströmungen beeinflusst werden;

37° "aufbereites Wasser": alles Grund- oder Oberflächenwasser, das auf natürliche Weise oder nach einer geeigneten chemisch-physikalischen oder mikrobiologischen Aufbereitung Wasser bietet, das getrunken werden kann, ohne die Gesundheit zu gefährden;

38° "Grundwasser": alles unterirdische Wasser in der Sättigungszone, das in unmittelbarer Berührung mit dem Boden oder dem Untergrund steht;

39° "Abwasser":

— künstlich verschmutztes Wasser oder benutztes Wasser, einschließlich Kühlwasser;

— künstlich abfließendes Regenwasser;

Wasser, das geklärt wird, um abgeleitet zu werden;

40° "landwirtschaftliches Abwasser": Abwasser aus Betrieben, in denen Tiere gehalten oder gezüchtet werden, was eine globale Belastung mit Schmutzstoffen zur Folge hat, die unter einer von der Regierung festgesetzten Höchstzahl liegt. Diese Betriebe dürfen weder zoologische Gärten, noch ständige Tierparks sein. Für die Anwendung der Artikel 275 bis 316 wird dieses Abwasser dem häuslichen Abwasser gleichgestellt, außer wenn die Regierung eine entsprechende Abweichung vorsieht;

41° "Haushaltsabwasser":

a) Wasser, das nur Folgendes enthält:

- Wasser aus Sanitäreinrichtungen;

- Küchenwasser;

- Wasser aus dem Putzen von Gebäuden, wie beispielsweise Wohnungen, Büros, Räume, in denen Groß- und Einzelhandel betrieben wird, Theatersäle, Kasernen, Campingplätze, Gefängnisse, Lehranstalten mit oder ohne Internat, Krankenhäuser, Kliniken und andere Anstalten, in denen Patienten mit nichtansteckenden Krankheiten untergebracht sind und behandelt werden, Schwimmbäder, Hotels, Restaurants, Schankwirtschaften, Frisiersalons;

- Waschlauge aus Privathaushalten;

- Wasser zum Waschen von Fahrrädern ohne Motor (Zweiräder, Tandems, Dreiräder, u.s.w.) und Motorfahrrädern (Hubraum von höchstens 50 cm³);

- Wasser, das gebraucht worden ist, um weniger als zehn Motorfahrzeuge und ihre Anhänger pro Tag zu waschen, mit Ausnahme der Schienenfahrzeuge;

- sowie gegebenenfalls Regenwasser;

b) Abwasser aus Wäschereien, in denen die Waschmaschinen ausschließlich von der Kundschaft benutzt werden;

c) Abwasser aus Fabriken, Werkstätten, Lagern und Labors, die weniger als sieben Personen beschäftigen, außer wenn die Behörde, die für die Gewährung der Umweltgenehmigung zuständig ist oder die Erklärung in Empfang nimmt, der Ansicht ist, dass das Abwasser für die Kanalisationen und/oder für den normalen Betrieb einer Abwasserkläranlage oder für den Vorfluter schädlich ist und dass es nicht als Haushaltsabwasser eingestuft werden kann;

42° "industrielles Abwasser": anderes Abwasser als Haushaltsabwasser und landwirtschaftliches Abwasser;

43° "öffentliche Kanalisationen": öffentliche Ableitwege, die aus unterirdischen Leitungen bestehen und für die Sammlung von Abwasser bestimmt sind;

44° "Klärung": Primär-, Sekundärbehandlung oder angemessene Behandlung des Abwassers vor dessen Ableitung in ein Wassereinzugsgebiet, um die Normen und Vorschriften bezüglich des städtischen Abwassers zu beachten und um in dem Vorfluter eine Qualität des Wassers zu erreichen, die gemäß den Bestimmungen bezüglich der aufnehmenden Gewässer den Sollwerten und den Richtwerten entspricht;

45° "Zustand des Oberflächenwassers": die allgemeine Bezeichnung für den Zustand eines Oberflächenwasserkörpers auf der Grundlage des jeweils schlechteren Wertes für den ökologischen und den chemischen Zustand;

46° "Zustand des Grundwassers": die allgemeine Bezeichnung für den Zustand eines Grundwasserkörpers auf der Grundlage des jeweils schlechteren Wertes für den mengenmäßigen und den chemischen Zustand;

47° "chemischer Zustand eines Oberflächenwassers": die Bezeichnung für die Konzentration von Schadstoffen im Wasser, in den Sedimenten und den Lebewesen;

48° "chemischer Zustand eines Grundwassers": die Bezeichnung für die Leitfähigkeit und die Konzentrationen von Schadstoffen in einem Grundwasserkörper;

49° "ökologischer Zustand": die Qualität von Struktur und Funktionsfähigkeit aquatischer, in Verbindung mit Oberflächengewässern stehender Ökosysteme;

50° "mengenmäßiger Zustand": eine Bezeichnung des Ausmaßes, in dem ein Grundwasserkörper durch direkte und indirekte Entnahme beeinträchtigt wird;

51° "mit der Beitreibung beauftragter Beamte": der in der Eigenschaft als Abgaben- und Gebühreneinnehmer beim Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region, Abteilung Finanzverwaltung bezeichnete Beamte;

52° "Sozialfonds für Wasser": der in den Artikeln 237 bis 251 beschriebene Finanzierungsmechanismus, durch den die Wasserversorger, die öffentlichen Sozialhilfezentren und die S.P.G.E. ("Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) eingesetzt werden;

53° "Wasserlieferant":

a) der Betreiber eines öffentlichen Netzes zur Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;

b) der Betreiber einer privaten Wasserentnahmestelle, die eine Versorgung durch Rohrleitungen der Verbraucher, ohne Führung durch ein öffentliches Wasserversorgungsnetz, ermöglicht;

c) der Betreiber, der Wasser in einem Tankfahrzeug (Tankkraftwagen oder Tankschiff) liefert;

54° "Fäkalien": die bei der Entleerung einer Faulgrube anfallenden Stoffe;

55° "Wohnung": individuelle Wohnung im Sinne von Artikel 1, 4o des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches;

- 56° "See": ein stehendes Binnenoberflächengewässer;
- 57° "künstlicher Wasserkörper": ein von Menschenhand geschaffener Oberflächenwasserkörper;
- 58° "Oberflächenwasserkörper": ein einheitlicher und bedeutender Abschnitt eines Oberflächengewässers, z. B. ein See, ein Wasserspeicher, ein Fluss, Strom oder Kanal, ein Teil eines Flusses, Stroms oder Kanals, ein Übergangsgewässer oder ein Küstengewässerstreifen;
- 59° "erheblich veränderter Wasserkörper": ein Oberflächenwasserkörper, der durch physikalische Veränderungen durch den Menschen in seinem Wesen erheblich verändert wurde, wie er durch die Einzugsgebietsbehörde bezeichnet wurde;
- 60° "Grundwasserkörper": ein abgegrenztes Grundwasservolumen innerhalb eines oder mehrerer Grundwasserleiter;
- 61° "allgemeine Schutzmaßnahmen": die Maßnahmen zum Schutz von Grundwasser und von aufbereitem Wasser, die für das Gebiet der Wallonischen Region gelten;
- 62° "Umweltqualitätsnorm": die Konzentration eines bestimmten Schadstoffs oder einer bestimmten Schadstoffgruppe, die in Wasser, Sedimenten oder Biota aus Gründen des Gesundheits- und Umweltschutzes nicht überschritten werden darf;
- 63° "Notifizierung": die Einsendung einer Verfahrensurskunde, ob Original oder Kopie, in der Form eines bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefs;
- 64° "Umweltziele": die in Artikel 22 festgelegten Ziele;
- 65° "Wasserentnahmebauwerke": alle Brunnen, Wasserentnahmestellen, Dränagen und im Allgemeinen alle Bauwerke und Anlagen, mit denen die Wasserentnahme bezweckt oder durchgeführt wird, einschließlich der Wasserfassungen eines Quellenaustritts;
- 66° "Schadstoff": jeder Stoff, der zu einer Verschmutzung führen kann;
- 67° "Verschmutzung": die durch menschliche Tätigkeiten direkt oder indirekt bewirkte Freisetzung von Stoffen oder Wärme in Luft, Wasser oder Boden, die der menschlichen Gesundheit oder der Qualität der aquatischen Ökosysteme oder der direkt von ihnen abhängenden Landökosysteme schaden können, zu einer Schädigung von Sachwerten führen oder eine Beeinträchtigung oder Störung des Erholungswertes und anderer legitimer Nutzungen der Umwelt mit sich bringen;
- 68° "ökologisches Potential": der Zustand eines erheblich veränderten oder künstlichen Wasserkörpers, der gemäß den von der Regierung aufgrund des Artikels 22, Paragraph 7 getroffenen Bestimmungen entsprechend eingestuft wurde;
- 69° "Wasserentnahme": das Entnehmen von Wasser, einschließlich des Ausschöpfens von Zufallszuflüssen;
- 70° "Anschluss": Gesamtheit der Rohrleitungen und Geräte für die Wasserversorgung eines Immobilienguts ab der Anschlussstelle auf der Hauptleitung des Wasserverteilers bis zum Zähler einschließlich;
- 71° "Gebühren- bzw. Abgabepflichtiger": jede Person, die Wasservolumen entnimmt, die aufgrund des Artikels 252 unterliegt;
- 72° "Fluss": ein Binnengewässer, das größtenteils an der Erdoberfläche fließt, teilweise aber auch unterirdisch fließen kann;
- 73° "Dienst": Gesamtheit der technischen und administrativen Operationen zur Gewährleistung der öffentlichen Wasserversorgung;
- 74° "Wasserdienstleistungen": alle Dienstleistungen, die für Haushalte, öffentliche Einrichtungen oder wirtschaftliche Tätigkeiten jeder Art folgendes zur Verfügung stellen:
- a) Entnahme, Aufstauung, Speicherung, Behandlung und Verteilung von Oberflächen- oder Grundwasser;
 - b) Anlagen für die Sammlung und Behandlung von Abwasser, die anschließend in Oberflächengewässer einleiten;
- 75° "Zustellung": die Übergabe einer Kopie der Urkunde durch den Gerichtsvollzieher;
- 76° "S.P.G.E." : die in Artikel 331 erwähnte "Société publique de Gestion de l'Eau";
- 77° "Teileinzugsgebiet": ein Gebiet, aus welchem über Ströme, Flüsse und möglicherweise Seen der gesamte Oberflächenabfluss an einem bestimmten Punkt in einen Wasserlauf (normalerweise einen See oder einen Zusammenfluss von Flüssen) gelangt;
- 78° "wallonisches Teileinzugsgebiet": der Abschnitt eines in Artikel 41 erwähnten wallonischen Einzugsgebiets;
- 79° "gefährliche Stoffe": Stoffe oder Gruppen von Stoffen, die toxisch, persistent und bioakkumulierbar sind, und sonstige Stoffe oder Gruppen von Stoffen, die in ähnlichem Maße Anlass zu Besorgnis geben;
- 80° "prioritäre gefährliche Stoffe": die von der Regierung bezeichneten Stoffe;
- 81° "prioritäre Stoffe": die von der Regierung bezeichneten Stoffe;
- 82° "Benutzer": jede Person, die als Bewohner bzw. Benutzer eines angeschlossenen Immobilienguts den Dienst der öffentlichen Wasserversorgung nutzt;
- 83° "Wassernutzung": die Wasserdienstleistungen, sowie jede andere Handlung entsprechend der aufgrund des Artikels 17 erforderlichen Beschreibung mit signifikanten Auswirkungen auf den Wasserzustand;
- 84° "Richtwerte": Parameterwerte, denen das Oberflächenwasser in einer bestimmten Zone innerhalb einer unbestimmten Frist entsprechen muss;
- 85° "zwingende Werte": Parameterwerte, denen das Oberflächenwasser in einer bestimmten Zone sofort oder innerhalb einer bestimmten Frist entsprechen muss;
- 86° "Emissionsgrenzwert": die im Verhältnis zu bestimmten spezifischen Parametern ausgedrückte Masse, die Konzentration und/oder das Niveau einer Emission, die in einem oder mehreren Zeiträumen nicht überschritten werden dürfen. Die Emissionsgrenzwerte können auch für bestimmte Gruppen, Familien oder Kategorien von Stoffen festgelegt werden;
- 87° "Parameterwerte": Messungen der verschiedenen Kennzeichen eines Parameters;
- 88° "künstliche Abflusswege": Rinne, Gräben oder Aquädukte für das Abfließen von Regenwasser oder geklärtem Abwasser;
- 89° "Wasserstraßen": die eigentliche Wasserstraße, bestehend aus einem von der Regierung zu den schiffbaren Wasserstraßen gezählten Wasserlauf oder aus einem Kanal, sowie deren Nebenanlagen, die die Grundstücke, Bauwerke und Gebäude umfassen, welche deren Instandhaltung, Nutzung und Betrieb gewährleisten, sowie jene, die zur Regulierung des Wasserhaushalts oder zur Durchfahrt der Schiffe dienen;

90° "Zone": im Sinne des Artikels 218 Teil des Gebiets, der keine geschlossene Ortschaft bildet und der jedoch in einem Teileinzugsgebiet liegt und ausreichend homogen ist, um dort ein Sanierungsverfahren anwenden zu können;

91° "Wassergebiet, in dem das Wasser zu Trinkwasser aufbereitbar ist": das aufgrund des Artikels 156 festgelegte geschützte Wassergebiet, in dem das Wasser zu Trinkwasser aufbereitbar ist;

92° "Versorgungsgebiet": das geographische Gebiet, in dem das für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser aus einer oder mehreren Versorgungsquellen stammt, und innerhalb dessen die Qualität als gleichmäßig betrachtet wird;

93° "Wasserentnahmezone": der geographische Bereich, in dem die Übertageanlagen zur Wasserentnahme errichtet sind;

94° "Präventivzone": der geographische Bereich, in dem die Entnahmestelle von jedem Schadstoff erreicht werden kann, ohne dass dieser ausreichend abgebaut oder aufgelöst ist, ohne dass es möglich ist, ihn auf wirksame Weise abzuscheiden;

95° "Überwachungszone": der geographische Bereich, der das Einzugsgebiet oder einen Teil davon und das Grundwassergebiet oder einen Teil davon umfasst, die eine bereits vorhandene oder mögliche Wasserentnahmezone speisen können.

Titel III — Beratungsinstanzen

KAPITEL I — Beratungsausschuss für Wasser

Art. 3 - § 1. Es wird ein Beratungsausschuss für Wasser gegründet, dessen Zusammensetzung und Arbeitsweise, sowie der Betrag der unter Umständen gewährten Entschädigungen und Anwesenheitsvergütungen von der Regierung festgelegt werden.

Der Ausschuss gibt ein Gutachten über alle in Ausführung der Bestimmungen des vorliegenden Buches getroffenen Entwürfe von Dekreten in Bezug auf den Bereich des Wassers und von Erlassen mit Verordnungscharakter, sowie in den anderen, in dem vorliegenden Buch vorgesehenen Fällen ab) Er kann der Regierung auf eigene Initiative Gutachten über die Wasserpolitik abgeben und zur Kohärenz der in der Wallonischen Region in Angriff genommenen Orientierungen im Bereich der integrierten und globalen Wasserbewirtschaftung beitragen.

§ 2. Die Ausschuss setzt sich aus Mitgliedern zusammen, die unter den Kandidaten ernannt werden, die von den Organisationen vorgeschlagen werden, die:

- die Industrie, das Handelswesen und den Mittelstand,
- die Landwirte und Züchter,
- die Arbeitnehmer,
- die Fischer,
- die Verbraucher,
- die Flussabkommen,
- die Städte und Gemeinden,
- die Betreiber des anthropogenen Wasserkreislaufs,

vertreten, sowie aus Mitgliedern, die unter den Kandidaten ernannt werden, die von den Verbänden für Schwimm- und Wassersport und von den Umweltschutzvereinigungen vorgeschlagen werden.

Der Vorsitzende und die beiden stellvertretenden Vorsitzenden des Ausschusses müssen nicht unbedingt unter den in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Personen bezeichnet werden.

§ 3 - Die Regierung setzt die Frist fest, innerhalb deren die Gutachten des Ausschusses abzugeben sind) Wenn sie nicht fristgemäß abgegeben werden, gilt das Gutachten als günstig.

KAPITEL II — Kontrollausschuss für Wasser

Art. 4 - § 1. Ein Kontrollausschuss für Wasser wird eingerichtet, der beauftragt ist, durch seine Gutachten darauf zu achten, dass die Entwicklung des Wasserpreises im Sinne des Allgemeinwohls und der auf Ebene der Wallonischen Region geführten Politik in Sachen Wasserwesen ausgerichtet wird, und den tatsächlichen Kostenpreis zu berücksichtigen. Er gewährleistet, dass die Betreiber des anthropogenen Wasserkreislaufs die in den Artikeln 194 bis 209, 228 bis 233, 417 bis 419, 443 und 444 erwähnten Bestimmungen und die aufgrund der Letzteren getroffenen vorschriftsmäßigen Bestimmungen anwenden.

§ 2. Der Kontrollausschuss für Wasser setzt sich aus vierzehn effektiven Mitgliedern und vierzehn stellvertretenden Mitgliedern zusammen, die von der Regierung bezeichnet werden, zusammen, darunter:

1° vier Vertreter der Gemeinden auf der Grundlage einer von der "Union des Villes et Communes de Wallonie" vorgelegten doppelten Liste;

2° zwei Vertreter der Region;

3° zwei Vertreter der Verbraucher auf der Grundlage einer von dem "conseil central de la consommation" (Zentralrat für Konsum) vorgeschlagenen Liste;

4° sechs Vertreter auf der Grundlage einer von dem "Conseil économique et social de la Région wallonne" ("C.E.S.R.W." - Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region) vorgeschlagenen Liste.

Außerdem erhält der Kontrollausschuss für Wasser den Beistand von:

1° zwei Vertretern der "S.P.G.E.";

2° zwei Vertretern der Wasserezeuger und zwei Vertretern der von der in Artikel 7, § 2, 4° des Dekrets erwähnten Handelsgesellschaft bezeichneten Vereinigungen für die Klärung.

Die Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied der "S.P.G.E." oder als Mitglied des Sachverständigenausschusses ist unvereinbar mit der Eigenschaft als Mitglied des Kontrollausschusses für Wasser.

§ 3. Jede Änderung des Wasserpreises wird dem Kontrollausschuss zwangsläufig vor jeglicher anderen, durch andere Gesetzgebungen auferlegten Formalität zur Begutachtung unterbreitet.

Der Kontrollausschuss verfügt über eine Frist von 30 Tagen, um ein Gutachten abzugeben. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig. Es wird der Generalinspektion der Preise und der Konkurrenz zur Information übermittelt.

§ 4. Die Regierung bestimmt den Sitz des Ausschusses, die Modalitäten der Arbeitsweise, die Dauer der Mandate seiner Mitglieder, sowie den Betrag der eventuell gewährten Entschädigungen und Anwesenheitsvergütungen.

Die Mitglieder des Ausschusses sind jederzeit absetzbar, falls es ihnen unmöglich ist, ihr Amt auszuüben, sie eine schwere Verfehlung begangen haben oder sie die Eigenschaft verlieren, aufgrund deren sie bezeichnet wurden.

§ 5. Das Sekretariat des Ausschusses wird von dem Personal des "Conseil économique et social de la Région wallonne" übernommen gemäß dem Artikel 4, § 3 des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Abänderung des Rahmengesetzes vom 15. Juli 1970 zur Organisation der Planung und wirtschaftlichen Dezentralisierung und zur Einführung eines "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region).

Titel IV — Deckung der Kosten der Wasserdienstleistungen

Art. 5 - In der Wallonischen Region wird der Grundsatz der Deckung der Kosten der Wasserdienstleistungen, einschließlich der umwelt- und ressourcenbezogenen Kosten berücksichtigt.

Dabei kann den sozialen, ökologischen und wirtschaftlichen Auswirkungen der Deckung der Kosten der Wasserdienstleistungen, einschließlich der umwelt- und ressourcenbezogenen Kosten, sowie den geographischen und klimatischen Gegebenheiten der betreffenden Region oder Regionen Rechnung getragen werden.

Art. 6 - Die Einzugsgebietsbehörde handelt auf Eigeninitiative und sorgt bis zum Jahr 2010 dafür, dem Gesetzgeber die angemessenen Vorschläge zu unterbreiten, damit:

1° die Wassergebührenpolitik angemessene Anreize für die Benutzer darstellt, Wasserressourcen effizient zu nutzen, und somit zu den in Artikel 22 erwähnten Umweltzielen beiträgt;

2° die verschiedenen Wassernutzungen, die mindestens in die Sektoren Industrie, Haushalte und Landwirtschaft aufzugliedern sind, auf der Grundlage der gemäß Artikel 17 vorgenommenen wirtschaftlichen Analyse und unter Berücksichtigung des Verursacherprinzips einen angemessenen Beitrag leisten zur Deckung der Kosten der Wasserdienstleistungen.

Teil II — Integrierte Bewirtschaftung des natürlichen Wasserkreislaufs

Titel I — Flussgebietseinheiten, Einzugsgebiete und Teileinzugsgebiete

Kapitel I — Bildung der wallonischen Einzugsgebiete und Teileinzugsgebiete

Art. 7 - In der Wallonischen Region gibt es vier Einzugsgebiete und fünfzehn Teileinzugsgebiete:

1° das Einzugsgebiet der Maas, das die Teileinzugsgebiete der Maas stromaufwärts, der Maas stromabwärts, der Sambre, der Ourthe, der Amel, der Semois-Chiers, der Weser und der Lesse enthält;

2° das Einzugsgebiet der Schelde, das die Teileinzugsgebiete der Schelde-Leie, der Dender, der Dyle-Gette, der Haine und der Senne enthält;

3° das Einzugsgebiet der Seine, das das Teileinzugsgebiet der Oise enthält;

4° das Einzugsgebiet des Rheins, das das Teileinzugsgebiet der Mosel enthält.

Art. 8 - § 1. Für den sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindenden Teil einer jeden internationalen Flussgebietseinheit wird ein wallonisches Einzugsgebiet eingerichtet. Die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindenden Teile der internationalen Flussgebietseinheiten bilden jeweils die wallonischen Einzugsgebiete der Maas, der Schelde, der Seine und des Rheins.

§ 2. In jedem wallonischen Einzugsgebiet können ein oder mehrere wallonische Teileinzugsgebiete eingerichtet werden, die den in Artikel 7 angeführten Teileinzugsgebieten entsprechen.

Art. 9 - Die Regierung nimmt die genaue Bestimmung der Grundwässer vor, die nicht in vollem Umfang im Einzugsgebiet der Maas, der Schelde, der Seine oder des Rheins liegen, und ordnet diese Grundwässer dem am nächsten gelegenen oder am besten geeigneten wallonischen Einzugsgebiet zu.

KAPITEL II — Bildung der internationalen Flussgebietseinheiten

Art. 10 - Das Einzugsgebiet der Maas wird der internationalen Flussgebietseinheit der Maas zugeordnet.

Das Einzugsgebiet der Schelde wird der internationalen Flussgebietseinheit Schelde zugeordnet.

Das Einzugsgebiet der Seine wird der internationalen Flussgebietseinheit der Seine zugeordnet.

Das Einzugsgebiet des Rheins wird der internationalen Flussgebietseinheit des Rheins zugeordnet.

KAPITEL III — Zuständige Behörde

Art. 11 - § 1. Für jedes wallonische Einzugsgebiet hat eine Einzugsgebietsbehörde die Aufgabe, zur Anwendung der in den Artikeln 5, 6, 16 bis 19, 22 bis 24, 26 bis 30, 160 und 168 oder durch jegliche andere einschlägige Gesetzgebung festgelegten Regeln beizutragen und die zwecks dieser Anwendung getroffenen Maßnahmen zu koordinieren. Im Rahmen der Bedingungen und Beschränkungen der Artikel 16 bis 19, 23, 24, 26 bis 28 und 168 kann die Einzugsgebietsbehörde ihre Aufgaben innerhalb eines jeden wallonischen Teileinzugsgebiets ausüben.

§ 2. Die Regierung übt die Aufgaben der Einzugsgebietsbehörde für jedes wallonische Einzugsgebiet aus.

§ 3. Die Regierung setzt die Europäische Kommission von dieser Bestimmung, sowie von der Bestimmung einer jeder anderen internationalen Einrichtung, an der die Wallonische Region beteiligt ist, in Kenntnis.

§ 4. Die Regierung informiert die Europäische Kommission über jede Änderung der in Anwendung des vorhergehenden Paragraphen gelieferten Angaben, und zwar innerhalb von drei Monaten ab dem Eintritt der rechtlichen Wirkung dieser Änderung.

§ 5. Die Regierung kann eine Koordinierungsplattform zur Durchführung der Bestimmungen des vorliegenden Buches einrichten. Sie bestimmt die Modalitäten für die Arbeitsweise. Diese Koordinierungsplattform setzt sich aus den betroffenen Verwaltungen, den Vertretern der Regierung, AQUAWAL, der S.P.G.E. und den wissenschaftlichen Kompetenzzentren zusammen. Sie setzt den Beratungsausschuss für Wasser regelmäßig von den Ergebnissen ihrer Arbeiten oder Studien in Kenntnis.

KAPITEL IV — Internationale Koordinierung

Art. 12 - § 1. Die zur Einrichtung und Organisation der internationalen Flussgebietseinheiten erforderlichen internationalen und interregionalen Übereinkommen werden von der Wallonischen Region im Rahmen ihrer Zuständigkeitsbereiche ausgehandelt und abgeschlossen.

§ 2. Sie fördert die zur Durchführung der durch die Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik erforderliche internationale und interregionale Koordinierung.

Art. 13 - Die Regierung trifft die nützlichen Verordnungen und Beschlüsse, aufgrund deren die Informationen eingesammelt werden können, die nötig sind, um die Dokumente für die internationalen Einrichtungen zu erstellen.

Art. 14 - Die Regierung legt die Regeln für die Zusammensetzung der Vertretung der Wallonischen Regierung bei der internationalen Scheldekommision fest.

Art. 15 - Die Regierung legt die Regeln für die Zusammensetzung der Vertretung der Wallonischen Regierung bei der internationalen Maaskommision fest.

Titel II — Beschreibung des Einzugsgebiets

KAPITEL I — *Eigenschaften des wallonischen Einzugsgebiets, Beschreibung der Auswirkungen menschlicher Tätigkeit auf die Umwelt und wirtschaftliche Analyse des Wassergebrauchs*

Art. 16 - Zwecks der Erstellung einer Beschreibung der Wasserressourcen ermittelt die Einzugsgebietsbehörde die Lage und den Grenzverlauf der Oberflächenwasserkörper, der Grundwässer und der Grundwasserkörper, die zu den wallonischen Einzugsgebieten gehören.

Die Einzugsgebietsbehörde kann damit beginnen, die Lage und den Grenzverlauf der Oberflächenwasserkörper, der Grundwässer und der Grundwasserkörper zu ermitteln, die zu den wallonischen Teileinzugsgebieten gehören. Diese Angaben werden anschließend bestätigt und gegebenenfalls angepasst, um die Lage und den Grenzverlauf der Oberflächenwasserkörper, des Grundwassers und der Grundwasserkörper, die zu den wallonischen Einzugsgebieten gehören, zu ermitteln.

Art. 17 - § 1. In jedem wallonischen Einzugsgebiet erstellt die Einzugsgebietsbehörde eine Beschreibung, die Folgendes enthält:

- 1° eine Analyse der Eigenschaften des wallonischen Einzugsgebiets;
- 2° eine Beschreibung der Auswirkungen menschlicher Tätigkeit auf den Zustand des Oberflächenwassers und des Grundwassers;
- 3° eine wirtschaftliche Analyse des Wassergebrauchs;
- 4° die in Artikel 218 erwähnten Abwasserreinigungspläne;
- 5° den juristischen und vorschriftsmäßigen Rahmen, einschließlich einer Vorlage der bereits in dem wallonischen Einzugsgebiet angewandten Maßnahmen, wie diese in Titel VII erwähnt werden.

§ 2. Die Analyse der Eigenschaften des Oberflächenwassers bezieht sich insbesondere auf:

- 1° die Einstufung der Oberflächenwasserkörper in die Kategorien "Flüsse" und "Seen";
- 2° die Ermittlung der erheblich veränderten oder künstlichen Oberflächenwasserkörper;
- 3° die Aufteilung der Wasserkörper nach Typen für jede Kategorie von Oberflächenwasser;
- 4° die Ermittlung der typspezifischen Referenzbedingungen für jeden Typ von Oberflächenwasserkörper.

§ 3. Die Analyse der Eigenschaften des Grundwassers bezieht sich insbesondere auf:

- 1° eine erstmalige Beschreibung aller Grundwasserkörper, um zu beurteilen, inwieweit sie genutzt werden und inwiefern sie die in Artikel 22 erwähnten Umweltziele nicht erfüllen könnten;
- 2° eine weitergehende Beschreibung der Grundwasserkörper, die die in Artikel 22 erwähnten Umweltziele nicht erreichen könnten, um das Ausmaß dieses Risikos genauer zu ermitteln.

§ 4. Die Einzugsgebietsbehörde kann damit beginnen, die Beschreibung eines jeden wallonischen Teileinzugsgebiets zu erstellen. Die Angaben werden anschließend bestätigt und gegebenenfalls angepasst, um die Beschreibung des wallonischen Einzugsgebiets zu geben.

§ 5. Die Regierung verabschiedet den Inhalt der Analyse der Eigenschaften des wallonischen Einzugsgebiets und der Beschreibung der Auswirkungen menschlicher Tätigkeit auf den Zustand des Oberflächenwassers und des Grundwassers, sowie die technischen Verfahren und Bestimmungen, die zu deren Erarbeitung erforderlich sind. Sie verabschiedet ebenfalls die wirtschaftliche Analyse des Wassergebrauchs.

§ 6. Die Regierung kann Studien über die Optimierung der integrierten Bewirtschaftung der Einzugsgebiete oder Teileinzugsgebiete durchführen lassen.

§ 7. Die Beschreibung der Auswirkungen menschlicher Tätigkeit und die in Paragraph 1 erwähnten Analysen müssen von der Einzugsgebietsbehörde alle sechs Jahre neu überprüft und nötigenfalls aktualisiert werden.

Art. 18 - Die Einzugsgebietsbehörde erstellt in jedem wallonischen Einzugsgebiet ein oder mehrere Verzeichnisse aller Schutzgebiete, die sich in dem wallonischen Einzugsgebiet befinden. Die Regierung verabschiedet den Inhalt des Verzeichnisses der Schutzgebiete.

Die Einzugsgebietsbehörde kann damit beginnen, ein oder mehrere Verzeichnisse aller Schutzgebiete zu erstellen, die sich in jedem wallonischen Teileinzugsgebiet befinden. Diese Angaben werden anschließend bestätigt und gegebenenfalls angepasst, um das Verzeichnis aller Schutzgebiete des wallonischen Einzugsgebiets zu bilden.

Die Verzeichnisse der Schutzgebiete werden spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzbuches erstellt und von der Einzugsgebietsbehörde regelmäßig neu überprüft und aktualisiert.

KAPITEL II — *Überwachungsprogramme und Sofortmaßnahmen*

Art. 19 - § 1. Die Einzugsgebietsbehörde stellt ein oder mehrere Programme zur systematischen Überwachung des Oberflächenwassers, des Grundwassers und der Schutzgebiete auf, damit ein zusammenhängender, vollständiger und aktualisierter Überblick über den Zustand der Gewässer im wallonischen Einzugsgebiet gewonnen wird. Die Regierung verabschiedet den Inhalt und die technischen Verfahren und Bestimmungen, die zur Aufstellung des Überwachungsprogramms erforderlich sind.

§ 2. Im Falle des Oberflächenwassers beziehen sich die Überwachungsprogramme insbesondere auf:

- 1° den ökologischen und chemischen Zustand und das ökologische Potential;
- 2° die Menge und den Wasserstand oder die Durchflussgeschwindigkeit, soweit sie für den ökologischen und chemischen Zustand und das ökologische Potential von Bedeutung sind.

Im Falle des Grundwassers beziehen sich die Programme insbesondere auf die Überwachung des chemischen und mengenmäßigen Zustands.

Wenn diese Gewässer zu einem Schutzgebiet gehören, werden die Überwachungsprogramme durch die Bestimmungen ergänzt, die in der Gesetzgebung enthalten sind, auf deren Grundlage das Schutzgebiet festgelegt wurde.

§ 3. Die Einzugsgebietsbehörde kann damit beginnen, ein oder mehrere Programme zur Überwachung des Zustands der Gewässer und der Schutzgebiete eines jeden wallonischen Teileinzugsgebiets aufzustellen. Diese Angaben werden bestätigt und gegebenenfalls angepasst, um ein oder mehrere Programme zur Überwachung des Zustands der Gewässer und Schutzgebiete des wallonischen Einzugsgebiets aufzustellen.

§ 4. Die in Paragraph 1 erwähnten Überwachungsprogramme müssen spätestens am 22. Dezember 2006 anwendungsbereit sein.

Art. 20 - Die Regierung kann Beamte und Bedienstete mit der Überwachung der Gewässer beauftragen.

Durch Erlass oder Vertrag kann sie ebenfalls Personen des öffentlichen Rechts, einschließlich der gemäß Artikel 343 zugelassenen Vereinigungen für die Klärung, mit Überwachungsaufgaben beauftragen.

Durch Vertrag kann sie Personen des privaten Rechts Aufgaben oder Aufträge anvertrauen, die für die Ausübung der Überwachung der Gewässer notwendig sind. Durch Erlass legt sie die Bedingungen fest, die diese Personen des privaten Rechts erfüllen müssen, um mit diesen Aufgaben oder Aufträgen betraut zu werden.

Art. 21 - § 1. Bei einer ernsthaften und plötzlichen Verschmutzung des Wassers oder bei einer unmittelbaren Gefahr von ernster Verschmutzung kann die Regierung von Amts wegen alle Maßnahmen treffen, die erforderlich sind, um die Verschmutzung zu verhindern oder einzudämmen; sie kann ebenfalls den Provinzgouverneur oder den Bürgermeister beauftragen, die von ihr angegebenen Notmaßnahmen zu treffen.

Die Regierung bestimmt den Tag, an dem die Notmaßnahmen enden; sie kann verschiedene Daten festlegen für gewisse oder für jede der Maßnahmen, die sie getroffen oder angeordnet hat.

Die Regierung kann den Provinzgouverneur oder den Bürgermeister beauftragen, den Tag zu bestimmen, an dem die Notmaßnahmen enden, die diese aufgrund des Absatzes 1 getroffen haben.

§ 2. Die Regierung kann den Behörden, die aufgrund § 1 beauftragt sind, Notmaßnahmen zu treffen, gemäß den Modalitäten einer von ihr festgelegten Verordnung rückzahlbare Vorschüsse gewähren.

§ 3. Die Regierung kann einen Bereitschaftsdienst gründen, dessen Organisation und Aufträge sie festlegt. Sie kann die Teilnahme der untergeordneten Behörden an diesem Dienst vorsehen. Sie kann auch Verträge mit Privatpersonen oder Betrieben abschließen, um gewisse Aufgaben zu erfüllen, die zu seinem Aufgabenbereich gehören.

Titel III — Umweltziele

Art. 22 - § 1. Durch die Umsetzung der in den Bewirtschaftungsplänen vorgesehenen Maßnahmenprogramme trägt die Einzugsgebietsbehörde zur Durchführung der in Artikel 1 erwähnten Ziele bei und bemüht sich insbesondere zielstrebig:

1° bei Oberflächenwasser:

a) die Verschlechterung des Zustands aller Oberflächenwasserkörper zu verhindern;

b) alle Oberflächenwasserkörper zu schützen, zu verbessern und zu sanieren, um spätestens bis zum 22. Dezember 2015 einen guten Zustand des Oberflächenwassers zu erreichen;

c) alle künstlichen und erheblich veränderten Wasserkörper zu schützen und zu verbessern, um spätestens bis zum 22. Dezember 2015 ein gutes ökologisches Potential und einen guten chemischen Zustand des Oberflächenwassers zu erreichen;

d) die Verschmutzung durch prioritäre Stoffe schrittweise zu reduzieren und die Emissionen, Einleitungen und Verluste prioritärer gefährlicher Stoffe zu beenden oder schrittweise einzustellen;

e) die Emissionen in das Oberflächenwasser gemäß dem kombinierten Ansatz unter Kontrolle zu halten;

2° bei Grundwasser:

a) die Einleitung von Schadstoffen in das Grundwasser zu verhindern oder zu begrenzen;

b) eine Verschlechterung des Zustands aller Grundwasserkörper zu verhindern;

c) alle Grundwasserkörper zu schützen, zu verbessern und zu sanieren und ein Gleichgewicht zwischen Grundwasserentnahme und -neubildung zu gewährleisten, um spätestens bis zum 22. Dezember 2015 einen guten Zustand des Grundwassers zu erreichen;

d) alle signifikanten und anhaltenden Trends einer Steigerung der Konzentration von Schadstoffen aufgrund der Auswirkungen menschlicher Tätigkeiten umzukehren, um so die Verschmutzung des Grundwassers schrittweise zu reduzieren;

3° was die aufgrund des Artikels 18 bestimmten Schutzgebiete betrifft, spätestens bis zum 22. Dezember 2015 alle Normen und Ziele einzuhalten, sofern die Gesetzgebung, auf deren Grundlage die verschiedenen Schutzgebiete festgelegt wurden, keine anderen Bestimmungen enthält.

§ 2. Vorbehaltlich der Anwendung der in den Paragraphen 5, 6, 7, 8 und 9 erwähnten Ausnahmen muss der gute Zustand der Gewässer am 22. Dezember 2015 erreicht sein.

Die Regierung legt für jeden Wasserkörpertyp die allgemeinen Kriterien des guten Zustands fest und bestimmt die theoretischen Grenzen, die den Zustand "sehr gut" von den Zuständen "gut", "mittelmäßig", "mangelhaft" und "schlecht" unterscheiden. Diese Bestimmungen haben Rechtskraft. Die Regierung legt ebenfalls die Regeln für die Vorlage des Zustands der Gewässer fest.

Es steht der Einzugsgebietsbehörde zu, die typspezifischen Referenzbedingungen für jeden Wasserkörpertyp im Bewirtschaftungsplan festzulegen, um den aufgrund des vorhergehenden Absatzes beschriebenen guten Zustand zu erreichen, und gegebenenfalls die Werte anzugeben, die den Zustand "sehr gut" von den Zuständen "gut", "mittelmäßig", "mangelhaft" und "schlecht" unterscheiden.

§ 3. Wenn mehrere Umweltziele auf einen Wasserkörper anwendbar sind, wird das strengste unter ihnen angewandt.

§ 4. Die Einzugsgebietsbehörde legt die zur Reduzierung der Konzentration von Schadstoffen im Grundwasser bestimmten Maßnahmen auf der Grundlage der von der Europäischen Gemeinschaft festgelegten Kriterien, oder mangels dessen auf der Grundlage der von ihr für den 22. Dezember 2005 festgelegten geeigneten Kriterien fest. Falls die Einzugsgebietsbehörde keine Kriterien festgelegt hat, so liegt der Ausgangspunkt für die Trendumkehr bei höchstens 75 % des Niveaus der Qualitätsnormen, die in den auf das Grundwasser anwendbaren Rechtsvorschriften der Gemeinschaft festgelegt sind.

Diese Maßnahmen werden vorbehaltlich der Anwendung der in den Paragraphen 8 und 9 erwähnten Abweichungen und unbeschadet der Anwendung des Paragraphen 11 durchgeführt.

§ 5. Die Einzugsgebietsbehörde kann für gewisse Wasserkörper Umweltziele bestimmen, die nach 2015 umgesetzt werden, sofern sich der Zustand des betroffenen Wasserkörpers nicht weiter verschlechtert und die folgenden Bedingungen alle erfüllt sind:

1° die Verlängerung der Frist beruht auf mindestens einem der drei folgenden Gründe:

a) der Umfang der für den Zustand der Wasserkörper erforderlichen Verbesserungen kann aus Gründen der technischen Durchführbarkeit nur in Schritten erreicht werden, die den vorgegebenen Zeitrahmen überschreiten;

b) die Verwirklichung der Verbesserungen innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens würde unverhältnismäßig hohe Kosten verursachen;

c) die natürlichen Gegebenheiten lassen keine rechtzeitige Verbesserung des Zustands des Wasserkörpers zu;

2° die Verlängerung der Frist und die entsprechenden Gründe werden im Bewirtschaftungsplan des wallonischen Einzugsgebiets im einzelnen dargelegt und erläutert;

3° Die Verlängerungen gehen nicht über den Zeitraum zweier weiterer Aktualisierungen des Bewirtschaftungsplans für das wallonische Einzugsgebiet hinaus, es sei denn, die Ziele lassen sich aufgrund der natürlichen Gegebenheiten nicht innerhalb dieses Zeitraums erreichen;

4° Der Bewirtschaftungsplan für das wallonische Einzugsgebiet enthält eine Zusammenfassung derjenigen Maßnahmen gemäß Artikel 23, die als erforderlich angesehen werden, um die Wasserkörper bis zum Ablauf der verlängerten Frist schrittweise in den geforderten Zustand zu überführen, die Gründe für jede signifikante Verzögerung bei der Umsetzung dieser Maßnahmen und den voraussichtlichen Zeitplan für die Durchführung dieser Maßnahmen. Die aktualisierten Fassungen des Bewirtschaftungsplans für das Einzugsgebiet enthalten eine Überprüfung der Durchführung dieser Maßnahmen und eine Zusammenfassung aller etwaigen zusätzlichen Maßnahmen.

§ 6. Die Einzugsgebietsbehörde kann sich für spezifische Wasserkörper weniger strenge Umweltziele vornehmen, wenn sie durch menschliche Tätigkeiten derart beeinträchtigt sind oder ihre natürlichen Gegebenheiten derart beschaffen sind, dass die Verwirklichung dieser Ziele in der Praxis nicht möglich oder unverhältnismäßig teuer wäre, und die folgenden Bedingungen alle erfüllt sind:

1° die ökologischen und sozioökonomischen Erfordernisse, denen solche menschlichen Tätigkeiten dienen, können nicht durch andere Mittel erreicht werden, die eine wesentlich bessere und nicht mit unverhältnismäßig hohen Kosten verbundene Umweltoption darstellen;

2° im Hinblick auf das Oberflächenwasser wird unter Berücksichtigung der Auswirkungen, die infolge der Art der menschlichen Tätigkeiten oder der Verschmutzung nach vernünftigem Ermessen nicht hätten vermieden werden können, der bestmögliche ökologische und chemische Zustand erreicht;

3° im Hinblick auf das Grundwasser erfolgen unter Berücksichtigung der Auswirkungen, die infolge der Art der menschlichen Tätigkeiten oder der Verschmutzung nach vernünftigem Ermessen nicht hätten vermieden werden können, die geringstmöglichen Veränderungen des guten Grundwasserzustands;

4° es tritt keine weitere Verschlechterung des Zustands des betreffenden Wasserkörpers ein;

5° die weniger strengen Umweltziele und die entsprechenden Gründe werden in dem Bewirtschaftungsplan für das wallonische Einzugsgebiet im einzelnen dargelegt und alle sechs Jahre überprüft.

§ 7. Die Einzugsgebietsbehörde kann einen Oberflächenwasserkörper als künstlich oder erheblich verändert einstufen, wenn:

1° die zum Erreichen eines guten ökologischen Zustands erforderlichen Änderungen der hydromorphologischen Merkmale dieses Körpers signifikante negative Auswirkungen hätten auf:

a) die Umwelt im weiteren Sinne;

b) die Schifffahrt, einschließlich Hafenanlagen, oder die Freizeitnutzung;

c) die Tätigkeiten, zu deren Zweck das Wasser gespeichert wird, wie für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasserversorgung, Stromerzeugung oder Bewässerung;

d) die Wasserregulierung, den Schutz vor Überflutungen, die Landentwässerung;

e) andere ebenso wichtige nachhaltige Entwicklungstätigkeiten des Menschen.

2° die nutzbringenden Ziele, denen die künstlichen oder veränderten Merkmale des Wasserkörpers dienen, aus Gründen der technischen Durchführbarkeit oder aufgrund unverhältnismäßiger Kosten nicht in sinnvoller Weise durch andere Mittel erreicht werden können, die eine wesentlich bessere Umweltoption darstellen.

Diese Einstufung und deren Gründe sind in dem Bewirtschaftungsplan für das wallonische Einzugsgebiet im einzelnen darzulegen und alle sechs Jahre zu überprüfen.

Für die künstlich und erheblich veränderten Oberflächenwasserkörper legt die Regierung allgemeine Kriterien für das gute ökologische Potential fest, das vorbehaltlich der in den Paragraphen 5, 6, 8 und 9 erwähnten Ausnahmen bis zum 22. Dezember 2015 erreicht sein muss.

Es steht der Einzugsgebietsbehörde zu, die typspezifischen Referenzbedingungen festzulegen, die jeder künstliche oder erheblich veränderte Wasserkörper erfüllen muss, um das aufgrund des vorhergehenden Absatzes beschriebene gute ökologische Potential zu erreichen, und gegebenenfalls die konkreten Grenzen zu bestimmen, die das "gute" ökologische Potential von dem "mittelmäßigen", "mangelhaften" und "schlechten" ökologischen Potential unterscheiden.

§ 8. Die Einzugsgebietsbehörde kann beschließen, dass die vorübergehende Verschlechterung des Zustands eines Wasserkörpers infolge einer außergewöhnlichen natürlichen Ursache, durch höhere Gewalt oder infolge eines unvorhersehbaren Unfalls zugelassen wird, insofern sämtliche nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1° es werden alle praktikablen Vorkehrungen getroffen, um eine weitere Verschlechterung des Zustands zu verhindern und um die Verwirklichung der Ziele dieser Richtlinie in anderen, nicht von diesen Umständen betroffenen Wasserkörpern nicht zu gefährden;

2° in dem Bewirtschaftungsplan für das wallonische Einzugsgebiet wird festgehalten, unter welchen Bedingungen solche Umstände, die außergewöhnlich sind oder nach vernünftiger Einschätzung nicht vorhersehbar waren, geltend gemacht werden können und welche Indikatoren hierbei zu verwenden sind;

3° die Maßnahmen, die unter solchen außergewöhnlichen Umständen zu ergreifen sind, sind in dem Maßnahmenprogramm aufgeführt und gefährden nicht die Wiederherstellung des Zustands des Wasserkörpers, wenn die außergewöhnlichen Umstände vorüber sind;

4° die Auswirkungen von Umständen, die außergewöhnlich sind oder nach vernünftiger Einschätzung nicht vorhersehbar waren, werden jährlich überprüft, und es werden vorbehaltlich der in Paragraph 5, 1° aufgeführten Gründe alle praktikablen Maßnahmen ergriffen, um den Zustand, den der Wasserkörper hatte, bevor er von solchen Umständen betroffen wurde, so bald wie nach vernünftiger Einschätzung möglich wiederherzustellen;

5° in die nächste aktualisierte Fassung des Bewirtschaftungsplans für das wallonische Einzugsgebiet wird eine zusammenfassende Darlegung der Auswirkungen der Umstände und der getroffenen oder zu treffenden Maßnahmen aufgenommen.

§ 9. Die Einzugsgebietsbehörde kann beschließen, dass es zugelassen ist, den guten Zustand des Grundwassers, den guten ökologischen Zustand oder gegebenenfalls das gute ökologische Potential nicht wiederherzustellen oder die Verschlechterung des Zustands eines Oberflächenwasser- oder Grundwasserkörpers nicht zu verhindern, wenn dies durch neue Änderungen der physischen Eigenschaften eines Oberflächenwasserkörpers oder Änderungen des Pegels der Grundwasserkörper begründet ist, oder die Verschlechterung von einem sehr guten zu einem guten Zustand eines Oberflächenwasserkörpers nicht zu vermeiden, wenn diese Verschlechterung die Folge von neuen nachhaltigen Entwicklungstätigkeiten des Menschen ist, und wenn die folgenden Bedingungen alle erfüllt sind:

1° es werden alle praktikablen Vorkehrungen getroffen, um die negativen Auswirkungen auf den Zustand des Wasserkörpers zu mindern;

2° die Gründe für die Änderungen und Beeinträchtigungen werden im Bewirtschaftungsplan für das wallonische Einzugsgebiet im einzelnen dargelegt und alle sechs Jahre überprüft;

3° die Änderungen sind von übergeordnetem öffentlichem Interesse oder sind für die Erhaltung der Sicherheit der Menschen oder die nachhaltige Entwicklung nutzbringender als die Durchführung der in dem vorhergehenden Paragraphen festgelegten Umweltziele;

4° die durch diese Änderungen erreichten nutzbringenden Ziele können aus Gründen der technischen Durchführbarkeit oder aufgrund unverhältnismäßiger Kosten nicht durch andere Mittel, die eine wesentlich bessere Umweltoption darstellen, erreicht werden.

§ 10. Die Einzugsgebietsbehörde übt die in Paragraph 5, Paragraph 6, Paragraph 7, Absatz 1, Paragraph 8 und Paragraph 9 angeführten Zuständigkeiten aus, nachdem sie das Gutachten des Beratungsausschusses für Wasser eingeholt hat. Die Einzugsgebietsbehörde erstellt einen Bericht, in dem insbesondere die Inanspruchnahme dieser Bestimmungen begründet wird)

§ 11. Die Anwendung des vorliegenden Artikels verhindert nicht und gefährdet nicht die Verwirklichung der Umweltziele in anderen Wasserkörpern und bleibt mit der Anwendung anderer Bestimmungen in Sachen Umweltschutz vereinbar.

§ 12. Die Einzugsgebietsbehörde trifft Maßnahmen um sicherzustellen, dass die Anwendung des vorliegenden Artikels, insbesondere der Paragraphen 5, 6, 7, 8 und 9 zumindest das gleiche Schutzniveau wie die gegenwärtig geltenden Rechtsvorschriften gewährleistet.

Titel IV — Koordinierungsaktion

KAPITEL I — Maßnahmenprogramm

Art. 23 - § 1. Die Einzugsgebietsbehörde stellt für jedes wallonische Einzugsgebiet ein Maßnahmenprogramm auf, um die in Anwendung des Artikels 22 festgelegten Ziele zu erreichen.

§ 2. Jedes Maßnahmenprogramm enthält die in Paragraph 3 angegebenen "grundlegenden" Maßnahmen und nötigenfalls "ergänzende" Maßnahmen gemäß Paragraph 4.

§ 3. Jedes Programm enthält mindestens:

1° die zur Anwendung der gemeinschaftlichen Wasserschutzvorschriften erforderlichen Maßnahmen, einschließlich der im Rahmen der in Artikel 160 angegebenen Rechtsvorschriften erforderlichen Maßnahmen und die von der Regierung angeführten Maßnahmen;

2° die zur Deckung der Kosten der Wasserdienstleistungen beitragenden Maßnahmen;

3° die geeigneten Maßnahmen, die zu einer effizienten Nutzung der Wasserressourcen im Hinblick auf die Erhaltung von deren Verfügbarkeit für die nachfolgenden Generationen anregen;

4° die zur Durchführung der Abwasserreinigungspläne nach Teileinzugsgebieten gemäß Artikel 218 erforderlichen Maßnahmen;

5° die Maßnahmen zur Erreichung der Anforderungen des Artikels 168, insbesondere die Maßnahmen zur Erhaltung der Wasserqualität, um den für die Gewinnung von zum menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser erforderlichen Umfang der Aufbereitung zu verringern;

6° die Maßnahmen zur Kontrolle der Entnahmen von Oberflächenwasser und Grundwasser, sowie der Aufstauung von Oberflächenwasser. Die Einzugsgebietsbehörde kann Entnahmen oder Aufstauungen, die keine signifikanten Auswirkungen auf den Wasserzustand haben, von diesen Kontrollen freistellen;

7° die Maßnahmen zur Kontrolle der künstlichen Anreicherung und Auffüllung des Grundwassers;

8° die Maßnahmen zur Kontrolle von Einleitungen aus punktuellen Quellen;

9° die Maßnahmen zur Kontrolle von Einleitungen aus diffusen Quellen;

10° die Maßnahmen, durch die die Durchführung der Ziele im Falle erheblicher negativer Auswirkungen, die durch die in Anwendung von Artikel 17 erstellten Beschreibung der Auswirkungen identifiziert werden, ermöglicht wird;

11° das Verbot der direkten Einleitung von Schadstoffen in das Grundwasser;

12° die Maßnahmen zur Beseitigung der prioritären gefährlichen Stoffe und zur schrittweisen Reduzierung der anderen Schadstoffe im Oberflächenwasser;

13° die Maßnahmen, durch die die Freisetzung von bedeutenden Mengen an Schadstoffen aus technischen Anlagen verhindert wird und die Folgen unerwarteter Verschmutzungen verhütet und/oder reduziert werden, einschließlich der geeigneten Maßnahmen zur Verringerung des Risikos für die aquatischen Ökosysteme;

14° die Maßnahmen zum Beitrag zur Minderung der Auswirkungen von Überschwemmungen und Dürren;

15° die Maßnahmen zur Vermeidung und Begrenzung der Grundwasserverschmutzung;

16° die Maßnahmen zur Förderung einer integrierten und konzertierten Verwaltung durch Information, Verschärfung des Umweltbewusstseins der Bürger, die Teilnahme der betroffenen Beteiligten an den verschiedenen Etappen der Ausarbeitung der in Artikel 24 erwähnten Bewirtschaftungspläne;

Das Maßnahmenprogramm wird gemäß den Artikeln 26 bis 31 erarbeitet und aktualisiert. Die Regierung kann die Regeln bezüglich des Inhalts des Maßnahmenprogramms festlegen. Diese Maßnahmen können gegebenenfalls aus bereits in Durchführung der Bestimmungen von Gesetzes- und Verordnungstexten, die in der Wallonischen Region in diesem Bereich anwendbar sind, getroffenen Maßnahmen bestehen.

Die Einzugsgebietsbehörde bemüht sich, für jede Rubrik zwischen den an den bereits in dem wallonischen Einzugsgebiet anwendbaren Maßnahmen vorzunehmenden Änderungen und den zu treffenden Maßnahmen zu unterscheiden.

§ 4. Jedes Programm kann ergänzende Maßnahmen enthalten, deren nicht erschöpfende Liste von der Regierung aufgestellt wird. Werden solche Maßnahmen ergriffen, so werden sie von der Einzugsgebietsbehörde in dem Maßnahmenprogramm im einzelnen angegeben. Die Einzugsgebietsbehörde kann ebenfalls andere ergänzende Maßnahmen ergreifen, um für einen zusätzlichen Schutz oder eine Verbesserung des Zustands des Wassers zu sorgen, insbesondere im Rahmen der Durchführung der einschlägigen internationalen Übereinkommen gemäß Artikel 1.

§ 5. Die Einzugsgebietsbehörde kann damit beginnen, ein Maßnahmenprogramm für jedes wallonische Teileinzugsgebiet aufzustellen. Diese Programme werden anschließend bestätigt und gegebenenfalls angepasst, um den Entwurf des Maßnahmenprogramms und anschließend das Maßnahmenprogramm eines jeden wallonischen Einzugsgebiets zu bilden.

§ 6. Die vorschriftsmäßigen Bestimmungen des Maßnahmenprogramms haben für die Einzugsgebietsbehörde, die regionale Verwaltung, die regionalen Einrichtungen öffentlichen Interesses, die mit einer Aufgabe öffentlichen Dienstes beauftragten Personen privaten Rechts und was die Angelegenheiten regionalen Interesses betrifft für die Provinzen, Gemeinden und Gemeindevereinigungen einen Richtwert.

§ 7. Geht aus den Überwachungsdaten oder sonstigen Daten hervor, dass die aufgrund des Artikels 22 festgelegten Ziele voraussichtlich nicht erreicht werden, sorgt die Einzugsgebietsbehörde dafür, dass:

- 1° den Gründen hierfür nachgegangen wird;
- 2° die entsprechenden Zulassungen und Genehmigungen geprüft und gegebenenfalls revidiert werden;
- 3° die Überwachungsprogramme überprüft und gegebenenfalls angepasst werden;

4° die zur Erreichung dieser Ziele erforderlichen Zusatzmaßnahmen festgelegt werden, gegebenenfalls einschließlich der Erstellung strengerer Umweltqualitätsnormen.

Wenn diese Gründe auf Umständen natürlicher Art oder höherer Gewalt beruhen, die außergewöhnlich sind oder nach vernünftiger Einschätzung nicht vorhersehbar waren, wie insbesondere starke Überschwemmungen oder lang anhaltende Dürren, kann die Einzugsgebietsbehörde feststellen, dass Zusatzmaßnahmen in der Praxis nicht durchführbar sind)

§ 8. Das Maßnahmenprogramm des wallonischen Einzugsgebiets kann in jedem wallonischen Teileinzugsgebiet durchgeführt werden.

§ 9. Bei der Durchführung der Maßnahmen gemäß § 3 werden alle geeigneten Vorkehrungen getroffen, damit die Meeresgewässer nicht zusätzlich verschmutzt werden. Unbeschadet der bestehenden Rechtsvorschriften darf die Durchführung von Maßnahmen gemäß § 3 unter keinen Umständen direkt oder indirekt zu einer erhöhten Verschmutzung der Oberflächengewässer führen. Diese Anforderung gilt nicht, wenn sie eine stärkere Verschmutzung der Umwelt insgesamt bewirken würde.

§ 10. Die Maßnahmenprogramme müssen spätestens am 22. Dezember 2009 aufgestellt sein; alle Maßnahmen müssen spätestens am 22. Dezember 2012 in die Praxis umgesetzt sein.

Sie werden von der Einzugsgebietsbehörde alle sechs Jahre überprüft und nötigenfalls aktualisiert.

KAPITEL II — Bewirtschaftungsplan

Abschnitt 1 — Grundsätze

Art. 24 - § 1. Die Einzugsgebietsbehörde stellt für jedes wallonische Einzugsgebiet einen Bewirtschaftungsplan auf. Die Regierung verabschiedet den Inhalt des Bewirtschaftungsplans des wallonischen Einzugsgebiets.

Jeder Plan enthält unter anderem:

- 1° eine allgemeine Beschreibung der Merkmale des wallonischen Einzugsgebiets, sowie eine Zusammenfassung der Beschreibung der Auswirkungen menschlicher Tätigkeit auf den Zustand der Gewässer und der wirtschaftlichen Analyse;
- 2° die Karten der Überwachungsnetze und die Darstellung der Schutzgebiete in Form einer Karte;
- 3° eine Liste der für das wallonische Einzugsgebiet festgelegten Umweltziele, einschließlich der Ermittlung der Fälle, in denen die in Artikel 22 erwähnten Abweichungen in Anspruch genommen wurden;
- 4° eine Zusammenfassung des oder der Maßnahmenprogramme;
- 5° eine Zusammenfassung der Maßnahmen zur Information und Anhörung der Öffentlichkeit;
- 6° eine Bilanz des vorhergehenden Bewirtschaftungsplans.

Jeder Plan enthält falls nötig ein Verzeichnis und eine Zusammenfassung der aufgrund des Paragraphen 2 aufgestellten Bewirtschaftungspläne.

§ 2. Die Einzugsgebietsbehörde kann damit beginnen, einen Bewirtschaftungsplan eines jeden wallonischen Teileinzugsgebiets aufzustellen. Diese Pläne werden anschließend bestätigt und gegebenenfalls angepasst, um den Entwurf des Bewirtschaftungsplans des wallonischen Einzugsgebiets und anschließend den Bewirtschaftungsplan des wallonischen Einzugsgebiets zu bilden.

§ 3. Der Bewirtschaftungsplan des wallonischen Einzugsgebiets wird gemäß den Artikeln 26 bis 31 aufgestellt und aktualisiert. Er wird spätestens am 22. Dezember 2009 veröffentlicht und von der Einzugsgebietsbehörde alle sechs Jahre überprüft und nötigenfalls aktualisiert.

§ 4. Dem Bewirtschaftungsplan des wallonischen Einzugsgebiets werden Angaben bezüglich seiner vorhersehbaren Auswirkungen auf den Preis des Wassers, der Auswirkungen auf den Haushalt der öffentlichen Behörden, seiner vorhersehbaren Auswirkungen unter dem sozialen, wirtschaftlichen und umweltbezogenen Gesichtspunkt beigefügt.

Art. 25 - Der Bewirtschaftungsplan beinhaltet einen Plan der Kläranlagen, in dem die Gelände angegeben werden, die für die Installation von Klärstationen bestimmt werden können.

Die Regierung legt die Modalitäten fest, die darauf abzielen, die Übereinstimmung der für die zur Aufnahme von Klärstationen bestimmten Standorte mit den Vorschriften bezüglich der Raumordnung zu gewährleisten. Sie kann außerdem die Kriterien und Bedingungen für die Abweichungen von den Sektorenplänen und den kommunalen Raumordnungsplänen angeben.

Abschnitt 2 — Aufstellungsverfahren

Art. 26 - § 1. Zur Aufstellung des in Artikel 24, § 1 erwähnten Bewirtschaftungsplans erarbeitet die Einzugsgebietsbehörde den Entwurf eines Zeitplans und den Entwurf eines Arbeitsprogramms, einschließlich einer Erklärung über die zu treffenden Anhörungsmaßnahmen.

§ 2. Mindestens drei Jahre vor dem Datum der in Aussicht genommenen Veröffentlichung des Bewirtschaftungsplans und spätestens drei Jahre vor dem 22. Dezember 2009 werden die Entwürfe des Zeitplans und des Arbeitsprogramms auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und von der Einzugsgebietsbehörde einer öffentlichen Untersuchung von einer Dauer von mindestens sechs Monaten unterworfen. Gleichzeitig stellt die Einzugsgebietsbehörde die Entwürfe des Zeitplans und des Arbeitsprogramms, sowie die zu deren Aufstellung verwendeten Informationen auf einer Internet-Webseite und in jedem betroffenen Teileinzugsgebiet zur Verfügung.

§ 3. Die öffentliche Untersuchung wird in jeder Gemeinde des wallonischen Einzugsgebiets sowohl durch Anschlag, als auch durch Bekanntmachung in mindestens drei in der gesamten Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen angekündigt, wovon eine in deutscher Sprache ist. Falls die Gemeinde über ein Informationsblatt verfügt oder eine Reklamezeitung kostenlos an die Bevölkerung ausgeteilt wird, ist die Bekanntmachung auch dort aufzugeben.

Zur Vorlage eines einzigen Bewirtschaftungsplans einer internationalen Flussgebietseinheit wird die öffentliche Untersuchung ebenfalls in den anderen Staaten oder Regionen der internationalen Flussgebietseinheit schriftlich angekündigt.

Der Anfang und das Ende der Frist der öffentlichen Untersuchung, sowie die Anschriften der Internet-Webseite und der Stellen, bei denen die Entwürfe des Zeitplans und des Arbeitsprogramms eingesehen werden können und die Anschrift der Stelle, an die die schriftlichen Bemerkungen gerichtet werden können, wie auch der Ort und Zeitpunkt, zu dem die mündlichen Bemerkungen entgegengenommen werden, werden in der Ankündigung angegeben.

§ 4. Während die Einzugsgebietsbehörde die Entwürfe des Zeitplans und des Arbeitsprogramms einer öffentlichen Untersuchung unterbreitet, zieht sie gleichzeitig die Gemeinden des wallonischen Einzugsgebiets, AQUAWAL, den "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung), die "Société publique de gestion de l'eau", die "Commission consultative de l'eau" (Beratungsausschuss für Wasser, die "Commission régionale wallonne de l'aménagement du territoire" (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung), die betroffene Erhaltungskommission, den Kontrollausschuss für Wasser, sowie alle Personen und Instanzen zu Rate, deren Konsultierung sie als nützlich erachtet.

§ 5. Die Gutachten werden der Einzugsgebietsbehörde vor Ende der Untersuchung übermittelt. In Ermangelung dessen werden sie als günstig angesehen.

§ 6. Innerhalb von sechzig Tagen nach Ende der Untersuchung verabschiedet die Einzugsgebietsbehörde den Zeitplan und das Arbeitsprogramm. Der Beschluss wird begründet. Der Zeitplan und das Arbeitsprogramm werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 7. Das vorliegende Verfahren findet ebenfalls Anwendung auf die Aktualisierungsverfahren des Bewirtschaftungsplans.

Art. 27 - § 1. Zur Aufstellung des in Artikel 24, Paragraph 1 erwähnten Bewirtschaftungsplans erarbeitet die Einzugsgebietsbehörde einen vorläufigen Überblick über die für das Einzugsgebiet festgestellten wichtigen Wasserbewirtschaftungsfragen.

§ 2. Mindestens zwei Jahre vor dem Datum der in Aussicht genommenen Veröffentlichung des Bewirtschaftungsplans und spätestens zwei Jahre vor dem 22. Dezember 2009 wird der vorläufige Überblick über die wichtigen Fragen auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und von der Einzugsgebietsbehörde einer öffentlichen Untersuchung von einer Dauer von mindestens sechs Monaten unterworfen. Gleichzeitig stellt die Einzugsgebietsbehörde den vorläufigen Überblick über die wichtigen Fragen, sowie die zu dessen Aufstellung verwendeten Informationen auf einer Internet-Webseite und in jedem betroffenen Teileinzugsgebiet zur Verfügung.

§ 3. Die öffentliche Untersuchung wird in jeder Gemeinde des wallonischen Einzugsgebiets sowohl durch Anschlag, als auch durch Bekanntmachung in mindestens drei in der gesamten Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen angekündigt, wovon eine in deutscher Sprache ist.

Zur Vorlage eines einzigen Bewirtschaftungsplans einer internationalen Flussgebietseinheit wird die öffentliche Untersuchung ebenfalls in den anderen Staaten oder Regionen der internationalen Flussgebietseinheit schriftlich angekündigt.

Der Anfang und das Ende der Frist der öffentlichen Untersuchung, sowie die Anschriften der Internet-Webseite und der Stellen, bei denen der vorläufige Überblick über die wichtigen Fragen eingesehen werden kann und die Anschrift der Stelle, an die die schriftlichen Bemerkungen gerichtet werden können, wie auch der Ort und Zeitpunkt, zu dem die mündlichen Bemerkungen entgegengenommen werden, werden in der Ankündigung angegeben.

§ 4. Während die Einzugsgebietsbehörde den vorläufigen Überblick über die wichtigen Fragen einer öffentlichen Untersuchung unterbreitet, zieht sie gleichzeitig die Gemeinden des wallonischen Einzugsgebiets, AQUAWAL, den "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung), die "Société publique de gestion de l'eau", die "Commission consultative de l'eau" (Beratungsausschuss für Wasser, die "Commission régionale wallonne de l'aménagement du territoire" (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung), die betroffene Erhaltungskommission, den Kontrollausschuss für Wasser, sowie alle Personen und Instanzen zu Rate, deren Konsultierung sie als nützlich erachtet.

§ 5. Die Gutachten werden der Einzugsgebietsbehörde vor Ende der Untersuchung übermittelt. In Ermangelung dessen werden sie als günstig angesehen.

§ 6. Innerhalb von sechzig Tagen nach Ende der Untersuchung verabschiedet die Einzugsgebietsbehörde den vorläufigen Überblick über die wichtigen Fragen. Der Beschluss wird begründet. Der Zeitplan und das Arbeitsprogramm werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 7. Das vorliegende Verfahren findet ebenfalls Anwendung auf die Aktualisierungsverfahren des Bewirtschaftungsplans.

Art. 28 - § 1. Zur Aufstellung des in Artikel 24, § 1 erwähnten Bewirtschaftungsplans erarbeitet die Einzugsgebietsbehörde den Entwurf eines Bewirtschaftungsplans, sowie den Entwurf eines Maßnahmenprogramms, die insbesondere aufgrund der nach Abschluss der Verfahren gemäß den Artikeln 27 und 28 eingeholten Gutachten und Bemerkungen festgelegt werden.

§ 2. Mindestens ein Jahr vor dem Datum der in Aussicht genommenen Veröffentlichung des Bewirtschaftungsplans und spätestens ein Jahr vor dem 22. Dezember 2009 werden der Entwurf eines Bewirtschaftungsplans und der Entwurf eines Maßnahmenprogramms auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und von der Einzugsgebietsbehörde einer öffentlichen Untersuchung von einer Dauer von mindestens sechs Monaten unterworfen. Gleichzeitig stellt die Einzugsgebietsbehörde den Entwurf eines Bewirtschaftungsplans und den Entwurf eines Maßnahmenprogramms, sowie die zu dessen Aufstellung verwendeten Informationen auf einer Internet-Webseite und in jedem betroffenen Teileinzugsgebiet zur Verfügung.

§ 3. Die öffentliche Untersuchung wird in jeder Gemeinde des wallonischen Einzugsgebiets sowohl durch Anschlag, als auch durch Bekanntmachung in mindestens drei in der gesamten Wallonischen Region verbreiteten Tageszeitungen angekündigt, wovon eine in deutscher Sprache ist.

Zur Vorlage eines einzigen Bewirtschaftungsplans einer internationalen Flussgebietseinheit wird die öffentliche Untersuchung ebenfalls in den anderen Staaten oder Regionen der internationalen Flussgebietseinheit schriftlich angekündigt.

Der Anfang und das Ende der Frist der öffentlichen Untersuchung, sowie die Anschriften der Internet-Webseite und der Stellen, bei denen der Entwurf eines Bewirtschaftungsplans und der Entwurf eines Maßnahmenprogramms eingesehen werden können und die Anschrift der Stelle, an die die schriftlichen Bemerkungen gerichtet werden können, wie auch der Ort und Zeitpunkt, zu dem die mündlichen Bemerkungen entgegengenommen werden, werden in der Ankündigung angegeben.

§ 4. Während die Einzugsgebietsbehörde den Entwurf eines Bewirtschaftungsplans und den Entwurf eines Maßnahmenprogramms einer öffentlichen Untersuchung unterbreitet, zieht sie gleichzeitig die Gemeinden des wallonischen Einzugsgebiets, AQUAWAL, den "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung), die "Société publique de gestion de l'eau", die "Commission consultative de l'Eau" (Beratungsausschuss für Wasser, die "Commission régionale wallonne de l'aménagement du territoire" (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung), die betroffene Erhaltungskommission, den Kontrollausschuss für Wasser, sowie alle Personen und Instanzen zu Rate, deren Konsultierung sie als nützlich erachtet.

§ 5. Die Gutachten werden der Einzugsgebietsbehörde vor Ende der Untersuchung übermittelt. In Ermangelung dessen werden sie als günstig angesehen.

§ 6. Die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung, sowie die von den in Paragraph 4 erwähnten Instanzen abgegebenen Gutachten werden bei der Verabschiedung des Bewirtschaftungsplans und des Maßnahmenprogramms berücksichtigt.

Der Bewirtschaftungsplan enthält eine Zusammenfassung der zur Information und Anhörung der Öffentlichkeit getroffenen Maßnahmen und die Ergebnisse dieser Maßnahmen. Die Einzugsgebietsbehörde verabschiedet den Bewirtschaftungsplan und das Maßnahmenprogramm spätestens am 22. Dezember 2009 und anschließend alle sechs Jahre.

§ 7. Der Bewirtschaftungsplan und das Maßnahmenprogramm werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die vorschriftsmäßigen Bestimmungen des Maßnahmenprogramms haben zehn Tage nach der Veröffentlichung des Maßnahmenprogramms im *Belgischen Staatsblatt* Richtwert.

Innerhalb von zehn Tagen ab der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* werden den gemäß Paragraph 4 zu Rate gezogenen Personen und Instanzen Ausfertigungen des Bewirtschaftungsplans und des Maßnahmenprogramms übermittelt.

Art. 29 - Falls der Bewirtschaftungsplan und/oder das Maßnahmenprogramm einer Bewertung der Umweltverträglichkeit gemäß Artikel 53 des dekretbezogenen Teils des Buches I unterzogen werden, sind die Bestimmungen der Artikel 55 bis 61 des dekretbezogenen Teils des Buches I zusätzlich zu den in Artikel 28 vorgesehenen Bestimmungen anwendbar.

Während die Einzugsgebietsbehörde den Bewirtschaftungsplan und das Maßnahmenprogramm verabschiedet, fasst sie den in Artikel 56 des dekretbezogenen Teils des Buches I erwähnten Umweltverträglichkeitsbericht.

Wenn die in Artikel 56 des dekretbezogenen Teils des Buches I geforderte Information in dem Entwurf des Bewirtschaftungsplans oder in dem Entwurf des Maßnahmenprogramms ausreichend gegeben wird, kann der Umweltverträglichkeitsbericht auf einen bestimmten Punkt beziehungsweise auf diesen Entwurf beschränkt werden.

Art. 30 - § 1. Innerhalb von drei Monaten ab der Veröffentlichung der Bewirtschaftungspläne der wallonischen Einzugsgebiete übermittelt die Einzugsgebietsbehörde der Europäischen Kommission und den anderen betroffenen Mitgliedstaaten die Abschriften dieser Pläne.

§ 2. Die Einzugsgebietsbehörde unterbreitet zusammenfassende Berichte über die im Hinblick auf den ersten Bewirtschaftungsplan für das Einzugsgebiet durchgeführte(n) Beschreibung gemäß Artikel 17;

Überwachungsprogramme gemäß Artikel 19 innerhalb von drei Monaten nach ihrer Fertigstellung.

§ 3. Die Einzugsgebietsbehörde legt innerhalb einer Frist von drei Jahren nach der Veröffentlichung jedes Bewirtschaftungsplans für die wallonischen Einzugsgebiete oder nach dessen Aktualisierung einen Zwischenbericht mit einer Beschreibung der Fortschritte vor, die bei der Durchführung des vorgesehenen Maßnahmenprogramms erzielt wurden.

Art. 31. Stellt die Einzugsgebietsbehörde ein Problem fest, das Auswirkungen auf die Bewirtschaftung ihrer Wasserressourcen hat, von ihr jedoch nicht gelöst werden kann, so kann sie dies der Europäischen Kommission und jedem anderen betroffenen Staat oder jeder anderen betroffenen Region mitteilen und Empfehlungen zur Lösung dieses Problems machen.

KAPITEL III — Flussvertrag

Art. 32 - Auf Initiative von lokalen Behörden, Betreibern des Wasserkreislaufs und/oder Vereinigungen kann innerhalb eines jeden wallonischen Einzugsgebiets ein Flussvertrag abgeschlossen werden. Der Flussvertrag zielt darauf ab, die Mehrheit der von der Bewirtschaftung der Wasserressourcen des wallonischen Teileinzugsgebiets betroffenen Gemeinden und Betreiber des Wasserkreislaufs zu vereinigen.

Der Flussvertrag ist dazu bestimmt, der Öffentlichkeit, den Behörden und den Akteuren des Wassersektors zu begegnen, um sie zu informieren und sie für die integrierte und globale Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs zu sensibilisieren. Die Regierung kann dem Flussvertrag Aufgaben zwecks der Information, Sensibilisierung und Konzertierung, insofern diese zum Dialog beiträgt, sowie gezielte technische Aufgaben zuteilen.

Die Regierung kann dem Flussvertrag Zuschüsse gemäß den von ihr festgelegten Regeln gewähren. Der Flussvertrag fasst einen jährlichen Tätigkeitsbericht. Die Bewertung des Flussvertrags wird jährlich von der D.G.R.N.E. ("Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt)), Abteilung Wasser bewertet.

Titel V — Wasserläufe

KAPITEL I — Allgemeines

Art. 33 - Die Wasserläufe der Wallonischen Region bestehen aus nichtschiffbaren Wasserläufen und Wasserstraßen. Sie können gemäß den in Artikel 2, 20° und 90° festgelegten Regeln in eine dieser Kategorien eingeordnet werden.

Sie werden gemäß den Regeln des vorliegenden Titels und in Übereinstimmung mit ihrer hauptsächlichen Zweckbestimmung, ihren verschiedenen Funktionen und Verwendungen, sowie den damit verbundenen Anforderungen verwaltet.

Die Region gewährleistet den freien Fischverkehr in allen Einzugsgebieten gemäß den von ihr unterzeichneten internationalen Übereinkommen.

KAPITEL II — *Nichtschiffbare Wasserläufe*

Abschnitt 1 — Bestimmung der nichtschiffbaren Wasserläufe

Art. 34 - Die Regierung bestimmt die Herkunft der in Artikel 2, 20° festgelegten nichtschiffbaren Wasserläufe und bezeichnet deren Bewirtschafter.

Art. 35 - Zum Nutzen der Allgemeinheit und aus Gründen eines eindeutigen Interesses kann die Regierung jeden künstlichen Ableitweg, sowie jeden Wasserlauf oder Teil eines Wasserlaufs, von dem die Gesamtfläche des Bodens, dessen Wasserableitung durch den Wasserlauf stromaufwärts einer bestimmten Stelle gewährleistet wird, 100 ha nicht überschreitet, in die nichtschiffbaren Wasserläufe einordnen.

Art. 36 - Der oder die Bewirtschafter werden damit beauftragt, die beschreibenden Tabellen des Atlases der nichtschiffbaren Wasserläufe und alle anderen Unterlagen, durch die deren Zustand aufgenommen werden kann, gemäß den Anweisungen der Regierung aufzustellen und zu aktualisieren.

Die Regierung bestimmt die Angaben, die diese Tabellen und Unterlagen enthalten müssen, und schreibt vor, wie und innerhalb welcher Frist sie erstellt werden müssen. Sie legt die Modalitäten für die Untersuchung, Beschwerden und Einsprüche, zu denen die Aufstellung der Tabellen und Unterlagen Anlass gibt, sowie die Modalitäten für deren endgültige Genehmigung fest. Sie organisiert ebenfalls die Aufbewahrung und Aktualisierung dieser Unterlagen.

Abschnitt 2 — Instandhaltungsarbeiten und kleine Reparaturen

Art. 37 - § 1. Die Instandhaltungsarbeiten und kleinen Reparaturen umfassen die Eingriffe zur Pflege des Wasserlaufs und der damit verbundenen Bauwerke, die auf angemessene und proportionierte Weise ausgeführt werden, um die Sicherheit der Güter und Personen und den Umwelt- und Naturschutz zu gewährleisten.

§ 2. Die Instandhaltungsarbeiten und kleinen Reparaturen werden von dem Bewirtschafter gemäß der von der Regierung bestimmten regionalen Verordnung über die nichtschiffbaren Wasserläufe durchgeführt.

In dieser Verordnung werden die Durchführungsmodalitäten und insbesondere die einzuhaltenden Fristen angegeben; sie sieht ebenfalls eine jährliche Besichtigung der Wasserläufe vor, um die Arbeiten zu bestimmen, die im Laufe eines Zeitraums von zwölf Monaten nach dieser Besichtigung auszuführen sind.

Unbeschadet der Bestimmungen dieser Verordnung bewerkstelligen die Gemeinden gemäß Artikel 123, 11° des neuen Gemeindegesetzes die dringenden Instandhaltungsarbeiten und kleinen Reparaturen, die für die unmittelbare Sicherheit der Güter und Personen erforderlich sind.

Art. 38 - Die mit diesen Arbeiten zusammenhängenden Kosten werden von der Region übernommen. Ein Teil dieser Kosten kann zu Lasten der Personen privaten oder öffentlichen Rechts gehen, die den Wasserlauf benutzen oder Eigentümer eines Kunstbauwerks sind, das sich auf dem Wasserlauf befindet, und zwar im Verhältnis zu der Zunahme der Kosten, die durch die Benutzung des Wasserlaufs oder das Vorhandensein des Kunstbauwerks verursacht wird. Dieser Kostenbeitrag wird von der Regierung festgelegt.

Art. 39 - Die entweder durch die Benutzung oder durch Titel oder Vereinbarungen auferlegten Sonderverpflichtungen bleiben erhalten und werden unter der Leitung des gemäß Artikel 34 bezeichneten Bewirtschafters erfüllt.

Die Brücken und anderen privaten Bauwerke werden von ihren Eigentümern instandgehalten oder repariert; mangels dessen kann die Regierung unbeschadet der durch das vorliegende Kapitel und die Artikel 423 und 424 vorgesehenen Strafen die Arbeiten zu Lasten der Eigentümer anordnen.

Abschnitt 3 - Arbeiten, die einer Umweltgenehmigung oder Erklärung unterworfen werden können

Art. 40 - Folgende Arbeiten können gemäß den durch das Dekret vom 11. März über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Regeln einer Umweltgenehmigung oder Erklärung unterworfen werden:

1° jede bedeutende Änderung des Wasserlaufs oder der auf diesem eingerichteten Bauwerke;

2° jede Verbesserung des Wasserabflusses;

3° alle Arbeiten zur Bekämpfung der Überschwemmungen;

4° jede Schaffung oder Beseitigung eines Wasserlaufs;

5° alle Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten des Wasserlaufs und die Ausführung durch den Bewirtschafter.

Der Bewirtschafter kann von Amts wegen alle Arbeiten durchführen, deren Aufschiebung eine Gefahr darstellt oder einen Schaden verursachen könnte, unter der Bedingung, dass die Regierung unmittelbar davon in Kenntnis gesetzt wird.

Art. 41 - Unbeschadet der von den Behörden gewährten Zuschüsse gehen die durch die Arbeiten verursachten Kosten zu Lasten derjenigen, die die Initiative zu deren Ausführung ergriffen haben.

Die Regierung kann einen Teil der Ausgaben zu Lasten der Personen privaten oder öffentlichen Rechts gehen lassen, die den Wasserlauf benutzen oder Eigentümer eines Kunstbauwerks sind und die aus diesen Arbeiten Nutzen ziehen würden oder durch die die Arbeiten notwendig wurden, als sie der Bewirtschafter ausgeführt hatte.

Abschnitt 4 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 42 - Das Bett eines nichtschiffbaren Wasserlaufs gilt als Eigentum der Region.

Art. 43 - § 1. Die Anwohner, Benutzer und Eigentümer von Kunstbauwerken auf den Wasserläufen sind verpflichtet:

1° den Bediensteten der Verwaltung, den Arbeitern und anderen mit der allgemeinen Überwachung der Wasserläufe und der Ausführung der Arbeiten beauftragten Personen freien Zugang zu lassen;

2° auf ihren Ländereien oder Grundstücken die zur Ausführung der Arbeiten notwendigen Materialien, Werkzeuge und Maschinen abstellen zu lassen.

§ 2. Die Anwohner, Benutzer und Eigentümer von Kunstbauwerken können eine Entschädigung für den Schaden verlangen, den sie anlässlich der Ausführung der in Artikel 40 erwähnten Arbeiten erlitten haben. Diese Entschädigung ist in den Kosten für die Arbeiten inbegriffen.

Art. 44 - Die aus dem Bett des Wasserlaufs entnommenen Materialien werden gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und dessen Anwendungserlasse verwaltet.

Art. 45 - Das vorliegende Kapitel ist auf die Bewässerungsgenossenschaften anwendbar.

Art. 46 - Den in Durchführung der Artikel 34, mit Ausnahme der Bezeichnung des Bewirtschafters, 35, 38 und 41 zu fassenden Beschlüssen geht eine öffentliche Untersuchung in den betroffenen Gemeinden voraus.

Art. 47 - Die Regierung ist befugt, eine allgemeine Polizeiverordnung für nichtschiffbare Wasserläufe zu erstellen.

In dieser Verordnung entscheidet sie über das Schicksal der auf den nichtschiffbaren Wasserläufen unrechtmäßig vorhandenen Bauwerke.

In derselben Verordnung legt sie, abgesehen von der Strafe, die Modalitäten für die Wiedergutmachung der Übertretung fest und bestimmt das Verfahren, das anzuwenden ist, falls sich der Zuwiderhandelnde auf ein Eigentumsrecht oder ein anderes dingliches Recht beruft.

KAPITEL III — Wasserstraßen

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 48 - Das vorliegende Kapitel zielt darauf ab, die materielle und physische Unversehrtheit der Güter des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen zu wahren, ihre jeweilige Zweckbestimmung aufrechtzuerhalten, sowie eine nachhaltige Bewirtschaftung der Wasserstraßen zu gewährleisten.

Die Regierung kann die Liste der Wasserstraßen aufstellen.

Art. 49 - Die Regierung bezeichnet den Bewirtschafter der Wasserstraßen.

Abschnitt 2 — Instandhaltungsarbeiten und kleine Reparaturen

Art. 50 - § 1. Die Instandhaltungsarbeiten und kleinen Reparaturen umfassen die Eingriffe zur Pflege der Wasserstraßen, die auf angemessene und proportionierte Weise ausgeführt werden, um die Sicherheit der Güter und Personen und den Umwelt- und Naturschutz zu gewährleisten.

§ 2. Die Instandhaltungsarbeiten und kleinen Reparaturen werden von dem Bewirtschafter gemäß der von der Regierung bestimmten regionalen Verordnung über die Wasserstraßen durchgeführt.

In dieser Verordnung werden die Durchführungsmodalitäten und insbesondere die einzuhaltenden Fristen angegeben; sie sieht ebenfalls eine jährliche Besichtigung der Wasserstraßen vor, um die Arbeiten zu bestimmen, die im Laufe eines Zeitraums von zwölf Monaten nach dieser Besichtigung auszuführen sind.

Abschnitt 3 — Arbeiten, die einer Umweltgenehmigung oder Erklärung unterworfen werden können

Art. 51 - Folgende Arbeiten können gemäß den durch das Dekret vom 11. März vorgesehenen Regeln einer Umweltgenehmigung oder Erklärung unterworfen werden:

1° jede bedeutende Änderung des Wasserlaufs oder der auf diesem eingerichteten Bauwerke;

2° jede Verbesserung des Wasserabflusses;

3° alle Arbeiten zur Bekämpfung der Überschwemmungen;

4° jede Schaffung oder Beseitigung eines Wasserlaufs;

5° alle Ausbagger- oder Ausschlämmarbeiten des Wasserlaufs und die Ausführung durch den Bewirtschafter;

6° die auf dem regionalen Netz der Wasserstraßen eingerichteten ortsfesten und beweglichen Vorrichtungen;

7° die auf dem regionalen Netz der Wasserstraßen vorgenommenen Lagerungen;

8° die Einrichtung von Deichen, Aufschüttungen, Umzäunungen, Anpflanzungen, die den Wasserabfluss hindern oder während des Hochwassers auf schädliche Weise einschränken könnten, sowie jegliche anderen, auf dem Netz der Wasserstraßen ausgeführten Arbeiten;

9° der Aushub von Erde, Sand oder anderen Materialien weniger als zwanzig Meter von der Ufergrenze der Wasserstraßen entfernt.

Der Bewirtschafter kann von Amts wegen alle Arbeiten durchführen, deren Aufschiebung eine Gefahr darstellen oder einen Schaden verursachen könnte, unter der Bedingung, dass die Regierung unmittelbar davon in Kenntnis gesetzt wird.

KAPITEL IV — Bewirtschaftung der Wasserläufe, die nicht von den Kapiteln I bis III betroffen sind

Art. 52 - Die Regierung legt in einer Verordnung die Polizei- und Bewirtschaftungsregeln fest, die auf die Wasserläufe anwendbar sind, die nicht unter die Anwendung der Kapitel I bis III fallen.

KAPITEL V — Bestimmungen über die Bekämpfung der Überschwemmungen

Art. 53 - Die Regierung kann alle Maßnahmen treffen, die zur wirksamen Bekämpfung der Überschwemmungen erforderlich sind.

Sie stellt ein kartographisches Verzeichnis der Gebiete auf, die einem Überschwemmungsrisiko unterliegen.

Die Vorschriften dieser Unterlage haben verbindende Kraft und bilden die in Artikel 40, 5° des C.W.A.T.U.P. ("Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine" (Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe)) erwähnten Perimeter und bestimmen das Überschwemmungsrisiko, dem Immobiliengüter im Sinne des Artikels 136 des C.W.A.T.U.P. ausgesetzt sind.

Die Regierung kann außerdem ein kartographisches Verzeichnis

- der überschwemmungsgefährdeten Güter in den einem Überschwemmungsrisiko unterliegenden Gebieten;

- des Risikos für Schäden, die auf Überschwemmungen zurückzuführen sind, ausstellen.

Sie kann eine Methodologie zur Ausarbeitung dieser Unterlagen erstellen.

Art. 54 - Die Regierung richtet einen zentralisierten Hochwasser- und Überschwemmungswarn-, -Überwachungs- und -Vorhersagedienst ein, dessen Organisation und Aufgaben sie regelt. Sie beauftragt den Bewirtschafter der Wasserstraßen damit, dessen Einsetzung und Arbeitsweise zu gewährleisten.

Titel VI — Bewässerungsgenossenschaften

KAPITEL I — Organisation der Bewässerungsgenossenschaften

Art. 55 - Die Bewässerungsgenossenschaften sind öffentliche Verwaltungen, die im Hinblick auf die Einrichtung und Erhaltung innerhalb der Grenzen ihres territorialen Bezirks eines für die Landwirtschaft und Hygiene, sowie für den Schutz der Gelände gegen Überschwemmungen günstigen Wasserhaushalts eingerichtet werden.

In den Umkreisen der Natura 2000-Gebiete im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, die in den Umkreisen der Bewässerungsgenossenschaften fallen, werden die Letzteren außerdem im Hinblick auf die Einrichtung und Erhaltung eines angemessenen Wasserhaushalts im Sinne des Bezeichnungserlasses des Gebiets in Anwendung des Artikels 26, § 1 des vorerwähnten Gesetzes eingerichtet.

Art. 56 - Die Regierung bestimmt den Bezirk einer jeden Bewässerungsgenossenschaft. Die aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur bezeichneten Naturreservate und die biologisch wertvollen Feuchtgebiete werden dem Bezirk einer jeden Bewässerungsgenossenschaft entzogen.

Der Sitz der Bewässerungsgenossenschaft wird in ihrer Verordnung bestimmt. Vorbehaltlich einer Abweichungsgenehmigung seitens der Regierung muss er sich jedoch in der Gemeinde oder einer der Gemeinden befinden, auf deren Gebiet sich der Bezirk der Bewässerungsgenossenschaft erstreckt.

Art. 57 - Dem vorliegenden Titel unterliegen alle unter der Bezeichnung Bewässerungsgenossenschaft bestehenden Verwaltungen, Vereinigungen oder Gemeinschaften, die effektiv die in dem Gesetz vom 5. Juli 1956 über die Bewässerungsgenossenschaften erwähnten Aufgaben für den in Artikel 55 erwähnten Zweck wahrnehmen.

Von denjenigen der unter der Bezeichnung Bewässerungsgenossenschaft bestehenden Verwaltungen, Vereinigungen oder Gemeinschaften, die am 1. Januar 2003 nicht alle in den Artikeln 14, 16, 26, 27, 29 und 80 des Gesetzes vom 5. Juli 1956 über die Bewässerungsgenossenschaften erwähnten Bedingungen erfüllen, wird nicht davon ausgegangen, dass sie die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen einhalten. Falls diese Bewässerungsgenossenschaften der Regierung nicht innerhalb eines Monats nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Titels die Auskünfte übermitteln, die den Nachweis erbringen, dass sie diese Bedingungen erfüllen, werden sie von Rechts wegen aufgelöst.

Die Regierung stellt die Einhaltung der in Absatz 2 erwähnten Bedingungen oder mangels dessen die Auflösung der Bewässerungsgenossenschaft fest.

Art. 58 - Zwei Jahre nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Titels unterbreiten die Bewässerungsgenossenschaften der Regierung einen Verwaltungs- und Finanzbericht, der insbesondere die in den Artikeln 66 und 68 erwähnten Unterlagen, die Protokolle der Generalversammlungen und ein Verzeichnis der Maßnahmen, die ihre Beratungen vollzogen haben, das Verzeichnis und den Stand des Haushalts und der Abrechnungen unter Beifügung eines Kommentars mit der finanziellen Lage der Bewässerungsgenossenschaft enthält.

Die Regierung bewertet den in Absatz 1 erwähnten Bericht. Auf der Grundlage dieser Bewertung ist sie befugt, alle Maßnahmen zu treffen, die zur optimalen Ausführung der Aufgaben der Bewässerungsgenossenschaften erforderlich sind.

Art. 59 - Die Regierung kann Bewässerungsgenossenschaften aufheben, die bestehenden Bezirke ändern, mehrere Bewässerungsgenossenschaften fusionieren oder ihre Vereinigung im Hinblick auf ihren gemeinsamen Schutz oder zur Ausführung von Arbeiten in ihrem gemeinsamen Interesse anordnen.

Der Erlass, in dem die Aufhebung einer Bewässerungsgenossenschaft, die Bezirksaufteilung oder -änderung einer Bewässerungsgenossenschaft oder die Fusion von mehreren Bewässerungsgenossenschaften angeordnet wird, regelt den Vermögensanfall.

Art. 60 - Den in Artikel 59 erwähnten Beschlüssen geht eine Untersuchung vor, die von der Regierung vorgenommen wird.

Zu diesem Zweck wird der Entwurf des Beschlusses unter Beifügung der bildlichen Darstellung der Änderungen oder Neuerungen allen Bewässerungsgenossenschaften übermittelt, die von ihm betroffen sein können, und in den Gemeindehäusern der von ihm betroffenen Gemeinden hinterlegt. In diesen werden während einem Monat Hefte zur Verfügung gestellt, um die Bemerkungen der Eigentümer entgegenzunehmen.

Nach deren Schließung werden sie an die Regierung gerichtet.

Art. 61 - Wenn der Beschluss die Gründung durch Fusion einer oder mehrerer neuer Bewässerungsgenossenschaften enthält, ist jede der neuen öffentlichen Verwaltungen verpflichtet, sich eine Verordnung innerhalb der nachstehend angegebenen Frist aufzustellen.

Die Regierung erstellt einen Entwurf, der als Grundlage für die Verordnung gilt. Die Verordnung wird von einer Versammlung verabschiedet, die sich aus den Personen zusammensetzt, denen der Entwurf vorläufig das Stimmrecht unter den in Artikel 67 vorgesehenen Bedingungen zuteilt, und die von der Regierung innerhalb einer von ihr festgelegten Frist einberufen wird) Die Versammlung übermittelt der Regierung die Verordnung zur Genehmigung.

Wenn die Versammlung ihr die ordnungsgemäß verabschiedete Verordnung nicht innerhalb von drei Monaten ab der ersten Sitzung übermittelt, verabschiedet die Regierung die Verordnung von Amts wegen.

Art. 62 - Wenn der Beschluss die Vereinigung von Bewässerungsgenossenschaften enthält, fordert die Regierung diese auf, die Verordnung ihrer Vereinigung innerhalb der von ihr festgelegten Frist aufzustellen. Die Vereinigung der Bewässerungsgenossenschaften übermittelt die Verordnung der Regierung zur Genehmigung.

Wenn die Bewässerungsgenossenschaften ihr die Verordnung ihrer Vereinigung nicht innerhalb der vorerwähnten Frist übermittelt haben, verabschiedet die Regierung diese von Amts wegen.

Art. 63 - Die Bewässerungsgenossenschaften können sich ebenfalls aus eigener Initiative im Hinblick auf ihren gemeinsamen Schutz oder zur Ausführung von Arbeiten in ihrem gemeinsamen Interesse vereinigen. In diesem Fall stellen sie die Verordnung ihrer Vereinigung unter Vorbehalt der Genehmigung der Regierung auf.

Art. 64 - Eine Vereinigung von Bewässerungsgenossenschaften besitzt Rechtspersönlichkeit. In der Verordnung der Vereinigung werden ihre Bezeichnung, ihr Sitz, ihr Gesellschaftszweck, das Verfahren zur Ernennung und Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder, sowie deren Befugnisse und das Auflösungsverfahren festgelegt.

Die vereinigten Bewässerungsgenossenschaften bewahren in dem Zusammenschluss ihre Rechtspersönlichkeit.

KAPITEL II — *Verwaltung der Bewässerungsgenossenschaften*

Abschnitt 1 — Generalversammlungen

Art. 65 - Die Generalversammlung der Bewässerungsgenossenschaft setzt sich aus denjenigen Eigentümern eines bewässerten Grundstücks zusammen, die ein Stimmrecht haben.

Eigentümer eines bewässerten Grundstücks im Sinne des vorliegenden Titels sind alle Inhaber eines dinglichen Rechts, das die Nutznießung der in dem Bezirk der Bewässerungsgenossenschaften gelegenen Grundstücke bewirkt.

Art. 66 - Die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft stellt ein Register aller in der Bewässerungsgenossenschaft enthaltenen Grundstücke auf.

Dieses Register wird innerhalb der sechs ersten Monate eines jeden Jahres von der Direktion aktualisiert und revidiert.

Der Zeitpunkt, zu dem dies verrichtet wird, wird den Eigentümern eines bewässerten Grundstücks von der Direktion zur Kenntnis gebracht. Währenddessen können die Eigentümer eines bewässerten Grundstücks das Register einsehen und ihre Bemerkungen äußern.

Innerhalb von acht Tagen ab der Revision wird der Regierung dessen Protokoll übermittelt.

Wenn die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft den vorerwähnten Bedingungen nicht Folge leistet, beauftragt die Regierung den Katasterführer mit der Aufstellung und dem Abschluss des Registers auf Kosten der Bewässerungsgenossenschaft.

Die Regierung ist jederzeit berechtigt, die im Register festgestellten Irrtümer zu berichtigen.

Art. 67 - Die Verordnung einer jeden Bewässerungsgenossenschaft muss in einem angemessenen Maße die Vertretung kleiner Grundstücke gewährleisten. Sie muss mindestens das Stimmrecht eines jeden Eigentümers eines bewässerten Grundstücks sicherstellen, der in dem Bezirk der Bewässerungsgenossenschaft Grundstücke von einer Fläche von

- 1° einem halben Hektar in einem Bezirk von weniger als 100 Hektar;
- 2° einem Hektar in einem Bezirk von 100 bis 499 Hektar;
- 3° zwei Hektar in einem Bezirk von 500 bis 999 Hektar;
- 4° drei Hektar in einem Bezirk von 1000 bis 4999 Hektar;
- 5° vier Hektar in einem Bezirk von 5000 bis 9999 Hektar;
- 6° fünf Hektar in einem Bezirk von mindestens 10000 Hektar besitzt.

Die Eigentümer, die nicht einzeln stimmberechtigt sind, können ihre Grundstücke gruppieren, um das in der Verordnung festgelegte Minimum im Hinblick auf die kollektive Entsendung eines Vertreters in die Generalversammlung zu erreichen.

Jedes Mitglied der Generalversammlung verfügt über eine Stimme.

Art. 68 - Die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft stellt die Liste der stimmberechtigten Personen auf.

Diese Liste wird jährlich vor dem 1. Oktober revidiert und ab diesem Datum während eines Monats den betroffenen Personen zur Verfügung gestellt, die während dieser Frist und unter Gefahr des Rechtsausschlusses bei der Regierung ihre eventuellen Beschwerden einreichen müssen. Die Regierung fasst unverzüglich und auf alle Fälle vor Jahresende einen Beschluss.

Die Personen, die in der derart festgelegten Liste nicht eingetragen sind, üben ihr Stimmrecht im Laufe des darauffolgenden Jahres nicht aus.

Art. 69 - Wenn das Stimmrecht einer juristischen Person gehört, wird es durch einen von ihr zu diesem Zweck bezeichneten Mandatsträger ausgeübt.

Wenn das Stimmrecht Miteigentümern oder gleichzeitig einem Eigentümer und Inhabern von Nießbrauch-, Erbpacht-, Erbbau-Nutzungs- oder Wohnrechten gehört, kann dieses Stimmrecht lediglich von einem von den betroffenen Personen oder in Ermangelung einer Einigung vom Friedensrichter bezeichneten gemeinsamen Mandatsträger ausgeübt werden. Dieser Magistrat fasst einen Beschluss innerhalb eines Monats ab dem Antrag, der von der zuerst handelnden Partei zu diesem Zweck an ihn gerichtet wird.

Art. 70 - Die stimmberechtigten Personen können sich bei den Generalversammlungen von einem Mandatsträger ihrer Wahl vertreten lassen, ob dieser nun Eigentümer eines bewässerten Grundstücks ist oder nicht.

Ein Mandatsträger kann nur Inhaber einer einzigen Vollmacht sein.

Art. 71 - Die Bürgermeister der Gemeinden, auf denen sich der Bezirk der Bewässerungsgenossenschaft erstreckt, oder deren Vertreter nehmen von Rechts wegen, jedoch ohne beschließende Stimme, an der Generalversammlung teil.

Die von der Regierung bezeichneten Beamten müssen zu den Generalversammlungen geladen werden. Sie haben beratende Stimme.

Art. 72 - Jedes Mitglied der Generalversammlung, das nicht in einer der Gemeinden wohnhaft ist, auf denen sich der Bezirk der Bewässerungsgenossenschaft erstreckt, ist verpflichtet, den Wohnsitz für alles, was seine Beziehungen mit der Verwaltung der Bewässerungsgenossenschaft betrifft, dort zu wählen.

In Ermangelung einer solchen Wohnsitzwahl werden die Zustellungsschreiben und Vorladungen ordnungsgemäß an die Gemeindeverwaltung des Ortes gerichtet, in dem die Bewässerungsgenossenschaft ihren Sitz hat.

Art. 73 - Unbeschadet der Befugnisse, die durch Sonderbestimmungen auf die Generalversammlung übertragen werden, erstrecken sich die Zuständigkeiten der Generalversammlung auf:

- 1° die Erstellung der inneren Dienst- und Verwaltungsordnung;
- 2° die Erstellung der Sonderpolizeiverordnungen der Bewässerungsgenossenschaft unter den in Artikel 75 vorgesehenen Bedingungen;
- 3° die Beschlüsse über den Bau und die Verbesserung der Sperr-, Trockenlegungs- oder Bewässerungsbauwerke und der Wege; die Bestimmungen über die mit der Wallonischen Region abzuschließenden Vereinbarungen für die Ausführung der von dieser im Bezirk der Bewässerungsgenossenschaft vorzunehmenden Arbeiten;
- 4° die Erstellung des Haushaltsplans der Bewässerungsgenossenschaft;
- 5° die Prüfung der Konten und die den Rechnungsführern zu erteilenden Entlastungen;
- 6° die Beschlüsse über den Grundsatz und die Bedingungen der Vermietungen und Verpachtungen der Güter der Bewässerungsgenossenschaft, sowie unter Umständen die Aufschiebung von Verbindlichkeiten, die von den Mietern, Bauern, Auftragnehmer von Bauwerken oder Belieferungen übernommen werden;
- 7° die Veräußerungen und andere Verfügungshandlungen betreffend die Güter der Bewässerungsgenossenschaft;
- 8° die von der Bewässerungsgenossenschaft aufzunehmenden Anleihen;
- 9° die Wahl des "Geschoth" oder Besteuerung zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft.

Art. 74 - Die Generalversammlung ist verpflichtet, die gesetzlich oder vertraglich zu ihren Lasten gehenden Kosten jährlich in den Haushaltsplan einzutragen.

Wenn die im Haushaltsplan vorgesehenen Einnahmen unzureichend sind, ist sie verpflichtet, dies durch die Einsetzung ordentlicher oder außerordentlicher Steuerungen auszugleichen.

Falls die Generalversammlung diese Vorschriften nicht einhält, sorgen die Regierung, die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft und die angehörten Eigentümer eines bewässerten Grundstücks dafür.

Die Regierung stellt der Direktion der Bewässerungsgenossenschaft ihren Beschluss zu und die Letztere stellt ihn den Eigentümern eines bewässerten Grundstücks zu.

Art. 75 - Die Sonderpolizeiverordnung der Bewässerungsgenossenschaft kann lediglich die Erhaltung der Deiche, der Ableit- und Bewässerungswege, der Wege, der Kunstbauwerke und ihrer Nebenbauten bezwecken.

Die Verordnung kann Verstöße gegen diese Bestimmungen oder gegen einige von ihnen als Übertretung einstufen. Diese Übertretungen werden mit einer Gefängnisstrafe von einem bis sieben Tagen und einer Geldstrafe von einem bis fünfundzwanzig Euro oder nur mit einer dieser Strafen bestraft. Außer der Geldstrafe ordnet der Richter gegebenenfalls die Wiedergutmachung der Übertretung innerhalb einer von ihm festgelegten Frist an und beschließt bei Nichterfüllung, dass die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft auf Kosten des Übertreters, der aufgrund des Urteils zur Rückzahlung der Ausgaben auf einfache Vorlage des vom Kollegium aufgestellten Ausgabenverzeichnisses gezwungen sein kann, dafür Sorge trägt.

Die Verordnung kann nicht im Gegensatz stehen mit den Gesetzen und allgemeinen Verordnungen.

Sie ist ab dem zehnten Tag, der auf ihre Veröffentlichung folgt, obligatorisch.

Die Formen dieser Veröffentlichung und diejenigen ihrer Feststellung werden durch Erlass festgelegt.

Art. 76 - Die Beschlüsse der Generalversammlung werden mit absoluter Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Die geheime Abstimmung erfolgt, wenn ein Viertel der anwesenden Mitglieder es beantragen.

Art. 77 - Nach zwei aufeinanderfolgenden, durch die Korrespondenz festgestellten Mahnungen kann die Regierung einen oder mehrere Kommissare beauftragen, sich auf Kosten der mit der Beachtung der Mahnungen in Verzug geratenen Bewässerungsgenossenschaft an Ort und Stelle zu begeben, um die geforderten Auskünfte oder Bemerkungen entgegenzunehmen oder um die durch die dekretbezogenen oder vorschriftsmäßigen Bestimmungen, sowie durch die von allen zuständigen Behörden in Ausführung der vorliegenden dekretbezogenen Bestimmungen gefassten Beschlüsse vorgeschriebenen Maßnahmen ausführen zu lassen.

Die Einnahmen dieser Kosten werden wie in Sachen direkte Abgaben von dem Staatseinknehmer auf Vollstreckbarkeitserklärung der Regierung verfolgt.

Art. 78 - Unbeschadet der besonderen dekretbezogenen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen unterliegt Folgendes der Genehmigung der Regierung:

1° die Vereinbarungen zwischen mehreren Bewässerungsgenossenschaften oder zwischen Bewässerungsgenossenschaften und Drittpersonen, was den Wasserabfluss und die Wasserzuleitung betrifft;

2° die Veräußerungen, Erwerbe, Austauschgeschäfte und Transaktionen, die Güter oder Rechte an Grundstücken und die Mietverträge zum Gegenstand haben;

3° die Anleihen und Vereinbarungen, aus denen sich für die Bewässerungsgenossenschaft ständige Kosten ergeben;

4° die Beschlüsse zur Festlegung der Steuerungen zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft;

5° die Haushaltspläne und Abrechnungen.

Art. 79 - Die Verordnungen der Bewässerungsgenossenschaften sowie die an diesen Verordnungen vorgenommenen Abänderungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Derselben Genehmigung unterliegen die aufgrund des Artikels 63 zwischen mehreren Bewässerungsgenossenschaften abgeschlossenen Vereinigungsvereinbarungen, sowie die Verordnungen einer jeden Vereinigung von Bewässerungsgenossenschaften.

Die Regierung kann von Amts wegen jede zur Gewährleistung der Durchführung des vorliegenden Titels bestimmte Bestimmung in die Verordnungen eintragen.

Art. 80 - Die Beschlüsse der Generalversammlungen, die nicht der Genehmigung der Regierung unterliegen, können von der Regierung aufgehoben werden, wenn sie im Gegensatz zu dem vorliegenden Titel, der von der übergeordneten Behörde genehmigten Verordnung der Bewässerungsgenossenschaft, den Interessen der Öffentlichkeit oder denjenigen einer anderen öffentlichen Verwaltung oder einer anderen öffentlichen Institution oder Einrichtung stehen.

Die Regierung kann den Beschluss nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten ab dem Tag, an dem ihr der Beschluss übermittelt wurde, nicht mehr aufheben.

Während dieser Frist von sechs Monaten kann die Regierung die Durchführung des Beschlusses aussetzen. Diese Aussetzung erlischt spätestens nach Ablauf dieser Frist.

Abschnitt 2 — Direktion

Art. 81 - Jede Bewässerungsgenossenschaft hat eine Direktion, die sich aus einem Vorsitzenden und einem stellvertretenden Vorsitzenden, sowie aus Verwaltungsratsmitgliedern, deren Anzahl durch die Verordnung festgelegt wird, zusammensetzt.

Die Direktion wird von einem Einnehmer-Schriftführer unterstützt.

Art. 82 - Die Mitglieder der Direktion und der Einnehmer-Schriftführer dürfen untereinander nicht ersten und zweiten Grades verwandt oder angeheiratet sein. Sie dürfen nicht untereinander verheiratet sein.

Im Falle einer Schwägerschaft seit der Ernennung kann die Person, die diese Schwägerschaft hervorgerufen hat, ihr Amt nicht weiter ausüben. Im Falle einer Eheschließung nach der Ernennung darf die Ehefrau ihr Amt nicht weiter ausüben.

Die Regierung kann Abweichungen vom vorigen Artikel gewähren.

Art. 83 - Wenn die Bewässerungsgenossenschaft weniger als vier Eigentümern eines entwässerten Grundstücks gehört, werden der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende und die Verwaltungsratsmitglieder von der Regierung ernannt.

Diese kann einen oder mehrere Mitglieder der Direktion außerhalb der Eigentümer eines entwässerten Grundstücks ernennen. In diesem Fall gehören die besagten Mitglieder von Rechts wegen zu der Generalversammlung.

Art. 84 - Außer in dem in Artikel 83 vorgesehenen Fall ernennt die Generalversammlung durch geheime Abstimmung die Mitglieder der Direktion unter den Eigentümern eines bewässerten Grundstücks. Sie bezeichnet unter den Mitgliedern der Direktion und durch zwei getrennte Abstimmungen den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden.

Diejenigen, die unter den Eigentümern eines bewässerten Grundstücks gewählt würden, die kein Stimmrecht haben, erhalten dieses Recht aufgrund ihrer Ernennung.

Art. 85 - Der Vorsitzende, der stellvertretende Vorsitzende und die Verwaltungsratsmitglieder zum Datum ihrer Ernennung oder Wahl oder zum Datum der Erneuerung ihres Mandats müssen die belgische Staatsangehörigkeit besitzen und volljährig sein. Unter Vorbehalt einer Sondergenehmigung seitens der Regierung müssen sie ihren gewöhnlichen Wohnsitz in einer der Gemeinden haben, auf deren Gebiet sich die Bewässerungsgenossenschaft erstreckt oder in einer angrenzenden Gemeinde haben.

Art. 86 - Das Mandat des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden und der Verwaltungsratsmitglieder beträgt sechs Jahre und ist erneuerbar.

In der Verordnung der Bewässerungsgenossenschaft wird die Reihenfolge des Amtsaustritts festgelegt.

Art. 87 - Die Mitglieder der Direktion legen vor der Regierung oder ihrem Vertreter Eid ab.

Art. 88 - Unter Vorbehalt einer Sondergenehmigung seitens der Regierung kann niemand in mehr als einer Bewässerungsgenossenschaft Vorsitzender, stellvertretender Vorsitzender oder Verwaltungsratsmitglied sein.

Art. 89 - Der verhinderte Vorsitzende wird durch den stellvertretenden Vorsitzenden, und falls Letzterer verhindert ist, durch das älteste Verwaltungsratsmitglied ersetzt.

Falls alle Verwaltungsratsmitglieder verhindert sind, bezeichnet die Regierung eine Drittperson, um zeitweilig das Amt des Vorsitzenden zu erfüllen.

Art. 90 - Klagen gegen den Vorsitzenden werden vor der Generalversammlung vorgetragen. Zur Prüfung dieser Klagen in der Generalversammlung wird der Vorsitzende wie in Artikel 89, Absätze 1 und 2 vorgesehen ersetzt.

Die Generalversammlung hört den Vorsitzenden an. Wenn sie der Ansicht ist, dass die Klage nicht gerechtfertigt ist, beschließt sie, dass es keinen Anlass zu Strafmaßnahmen gibt. Ist sie der Ansicht, dass eine Strafe auferlegt werden muss, übermittelt sie die Akte unter Beifügung ihres Beschlusses der Regierung.

Nach Anhörung des Vorsitzenden kann die Regierung beschließen, dass keine Strafe auferlegt wird, oder den Vorsitzenden zeitweilig seines Amtes entheben oder ihn absetzen.

Art. 91 - Die Generalversammlung kann den stellvertretenden Vorsitzenden und die Verwaltungsratsmitglieder auf der Grundlage des Berichts, den der Vorsitzende ihr erstattet, und nach Anhörung des Betroffenen, zeitweilig seines Amtes entheben.

Wenn sie der Ansicht ist, dass die Dauer der Aussetzung mehr als einen Monat betragen muss, oder dass der betroffene stellvertretende Vorsitzende oder das betroffene Verwaltungsratsmitglied abgesetzt werden muss, wird ihr Beschluss der Regierung übermittelt, die nach Anhörung der betroffenen Person einen Beschluss fasst.

Art. 92 - Die Regierung kann den Vorsitzenden, den stellvertretenden Vorsitzenden und die Verwaltungsratsmitglieder ebenfalls von Amts wegen, nach Anhörung der betroffenen Personen und nach Einholung des Gutachtens der auf ihre Initiative eigens zu diesem Zweck einberufenen Generalversammlung ihres Amtes entheben oder absetzen.

Die Generalversammlung gibt ihr Gutachten erst nach Anhörung der betroffenen Personen ab.

Art. 93 - Unbeschadet der Zuständigkeiten, die der Direktion durch Sonderbestimmungen erteilt werden, wird diese mit Folgendem beauftragt:

1° der Vorbereitung der Arbeiten der Generalversammlung;

2° der Durchführung der Beschlüsse der Letzteren;

3° der Verwaltung und der täglichen Überwachung der Interessen der Bewässerungsgenossenschaft und insbesondere der Wartung und Erhaltung ihrer Schutz-, Trockenlegungs- oder Bewässerungsbauwerke und der Wege;

4° der Verwaltung der Domäne der Bewässerungsgenossenschaft,

5° der Ausstellung der Pläne und Lastenhefte der Arbeiten und Lieferungen;

6° der Überprüfung der Bücher und der von dem Einnahmer-Schriftführer geführten Kasse;

7° der Führung der Liste der Eigentümer eines bewässerten Grundstücks, die zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft steuerpflichtig sind, sowie der Heberolle dieser Steuern;

8° der Bestimmung der Gehälter und Löhne der Wehrwärter, Schleusenwärter, sowie der anderen Personalmitglieder der Bewässerungsgenossenschaft, abgesehen von dem Einnahmer-Schriftführer.

Art. 94 - Der Vorsitzende beruft die Generalversammlung an dem in der Verordnung festgelegten Ort ein. Er führt den Vorsitz dieser Versammlung.

Er ist verpflichtet, die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag von mindestens einem Drittel der Mitglieder einzuberufen.

Art. 95 - Er ersucht die Genehmigung der übergeordneten Behörde für die Handlungen und Beratungen, die der Generalversammlung unterbreitet werden.

Art. 96 - Er ordnet die Zahlung der Arbeiten und Lieferungen nach deren Erhalt und nach Prüfung der Belege der Ausgaben an, die zwecks deren Vorlage zur Bekräftigung der Abrechnungen aufbewahrt werden müssen.

Art. 97 - Er führt die Beschlüsse der Direktion durch.

Er vertritt die Bewässerungsgenossenschaft vor Gericht, wobei er sich an die Anweisungen der Direktion hält und nachdem er für die anderen als die Besitzklagen und Handlungen für einstweilige Entscheidungen als Kläger vorgenommenen Rechtshandlungen von der Generalversammlung und der Regierung dazu die Genehmigung erhalten hat.

Er unterzeichnet alle Urkunden und Unterlagen der Bewässerungsgenossenschaft, ohne entgegen Drittpersonen seine Vertretungsbefugnis nachweisen zu müssen. Die Urkunden und Unterlagen, die sich auf die Finanzverwaltung der Bewässerungsgenossenschaft beziehen, müssen jedoch vom Einnahmer-Schriftführer mitunterzeichnet werden.

Die Anleihenobligationen werden von dem Vorsitzenden und von einem Verwaltungsratsmitglied mitunterzeichnet.

Art. 98 - Er leitet und überwacht das von der Bewässerungsgenossenschaft beschäftigte Personal.

Art. 99 - Er stellt in einem bis zum Beweis des Gegenteils maßgebenden Protokoll die in dem vorliegenden Titel, in den in deren Ausführung gefassten Erlassen oder in der Polizeiverordnung der Bewässerungsgenossenschaft vorgesehenen Verstöße fest.

Art. 100 - Im Dringlichkeitsfall fasst er die Beschlüsse, die unter die Zuständigkeit der Direktion fallen, unter der Bedingung, dass er ihr unverzüglich darüber Bericht erstattet.

Art. 101 - Bei Hochwasser und jedes Mal, wenn für die Bewässerungsgenossenschaft die Gefahr einer Überschwemmung besteht, begeben sich die Direktionsmitglieder an die gefährdeten Orte und treffen dort alle Maßnahmen, die die Lage erfordert.

Abschnitt 3 - Einnehmer-Schriftführer

Art. 102 - Der Einnehmer-Schriftführer wird von der Generalversammlung ernannt.

Art. 103 - Er muss die belgische Staatsangehörigkeit besitzen und volljährig sein. Sein Amt geht zu Ende, wenn er das Alter von 65 Jahren erreicht, unter dem Vorbehalt, dass er den Dienst bis zum Datum der Eidesleistung seines Nachfolgers gewährleistet.

Die Generalversammlung legt sein Gehalt fest, das von der Regierung genehmigt werden muss.

Art. 104 - Er legt im Laufe einer Sitzung der Direktion vor dem Vorsitzenden den Eid ab.

Art. 105 - Er hinterlegt eine Sicherheit, deren Betrag von der Generalversammlung festgelegt wird.

Diese Sicherheit darf den Betrag, der dem Gehalt eines Jahres entspricht, nicht überschreiten. Sie wird erst nach seiner Amtsniederlegung und der Genehmigung der rechenschaftspflichtigen Einnahmen und Ausgaben durch die Generalversammlung zurückerstattet.

Art. 106 - Sein Büro befindet sich in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes der Bewässerungsgenossenschaft oder in einer angrenzenden Gemeinde.

Art. 107 - Der Einnehmer-Schriftführer nimmt die Protokolle der Generalversammlungen und der Direktionsitzungen auf und unterzeichnet sie mit dem Vorsitzenden.

Art. 108 - Er ist verantwortlich für die Bewachung der Bücher, der Buchhaltungs- und Verwaltungsbelege, sowie des Archivs der Bewässerungsgenossenschaft.

Art. 109 - Er legt diese Unterlagen auf jeden Antrag des Vorsitzenden, der Direktion oder der Regierung vor.

Während fünfzehn Tagen vor jeder Generalversammlung kann jedes Mitglied Einsicht in die Unterlagen nehmen, die sich auf Fragen in der Tagesordnung beziehen. Wenn die Tagesordnung die Aufstellung des Haushaltsplans oder die Überprüfung der Konten enthält, wird jedem Mitglied mindestens fünfzehn Tage vor der Generalversammlung eine Abschrift dieser Unterlagen übermittelt.

Die Archive der Bewässerungsgenossenschaft können von jeder von dem Vorsitzenden zu diesem Zweck zugelassenen Person eingesehen werden.

Art. 110 - Wenn die Direktion der Ansicht ist, dass zu Lasten des Einnehmers-Schriftführers eine Strafmaßnahme zu treffen ist, bringt sie die Angelegenheit vor die Generalversammlung. Diese hört die betroffene Person an. Sie kann sie während eines Monats aussetzen. Wenn sie erachtet, dass eine strengere Strafmaßnahme zu treffen ist, kann sie der Regierung die Aussetzung von mehr als einem Monat oder die Absetzung vorschlagen.

Art. 111 - Wenn der Einnehmer-Schriftführer ausgesetzt wird oder gehindert wird, sein Amt auszuüben, sorgt die Direktion für seine zeitweilige Ersetzung.

Abschnitt 4 — Wehr- und Schleusenwärter

Art. 112 - Die Wehr- und Schleusenwärter werden von der Direktion ernannt, ausgesetzt oder abgesetzt.

Sie können ebenfalls von der Regierung nach Anhörung der Bewässerungsgenossenschaft aus- und abgesetzt werden.

Es kann keine Disziplinarstrafe verhängt werden, ohne dass die betroffene Person vorher angehört wird.

Art. 113 - Um Wehr- oder Schleusenwärter zu sein muss jemand mehr als 21 Jahre und weniger als 65 Jahre alt sein.

Art. 114 - Die Wehr- und Schleusenwärter legen vor dem Friedensrichter des Kantons, in dem die Bewässerungsgenossenschaft ihren Gesellschaftssitz hat, den Eid ab.

Art. 115 - Sie stellen in bis zum Beweis des Gegenteils maßgebenden Protokollen die in dem vorliegenden Titel und in der Polizeiverordnung der Bewässerungsgenossenschaft vorgesehenen Verstöße fest.

In den Bewässerungsgenossenschaften, in denen weder Wehrwärter noch Schleusenwärter vorhanden sind, hat der Einnehmer-Schriftführer diese Polizeibefugnis.

Art. 116 - Sie können damit beauftragt werden, als Bote oder Vollstreckungsbeamter aufzutreten.

KAPITEL III — Steuern zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft

Abschnitt 1 — Erhebung der Steuer

Art. 117 - Alle im Bezirk befindlichen Grundstücke können zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft und auf der Grundlage und gemäß den durch die Verordnung festgelegten Unterscheidungen mit der Steuer belegt werden.

In der Verordnung kann auf differenzierte Weise festgelegt werden, in welcher Proportion die verschiedenen Kategorien von Grundstücken in der Steuer beteiligt sind.

Der Steuersatz wird jährlich von der Generalversammlung festgelegt.

Art. 118 - Für die Zahlung der Steuer, der Zinsen und der Gebühren kann die Bewässerungsgenossenschaft die Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten, Nutznießer und Inhaber eines Nutzungsrechts eines selben Grundstücks gesamtschuldnerisch verklagen.

Alle Miteigentümer eines Grundstücks haften ebenfalls gesamtschuldnerisch.

Art. 119 - Die Erben und Nachfolger eines verstorbenen Schuldners haften gesamtschuldnerisch für die Schuldenlast.

Abschnitt 2 — Verfahren zur Beitreibung der Steuer

Art. 120 - Die Heberolle der Steuer zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft wird jährlich von der Generalversammlung gemäß den in der Verordnung festgelegten Regeln verabschiedet.

Sie wird von der Regierung für vollstreckbar erklärt.

Eine zusätzliche Heberolle kann von der Generalversammlung für die Erhebung einer außerordentlichen Steuer erstellt werden.

Die Beschwerden werden innerhalb von drei Monaten ab dem Erhalt des Steuerbescheids der Heberolle und gemäß den in den Artikeln 25 bis 27 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben vorgesehenen Formen und Bedingungen bei der Regierung eingelegt.

Art. 121 - Die Steuer ist innerhalb der von der Generalversammlung festgelegten Fristen zu zahlen.

In der Verordnung wird die Zahlung eines Verzugszinses vorgesehen.

Der Einnehmer-Schriftführer ist für die durch seine Schuld nicht innerhalb der erforderlichen Fristen beigetriebenen Steuern verantwortlich. Bis zu deren Beitreibung kann er von der Regierung aufgefordert werden, sie vorzustrecken, um die Ausgaben der Bewässerungsgenossenschaft zu decken, ohne dafür Zinsen beanspruchen zu können.

Art. 122 - Die außerordentlichen Steuern können unter Vorbehalt der Genehmigung der Regierung auf mehrere Steuerjahre verteilt werden.

Art. 123 - Für die Beitreibung der Steuern, Zinsen und Gebühren macht der Einnehmer-Schriftführer Gebrauch von den vom Staat zur Beitreibung der direkten Abgaben erstellten Verfahren.

Art. 124 - Die Zwangsbeitreibungs- und Vollzugskosten werden wie in Sachen direkte Abgaben festgelegt.

Abschnitt 3 - Garantien für die Beitreibung der Steuer

Art. 125 - Die Steuerpflichtigen zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft haften für ihre im Bezirk der Bewässerungsgenossenschaft gelegenen Immobiliengüter und für ihre gesamten Mobilien.

Art. 126 - Die ordentlichen und außerordentlichen Steuern zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft, die Zinsen und Gebühren werden durch ein unbegrenztes Vorzugsrecht auf die Einkommen und Mobilien jeder Art des Steuerpflichtigen und durch eine gesetzliche Hypothek garantiert, die die gesamten, im Bezirk der Bewässerungsgenossenschaft gelegenen Güter des Steuerpflichtigen belastet, die es sein können.

Art. 127 - In der Rangordnung kommt das Vorzugsrecht unbeschadet des Artikels 13 des Gesetzes vom 5. Juli 1871 und des Artikels 4 des Gesetzes vom 11. April 1895 sofort nach demjenigen, das zugunsten der Staatskasse für die Beitreibung der direkten Steuern festgelegt wird.

Es wird während zwei Jahren ab dem Datum der Vollstreckbarkeitserklärung ausgeübt.

Bei Pfändung der Einkommen oder Güter vor Ablauf dieser Frist bleibt das Vorzugsrecht bis zu deren Durchführung bewahrt.

Als Pfändung gilt der Antrag des Einnehmers-Schriftführers per Einschreiben bei der Post an die Bauern, Mieter, Pächter, Ökonomie, Notare, Gerichtsschreiber, Kuratoren, Vertreter und anderen Verwahrer und Schuldner von Einkommen, Geldbeträgen, Wertpapieren oder Mobilien, auf Rechnung der Steuerpflichtigen von dem Betrag der Gelder oder Beträge, die sie schulden, die Gesamtheit oder einen Teil der von den Letzteren geschuldeten Steuern zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft zu zahlen.

Die Wirkung dieser Anträge erstreckt sich ebenfalls auf die bedingten Forderungen und Forderungen mit Verfallzeit, unabhängig des Zeitpunkts ihrer Fälligkeit.

Art. 128 - § 1. Die gesetzliche Hypothek schadet nicht den vorherigen Vorzugsrechten und Hypotheken.

§ 2. Ihre Rangordnung beginnt ab ihrer Eintragung.

Außer in den Fällen, in denen die Rechte der Bewässerungsgenossenschaft gefährdet sind, kann die Eintragung lediglich nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten gefordert werden, die ab dem Datum der Vollstreckbarkeitserklärung mit den garantierten Steuern läuft.

§ 3. Die Hypothek wird auf Antrag des mit der Beitreibung beauftragten Einnehmers-Schriftführers eingetragen.

Die Eintragung erfolgt ungeachtet eines Einwands, einer Anfechtung oder eines Einspruchs auf Vorlage durch den Einnehmer-Schriftführer einer gleichlautenden Abschrift des Steuerbescheids der Heberolle, in der das Datum der Vollstreckbarkeitserklärung angegeben wird.

§ 4. Unbeschadet der Anwendung des Artikels 87 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 kann die Eintragung für einen vom Einnehmer-Schriftführer geschätzten Betrag im Steuerschein zur Veranschaulichung aller Zinsen und Nebenforderungen beantragt werden, die vor der Begleichung der der Bewässerungsgenossenschaft geschuldeten Steuer geschuldet werden könnten.

§ 5. Der Einnehmer-Schriftführer veranlasst die Aufhebung in der verwaltungsrechtlichen Form, ohne dass er entgegen dem Hypothekenbeamten verpflichtet ist, den Nachweis der Zahlung der geschuldeten Beträge zu liefern.

§ 6. Falls die betroffenen Personen vor der Begleichung der durch die gesetzliche Hypothek garantierten Beträge den Wunsch äußern, die Gesamtheit oder einen Teil der belasteten Güter davon zu befreien, können sie beim Einnehmer-Schriftführer einen Antrag stellen. Diesem Antrag wird stattgegeben, wenn die Bewässerungsgenossenschaft für den Betrag, der ihr geschuldet wird, bereits eine Sicherheit hat oder ihm eine ausreichende Sicherheit geleistet wird.

§ 7. Die Kosten für die hypothekarischen Formalitäten bezüglich der gesetzlichen Hypothek gehen zu Lasten des Steuerpflichtigen.

Abschnitt 4 — Verjährungen

Art. 129 - Zwei Jahre ab dem 1. Januar, der auf das Jahr folgt, in dem die Steuer zu zahlen ist, verjährt die Beitreibung der Steuern, Zinsen und Gebühren.

Art. 130 - Unbeschadet des in Artikel 120 vorgesehenen Einspruchs verjährt die Klage auf Rückerstattung jeglichen unberechtigterweise vereinnahmten Betrags von Rechts wegen nach zwei Jahren ab dem Tag der Zahlung.

Art. 131 - Die in Artikel 129 und 130 vorgesehene Frist kann auf die in den Artikeln 2244 ff. des Zivilgesetzbuchs vorgesehene Art und Weise und durch den Verzicht auf den bereits abgelaufenen Teil der Verjährungsfrist unterbrochen werden.

Im Falle einer Unterbrechung der Verjährung wird eine neue Verjährung zwei Jahre nach der letzten unterbrechenden Handlung der vorhergehenden Verjährung erlangt, wenn kein Gerichtsverfahren vorliegt. Diese neue Verjährung kann auf dieselbe Art und Weise unterbrochen werden.

KAPITEL IV — Von den Bewässerungsgenossenschaften auszuführende Arbeiten

Art. 132 - § 1. Die Bewässerungsgenossenschaften stellen alle fünf Jahre einen Bewirtschaftungsplan auf, in dem der Stand der innerhalb dieses Zeitraums auszuführenden Arbeiten für den Bau, die Verbesserung, die Wartung und die Erhaltung der Schutz-, Trockenlegungs- oder Bewässerungsbauwerke und der Wege der Bewässerungsgenossenschaft angegeben wird.

Im Bewirtschaftungsplan werden die durch die aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur gefassten Erlasse zur Bestimmung des oder der innerhalb des Bezirks der Bewässerungsgenossenschaft vorhandenen Natura 2000-Gebiets(e) festgelegten Bewirtschaftungsziele und Sonderverbote mit einbezogen. Er enthält die Arbeiten, die zur Erfüllung der Ziele der Verordnung zur aktiven Verwaltung im Sinne des Erlasses zur Bestimmung des oder der Gebiets(e) erforderlich sind.

§ 2. Der Bewirtschaftungsplan enthält eine Veranschlagung der Ausgaben und unterscheidet einerseits zwischen einer Hinweisliste der in Artikel 133 erwähnten Arbeiten und andererseits einer Liste der Wartungs- und Erhaltungsarbeiten.

Der erste Bewirtschaftungsplan wird spätestens am 15. April 2005 aufgestellt. Er wird der Regierung übermittelt und zu ihrer Genehmigung unterbreitet. Wenn die Akte vollständig ist, gilt die Genehmigung als gewährt, falls innerhalb von vierzig Tagen ab dem Eingang des Bewirtschaftungsplans bei der Regierung kein anderslautender Beschluss zugestellt wird.

§ 3. Im Umkreis der in Paragraph 1, Absatz 2 erwähnten Natura 2000-Gebiete gilt die Genehmigung dieses Bewirtschaftungsplans durch die Regierung als ein Vertrag zur aktiven Verwaltung im Sinne des Artikels 27 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, was die Durchführung und die Erhaltung eines angemessenen Wasserhaushalts betrifft.

Art. 133 - Folgende Arbeiten können einer Umweltgenehmigung oder Erklärung gemäß den im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Regeln unterworfen werden:

1° die von einer Bewässerungsgenossenschaft ausgeführten Arbeiten für den Bau, die Beseitigung oder die Umänderung eines Deichs, eines Schutzgrabens oder eines Kunstbauwerks in den Deichen;

2° jegliche anderen, von einer Bewässerungsgenossenschaft ausgeführten Bau- oder Ausbesserungsarbeiten.

Art. 134 - Die Bewässerungsgenossenschaften können von Amts wegen alle Arbeiten ausführen, deren Aufschiebung gefährlich sein oder schaden könnte, unter der Bedingung, dass die Regierung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt wird.

Die Regierung kann vorläufig die Aussetzung oder die Änderung der Arbeiten anordnen, bis die in Artikel 133 erwähnten Formalitäten erledigt sind.

Art. 135 - Die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft wählt das Verfahren zur Vergabe der Arbeits-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und legt die Bedingungen fest. Sie leitet das Verfahren ein und vergibt den Auftrag.

Außer in den in Artikel 134 vorgesehenen Dringlichkeitsfällen wird der Beschluss zur Vergabe des öffentlichen Auftrags der Genehmigung der Regierung unterworfen.

Die Genehmigung gilt als gewährt, falls innerhalb von vierzig Tagen ab dem Eingang des Beschlusses bei der Regierung kein anderslautender Beschluss zugestellt wird.

Art. 136 - Weder die Direktionsmitglieder noch der Einnehmer-Schritfführer können unter Gefahr der Absetzung und unbeschadet der in Artikel 245 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen jeglichen Nutzen aus den Lieferungen und Arbeiten, die die Bewässerungsgenossenschaft betreffen, ziehen oder annehmen.

Art. 137 - Die Annahme der Arbeiten und Materialien erfolgt unter der Verantwortung der Direktion.

Die Annahmeprotokolle werden den vom Vorsitzenden ausgestellten endgültigen Zahlungsanweisungen zur Bekräftigung beigefügt.

Art. 138 - Für den Aushub von Erde und anderen, für die in Artikel 134 erwähnten Arbeiten erforderlichen Materialien, kann die Bewässerungsgenossenschaft gegen eine vorherige und angemessene Entschädigung an die betroffenen Eigentümer und Betreiber innerhalb ihres Bezirks Ausgrabungen vornehmen.

Unbeschadet des Artikels 134 bestimmt der Vorsitzende in Übereinstimmung mit dem von der Regierung bezeichneten zuständigen Beamten die Stelle und den Umfang dieser Ausgrabungen derart, dass diese der Erhaltung der Sperrwerke nicht schaden können.

KAPITEL V - Überwachungsmaßnahmen und von Amts wegen auszuführende Arbeiten

Art. 139 - Die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft muss unbeschadet der ihr durch den Artikel 93, 2° auferlegten Verpflichtungen innerhalb der Monate März oder April und September eines jeden Jahres den Wartungs- und Erhaltungszustand des Sperr-, Trockenlegungs- oder Bewässerungsbauwerke der Bewässerungsgenossenschaft gründlich überprüfen.

Art. 140 - Wenn aus einem von der Regierung erstatteten und der Direktion der Bewässerungsgenossenschaft zugestellten Bericht hervorgeht, dass die zur Wartung oder Sicherheit einer Bewässerungsgenossenschaft erforderlichen Arbeiten vernachlässigt werden, hört die Regierung die Direktion der Bewässerungsgenossenschaft in Anwesenheit des zuständigen Beamten an und legt gegebenenfalls die Frist fest, innerhalb welcher die Generalversammlung verpflichtet ist, die Ausführung der Arbeiten zu beschließen.

Art. 141 - Wenn die Bewässerungsgenossenschaft diesen Beschluss nicht innerhalb der festgelegten Frist fasst, kann die Regierung in Anwendung des Artikels 77 die erforderlichen Maßnahmen im Namen und für Rechnung der Bewässerungsgenossenschaft ergreifen.

Die Regierung kann ebenfalls von Amts wegen die Ausführung der Arbeiten beschließen. In diesem Fall werden die erforderlichen Vorschüsse von der Region gewährt.

Art. 142 - Alle Arbeiten werden unter der Kontrolle der Regierung ausgeführt.

Die Regierung hat außerdem die Abnahme anderer Arbeiten als die Wartungs- und Erhaltungsarbeiten vorzunehmen.

Art. 143 - Falls die Regierung erfährt, dass eine Bewässerungsgenossenschaft jegliches Werk ohne die erforderlichen Genehmigungen oder ohne die Einhaltung der auferlegten Bedingungen ausführt oder ausgeführt hat und das Werk für die öffentlichen, provinziellen oder kommunalen Interessen und für die Interessen einer anderen Bewässerungsgenossenschaft schädlich erscheint, hört die Regierung die betroffenen Verwaltungen an und ordnet, falls erforderlich, die Rückversetzung der Dinge in den vorherigen Zustand an.

Wenn die Bewässerungsgenossenschaft die Anordnungen der Regierung nicht ausführt, kann diese gemäß Artikel 141 handeln.

Art. 144 - § 1. Im Hinblick auf die Einziehung ihrer Schuldforderung aus Gründen der von ihr gewährten Vorschüsse, Zinsen und Gebühren kann die Region gegen die Bewässerungsgenossenschaft Zivilklage erheben.

Diese Vorschüsse, Zinsen und Gebühren werden durch ein unbegrenztes Vorzugsrecht auf die Einkommen und Mobilien jeder Art der Bewässerungsgenossenschaft und durch eine gesetzliche Hypothek garantiert, die die gesamten Güter der Bewässerungsgenossenschaft belastet, die es sein können.

§ 2. In der Rangordnung kommt das Vorzugsrecht sofort nach demjenigen, das zugunsten der Staatskasse für die Beitreibung der direkten Steuern festgelegt wird.

Es wird nach Ablauf der in Artikel 145 vorgesehenen Frist von drei Monaten ausgeübt.

Dieses Vorzugsrecht besteht bis dass die Schuldforderung der Region vollständig erlöscht ist.

Bei Pfändung der Einkommen oder Güter vor diesem Zeitpunkt bleibt das Vorzugsrecht bis zu deren Durchführung bewahrt.

Als Pfändung gilt der Antrag der Regierung per Einschreiben bei der Post an die Bauern, Mieter, Pächter, Ökonome, Notare, Gerichtsschreiber, Kuratoren, Vertreter und anderen Verwahrer und Schuldner von Einkommen, Geldbeträgen, Wertpapieren oder Mobilien, auf Rechnung der Bewässerungsgenossenschaft von dem Betrag der Gelder oder Beträge, die sie schulden, die Gesamtheit oder einen Teil von der Bewässerungsgenossenschaft geschuldeten Beträge zu zahlen.

Die Wirkung dieser Anträge erstreckt sich ebenfalls auf die bedingten Forderungen und Forderungen mit Verfallzeit, unabhängig des Zeitpunkts ihrer Fälligkeit.

§ 3 - Die gesetzliche Hypothek schadet nicht den vorherigen Vorzugsrechten und Hypotheken.

Ihre Rangordnung beginnt ab ihrer Eintragung.

Die Eintragung der Hypothek erfolgt auf Antrag der Regierung unter Vorlage zweier Urkunden, die außer der Angabe des betroffenen Ministeriums und der Bewässerungsgenossenschaft den Betrag enthalten, für den die Eintragung gefordert wird, und die Sonderangabe der Art und Situation eines jeden der Immobiliengüter, auf die sich die Hypothek bezieht.

Die Regierung veranlasst die Aufhebung der Hypothek in der verwaltungsrechtlichen Form, ohne dass sie entgegen dem Hypothekenbeamten verpflichtet ist, den Nachweis der Zahlung der geschuldeten Beträge zu liefern.

Die Kosten für die hypothekarischen Formalitäten gehen zu Lasten der Bewässerungsgenossenschaft.

Art. 145 - Der Bewässerungsgenossenschaft wird eine Frist eingeräumt, um die erforderlichen Maßnahmen im Hinblick auf die Zahlung zu treffen. Diese Frist darf nicht unter drei Monaten ab der Zustellung der von der Regierung vorgenommenen Abrechnung liegen.

Die Regierung kann je nach den Umständen die Begleichung durch Abschlagszahlungen genehmigen. Sie kann ebenfalls den Nachlass eines Teils des Schuldbetrags gewähren.

Art. 146 - Wenn die Bewässerungsgenossenschaft nicht innerhalb der in dem vorhergehenden Artikel erwähnten Frist die erforderlichen Maßnahmen zur Gewährleistung der Zahlung der Schuldforderung der Region gemäß den vorgeschlagenen Modalitäten getroffen hat, oder wenn die Bewässerungsgenossenschaft weiterhin versäumt, ihren Verpflichtungen nachzukommen, ist die Region berechtigt, gegen die Bewässerungsgenossenschaft zwecks der Beitreibung ihrer Schuldforderung wie in domanialen Angelegenheiten Verfolgungen einzuleiten.

Art. 147 - Sowohl vor, als auch nach der Einleitung der Verfolgungen ist die Region berechtigt, entgegen der Bewässerungsgenossenschaft Sicherungsmaßnahmen gemäß den im Bereich des Zivilrechts anwendbaren Regeln zur Beitreibung ihrer Schuldforderung zu treffen.

Art. 148 - In den in Artikel 146 vorgesehenen Fällen kann sich die Region im Hinblick auf die Rückerstattung ihrer Schuldforderung ebenfalls bei der Bewässerungsgenossenschaft einschalten, um diese zur Festsetzung ordentlicher oder außerordentlicher Besteuerungen zugunsten der Bewässerungsgenossenschaft zu veranlassen.

Wenn die Bewässerungsgenossenschaft weiterhin versäumt, diese Besteuerungen anzuordnen, kann die Region sie durch einen Sonderkommissar gemäß Artikel 77 festsetzen lassen.

Die Einnahmen dieser Steuern, Zinsen und Gebühren wird von dem Einnehmer-Schriftführer weitergeführt.

Nötigenfalls kann die Regierung für die Einnahmen dieser Steuern anstelle des Einnehmers-Schriftführers einen Domäneneinnehmer einsetzen.

In diesem Fall erledigt der Domäneneinnehmer alle Formalitäten anstelle der Behörden der Bewässerungsgenossenschaft. Er vereinnahmt die zur Herabsetzung der Schuld der Bewässerungsgenossenschaft erhobenen Beträge.

Art. 149 - Innerhalb der Grenzen der dem vorliegenden Titel unterworfenen Bezirke kann die Regierung jegliche Maßnahme vorschreiben und von Amts wegen alle Arbeiten anordnen, die das Interesse der Öffentlichkeit erfordert. Derartige Arbeiten werden von der Region auf deren Kosten ausgeführt.

Auf Vorschlag der Generalversammlung der Bewässerungsgenossenschaft kann die Regierung nach Einholung des Gutachtens des betroffenen Gemeinderats anordnen, dass im Bezirk der Bewässerungsgenossenschaft gelegene Wege auf das öffentliche Eigentum der Gemeinde übertragen werden, um dem Gemeindegewegnetz anzugehören.

KAPITEL VI — *Sonstige Bestimmungen*

Art. 150 - In Anbetracht der außerhalb ihres Bezirks gelegenen Privatgrundstücke machen die Verwaltungen der Bewässerungsgenossenschaften Gebrauch von den in den Artikeln 15 bis 21 des Feldgesetzbuchs vorgesehenen Dienstbarkeiten gemäß den in diesen selben festgesetzten Bestimmungen.

Art. 151 - In Anbetracht der Grundstücke, die zu ihrem Bezirk gehören, beschließen die Direktionen der Bewässerungsgenossenschaften die Notwendigkeit, Gebrauch von diesen Dienstbarkeiten zu machen, und die in Artikel 21 des Feldgesetzbuchs bezeichnete Gerichtsbehörde ist lediglich dazu angehalten, über den Betrag der geschuldeten Entschädigungen zu befinden.

Art. 152 - Wenn eine Bewässerungsgenossenschaft vor der Notwendigkeit steht, zwecks den in den Artikeln 15 bis 21 des Feldgesetzbuchs vorgesehenen Zielen den Bereich einer anderen Bewässerungsgenossenschaft zu nutzen, werden die diesbezüglich getroffenen Vereinbarungen der Genehmigung der Regierung unterworfen.

Bei Unstimmigkeiten zwischen den betroffenen Verwaltungen fasst der Ständige Ausschuss sowohl über die Notwendigkeit der in Aussicht genommenen Maßnahmen, als auch über die Bedingungen ihrer Durchführung, einschließlich der Entschädigungen, einen Beschluss.

Art. 153 - Die Regierung ist befugt, eine allgemeine Polizeiverordnung für Bewässerungsgenossenschaften aufzustellen.

Die Verstöße gegen diese Verordnung werden mit einer Gefängnisstrafe von einem bis sieben Tagen und einer Geldstrafe von 1 bis 25 Euro oder nur mit einer dieser Strafen bestraft.

Art. 154 - Die Regierung ist befugt, von dem vorliegenden Titel zugunsten der Bewässerungsgenossenschaften abzuweichen, deren Gebiet sich teilweise auf ein angrenzendes Land erstreckt.

Art. 155 - Was die Bewässerungsgenossenschaften betrifft, tritt die Wallonische Region in die Rechte und Pflichten der Provinzen ein, einschließlich derjenigen, die sich aus den laufenden und zukünftigen Gerichtsverfahren ergeben.

Titel VII — Schutz des Wassers**KAPITEL I — Schutz des Oberflächenwassers****Abschnitt 1 — Qualitätsziele und Schutzgebiete**

Art. 156 - § 1. Die Regierung kann die allgemeinen Normen festlegen, die die Qualitätsziele bestimmen, denen das zu bestimmten Zwecken dienende Oberflächenwasser entsprechen muss.

Nach Gutachten der beratenden Wasserkommission bezeichnet, ändert und begrenzt die Regierung "Schutzgebiete", in denen das Oberflächenwasser insbesondere aufgrund seiner Verwendung oder Zweckbestimmung gewissen Parameterwerten entsprechen muss.

Nach Gutachten derselben Kommission und unbeschadet der Anwendung der obligatorischen internationalen Normen und der allgemeinen oder sektorbezogenen gesetzlichen Normen kann die Regierung für die gemäß Absatz 1 bestimmten und abgegrenzten Schutzgebiete zwingende Werte und Richtwerte festlegen.

Aufgrund des Absatzes 2 werden dieselben zwingenden Werte und Richtwerte für alle Schutzgebiete festgelegt, deren Oberflächenwasser dieselbe Verwendung oder Zweckbestimmung hat. Aufgrund der spezifischen Umstände des betroffenen Gebiets kann die Regierung jedoch für ein bestimmtes Schutzgebiet zwingende Werte und Richtwerte festlegen, die von den Normen abweichen, die sie für andere Gebiete gleicher Art festgelegt hat.

Wenn die Grenzen zweier Schutzgebiete, die aufgrund verschiedener Verwendungen und Zweckbestimmungen bestimmt wurden, zusammentreffen, muss das Oberflächenwasser, was die gemeinsamen Parameter betrifft, den strengeren Parameterwerten entsprechen, und dies sowohl für die Richtwerte, als auch für die zwingenden Werte. Dieselbe Regel findet gegebenenfalls Anwendung auf den gemeinsamen Teil der beiden Gebiete.

§ 2. Wenn diese Maßnahme notwendig ist, um die Beachtung der in einem stromabwärts gelegenen Schutzgebiet festgelegten Parameterwerte zu gewährleisten, kann die Regierung nach Gutachten des beratenden Wasserkommission stromaufwärts gelegene Schutzgebiete bestimmen und abgrenzen, in denen das Oberflächenwasser gewissen Parameterwerten entsprechen muss.

§ 3. Die Erhaltung der Qualität des Oberflächenwassers darf nicht als Verpflichtung zu Lasten der Region verstanden werden, außer was die zwingenden Werte der Qualitätsziele in den Schutzgebieten betrifft; insbesondere ist die Region nicht verpflichtet, Klärwerke zu bauen. Deren Bau muss sie nur in den Grenzen finanzieren, die durch die aufgrund des vorliegenden Buches bestimmten Regeln in Bezug auf die Gewährung von Zuschüssen festgelegt werden.

Art. 157 - Die Regierung stellt die Bestandsaufnahme der aufgrund des Artikels 156 bestimmten Gebieten auf und hält sie auf dem neuesten Stand.

Diese Bestandsaufnahme gibt Folgendes an:

1° die Grenzen jedes Gebiets oder jedes Teilgebiets;

2° die für das Gebiet festgelegten Parameter und Parameterwerte, die entweder aus Beschlüssen hervorgehen, die die Regierung aufgrund des Artikels 156 gefasst hat, oder aus der allgemeinen oder sektorbezogenen gesetzlichen Normen oder aus obligatorischen internationalen Normen.

Die Bestandsaufnahme der Schutzgebiete und der stromaufwärts liegenden Gebiete, sowie ihre Aktualisierungen werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht, unbeschadet der Veröffentlichung der Beschlüsse, die die Regierung aufgrund des Artikels 156 gefasst hat und der Veröffentlichung der verschiedenen gesetzlichen Normen und der obligatorischen internationalen Normen in den Schutzgebieten und in den höher gelegenen Gebieten.

Art. 158 - Wenn in einem Schutzgebiet festgestellt wird, dass das Oberflächenwasser den zwingenden Werten nicht entspricht, ergreift die Regierung die nötigen Maßnahmen, damit das Wasser wieder die erforderliche Qualität erreicht.

Die Regierung kann außerdem eine bestimmte Verwendung des Wassers des Schutzgebiets zeitweilig unterbrechen, wenn die Verordnung dieser Verwendung zum Zuständigkeitsbereich der Region gehört. Wenn dies nicht der Fall ist, teilt die Regierung der zuständigen Behörde die Gründe mit, die eine zeitweilige Aufhebung der Zulassung für diese Verwendung rechtfertigen können.

Abschnitt 2 — Handlungen, die einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung unterworfen werden können

Art. 159 - Folgende Handlungen können einer Umweltgenehmigung oder Erklärung gemäß den durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Regeln unterworfen werden:

1° Jede Ableitung von Abwasser in ein gewöhnliches Oberflächenwasser;

2° jede Ableitung von industriellem Abwasser in die öffentlichen Kanalisationen, Abwassersammler oder künstlichen Ableitwege für Regenwasser;

3° jede zeitweilige oder ständige Lagerung von Schadstoffen an einer Stelle, von der diese Stoffe durch einen natürlichen Vorgang in das Oberflächenwasser oder in die öffentlichen Kanalisationen abgetrieben werden können;

4° die Ausflüsse aus fahrenden Schiffen in gewöhnliches Oberflächenwasser;

5° die Ableitungen von Haushaltsabwasser in die öffentlichen Kanalisationen, Abwassersammler oder künstlichen Ableitwege für Regenwasser;

6° die Ableitungen von landwirtschaftlichem Abwasser in die öffentlichen Kanalisationen, Abwassersammler oder künstlichen Ableitwege für Regenwasser;

7° die Einrichtung von Faulgruben und ähnlichen Klärsystemen;

8° die Einrichtung von Oberflächenwasserentnahmestellen, die nicht in einem Gebiet liegen, in dem das Wasser zu Trinkwasser aufbereitet ist.

Abschnitt 3 — Kombiniertes Ansatz

Art. 160 - § 1. Die Einzugsgebietsbehörde sorgt dafür, dass alle in § 2 genannten Einleitungen in Oberflächengewässer entsprechend dem in diesem Artikel festgelegten kombinierten Ansatz begrenzt werden.

§ 2. Die Einzugsgebietsbehörde sorgt dafür, dass

1° die Emissionsbegrenzung auf der Grundlage der besten verfügbaren Technologien oder

2° die einschlägigen Emissionsgrenzwerte oder

3° bei diffusen Auswirkungen die Begrenzungen, die gegebenenfalls die beste verfügbare Umweltpraxis einschließen, gemäß folgenden Bestimmungen:

1° Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

- 2° Richtlinie 91/271/EWG des Rates vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;
- 3° Richtlinie 91/676/EWG des Rates vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen;
- 4° die von der Regierung angeführten Gesetzgebungen;
- 5° die sonstigen einschlägigen Gesetzgebungen spätestens am 22. Dezember 2012 festgelegt und/oder durchgeführt werden, sofern in den betreffenden Rechtsvorschriften nicht etwas anderes vorgesehen ist.
- § 3. Sind aufgrund eines in dem vorliegenden Buch aufgeführten oder in anderen Rechtsvorschriften festgelegten Qualitätsziels oder Qualitätsstandards strengere Bedingungen als diejenigen erforderlich, die sich aus der Anwendung von § 2 ergäben, so werden dementsprechend strengere Emissionsbegrenzungen festgelegt.

Abschnitt 4 — Besondere Schutzmaßnahmen und Statistiken

Art. 161 - Es ist verboten:

1° verschmutzende Gase, von der Regierung verbotene Flüssigkeiten, feste Abfallstoffe, die vorher maschinell zerkleinert wurden, oder Wasser, das solche Stoffe enthält, in die öffentliche Kanalisationen, in die Abwassersammler oder in das Oberflächenwasser einzuleiten;

2° in die öffentlichen Kanalisationen, in die Abwassersammler oder in das Oberflächenwasser Gegenstände zu werfen oder zu legen und andere Stoffe als Abwasser einzuleiten.

Art. 162 - Die Regierung kann Vorschriften auferlegen bezüglich der Unterhaltung der Weiher und anderer nichtfließender Wasserflächen, um der organischen Verschmutzung, die Folge ihrer Entleerung und ihrer Reinigung ist, vorzubeugen.

Ferner kann sie den öffentlichen Behörden, die Straßen verwalten, Vorschriften auferlegen, um die allgemeinen Normen zu ergänzen, was die Sammlung, die Beseitigung und die Aufbereitung des abfließenden Wassers betrifft.

Art. 163 - Die Regierung kann bestimmen, was die Schiffe in Flusswasser einleiten dürfen und die Maßnahmen zur Vorbeugung der Wasserverschmutzung in den Binnenhäfen festlegen.

Art. 164 - Die Regierung kann die Herstellung, den Verkauf, das Angebot zum Verkauf und die Benutzung von Produkten regeln, die - wenn sie nach Gebrauch in die Abwässer oder ins Oberflächenwasser gelangen - entweder das Oberflächenwasser verschmutzen oder dort die Selbstreinigung beeinträchtigen, oder dem Betrieb der Abwasserkläranlagen oder der Faulgruben schaden können.

Art. 165 - Wenn individuelle Auskünfte unerlässlich sind für die Vorbereitung, Ausarbeitung oder Durchführung einer Verordnung in Sachen Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung oder für die Durchführung der in Artikel 46 erwähnten internationalen Pflichten, kann die Regierung alle Nachforschungen veranlassen, die erforderlich sind, um den von ihr bestimmten Diensten der Region diese Auskünfte zur Verfügung zu stellen.

Die individuellen Auskünfte, die bei diesem Anlass eingeholt werden, dürfen nur zu folgenden Zwecken benutzt werden:

1° Anwendung der anderen Artikel des vorliegenden Buches und der aufgrund des Letzteren getroffenen vorschriftsmäßigen Bestimmungen;

2° Erstellung der Statistiken;

3° wissenschaftliche Forschung im Bereich Umweltschutz, und zwar unter der Bedingung, dass derjenige, der über die Angaben verfügt, sich der Regierung gegenüber vorher schriftlich verpflichtet hat, keine Angaben, die individuelle Situationen verraten könnten, zu verbreiten, von Drittpersonen verbreiten zu lassen oder zu veröffentlichen.

Die Regierung darf globale und anonyme Statistiken veröffentlichen - mit Ausnahme jedoch der Angaben, deren Verbreitung infolge der geringen Anzahl Informationsgeber individuelle Situationen verraten könnte.

Art. 166 - Derjenige, der in welcher Eigenschaft auch immer entweder Auskünfte besitzt, die Industrie- oder Handelsgeheimnisse enthalten könnten und in Durchführung des vorliegenden Kapitels eingeholt worden sind, oder über globale und anonyme Statistiken verfügt, die anhand dieser Auskünfte erstellt worden sind und noch nie von der Regierung veröffentlicht worden sind, darf diese Auskünfte, Statistiken oder Informationen weder veröffentlichen, noch Personen oder Diensten mitteilen, die nicht berechtigt sind, davon Kenntnis zu nehmen.

Ferner dürfen diese statistischen Auskünfte oder Informationen weder in dem durch Artikel 29 der Strafprozessordnung erwähnten Fall, noch im Falle einer Zeugenaussage verraten werden, es sei denn, es liegt eine Übertretung des vorliegenden Kapitels vor.

KAPITEL II — Schutz des Grundwassers und des Wassers für die Trinkwasserentnahme

Abschnitt 1 — Allgemeine Schutzmaßnahmen

Art. 167 - Unbeschadet der Bestimmungen über die Rechtsvorschriften in Bezug auf den Schutz des Oberflächenwassers und über die Abfälle, beschließt die Regierung, alle notwendigen Erlasse, um schrittweise die Konzentration von Schadstoffen im Grundwasser herabzusetzen und das zu Trinkwasser aufbereitbare Oberflächenwasser gegen Verschmutzung zu schützen.

Sie kann insbesondere die Ableitung oder die Ablagerung von Stoffen die sie für als solche erklärt, die das Grundwasser oder das zu Trinkwasser aufbereitbare Oberflächenwasser verunreinigen können, untersagen, regeln oder einer Umweltgenehmigung unterwerfen.

Art. 168 - Die Einzugsgebietsbehörde ermittelt in jedem wallonischen Einzugsgebiet alle Wasserkörper, die für die Entnahme von zu Trinkwasser aufbarem Wasser genutzt werden und die durchschnittlich mehr als 10 m³ täglich liefern oder mehr als 50 Personen bedienen, und die für eine solche künftige Nutzung bestimmten Wasserkörper.

Die Einzugsgebietsbehörde kann damit beginnen, in jedem wallonischen Zwischeneinzugsgebiet alle Wasserkörper zu ermitteln, die für die Entnahme von Wasser für den menschlichen Verbrauch genutzt werden und die durchschnittlich mehr als 10 m³ täglich liefern oder mehr als 50 Personen bedienen, und die für eine solche künftige Nutzung bestimmten Wasserkörper. Diese Angaben werden anschließend bestätigt und gegebenenfalls angepasst, um in jedem wallonischen Einzugsgebiet alle Wasserkörper zu ermitteln, die für die Entnahme von Wasser für den menschlichen Verbrauch genutzt werden und die durchschnittlich mehr als 10 m³ täglich liefern oder mehr als 50 Personen bedienen, und die für eine solche künftige Nutzung bestimmten Wasserkörper.

Die Einzugsgebietsbehörde überwacht gemäß Artikel 19 die Wasserkörper, die durchschnittlich mehr als 100 m³ täglich liefern. Sie sorgt für den erforderlichen Schutz der ermittelten Wasserkörper, um eine Verschlechterung ihrer Qualität zu verhindern und so den für die Gewinnung von Wasser für den menschlichen Verbrauch erforderlichen Umfang der Aufbereitung zu verringern.

Abschnitt 2 — Handlungen, die einer Umweltgenehmigung oder Erklärung unterworfen werden können

Art. 169 - Folgende Handlungen können einer Umweltgenehmigung oder Erklärung gemäß den durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Regeln unterworfen werden:

- 1° die Entnahme von Grundwasser und von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser;
- 2° die Wasserentnahmen, wenn sie in einem Wassergebiet liegen, in dem das Wasser zu Trinkwasser aufbereitbar ist;
- 3° die Anreicherung und Versuche für eine künstliche Anreicherung des Grundwassers;
- 4° die absichtliche Verlagerung von Wasser zwischen Einzugsgebieten;
- 5° alle Anlagen und Tätigkeiten, die eine signifikante nachteilige Auswirkung haben könnten, die durch die in Artikel 17 erwähnte Beschreibung der Auswirkungen durch menschliche Tätigkeiten auf den Zustand des Wassers hervorgehoben wird;

Die Umweltgenehmigung bezüglich einer Wasserentnahme bestimmt die Rechte und Verpflichtungen des Inhabers und insbesondere das jährliche Wasservolumen, das entnommen werden darf. Sie legt eventuell die piezometrischen Grenzen, sowie die Grenzen und die Strömung der jeweils entnommenen Menge fest. Sie erwähnt auch die Modalitäten für die Kontrolle des gewonnenen Wasservolumens.

Die Regierung gewährleistet eine langhaltige rationelle Wassergewinnung und eine gerechte Verteilung des Wassers unter die verschiedenen Inhaber einer Umweltgenehmigung bezüglich einer Wasserentnahme.

Art. 170 - In Abweichung von Artikel 23, Paragraph 3, 11° können folgende Handlungen gemäß den durch das Dekret vom 11. März vorgesehenen Regeln einer Umweltgenehmigung oder Erklärung unterworfen werden:

- 1° die Wiedereinleitung von geothermisch genutztem Wasser in den Grundwasserleiter, aus dem es stammt;
- 2° die Einleitung von Wasser, das Stoffe enthält, die bei der Exploration und Förderung von Kohlenwasserstoffen oder bei Bergbauarbeiten anfallen, sowie die Einleitung von Wasser zu technischen Zwecken in geologische Formationen, aus denen Kohlenwasserstoffe oder andere Stoffe gewonnen worden sind, oder in geologische Formationen, die aus natürlichen Gründen für andere Zwecke auf Dauer ungeeignet sind;
- 3° die Wiedereinleitung des aus Bergwerken oder Steinbrüchen abgepumpten Wassers oder des wegen Wartungs- und Bauarbeiten abgepumpten Wassers;
- 4° die Einleitung von Erdgas oder Flüssiggas (LPG) zu Speicherungszwecken in geologische Formationen, die aus natürlichen Gründen für andere Zwecke auf Dauer ungeeignet sind;
- 5° die Einleitung von Erdgas oder Flüssiggas (LPG) zu Speicherungszwecken in andere geologische Formationen, sofern die Sicherheit der Gasversorgung dringend gewährleistet werden muss und hierbei allen derzeit bestehenden oder künftigen Gefahren einer Verschlechterung der Qualität des aufnehmenden Grundwassers vorgebeugt wird;
- 6° Hoch- und Tiefbauarbeiten und ähnliche Arbeiten über oder unter der Erdoberfläche, bei denen ein Kontakt zum Grundwasser entsteht;
- 7° die Einleitung geringfügiger Mengen von Schadstoffen für wissenschaftliche Zwecke zum Studium, zum Schutz oder zur Sanierung der Wasserkörper, wobei diese Mengen auf das zu diesen Zwecken unbedingt erforderliche Mindestmaß beschränkt bleiben müssen, sofern derartige Einleitungen das Erreichen der für den betreffenden Grundwasserkörper festgelegten Umweltziele nicht gefährden.

Abschnitt 3 — Wassergewinnungsgebiete

Unterabschnitt 1 — Wasserentnahmezonen

Art. 171 - § 1. Die Regierung bestimmt:

- 1° die Grenzen der Wasserentnahmezonen, sowie das Verfahren zur Abgrenzung dieser Zonen;
- 2° die Fälle, in denen eine Änderung der Wasserentnahmezone erforderlich ist.

§ 2. Der Inhaber einer Umweltgenehmigung bezüglich einer Wasserentnahme ist verpflichtet, ein dingliches Recht zu erwerben, das ihm die Nutznießung der innerhalb der Wasserentnahmezone gelegenen Immobiliengüter gewährt, außer wenn die Region der Eigentümer ist, in den Fällen, in denen zu Trinkwasser aufbereites Wasser entnommen wird, das durch Kanalisationsnetze zur Benutzung durch die öffentliche Gemeinschaft bestimmt ist.

Die Regierung ist befugt, Enteignungen vorzunehmen, um die enteigneten Güter für die Errichtung der Wasserentnahmezone zu bestimmen.

Unterabschnitt 2 — Präventivzone

Art. 172 - § 1. Die Regierung bestimmt, welche Wasserentnahmestellen in einer Präventivzone liegen.

§ 2. Die Präventivzone wird von der Regierung eingerichtet und abgegrenzt.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Einrichtung der Präventivzonen.

Art. 173 - Unbeschadet der Bestimmungen bezüglich der Rechtsvorschriften über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung und bezüglich der Abfälle kann die Regierung innerhalb einer Präventivzone Folgendes verbieten, regeln oder einer Umweltgenehmigung oder Erklärung unterwerfen: den Transport, die Lagerung, die Ablagerung, die Endlagerung, die Versenkung, die Ableitung und die Verteilung von Stoffen, die das Wasser verunreinigen können, und alle Bauwerke, Tätigkeiten, Arbeiten, Anpflanzungen und Anlagen, sowie die Änderungen des Bodens und des Untergrunds, die das Wasser verseuchen können.

Art. 174 - § 1. Wenn eine in Ausführung von Artikel 173 ergriffene Maßnahme die Verpflichtung mit sich bringt, Bauten, Anlagen, Arbeiten, Bauwerke oder Anpflanzungen einzurichten, zu ändern bzw. abzuschaffen oder eine Tätigkeit einzustellen, einzuschränken oder umzustellen, werden die dadurch entstandenen direkten Schäden und Sachschäden vom Inhaber der Umweltgenehmigung ersetzt, falls die Regierung keine Zuschüsse aufgrund des Artikels 178 oder aufgrund der Rechtsvorschriften über die Abfälle gewährt.

Absatz 1 findet nur Anwendung auf die bestehenden Bauten, Anlagen, Arbeiten, Bauwerke und Anpflanzungen und auf die Tätigkeiten, die am Tag der Eintragung der Umweltgenehmigung ausgeübt werden.

§ 2. Wenn mehrere Inhaber einer Umweltgenehmigung gemäß § 1 Schadenersatz leisten müssen, zahlen sie ihren Beitrag im Verhältnis zu dem in der Umweltgenehmigung jeweils bestimmten Wasservolumen.

Jeder neue Inhaber einer Umweltgenehmigung, der sich in einer abgegrenzten Präventivzone niederlässt, muss den Inhabern von früher ausgestellten Umweltgenehmigungen oder der Region einen Teil des Betrags der Entschädigungen, die diese geleistet haben, zurückerstatten.

Die Regierung bestimmt das Berechnungsverfahren und die Modalitäten für diese Rückerstattung.

§ 3. In Anwendung des Artikels 318, § 2, 12° kann die Regierung sich an der Vergütung für die in § 1 erwähnten Maßnahmen beteiligen und die verschiedenen Sätze ihrer Beteiligung unter Berücksichtigung der hydrogeologischen Beschaffenheit der Präventivzone bestimmen.

Unterabschnitt 3 — Überwachungszonen

Art. 175 - § 1. Die Regierung kann Überwachungszonen einrichten und abgrenzen. Sie bestimmt die Modalitäten für die Einrichtung dieser Zonen.

§ 2. Die Artikel 173 und 174 finden Anwendung auf die Überwachungszonen.

Die in Artikel 174 erwähnte Entschädigung wird von der Region gewährleistet.

§ 3. Jeder neue Inhaber einer Umweltgenehmigung, der sich in einer Überwachungszone niederlässt, muss der Region den Betrag der von ihr geleisteten Entschädigungen ganz oder teilweise zurückerstatten. Die Regierung bestimmt das Berechnungsverfahren und die Modalitäten für diese Rückerstattung.

Abschnitt 4 — Sondermaßnahmen

Art. 176 - Wenn individuelle Auskünfte unerlässlich sind für die Vorbereitung, Ausarbeitung oder Ausführung einer Verordnung in Sachen Schutz des Grundwassers gegen Verschmutzung oder für die Durchführung der in § 2 erwähnten internationalen Pflichten, kann die Regierung alle Nachforschungen veranlassen, die erforderlich sind, um den von ihr bestimmten Dienststellen der Region diese Auskünfte zur Verfügung zu stellen.

Die individuellen Auskünfte, die aus diesem Anlass eingeholt werden, dürfen nur zu folgenden Zwecken benutzt werden:

1° Anwendung der anderen Bestimmungen des vorliegenden Teils;

2° Erstellung der Statistiken;

3° wissenschaftliche Forschung im Bereich Umweltschutz, und zwar unter der Bedingung, dass derjenige, der über die Angaben verfügt, sich der Regierung gegenüber vorher schriftlich verpflichtet hat, keine Angaben, die individuelle Situationen verraten könnten, zu verbreiten, von Drittpersonen verbreiten zu lassen oder zu veröffentlichen.

KAPITEL III — *Territoriale Ermächtigungen*

Art. 177 - Zum Schutz der Qualität des Wassers kann die Regierung alle erforderlichen Maßnahmen treffen, um die Benutzung von Stoffen oder Substanzen wie beispielsweise zur Ausbringung im Rahmen landwirtschaftlicher Tätigkeiten bestimmte organische Stoffe oder Düngemittel zu regeln.

Zu diesem Zweck kann sie insbesondere:

1° Gebiete bezeichnen, die dazu bestimmt sind, je nach den besonderen umweltbezogenen Belastungen, denen sie ausgesetzt sind, einen Schutzstatus zu erhalten;

2° Programme einzusetzen, die auf die Reduzierung der in dem vorliegenden Artikel erwähnten Ausbringungen abzielen.

Titel VIII — Finanzierung der Bewirtschaftung des natürlichen Kreislaufs

Art. 178 - Die Regierung kann den Betrieben, die eine außergewöhnlich hohe finanzielle Last zu tragen haben, Zuschüsse gewähren, um die Bedingungen zu erfüllen, unter denen ihnen eine Umweltgenehmigung erteilt worden ist.

Die Regierung legt die Regeln für die Gewährung dieser Zuschüsse fest.

Die Regierung kann Betrieben, die einem oder mehreren Industriezweigen angehören, Zuschüsse gewähren, weil sie Forschungen oder Experimente geführt haben oder führen werden, um entweder ein weniger verschmutzendes Fabrikationsverfahren oder ein wirksames Klärverfahren zu entdecken.

Die Regierung legt die Regeln für die Gewährung dieser Zuschüsse fest.

Art. 179 - Es wird ein wissenschaftlicher und technischer Dienst für Wasser gegründet, der die Forschungen und Verbreitung der Ergebnisse in Sachen Schutz des Oberflächenwassers koordiniert. Dieser Dienst richtet die Forschung auf neue Bereiche aus, insbesondere aufgrund der Vorschläge, die ihm von den Vereinigungen für die Klärung gemacht werden.

Teil III — Verwaltung des anthropogenen Wasserkreislaufs

Titel I — Phasen des anthropogenen Wasserkreislaufs

KAPITEL I — *Wassergewinnung und -versorgung*

Abschnitt 1 — Für den menschlichen Gebrauch bestimmtes Wasser

Unterabschnitt 1 — Zielsetzung und Definitionen

Art. 180 - Die Regierung sorgt dafür, dass die Anwendung der Bestimmungen, die kraft des vorliegenden Abschnitts verabschiedet werden, weder direkt noch indirekt zur Folge hat, dass sich die derzeitige Qualität des Wassers für den menschlichen Gebrauch in irgendeiner Weise verschlechtert, soweit dies für den Schutz der menschlichen Gesundheit von Belang ist, oder sich die Verschmutzung der für die Trinkwassergewinnung bestimmten Gewässer erhöht.

Art. 181 - Im Sinne des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1° "Abonnent":

a) jegliche Person, die Inhaber eines Eigentums-, Nießbrauch-, bloßen Eigentums-, Nutzungs-, Wohn-, Bau- oder Erbpachtrechts an einem an das öffentliche Wasserversorgungsnetz angeschlossenen Gebäude ist;

b) jegliche Person, die einen Vertrag zum Ankauf von Wasser für ihren eigenen Verbrauch ohne Benutzung des öffentlichen Wasserversorgungsnetzes abgeschlossen hat;

2° "Verbraucher": jegliche Person, die das Wasser nutzt, das von einem Wasserlieferanten zur Verfügung gestellt wird;

3° "Hausinstallation": die Rohrleitungen, Armaturen und Geräte, die nach der Verbindungsstelle angebracht sind;

Die Zapfstellen, Rohrleitungen, Armaturen und Geräte, die nach der Verbindungsstelle angebracht sind, gehören zur Hausinstallation;

4° "Verbindungsstelle": die Grenze zwischen dem Versorgungsnetz und der Hausinstallation, die sich unmittelbar nach dem Wasserzähler befindet. Falls es keinen Wasserzähler gibt, wird diese Verbindungsstelle auf vertragliche Weise durch den Abonnenten und den Wasserlieferanten bestimmt.

Unterabschnitt 2 — Anwendungsbereich

Art. 182 - § 1. Der vorliegende Abschnitt 1st auf alle Wässer anwendbar, die für den menschlichen Gebrauch bestimmt sind, mit Ausnahme:

1° der natürlichen Mineralwässer;

2° der Heilwässer;

3° des Wassers für den menschlichen Gebrauch, das aus einer individuellen Versorgungsanlage stammt, aus der im Durchschnitt weniger als 10 m³ pro Tag entnommen oder mit der weniger als 50 Personen versorgt werden, sofern die Wasserbereitstellung nicht im Rahmen einer gewerblichen, touristischen oder öffentlichen Tätigkeit erfolgt.

§ 2. Der in § 1, 3° gemeinte Wasserlieferant hat die Pflicht, die betroffene Bevölkerung über die eingegangenen Risiken und über alle Maßnahmen zu unterrichten, die zum Schutz der menschlichen Gesundheit vor nachteiligen Einflüssen, die sich aus einer Verunreinigung von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser ergeben, ergriffen werden können.

Außerdem muss der Wasserlieferant den betroffenen Verbrauchern umgehend geeignete Ratschläge geben, wenn eine potentielle Gefährdung der menschlichen Gesundheit, die durch die Qualität dieses Wassers bedingt ist, erkennbar ist.

§ 3. Im Falle einer Versorgung anhand einer alternativen oder zum durch die Rohrleitungen verteilten Wasser zusätzlichen Ressource, sorgt der Abonnent für eine komplette Trennung der beiden Versorgungskreisläufe, ohne jegliche physische Verbindung.

Unterabschnitt 3 — Verpflichtungen des Wasserlieferanten

Allgemeine Verpflichtungen

Art. 183 - Die Regierung legt das Verfahren fest, das bei einem Vorfall anzuwenden ist, bei dem die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers beeinträchtigt wird.

Sie bestimmt, welche öffentlichen Behörden in diesem Fall eingesetzt werden müssen, und welche Mindestmaßnahmen von den Wasserlieferanten getroffen werden müssen, um eine Gefährdung der Verbraucher zu vermeiden, und die Genusstauglichkeit und Reinheit des Wassers wiederherzustellen.

Art. 184 - Unbeschadet der in Art. 191 erwähnten Abweichungen ist es untersagt, für den menschlichen Gebrauch bestimmtes Wasser zu liefern, wenn dessen Genusstauglichkeit und Reinheit nicht gewährleistet sind.

Im Sinne der Anforderungen des vorliegenden Abschnitts ist Wasser für den menschlichen Gebrauch genusstauglich und rein, wenn es:

1° Mikroorganismen, Parasiten und Stoffe jedweder Art nicht in einer Anzahl oder Konzentration enthält, die eine potentielle Gefährdung der menschlichen Gesundheit darstellt;

2° den von der Regierung gemäß Art. 185 festgelegten Mindestanforderungen genügt.

Art. 185 - Die Regierung legt die Mindestanforderungen hinsichtlich Genusstauglichkeit und Reinheit des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers fest, einschließlich:

1° der mikrobiologischen Parameterwerte;

2° der chemischen Parameterwerte;

3° der nur zu Kontrollzwecken und im Hinblick auf die Anwendung von Art. 190, § 5 bestimmten Indikatoren.

Art. 186 - Die Regierung bestimmt die Liste und die Höchstdosen der bei der Aufbereitung oder der Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch erlaubten Stoffe oder Materialien.

Der Wasserlieferant trifft alle erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass die bei der Aufbereitung oder der Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch verwendeten Stoffe oder Materialien für Neuanlagen und für die Verstärkung oder Reparatur von bestehenden Anlagen und die mit solchen Stoffen und Materialien für Neuanlagen verbundenen Verunreinigungen in Wasser für den menschlichen Gebrauch nicht in Konzentrationen zurückbleiben, die höher sind als für ihren Verwendungszweck erforderlich, und den im Rahmen dieses Abschnitts vorgesehenen Schutz der menschlichen Gesundheit nicht direkt oder indirekt mindern.

Art. 187 - § 1. Die nach Artikel 185 festgesetzten Parameterwerte sind einzuhalten:

1° bei Wasser, das aus einem Verteilungsnetz stammt, am Austritt aus denjenigen Zapfstellen in Gebäuden oder Einrichtungen, die normalerweise der Entnahme von Wasser für den menschlichen Gebrauch dienen;

2° bei Wasser aus Tankfahrzeugen an der Entnahmestelle am Tankfahrzeug;

§ 2. Außer an den in § 3 erwähnten Orten wird angenommen, dass der Wasserlieferant seine Verpflichtungen im Sinne von Art. 184 und 190, § 2 erfüllt hat, wenn nachgewiesen werden kann, dass die Nichteinhaltung der gemäß Art. 185 festgelegten Parameterwerte auf die Hausinstallation oder deren Wartung zurückzuführen ist.

§ 3. In den Räumen und Einrichtungen, wo Wasser der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt wird, muss die Hausinstallation durch eine zugelassene Prüfstelle zertifiziert werden, unter Einhaltung der von der Regierung festgelegten Regeln.

Jedes Gebäude, dessen erste Benutzung als Wohnung nach einem von der Regierung festzulegenden Datum erfolgt ist, unterliegt denselben Regeln.

Die Regierung stellt die Liste der Kategorien von Räumen und Einrichtungen auf, die dem vorliegenden Paragraphen unterliegen, und legt ein Verfahren sowie die Zertifizierungsfristen für private Innenanlagen fest.

§ 4. Besteht die Gefahr, dass Wasser nicht den nach Artikel 185 festgesetzten Parameterwerten genügt, so muss der Wasserlieferant:

1° geeignete Maßnahmen ergreifen, um diese Gefahr zu verringern oder auszuschalten, insbesondere durch die Beratung von Grundstücks-/Gebäudeeigentümern über mögliche Abhilfemaßnahmen, die sie ergreifen könnten;

2° und/oder andere Maßnahmen, wie geeignete Aufbereitungstechniken, ergreifen, um die Beschaffenheit oder Eigenschaften des Wassers vor seiner Bereitstellung so zu verändern, dass das Risiko der Nichteinhaltung der Parameterwerte durch das Wasser nach seiner Bereitstellung verringert oder ausgeschaltet wird;

3° und die betroffenen Verbraucher über etwaige zusätzliche Abhilfemaßnahmen, die sie ergreifen sollten, gebührend unterrichten und beraten.

Kontrolle

Art. 188 - § 1. Der Wasserlieferant erstellt und führt ein jährliches Kontrollprogramm durch, das dazu dient, zu überprüfen, ob das für den menschlichen Gebrauch bestimmte Wasser den Anforderungen des vorliegenden Abschnitts genügt, insbesondere hinsichtlich der gemäß Art. 185 festgelegten Parameterwerte.

Er übermittelt das jährliche Programm der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser.

Der Wasserlieferant entnimmt für die Qualität des im Laufe des gesamten Jahrs verbrauchten Wassers repräsentative Proben.

Wenn die Aufbereitung oder Verteilung von Wasser für den menschlichen Gebrauch eine Desinfektion einschließt, überprüft der Wasserlieferant die Wirksamkeit des angewendeten Desinfektionsverfahrens und dass jegliche Kontamination durch Desinfektionsnebenprodukte möglichst gering gehalten wird, ohne jedoch die Desinfektion zu beeinträchtigen.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Durchführungsbestimmungen für die jährlichen in § 1 erwähnten Kontrollprogramme sowie die Probeentnahmestellen und die Modalitäten für die Mitteilung der Informationen. Sie legt insbesondere die zu analysierenden Parameter und die Mindesthäufigkeit der Probeentnahmen und Analysen fest.

§ 3. Die Analysen werden einem kraft der föderalen Gesetzgebung über die Akkreditierung der Zertifizierungs- und Kontrollstellen sowie der Versuchslaboratorien akkreditierten Laboratorium anvertraut, das zumindest über ein analytisches Qualitätskontrollsystem verfügt.

Die Probeentnahmen werden von speziell dafür akkreditierten Stellen durchgeführt.

Die Regierung bestimmt die Spezifikationen für die Parameteranalyse und die Probeentnahme.

§ 4. Besteht Grund zu der Annahme, dass Stoffe und Mikroorganismen, für die keine Parameterwerte gemäß Artikel 185 festgesetzt wurden, in einer Menge oder Anzahl vorhanden sind, die eine potentielle Gefährdung der menschlichen Gesundheit darstellt, so lässt der Wasserlieferant durch ein akkreditiertes Labor eine zusätzliche Kontrolle durchführen, unter Einhaltung des in Artikel 183 festgelegten Verfahrens.

Art. 189 - Die Beauftragten des Wasserlieferants, die im Besitz einer Dienstkarte und ihres Ausweises sind, sowie die Prüfstellen, können im Beisein der Bewohner oder ihres Vertreters zwischen acht und zwanzig Uhr zu jedweder Hausinstallation oder Verbindungsstelle auf bequeme Weise und ohne Gefahr Zugang haben, um alle erforderlichen Tätigkeiten zur Kontrolle der Wasserqualität durchzuführen. Dabei gilt es, die Grundsätze des Schutzes des Privatlebens einzuhalten und die Bewohner innerhalb eines Zeitraums von 48 Stunden im Voraus schriftlich zu unterrichten.

Abhilfemaßnahmen und Gebrauchseinschränkungen

Art. 190 - § 1. Falls die gemäß Artikel 185 festgelegten Parameterwerte nicht eingehalten werden, und unter Vorbehalt von Artikel 187, § 2, informiert der Wasserlieferant unverzüglich die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, und führt eine Untersuchung durch, um die Ursache zu bestimmen. Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, prüft, ob diese Nichteinhaltung ein Risiko für die menschliche Gesundheit darstellt; ist dies der Fall, so übermittelt sie ihre Schlussfolgerungen, sobald diese bekannt sind, dem Wasserlieferanten sowie dem (den) Bürgermeister(n) der betroffenen Gemeinde(n).

§ 2. Der Wasserlieferant trifft so bald wie möglich die erforderlichen Abhilfemaßnahmen, um die Qualität des Wassers wiederherzustellen. Der Durchführung dieser Abhilfemaßnahmen gibt er den Vorrang, insbesondere unter Berücksichtigung der Messung einer Überschreitung des relevanten Parameterwerts und der potentiellen Gefahr für die menschliche Gesundheit.

Falls die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, gemäß § 1 festgestellt hat, dass es ein Risiko für die Gesundheit gibt, wird sie über jegliche vom Wasserlieferant getroffene Maßnahme sowie über die Weiterentwicklung der Lage auf dem Laufenden gehalten.

Stellt die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, fest, dass die Nichteinhaltung der Parameterwerte ein Risiko für die Gesundheit darstellt, so informiert der Wasserlieferant unmittelbar die Verbraucher über die Lage und ggf. über die getroffenen oder noch zu treffenden Abhilfemaßnahmen.

§ 3. Unabhängig davon, ob es zu einer Nichteinhaltung der gemäß Art. 185 festgelegten Parameterwerte gekommen ist, unterbricht der Wasserlieferant die Bereitstellung von Wasser für den menschlichen Gebrauch, wenn es eine potentielle Gefährdung der menschlichen Gesundheit darstellt, oder schränkt dessen Verwendung ein oder trifft jegliche zum Schutz der menschlichen Gesundheit erforderlichen Maßnahmen.

In diesem Fall unterrichtet und berät er unmittelbar die Verbraucher.

Der Wasserlieferant entscheidet, welche Maßnahmen getroffen werden müssen, wobei auch die Risiken zu berücksichtigen sind, die für die menschliche Gesundheit durch eine Unterbrechung der Bereitstellung oder durch eine Einschränkung der Verwendung von Wasser für den menschlichen Gebrauch verursacht würden. Seine Entscheidung wird der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, zur Information und ggf. Stellungnahme unmittelbar mitgeteilt.

§ 4. Im Falle einer durch die potentielle Gefährdung der öffentlichen Gesundheit und der Untätigkeit des Wasserlieferanten begründeten Dringlichkeit kann die Regierung oder ihr Beauftragter unmittelbar alle in § 3 erwähnten Maßnahmen ergreifen.

§ 5. Die Regierung kann Regeln der guten Praxis aufstellen, um den Wasserlieferanten bei der Erfüllung seiner Aufgaben nach § 3 zu unterstützen.

Art. 191 - An den in Artikel 187, § 3 erwähnten Orten, wenn nachgewiesen werden kann, dass die Nichteinhaltung der gemäß Artikel 185 festgelegten Parameterwerte auf die Hausinstallation oder deren Wartung zurückzuführen ist, hat der Wasserlieferant unverzüglich die mit der Zertifizierung beauftragte zugelassene Einrichtung, so wie sie in Artikel 187, § 3 bestimmt ist, über die Abhilfemaßnahmen zu unterrichten, die in Anwendung von Artikel 190 ergriffen werden.

Abweichungen

Art. 192 - § 1. Nach Befragung der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, kann die Regierung Abweichungen von den Parameterwerten zulassen, sofern diese Abweichungen keine potentielle Gefährdung der menschlichen Gesundheit darstellen und die Trinkwasserversorgung in dem betroffenen Gebiet nicht auf andere zumutbare Weise aufrechterhalten werden kann. Stimmt die Regierung nicht mit der Stellungnahme der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, überein, so hat sie ihre Entscheidung zu begründen.

Diese Abweichungen sind zeitbegrenzt und dürfen eine Frist von drei Jahren nicht überschreiten. Am Ablauf dieses Zeitraums wird eine Bilanz aufgestellt, damit bestimmt werden kann, ob zureichende Fortschritte erzielt wurden. Die Regierung kann eine zweite Abweichung für eine Dauer von drei Jahren gewähren. Unter besonderen Umständen und nach Gutachten der Europäischen Kommission kann die Regierung eine dritte Abweichung für eine Dauer von drei Jahren zulassen.

Jede von der Regierung zugelassene Abweichung muss folgende Angaben enthalten:

- die Gründe für die Abweichung;
- der betroffene Parameter;
- ein geeignetes Kontrollprogramm, das häufigere Kontrollen und die erforderlichen Abhilfemaßnahmen vorsieht;
- die Dauer der Abweichung.

Die Abweichungen dürfen nicht toxische oder mikrobiologische Faktoren betreffen.

§ 2. Der Wasserlieferant, der in den Genuss einer oder mehrerer in dem vorliegenden Artikel vorgesehener Abweichungen gelangt, unterrichtet auf schnelle und geeignete Weise die Verbraucher über die Abweichung, die sie betrifft, und über die mit dieser Abweichung zusammenhängenden Bedingungen. Außerdem berät er die besonderen Verbrauchergruppen, für die die Abweichung ein spezielles Risiko darstellen könnte.

Der Wasserlieferant informiert die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, über die in Anwendung des vorigen Absatzes getroffenen Maßnahmen.

E. Information

Art. 193 - § 1. Der Wasserlieferant informiert seine Abonnenten mindestens einmal im Jahr über die Qualität des während des abgelaufenen Kalenderjahrs bereitgestellten Wassers. Die Information umfasst das Gutachten der Verwaltung über die eventuellen Auswirkungen auf die Gesundheit der Verbraucher, die auf die Qualität des bereitgestellten Wassers zurückzuführen sind.

Der Wasserlieferant hat die Pflicht, jedem Verbraucher, der es beantragt, geeignete und rezente Informationen über die Qualität des in seinem Versorgungsgebiet bereitgestellten Wassers mitzuteilen.

§ 2. Der Wasserlieferant hat die Pflicht, der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, die Informationen bezüglich der Qualität und Versorgung des Wassers mitzuteilen, die sie im Hinblick auf die Durchführung des vorliegenden Abschnitts zur Erfüllung ihrer Europäischen und internationalen Verpflichtungen benötigt.

Die Regierung legt die Durchführungsbestimmungen fest, die sich auf den Inhalt, die Form und das Mitteilungsverfahren dieser Informationen beziehen.

§ 3. Die Regierung hinterlegt und präsentiert beim Wallonischen Regionalrat einen jährlichen Bericht über die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers. Dieser Bericht betrifft u.a. die Qualität des in der Wallonie zum Verbrauch bereitgestellten Wassers, die Nichteinhaltung der Parameterwerte durch bestimmte Wasserlieferant, die zugelassenen Abweichungen und die wichtigsten Abhilfemaßnahmen, die durchgeführt wurden, um die Qualität des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers wiederherzustellen.

Abschnitt 2 — Allgemeine Bedingungen in Bezug auf die öffentliche Wasserversorgung in der Wallonie

Unterabschnitt 1 — Definitionen

Art. 194 - Im Sinne des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

1° "Abonnent": jegliche Person, die Inhaber eines Eigentums-, Nießbrauch-, bloßes Eigentums-, Nutzungs-, Wohn-, Bau- oder Erbpachtrechts an einem an das öffentliche Wasserversorgungsnetz angeschlossenen Gebäude ist;

2° "Hausinstallation": die Rohrleitungen, Armaturen und Geräte, die nach dem Zähler angebracht sind.

Unterabschnitt 2 - Zugang zur öffentlichen Wasserversorgung und Anschluss

Art. 195 - Jeder Inhaber eines dinglichen Rechtes an einem Immobiliengut hat auf seinen Antrag hin und zu seinen eigenen Lasten darauf Anspruch, dass dieses Immobiliengut an das öffentliche Wasserversorgungsnetz angeschlossen wird. Die ggf. notwendige Erweiterung des Netzes des Wasserversorgers, damit das besagte Immobiliengut angeschlossen werden kann, geht zu Lasten des Antragstellers:

- in Höhe des Gesamtbetrags, wenn es um ein Siedlungsgebiet im Sinne vom Art. 89 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe handelt;

- in Höhe des Gesamtbetrags, wenn es sich um eine Erweiterung außerhalb einer bestehenden öffentlichen Straße handelt;

- für den Teil über die ersten 50 Meter hinaus, wenn es sich um einen sonstigen Erweiterungsantrag handelt, wobei die Kosten für die ersten 50 Meter von dem Wasserversorger übernommen werden.

Art. 196 - § 1. Die Arbeiten für die Durchführung des Anschlusses gehen zu Lasten des Abonnenten, und sind Gegenstand eines Kostenvoranschlags.

Der Anschluss muss vor seiner Inbetriebnahme völlig bezahlt sein.

Wenn der Abonnent eine Änderung des Anschlusses oder die Beendigung des Dienstes beantragt, gehen die Arbeiten ebenfalls zu seinen Lasten und sind Gegenstand eines Kostenvoranschlags.

Der Kostenvoranschlag wird dem Antragsteller innerhalb zehn Kalendertagen nach Eingang des Antrags gestellt.

Eine Anzahlung in Höhe von höchstens 50% des Kostenvoranschlags kann von dem Wasserversorger verlangt werden.

Außer im Falle höherer Gewalt hat der Wasserversorger die Arbeit innerhalb dreißig Kalendertagen nach Eingang der förmlichen Zustimmung des Antragstellers zum Kostenvoranschlag auszuführen, unter Vorbehalt der in diesem Kostenvoranschlag vorgesehenen Ausführungsbedingungen

§ 2. Wenn der Abonnent die Beendigung des Dienstes beantragt, trifft der Wasserversorger alle technischen Maßnahmen, damit die Sicherheit und gesundheitliche Zuträglichkeit nicht beeinträchtigt werden.

Wenn der Abonnent und der Benutzer nicht dieselbe Person sind, kann der Antrag nur mit der ausdrücklichen Zustimmung des Benutzers berücksichtigt werden.

§ 3. Die Kosten für die Änderungen, die von dem Wasserversorger am Anschluss gebracht werden, werden von Letzterem übernommen.

§ 4. Unbeschadet von Artikel 198 gehört der Anschluss zum Eigentum des Wasserversorgers, der für ihn haftet und dessen Instandhaltung gewährleistet.

Art. 197 - Jeder Anschluss muss mit einem Zähler versehen sein.

Was die neuen Anschlüsse angeht, wird ein Zähler derart angebracht, dass der Verbrauch jeder Wohnung, jeder Handelstätigkeit oder jedes Gebäudes einzeln berechnet werden kann.

Was die bestehenden Anschlüsse angeht, kann der Wasserversorger zu seinen eigenen Lasten und im Einvernehmen mit dem Abonnenten oder auf dessen Anfrage hin, in einem zu seiner Verfügung gestellten technischen Raum den Zähler, der den Verbrauch mehrerer Wohnungen, Handelstätigkeiten oder Gebäude erfasst, durch eine Reihe Zähler ersetzen, die den individuellen Verbrauch jeder Wohnung, Handelstätigkeit oder jedes Gebäudes einzeln erfassen. In diesem Fall wird ein zusätzlicher Zähler vorgesehen, der die gemeinsamen Verbrauchsdaten erfasst.

Die Regierung legt die dem Wasserversorger aufzuerlegenden Bedingungen für die Installierung des Anschlusses fest.

Art. 198 - Der Abonnent und der Benutzer treffen alle erforderlichen Maßnahmen, damit der Zähler nicht beschädigt wird. Sie haben die Pflicht, den Wasserversorger zu informieren, sobald sie von einer solchen Beschädigung Kenntnis haben.

In dieser Hinsicht sind sie verantwortlich für jegliche Frostschäden am Zähler oder an demjenigen Teil des Anschlusses, der sich innerhalb jedes Raums befindet, in dem der Zähler untergebracht ist, es sei denn, es kann nachgewiesen werden, dass der Wasserversorger bei der Planung oder Durchführung des Anschlusses einen Fehler gemacht hat.

Der Wasserversorger informiert die Abonnenten oder Benutzer mindestens einmal im Jahre, oder auf deren Anfrage hin, über die Maßnahmen, die zu treffen sind, um jegliche Schäden am Zähler zu vermeiden.

Jeder Zähler ist mit Siegeln versehen; eine Beschädigung dieser Siegel wird mit einer Geldstrafe geahndet, deren Modalitäten von der Regierung festgelegt werden, unbeschadet einer eventuellen sofortigen Unterbrechung des Dienstes.

Art. 199 - Bei einem Wechsel des Abonnenten sind der alte und der neue Inhaber von dinglichen Rechten an dem Immobiliengut verpflichtet, den Wasserversorger darüber zu informieren; in Ermangelung dessen müssen sie, solange diese Verpflichtung nicht erfüllt ist, für die Dienstlasten aufkommen.

Die Regierung legt die mit dieser Verpflichtung verbundenen Modalitäten fest.

Unterabschnitt 3 — Versorgung, Benutzung und Schutz der Anlagen

§ 1. Zurverfügungstellung

Art. 200 - Zusätzlich zu den in den Artikeln 180 bis 193, 411 bis 415 und 430 vorgesehenen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen erfüllt der Wasserversorger seine Aufgabe öffentlichen Dienstes, indem er eine regelmäßige Versorgung der an das öffentliche Versorgungsnetz angeschlossenen Immobilien gewährleistet, außer unter außergewöhnlichen Umständen oder Umständen, die vernünftigerweise nicht beherrscht werden können.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen einer regelmäßigen Versorgung.

Der Wasserversorger sorgt dafür, dass alle Arbeiten, die für diese regelmäßige Versorgung nützlich sind, schnellstmöglich durchgeführt werden.

Art. 201 - Beschwerden von Benutzern des Dienstes werden sofort berücksichtigt; der Wasserversorger bestimmt, welche ihm angehörenden Personen mit der Entgegennahme und Behandlung der Beschwerden beauftragt sind.

Art. 202 - Die öffentliche Wasserversorgung eines Immobilienguts, das ganz oder teilweise zur Bewohnung dient, darf nur in folgenden Fällen unterbrochen werden:

- um die öffentliche Gesundheit, die Genusstauglichkeit des Wassers oder die Kontinuität des Dienstes zu schützen;
- auf Antrag des Benutzers hin;
- in Ausführung einer richterlichen Entscheidung wegen Nichtzahlung, aufgrund deren die Einstellung der Wasserversorgung möglich ist;
- wenn ordnungsmäßig festgestellt werden konnte, dass der Zugang zum Zähler gemäß Artikel 198 verhindert wird.

Die öffentliche Wasserversorgung eines Immobilienguts, das nicht zur Bewohnung dient, darf nur in folgenden Fällen unterbrochen werden:

- in den im oder kraft des Dekrets vorgesehenen Fällen;
- auf Antrag des Benutzers hin;
- bei Nichtzahlung nach der Zustellung einer Zahlungsaufforderung;
- wenn ordnungsmäßig festgestellt werden konnte, dass der Zugang zum Zähler gemäß Artikel 207 verhindert wird.

Wenn der Dienst aus Gründen der Sicherheit oder der öffentlichen Gesundheit unterbrochen wird, informiert der Wasserversorger unmittelbar den Bürgermeister der betroffenen Gemeinde, wobei er die Gründe der Unterbrechung angibt.

Wenn der Dienst im Anschluss an eine richterliche Entscheidung unterbrochen wird, informiert der Wasserversorger unmittelbar den Vorsitzenden des öffentlichen Sozialhilfezentrums über die Gründe der Unterbrechung.

Die besonderen Bedingungen bezüglich der Dienstunterbrechung werden von der Regierung festgelegt.

Art. 203 - Der Wasserversorger kann den Dienst unterbrechen, wenn ein Fall höherer Gewalt oder notwendige Reparatur-, Erneuerungs-, Abänderungs-, Verlegungs-, Instandhaltungs- oder Betriebsarbeiten dies erforderlich machen.

Der Wasserversorger bemüht sich dabei, diese Arbeiten zu Zeiten durchzuführen, in denen die Unterbrechungen die Gesamtheit der Benutzer möglichst wenig stören, und deren Anzahl und Dauer in Grenzen zu halten.

Außer in Dringlichkeitsfällen werden die Benutzer im Voraus, unter Einhaltung einer Fristanzeige von drei vollen Tagen, über diese Unterbrechungen informiert, entweder durch Rundschreiben oder öffentliche Bekanntmachung.

Unbeschadet von Artikel 200 und der Artikel 180 bis 193, 411 bis 415 und 430 übernimmt der Wasserversorger die Haftung für die eingesetzten Mittel in Zusammenhang mit den Handlungen im Rahmen seines Dienstes.

§ 2. Benutzung und Schutz der Anlagen

Art. 204 - Die Regierung legt die Bestimmungen technischer Art fest, die für die Normen für den Schutz der Anlagen gelten.

Sie kann ebenfalls die Bedingungen für die Ausführung und Benutzung der privaten Hausinstallationen der Benutzer und Abonnenten festlegen.

Art. 205 - Der Benutzer sorgt für eine schonende Verwendung des Wassers und hat die Beschlüsse und Anweisungen des Wasserversorgers einzuhalten, die dazu dienen, den Verbrauch des Wassers bei Dürre, im Falle von technischen Zwischenfällen oder von Zwischenfällen, die Auswirkungen auf die Wasserqualität haben, in Grenzen zu halten, unbeschadet der Befugnisse, über welche die zuständigen Behörden verfügen.

Art. 206 - Die Abonnenten und Benutzer sind verpflichtet, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, um ihre Anlagen gegen Unfälle zu schützen, die auf eine Druckschwankung oder eine zeitweilige Einstellung des Dienstes zurückzuführen wären.

Der Wasserversorger informiert die Abonnenten oder Benutzer mindestens einmal im Jahre, oder auf deren Anfrage hin, über die Maßnahmen, die nützlich sind, um die Anlagen zu schützen.

§ 3. Zugang zu den Anlagen und zu den Zählern

Art. 207 - Die Beauftragten des Wasserversorgers, die im Besitz einer Dienstkarte und ihres Ausweises sind, sowie die Prüfstellen, können im Beisein der Bewohner oder ihres Vertreters zwischen acht und zwanzig Uhr zu jedweder Hausinstallation oder jedwedem Anschluss auf bequeme Weise und ohne Gefahr Zugang haben, um alle erforderlichen Tätigkeiten zur Verbrauchserfassung und zur Kontrolle der Anlagen und des Zählers durchzuführen. Dabei gilt es, die Grundsätze des Schutzes des Privatlebens einzuhalten und die Bewohner innerhalb eines Zeitraums von 48 Stunden im Voraus schriftlich zu unterrichten.

Unterabschnitt 4 — Verbrauchserfassung

Art. 208 - Die verbrauchten Volumen werden anhand des von dem Wasserversorger installierten Zählers erfasst. Der Zeitpunkt und die Regelmäßigkeit der Verbrauchserfassung werden von dem Wasserversorger festgelegt. Diese Verbrauchserfassung muss mindestens einmal im Jahr stattfinden, und der Benutzer muss mindestens einmal alle fünf Jahre dem Wasserversorger den konkreten Zugang zu den Anlagen erlauben, damit dieser die Verbrauchserfassung vornehmen kann.

Unterabschnitt 5 — Information

Art. 209 - Der Wasserversorger hält den Benutzern eine Liste der geltenden Tarifbeträge sowie der technischen und administrativen Verpflichtungen zur Verfügung.

Der Wasserversorger hat gegenüber seinen Benutzern eine Verpflichtung zur aktiven Information über die technischen und administrativen Bedingungen zur Bekräftigung der Qualität des geleisteten Dienstes.

Es kann jedoch vorkommen, dass bestimmte Auskünfte nicht mitgeteilt werden dürfen, wenn ihre Bekanntmachung den Schutz des Privatlebens verletzen würde, dem öffentlichen Interesse entgegensteht oder der öffentlichen Sicherheit stark schaden könnte.

Sofern es keine andere anderslautende gesetzliche Bestimmung gibt, kann der Wasserversorger Angaben zur Lage der Konten des Benutzers sowohl letzterem als auch den Einrichtungen, die eine Betreuungsaufgabe haben, mitteilen, und dies auf ihren Antrag hin und mit der Zustimmung des Benutzers.

KAPITEL II — Entschädigung der durch das Ableiten und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden

Art. 210 - § 1. Der Betreiber einer Grundwasserleitung und der Bauherr öffentlicher und privater Arbeiten, die durch ihre Tätigkeit das Absinken des Grundwasserspiegels hervorrufen, sind objektiv haftbar für:

1° daraus resultierende Oberflächenschäden an Gebäuden und an in diesen Gebäuden befindlichen Maschinen und Einrichtungen;

2° Nachteile, verursacht durch die Unbewohnbarkeit oder Unbenutzbarkeit der geschädigten Gebäude, wenn die Unbewohnbarkeit und die Unbenutzbarkeit Folge von Schäden sind, die aus dem Absinken des Grundwasserspiegels resultieren;

3° Kosten für die Unterbringung und den Umzug der Bewohner beschädigter Gebäude.

Alle in Absatz 1 erfassten Schäden werden als Ursache für das Absinken des Grundwasserspiegels, hervorgerufen durch die Tätigkeit des Betreibers einer Grundwasserleitung oder des Bauherrn öffentlicher oder privater Arbeiten, angesehen, es sei denn diese beweisen entweder, dass das Absinken des Grundwasserspiegels nicht durch ihre Tätigkeit hervorgerufen wurde, oder dass die Schäden auf das Absinken des Grundwasserspiegels zurückzuführen sind.

§ 2. Diejenigen, die durch ihre gemeinsame Tätigkeit das Absinken des Grundwassers verursachen, sind gesamtschuldnerisch für die daraus entstehenden Schäden haftbar.

§ 3. Wenn sich jedoch unter denen, die diese gemeinsame Tätigkeit durchgeführt haben, gewisse befinden, die ihre Arbeiten unter Beachtung der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Entnahme des Grundwasservolumens geleistet haben, während andere diese Bestimmungen übertreten haben, indem sie ungesetzlicherweise während der Gesamtperiode oder einer Teilperiode des Absinkens des Grundwasserspiegels ein Volumen von mehr als 96 Kubikmetern Wasser pro Tag entnommen haben, kommen folgende Vorschriften des Bürgerlichen Gesetzbuches, in Abweichung von Artikel 1214, Absatz 1 zur Anwendung:

1° der Betreiber oder der Bauherr, der aufgrund § 1 dem Geschädigten Ersatz leisten musste, wobei er während der ganzen Entnahmepériode Wasser legal entnommen hat, hat das Recht, die geleisteten Schadenersatzzahlungen in ihrer Gesamtheit mit Zinsen von jedem Betreiber oder Bauherrn zu fordern, der illegal Wasser entnommen hat, selbst dann, wenn die Übertretung nur während eines Teils des oben genannten Zeitraums stattgefunden hat;

2° der Betreiber oder Bauherr, welcher während der Gesamtperiode oder während eines Teils dieser Periode illegal Wasser entnommen hat, kann keinerlei Ansprüche gegenüber einem Betreiber oder Bauherrn, der legal Wasser entnommen hat, stellen;

§ 4. Wenn alle jene, welche die in § 2 erwähnte gemeinsame Tätigkeit ausgeführt haben, unter Beachtung der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich des Volumens der Grundwasserentnahme gehandelt haben, und wenn gewisse unter ihnen eine Fahrlässigkeit im Sinne des Artikels 1382 und der folgenden Artikel des Bürgerlichen Gesetzbuches begangen haben, wird das Bestehen dieser Fahrlässigkeit unter Anwendung der unter § 2 fallenden Gesamtverschuldensvorschrift berücksichtigt.

§ 5. Das vorliegende Kapitel kommt nicht zur Anwendung für Schäden, welche durch Wasserhebungsarbeiten in Bergwerken hervorgerufen werden.

Art. 211 - Der Friedensrichter ist allein zuständig, um in erster Instanz die auf dem gegenständlichen Erlass beruhenden Maßnahmen ungeachtet der Höhe des geforderten Betrags zu beschließen.

Er bestimmt in letzter Instanz über Forderungen, deren Betrag 12.500 Euro nicht überschreitet.

Art. 212 - Der Vorladung vor dem Friedensrichter muss unter Androhung der Unannehmbarkeit der Forderung ein Schlichtungsversuch vorangehen, der durch einen Antrag auf Schlichtung vor dem Friedensrichter zu erfolgen hat.

Wenn die Haftung unbestritten ist, haben die Berufenen die Pflicht, innerhalb von drei Monaten ab dem erstmaligen Erscheinen im Schlichtungsverfahren oder im Notfalle innerhalb eines vom Friedensrichter festgesetzten Zeitraums, ein Schadenersatzangebot zu machen.

In dem Erscheinungsprotokoll wird das Erreichen oder Nichterreichen einer Einigung verzeichnet.

Eine Ausfertigung des Protokolls, versehen mit der Vollstreckungsformel, wird ausgestellt. Der Betrag des eventuellen Angebots wird in diesem Protokoll angegeben.

Wird keine Einigung erreicht, so muss die geschädigte Partei, unter Androhung der Unzulässigkeit des Antrags, innerhalb von drei Monaten ab der Ausstellung der Ausfertigung des Protokolls, das das Nichterreichen einer Einigung feststellt, die Vorladung vor den Friedensrichter einreichen.

Art. 213 - § 1. Die Antragsteller müssen den Schaden im Vorhinein durch die zuständigen Bediensteten des Ministeriums der Wallonischen Region erheben lassen, die wiederum verpflichtet sind, die Erhebung durchzuführen und den Antragstellern innerhalb von vierzig Tagen ab Ansuchen auf Erhebung per Einschreiben zuzustellen.

Schadenserhebungen, die vor dem 17. Januar 1986 von den zuständigen Bediensteten gemäß dem Gesetz vom 10. Januar 1977 zur Regelung der Wiedergutmachung von durch die Entnahme und das Abpumpen von Grundwasser hervorgerufenen Schäden, durchgeführt wurden, sind ebenfalls zulässig.

§ 2. Die auf dem vorliegenden Kapitel beruhenden Schlichtungsanträge müssen beim Friedensrichter innerhalb von zwei Jahren ab der Mitteilung über die Schadenserhebung gemäß § 1 eingebracht werden.

Nach Ablauf dieser Frist kommt das gemeine Recht zur Anwendung.

§ 3. Falls die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, obwohl ihr ein Antrag per Einschreiben zugestellt wurde, innerhalb einer Frist von vierzig Tagen keine Erhebung durchführt, kann der Antragsteller den Schlichtungsantrag einbringen, ohne dass eine Erhebung stattgefunden hat.

§ 4. Nachdem der Friedensrichter den Schlichtungsantrag erhalten hat, kann er anordnen, dass die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, die Erhebung innerhalb von fünfzehn Tagen durchführt. Die entsprechenden Anordnungen werden an die zu diesem Zweck von der Regierung bestimmten zuständigen Bediensteten gerichtet.

§ 5. Die Regierung kann, je nach von ihr festgesetzten Modalitäten, anstelle der Bediensteten Experten mit der Durchführung der Erhebung betrauen; diese Experten erfüllen diesen Auftrag auf Kosten der Region nach dem von der Regierung festgesetzten Tarif.

Art. 214 - Der Antragsteller wird zur Erlegung der Gesamtausgaben oder zu einem Teil davon verurteilt, wenn der Betrag der vom Friedensrichter zugestandenem Entschädigung geringer ist als das in Artikel 212 erwähnte Angebot.

Art. 215 - Jeder Betreiber einer Grundwasserentnahmestelle kann die gewonnene Abflussmenge und die getroffenen Vorsichtsmaßnahmen in seiner Einrichtung durch die zuständige Dienststelle der regionalen Verwaltung feststellen lassen.

Er erhält eine als gleichlautend beglaubigte Abschrift des Feststellungsprotokolls. Die Regierung setzt den Tarif der zu Lasten des Antragstellers fallenden Feststellungskosten fest.

KAPITEL III — *Abwasserreinigung*

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 216 - Die Regierung beauftragt die S.P.G.E. auf der Grundlage eines Verwaltungsvertrags mit der Durchführung des Verwaltungsplans des wallonischen Wassereinzugsgebiets in Bezug auf die öffentliche Abwasserreinigung.

Abschnitt 2 — Bestimmungen über die Entwässerung sowie über die Ableitung und die Behandlung von Abwasser

Art. 217 - Zwecks der Anwendung der EG-Richtlinien und anderer internationalen Akten in Sachen Schutz des Oberflächenwassers kann die Regierung die Gemeinden verpflichten, unter den Bedingungen und innerhalb der Fristen, die sie festlegt, Entwässerungsarbeiten auf der Gesamtheit oder auf einem Teil ihres Gebiets auszuführen.

Um das gleiche Ziel zu erreichen, kann sie außerdem Kriterien verabschieden, die es ermöglichen, diejenigen Arbeiten festzulegen, die in dem in Artikel 218 erwähnten allgemeinen Entwässerungsplan in Aussicht genommen werden und deren Ausführung entweder zur Gewährleistung der Optimierung der Betriebsfähigkeit der Klärstationen, oder auch zur Gewährleistung eines raschen Schutzes der empfindlichen Gebiete wie z.B. die Präventivzonen oder die Überwachungszonen, vorrangig ist.

Art. 218 - Die Regierung verabschiedet eine allgemeine Sanierungsregelung bezüglich der Ableitung und der Behandlung des städtischen Abwassers.

In der allgemeinen Sanierungsregelung werden folgende Punkte bestimmt:

- die allgemeinen Verpflichtungen in Sachen Ableitung und Behandlung des städtischen Abwassers;
- die kollektiven, autonomen und vorübergehenden Sanierungsverfahren;
- die Bestimmungskriterien und die Verpflichtungen, die mit der Anwendung dieser Sanierungsverfahren in den geschlossenen Ortschaften oder Zonen verbunden sind;
- die Modalitäten zur Anwendung dieser Sanierungsverfahren pro geschlossene Ortschaft oder Zone sowie deren Entwicklung;
- die Grundsätze in Bezug auf die Festsetzung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet und die Bedingungen für deren Revisionen und deren Aktualisierungen.

§ 2. In der allgemeinen Sanierungsregelung ist für jedes Zwischeneinzugsgebiet ein Sanierungsplan vorgesehen.

Der Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet enthält die geschlossenen Ortschaften oder die Zonen und die Sanierungsverfahren des städtischen Abwassers, die auf sie anwendbar sind.

Diese Sanierungspläne werden durch die S.P.G.E. erarbeitet, durch die anerkannten Vereinigungen für die Klärung durchgeführt und durch die Regierung genehmigt.

Art. 219 - Die Gemeinden stellen alle zwei Jahre einen Bericht auf und übermitteln ihn der Region in den Formen und gemäß der Modalitäten, die durch die Regierung festgelegt werden. Dieser Bericht beinhaltet:

- 1° eine Bestandsaufnahme in Sachen Ableitung und Behandlung des Abwassers der auf ihrem Gebiet gelegenen Gebäude sowie deren Auswirkung auf die Präventivzonen und die Überwachungszonen;
- 2° das Programm der geplanten Entwässerungsarbeiten;

3° die Koordinierung zwischen den Kanalisationsarbeiten und den Kläranlagen, die bereits vorhanden oder in den kommenden fünf Jahren einzurichten sind und die das Abwasser aus diesen Kanalisationen aufnehmen können.

Dieser Bericht wird dem gemeindlichen Haushalt beigelegt. Die Gemeinde kündigt das Bestehen dieses Berichts an den gemeindlichen Anschlagsorten an und stellt zur Verfügung der Öffentlichkeit, die das ganze Jahr während der öffentlichen Zugangszeiten bei der Gemeindeverwaltung Einsicht in diesen Bericht nehmen kann.

Art. 220 - Der Gemeinderat verkündet eine kommunale Regelung, die gegebenenfalls die Verpflichtungen in Sachen Ableitung und Behandlung des städtischen Abwassers vervollständigt, die sich aus der in Artikel 218, § 1 erwähnten allgemeinen Sanierungsregelung ergeben.

Alle kommunalen Arbeiten in Sachen Sanierung des städtischen Abwassers müssen in den Sanierungsplan, der deren Gebiet betrifft, integriert werden.

Art. 221 - In dringenden Fällen, wenn die öffentliche Gesundheit oder die Umwelt ernsthaft gefährdet sind, kann die Regierung die Gemeinde(n), die sie bezeichnet, zwingen, innerhalb einer von ihr festgelegten Frist Entwässerungsarbeiten oder andere Arbeiten zur Beseitigung des Abwassers vorzunehmen.

Wenn nach Ablauf dieser Frist eine Gemeinde die vorgeschriebenen Arbeiten nicht ausgeführt hat, kann die Regierung den Gouverneur beauftragen, sie auf Kosten dieser Gemeinde ausführen zu lassen. Für die in solchen Umständen ausgeführten Arbeiten kann ein Zuschuss gewährt werden.

Art. 222 - § 1. Die Regierung kann für die Unterhaltung der individuellen Klärvorrichtungen Regeln vorschreiben; sie kann insbesondere veranlassen, dass die Fäkalien an Grubenentleerer abgegeben werden, die gemäß den von ihr festgelegten Regeln zugelassen sind.

§ 2. Die zugelassenen Grubenentleerer müssen die Fäkalien durch eines der drei folgenden Mittel beseitigen:

1° entweder indem sie sie gemäß den von der Regierung bestimmten Regeln an einen Landwirt zur Düngung abgeben;

2° oder indem sie sie an eine Kläranlage abgeben, die gemäß § 3 zu diesem Zweck von einer Vereinigung für die Klärung angegeben worden ist;

3° oder indem sie sie außerhalb der Region befördern, unter der Bedingung, dass sie gemäß den von der Regierung festgelegten Regeln die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, über den Bestimmungsort informieren und den Beweis dafür erbringen.

§ 3. Die Regierung bestimmt die Regeln, die die Vereinigungen für die Klärung befolgen müssen in Bezug auf die Anzahl, das Fassungsvermögen und die Wahl des Standortes der Kläranlagen, die die Fäkalien aufnehmen und verarbeiten sollen.

Sie kann den Grubenentleerern durch Erlass oder in der Zulassungsurkunde verbieten, gewisse Anlagen zu benutzen, um die Fäkalien nach dem Fassungsvermögen der Anlage zu verteilen.

KAPITEL IV — *Gemeinsame Bestimmungen für die Wassergewinnung, -verteilung und -reinigung*

Art. 223 - § 1. Nach einer Untersuchung kann die Regierung die Einrichtung von Anlagen zur Gewinnung bzw. Verteilung von Wasser oder zur Sammlung bzw. Sanierung des Abwassers unter, auf oder über nicht bebauten privaten Grundstücken bzw. Grundstücken des Privateigentums als gemeinnützig erklären.

Diese Gemeinnützigkeitserklärung gibt dem Betreiber der Anlagen, zu dessen Gunsten sie gemacht wird, das Recht, solche Anlagen unter, auf oder über diesen nicht bebauten privaten Grundstücken bzw. Grundstücken des Privateigentums einzurichten, für deren Überwachung zu sorgen und die zu deren Betrieb und Unterhalt notwendigen Arbeiten durchzuführen, dies alles zu den in besagter Erklärung bestimmten Bedingungen.

Mit den Arbeiten darf erst nach Ablauf einer zweimonatigen Frist ab der Notifizierung begonnen werden, die den betroffenen Inhabern von dinglichen Rechten und Mietern per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt wird.

§ 2. Der Anspruchsberechtigte der im ersten Absatz vorgesehenen Dienstbarkeit hat dem Eigentümer des mit dieser Dienstbarkeit belasteten Grundstücks oder den Inhabern von mit diesem Grundstück verbundenen dinglichen Rechten eine Entschädigung zu zahlen.

Die Entschädigung kann Gegenstand einer einzigen Zahlung sein; in diesem Fall gilt sie als pauschale Entschädigung; sie kann ebenfalls als im Voraus zu entrichtende jährliche Leistung zu zahlen sein.

§ 3. Die Regierung bestimmt:

1° das für die in § 1 erwähnte Gemeinnützigkeitserklärung zu befolgende Verfahren insbesondere die Form des Antrags, die Unterlagen, die diesem beizufügen sind, die Untersuchung der Akte und die durch die Behörden, die mit einem solchen Antrag befasst werden, vorzunehmenden Ermittlungen, die Fristen, innerhalb deren die zuständige Behörde entscheidet und dem Antragsteller ihre Entscheidung zustellen muss, und die von dem Antragsteller für die Prüfung der Akte zu zahlende Gebühr;

2° den Berechnungsmodus für die in Absatz 2 erwähnten Gebühren sowie deren Indexierungsmodus.

Art. 224 - Die teilweise Belegung von privaten Grundstücken bzw. Grundstücken des Privateigentums muss die Verwendung, die für diese vorgesehen ist, beachten. Sie bewirkt keine Enteignung, bildet jedoch eine gesetzliche gemeinnützige Dienstbarkeit, die jegliche Handlung verbietet, die den Anlagen oder deren Bewirtschaftung schaden könnte.

Die Regierung bestimmt die Verbote und Vorschriften, die jeder einhalten muss, der Handlungen und Arbeiten in der Nähe der Anlagen vornimmt, vornehmen lässt oder vorzunehmen beabsichtigt.

Der Eigentümer des mit dieser Dienstbarkeit belasteten Grundstücks kann innerhalb der durch die Regierung festgesetzten Frist die Regierung davon informieren, dass er den Inhaber dieser Dienstbarkeit darum bittet, das besetzte Grundstück zu kaufen. Kommt keine Kaufvereinbarung zwischen dem Eigentümer des belasteten Grundstücks und dem Netzbetreiber auf gültlichem Wege zustande, so sind die Bestimmungen des Artikels 227 anwendbar.

Art. 225 - § 1 - Die Anlagen müssen auf Antrag des Eigentümers des belasteten Grundstücks bzw. desjenigen, der berechtigt ist, darauf Bauten zu errichten, verlegt und gegebenenfalls entfernt werden, wenn sie dieses Recht in Anspruch nehmen wollen. Die Regierung kann dem Inhaber der Dienstbarkeit eine weitere Frist gewähren, damit er die durch diese Verlegung erforderten Genehmigungen erhalten kann.

Wenn die Betroffenen dieses Recht in Anspruch nehmen, ohne die Verlegung oder das Entfernen der Anlagen anzufordern, behält der Inhaber der Dienstbarkeit das Recht, diese Anlagen zu überwachen und die zu deren Betrieb, deren Unterhalt und deren Instandsetzung notwendigen Arbeiten durchzuführen.

Die Kosten für die Verlegung oder das Entfernen der Anlagen gehen zu Lasten des Inhabers der Dienstbarkeit; die in Absatz 1 erwähnten Personen müssen jedoch ihre Absicht sechs Monate vor dem Anfang der geplanten Arbeiten schriftlich mitteilen.

§ 2. Ungeachtet des § 1 kann der Inhaber der Dienstbarkeit, um die Verlegung der Anlagen zu vermeiden, dem Eigentümer des Grundstücks anbieten, das belegte Grundstück zu kaufen. Er informiert die Regierung davon. Wenn keine gütliche Einigung zwischen dem Eigentümer des belasteten Grundstücks und dem Verwalter der Anlagen zustande kommt, sind die Bestimmungen des Artikels 227 anwendbar.

Art. 226 - Der Betreiber der Anlagen muss für die Wiedergutmachung der Schäden, die durch die Arbeiten verursacht worden sind, die er bei der Einrichtung oder der Betreibung seiner Anlagen vorgenommen hat, sowie für die Entschädigung der Dritten zugefügten Schäden sorgen, sei es aufgrund seiner Arbeiten oder aufgrund der Verwendung des mit der Dienstbarkeit belasteten Grundstücks. Die Entschädigungen für die verursachten Schäden gehen völlig zu Lasten dieses Betreibers. Sie sind den Personen, denen diese Schäden zugefügt wurden, geschuldet; deren Betrag wird entweder auf gütliche Weise oder durch die Gerichte bestimmt.

Art. 227 - Der Betreiber der Anlagen, zugunsten dessen die Regierung einen Erlass zur Gemeinnützigkeitserklärung verabschiedet hat, kann auf seinen Antrag hin und innerhalb der Grenzen dieses Erlasses durch die Regierung dazu ermächtigt werden, die nötigen Enteignungen auf seine Kosten, im Namen der Region oder in seinem eigenen Namen, wenn er aufgrund einer Dekretbestimmung über die Befugnis zur Enteignung verfügt, weiterzuführen. Das in den Artikeln 2 bis 20 des Gesetzes vom 26 Juli 1962 über das äußerste Dringlichkeitsverfahren in Sachen Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit vorgesehene äußerste Dringlichkeitsverfahren ist auf diese Enteignungen anwendbar.

Titel II — Finanzierung der Verwaltung des anthropogenen Wasserkreislaufs

KAPITEL I — Preis des Wassers

Abschnitt 1 — Tarifierung und Fakturierung des Wassers

Unterabschnitt 1 — Tarifierung des Wassers

Art. 228 - Auf der Grundlage des Verursacherprinzips wird eine einheitliche Tarifierung für Wasser eingeführt, die für die Verbräuche anwendbar ist, die zur Festlegung einer Jahresgebühr mittels eines Zählers Anlass geben; die Tarifierung kann im Voraus erfolgen, wobei sie dazu bestimmt ist, den Vorteil der Zurverfügungstellung von Wasser zu vergüten, ob es verbraucht wird oder nicht, zuzüglich drei je nach den Jahresverbrauchsvolumen eingeteilten Tranchen, die nach folgender Struktur berechnet werden:

Gebühr: $(20 \times \text{TKV}) + (30 \times \text{TKAR})$

Verbräuche:

- erste Tranche von 0 bis 30 m³: $0,5 \times \text{TKV}$
- zweite Tranche von 30 bis 5 000 m³: $\text{TKV} + \text{TKAR}$
- dritte Tranche: mehr als 5 000 m³: $(0,9 \times \text{TKV}) + \text{TKAR}$

Auf dem Gebiet französischer Sprache wird der für den Sozialfonds für Wasser vorgesehene Beitrag den vorliegenden Tarifbeträgen hinzugerechnet.

Der TKV wird von dem Wasserversorger festgelegt in Übereinstimmung mit dem von der Regierung verabschiedeten einheitlichen Buchungsplan des Wassersektors.

Der TKAR wird für die Gesamtheit des Wallonischen Gebiets von der SPGE festgelegt, in Anwendung des Geschäftsführungsvertrags, der die SPGE mit der Regierung verbindet.

Ein selber Wasserversorger darf in einem Zwischeneinzugsgebiet im Sinne von Artikel 7 nur eine einzige Tarifierung anwenden.

Die angewandte Tarifierung darf für Jahresverbrauchsvolumen über 25 000 m³ von der oben angegebenen Tarifstruktur abweichen, kann jedoch auf keinen Fall $(0,50 \text{ TKV}) + \text{TKAR}$ unterschreiten.

Der Preis des Versorgungswassers ist Gegenstand eines zweijährlichen Bewertungsberichts. Nach Begutachtung des Kontrollausschusses für Wasser übermittelt die Regierung diesen Bericht dem Wallonischen Regionalrat vor dem 31. März der ungeraden Jahre; er beruht einerseits auf den von den Wasserversorgern übermittelten Daten für den TKV und andererseits auf den von der "Société publique de Gestion de l'Eau" übermittelten Daten für den TKAR.

Art. 229 - Im Rahmen der in Artikel 228 vorgesehenen Tarifierung wird der TKAR in den nachstehenden Fällen nicht angewandt:

- wenn der Benutzer der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern unterliegt;
- wenn der Benutzer in Anwendung von Artikel 288 Anspruch auf eine Befreiung oder Rückzahlung der Abgabe für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser hat.

Unterabschnitt 2 — Fakturierung

Art. 230 - Der Wasserversorger erstellt eine jährliche Rechnung. Darüber hinaus werden mindestens quartalsweise Anzahlungs- oder Zwischenrechnungen aufgestellt.

Bei einem Wechsel des Benutzers sowie bei einer Änderung des durch die Rechnungen gedeckten Zeitraums durch den Wasserversorger werden die Gebühr sowie die Verbrauchstranchen verhältnismäßig zum Zeitraum der Benutzung bzw. Bewohnung des Gebäudes/Gebäudeteils oder zum durch die Rechnung gedeckten Zeitraum berechnet. Ggf. wird die im Voraus gezahlte Gebühr Gegenstand einer Regularisierung.

Art. 231 - Die Regierung setzt die einheitlichen Regeln für die Aufstellung der Rechnungen fest; diese müssen die verschiedenen Bestandteile des TKV und des TKAR, sowie den Beitrag für den Sozialfonds für Wasser deutlich angeben. Der Wasserversorger erhält nach von der Regierung festgelegten Regeln eine Entschädigung für die Gesamtheit der Kosten, die er bei der Erhebung des TKAR aussetzt.

Unterabschnitt 3 — Zahlung der Rechnungen und Beitreibung

Art. 232 - Im Falle einer Nichterfüllung der Verpflichtungen, insbesondere im Falle einer Nichtzahlung der dem Wasserversorger auf der Grundlage der in Artikel 230 vorgesehenen Anzahlungen und Rechnungen geschuldeten Beträge innerhalb der vorgesehenen Zahlungsfristen kann der Wasserversorger gemäß Artikel 233 alle Rechtsmittel einsetzen, um seine Forderung zu Lasten der Benutzer und ggf. des Abonnenten beizutreiben.

Die Wallonische Regierung legt die Durchführungsbestimmungen in Zusammenhang mit der Zahlung der Rechnungen und ihrer Beitreibung fest, und bestimmt die betreffenden Mindestfristen.

Aufgrund spezifischer und objektiver Merkmale des Benutzers kann der Wasserversorger eine Bürgschaft für die Zahlung der ihm geschuldeten Beträge verlangen.

Der Höchstbetrag und die Modalitäten für diese Bürgschaft werden von der Regierung bestimmt, und sind nur auf die öffentliche Wasserversorgung eines Immobilienguts, das nicht zu Wohnungszwecken dient, anwendbar.

Art. 233 - Wenn der Benutzer nicht Inhaber eines dinglichen Rechts an dem angeschlossenen Immobiliengut ist, hat der Abonnet gegenüber dem Zahlungspflichtigen keine Verpflichtung im Sinne einer gesamtschuldnerischen und gemeinschaftlichen Mithaftung für vom Benutzer, nachdem dieser zur Zahlung aufgefordert worden ist, nicht gezahlte Beträge, unter der Voraussetzung, dass:

- er den Beweis erbringt, dass er den Wasserversorger spätestens innerhalb einer Frist von dreissig Kalendertagen nach dem Wechsel bei der Benutzung/Bewohnung des Guts, über die Identität der neuen und alten Benutzer, sowie über den Indexwert des Zählers informiert hat;
- das Gebäude zuvor von dem Wasserversorger mit einem Zähler pro Wohnung ausgerüstet worden ist;
- es keinen ungewöhnlich hohen Verbrauch gibt, der auf den Zustand der Hausinstallationen zurückzuführen wäre.

Abschnitt 2 — Sozialfonds für Wasser

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Anwendungsbereich

Art. 234 - Der vorliegende Abschnitt regelt einen in Artikel 128, § 1 der Verfassung erwähnten Sachbereich gemäß deren Artikel 138. Er wird nur auf dem Gebiet französischer Sprache anwendbar sein.

Definition

Art. 235 - Im Sinne des vorliegenden Abschnitts versteht man unter "Verbraucher" jede natürliche Person, die direkt oder indirekt Wasser verbraucht, das an ihrem Hauptwohnsitz von einem Wasserversorger für eine ausschließlich häusliche Verwendung, die ihren Bedürfnissen und denen ihres Haushalts entspricht, zu ihrer Verfügung gestellt wird.

Art. 236 - Der vorliegende Abschnitt hat zum Ziel, einen "Sozialfonds für Wasser" genannten finanziellen Mechanismus einzurichten, der hauptsächlich bei der Zahlung der Wasserrechnung des Verbrauchers eingeschaltet werden soll.

Unterabschnitt 2 — Finanzieller Mechanismus

Allgemeine Bestimmungen

Art. 237 - Jeder Verbraucher, der unter welcher Bezeichnung auch immer eine Sozialhilfe gemäß Artikel 57 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren in Anspruch nehmen kann, kann eine finanzielle Beteiligung an der Zahlung seiner Wasserrechnungen in Anspruch nehmen.

Art. 238 - Diese Beteiligung beruht auf einem "Sozialfonds für Wasser" genannten finanziellen Mechanismus, an dem die Wasserversorger, die öffentlichen Sozialhilfezentren und die S.P.G.E. beteiligt sind.

Art. 239 - Auf jeder von einem Wasserversorger geschickten Rechnung wird das Bestehen eines auf 0,0125 Euro pro berechneten Kubikmeter Wasser festgesetzten Beitrags zu Lasten der Wasserversorger als Element des tatsächlichen Kostenpreises des Wassers angegeben.

Dieser Beitrag kann durch einen Erlass der Wallonischen Regierung nach einer Schätzung der Bedürfnisse angepasst werden. Die kumulierten Erhöhungen dürfen auf keinen Fall 10% des vorgesehenen Betrags überschreiten.

Art. 240 - Mit dem in Artikel 239 erwähnten Beitrag werden folgende Ausgaben finanziert:

1° die Ausgaben in Bezug auf die in Artikel 237 erwähnte finanzielle Beteiligung in Höhe von mindestens 85% dieses Beitrags;

2° die Ausgaben in Bezug auf die durch die öffentlichen Sozialhilfezentren eingegangenen Betriebskosten in Höhe von mindestens 9 % dieses Beitrags;

3° die Ausgaben in Bezug auf die durch die S.P.G.E. im Rahmen des vorliegenden Abschnitts eingegangenen Betriebskosten in Höhe von mindestens 1 % dieses Beitrags;

4° die Ausgaben in Bezug auf die nützlichen technischen Verbesserungen, die es den Versorgen ermöglichen, die die in Artikel 237 erwähnte Beteiligung in Anspruch nehmenden Verbraucher im Hinblick auf eine rationelle Verwaltung des Wassers zu unterstützen, dies in Höhe von dem dem Restbetrag dieses Beitrags entsprechenden Betrag.

Auf Vorschlag des Ministers setzt die Regierung die Modalitäten zur Verteilung dieser Ausgaben fest.

Die Modalitäten, die für die Übernahme der in Absatz 1, 2° und 3° erwähnten Betriebskosten gelten, werden durch die Regierung u.a. auf der Grundlage:

- der Anzahl der in Artikel 241 erwähnten Verbraucher, die Zahlungsschwierigkeiten kennen;
- der Anzahl der Bezugsberechtigten des Rechts auf soziale Eingliederung in Anwendung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung
- der Anzahl Anschlüsse an das öffentliche Wasserversorgungsnetz in der Gemeinde bestimmt.

B. Regeln in Bezug auf die Beteiligung an der Zahlung der Wasserrechnungen

Art. 241 - Im Falle von Schwierigkeiten bei der Zahlung der Wasserrechnung wird der Verbraucher durch den ihm durch den Versorger zugeschickten Mahnungsbrief informiert, dass er die in Artikel 237 erwähnte finanzielle Beteiligung in Anspruch nehmen kann.

In dem Mahnungsbrief wird angegeben, dass der Verbraucher sich dieser finanziellen Beteiligung widersetzen kann.

Außer wenn der Verbraucher sich widersetzt, übermittelt der Wasserversorger dem zuständigen öffentlichen Sozialhilfezentrum die Liste der Zahlungsschwierigkeiten kennenden Verbraucher, damit das öffentliche Sozialhilfezentrum mit ihnen Kontakt aufnehmen kann.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten in Bezug auf das Widersetzen des Kunden und auf die Übertragung dieser Liste.

Art. 242 - § 1. Das Sozialhilfezentrum befindet innerhalb von dreißig Tagen über die Gewährung und den Betrag der finanziellen Beteiligung, dies innerhalb der in dem vorliegenden Abschnitt und in den aufgrund dessen gefassten verordnungsmäßigen Bestimmungen vorgesehenen Grenzen. Artikel 60 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren ist auf die Beschlussfassung in diesem Bereich anwendbar.

Gemäß Artikel 62bis des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren wird der Beschluss in Sachen Beteiligung, der durch den Sozialhilferat oder einem der Organe, dem der Rat Zuständigkeiten übertragen hat, gefasst worden ist, dem Verbraucher per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder gegen Empfangsbestätigung innerhalb von acht Tagen ab der Beschlussfassung mitgeteilt.

Das Sozialhilfezentrum informiert den Wasserversorger über seinen Beschluss in Bezug auf die beantragte finanzielle Beteiligung.

§ 2. Der Beschluss wird begründet und informiert den Verbraucher über die Möglichkeit, einen Einspruch gemäß Artikel 71 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren erheben zu können, über die Frist für die Einreichung, die Form des Antrags, die Anschrift der zuständigen Einspruchsinstanz und den Namen der Dienststelle oder der Person, die im Sozialhilfezentrum angesprochen werden kann, um Erklärungen zu erhalten.

§ 3. Jedes Jahr müssen die Sozialhilfezentren der S.P.G.E. einen Tätigkeitsbericht über die Durchführung des vorliegenden Abschnitts übermitteln. Die Regierung setzt die Elemente, die unbedingt in diesem Bericht stehen müssen, und den Zeitplan der Mitteilungen fest.

§ 4. Ab dem Einsenddatum des Mahnungsbriefs, den der Wasserversorger dem Verbraucher gemäß den in Artikel 241 angegebenen Bedingungen zuschickt, und bis zum in Absatz 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Beschluss ÖSHZ ist es dem Wasserversorger verboten, eine mit der Nicht-Zahlung der Rechnung verbundene einseitige Wassersperrung vorzunehmen.

Die vorliegende Bestimmung ist nicht anwendbar, wenn der Verbraucher sich einer finanziellen Beteiligung, sowie in dem vorliegenden Abschnitt bestimmt, widersetzt.

Art. 243 - Auf Vorschlag der S.P.G.E. und nach Begutachtung durch den Kontrollausschuss für Wasser setzt die Regierung die Modalitäten für die Berechnung der Höchstbetragsgrenze der finanziellen Beteiligung und die Modalitäten für die in Artikel 237 erwähnte finanzielle Beteiligung fest.

Der Betrag der finanziellen Beteiligung wird pro Verbraucher gemäß der Zusammensetzung seines Haushalts begrenzt.

Art. 244 - Innerhalb der Haushaltsmittel betrifft die in Artikel 237 erwähnte Beteiligung die vollständige bzw. teilweise Übernahme des Betrags der Rechnungen des Verbrauchers in Bezug auf seine persönliche Wohnung oder die seiner Familie.

Art. 245 - Die Regierung setzt die Modalitäten zur Verteilung der verfügbaren Beträge unter die öffentlichen Sozialhilfezentren für das laufende Haushaltsjahr fest.

Zu diesem Zweck nimmt er als Grundlage:

- die Anzahl der in Artikel 241 erwähnten Verbraucher, die Zahlungsschwierigkeiten kennen;
- die Anzahl der Bezugsberechtigten des Rechts auf soziale Eingliederung in Anwendung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung
- die Anzahl Anschlüsse an das öffentliche Wasserversorgungsnetz in der Gemeinde bestimmt.

C. Aufgaben der S.P.G.E. im Rahmen des sozialen Wasserfonds

Art. 246 - Die S.P.G.E. hat innerhalb der Bedingungen und Grenzen des vorliegenden Abschnitts zum Ziel, die Verwaltung des in Artikel 236 erwähnten finanziellen Mechanismus zu sichern, der sich an der Zahlung der Wasserrechnung des Verbrauchers beteiligen soll.

Art. 247 - Jedes Jahr bestimmt die S.P.G.E. den Betrag der in Artikel 239 erwähnten Beteiligungen von jedem Wasserversorger auf der Grundlage der im vorigen Jahr berechneten Volumen.

Art. 248 - Bis zum 31. März eines jeden Jahres teilt die S.P.G.E. den öffentlichen Sozialhilfezentren die pro Wasserversorger verfügbaren Beträge mit, die aus den in Artikel 239 erwähnten Beiträgen und den nicht verwendeten überschüssigen Saldi nach Abzug der in Artikel 240, Absatz 1, 2°, 3° und 4° bestimmten Ausgaben bestehen.

Art. 249 - Jedes Jahr übermittelt die S.P.G.E. der Regierung und dem Kontrollausschuss für Wasser einen Bericht über die Arbeitsweise des in Artikel 236 erwähnten finanziellen Mechanismus.

Die Regierung übermittelt diesen Bericht innerhalb drei Monaten dem Vorsitzenden des Wallonischen Regionalrats.

Die Regierung bestimmt, welche Angaben unbedingt in diesem Bericht stehen müssen, und legt die Planung der Mitteilungen mit.

Art. 250 - Bis zum 31. März jeden Jahres überweisen die Wasserversorger der S.P.G.E. den überschüssigen Saldo des vorigen Haushaltsjahres

Die Modalitäten zur Überweisung dieser überschüssigen Saldi sowie deren Zweckbestimmung durch die S.P.G.E. werden von der Regierung bestimmt.

D. Verpflichtungen der Wasserversorger

Art. 251 - Die Wasserversorger sind damit beauftragt:

1° der S.P.G.E. die von dem Wasserversorger im Laufe des vorbeigegangenen Jahres berechneten Volumen spätestens zum 31. März eines jeden Jahres mitzuteilen;

2° der S.P.G.E. die zu den Betriebskosten gemäß Artikel 240, Absatz 1, 2° und 3° bestimmte Summe spätestens zum 31. März eines jeden Jahres zu überweisen;

3° den Saldo des in Artikel 239 erwähnten Betrags nach Überweisung der unter 2° und 8° erwähnten Summen zu behalten, um ihn den in Artikel 239, Absatz 1, 1° und 4° bestimmten Zwecken zu bestimmen;

4° spätestens zum 31. März eines jeden Jahres die mit dem sozialen Wasserfonds verbundenen Finanzströme auf spezifischen Bilanz- und Verwaltungskonten zu individualisieren;

5° die tägliche Verwaltung der jedem öffentlichen Sozialhilfezentrum der von dem Wasserversorger betreuten Gemeinden zugewiesenen Beitragsanteile in enger Zusammenarbeit mit ihnen zu sichern;

6° die Verwaltung der den technischen Verbesserungen zugewiesenen Mittel zu sichern;

7° spätestens zum 31. März eines jeden Jahres bei der S.P.G.E. Bericht über die Anzahl der in Artikel 241, Absatz 3 erwähnten Verbraucher, die Zahlungsschwierigkeiten kennen, über die Anzahl der durch das öffentliche Sozialhilfezentren beschlossenen finanziellen Beteiligungen, über den individualisierten Betrag der gewährten Beteiligung und den Gesamtbetrag der Beteiligungen pro Gemeinde zu erstatten;

8° der S.P.G.E. die etwaigen überschüssigen Saldi innerhalb der in Artikel 250 vorgesehenen Frist zu überweisen;

9° der S.P.G.E. spätestens zum 28. Februar eines jeden Jahres alle Unterlagen und Informationen zu übermitteln, die zur Bestimmung des Betrags ihres Beitrags sowie der Beträge, über die die öffentlichen Sozialhilfezentren verfügen können, nötig sind;

Die Regierung setzt die Modalitäten zur Durchführung dieser Verpflichtungen fest.

Abschnitt 3 — Gebühr und Abgabe auf Wasserentnahmestellen

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmung

Art. 252 - § 1. Die Entnahme von aufbereitablem Wasser unterliegt:

1° einerseits, entweder einer Gebühr, deren Betrag auf 0,0744 Euro je m³ im Laufe des Jahres der Wasserentnahme erzeugtes Wasser festgelegt wird, oder dem Abschluss eines Dienstleistungsvertrags für den Schutz des zu Trinkwasser aufbereitbaren Wassers mit der S.P.G.E.;

2° und andererseits, entweder dem Abschluss eines Dienstleistungsvertrags für die Abwasserreinigung mit der S.P.G.E., nach dessen Bestimmungen der Erzeuger des Wassers die Dienstleistungen der Gesellschaft mietet, um nach einer bestimmten Planung die öffentliche Abwasserreinigung eines Wasservolumens durchzuführen, das dem zur Verteilung in der wallonischen Region durch die öffentliche Wasserversorgung bestimmten erzeugten Wasservolumen entspricht, oder der Ausführung dieser Aufgabe für die Klärung durch ihn selbst, entsprechend des von ihm erzeugten Wasservolumens.

§ 2 Die anderen Entnahmen von Grundwasser unterliegen einer jährlichen Entnahmeabgabe, deren Betrag folgendermaßen festgelegt wird:

1° für den Anteil zwischen 0 und 20.000 m³ Wasser: 0,0248 Euro pro m³ entnommenes Wasser;

2° für den Anteil zwischen 20.001 und 100.000 m³ Wasser: 0,0496 Euro pro m³ entnommenes Wasser;

3° für den Anteil über 100.000 m³ Wasser: 0,0744 Euro pro m³ entnommenes Wasser.

Entnommene Mengen unter 3.000 m³ sind abgabefrei.

§ 3. Die folgenden Entnahmen von Grundwasser unterliegen nicht den in § 1 erwähnten Gebühren oder einer in § 2 erwähnten Entnahmeabgabe:

1° die Pumparbeiten, die die Vereinigungen für die Klärung im Rahmen ihrer Entwässerungsaufgabe vornehmen, mit Ausnahme des Wasservolumens, das sie verkaufen bzw. verteilen;

2° Pumpversuche, die nicht länger als zwei Monate dauern;

3° vorübergehende Pumparbeiten im Rahmen öffentlicher oder privater Tiefbauarbeiten;

4° Pumparbeiten zum Schutz von Gütern, mit Ausnahme der Pumparbeiten zu industriellen oder Erwerbszwecken;

5° geothermische Pumparbeiten zur zentralen Beheizung von Wohnungen oder von öffentlichen Gebäuden;

6° die Hälfte des Volumens des gesümpften Grundwassers, unter der Bedingung, dass dieses Wasser nach dem Abpumpen den in der Wallonischen Region ansässigen Erzeugern

von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser zwecks Wiederverwendung kostenlos zur Verfügung gestellt wird.

Art. 253 - Die Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, deren Wasserentnahmestellen sich in der Wallonischen Region befinden, sind verpflichtet, sich an der Finanzierung der Schutzmaßnahmen für das Trinkwasser im Verhältnis zu den erzeugten Volumen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser zu beteiligen.

Jeder Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser ist im Hinblick auf die Erhaltung dessen Qualität für die öffentliche Reinigung des Haushaltsabwassers verantwortlich, und zwar im Verhältnis zu den Wasservolumen, die für die Verteilung durch die öffentliche Wasserversorgung in der Wallonischen Region bestimmt sind.

Zur Anwendung des vorliegenden Artikels versteht man unter "Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser": die Inhaber von Wasserentnahmestellen in der Wallonischen Region oder jede Person, die das Wasser in großen Mengen von einem anderen Wassererzeuger erwirbt, der sich für die verkauften Volumen nicht an der öffentlichen Reinigung des Haushaltsabwassers beteiligt hat.

Unterabschnitt 2 — Erklärung, Zahlung und Beitreibung der Gebühr und der Abgabe

Art. 254 - Jeder Gebühren- bzw. Abgabepflichtige muss jedes Jahr der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, alle Angaben mitteilen, die zur Ermittlung des während des vorangehenden Jahres erzeugten bzw. entnommenen Wasservolumens erforderlich sind.

Art. 255 - § 1. Die auf einem Formular, dessen Muster durch die Regierung festgesetzt wird, erfolgte Erklärung wird den Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen direkt durch die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, übermittelt, und zwar vor dem 31. Januar des Besteuerungsjahres.

Die Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen, die das Formular nicht erhalten haben, sind verpflichtet, es bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, anzufordern.

Im Falle einer Betriebsaufgabe muss der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige ein Erklärungsformular bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, anfordern, und dieses innerhalb von zwei Monaten nach der Betriebsaufgabe an den Sitz der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, zuschicken.

§ 2. Das Formular wird unter Einhaltung der dort angegebenen Hinweise ausgefüllt, für richtig bescheinigt, mit dem Datum versehen und unterzeichnet.

§ 3. Die Dokumente, Aufstellungen und Angaben, die im Formular angefragt werden, bilden einen integrierenden Bestandteil der Erklärung und müssen ihr daher beigefügt werden.

Art. 256 - Die Erklärung muss dem Sitz der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, vor dem 31. März eines jeden Jahres zugeschickt oder übergeben werden.

Art. 257 - Die Erklärung wird geprüft, und der Betrag der Gebühr bzw. Abgabe wird durch die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, festgelegt.

Dabei bezieht sie sich auf die mitgeteilten Angaben als Grundlage für die Berechnung der Gebühr bzw. Abgabe.

Wenn das angegebene Volumen nicht anhand einer Zählvorrichtung bestimmt worden ist, stützt sich die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, auf alle sonstigen beweiskräftigen Angaben, über die sie verfügt.

Wenn eine Grundwasserentnahme ohne Umweltgenehmigung erfolgt, oder ohne dass ein Antrag gemäß Artikel 434 eingereicht worden ist, dann wird der Betrag der in Anwendung von Artikel 252 berechneten Abgabe um 370 Euro erhöht.

Art. 258 - Auf Anfrage der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, ist jeder Gebühren- bzw. Abgabepflichtige dazu verpflichtet, ihr unverzüglich jegliche zur Bestimmung der Berechnungsgrundlage erforderliche Unterlagen zwecks Prüfung zu schicken.

Er ist ebenfalls dazu verpflichtet, der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, oder jeglicher von der Regierung bezeichneten und von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, beauftragten Behörde während der Arbeitszeiten den Zugang zu seinen Betriebsräumen, -geländen und -anlagen zu erlauben.

Unbeschadet des Rechts der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, auch mündliche Auskünfte einzuholen, ist jeglicher Gebühren- bzw. Abgabepflichtige auf Anfrage der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, dazu verpflichtet, ihr innerhalb eines Monats nach Eingang ihres Antrags, alle durch sie angeforderten Angaben zur Prüfung der Berechnungsgrundlage schriftlich mitzuteilen.

Art. 259 - Wenn die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, der Ansicht ist, dass sie die vom Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen entweder in einer Erklärung gemäß Artikeln 255 bis 258 mitgeteilten oder schriftlich anerkannten Angaben zu berichtigen hat, dann informiert sie diesen über die durchgeführte Berichtigung des erklärten Wasservolumens.

Jegliche Berichtigung wird dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen innerhalb einer Frist von acht Monaten ab dem Tag, an dem die Erklärung der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, zugestellt wurde, mitgeteilt.

Der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige verfügt dann über eine Frist von einem Monat, um seine Bemerkungen schriftlich mitzuteilen. Der Betrag der Gebühr bzw. Abgabe darf nicht vor Ablauf dieser Frist festgelegt werden, es sei denn, der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige habe sich mit der Berichtigung seiner Erklärung schriftlich einverstanden erklärt.

Art. 260 - § 1. Aufgrund der Angaben, über die sie verfügt, und der eventuellen Kontrollen, die sie durchführt oder durchführen lässt, ist die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, berechtigt, die Höhe der Gebühr oder der Abgabe von Amts wegen zu bestimmen, wenn der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige:

1° entweder keine Erklärung innerhalb der in Artikeln 255 und 256 vorgesehenen Frist übermittelt hat;

2° oder den Formmangel bzw. die Formmängel, der bzw. die seine Erklärung belastet bzw. belasten, nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist beseitigt hat;

3° oder die ihm kraft Artikel 258, Absatz 3 angefragten schriftlichen Angaben nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist mitgeteilt hat.

Sie trifft diese Maßnahme innerhalb einer Frist von zwei Jahren nach dem 1. April des Jahres, das auf das betroffene Entnahmehjahr folgt.

§ 2. Bevor der Betrag der Gebühr oder der Abgabe von Amts wegen festgelegt wird, teilt die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen ihren Beschluss über das Treffen dieser Maßnahme mit, wobei sie ihn über die Berechnungsgrundlagen der besagten Gebühr oder Abgabe informiert.

§ 3. Der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige verfügt dann über eine Frist von einem Monat, um seine Bemerkungen schriftlich mitzuteilen. Der endgültige Betrag der Gebühr bzw. Abgabe darf nicht vor Ablauf dieser Frist festgelegt werden, es sei denn, der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige habe sich schriftlich mit dem mitgeteilten Betrag einverstanden erklärt.

Art. 261 - Wenn der Gebühren- bzw. Abgabepflichtige sich innerhalb der in Artikel 259, Absatz 3 und Artikel 260, Absatz 3 festgelegten Frist mit dem mitgeteilten Betrag schriftlich insgesamt oder teilweise nicht einverstanden erklärt, geht die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, wie folgt vor:

1° wenn sie der vom Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen geäußerten Begründung beipflichtet, legt sie den Betrag der Gebühr bzw. Abgabe aufgrund der vorherig durch sie anerkannten oder bestimmten Elemente fest.

2° wenn sie sich der vom Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen geäußerten Begründung nicht beipflichten kann, legt sie den Betrag der Gebühr bzw. Abgabe aufgrund der vorherig durch sie anerkannten oder bestimmten Elemente fest.

Im Falle der Anwendung von Absatz 1, 2° teilt die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen innerhalb von zwei Monaten nach dessen Mitteilung, dass er mit dem festgelegten Betrag nicht einverstanden ist, ihren Beschluss mit.

Art. 262 - Die Gebühr bzw. Abgabe wird in der Form von dreimonatlichen Anzahlungen erhoben.

Jede Anzahlung gleicht 20 % des Betrags der letzten von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, festgelegten Gebühr oder Abgabe.

Wenn noch keine Gebühr noch Abgabe festgelegt worden ist, gleicht jede für das erste Jahr erhobene Anzahlung 20% des Betrags, der den vom Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen in seinem Genehmigungsantrag geschätzten Wasserentnahmemengen entspricht.

Die Existenz einer Wasserentnahme bedingt die Pflicht, Anzahlungen zu tätigen.

Die Anzahlungen sind am 20. des Monats, der auf jedes Trimester des Entnahmehjahres folgt zahlbar.

Sind die Anzahlungen innerhalb der im obigen Absatz erwähnten Frist nicht gezahlt worden, dann werden sie Gegenstand von Sonderheberollen.

Die in Sonderheberollen vorkommenden Anzahlungen sind unverzüglich einforderbar.

Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte teilt dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen die Höhe dieser einforderbaren Anzahlungen mit durch Übersendung eines Steuerbescheids der Heberolle.

Art. 263 - Die Gebühr bzw. Abgabe sind Gegenstand von jährlichen oder Sonderheberollen.

Art. 264 - Die Heberollen werden von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, festgelegt und von dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region oder dem dieses Amt ausübenden Beamten für vollstreckbar erklärt.

Art. 265 - Die Gebühr bzw. Abgabe muss spätestens am 30. Juni des Jahres, das auf das Jahr der Hinterlegung der Erklärung oder der Besteuerung von Amts wegen folgt, erstellt werden.

Die Anzahlungen werden vom Betrag der Gebühr bzw. Abgabe abgerechnet.

§ 2. Im Steuerbescheid der Heberolle werden gegebenenfalls die vom Betrag der Gebühr bzw. Abgabe abgerechneten Anzahlungen angegeben.

§ 3. Die Gebühr bzw. Abgabe sind innerhalb von zwei Monaten nach Versand des Steuerbescheids der Heberolle zahlbar.

Art. 266 - Sobald die Heberollen für vollstreckbar erklärt werden, werden Auszüge davon den betroffenen Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen zugestellt.

Art. 267 - Mangels Zahlung des Betrags der Anzahlungen, der Gebühr oder der Abgabe, der Zinsen oder der Unkosten bildet die erste Verfolgungsakte zur Beitreibung der Anzahlungen, der Gebühr oder der Abgabe, der Zinsen oder der Unkosten einen Vollstreckungsauftrag.

Dieser wird vom mit der Beitreibung beauftragten Beamten angeordnet.

Er wird durch eine Zustellung des Gerichtsvollziehers mit Zahlungsanordnung bekanntgegeben.

In den von der Regierung festgelegten Fällen kann er ebenfalls dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen zugestellt werden.

Art. 268 - Die Regierung bestimmt:

1° die Durchführungsmodalitäten von Artikel 262;

2° die Verfahrensweise für die Erklärungen, die Bildung der Heberollen, die Zahlungen, die Quittungen, die Verfolgungen;

3° die Verwaltungskosten zu Lasten des Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen, die den durch die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, effektiv erbrachten Leistungen zwecks der Beitreibung der Abgabe bzw. Gebühr entsprechen.

Art. 269 - § 1. Unter dem Vorbehalt der in § 2 bis 4 angeführten Bestimmungen erfolgt die Durchführung des Vollstreckungsauftrags unter Einhaltung der Bestimmungen von Teil 5, Titel III des Gerichtsgesetzbuches über die Zwangsvollstreckung.

§ 2. Nach der Bekanntgabe bzw. Zustellung gemäß Artikel 267 darf der mit der Beitreibung beauftragte Beamte in den von der Regierung bestimmten Fällen die als vollstreckbare Sicherheitspfändung in dritter Hand geltende, amtliche Zustellungsurkunde ausfertigen lassen für die dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen geschuldeten oder gehörenden Summen oder Handespapiere.

Die Sicherheitspfändung muss ebenfalls dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitgeteilt werden.

Diese Pfändung wird mit der Übergabe des Schriftstückes an den Empfänger wirksam.

Sie gibt Anlass zur Aufstellung und Zusendung durch den mit der Beitreibung beauftragten Beamten einer Pfändungsanzeige im Sinne von Artikel 1390 des Gerichtsgesetzbuches.

§ 3. Unter Vorbehalt dessen, was in § 2 vorgesehen ist, finden die Bestimmungen von Artikeln 1539, 1540, 1542, Absatz 1 und 2 und 1543 des Gerichtsgesetzbuches Anwendung auf die besagte Pfändung, wobei als vereinbart gilt, dass der gepfändete Betrag dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten übergeben wird.

§ 4. Die vollstreckbare Sicherheitspfändung erfolgt durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück gemäß Artikeln 1539 bis 1544 des Gerichtsgesetzbuches, wenn aus der Erklärung, die der Drittgepfändete nach der Pfändung abgeben muss, und die gemäß 2 durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief erfolgt, hervorgeht, dass:

1° der gepfändete Schuldner Einspruch gegen die vollstreckbare Sicherheitspfändung erhebt;

2° der Drittgepfändete seine Schuld dem gepfändeten Schuldner gegenüber bestreitet;

3° ein anderer Gläubiger vor der durch den mit der Beitreibung beauftragten Beamten getätigten Pfändung gegen die Tatsache Einspruch erhoben hat, dass der Drittgepfändete die Beträge abgegeben hat, die dieser schuldet.

In diesen Fällen bewahrt die vom Beamten per Einschreiben getätigte Pfändung ihren Sicherungscharakter, wenn dieser Beamte gemäß Artikel 1539 des Gerichtsgesetzbuches die vollstreckbare Sicherheitspfändung in dritter Hand durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück innerhalb des Monats vornehmen lässt, in dem die Erklärung des Drittgepfändeten bei der Post abgegeben wird.

§ 5. Die Vollstreckung der Zahlungsanordnung darf nur durch einen begründeten Einspruch des Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen mit einer gleichzeitig an die Region zugestellten Ladung vor Gericht unterbrochen werden.

Art. 270 - Die Beitreibung der Gebühr bzw. Abgabe verjährt nach 5 Jahren ab dem Datum, an dem die Heberolle für vollstreckbar erklärt worden ist.

Art. 271 - § 1. Hinsichtlich der Beitreibung der Gebühr bzw. Abgabe, der Zinsen und Unkosten verfügt die Region über ein unbegrenztes, die gesamten Einkünfte und das gesamte bewegliche Vermögen des Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen mit Ausnahme der Schiffe und Boote belastendes Vorzugsrecht.

Das Vorzugsrecht belegt den Rang unmittelbar nach denen, die in Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 und Artikel 23 von Buch II des Handelsgesetzbuches erwähnt sind, sowie nach dem durch Artikel 87 des Mehrwertsteuergesetzbuches dem Staat vorbehaltenen Vorzugsrecht.

§ 2. Die Gebühr oder Abgabe, die Zinsen und Unkosten werden durch eine gesetzliche Hypothek auf die Güter gesichert, die dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen gehören und in Belgien gelegen sind, und die mit einer solchen Hypothek tatsächlich belastet werden können.

Die gesetzliche Hypothek schadet nicht den vorherigen Vorzugsrechten und Hypotheken; sie gilt erst ab ihrer Eintragung.

Die Hypothek wird auf Anfrage des mit der Beitreibung beauftragten Beamten eingetragen. Die Eintragung erfolgt ungeachtet eventueller Einsprüche, Anfechtungen oder Berufungen.

Sie kann erst ab dem Ablauf der Fälligkeitsfrist nach Artikel 265, § 3 als erworben gelten.

§ 3. Artikel 447, Absatz 2 von Buch III des Handelsgesetzbuches über die Konkurse, Bankrotte und Aufschübe ist nicht auf die gesetzliche Hypothek anwendbar, was die Gebühren und Angaben betrifft, die in Heberollen vorkommen, die vor dem den Konkurs erklärenden Urteil für vollstreckbar erklärt worden sind.

Art. 272 - Die Beschwerde mit dem Antrag auf Rückerstattung der Gebühr oder der Abgabe erfolgt durch eine an die Region übermittelte Zustellung, die ebenfalls eine Ladung vor Gericht enthält.

Dieser Antrag muss innerhalb von zwei Jahren nach der Zahlung zugestellt werden.

Art. 273 - Mangels Zahlung innerhalb der in Artikeln 262 und 265 festgelegten Fristen sind die geschuldeten Beträge zugunsten der Fonds ab dem folgenden Tag von Rechts wegen zinstragend für die völlige Dauer des Zahlungsverzugs, wobei der Zinssatz der gesetzliche Zinssatz ist.

Dieser Zins wird monatlich auf der Grundlage des noch geschuldeten Betrags der Gebühr, der Abgabe oder der Anzahlung berechnet und auf das untere Vielfache von zehn Euro abgerundet. Jeder Teil eines Monats wird als voller Monat betrachtet.

Der Zins wird nur dann gefordert, wenn er insgesamt 2,5 Euro erreicht.

Art. 274 - Im Falle der Rückerstattung der Gebühr oder der Abgabe werden Aufschubzinsen zum gesetzlichen Satz gewährt.

Die Zinsen werden monatlich auf der Grundlage jeder Zahlung berechnet und auf das untere Vielfache von zehn Euro abgerundet.

Jeder Teil eines Monats wird als voller Monat betrachtet.

Aufschubzinsen werden nicht gewährt, wenn die Rückerstattung:

1° von Amts wegen bestimmte Beträge betrifft, nach Ablauf der Beschwerdefrist in Anwendung von Artikeln 259 und 260;

2° wenn der Zins insgesamt den Betrag von 2,5 Euro nicht erreicht.

Abschnitt 4 — Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 275 - Für die Einleitung von Abwasser ist eine jährliche Abgabe zu entrichten.

Art. 276 - Abgabepflichtig sind:

1° alle natürlichen oder juristischen Personen des öffentlichen oder des privaten Rechts, nachstehend "Betriebe" genannt, die mindestens sieben Personen beschäftigen und industrielles Abwasser in die öffentliche Kanalisation, in die Abwassersammler, in die Kläranlagen der Einrichtungen für die Klärung oder in Oberflächenwasser oder in Grundwasser einleiten;

2° die Betriebe, die weniger als sieben Personen beschäftigen und Abwasser in die in 1° erwähnten Aufnahmemilieus einleiten, wenn die für die Erteilung der Einleitungsgenehmigung zuständige Behörde der Meinung ist, dass dieses Wasser nicht als häusliches Abwasser eingestuft werden kann;

3° jede natürliche oder juristische Person des öffentlichen oder des privaten Rechts, die anderes Abwasser als Industrieabwasser in die unter 1° erwähnten Vorfluter einleitet und die aufgrund einer Wasserzufuhr, die nicht aus der öffentlichen Versorgung stammt, nicht zu den im tatsächlichen Kostenpreis des Wassers enthaltenen Sanierungskosten beiträgt. Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die Einleitung des landwirtschaftlichen Abwassers, das mit dem Haushaltsabwasser der Betriebe, wo Tiere gehalten bzw. gezüchtet werden, die den durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Bedingungen genügen, gleichgestellt wird;

4° jede natürliche oder juristische Person des öffentlichen oder des privaten Rechts, die anderes Abwasser als Industrieabwasser in die unter 1° erwähnten Vorfluter einleitet, dies aufgrund einer aus der öffentlichen Versorgung stammenden Wasserzufuhr, mit Ausnahme der Einleitung des landwirtschaftlichen Abwassers, das mit dem Haushaltsabwasser der Betriebe, wo Tiere gehalten bzw. gezüchtet werden, die den durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Bedingungen genügen, gleichgestellt wird

Unterabschnitt 2 — Besondere Bestimmungen über die Einleitungen von industriellem Abwasser

Art. 277 - Die jährliche Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser richtet sich nach der Belastung dieses Wassers, die gemäß den in Artikeln 279 und 282 bestimmten Formeln ermittelt wird.

Die zu berücksichtigende Belastung ist die der industriellen Abwässer, die im Laufe des Jahres vor dem Veranlagungsjahr abgeleitet worden sind.

Art. 278 - Die Abgabe je Einheit der Belastung der abgeleiteten industriellen Abwässer, nachstehend Abgabe je Einheit genannt, ist auf 8,9242 festgesetzt.

Art. 279 - Die Belastung der abgeleiteten industriellen Abwässer wird aufgrund folgender Formel ermittelt:

$$N = N1 + N2 + N3 + N4$$

In dieser Formel ist:

N die Gesamtanzahl Belastungseinheiten;

$$N1 = (Q/180)(a + (0,3 \cdot MS)/500$$

$$N1 = + 0,45(DCO/525) \cdot (0,4 + 0,6d)$$

Wobei:

N1 die mit dem Vorhandensein von Schwebstoffen und von oxidierbaren Stoffen verbundene Anzahl Belastungseinheiten ist;

Q das in Liter ausgedrückte tägliche Durchschnittsvolumen industriellen Abwassers ist, das der Betrieb im Laufe des arbeitsreichsten Monats des Jahres abgeleitet hat; dies gilt nicht für Kühlwasser; das Durchschnittsvolumen erhält man, indem man das monatliche Volumen durch die Anzahl Tage teilt, an denen das Kühlwasser im Laufe des arbeitsreichsten Monats abgeleitet worden ist;

MS der in mg/l ausgedrückte Schwebstoffgehalt des Rohwassers ist, auf das Q sich bezieht;

CSB der in mg/l ausgedrückte chemische Sauerstoffbedarf des Wassers ist, auf das Q sich nach zweistündiger Absetzzeit bezieht;

a ein Koeffizient mit einem Wert von 0,2 ist, außer wenn das Wasser direkt in Oberflächenwasser eingeleitet wird; in diesem Fall ist sein Wert gleich 0;

d der Berichtigungsfaktor ist, der sich aus der Bruchzahl ergibt, die 225 als Nenner und die Anzahl Tage, an denen Abwasser abgeleitet worden ist, als Zähler hat; dieser Faktor wird für saisonale oder gelegentliche Tätigkeiten berücksichtigt, bei denen nachgewiesen werden kann, dass Abwässer während weniger als 225 Kalendertage im Jahr abgeleitet werden; in den anderen Fällen ist der Faktor gleich 1.

$$N2 = (Q1(Xi + 0.2 Yi + 10 Zi))/500$$

Wobei:

N2 die mit dem Vorhandensein von Schwermetallen verbundene Anzahl Belastungseinheiten ist;

Q1 das in m³ ausgedrückte Volumen des im Laufe des Jahres abgeleiteten industriellen Abwassers - mit Ausnahme des Kühlwassers - ist;

Xi die Summe der in mg/l ausgedrückten durchschnittlichen Arsen-, Chrom-, Kupfer-, Nickel-, Blei und Silberkonzentrationen ist, die im Wasser, auf das Q1 sich bezieht, gemessen worden sind;

Yi die in mg/l ausgedrückte durchschnittliche Zinkkonzentration ist, die im Wasser, auf das Q1 sich bezieht, gemessen worden ist;

Zi die Summe der in mg/l ausgedrückten durchschnittlichen Kadmium- und Quecksilberkonzentrationen ist, die im Wasser, auf das Q1 sich bezieht, gemessen worden sind;

$$N3 = (Q1(N+P))/10.000$$

wobei:

N3 die mit dem Vorhandensein von Nährstoffen verbundene Anzahl Belastungseinheiten ist;

N die in mg/l ausgedrückte durchschnittliche Konzentration an Gesamtstickstoff ist, die im Abwasser gemessen worden ist, auf das Q1 sich bezieht;

P die in mg/l ausgedrückte durchschnittliche Konzentration an Gesamtphosphor ist, die im Abwasser gemessen worden ist, auf das Q1 sich bezieht;

$$N4 = 0,2 \cdot Q2 \cdot dt / 10.000$$

wobei:

N4 die Anzahl Belastungseinheiten ist, die mit dem Temperaturunterschied verbunden ist, der zwischen dem abgeleiteten Abwasser und dem Oberflächenwasser besteht, das dieses Abwasser aufnimmt;

Q2 das in m³ ausgedrückte jährliche Volumen des vom Betrieb abgeleiteten Kühlwassers ist;

dt der in °C ausgedrückte durchschnittliche Temperaturunterschied zwischen dem entnommenen Wasser und dem abgeleiteten Wasser ist, auf das Q2 sich bezieht;

N4 wird nur berücksichtigt, wenn Q2 dt mindestens 1.000.000 entspricht.

Art. 280 - § 1 Die Werte der in Artikel 279 aufgeführten Parameter sind die Höchstwerte, die in der Umweltgenehmigung des Abgabepflichtigen stehen, soweit sie welche enthält und der Abgabepflichtige den Wortlaut der Umweltgenehmigung oder die tatsächlichen Durchschnittswerte beachtet, die ein von der Regierung zugelassenes Labor nach den Anweisungen und unter der Kontrolle der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, zu Lasten des Abgabepflichtigen bestimmt hat.

Wenn der Abgabepflichtige der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, die zu berücksichtigenden Werte der Parameter nicht mitteilt und die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, Probenahmen und Untersuchungen zur Ermittlung dieser Werte vornimmt bzw. vornehmen lässt, können die daraus hervorgehenden Kosten dem Abgabepflichtigen angerechnet werden.

Die Regierung bestimmt die technischen Einzelheiten für die Ermittlung der Werte der in Artikel 279 aufgeführten Parameter.

§ 2. Der Abgabepflichtige kann von den im abgeleiteten Abwasser gemessenen Werten der Parameter MS, CSB, Xi, Yi, Zi, N und P die entsprechenden Werte abziehen, die ein von der Regierung zugelassenes Untersuchungslabor nach den Anweisungen und unter der Kontrolle der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, zu Lasten des Abgabepflichtigen im Versorgungswasser gemessen hat. Der Abzug erfolgt für jeden Parameter separat und darf nicht dazu führen, dass die Werte gewisser Parameter negativ werden.

Art. 281 - Wenn die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, die Werte der in der in Artikel 279 bestimmten Formel aufgeführten Parameter nicht kennt und sie sie aufgrund der zu ihrer Verfügung stehenden Bewertungselemente nicht auf angemessene Weise ermitteln kann oder wenn man für eine zuverlässige Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte dieser Parameter auf technische oder wirtschaftliche Schwierigkeiten stößt, berechnet die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, die Belastung anhand der in Artikel 282 vereinfachten Formel.

Art. 282 - Die vereinfachte Formel der Belastung lautet wie folgt:

$$N = N1 + N2$$

In dieser Formel ist:

N die Gesamtanzahl Belastungseinheiten;

$$N2 = A \cdot C1 / B$$

wobei:

N1 die mit dem Vorhandensein von Schwebstoffen und von oxidierbaren Stoffen verbundenen Anzahl Belastungseinheiten ist;

A die nach benutzter Grundlage ausgedrückte jährliche Leistung ist;

B die Grundlage ist, die in Kolonne 3 der in der Anlage I stehenden Tabelle angegeben ist;

C1 der Umrechnungsfaktor ist, der in Kolonne 4 der in der Anlage I stehenden Tabelle angegeben ist.

$$N2 = (Q1 - Q2) \cdot C2 + Q2 \cdot C3$$

wobei

N2 die mit dem Vorhandensein von Schwermetallen, Nährstoffen und Kühlwasser verbundene Anzahl Belastungseinheiten ist;

Q1 das in m³ ausgedrückte Jahresvolumen abgeleiteten industriellen Abwassers ist;

Q2 das in m³ ausgedrückte Jahresvolumen abgeleiteten Kühlwassers ist;

C2 das Hundertstel ist, außer wenn ein anderer Umrechnungsfaktor in Kolonne 5 der Tabelle von Anlage I angegeben ist;

C3 das Zehntausendstel ist.

Das Produkt von Q2C3 wird nur dann berücksichtigt, wenn Q2 mindestens 200.000 m³ entspricht.

Art. 283 - Die jährliche Abgabe ergibt sich aus der Multiplikation der in Artikel 278 erwähnten Abgabe je Einheit mit der in Artikel 279 bzw. 282 bestimmten Anzahl Belastungseinheiten N.

Unterabschnitt 3 - Besondere Bestimmungen über die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser

Art. 284 - Die jährliche Abgabe für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser richtet sich nach dem Volumen abgeleiteten Wassers.

Die in Artikel 276, 3^o erwähnte Abgabe je Einheit ist pro Kubikmeter abgeleitetes Abwasser ab dem 1. Januar 2003 auf 0,5542 Euro festgesetzt.

Die in Artikel 276, 4^o erwähnte Abgabe je Einheit ist pro Kubikmeter abgeleitetes Abwasser auf 0,0813 Euro festgesetzt und gilt vom 1. Oktober 2003 bis zum 31. Dezember 2004. Sie wird am 1. Januar 2005 gestrichen.

Art. 285 - § 1. Das Wasservolumen, das mit der in Artikel 284 erwähnten Abgabe belegt wird, wird gemäß den nachstehenden Regeln ermittelt anhand der Zähler des vom Abgabepflichtigen entnommenen Wassers, das kein aus der öffentlichen Wasserversorgung stammendes Wasser ist, oder notfalls aufgrund seines geschätzten Verbrauchs oder jeglichen anderen beweiskräftigen Elementes, über das die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, zur Ermittlung seines Verbrauchs verfügt. Wenn das Wasser teilweise aus der öffentlichen Wasserversorgung stammt, entspricht das abgabepflichtige Wasservolumen der Differenz zwischen dem gesamten entnommenen Wasservolumen oder, in Ermangelung einer Zählvorrichtung, den geschätzten Wasservolumen und dem Wasservolumen, das auf in der letzten Verbrauchsaufstellung für einen Zeitraum von einem Jahr angegeben ist.

Der geschätzte Verbrauch des Abgabepflichtigen entspricht dem Produkt der Anzahl der in Anlage II aufgeführten Einheiten mit dem entsprechenden geschätzten Verbrauch. Die Anzahl der zu berücksichtigenden Einheiten ist die Höchstanzahl, die an einem Tag im Laufe des Ableitungsjahres registriert worden ist.

§ 2. Für Personen, die ausschließlich häusliche Abwässer ableiten, entspricht das Volumen, das mit der Abgabe belegt wird, dem entnommenen Volumen.

§ 3. Für Personen, die häusliche und industrielle Abwässer ableiten, wird der Teil des entnommenen Gesamtvolumens, der in Form von häuslichem Abwasser abgeleitet wird, mit der in Artikel 284 erwähnten Abgabe belegt.

§ 4. Für Personen, die landwirtschaftliche Abwässer ableiten, die häuslichen Abwässern gleichgestellt sind, und die die in Artikel 276, 3^o aufgeführten Bedingungen für eine Befreiung nicht erfüllen, wird das entnommenen Gesamtvolumen mit der Abgabe belegt. Wenn dieses Volumen nicht anhand von Zählern ermittelt werden kann, entspricht es dem Volumen, das man durch das Addieren des mutmaßlichen Verbrauchs des Haushalts, d.h. 100 m³, und des geschätzten Verbrauchs des Viehs erhält. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Schätzung dieses Verbrauchs der Tiere. Sie bezieht sich auf die in Anlage III aufgeführte Belastung je Einheit.

Die für jede Kategorie zu berücksichtigende Anzahl Tiere ist die Anzahl gehaltener oder gezüchteter Tiere dieser Kategorie, so wie sie aus der Meldung an das Landesamt für Statistiken anlässlich der landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Zählung hervorgeht, die am 15. Mai des Jahres vor dem Veranlagungsjahr vorgenommen wird.

Für Personen, die die Bedingungen für eine Befreiung erfüllen, entspricht das Volumen dem mutmaßlichen Verbrauch des Haushalts, d.h. 100 m³.

Art. 286 - Die jährliche Abgabe ergibt sich aus der Multiplikation der in Artikel 284 erwähnten Abgabe je Einheit mit dem in Artikel 285 bestimmten Wasservolumen.

Art. 287 - Die durch eine zugelassene Einrichtung für die Klärung vorgenommenen Behandlung der Fäkalien von Faulgruben und ähnlichen Klärvorrichtungen wird von der zugelassenen Einrichtung für die Klärung kostenlos gewährleistet, sofern folgenden Bedingungen entsprochen wird:

1^o die Fäkalien müssen ausschließlich aus der Aufbereitung von häuslichen Abwässern hervorgehen, die in der Wallonischen Region erzeugt worden sind;

2^o die Entleerung der Faulgruben und ähnlicher Klärvorrichtungen muss von einem von der Regierung zugelassenen Entleerer vorgenommen werden.

Art. 288 - Die natürlichen oder juristischen Personen des öffentlichen oder des privaten Rechts, die die nichtindustriellen Abwässer, die sie produzieren oder die ihnen zur Klärung angeliefert werden, selbst klären, werden unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen von der Abgabe befreit oder erhalten deren Rückerstattung.

Die Wasservolumen, die von Personen, die eine Befreiung oder eine Zurückerstattung der Abgabe in Anspruch nehmen, entnommen werden, werden in den in Artikel 253, Absatz 2 erwähnten Volumen nicht berechnet.

Unterabschnitt 4 — Abgabenerklärung, Zahlung und Eintreibung der Abgaben für die Einleitung von Abwasser

A. Abgabenerklärung, Zahlung und Eintreibung der Abgaben für die Einleitung von industriellem Abwasser

Art. 289 - Jeder Abgabepflichtige muss der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, jedes Jahr alle Angaben mitteilen, die die zur Bestimmung der Belastung des vorangehenden Jahres erforderlich sind.

Art. 290 - § 1. Die Erklärung erfolgt auf einem Formular, dessen Muster von der Regierung bestimmt wird und das die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, vor dem 31. Januar des Veranlagungsjahres direkt ausstellt und übermittelt.

Abgabepflichtige, die das Formular nicht erhalten haben, müssen es am Sitz der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, beantragen.

Bei einer Betriebseinstellung muss der Abgabepflichtige ein Formular für die Erklärung bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, beantragen und es binnen zwei Monaten nach der Betriebseinstellung an den Sitz der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, schicken.

§ 2. Das Formular wird gemäß den darin aufgeführten Angaben ausgefüllt, für richtig erklärt, datiert und unterzeichnet.

§ 3. Die Dokumente, Aufstellungen oder Angaben, die laut Formular vorzulegen sind, sind integrierender Bestandteil der Erklärung und müsse ihr beigelegt werden.

Art. 291 - Die Erklärung muss vor dem 31. März eines jeden Jahres an den Sitz der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, geschickt bzw. dort abgegeben werden.

Art. 292 - Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, überprüft die Erklärung und legt den Betrag der Abgabe fest.

Erstere stützt sich für die Berechnung der Abgabe auf die mitgeteilten Angaben.

Art. 293 - Jeder Abgabepflichtige muss der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, wenn er von ihr dazu aufgefordert wird, jedes zur Ermittlung der Berechnungsgrundlage erforderliche Dokument zwecks Überprüfung vor Ort mitteilen. Er muss der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung

Wasser, bzw. einer von der Regierung bestimmten und von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, beauftragten Einrichtung auch zu jeder Zeit, wo gearbeitet wird, den Zugang zu seinen Räumen, Grundstücken und Anlagen zwecks technischer Kontrolle erlauben.

Unbeschadet des Rechts der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, mündliche Auskünfte einzuholen, muss jeder Abgabepflichtige der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, wenn er von ihr dazu aufgefordert wird, jede Auskunft, um die er zwecks Überprüfung der Berechnungsgrundlage gebeten wird, binnen dem Monat der Bitte schriftlich erteilen.

Art. 294 - Wenn mehrere Betriebe ihre Abwässer gemeinsam ableiten oder diese gemeinsam aufbereiten, wird die Abgabe zu gleichen Teilen unter die verschiedenen Betriebe verteilt.

Jeder Betrieb ist verpflichtet, die Bestimmungen der Artikel 289 bis 293 einzuhalten.

Die Betriebe, die ihre Belastung genau bestimmen können, können jedoch separat veranlagt werden.

Der restliche Betrag der Abgabe wird dann von der Verwaltung zu gleichen Teilen unter die übrigen Betriebe verteilt.

Art. 295 - Wenn die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, der Ansicht ist, sie müsse die Angaben, die der Abgabepflichtige entweder in einer den in den Artikeln 290 bis 293 vorgesehenen Bedingungen entsprechenden Erklärung vermerkt hat oder schriftlich angenommen hat, berichtigen, notifiziert sie ihm die von ihr vorgenommene Berichtigung der angegebenen Belastung.

Jede Berichtigung wird dem Abgabepflichtigen binnen acht Monaten ab dem Tag des Eingangs der Erklärung bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, notifiziert.

Der Abgabepflichtige verfügt ab dieser Notifikation über eine Frist von einem Monat, um seine Bemerkungen schriftlich geltend zu machen. Der Betrag der Abgabe darf nicht vor Ablauf dieser Frist festgelegt werden, außer wenn der Abgabepflichtige der Berichtigung seiner Erklärung schriftlich zugestimmt hat.

Art. 296 - § 1. Die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, kann den Abgabepflichtigen aufgrund der ihr zur Verfügung stehenden Angaben und gegebenenfalls aufgrund der Kontrollen, die sie ausführt bzw. hat ausführen lassen, von Amts wegen veranlagern, wenn er:

1° binnen den durch die Artikel 290, § 1 und 291 vorgesehenen Fristen keine Erklärung abgegeben hat;

2° den bzw. die Formfehler, mit dem bzw. denen seine Erklärung behaftet ist, nicht binnen der zu diesem Zweck eingeräumten Frist beseitigt hat;

3° die schriftlichen Auskünfte, um die er aufgrund von Artikel 293, Absatz 3 gebeten worden ist, nicht binnen der vorgeschriebenen Frist erteilt hat.

Sie nimmt die Veranlagung von Amts wegen vor binnen einer Frist von zwei Jahren ab dem 31. März des Jahres, das dem Ableitungsjahr folgt.

§ 2. Bevor die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, zur Veranlagung von Amts wegen schreitet, notifiziert sie dem Abgabepflichtigen ihren Beschluss, dieses Verfahren anzuwenden, und die Angaben, auf denen die Veranlagung beruht.

§ 3. Der Abgabepflichtige verfügt ab dieser Notifikation über eine Frist von einem Monat, um seine Bemerkungen schriftlich geltend zu machen. Der Betrag der Abgabe darf nicht vor Ablauf dieser Frist festgelegt werden, außer wenn der Abgabepflichtige der erfolgten Veranlagung schriftlich zugestimmt hat.

Art. 297 - Wenn der Abgabepflichtige binnen der in den Artikeln 295, Absatz 3 und 296, § 3 festgelegten Frist ein Schreiben notifiziert, in dem er der Berichtigung bzw. der Veranlagung teilweise oder gar nicht zustimmt, verfährt die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, wie folgt:

1° wenn sie sich den vom Abgabepflichtigen angeführten Gründen anschließen kann, bestimmt sie den Betrag der Abgabe aufgrund der Angaben, die sie vorher angenommen oder festgelegt und angesichts dieser Gründe revidiert hat;

2° wenn sie sich den vom Abgabepflichtigen angeführten Gründen nicht anschließen kann, bestimmt sie den Betrag der Abgabe aufgrund der Angaben, die sie vorher angenommen oder festgelegt hat.

Bei einer Anwendung von Absatz 1, 2° notifiziert die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, dem Abgabepflichtigen ihren Beschluss binnen zwei Monaten nach Eingang des Schreibens, in dem er der Berichtigung bzw. der Veranlagung teilweise oder gar nicht zustimmt.

Art. 298 - Die Abgabe bildet den Gegenstand von jährlichen oder besonderen Heberollen.

Die Heberollen werden von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, erstellt und von dem Generalinspektor der Abteilung Kassenwesen des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region oder dem dieses Amt ausübenden Beamten für vollstreckbar erklärt.

Art. 299 - Die Abgabe muss spätestens zum 30. Juni des auf das Jahr der Einreichung der Erklärung oder der Veranlagung von Amts wegen folgenden Jahres festgesetzt werden.

Art. 300 - Sobald die Heberollen für vollstreckbar erklärt worden sind, werden den betroffenen Abgabepflichtigen Auszüge zugestellt.

Art. 301 - Die Abgabe ist binnen zwei Monaten nach Versand des Veranlagungsbescheids zu entrichten.

Art. 302 - Wenn die Abgabe, die Zinsen oder die Kosten nicht bezahlt worden sind, ist die Beitreibungshandlung für die Eintreibung der Abgabe, der Zinsen und Kosten ein Vollstreckungsauftrag.

Er wird von dem mit der Eintreibung beauftragten Beamten erlassen.

Er wird anhand eines Schriftstücks mit Zahlungsbefehl durch einen Gerichtsvollzieher zugestellt.

In den von der Regierung bestimmten Fällen kann er auch dem Abgabepflichtigen notifiziert werden.

Art. 303 - Die Regierung bestimmt:

1° die Art und Weise, wie die Erklärungen, die Erstellung der Heberollen, die Zahlungen, die Ausstellung der Quittungen, die Verfolgungen erfolgen müssen;

2° den Tarif der Beitreibungskosten, die zu Lasten des Abgabepflichtigen gehen.

B. Zahlung und Eintreibung der Abgaben für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser

Art. 304 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Erhebung, die Kontrolle und die Eintreibung der Abgabe für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser.

Sie bestimmt den Tarif der Beitreibungskosten, die zu Lasten des Abgabepflichtigen gehen.

Art. 305 - Die Regierung kann die für die Trinkwasserversorgung zuständigen öffentlichen Einrichtungen beauftragen, die aufgrund des gesamten gelieferten Wasservolumens berechnete Abgabe für Rechnung der Region bei ihren Abnehmern zu erheben oder dazu beizutragen, wobei diese Einrichtungen bzw. ihre Angestellten dadurch nicht die Eigenschaft eines Buchführers der Region haben.

Sie bestimmt auch, wie die Register von den Einrichtungen zu führen sind, wie die Abgaben zu erheben sind und die erhobenen Beträge der Region zu zahlen sind und wie die zur Kontrolle und zur Beitreibung der eventuell nicht erhobenen Abgaben erforderlichen Auskünfte der Region zu übermitteln sind.

Art. 306 - Die Abgabe ist binnen der Frist zu entrichten, die in dem von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, aufgestellten und dem Abgabepflichtigen durch den mit der Eintreibung beauftragten Beamten übermittelten Zahlungsbescheid oder, bei Anwendung von Artikel 305, von der für die Wasserversorgung zuständigen Einrichtung festgelegt worden ist, deren Rechnung mit der deutlichen Angabe der Abgabe den Wert eines Zahlungsbescheids hat.

Die Zahlungsfrist beträgt mindestens fünfzehn Tage; sie läuft ab dem Tag des Versands des Zahlungsbescheids.

Art. 307 - Die Abgabe, die die in Artikel 285, § 3 und § 4, Absatz 1 erwähnten Personen in Anwendung von Artikel 305 im vorangehenden Jahr bezahlt haben, wird auf den Gesamtbetrag der Abgabe angerechnet, den die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, gemäß den Artikeln 283 und 286 ermittelt hat.

Art. 308 - Wenn die Abgabe nicht bezahlt worden ist, ist die erste Beitreibungshandlung für die Eintreibung der Abgabe, der Zinsen und Kosten ein Vollstreckungsauftrag.

Er wird von dem mit der Eintreibung beauftragten Beamten erlassen; er wird von dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region oder dem von ihm bevollmächtigten Beamten abgezeichnet und für vollstreckbar erklärt;

Er wird anhand eines Schriftstücks mit Zahlungsbefehl durch einen Gerichtsvollzieher zugestellt.

In den von der Regierung bestimmten Fällen kann er auch dem Abgabepflichtigen notifiziert werden.

Art. 309 - Mit der Notifikation bzw. Der Zustellung im Sinne von Artikel 308, Absätze 3 und 4 laufen die gemäß Artikel 315 berechneten Verzugszinsen.

C. Gemeinsame Bestimmungen

Art. 310 - Die Regierung kann jede öffentlich-rechtliche Person beauftragen, jeden technischen Auftrag auszuführen, der der Region ermöglichen soll, die Anzahl Belastungseinheiten zu bestimmen.

Art. 311 - § 1. Unter Vorbehalt dessen, was in den Paragraphen 2 bis 4 vorgesehen ist, erfolgt die Ausführung des Vollstreckungsauftrags gemäß den Bestimmungen von Teil V, Titel III des Gerichtsgesetzbuches in Bezug auf die Zwangsvollstreckung.

§ 2. Nach der Zustellung bzw. Notifikation im Sinne der Artikel 302 und 308 kann der mit der Eintreibung beauftragte Beamte in den von der Regierung bestimmten Fällen die Notifikation vornehmen lassen, die als definitive Drittpfändung der dem Abgabepflichtigen geschuldeten bzw. gehörenden Beträge und Wechsel gibt.

Die Drittpfändung muss dem Abgabepflichtigen per Einschreiben mitgeteilt werden.

Diese Drittpfändung wird mit der Übergabe des Schriftstücks an den Empfänger wirksam.

Sie gibt Anlass zur Aufstellung und Zusendung, durch den mit der Eintreibung beauftragten Beamten, einer Pfändungsanzeige im Sinne von Artikel 1390 des Gerichtsgesetzbuches.

§ 3. Unter Vorbehalt dessen, was in Paragraph 2 vorgesehen ist, finden die Bestimmungen der Artikel 1539, 1540, 1542, Absätze 1 und 2 und 1543 des Gerichtsgesetzbuches Anwendung auf diese Pfändung, wobei als vereinbart gilt, dass der Betrag der Pfändung dem mit der Eintreibung beauftragten Beamten übergeben wird.

§ 4. Die definitive Drittpfändung erfolgt durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück, so wie es in den Artikeln 1539 bis 1544 des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen ist, wenn aus der Erklärung, die der Drittgepfändete nach der Pfändung abgeben muss und gemäß Paragraph 2 per Einschreiben zugestellt wird, hervorgeht:

1° dass der gepfändete Schuldner Einspruch gegen die Drittpfändung erhebt;

2° dass der Drittgepfändete seine Schuld gegenüber dem gepfändeten Schuldner anfigt;

3° dass ein anderer Gläubiger vor der Pfändung durch den mit der Eintreibung beauftragten Beamten Einspruch gegen die Tatsache erhoben hat, dass der Drittgepfändete die Beträge abgegeben hat, die dieser schuldet.

In diesen Fällen bewährt die vom Beamten der Einschreiben vorgenommenen Drittpfändung ihre Wirkung, wenn dieser Beamte gemäß Artikel 1539 des Gerichtsgesetzbuches die definitive Drittpfändung durch ein vom Gerichtsvollzieher zugestelltes Schriftstück innerhalb des Monats vornehmen lässt, der der Abgabe der Erklärung des Drittgepfändeten bei der Post folgt.

§ 5. Die Ausführung des Vollstreckungsauftrags kann nur durch einen vom Abgabepflichtigen erhobenen begründeten Einspruch mit Vorladung vor Gericht unterbrochen werden, der der Region im Kabinett des Minister-Präsidenten der Regierung zuzustellen ist.

Art. 312 - Die Beitreibung der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser verjährt nach 5 Jahren ab dem Datum, an dem die Heberolle für vollstreckbar erklärt worden ist.

Die Beitreibung der Abgabe für die Einleitung von anderem Abwasser als industriellem Abwasser verjährt nach 5 Jahren ab dem Datum, an dem die Heberolle für vollstreckbar erklärt worden ist.

Art. 313 -- § 1. Hinsichtlich der Beitreibung der Abgabe, der Zinsen und Unkosten verfügt die Region über ein unbegrenztes, die gesamten Einkünfte und das gesamte bewegliche Vermögen des Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen mit Ausnahme der Schiffe und Boote belastendes Vorzugsrecht.

Das Vorzugsrecht belegt den Rang unmittelbar nach denen, die in Artikeln 19 und 20 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 und Artikel 23 von Buch II des Handelsgesetzbuches erwähnt sind, sowie nach dem durch Artikel 87 des Mehrwertsteuergesetzbuches dem Staat vorbehaltenen Vorzugsrecht.

§ 2. Die Abgaben, Zinsen und Unkosten werden durch eine gesetzliche Hypothek auf die Güter gesichert, die dem Gebühren- bzw. Abgabepflichtigen gehören und in Belgien gelegen sind, und die mit einer solchen Hypothek tatsächlich belastet werden können.

Die gesetzliche Hypothek schadet nicht den vorherigen Vorzugsrechten und Hypotheken; sie gilt erst ab ihrer Eintragung.

Die Hypothek wird auf Anfrage des mit der Beitreibung beauftragten Beamten eingetragen. Die Eintragung erfolgt ungeachtet eventueller Einsprüche, Anfechtungen oder Berufungen.

Sie kann erst ab dem Ablauf der Fälligkeitsfrist nach Artikel 301 oder nach der in Artikel 308 erwähnten Notifikation oder Zustellung als erworben gelten.

In den Fällen, in denen Artikel 308 angewandt wird, erfolgt sie auf Vorlage einer von dem mit der Beitreibung beauftragten Beamten als gleichlautend bescheinigten Abschrift des Vollstreckungsauftrags, in dem das Datum der Notifikation bzw. der Zustellung angegeben wird.

§ 3. Artikel 447, Absatz 2 von Buch III des Handelsgesetzbuches über die Konkurse, Bankrotte und Aufschübe ist nicht auf die gesetzliche Hypothek anwendbar,

1° was Abgaben betrifft, die in Heberollen vorkommen, die vor dem den Konkurs erklärenden Urteil für vollstreckbar erklärt worden sind.

2° was geschuldete Abgaben betrifft, für die ein Vollstreckungsauftrag dem Abgabepflichtigen vor dem den Konkurs erklärenden Urteil notifiziert bzw. zugestellt worden ist.

Art. 314 - Die Beschwerde mit dem Antrag auf Rückerstattung der Abgabe erfolgt durch eine an die Region im Kabinett des Minister-Präsidenten übermittelte Zustellung, die ebenfalls eine Ladung vor Gericht enthält.

Dieser Antrag muss innerhalb von zwei Jahren nach der Zahlung zugestellt werden.

Art. 315 - Mangels Zahlung innerhalb der in Artikel 301 festgelegten Fristen sind die geschuldeten Beträge zugunsten der Fonds ab dem folgenden Tag von Rechts wegen zinstragend für die völlige Dauer des Zahlungsverzugs, wobei der Zinssatz der gesetzliche Zinssatz ist.

Dieser Zins wird monatlich auf der Grundlage des noch geschuldeten Betrags berechnet und auf das untere Vielfache von zehn Euro abgerundet. Jeder Teil eines Monats wird als voller Monat betrachtet.

Der Zins wird nur dann gefordert, wenn er insgesamt 2,5 Euro erreicht.

Art. 316 - Im Falle der Rückerstattung der Abgabe werden Aufschubzinsen zum gesetzlichen Satz gewährt.

Die Zinsen werden monatlich auf der Grundlage jeder Zahlung berechnet und auf das untere Vielfache von zehn Euro abgerundet. Jeder Teil eines Monats wird als voller Monat betrachtet.

Aufschubzinsen werden nicht gewährt, wenn die Rückerstattung:

1° von in Artikeln 295 und 296 erwähnten Überbesteuerungen von Amts wegen nach Ablauf der Beschwerdefrist erfolgt ist;

2° wenn der Zins insgesamt den Betrag von 2,5 Euro nicht erreicht.

Abschnitt 5. — Zuschüsse

Art. 317 - Die Regierung kann die Anlage von Faulgruben und ähnlichen Klärvorrichtungen bezuschussen.

Zu diesem Zweck kann sie die Gemeinde am Verfahren des Antrags und der Auszahlung des Zuschusses sowie an der Kontrolle der Anlage der Faulgrube oder der ähnlichen Klärvorrichtung beteiligen. Sie legt die Entlohnung für den durch die Gemeinde geleisteten Dienst fest. Sie stellt die Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse im Rahmen der in Artikel 220 erwähnten allgemeinen Regelung auf.

KAPITEL II — Haushaltsmäßige Bestimmungen

Art. 318 - § 1. Die von der Region geleisteten Dienste zielen darauf ab, die Bewirtschaftung, die Gewinnung, die Präventivmaßnahmen und die Überwachung des Wassers zu gewährleisten, und in allen Fällen die Beständigkeit der Güte und der Menge des verfügbaren, aufbereitbaren Wassers zu sichern.

§ 2. Das Aufkommen der in Artikel 252, § 1 erwähnten Gebühren und die eventuellen in § 4 des vorliegenden Artikels gemeinten Zahlungen werden ausschließlich einem Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers zugeteilt, der speziell zu diesem Zweck im allgemeinen Haushaltsplan der Wallonischen Region durch Artikel 324 eingerichtet wird.

Was die Anwendung der Artikel 3, 13, 167, 169, 171 bis 176, 252, 254 bis 274, 318, 407 bis 410, 434 und 435 betrifft, erfolgen die Beteiligungen des Fonds unter Einhaltung folgender Modalitäten:

1° aufgrund von Programmen, die von den Einrichtungen für die Gewinnung von aufbereitem Wasser vorgeschlagen und von der Regierung genehmigt werden;

2° aufgrund des von der Regierung bestimmten Programms; die Regierung bestimmt die Betriebsregeln des Fonds.

Unbeschadet des Artikels 319 und um die in § 1 des vorliegenden Artikels beschriebenen Ziele zu erreichen, werden die Einnahmen des Fonds der Erfüllung folgender Aufgaben gewidmet:

1° Studien im Hinblick auf die Abgrenzung der Überwachungszonen;

2° Entschädigungen für durch Privatpersonen unternommene Arbeiten zur Vorbeugung der Wasserverschmutzung;

3° Maßnahmen zur Überwachung und Kontrolle des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers;

4° die Verwaltung und die Verbesserung der Qualität und der Menge des verfügbaren, aufbereitbaren Wassers;

5° Studien und Arbeiten zur Vorbeugung einer Überbeanspruchung gewisser Grundwasservorkommen;

6° Schutzmaßnahmen zur Sicherung der Einhaltung der allgemeinen Immissionsnormen in Gebieten, in denen aufbereites Trinkwasser vorkommt;

7° die Ausarbeitung und Durchführung von Aktionsprogrammen in gefährdeten Gebieten;

8° die Erhebung und Beitreibung der Gebühr;

9° die Arbeiten zur Bekämpfung der zufälligen Verschmutzungen in den Überwachungszonen;

10° die verwaltungsmäßige Bearbeitung der in Anwendung der Artikel 3, 13, 167, 169, 171 bis 176, 252, 254 bis 274, 318, 407 bis 410, 434 und 435 durch die Region und die Genehmigungsinhaber eingereichten Akten;

11° die Anschaffung von Immobiliengütern innerhalb der Präventivzonen;

12° die innerhalb der Präventivzonen von den Genehmigungsinhaber unternommenen Aktionen, wie z.B. Studien;

- unentbehrliche Arbeiten zum Schutz der Zonen;

- die in Artikel 174 erwähnten Entschädigungen;

- die Arbeiten zur Bekämpfung der zufälligen Verschmutzungen in den Präventivzonen.

§ 3. Das Aufkommen der in Artikel 252, § 2 erwähnten Abgabe wird ausschließlich einem Fonds für den Schutz des Grundwassers zugeteilt, der speziell zu diesem Zweck im allgemeinen Haushaltsplan der Wallonischen Region durch Artikel 324 eingerichtet wird.

Die Regierung bestimmt die Betriebsregeln und Beteiligungsmodalitäten des Fonds.

Um die Beständigkeit der Grundwassermenge zu gewährleisten, werden die Einnahmen des Fonds der Erfüllung folgender Aufgaben gewidmet:

- 1° Systeme zur Überwachung und Kontrolle der Grundwasserressourcen;
- 2° Probeentnahmen und -analysen zur Sicherung der Einhaltung der Bestimmungen der Artikel 3, 13, 167, 169, 171 bis 176, 252, 254 bis 274, 318, 407 bis 410, 434 und 435 und der aufgrund dieser Artikel gefassten verordnungsmäßigen Bestimmungen;
- 3° die Erfassung der Grundwasserressourcen der Region und die Bestandsaufnahme der bestehenden Wasserentnahmestellen;
- 4° die Verwaltung und Verbesserung einer vernünftigen Nutzung des Grundwassers;
- 6° Arbeiten zur Erhaltung des Grundwassers;
- 7° die Erhebung und Beitreibung der Abgabe;
- 8° die verwaltungsmäßige Bearbeitung der in Anwendung der Artikel 3, 13, 167, 169, 171 bis 176, 252, 254 bis 274, 318, 407 bis 410, 434 und 435 durch die Genehmigungsinhaber eingereichten Akten;
- 9° unternommenen Aktionen zur Wiedergewinnung des Sumpfwassers.

§ 4. Unbeschadet der bestehenden Bestimmungen darf die Regierung den der Steuer nicht unterworfenen Personen den Genuss der Beteiligung des Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers gewähren und zwar im Rahmen seiner in § 2 bestimmten Beteiligungen, unter der Voraussetzung, dass diese Personen gemäß den Regeln der Artikel 3, 13, 167, 169, 171 bis 176, 252, 254 bis 274, 318, 407 bis 410, 434 und 435 und unter unbedingter Einhaltung aller seiner Bestimmungen die Zahlungen zugunsten des Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers tätigen.

§ 5. Die Regierung kann die "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) damit beauftragen, Arbeiten zum Schutz der bestimmten Wasserentnahmestellen durchzuführen, wenn diese sich als notwendig erweisen und wenn sie nicht in den in § 2 erwähnten und von den Erzeugern vorgeschlagenen Programmen eingetragen sind.

§ 6. Die Regierung kann ebenso die "Société publique de Gestion de l'Eau" beauftragen, jede Studie vorzunehmen, die es ermöglichen wird:

- 1° ein Muster des Betriebstagebuchs der Wassergewinnung, das von den Abgabepflichtigen zu führen ist;
- b) ein Muster des jährlichen technischen Berichts, den die Abgabepflichtigen innerhalb einer festgelegten Frist an die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser und an die "Société publique de Gestion de l'Eau" zu richten haben.
- 3° die Regeln in Bezug auf die Führung einer angemessenen Buchhaltung;
- 4° die Regeln und Kriterien, die eine Begrenzung der Gewinnungskosten ermöglichen sollen;
- 5° die Regeln, die eine größere Transparenz der Kosten, aus denen der Kostenpreis des erzeugten Wassers besteht, sichern sollen, zu erstellen.

Art. 319 - Unbeschadet des Artikels 318 ist der Fonds für den Wasserschutz, der im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region geschaffen und durch Artikel 324 eingerichtet worden ist, für folgende Ausgaben vorgesehen:

- 1° die zur Erstellung des Überwachungsprogramms, des Maßnahmenprogramms und des Verwaltungsplans der Einzugsgebiete, die in den Artikeln 19, 23 und 24 erwähnt werden;
- 2° die in Artikel 178 erwähnten Zuschüsse für die Unternehmen;
- 3° die Investitionsausgaben, die nötig sind, um den Betrieb des Bereitschaftsdienstes zu gewährleisten;
- 4° die Kosten für die Erhebung der Abgaben;
- 5° die Kosten, die sich aus der aufgrund von Artikel 165 beschlossenen Aufstellung von Statistiken ergeben;
- 6° die Kosten für die in Artikel 20 vorgesehene Überwachung des Zustands des Oberflächenwassers;
- 7° die zu Lasten der Region in Bezug auf die Artikel 392 bis 406 gehenden Kosten;
- 8° die Zuschüsse zur Förderung der Einrichtung von Faulgruben und von vergleichbaren Klärsystemen und der Ausgaben im Hinblick auf die Kontrolle von Faulgruben und vergleichbaren Klärsystemen, die aufgrund der Artikel 317 und 222 beschlossen worden sind;

Art. 320 - Die folgenden Einnahmen werden aufgrund der besonderen Zweckbestimmung, die sie in Anwendung der Artikel 321 und 322 erhalten, in einen speziellen Abschnitt des Einnahmenhaushaltsplans eingetragen:

- 1° die Schenkungen und alle anderen gelegentlichen Einnahmen, die mit der Ausübung der Zuständigkeiten der Region in Sachen Klärung des Oberflächenwassers verbunden sind;
- 2° die Beiträge von belgischen, ausländischen oder internationalen Einrichtungen zu Ausgaben in Sachen Klärung des Oberflächenwassers;
- 3° die Rückzahlung der in Anwendung von Artikel 21 gewährten rückzahlbaren Vorschüsse;
- 4° der im Laufe des vorigen Haushaltsjahres möglicherweise entstandene Überschuss der in dem speziellen Abschnitt des Einnahmenhaushaltsplans eingetragenen Einnahmen nach Abzug der in dem speziellen Abschnitt des Ausgabenhaushaltsplans eingetragenen Ausgaben.

Art. 321 - Die in Artikel 320 erwähnten Einnahmen werden den folgenden Ausgaben zugeteilt, die in einen speziellen Abschnitt des Ausgabenhaushaltsplans eingetragen werden. Diese Einnahmen sichern die Finanzierung dieser Ausgaben:

- 1° die als Gegenleistung erfolgte Belohnung der Aufgaben und Verpflichtungen, die die "Société publique de Gestion de l'Eau" aufgrund des Verwaltungsvertrags übernimmt;
- 2° die in Artikel 178 vorgesehenen Zuschüsse;
- 3° die Betriebskosten der in Artikel 179 erwähnten wissenschaftlichen und technischen Dienststelle für Wasser und des Bereitschaftsdienstes;
- 4° die in Artikel 64 vorgesehenen rückzahlbaren Vorschüsse;
- 5° die Investitionsausgaben, die nötig sind, um den Betrieb des in Artikel 64 vorgesehenen Bereitschaftsdienstes zu gewährleisten;

6° die Entlohnung der Sachverständigen, die die Regierung bezeichnet, um ihr bei den Aufgaben zu helfen, die sie aufgrund von Artikel 6, § 4, 2° und von Artikel 81 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erfüllen muss, wenn es sich um die Verhandlung von internationalen Abkommen in Bezug auf einen der Gegenstände des vorliegenden Kapitels handelt;

7° die Kosten für die Erhebung der Abgaben und Gebühren;

8° der im Laufe des vorigen Haushaltsjahres möglicherweise entstandene Überschuss der in dem speziellen Abschnitt des Ausgabenhaushaltsplans eingetragenen Ausgaben nach Abzug der in dem speziellen Abschnitt des Einnahmenhaushaltsplans eingetragenen Einnahmen.

Art. 322 - Die in Artikel 320 erwähnten Einnahmen können ebenfalls den folgenden Ausgaben zugeteilt werden:

1° den durch die aufgrund von Artikel 165 beschlossenen Erstellung von Statistiken verursachten Kosten;

2° den Kosten für die in Artikel 20 vorgesehene Überwachung des Zustands des Oberflächenwassers;

3° den Kosten in Bezug auf die Suche, die Feststellung und die Verfolgung der Zuwiderhandlungen, wenn diese Kosten aufgrund der Artikel 405 und 406 der Region zu Lasten fallen.

Art. 323 - Die in Artikel 322 erwähnten Ausgaben werden ebenfalls in den speziellen Abschnitt des Ausgabenhaushaltsplans eingetragen, wo die in Artikel 321 vorgesehenen Ausgaben eingetragen werden, falls die Zuteilung der besagten Einnahmen zu den im vorliegenden Artikel aufgelisteten Ausgaben beschlossen wird.

Art. 324 - § 1. Im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region wird ein Fonds für den Wasserschutz errichtet.

Dieser Fonds wird mit folgenden Mitteln versehen:

1° das Aufkommen der in Artikel 275 erwähnten Steuer;

2° das Aufkommen der in Artikel 252, § § 1 und § 2 erwähnten Gebühr und Steuer.

§ 2. Der verfügbare Restbetrag und die bestehenden Verbindlichkeiten des in Artikel 319 erwähnten Fonds werden am 1. Januar 1998 dem in § 1 erwähnten Fonds für den Wasserschutz übertragen.

Die verfügbaren Restbeträge und die bestehenden Verbindlichkeiten der in Artikel 318, § 2 und § 3 gemeinten Fonds werden am 1. Januar 1998 dem in § 1 erwähnten Fonds für den Wasserschutz übertragen.

§ 3. Der Wallonischen Regierung wird erlaubt, Ausgaben zu Lasten des in § 1 erwähnten Fonds festzulegen, was auch der verfügbare Restbetrag dieses Fonds sein mag, und zwar bis zur Höhe des im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan angegebenen Betrags, der als Verpflichtungsgenehmigung gilt.

§ 4. Die gesamten oder teilweisen Einnahmen des Fonds werden an die "S.P.G.E." abgetreten, wenn die letztere die von der Region aufgenommenen Verpflichtungen und Anleihen, sowie die Aufgaben, für die der Fonds eingesetzt wurde und die in dem Geschäftsführungsvertrag angegeben werden, übernimmt.

Art. 325 - § 1. Ein awallonischer Vorschussfonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden ", weiter unten äder Fonds" genannt wird eingerichtet; er hat zum Ziel Vorschüsse in den in Artikel 210 erwähnten Schadensfällen sowie Vorschüsse zur Finanzierung von zur Feststellung und zur Bewertung der Schäden notwendigen Studien und Begutachtungen unter den Bedingungen und innerhalb der Grenzen der Artikel 210 bis 215, 325 bis 330, 346 und 416 zu gewähren.

§ 2. Der Fonds ist außerdem damit beauftragt, die Durchführung der allgemeinen Maßnahmen und Studien zu finanzieren, dies im Hinblick auf die Vorbeugung und die Begrenzung der in Artikel 210 erwähnten Schäden. Diese Studien, die u.a. bedeutende geplante oder bestehende Entnahmen von Grundwasser betreffen, müssen als Grundlage für jede Begutachtung dienen können, die bei einem Antrag auf Entschädigung vorgenommen würde.

§ 3. Der Fonds besitzt die Rechtspersönlichkeit. Er gehört der Kategorie A, die in Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses eingerichtet wird.

Art. 326 - § 1. Falls eine Ladung vor Gericht wie in Artikel 212 vorgesehen eingereicht wird, kann der Fonds einen Vorschuss nach Billigkeit gewähren, wenn das Bestehen einer Verbindung zwischen dem Schaden, der Senkung des Grundwasserspiegels und der Entnahme oder dem Abpumpen von Wasser anhand einer kurzen Untersuchung festgestellt worden ist.

§ 1. Der Antragsteller, dessen Klage abgewiesen wird, wird keine Zinsen zahlen müssen.

§ 3. Der Fonds tritt in die Rechte und Rechtshandlungen der benachteiligten Person in Höhe des ausgezahlten Vorschusses.

Art. 327 - Die Regierung kann die Grenzen, die Modalitäten und die Bedingungen festlegen, im Rahmen deren der Fonds die in Artikel 325 vorgesehenen Aufgaben erfüllt.

Art. 328 - § 1. Der Fonds wird durch Beiträge der natürlichen oder juristischen Personen privaten oder öffentlichen Rechts finanziert, deren Aktivitäten in dem vorliegenden Kapitel erwähnte Schäden verursachen oder verschlimmern können, und als Ergänzung durch kurzfristige Anleihen, für die die Regierung die Bürgschaft der Region gewähren kann.

§ 2. Die Regierung bestimmt:

1° den Anteil von jeder Ressourcenkategorie;

2° die Beitragskriterien, die Modalitäten in Bezug auf die Beteiligung der Unternehmen zugunsten des Fonds und die Modalitäten in Bezug auf die Einziehung der in § 1 erwähnten Beiträge.

Art. 329 - Das Funktionieren des Fonds wird von Bediensteten des Ministeriums der Wallonischen Region gewährleistet, die zu diesem Zweck von der Regierung bezeichnet werden. Diese Bediensteten behalten ihre Eigenschaft als Bedienstete dieses Ministeriums. Der Fonds kann Sachverständige für bestimmte Aufgaben heranziehen.

Art. 330 - Der Fonds übernimmt die Verpflichtungen des nationalen Vorschussfonds in Bezug auf die seit dem 1. Oktober 1980 erfolgten Schäden.

Die Regierung kann den Fonds beauftragen, ebenfalls die Verpflichtungen des nationalen Vorschussfonds in Bezug auf die vor dem 1. Oktober 1980 erfolgten Schäden gemäß den von ihr festgesetzten Modalitäten zu übernehmen.

Titel III — Einrichtungen zur Verwaltung des anthropogenen Wasserkreislaufs

KAPITEL I — Im Bereich des Schutzes der Wasserentnahmestellen und der Abwasserreinigung

Abschnitt 1 — "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)

Unterabschnitt 1 — Gründung, Gesellschaftszweck und anwendbare Gesetze, Arbeitsweise, Zusammensetzung und Kontrolle

Art. 331 - § 1. Die Regierung oder die " Société régionale d'investissements de Wallonie" (S.R.I.W. — Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie) sind befugt, eine öffentlich-rechtliche Aktiengesellschaft zu gründen. Diese hat die Eigenschaft einer spezialisierten Tochtergesellschaft im Sinne des Artikels 22 des Gesetzes vom 2. April 1962.

Diese Tochtergesellschaft erhält die Bezeichnung " Société publique de gestion de l'eau", abgekürzt: " S.P.G.E." Unter Vorbehalt einer in dem vorliegenden Abschnitt angegebenen

Abweichung sind die koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften auf diese anwendbar.

Die Handlungen der " S.P.G.E." werden im Sinne der Artikel 2 und 3 des Handelsgesetzbuches als kommerziell betrachtet.

§ 2. Die Satzungen der " S.P.G.E." und ihre Abänderungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Die Regierung genehmigt ebenfalls:

- 1° die Zusammensetzung des Verwaltungsrats, des Sachverständigenausschusses und das Statut deren Mitglieder;
- 2° die Gründung von Tochtergesellschaften und die Veräußerung von Mehrheitsbeteiligungen;
- 3° die Kapitalerhöhungen;
- 4° der Höchstpreis der Dienstleistungskosten für die Reinigungsleistungen und den Schutz der Wasserentnahmestellen pro erzeugten m³.

§ 3. Die Gesellschaft wird vom Immobiliensteuervorabzug freigestellt.

§ 4. Der Gesellschaftssitz und der Verwaltungssitz der Gesellschaft befinden sich in Verviers.

Art. 332 - § 1. Die Gesellschaft hat zum Ziel:

1° die Wasserentnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser zu schützen und die öffentliche Abwasserreinigung zu gewährleisten;

2° sich an den Vorgängen des Wasserkreislaufs zu beteiligen, sowie die Koordinierung dieser Vorgänge zu fördern, wobei sie sich gleichzeitig um eine Optimierung und Harmonisierung der Tätigkeiten des Wassersektors in der Wallonischen Region bemüht;

3° zu der Transparenz der verschiedenen, in dem Wasserkreislauf eintretenden Kosten beizutragen;

4° Untersuchungen durchzuführen, um die ihr zugewiesenen Zielsetzungen zu erreichen;

5° von der Wallonischen Regierung im Wassersektor anvertraute Aufgaben durchzuführen, insbesondere so wie sie in den Satzungen festgelegt werden.

§ 2. Im Rahmen der Durchführung ihres Gesellschaftszwecks und unbeschadet des Artikels 21 des Gesetzes vom 2. April 1962 nimmt die Gesellschaft folgende Aufgaben des öffentlichen Dienstes wahr:

1° die Dienstleistung für die öffentliche Abwasserreinigung auf dem Gebiet der Wallonischen Region, um dem Verbraucher eine dauerhafte, gleichmäßige und gerechte Trinkwasserversorgung zu gewährleisten, indem sie dafür sorgt, dass die Grundsätze des tatsächlichen Kostenpreises und der Solidarität beachtet werden.

Diese Aufgabe wird mit der Unterstützung der gemäß den Artikeln 343 bis 345 anerkannten Vereinigungen für die Klärung ausgeführt;

2° der Schutz der Wasserentnahmestellen zugunsten der Erzeuger von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, das zur öffentlichen Verteilung auf dem Gebiet der Wallonischen Region bestimmt ist.

Diese Aufgabe kann gemeinsam mit den in Artikel 169 erwähnten Inhabern von Wasserentnahmestellen ausgeführt werden;

3° die Entwicklung von zum Erzielen ihres Gesellschaftszwecks erforderlichen Mitteln, insbesondere durch die eigenen Einnahmen, die sie zum Ausgleich ihrer Dienstleistungen in Sachen Schutz und Abwasserreinigung einlöst und durch jegliches gewöhnliche Finanzgeschäft;

4° die Förderung einer Koordinierung zwischen Entwässerung und Klärung, indem sie sich an den in Artikel 217, Absatz 2 erwähnten Kosten für die Durchführung der Kanalisationsarbeiten beteiligt. Die Beteiligungsmodalitäten werden von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag der a.S.P.G.E. » bestimmt.

5° die Durchführung der erforderlichen Untersuchungen im Hinblick auf eine Verbesserung der Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs, im Hinblick auf die Ausarbeitung einer allgemeinen Methodologie zur Bewirtschaftung und Preisfestsetzung, die von allen Wassererzeugern, -verteilern und Vereinigungen für die Klärung anzuwenden ist, und zwar um:

a) ein Selbstkostenpreisgefüge des Wassers zu entwickeln, das von den Wassererzeugern und -verteilern anzuwenden ist;

b) die Grundsätze und Kriterien zu bestimmen, die auf eine universelle Wasserlieferung und eine angepasste soziale Tarifierung anzuwenden sind;

c) Übereinstimmungen zwischen Wassererzeugern, -verteilern und Vereinigungen für die Klärung zu entwickeln und zu fördern.

6° die Durchführung der Aufgaben, mit denen sie aufgrund der Artikel 234 bis 251 beauftragt wird.

Unterabschnitt 2 — Grundkapital und Verwaltungsrat

A. Gesellschaftskapital

Art. 333 - § 1. Das bei der Gründung der " S.P.G.E." gezeichnete Kapital wird auf 24.789.352,48 Euro festgelegt. Es kann gemäß den in den Satzungen festgelegten Bedingungen erhöht werden.

Die " S.P.G.E." kann verschiedene Aktienkategorien einrichten und einer oder mehrerer dieser Kategorien Vorzugsdividenden zuteilen.

Sie kann außerdem von den Gründern gezeichnete oder nicht gezeichnete Gewinnanteile ausstellen.

Sie kann ebenfalls Aktien mit und ohne Stimmrecht ausstellen.

§ 2. Folgende Einrichtungen können Aktieninhaber der "S.P.G.E." werden:

- 1° die Wallonische Region;

2° eine öffentliche Holdinggesellschaft, die sich aus der "Société régionale d'investissements de Wallonie" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie) und aus der "Société wallonne des distributions d'eau" ("S.W.D.E." - Wallonische Wasserverteilungsgesellschaft) zusammensetzt, insofern diese nicht über mehr als 20 % der Anteile dieser Holdinggesellschaft verfügt;

3° die von der Regierung zugelassenen Geldinstitute;

4° eine Handelsgesellschaft, die von den in Absatz 2, a. bis d. des vorliegenden Paragraphen zu gründen ist.

Folgende Personen oder Einrichtungen können Aktieninhaber der in Absatz 1, 4° des vorliegenden Paragraphen erwähnten Handelsgesellschaft werden:

a) die Inhaber von Wasserentnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser im Sinne der Artikel 3, 13, 167, 171 bis 176, 252, 254 bis 274, 318, 397 bis 410, 434 und 435;

b) die Wasserverteiler;

c) die auf der Grundlage des Artikel 343 zugelassenen Vereinigungen für die Klärung;

d) die von den in den Punkten a. bis c) erwähnten Personen gegründeten Gesellschaften, einschließlich der Gemeinden.

§ 3. Die öffentlich-rechtlichen Aktieninhaber stellen mindestens 50 % des Kapitals plus eine Aktie dar.

§ 4. Der in Paragraph 2, Absatz 1, 4° erwähnten Gesellschaft wird ein Vorkaufsrecht auf die abgetretenen Aktien gewährt. Falls die in Paragraph 2, Absatz 1, 4° erwähnte Gesellschaft dieses Vorkaufsrecht nicht vollständig oder teilweise ausübt, wird es der Holdinggesellschaft anvertraut. Falls die Holdinggesellschaft dieses Vorkaufsrecht nicht vollständig oder teilweise ausübt, wird dieses der "S.W.D.E." anvertraut. Falls letztere dieses Vorkaufsrecht nicht vollständig oder teilweise auf die restlichen Aktien ausübt, wird es der Region anvertraut.

§ 5. Jede Abtretung unterliegt dem Beschluss des Verwaltungsrats, der mit der Einstimmigkeit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder entscheidet. In Ermangelung einer Einigung im Verwaltungsrat wird die Angelegenheit vor die Generalversammlung verwiesen, wo der Abtretungsbeschluss mit der qualifizierten Mehrheit von 75% der vertretenen Anteile gefasst wird.

§ 6. Der Aktieninhaber, der den in Paragraph 2 erwähnten Bedingungen nicht mehr zu genügen vermag, muss die Aktien der "S.P.G.E.", über die er verfügt, zu dem nach der Abschätzung der Sachverständigen festgelegten Preis abtreten. Diese Anteile werden gemäß der in Paragraph 4 vorgesehenen Vorkaufsrangfolge den verschiedenen öffentlich-rechtlichen Gesellschaftern angeboten.

Wenn der Aktieninhaber eine juristische Person ist, können deren Gesellschafter jedoch vor der Ausübung des in Paragraph 4 erwähnten Vorkaufsrechts vorzugsweise einen Prozentsatz der abgetretenen Aktien erwerben, der höchstens dem Prozentsatz entspricht, über den sie innerhalb der "S.P.G.E." aufgrund ihrer Beteiligung in der aktienbesitzenden juristischen Person verfügen.

B. Unvereinbarkeiten

Art. 334 - § 1. Die Eigenschaft als im Verwaltungsrat oder -ausschuss tagender Verwalter ist unvereinbar mit der Ausübung eines Amtes, das seine Unabhängigkeit bei der Durchführung seiner Aufgaben innerhalb der "S.P.G.E." und im Rahmen des Geschäftsführungsvertrags beeinträchtigen könnte.

§ 2. In Abweichung von dem vorhergehenden Paragraphen werden ein Drittel der die in Artikel 333, § 2, Absatz 1, 4° erwähnte Gesellschaft vertretenden Verwaltungsratsmitglieder im Verwaltungsrat der "S.P.G.E." zugelassen. Bei der Gründung der "S.P.G.E." werden die Interessen der Wasserezeuger und -verteiler durch zwei Verwaltungsratsmitglieder und die Interessen der Betreiber der Kläranlagen durch drei Verwaltungsratsmitglieder vertreten. Ebenso wird die "Société wallonne des distributions d'eau" durch ein Verwaltungsratsmitglied vertreten.

Unterabschnitt 3 — Geschäftsführungsvertrag

A. Eigenart und Inhalt des Geschäftsführungsvertrags

Art. 335 - § 1. Die "S.P.G.E." führt die in Artikel 332, § 2 erwähnten Aufgaben auf der Grundlage eines mit der Regierung abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrags aus.

§ 2. Dieser Vertrag bestimmt die zu erreichenden Zielsetzungen in Sachen öffentlicher Abwasserreinigung und Schutz der Wasserentnahmestellen unter Berücksichtigung der Politik der Regierung in Sachen Wasserbewirtschaftung auf der Grundlage des Verwaltungsplans für die Einzugsgebiete.

§ 3. Der Geschäftsführungsvertrag gibt entsprechend den allgemeinen Grundsätzen der Ausführung der Aufträge des öffentlichen Dienstes die der "S.P.G.E." aufgrund des Artikels 332, § 2 zugewiesenen Aufträge an.

Er regelt folgende Angelegenheiten:

1° das in Sachen Abwasserreinigung und Schutz der Wasserentnahmestellen durchzuführende Investitionsprogramm;

2° der den Betriebslasten der Klärstationen entsprechende Finanzplan;

3° die zu entwickelnden und einzusetzenden leistungsbezogenen Mittel und Techniken, wie die Richtnormen in Sachen Erzeugung, Klärung und Kanalisationen, die Methodologien für die einheitliche Kostenrechnung, die Vereinheitlichung der Lastenhefte;

4° die Grundsätze, die das Entgelt für die Dienstleistungen zum Schutz der Wasserentnahmestellen und zur Abwasserreinigung regieren;

5° die in Sachen Koordinierung der Beteiligten und Beschleunigung der Entscheidungsprozesse erwarteten Zielsetzungen;

§ 4. Der Geschäftsführungsvertrag enthält ebenfalls:

a) die verwaltungsmäßigen, vorschriftsmäßigen und sozialen Verpflichtungen der Region;

b) die Beteiligung der Gesellschaft an den ihr zugewiesenen Zielsetzungen, sowie die Geldstrafen im Falle einer Nichtbeachtung durch einen Vertragspartner seiner sich aus dem Geschäftsführungsvertrag ergebenden Verpflichtungen;

c) die Elemente, die der in Artikel 337 des vorliegenden Dekrets erwähnte Betriebsplan enthalten muss und die Fristen für die Übermittlung und Genehmigung des Plans;

d) die Revisions- und Anpassungsbedingungen des Vertrags unter Berücksichtigung:

- des Auftretens unvorhersehbarer Vorfälle;

- der Aktualisierung des Verwaltungsplans für die Einzugsgebiete;

- dringend durchzuführender Maßnahmen.

§ 5. Jede im Geschäftsführungsvertrag ausgedrückte Auflösungsklausel gilt als ungeschrieben.

Der Artikel 1184 des Zivilgesetzbuches ist nicht auf den Geschäftsführungsvertrag anwendbar. Die Partei, gegenüber welcher eine Verpflichtung in dem Geschäftsführungsvertrag nicht erfüllt wird, kann lediglich die Ausführung der Verpflichtung verklagen und gegebenenfalls unbeschadet der Anwendung jeglicher in dem Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen besonderen Strafmaßnahme Schadenersatz beanspruchen.

§ 6. Der Geschäftsführungsvertrag wird durch ein Lastenheft ergänzt, in dem die besonderen Modalitäten für die Durchführung der gesamten oder teilweisen Elemente des Geschäftsführungsvertrags festgelegt werden. Dieses Lastenheft beschreibt insbesondere die Aufgaben und Verpflichtungen einer jeden Gruppe von Beteiligten aufgrund der bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

B. Abschluss und Dauer des Geschäftsführungsvertrags

Art. 336 - § 1. Der Geschäftsführungsvertrag wird für eine Dauer von fünf Jahren abgeschlossen.

Er kann Gegenstand eines Nachtrags sein.

Er tritt lediglich nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Er wird dem Wallonischen Regionalrat vor seinem Inkrafttreten durch die Regierung übermittelt.

§ 2. Ein jährlicher Bericht über die Bewertung der Ausführung des Geschäftsführungsvertrags wird von der "S.P.G.E." an die Regierung gerichtet, und zwar spätestens am 1. Juli des Jahres, das auf das Geschäftsjahr folgt, auf das er sich bezieht.

Der jährliche Bericht wird innerhalb des darauffolgenden Monats von der Regierung an den Wallonischen Regionalrat gerichtet.

§ 3. Sechs Monate vor Ablauf des Geschäftsführungsvertrags unterbreitet die Regierung der "S.P.G.E." vorzugsweise einen Vorschlag für einen neuen Geschäftsführungsvertrag.

Falls bei Ablauf des Geschäftsführungsvertrags kein neuer Geschäftsführungsvertrag abgeschlossen wird, so wird der laufende Geschäftsführungsvertrag von Rechts wegen für ein Jahr verlängert, wenn er nicht vollständig erfüllt wurde. Nach Ablauf der Verlängerung verabschiedet die Regierung für ein Jahr einen Verwaltungsplan, der einmal erneuert werden kann.

C. Betriebsplan und Arbeitsberichte

Art. 337 - - Die "S.P.G.E." erstellt:

a) einen Betriebsplan, der insbesondere ein internes System zur Geschäftsführungskontrolle anhand von Leistungsindikatoren beinhaltet;

b) jährliche Arbeitsberichte über die allgemeinen Leistungen des Wassersektors und insbesondere das Niveau der in Sachen öffentlicher Abwasserreinigung und Schutz der Wasserentnahmestellen erzielten Ergebnisse.

Unterabschnitt 4 — Technische Unterstützung und Personal

Art. 338 - § 1. Die Region kann vorbehaltlich des Einverständnisses des Verwaltungsrats der "S.P.G.E." durch einen Erlass der Regierung das zur Ausführung der Aufgaben der "S.P.G.E." zweckdienliche Verwaltungsrecht, Nutzungsrecht, Nutznießungsrecht, sowie jegliches dingliche Recht bezüglich einer jeden Parzelle ihres Grundbesitzes einbringen, einschließlich des Baurechts.

In diesem Fall gehen die durch die Ausübung der von der Region abgetretenen Rechte entstandenen neuen Verpflichtungen zu Lasten der "S.P.G.E..".

§ 2. Im Hinblick auf die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks kann die "S.P.G.E." auf der Grundlage des Gesetzes vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken Gebäude und Grundstücke enteignen, nachdem sie von der Regierung dazu genehmigt wurde.

Art. 339 - Die Wallonische Regierung ist befugt, der Gesellschaft in Anwendung der Regeln bezüglich der Aufgaben nach den von ihr festgelegten Modalitäten Personal aus ihren Dienststellen zur Verfügung zu stellen.

Unterabschnitt 5 — Sachverständigenausschuss

Art. 340 - § 1. Innerhalb der "S.P.G.E." wird ein Sachverständigenausschuss gegründet, der folgende Aufgaben zu erfüllen hat:

1° bei dem Verwaltungsrat entweder auf eigene Initiative oder auf dessen Anfrage Gutachten über jegliche technische Frage bezüglich der Wasserbewirtschaftung abgeben;

2° Gutachten über die technischen Fragen abgeben, die in einem Streitfall zwischen jedem Inhaber von Wasserentnahmestellen, jeder für die Wasserversorgung zuständigen Einrichtung oder jeder Vereinigung für die Klärung und der "S.P.G.E." auftreten könnten.

Unter Vorbehalt anderslautender Bestimmungen zu dem Zeitpunkt des Antrags auf ein Gutachten werden diese Gutachten innerhalb von zwanzig Tagen abgegeben, nachdem der Ausschuss befasst wurde.

§ 2. Der Sachverständigenausschuss setzt sich aus acht effektiven Mitgliedern und acht stellvertretenden Mitgliedern, die von der Wallonischen Regierung bezeichnet werden, zusammen, von denen zwei die Regierung vertreten und:

1° zwei natürliche Personen den Sektor der Wassererzeugung und der Wasserverteilung auf der Grundlage einer von dem Verwaltungsrat der "S.P.G.E." vorgelegten doppelten Liste vertreten;

2° zwei natürliche Personen den Sektor der Abwasserklärung auf der Grundlage einer von dem Verwaltungsrat der "S.P.G.E." vorgelegten doppelten Liste vertreten;

3° zwei natürliche Personen die Gemeinden auf der Grundlage einer von der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) vorgelegten doppelten Liste vertreten.

Unter seinen Mitgliedern bezeichnet der Ausschuss seinen Vorsitzenden und seinen stellvertretenden Vorsitzenden.

Die Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied der "S.P.G.E." oder als Mitglied des Kontrollausschusses für Wasser ist unvereinbar mit der Eigenschaft als Mitglied des Sachverständigenausschusses.

Der Vorsitzende und die stellvertretenden Vorsitzenden der "S.P.G.E." oder deren Vertreter nehmen an den Versammlungen des Ausschusses teil. Die "S.P.G.E." übernimmt das Sekretariat des Ausschusses.

§ 3. Der Sachverständigenausschuss wird von einer ständigen Zelle unterstützt, deren Mitglieder von der "S.P.G.E." angestellt werden und deren Aufgabe es ist, dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden des Ausschusses Beistand zu leisten.

§ 4. Die Mitglieder des Sachverständigenausschusses sind jederzeit absetzbar, falls es ihnen unmöglich ist, ihr Amt auszuüben, sie eine schwere Verfehlung begangen haben oder sie die Eigenschaft verlieren, aufgrund deren sie bezeichnet wurden.

§ 5. Die Regierung verabschiedet die Dauer der Mandate, die Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise des Ausschusses beziehen, den Betrag der eventuell gewährten Entschädigungen und Anwesenheitsvergütungen, sowie die Fragen über die das Gutachten des Sachverständigenausschusses zwangsweise erforderlich ist.

Unterabschnitt 6 — Auflösung der Gesellschaft

Art. 341 - Die Auflösung der "S.P.G.E." kann lediglich aufgrund eines Dekrets ausgesprochen werden, das die Auflösungsform und -bedingungen regelt.

Unterabschnitt 7 — Sonstige Bestimmungen

Art. 342 - Die Region kann vorbehaltlich des Einverständnisses des Verwaltungsrats der "S.P.G.E." durch einen Erlass der Regierung in die letztere Güter einbringen, die dem Grundbesitz der Region angehören, insbesondere die Anteile, über die die Region innerhalb der "Société wallonne des distributions d'eau" verfügt.

Die Anteile der "S.P.G.E." am Kapital der "S.W.D.E." dürfen 20% nicht überschreiten.

Abschnitt 2 — Vereinigungen für die Klärung

Art. 343 - Unbeschadet des Artikels 135 des neuen Gemeindegesetzes vom 24. Juni 1988 kann die Regierung juristische Personen öffentlichen Rechts als Vereinigung für die Klärung zulassen, um die in Artikel 344 festgelegten Aufträge innerhalb eines bestimmten Zuständigkeitsgebiets auszuführen.

Die Regierung kann Anordnungen erlassen, die Zulassung entziehen, wenn die Vereinigung für die Klärung ihren Verpflichtungen, die sich aus dem in Artikel 345 erwähnten Geschäftsführungsvertrag ergeben, nicht nachkommt.

Die Regierung legt die Gründe für den Entzug der Zulassung fest.

Art. 344 - Um als Vereinigung für die Klärung zugelassen zu werden, muss die juristische Person öffentlichen Rechts als Interkommunale gegründet worden sein und insbesondere folgende Aufgaben zum Ziel haben:

1° sich an der Ausarbeitung der Abwasserreinigungsprogramme im Rahmen der Ausführung des Verwaltungsplans für die Einzugsgebiete beteiligen und den Abwasserreinigungsdienst übernehmen;

2° die Konzipierung, den Bau und die Gestaltung der zur Sammlung und Klärung des Abwassers aus den öffentlichen Kanalisationen bestimmten Bauwerke gewährleisten;

3° die Anlagen, die innerhalb des Zuständigkeitsgebiets der Vereinigung die Klärung des durch die öffentlichen Kanalisationen gesammelten Abwassers gewährleisten, verwalten, betreiben und ihre Wirksamkeit verbessern;

4° eine getrennte Buchhaltung für ihre Klärvorgänge führen, die den von der Regierung festgelegten Regeln entspricht;

5° die Fäkalien der Faulgruben beseitigen und gemäß den Regeln der Artikel 317 und 322 in diesen Stationen die von den zugelassenen Grubenentleerern abgegebenen Fäkalien in Empfang nehmen;

6° sich an der Durchführung der Sanierungspläne pro Zwischengebiet und an deren Revision unter der Verantwortung und der Kontrolle der "S.P.G.E." beteiligen;

7° auf Anfrage der "Société publique de gestion de l'eau" andere Aufgaben in Sachen Abwasserklärung ausführen;

8° die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, von dem Zufluss von abnormalem Abwasser und von den Störungen bei der Klärung des zu behandelnden Abwassers, die in ihrem Zuständigkeitsgebiet festgestellt werden, in Kenntnis setzen;

9° mit den sich auf dem Zuständigkeitsgebiet der Vereinigung befindenden Gemeinden eine perfekte Koordinierung zwischen der Klärung und den gemeindlichen Kanalisationsarbeiten organisieren.

Art. 345 - § 1. Die "S.P.G.E." gewährleistet die Ausführung ihrer Aufgaben in Sachen Abwasserklärung, die in dem in Artikel 335 erwähnten Geschäftsführungsvertrag angegeben werden, entweder direkt oder durch Vergabe an Subunternehmen mittels eines mit den Vereinigungen für die Klärung abgeschlossenen Dienstleistungsvertrags für die Klärung und Sammlung.

§ 2. Der Dienstleistungsvertrag für die Klärung und Sammlung wird nach den unten erwähnten Vorschriften geregelt. Die zivilrechtlichen Regeln werden ergänzend angewandt.

Der Dienstleistungsvertrag besteht aus einem für eine Frist von zwanzig Jahren abgeschlossenen Rahmenvertrag und wird durch Nachträge näher bestimmt, die jeweils einen Zeitraum von drei Jahren umfassen, mit Ausnahme des ersten Nachtrags, der einen Zeitraum von zwei Jahren umfasst.

Der Rahmenvertrag regelt die Rechte und Pflichten bezüglich folgender Elemente:

1° die Untersuchungen, die Abtretungen dinglicher Rechte, die Leasingverträge für Immobiliengeschäfte, sowie die zur Ausführung der in dem Verwaltungsplan für die Einzugsgebiete erwähnten Bauwerke erforderlichen Dienstleistungen und Arbeiten;

2° der Betrieb der Anlagen, einschließlich der Bewirtschaftungs- und Betriebsbedingungen der in dem Verwaltungsplan für die Einzugsgebiete erwähnten Bauwerke;

3° die der Vereinigung für die Klärung anvertrauten Vollmachtserteilungen und Mandate zur Gewährleistung der Bauherrschaft im Namen und auf Rechnung der "S.P.G.E.";

4° die anderen in Artikel 344, 1° bis 9° angegebenen Aufgaben;

5° die Normen und Kriterien zur Bewertung der Leistungsfähigkeiten;

6° die Modalitäten zur Preisfestsetzung und -berechnung, sowie die Zahlungsfristen, einschließlich der die Vorschüsse regelnden Vorschriften;

7° die Modalitäten zur Kontrolle der Durchführung des Vertrags;

8° die Geldstrafen und spezifischen Maßnahmen, falls die Verpflichtungen nicht oder schlecht erfüllt werden.

Die Nachträge regeln insbesondere die Rechte und Pflichten bezüglich folgender Elemente:

1° die zu verwirklichenden Bauwerke, die Ausführungsfristen und die betroffene Abwasserreinigungszone;

2° die Bauwerke, deren Betriebsfähigkeit zu gewährleisten ist;

3° die Revisionen und Anpassungen der Regeln für die Preisfestsetzung der Dienstleistungen für die Klärung und der Normen und Kriterien zur Bewertung der Leistungsfähigkeiten.

Ein Jahr vor Fristablauf des Nachtrags werden die Verhandlungen im Hinblick auf die Festlegung der Bestimmungen des nächsten Nachtrags eingeleitet.

§ 3. Hinsichtlich der von den Vereinigungen ausgeführten und zeitlich oder finanziell schwer einzuschätzenden Aufgaben, kann ein dem Umfang der Bauwerke, für die diese Aufgaben ausgeführt werden, entsprechender Pauschalbetrag vereinbart werden.

Falls die Vereinigungen für die Klärung zur Ausführung mancher Aufgaben oder Dienstleistungen den Markt in Anspruch nehmen, werden diese zum Einstandspreis entlohnt.

§ 4. Die Vereinigungen für die Klärung erfüllen ihre Verpflichtungen so wie sie sich aus dem Vertrag ergeben unter Berücksichtigung der Gesetzgebung über die öffentlichen Aufträge.

§ 5. Falls der für die Untersuchungen der in Artikel 344, 1° bis 4° erwähnten Bauwerke erforderliche geschätzte Betrag die Summe von 1,24 Millionen Euro ohne die Mehrwertsteuer und falls der Betrag der Arbeiten die Summe von 3,72 Millionen Euro ohne die Mehrwertsteuer für den Betrag der Arbeiten überschreitet, holt die "S.P.G.E." die Stellungnahme der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, ein.

Diese gibt ihr begründetes Gutachten ab, und zwar innerhalb der von der Gesellschaft festgelegten Frist, die nicht unter fünfzehn Kalendertagen und nicht über vierzig Kalendertage liegen darf. Diese Fristen werden vom 15. Juli bis zum 15. August ausgesetzt.

Falls die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, ihr Gutachten nicht innerhalb der festgelegten Frist abgegeben hat, wird dieses als günstig angesehen und die "S.P.G.E." fasst ihren Beschluss ohne Gutachten.

§ 6. Die Projekte bezüglich der für die Klärung des Oberflächenwassers bestimmten Arbeiten müssen sich in das in Artikel 335 erwähnte Aktionsprogramm einfügen und den aufgrund des Artikels 162 festgelegten technischen Regeln und den von der Regierung festgelegten Kriterien genügen.

§ 7. Die "S.P.G.E." erstellt:

1° ein Muster des Betriebstagebuchs der Klärstationen, das von den Vereinigungen oder von den Gemeinden zu führen ist;

2° ein Muster des jährlichen technischen Berichts, den die Vereinigungen innerhalb einer festgelegten Frist an die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, und an die "S.P.G.E." zu richten haben.

§ 8. Die Regierung kann auf Vorschlag der "S.P.G.E." die Regeln für die Führung einer getrennten Geschäftsbuchhaltung bezüglich der aufgrund des Artikels 344 anvertrauten Aufgaben festlegen.

§ 9. Die Regierung achtet darauf, dass die Vereinigungen für die Klärung die Regeln des vorliegenden Abschnitts einhalten. Sie legt die Modalitäten dieser Kontrolle fest und bezeichnet die Beamten der Verwaltung, die sie ermächtigt, zu diesem Zweck die Kläranlagen zu betreten und sich die technischen Dokumente und Rechnungsunterlagen, die zu führen sind, vorzeigen zu lassen. Die Kontrollberichte werden unverzüglich der "S.P.G.E." übermittelt.

KAPITEL II — *Im Bereich der Wassergewinnung und -verteilung*

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 346 - Es wird eine Gesellschaft gegründet, die die Bezeichnung "Société wallonne des eaux" (Wallonische Wassergesellschaft) (abgekürzt S.W.D.E.) tragen wird. Es handelt sich um eine juristische Person öffentlichen Rechts, die in der Form einer Genossenschaft mit begrenzter Haftung gegründet wird. Weiter unten wird sie "die Gesellschaft" genannt.

Sie besitzt keinen kommerziellen Charakter.

Der Gesellschaftssitz und der Verwaltungssitz der Gesellschaft befinden sich in Verviers.

Art. 347 - Sie setzt sich gemäß den in ihren Satzungen vorgesehenen Bedingungen aus der Wallonischen Region, der "S.P.G.E.", Provinzen, Gemeinden, Interkommunalen und Personen öffentlichen bzw. privaten Rechts zusammen.

Art. 348 - Die auf die Genossenschaften mit beschränkter Haftung anwendbaren gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen sind auf die Gesellschaft anwendbar, dies insofern das vorliegende Kapitel wegen des öffentlichen Charakters der Gesellschaft nicht davon abweicht.

Die Teilhaber dürfen nur separat und bis zu einem gewissen Wert Verpflichtungen eingehen.

Die Gesellschaft unterliegt nicht den Bestimmungen des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 und des Gesetzes vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich.

Was die Gründung der Gesellschaft und die Haftung der Gründer betrifft, wird von den Artikeln 66, 401, 405 und 424 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Einlagen betrifft, wird von den Artikeln 395, 398 und 399 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Kapitalerhöhung betrifft, wird von den Artikeln 422 und 423 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die durch die Gesellschaft aufgenommenen Anleihen betrifft, wird von Artikel 430 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Aufnahme, den Rücktritt und den Ausschluss von Teilhabern betrifft, wird von den Artikeln 366 bis 376 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die Verpflichtungen der Teilhaber betrifft, wird von den Artikeln 32 und 404 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Die Gesellschaft kommt in den Genuss der Durchführungsimmunität für die Güter, die völlig oder teilweise für die Erfüllung ihrer Aufgaben öffentlichen Interesses bestimmt sind.

Art. 349 - Die Satzungen der Gesellschaft regeln ihre Arbeitsweise. Sie müssen den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und den für die Handelsgesellschaften geltenden Bestimmungen entsprechen.

Die Satzungen müssen durch die mit Zweidrittelmehrheit der Stimmen beschließende Generalversammlung der Teilhaber verabschiedet werden und durch die Regierung genehmigt werden.

Die mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen beschließende Generalversammlung der Teilhaber kann vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung Abänderungen an den Satzungen vornehmen.

Art. 350 - Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Ihre Auflösung kann nur durch ein Dekret beschlossen werden, das die Auflösungsmodalitäten und die Lage der Bediensteten bestimmen wird.

Art. 351 - Ein Rücktritt eines Teilhabers, der eine Person öffentlichen Rechts ist, wird während der Tätigkeitsperiode der Gesellschaft ohne die Zustimmung von zwei Dritteln der Mitglieder der Generalversammlung nicht erlaubt.

Abschnitt 2 — Gesellschaftszweck und Aufgaben öffentlichen Dienstes

Art. 352 - Die Gesellschaft hat zum Zweck:

- 1° die Wassergewinnung;
- 2° die Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
- 3° den Schutz der Grundwasservorkommen;
- 4° die Durchführung jeglicher mit dem Wasserkreislauf verbundenen Maßnahme.

Art. 353 - Die der Gesellschaft anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes werden ausschließlich auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausgeübt und bestehen aus:

- 1° der Wassergewinnung;
- 2° der Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
- 3° dem Schutz der Vorkommen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser im Rahmen der Aufgaben, mit denen die SPGE durch Artikel 351, § 2, 2° beauftragt wird;
- 4° der Erfüllung von allen Verpflichtungen, die die mit dem Wasserkreislauf verbundenen gesetzlichen und ordnungsmäßigen Anforderungen bewirkt haben;
- 5° der Durchführung jeder den Versorgungsgesellschaften im Rahmen der ordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Festsetzung, der Einziehung, der Beitreibung, der Befreiung und der Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern übertragenen Aufgabe;
- 6° den in Sachen Trinkwasserversorgung zu leistenden Diensten sozialer oder humanitärer Art.

Um diese Aufgaben zu erfüllen, kann die Gesellschaft den Erwerb, den Bau, den Unterhalt, die Verwaltung und die Betreibung der notwendigen Infrastruktur vornehmen. Unter "Infrastruktur" versteht man insbesondere die Gesamtheit der Ausrüstungen zur Gewinnung, zur Zuleitung, zur Lagerung (Wassertürme, Behälter.), zur Rückförderung, zum Abpumpen, zur Behandlung, zur Verteilung, zum Abzählen und deren Zubehör sowie die Grundstücke, worauf sie sich befinden, einschließlich der Untergrundflächen und der Grunddienstbarkeiten, von denen die Gesellschaft der Inhaber ist.

Die Durchführung der der Gesellschaft anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes benachteiligt nicht diejenigen, die eine vergleichbare Tätigkeit in der Wallonischen Region ausüben.

Abschnitt 3 — Geschäftsführungsvertrag

Unterabschnitt 1 — Begriffsbestimmung und Inhalt

Art. 354 - § 1. Die Regeln, Modalitäten und Ziele, aufgrund deren die Gesellschaft die ihr anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes durchführt, werden in einem zwischen der Wallonischen Region und der Gesellschaft abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrag bestimmt.

§ 2. Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt die Verpflichtungen der Gesellschaft in Bezug auf:

- 1° die Modalitäten zur Durchführung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes;
- 2° die Grundsätze, die die Tarife für die Leistungen bestimmen, die im Rahmen der Aufgaben öffentlichen Dienstes erledigt werden;
- 3° die Grundsätze, die die Gesellschaft in ihren Beziehungen mit den Benutzern der Leistungen öffentlichen Dienstes einhalten muss;
- 4° die finanzielle Struktur der Gesellschaft;
- 5° die Indikatoren, die die vierteljährliche Übersichtstabelle enthalten muss, sowie die Fristen für die Mitteilung an die Regierung.

§ 3. Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt die Verpflichtungen der Region in Bezug auf:

- 1° die allgemeinen mit den durch die Gesellschaft benutzten Wasserentnahmestellen verbundenen Schutzmaßnahmen;
- 2° die Überprüfung oder die Revision der durch die Gesellschaft eingereichten Anträge auf eine Genehmigung zur Wasserentnahme;
- 3° die Kontrolle des Zugangs zu alternativen Wasserversorgungsquellen;
- 4° den Zugang zu ihren Datenbanken im Bereich des Wassersektors und ihre Mitwirkung bei allen Kommunikationsmitteln und anderen Mitteln, die die Führung des besagten Sektors verbessern können;
- 5° die finanziellen Verpflichtungen für spezifische oder besondere Aufgaben, mit denen die Gesellschaft durch die Region beauftragt wird.

§ 4. Andererseits bestimmt der Geschäftsführungsvertrag ebenfalls:

- 1° die Strafmaßnahmen, falls eine der Parteien ihre auf dem Geschäftsführungsvertrag beruhenden Verpflichtungen nicht einhält;
- 2° die Methoden zur Bewertung des besagten Geschäftsführungsvertrags:

Einer jährlicher Bewertungsbericht über die Durchführung des Geschäftsführungsvertrags wird der Regierung spätestens am 1. Juli des auf das Geschäftsjahr, worauf es sich bezieht, folgenden Jahres durch die S.W.D.E. vorgelegt.

Der jährliche Bericht wird während des folgenden Monats dem Wallonischen Regionalrat durch die Regierung übermittelt.

§ 5. Jegliche ausdrückliche Auflösungsklausel im Geschäftsführungsvertrag gilt als nichtig.

Artikel 1184 des Zivilgesetzbuches findet keine Anwendung auf den Geschäftsführungsvertrag. Die Partei, gegenüber welcher eine im Geschäftsführungsvertrag stehende Verpflichtung nicht eingehalten wird, kann lediglich die Einhaltung der Verpflichtung fordern und, gegebenenfalls, auf Schadenersatz klagen, dies unbeschadet der Auferlegung jeglicher im Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Sonderstrafmaßnahme.

Die im Falle der Nichteinhaltung durch eine Partei ihrer auf dem Geschäftsführungsvertrag beruhenden Verpflichtungen entstehenden Strafmaßnahmen werden wie folgt vorgenommen: wenn die im Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Verpflichtungen durch die eine oder andere Partei nicht eingehalten werden, beraten diese miteinander über die zu treffenden Verbesserungsmaßnahmen und setzen das Datum der nächsten Bewertung fest.

Wenn zu diesem Zeitpunkt festgestellt wird, dass diese Maßnahmen ergebnislos sind, kann die Partei, gegenüber welcher eine Verpflichtung nicht eingehalten worden ist, die Strafmaßnahmen aktivieren, die im Geschäftsführungsvertrag bestimmt worden sind.

Die Gesellschaft wird weder Gegenstand einer im Geschäftsführungsvertrag vorgesehenen Strafmaßnahme sein können noch zur Zahlung von Schadenersatz wegen der Nichteinhaltung ihrer Aufgaben gezwungen werden können, wenn diese die Folge der Säumigkeit der Region oder einer Einrichtung, die durch die Region anvertraute Aufgaben durchführt, oder auch des Zufalls oder eines Falls höherer Gewalt ist.

§ 6. Auf keinen Fall kann der Geschäftsführungsvertrag die Rechte, über die Dritte aufgrund der Durchführung des besagten Vertrags verfügen, beeinträchtigen.

Unterabschnitt 2 — Abschluss, Genehmigung, Ende und Erneuerung

Art. 355 - Bei der Verhandlung des Geschäftsführungsvertrags wird die Gesellschaft von ihrem Vorsitzenden und ihrem Generaldirektor vertreten.

Der Geschäftsführungsvertrag unterliegt der Zustimmung des mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen beschließenden Verwaltungsrates und der Zustimmung der Regierung.

Er tritt erst vorbehaltlich seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft. Er wird vor seinem Inkrafttreten dem Wallonischen Regionalrat durch die Regierung übermittelt.

Art. 356 - § 1. Der Geschäftsführungsvertrag wird für einen Zeitraum von fünf Jahren abgeschlossen.

Jede Partei kann zu jeder Zeit Abänderungen vorschlagen. Die Abänderung erfolgt gemäß Artikel 355

Der Geschäftsführungsvertrag wird nach drei Jahren bewertet.

§ 2. Spätestens sechs Monate vor dem Ablauf eines Geschäftsführungsvertrags legt die Gesellschaft der Regierung ein Projekt über einen neuen Geschäftsführungsvertrag vor.

Wenn bei Ablauf des Geschäftsführungsvertrags kein neuer Geschäftsführungsvertrag in Kraft getreten ist, wird der laufende Geschäftsführungsvertrag von Rechts wegen für ein Jahr verlängert. Am Ende der Verlängerungszeit verabschiedet die Regierung für ein Jahr einen Geschäftsführungsplan, der nur einmal erneuert werden kann.

Abschnitt 4 — Autonomie

Art. 357 - Die Gesellschaft ist frei, alle mit ihrem Gesellschaftszweck vereinbaren Tätigkeiten innerhalb der Grenzen des vorliegenden Dekrets zu entwickeln.

Die Gesellschaft entscheidet innerhalb der Grenzen ihres Gesellschaftszwecks über den Erwerb, die Verwendung und die Veräußerung ihrer materiellen und immateriellen Güter, über die Gründung oder die Streichung dinglicher Rechte auf diese Güter sowie über die Durchführung solcher Entscheidungen.

Art. 358 - Unbeschadet des Artikels 354, § 2, 2° bestimmt die Gesellschaft die Tarife und Tarifstrukturen für die durch sie geleisteten Tätigkeiten, dies unter Einhaltung der Gesetzgebung in Sachen Preisfestsetzung.

Art. 359 - Die Gesellschaft kann vorbehaltlich der vorherigen Genehmigung der Regierung unbewegliche Güter oder Rechte im öffentlichen Interesse enteignen.

Der Verwaltungsrat entscheidet darüber, welche der auf gutlichem Wege erworbenen Immobilien im öffentlichen Interesse erworben werden.

Art. 360 - Die Gesellschaft darf aus eigener Initiative alle mit ihrer Aufgabe verbundenen Arbeiten auf oder unter den Plätzen, Strassen, Pfaden, Wasserläufen und Kanälen, die dem öffentlichen Eigentum des Staates, der Region, der Provinzen und der Gemeinden angehören, verrichten, dies gemäß den im Gesetz vom 17. Januar 1938 zur Regelung der Benutzung der öffentlichen Güter des Staates, der Provinzen und der Gemeinden durch die öffentlichen Behörden, die Gemeindevereinigungen und die Konzessionäre von öffentlichen Diensten oder Diensten öffentlicher Nutzbarkeit für die Einrichtung und den Unterhalt von Leitungen und insbesondere von Wasser- und Gasleitungen vorgesehenen Modalitäten.

Art. 361 - Die Regierung wird der Gesellschaft unter durch die erstgenannte zu bestimmenden Bedingungen erlauben:

1° einer Gemeinde oder einer Interkommunale die Gesamtheit oder einen Teil eines ihrer Wasserversorgungsdienste abzutreten;

2° die Betreibung einer ihrer Dienststellen auf Vorschlag der Mehrheit der gemeindlichen Teilhaber, die gezeichnete Gesellschaftsanteile dieser Dienststelle besitzen, einzustellen, insofern diese außerdem die Mehrheit vom Kapital der betroffenen Dienststelle halten.

Im Falle einer teilweisen bzw. vollständigen Veräußerung oder einer Einstellung des Betriebs einer Dienststelle gehören die Teilhaber, die Inhaber von Gesellschaftsanteilen dieser Dienststelle sind, der Gesellschaft nicht mehr an, es sei denn sie sind Inhaber von mit anderen Dienststellen verbundenen Anteilen.

Die Auflösung des Gesellschaftsvermögens der veräußerten bzw. aufgegebenen Dienststelle wird vorgenommen werden.

Falls die Grundlagen für die Verteilung dieses Vermögens zum Zeitpunkt der Gründung der Dienststelle nicht festgesetzt worden sind, wird der Verwaltungsrat nach Begutachtung durch den beratenden Ausschuss der betroffenen Dienststelle den Betrag des jedem der Teilhaber zurückzuerstattenden Anteils festsetzen, dies unbeschadet jeglicher Entschädigung bzw. jeglichen Schadenersatzes, die der Gesellschaft geschuldet wären.

Art. 362 - § 1. Die Gesellschaft befindet innerhalb der Grenzen ihres Gesellschaftszwecks und, gegebenenfalls, gemäß den Bestimmungen ihres Geschäftsführungsvertrags bezüglich der finanziellen Struktur über den Ausmaß, die Techniken und die Bedingungen für ihre Fremdfinanzierung.

§ 2. Die Gesellschaft befindet unter Einhaltung der eventuell im Geschäftsführungsvertrag festgehaltenen Bestimmungen über das Anlegen ihrer verfügbaren Gelder.

Art. 363 - § 1. Die Gesellschaft kann sich direkt oder indirekt an belgischen oder ausländischen Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen öffentlichen oder privaten Rechts beteiligen, deren Gesellschaftszweck mit ihrem eigenen Gesellschaftszweck verbunden ist.

§ 2. Der Verwaltungsrat befindet mit Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen über jeglichen Beteiligungserwerb.

§ 3. Wenn die Gesellschaft beschließt, in § 1 erwähnte Beteiligungen zu nehmen oder zu veräußern, informiert sie die Regierung darüber. Diese verfügt über eine Frist von dreissig Tagen ab dem Zeitpunkt, zu welchem ihr diese Entscheidung mitgeteilt worden ist, um jegliche Bemerkung, die sie für zweckmäßig hält, zu äußern oder um eventuell Einspruch dagegen zu erheben.

§ 4. Die Vertreter der Gesellschaft in den Gesellschaften, an denen die S.W.D.E. beteiligt ist, werden durch den Verwaltungsrat unter den Verwaltungsratsmitgliedern, dem Generaldirektor, den stellvertretenden Generaldirektoren und den Personalmitgliedern der Gesellschaft bezeichnet.

§ 5. Jeder Vertreter der Gesellschaft ist verpflichtet:

1° mindestens einmal im Jahre Bericht über die Ausübung seines Mandats vor dem Verwaltungsrat der Gesellschaft oder auf jeden Fall auf dessen Antrag zu erstatten;

2° jederzeit vor dem Verwaltungsrat jede ihm durch einen Kommissar der Regierung gerichtete Anfrage auf Information zu beantworten, was sein Mandat oder die Lage der Gesellschaft, in der er als Vertreter der "S.W.D.E." bezeichnet wurde, betrifft.

Das Mandat als Vertreter der "S.W.D.E." innerhalb der bzw. den Gesellschaft(en), für die er bezeichnet wurde, läuft von Rechts wegen ab, wenn er die Eigenschaft als Verwalter, Generaldirektor, stellvertretender Generaldirektor oder Personalmitglied verliert.

§ 6. Gegebenenfalls kann die Regierung der Gesellschaft unter durch sie bestimmten Bedingungen erlauben, eine Gesellschaft, an der sie beteiligt ist, bei der Durchführung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes mit einzubeziehen, soweit die direkte oder indirekte Beteiligung der öffentlichen Behörden an dieser Gesellschaft 50% des Kapitals überschreitet und soweit die Satzungen zu mehr als 50% der Stimmen und Mandate in allen Organen der betroffenen Gesellschaft berechtigen.

Die Gesellschaft, die gemäß Absatz 1 mit der Durchführung der Aufgaben öffentlichen Dienstes beauftragt wird, kommt in den Genuss der in Artikel 348 vorgesehenen Bestimmungen.

Jegliche Veräußerung von Anteilen, die das Kapital vertreten, welche zur Folge hätte, dass die im vorherigen Absatz erwähnte direkte oder indirekte Beteiligung der öffentlichen Behörden 50 % nicht mehr überschreiten würde, ist von Rechts wegen nichtig, wenn diese Beteiligung innerhalb einer dreimonatigen Frist ab der besagten Veräußerung nicht wieder auf mehr als 50 % mittels einer durch die öffentlichen Behörden völlig oder teilweise gezeichneten Kapitalaufstockung erhöht wird. Während dieser Frist hat die Veräußerung keine Folgen, solange die mit der Beteiligung verbundene Bedingung nicht erfüllt ist.

Was die Anwendung des vorliegenden Paragraphen betrifft, sind unter öffentlichen Behörden die Wallonische Region sowie jegliche ihrer Aufsicht oder Kontrolle unterstehende Person öffentlichen Rechts zu verstehen.

§ 7. Im in § 6, Absatz 1 erwähnten Fall haften die Gesellschaft, an welcher die "S.W.D.E." beteiligt ist, und die "S.W.D.E." gesamtschuldnerisch gegenüber der Region für die Durchführung durch diese Gesellschaft der Aufgaben öffentlichen Dienstes, an denen sie beteiligt ist, dies bis zum Inkrafttreten eines Geschäftsführungsvertrags mit der Gesellschaft, an der die "S.W.D.E." beteiligt ist, der mutatis mutandis auf der Grundlage der in den Artikeln 356 und 357 erwähnten Regel abgeschlossen wird.

In Ermangelung eines zwischen der Region und dieser Gesellschaft abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrags haftet die "S.W.D.E." weiter gegenüber der Region für die Durchführung durch die Gesellschaft der Aufgaben, an denen diese beteiligt ist.

Abschnitt 5 — Generalversammlung

Art. 364 - Die Generalversammlung übt die Befugnisse aus, die ihr im vorliegenden Kapitel, im Gesetz und in den Satzungen ausdrücklich vorbehalten sind.

Die Vertreter der Teilhaber verfügen bei der Generalversammlung über ein Stimmrecht, das der Anzahl der gezeichneten Gesellschaftsanteile, die sie halten, entspricht, mit Ausnahme der ausdrücklichen, in dem vorliegenden Kapitel, im Gesetz und in den Satzungen vorgesehenen Bestimmungen.

Abschnitt 6 — Verwaltung

Unterabschnitt 1 — Der Verwaltungsrat

Art. 365 - § 1. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet.

§ 2. Der Verwaltungsrat ist dazu befugt, alle für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft notwendigen oder nützlichen Handlungen zu verrichten, mit Ausnahme derjenigen, die laut dem Gesetz, den Satzungen oder dem vorliegenden Kapitel der Generalversammlung vorbehalten sind.

§ 3. Der Verwaltungsrat kontrolliert die tägliche Führung, die durch den Vorstand, der regelmäßig bei dem Verwaltungsrat Bericht erstattet, gewährleistet wird. Der Verwaltungsrat oder sein Vorsitzender kann zu jeder Zeit den Vorstand um einen Bericht über die Tätigkeiten der Gesellschaft oder über bestimmte dieser Tätigkeiten bitten.

§ 4. Der Verwaltungsrat kann alle seine Befugnisse oder einen Teil davon auf den Vorstand übertragen, dies mit Ausnahme der folgenden Befugnisse:

1° die Bestimmung der allgemeinen Politik der Gesellschaft;

2° alle Befugnisse, die laut dem Gesetz, dem Dekret oder den Satzungen ausdrücklich dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

In jeder Übertragungsurkunde werden die durch diese Übertragung betroffenen Befugnisse eindeutig genannt.

Jegliche Übertragung von Befugnissen darf nicht länger als ein Jahr dauern und kann erneuert werden.

Art 366 - § 1. Der Verwaltungsrat umfasst 17 Mitglieder, darunter einen Vorsitzenden und zwei stellvertretende Vorsitzende.

Die Generalversammlung regelt alles, was die Zuständigkeiten und die Bezüge des Vorsitzenden, der zwei stellvertretenden Vorsitzenden und der Verwaltungsratsmitglieder betrifft.

Neun Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Generalversammlung gewählt. Acht Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Regierung ernannt, wobei zwei von ihnen durch die S.P.G.E. vorgeschlagen werden.

§ 2. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden für ein erneuerbares Mandat von sechs Jahren bezeichnet.

Die Erneuerung des Rates erfolgt bei der ersten ordentlichen Generalversammlung, die nach den Provinz- und Stadtratswahlen stattfindet.

§ 3. Wenn eine Stelle als durch die Generalversammlung zu ernennendes Verwaltungsratsmitglied frei wird, haben die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder gemäß der in § 6, Absatz 3 bestimmten Proportionalregel das Recht, die Stelle vorläufig zu besetzen, bis eine endgültige Ernennung durch die nächste Generalversammlung stattfindet.

§ 4. Die Regierung ernennt den Vorsitzenden des Verwaltungsrates. Der erste stellvertretende Vorsitzende und der zweite stellvertretende Vorsitzende werden durch den Verwaltungsrat unter seinen Vertretern bezeichnet. Mindestens eine dieser drei Funktionen ist einem der durch die Generalversammlung ernannten Mitglieder vorbehalten. In den Satzungen werden die Regeln bezüglich ihrer jeweiligen Zuständigkeiten festgesetzt.

§ 5. Bei Stimmgleichheit innerhalb des Verwaltungsrates ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Zu jeder Zeit kann der Vorsitzende die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im Allgemeinen alle Unterlagen und alle Geschäftsbücher der Gesellschaft an Ort und Stelle einsehen. Er kann alle Erklärungen und Auskünfte von dem Vorstand und den Bediensteten der Gesellschaft anfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die er bei der Durchführung seines Mandats als notwendig betrachtet.

§ 6. Die durch die Generalversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder müssen die Eigenschaft eines Bürgermeisters, eines Schöffen oder eines Gemeinderatsmitglieds einer angeschlossenen Gemeinde besitzen.

Das durch die Generalversammlung gewählte Verwaltungsratsmitglied, das Mitglied eines Gemeinderats oder Bürgermeister ist, und das diese Eigenschaft verlieren würde, gilt als von Rechts wegen rücktretend.

Die durch die Generalversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder werden verhältnismäßig zu der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden bezeichnet, wobei die etwaigen freiwilligen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenschlusserklärungen berücksichtigt werden. Für die Berechnung dieser Proportionalvertretung wird die Bedeutung eines jeden gemeindlichen Teilhabers im Verhältnis zu der Anzahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile gewichtet.

§ 7. Der Verwaltungsrat kann einen oder mehrere Beobachter zuziehen, die den Versammlungen mit beratender Stimme beiwohnen.

§ 8. Nur wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend bzw. vertreten ist, darf der Verwaltungsrat beraten und entscheiden. Außer bei den in den Satzungen, dem Gesetzbuch über die Gesellschaften und dem vorliegenden Kapitel erwähnten Ausnahmen werden die Beschlüsse mit Stimmenmehrheit gefasst.

Unterabschnitt 2 — Das Mandat des Verwalters

Art. 367 - § 1. Unbeschadet der anderen in bzw. gemäß einem Gesetz, einem Dekret oder in den Satzungen der Gesellschaft vorgesehenen Einschränkungen ist das Mandat des Verwalters unvereinbar mit:

1° der Eigenschaft als Mitglied einer Regierung;

2° der Eigenschaft als Gouverneur einer Provinz;

3° der Eigenschaft als Mitglied des Vorstands;

4° der Eigenschaft als Mitglied des Personals oder als Pensionierter der Gesellschaft.

§ 2. Wenn ein Verwaltungsratsmitglied Inhaber einer der in § 1 erwähnten Eigenschaften wird, muss es von den besagten Mandaten oder Funktionen innerhalb einer dreimonatigen Frist zurücktreten. Wenn es dies nicht tut, wird bei Ablauf dieser Frist davon ausgegangen, dass es von Rechts wegen von seinem Mandat bei der Gesellschaft zurückgetreten ist.

Das Mandat des Verwaltungsratsmitglieds endet von Rechts wegen am fünfundsechzigsten Geburtstag der betroffenen Person.

Abschnitt 3 — Der Vorstand

Art. 368 - Der Vorstand setzt sich aus einem Generaldirektor, der den Vorsitz führt, und zwei stellvertretenden Generaldirektoren zusammen.

Er wird mit der täglichen Führung und der Vertretung der Gesellschaft sowie mit der Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrates beauftragt.

Die Vorstandsmitglieder wohnen den Versammlungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei.

Art. 369 - Die Regierung ernennt die Vorstandsmitglieder für ein erneuerbares sechsjähriges Mandat.

Falls ein Mitglied bei seiner Ernennung älter als neunundfünfzig Jahre ist, reduziert die Regierung die Dauer seines Mandats so, dass sein Ende mit dem fünfundsechzigsten Geburtstag dieses Mitglieds übereinstimmt.

Die Vorstandsmitglieder können nur durch die Regierung entlassen werden:

1° entweder auf Vorschlag des Verwaltungsrates;

2° oder auf Initiative der Regierung, nach Begutachtung durch den Verwaltungsrat.

Art. 370 - § 1. Die gegenseitigen Rechte und Verpflichtungen, einschließlich der Entlohnung, der Vorstandsmitglieder einerseits und der Gesellschaft andererseits werden durch eine Sondervereinbarung zwischen den betroffenen Parteien geregelt. Beim Abschluss dieser Vereinbarung wird die Gesellschaft durch den Verwaltungsrat vertreten.

Diese Vereinbarung sieht besondere Bestimmungen vor, die bei Nichterneuerung des Mandats oder bei Entlassung die finanzielle und soziale Lage der Vorstandsmitglieder sichern sollen, die von ihrer Stelle hätten zurücktreten müssen oder eine Tätigkeit als Selbstständiger hätten aufgeben müssen, um ihr Mandat bei der S.W.D.E. auszuüben.

Die Vorstandsmitglieder, die zum Zeitpunkt ihrer Ernennung bei der Gesellschaft oder jeglicher anderen von der Region abhängenden Person öffentlichen Rechts in einem statutarischen Arbeitsverhältnis tätig sind, werden von Amts wegen für die Dauer des Mandats aufgrund eines Auftrags im Interesse der Öffentlichkeit beurlaubt.

§ 2. Die Entlohnung der Personen, die dem Vorstand angehören, geht zu Lasten der Gesellschaft.

Unterabschnitt 4 — Die Dienststellen, beratenden Ausschüsse und Gebietsausschüsse

A. Die Dienststellen

Art. 371 - Die Organisation der Gesellschaft beruht auf Gewinnungs- und Verteilungsdienststellen.

Die Aufgabe als öffentliche Dienststelle zur Gewinnung von Wasser wird im Rahmen einer Produktionsdienststelle gewährleistet. Diese umfasst die zur Verwirklichung dieser Aufgabe notwendigen Infrastrukturen. Sie ist Gegenstand eines getrennten Kontos in der analytischen Betriebsbuchführung.

Die Aufgabe als öffentliche Dienststelle zur Verteilung von Wasser wird im Rahmen der Verteilungsdienststellen gewährleistet. Jede Verteilungsdienststelle umfasst die zur Verwirklichung dieser Aufgabe auf dem Gebiet der Gemeinden dieser Dienststelle notwendigen Infrastrukturen und ist Gegenstand eines getrennten Kontos in der analytischen Betriebsbuchführung.

B. Die beratenden Ausschüsse

Art. 372 - Für jede in Betrieb befindliche Dienststelle besteht ein beratender Ausschuss.

Die kommunalen und interkommunalen Teilhaber der Gewinnungsdienststelle und die S.P.G.E. bilden deren beratenden Ausschuss.

Die Teilhaber einer jeden Verteilungsdienststelle, mit Ausnahme der Region, der S.P.G.E. und der Provinzen bilden deren beratenden Ausschuss.

Der Vorsitz von jedem beratenden Ausschuss wird von einem Mitglied des Verwaltungsrates, das durch diesen bezeichnet wird, übernommen.

Der Verwaltungsrat setzt die Regeln für die Arbeitsweise der beratenden Ausschüsse vorbehaltlich der Genehmigung durch die Generalversammlung fest.

Jeder Ausschuss tritt mindestens zweimal im Jahr zusammen und prüft den Jahresabschluss bei einer dieser Versammlungen.

Jeder Teilhaber verfügt über eine Stimme in den beratenden Ausschüssen, zu denen er gehört.

Art. 373 - Folgendes muss unbedingt den beratenden Ausschüssen zur Begutachtung vorgelegt werden:

1° jedes Projekt in Bezug auf die Fusion einer Dienststelle mit einer oder mehreren anderen Dienststellen;

2° jedes Projekt in Bezug auf eine Tarifänderung für den Wasserverkauf;

3° jedes Projekt in Bezug auf die Ausweitung, den Abbau oder die Änderung der Dienststelle

4° jeder Vorschlag in Bezug auf die Aufnahme eines neuen Mitglieds, das eventuell zur Dienststelle gehören würde;

5° jedes Rücktrittsgesuch oder jeder Vorschlag in Bezug auf den Ausschluss eines Teilhabers, der zur Dienststelle gehört;

6° jedes Projekt in Bezug auf die teilweise oder vollständige Veräußerung einer Verteilungsdienststelle an eine Gemeinde oder eine Interkommunale;

7° jedes Programm für Arbeiten in Zusammenhang mit der Dienststelle.

C. Die Gebietsausschüsse

Art. 374 - Es werden Gebietsausschüsse gegründet, die die Verteilungsdienststellen je nach Zwischeneinzugsgebiet umfassen. Jeder Gebietsausschuss tritt mindestens einmal im Jahr zusammen.

Durch einstimmigen Beschluss eines beratenden Ausschusses können seine Zuständigkeiten dem betroffenen Gebietsausschuss übertragen werden.

Die Zusammensetzung und die Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise der Gebietsausschüsse beziehen, werden durch den Verwaltungsrat bestimmt.

Art. 375 - Die durch die Gesellschaft im Rahmen einer integrierten Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs und der Verbesserung der Wasserqualität auszuführenden Aktionsprojekte unterliegen unbedingt der Begutachtung durch die Gebietsausschüsse.

Art. 376 - Der Verwaltungsrat wird mindestens einmal im Jahr auf die Vorsitzenden der Gebietsausschüsse erweitert.

Bei dieser Versammlung wird über die strategischen Zielsetzungen der Gesellschaft berichtet.

Abschnitt 7 — Verwaltungsaufsicht und Kontrolle

Unterabschnitt 1 — Verwaltungsaufsicht

Art. 377 - § 1. Die Gesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis der Regierung. Was die Aufgaben als öffentliche Dienststelle betrifft, wird diese Kontrolle von zwei Regierungskommissaren ausgeübt, die durch die Regierung ernannt und entlassen werden.

Die Regierung regelt die Durchführung der Aufgaben der Kommissare.

§ 2. Die Regierungskommissare, die individuell bzw. gemeinsam handeln, sorgen für die Beachtung des Gesetzes, des Dekrets, der Satzungen der Gesellschaft, des Geschäftsführungsvertrags und, gegebenenfalls, des vorläufigen Geschäftsführungsplans.

§ 3. Die Regierungskommissare werden zu allen Versammlungen des Verwaltungsrates eingeladen. Bei der Durchführung ihrer Aufgabe verfügen sie über die weitgehendsten Befugnisse.

§ 4. Die Regierungskommissare können innerhalb einer Frist von vier vollen Tagen einen Einspruch bei der Regierung gegen jeglichen Beschluss erheben, den sie als im Gegensatz zum Gesetz, zum Dekret, zu den Satzungen, zu dem Geschäftsführungsvertrag oder, gegebenenfalls, zu dem vorläufigen Geschäftsführungsplan betrachten.

Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, bei welcher der Beschluss gefasst worden ist, insofern die Regierungskommissare ordnungsgemäß geladen worden sind, und, wenn dies nicht der Fall ist, ab dem Tag, an dem sie ihn zur Kenntnis genommen haben. Dieser Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Wenn die Regierung innerhalb einer Frist von zwanzig vollen Tagen, die am selben Tag wie die im ersten Absatz erwähnte Frist anfängt, die Nichtigkeit nicht erklärt hat, wird der Beschluss endgültig.

Die Regierung stellt die Nichtigkeitserklärung dem Geschäftsführungsorgan zu.

Art. 378 - Wenn die Beachtung des Gesetzes, des Dekrets, der Satzungen oder des Geschäftsführungsvertrags es erforderlich macht, kann die Regierung den Verwaltungsrat durch die Vermittlung eines Regierungskommissars auffordern, über jegliche von ihr bestimmte Angelegenheit innerhalb der von ihr festgesetzten Frist zu beraten.

Unterabschnitt 2 — Kontrolle der Bücher

Art. 379 - § 1. Die Kontrolle der finanziellen Lage, des Jahresabschlusses und der Richtigkeit der in dem Jahresabschluss festzustellenden Buchungen in Bezug auf die Vorschriften und die Satzungen wird einem aus drei Mitgliedern bestehenden Kollegium der Rechnungsprüfer anvertraut.

Ihre Beratungen erfolgen auf kollegiale Weise.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden der Regierung und der Generalversammlung mitgeteilt.

Der Vorsitzende des Kollegiums wird durch die Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften bezeichnet. Er besitzt die Eigenschaft eines Kommissar-Revisors.

Die anderen zwei Mitglieder werden durch die Regierung ernannt.

Die Kommissare werden für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren ernannt.

Während ihres Mandats können sie nur aus berechtigten schwerwiegenden Gründen entlassen werden. Der Geschäftsführungsvertrag bestimmt ihre Aufgabe, ihre Aktionsmittel, ihr Statut und ihre Bezüge, mit Ausnahme der in § 2 erwähnten Bezüge.

§ 2. Die Generalversammlung bestimmt die Entlohnung des Kommissar-Revisors. Diese Entlohnung geht zu Lasten der Gesellschaft

Abschnitt 8 — Buchführung und Jahresabschluss

Art. 380 - § 1. Die Buchführung der Gesellschaft richtet sich nach dem Kalenderjahr. Die Gesellschaft erarbeitet ein getrenntes Kontensystem für die mit ihren Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Tätigkeiten einerseits und für ihre anderen Tätigkeiten andererseits.

Die Regeln für die Verteilung des Ergebnisses werden in den Satzungen festgesetzt. Diese Regeln werden insbesondere die Anzahl der Anschlüsse und die schonende Bewirtschaftung des Wassers berücksichtigen. Die Region, die S.P.G.E. und die Provinzen werden nicht an der Verteilung des durch die mit den Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Tätigkeiten erwirtschafteten Ergebnisses beteiligt.

Die Anlage zum Jahresabschluss enthält eine Auflistung der mit den Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Rechnungen und einen Kommentar dazu. Die Regierung kann Regeln bezüglich der Form und des Inhalts dieser Auflistung und dieses Kommentars verabschieden.

§ 2. Der Verwaltungsrat übermittelt der Regierung den Jahresabschluss zusammen mit dem Rechenschaftsbericht, dem Bericht des Kommissar-Revisors und dem Bericht des Kollegiums der Kommissare vor dem 30. Juni des auf das betroffene Geschäftsjahr folgenden Jahres.

Vor dem 31. Juli des auf das betroffene Geschäftsjahr folgenden Jahres übermittelt die Regierung die im ersten Absatz erwähnten Unterlagen dem Wallonischen Regionalrat.

Art. 381 - Parallel zu ihrer allgemeinen Buchhaltung führt die Gesellschaft eine analytische Betriebsbuchführung und eine Haushaltsbuchführung.

Abschnitt 9 — Gesellschaftskapital

Art. 382 - Das Gesellschaftskapital besteht aus drei Anteiltypen:

1° die Grundkapitalanteile;

2° die Anteile, die Beteiligungen am Kapital der Gewinnungsdienststelle und der Verteilungsdienststellen darstellen; diese Anteile können durch die Region, die S.P.G.E., die Provinzen, die Interkommunalen, die Gemeinden und die Personen öffentlichen oder privaten Rechts gezeichnet werden;

3° die Anteile, die der Verwaltungsrat aufgrund spezifischer mit dem Gesellschaftszweck verbundener Tätigkeiten ausgeben darf.

Die gemeindlichen Aktionäre stellen zu jeder Zeit mindestens 50% des Kapitals plus ein Anteil dar.

Was auch immer das Einlageverhältnis zwischen den verschiedenen Parteien bei der Kapitalgründung ist, die Gemeinden verfügen immer über die Stimmenmehrheit in den verschiedenen Geschäftsführungsorganen der Gesellschaft, mit Ausnahme des Vorstands.

Die Grundkapitalanteile dürfen nicht veräußert werden. Die anderen Anteile eines Teilhabers, der eine Person öffentlichen Rechts ist, dürfen nur an einen anderen Teilhaber, der eine Person öffentlichen Rechts ist, veräußert werden.

Um Inhaber von Anteilen zu werden, müssen die Personen privaten Rechts vorher durch die Regierung dazu befugt werden.

Abschnitt 10 — Personal

Art. 383 - Der Verwaltungsrat verabschiedet auf Vorschlag des Vorstands:

1° das Statut des Personals;

2° die Arbeitsordnung.

Abschnitt 11 — Übergangsbestimmungen

Art. 384 - § 1. Die Bauherrschaft über die Aufträge, die Gegenstand einer Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb: E.R.P.E. des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region gewesen sind, und deren Liste in dem Jahresabschluss für das Geschäftsjahr 2000 steht, mit Ausnahme der Aufträge bezüglich der "Transhennuyère", wird ab dem 1. Januar 2001 der S.W.D.E. anvertraut.

§ 2. Das Eigentumsrecht an den Gütern, die Gegenstand der Aufträge sind, für welche eine Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb: E.R.P.E." des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region beschlossen worden ist und deren Liste in dem Jahresabschluss der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" für das Geschäftsjahr 2000 steht, mit Ausnahme der der "Transhennuyère" angehörenden Güter, wird automatisch der Gesellschaft übertragen, sobald die vorläufige Abnahme von dem Bauherrn gewährt worden ist.

Die Übertragung der betroffenen Güter kann von Rechts wegen ohne weitere Formalitäten Dritten entgegeng gehalten werden.

Art. 385 - § 1. Die Bauherrschaft über die Aufträge bezüglich der "Transhennuyère", die Gegenstand einer Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb E.R.P.E." des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region gewesen sind, und deren Liste in den Büchern der E.R.P.E. für das Geschäftsjahr steht, wird ab dem 1. Januar 2001 der S.W.D.E. anvertraut.

Sobald die Gesamtheit der der "Transhennuyère" angehörenden Güter funktionsfähig ist, vertraut die Regierung deren Geschäftsführung vereinbarungsgemäß der Gesellschaft an. Die Vereinbarung regelt die Modalitäten dieser Geschäftsführung sowie die Beteiligung der Benutzer, deren Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region ist, an deren Geschäftsführung.

§ 2. Die Regierung kann die der "Transhennuyère" angehörenden Güter in die Gesellschaft einbringen. Sie stellt deren Liste auf.

Die Übertragung kann von Rechts wegen ohne weitere Formalitäten Dritten entgegeng gehalten werden, sobald der die Liste der Güter festsetzende Erlass der Wallonischen Regierung in Kraft getreten ist.

Die Rechte und Verpflichtungen der Benutzer-Kunden werden in die in Artikel 389 erwähnte Vereinbarung integriert.

Art. 386 - Das Eigentumsrecht an den Gütern, die zur Tätigkeit der am 31. Dezember 2000 der Region gehörenden "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (Regionales Unternehmen für Wassergewinnung und -zuleitung) bestimmt sind und deren Liste in der Anlage IV erwähnt wird, wird der Gesellschaft übertragen, einschließlich des Eigentumsrechts an den hauptsächlichen und nebensächlichen beweglichen und unbeweglichen Gütern und an den damit verbundenen Rechten, dies auch wenn sie nicht ausdrücklich erwähnt werden.

Die Übertragung kann von Rechts wegen ohne weitere Formalitäten Dritten entgegengehalten werden.

Art. 387 - § 1. Die Region übermittelt schnellstmöglich die Urkunden und Unterlagen, einschließlich der Katasterheberollen- und Katasterplanauszüge, in denen die Rechte, Belastungen und Verpflichtungen bezüglich der Güter, deren Eigentum durch das vorliegende Kapitel bzw. aufgrund des vorliegenden Kapitels übertragen wird, angegeben werden.

Das Verzeichnis dieser Urkunden und Unterlagen wird sobald wie möglich erstellt. Es wird von der Regierung sowie vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates der Gesellschaft unterzeichnet.

§ 2. Die Gesellschaft übernimmt die Rechte und Pflichten der Region bezüglich der Güter, deren Eigentum durch das vorliegende Kapitel bzw. aufgrund des vorliegenden Kapitels übertragen wird, einschließlich der Rechte und Pflichten, die sich aus laufenden oder zukünftigen Gerichtsverfahren ergeben.

Im Falle eines Rechtsstreites bezüglich der Gesamtheit oder eines Teils dieser Güter, deren Eigentumsurkunden der Gesellschaft nicht übermittelt worden sind, tritt die Region dem Verfahren als Bürgschaft zugunsten der Gesellschaft bei.

§ 3. Die Region haftet alleine für die Verpflichtungen, deren Zahlung oder Durchführung vor der Eigentumsübertragung fällig war, mit Ausnahme der Finanzierung der Aufträge, die Gegenstand einer Ausgabenverpflichtung auf Titel V "Regionaler Betrieb: ERPE" des allgemeinen Ausgabenhaushalts der Wallonischen Region sind, die der Gesellschaft übertragen wurde und abgesichert ist durch bestehende Werte, die im Rücklagen- und Amortisierungsfonds in den Büchern der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" beim Abschluss deren Auflösung identifiziert sind.

In Erwartung des Abschlusses der Auflösung der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" kann die Region der Gesellschaft die zur Zahlung der Rechnungen bezüglich der ausstehenden Beträge für die in Artikel 384 erwähnten Aufträge nötigen Summen überweisen, dies nach Abzug der bestehenden Werte, die im Reserve- und Amortisierungsfonds zur Finanzierung der besagten Ausgaben identifiziert sind.

Die Zahlungen werden auf der Grundlage der durch die Gesellschaft erhaltenen Rechnungen getätigt.

Genauso kann die Region, was die Bauherrschaft über die Aufträge in Bezug auf die "Transhennuyère" betrifft, der Gesellschaft die zur Zahlung der Rechnungen nötigen Beträge überweisen, die mit den Restbeträgen der Sichtvermerke für die dem Artikel 01.01.05 des Organisationsbereichs 13 des Haushalts des Ministeriums der Wallonischen Region angerechneten Mittelbindungen verbunden und durch die "Gesellschaft" erhalten sind. Der Saldo der auf den Sonderabschnitt des besagten Haushalts eingegangenen Ausgabenverpflichtungen sowie jegliche Ausgabenanweisung auf die zusätzlichen, zu Lasten des Fonds für den Wasserschutz zu tätigen Ausgabenverpflichtungen können der Gesellschaft zur Unterstützung der entsprechenden Rechnungen überwiesen werden.

Art. 388 - Als Gegenleistung für die Übertragung des Eigentums der in den Artikeln 384 bis 386 erwähnten Güter erhält die Region Gesellschaftsanteile gemäß den auf die Gesellschaft anwendbaren Regeln. Dieser Übertragung zufolge bringt die Region das Eigentum der Gesamtheit der als Gegenleistung erhaltenen Anteile in die "S.P.G.E." ein.

Eine Vereinbarung zwischen der Region, der Gesellschaft und der "S.P.G.E." bestimmt den Wert der Übertragung und die Modalitäten für diese Einbringung.

Art. 389 - Eine Vereinbarung zwischen der Region, der "S.P.G.E." und der Gesellschaft regelt die Modalitäten für die Beteiligung der Benutzer-Kunden an der Verwaltung der in den Artikeln 384 bis 386 erwähnten Güter

Art. 390 - Der erste Geschäftsführungsvertrag endet am 31. Dezember 2005.

Art. 391 - Die Gesellschaft verfügt über das gleiche steuerliche Statut wie das Statut, über welches die "Société nationale des distributions d'eau" und die "S.W.D.E." verfügen.

TEIL IV — Feststellung der Verstöße und Strafmaßnahmen

Titel I — Feststellung der Verstöße und Strafmaßnahmen in Sachen Oberflächenwasser

KAPITEL I — Verstöße in Sachen Wasserverschmutzung

Art. 392 - Wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu sechs Monaten und mit einer Geldstrafe von sechszwanzig bis zu fünfhunderttausend Euro oder nur mit einer dieser Strafen belegt:

1° derjenige, der Abwasser in gewöhnliches Oberflächenwasser, in öffentliche Kanalisationen oder in künstliche Ableitwege einleitet, ohne die aufgrund Artikel 3, 13, 156 bis 159, 161 bis 166, 178, 179, 216 bis 222, 317, 320 bis 323, 343, 344, 345, 392 bis 406 festgelegten Vorschriften zu beachten;

2° derjenige, der das Verbot von Artikel 161 missachtet;

3° derjenige, der gegen eine in Durchführung von Artikel 163 festgelegte Vorschrift verstößt;

4° derjenige, der Anlagen oder Apparate benutzt, obwohl deren Benutzung aufgrund von Artikel 406 verboten wird;

5° derjenige, der gegen die aufgrund von Artikel 162 angeordneten Regeln oder Vorschriften verstößt.

Die Verstöße in Sachen Einleitungen sind strafbar, selbst wenn sie nur durch Fahrlässigkeit oder schuldhafte Unterlassung begangen worden sind.

Wenn es sich nicht um einen Wiederholungsfall handelt, wird der Verantwortliche jedoch nur mit der in Artikel 393 vorgesehenen Geldstrafe belegt, wenn er entweder die föderale Polizei oder den in Artikel 21 erwähnten Notensatzdienst unverzüglich verständigt hat.

Art. 393 - Wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat und mit einer Geldstrafe von sechszwanzig bis zu zehntausend Euro oder nur mit einer dieser Strafen belegt:

1° derjenige, der gegen die durch die Regierung verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen über den Schutz des Oberflächenwassers und die Verschmutzung des Grundwassers ab Oberflächengewässern verstößt;

2° derjenige, der das Oberflächenwasser in Verstoß gegen ein aufgrund von Artikel 158 ausgesprochenes Verbot benutzt;

3° derjenige, der versucht, eine der in Artikel 392, 2° und 5° erwähnten Taten zu begehen;

4° derjenige, der in Verstoß gegen eine aufgrund von Artikel 164 festgelegte Vorschrift gewerblich Produkte herstellt, zum Verkauf anbietet, verkauft oder benutzt;

6° derjenige, der Faulgruben oder Sickergruben bei Drittpersonen entleert und die Fäkalien mitnimmt:

- entweder ohne über die Zulassung zu verfügen, die durch einen aufgrund von Artikeln 222 und 317 zu fassenden Erlass erfordert wird;

- oder indem er die Fäkalien auf eine durch diesen Artikel verbotene Weise beseitigt;

7° derjenige, der ohne die erforderliche Umweltgenehmigung ein Motorfahrzeug, eine Maschine oder andere ähnliche Geräte in gewöhnlichem Oberflächenwasser oder weniger als 10 Meter davon entfernt putzt, obwohl das Reinigungsmittel dort abfließen kann.

Art. 394 - Wird mit einer Gefängnisstrafe von sechs Monaten bis zu drei Jahren und mit einer Geldstrafe von hundert bis zu zehntausend Euro oder nur mit einer dieser Strafen belegt:

1° derjenige, der absichtlich und auf irgendwelche Weise Kläranlagen und Verschmutzungsmesseinrichtungen beschädigt oder zerstört oder ihren korrekten Betrieb hindert; derjenige, der absichtlich versucht, diese Anlagen zu zerstören oder zu beschädigen;

2° derjenige, der sich der Durchführung der Kontroll- und Überwachungsaufgabe der aufgrund Artikel 3, 13, 156 bis 159, 161 bis 166, 178, 179, 216 bis 222, 317, 320 bis 323, 343, 344, 345, 392 bis 406 bezeichneten Bediensteten widersetzt;

3° derjenige, der sich weigert oder versäumt, eine aufgrund von Artikel 21, § 1 von der Regierung, dem Provinzgouverneur oder dem Bürgermeister angeordnete Notmaßnahme auszuführen;

4° derjenige, der aufgrund Artikel 3, 13, 156 bis 159, 161 à 166, 178, 179, 216 bis 222, 317, 320 bis 323, 343, 344, 345, 392 bis 406 oder aufgrund der kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen eine Erklärung abgeben muss und er unterlässt, diese Erklärung einzureichen, oder absichtlich eine unvollständige oder falsche Erklärung einreicht, um die Anwendung der Artikel 3, 13, 156 bis 159, 161 à 166, 178, 179, 216 bis 222, 317, 320 bis 323, 343, 344, 345, 392 bis 406 oder der kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen zu umgehen.

Art. 395 - Wenn eine Verurteilung aufgrund von Artikel 392 oder Artikel 397 ausgesprochen wird, kann der Richter dem Betreffenden entweder auf Verlangen des Prokurators des Königs, der Region oder des Nebenklägers oder von Amts wegen verbieten, die Anlage oder die Apparate, die infolge des Verstoßes zur Verschmutzung geführt haben, während einer von ihm festgelegten Dauer, die jedoch ein Jahr nicht überschreiten darf, zu benutzen oder laufen zu lassen, um so die Verhältnisse wiederherstellen, die ohne den Verstoß geherrscht hätten.

Der Richter kann dieses Verbot aussprechen, selbst wenn die Anlage oder die Apparate einer Drittperson gehören oder zu einem Betrieb gehören, der von einer Drittperson geführt wird. In diesem Fall darf das Verbot dieser Drittperson gegenüber jedoch erst ausgesprochen werden, nachdem diese vorgeladen worden ist und die Gelegenheit gehabt hat, ihre Verteidigungsmittel vorzubringen.

Art. 396 - Derjenige, der sich weigert oder versäumt, die im vorangehenden Artikel erwähnte Verbotsmaßnahme auszuführen, wird mit den in Artikel 394 angegebenen Strafen belegt.

Art. 397 - Werden mit den -je nach Fall- in Artikeln 392, 393 oder 394 vorgesehenen Strafen belegt:

1° der Arbeitgeber einer in diesen Artikeln gemeinten Person, der dieser einen Auftrag erteilt hat, ohne ihr die Mittel zur Verfügung zu stellen, die zur Einhaltung der Artikel 3, 13, 156 bis 159, 161 bis 166, 178, 179, 216 bis 222, 317, 320 bis 323, 343, 344, 345, 392 bis 406 oder der kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen nötig sind;

2° der Arbeitgeber einer in diesen Artikeln gemeinten Person, der dieser einen Auftrag anvertraut hat, obwohl sie nicht die nötigen Kenntnisse besaß, um ihn unter Beachtung der Artikel 3, 13, 156 bis 159, 161 bis 166, 178, 179, 216 bis 222, 317, 320 bis 323, 343, 344, 345, 392 bis 406 oder der kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen ausführen zu können und der nicht auf angemessene Weise nachgeprüft hat, ob sie diese Kenntnisse besaß;

3° der Arbeitgeber einer in diesen Artikeln gemeinten Person, der wusste, dass ein Verstoß begangen worden würde oder worden war und versäumt hat, ihn zu verhindern oder seine Auswirkungen zu beheben, obwohl er die Möglichkeit dazu gehabt hat.

Art. 398 - Der Arbeitgeber ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen, der Kosten und der Gerichtskosten, zu denen seine Angestellten verurteilt werden, weil sie in Ausübung oder anlässlich ihres Dienstes gegen Artikel 3, 13, 156 bis 159, 161 bis 166, 178, 179, 216 bis 222, 317, 320 bis 323, 343, 344, 345, 392 bis 406 oder gegen die kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen verstoßen haben.

Jede juristische Person ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen, der Kosten und der Gerichtskosten, zu denen ihre Organe verurteilt werden, weil sie in Ausübung oder anlässlich ihres Dienstes gegen Artikel 3, 13, 156 bis 159, 161 bis 166, 178, 179, 216 bis 222, 317, 320 bis 323, 343, 344, 345, 392 bis 406 oder gegen die kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen verstoßen haben.

Art. 399 - § 1. Die Strafe kann auf das Doppelte der Höchststrafe erhöht werden, wenn ein in den Artikeln 392 bis 397 vorgesehener Verstoß erneut begangen wird innerhalb fünf Jahren ab einer vorherigen Verurteilung, die für einen Verstoß gegen einen dieser Artikel durch ein rechtskräftiges Urteil ausgesprochen wurde. Ferner kann die Geldbuße oder die Strafe in diesem Fall nicht unter dem Zehnfachen der Mindeststrafe liegen.

§ 2. Buch I des Strafgesetzbuches -einschließlich des Kapitels VII und des Artikels 85- findet Anwendung auf die im vorliegenden Kapitel vorgesehenen Verstöße.

Art. 400 - § 1. Bei den in Artikeln 392-1°, 392-2°, 393-3°, 393-5°, 396 und 397 erwähnten Verstößen kann der Richter anordnen, dass das Urteil innerhalb einer von ihm festgesetzten Frist auf Kosten des Zuwiderhandelnden oder seines Komplizen in höchstens drei Zeitungen, die er bestimmt, veröffentlicht wird.

§ 2. Unbeschadet der Artikel 42 und 43 des Strafgesetzbuches kann bei den in Artikel 392, 2° erwähnten Verstößen die Beschlagnahme der beweglichen Güter, die dazu gedient haben oder dafür bestimmt worden sind, den Verstoß zu begehen, ebenfalls ausgesprochen werden, wenn sie dem Komplizen gehören und auch wenn Artikel 85 des Strafgesetzbuches zur Anwendung kommt.

KAPITEL II - Sonstige Verstöße

Art. 401 - Wer ordnungsmäßig aufgefordert wird, Auskünfte zu geben, die aufgrund der Artikel 13 und 165 und der kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen von ihm verlangt worden sind, und dies unterlässt, wird mit einer Geldstrafe von sechsundzwanzig bis zu zehntausend Euro belegt.

Art. 402 - Jeder Verstoß gegen Artikel 166 wird mit den in Artikel 458 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Strafen belegt, unbeschadet der eventuellen Anwendung von Disziplinarstrafen.

Art. 403 - Die Regierung kann Strafen auferlegen für die Verstöße gegen die aufgrund der Artikel 3, 13, 156 bis 159, 161 bis 166, 178, 179, 216 bis 222, 317, 320 bis 323, 343, 344, 345, 392 bis 406 beschlossenen Regelungen, wenn diese Verstöße nicht durch einen der Artikel des vorliegenden Kapitels bestraft werden. Diese Strafen dürfen die Polizeistrafen nicht überschreiten.

Art. 404 - Die in den Artikeln 401 und 403 vorgesehenen Strafen können auf das Doppelte der Höchststrafe erhöht werden, wenn derselbe Täter innerhalb zwei Jahren ab einer vorherigen Verurteilung, die wegen Verstoß gegen einen dieser Artikel durch ein rechtskräftiges Urteil ausgesprochen wurde, erneut einen Verstoß gegen denselben Artikel begeht.

Alle Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches - ohne Ausnahme von Kapitel VII oder von Artikel 85 - finden Anwendung auf die in diesen Artikeln vorgesehenen Verstöße.

KAPITEL III — Feststellung, Ermittlung und Verfolgung der Verstöße

Art. 405 - Unbeschadet der den Beamten der Gerichtspolizei obliegenden Aufgaben, sind der Bürgermeister und die zu diesem Zweck durch die Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten dafür zuständig, die Durchführung der Artikel 3, 13, 156 bis 159, 161 bis 166, 178, 179, 216 bis 222, 317, 320 bis 323, 343, 344, 345, 392 bis 406 und der kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen zu überwachen. Zu diesem Zweck verfügen sie über die in Artikel 61 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Alleinbefugnisse in der Ausübung ihres Amtes.

Die Beamten und Bediensteten legen vor dem Gericht erster Instanz ihres Wohnsitzes den Eid ab) Der Hauptgerichtssekretär übermittelt seinen Kollegen der sich in dem Zuständigkeitsgebiet der Aufgaben des Beamten oder Bediensteten befindenden Gerichte erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungsurkunde.

Im Falle eines einfachen Wohnsitzwechsels brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen.

Art. 406 - § 1. Wenn bezüglich eines Verstoßes gegen den Artikel 392 ein Protokoll ausgestellt wurde, können der Bürgermeister, wie auch die von der Regierung zu diesem Zweck bezeichneten Beamten und Bediensteten im Hinblick auf die Vermeidung und Verringerung der in Artikel 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Gefahren, Belastungen und Nachteile oder zu deren Abhilfe:

1° die völlige oder teilweise Betriebseinstellung anordnen;

2° die Geräte versiegeln und, falls notwendig, unverzüglich die vorläufige Betriebsschließung vornehmen;

3° dem Betreiber einen Aktionsplan oder die Einreichung eines Wiederinstandsetzungsplans, oder gegebenenfalls die Hinterlegung einer Sicherheitsleistung zugunsten der Region nach den in dem Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten zur Gewährleistung der Wiederinstandsetzung auferlegen.

Falls der Bürgermeister sich untätig zeigt, verfügen die in Absatz 1 erwähnten Beamten und Bediensteten über dieselben Alleinbefugnisse wie dieser.

Die gemäß dem Absatz 1, 1° und 2° getroffenen Maßnahmen werden von Rechts wegen aufgehoben, wenn die Umweltgenehmigung gewährt wird oder die Erklärung durch die zuständige Behörde als zulässig anerkannt wird.

§ 2. Der gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten verabschiedete Wiederinstandsetzungsplan gilt als Umweltgenehmigung. Die Regierung kann die Modalitäten für die Aufstellung, Genehmigung und Durchführung der Wiederinstandsetzungspläne festlegen.

§ 3. Wenn der Zuwiderhandelnde es vermisst, einen Plan einzureichen oder dessen Bedingungen nicht einhält, können der Bürgermeister oder die Regierung die Wiederinstandsetzung von Amts wegen vornehmen. Dabei handeln sie gemäß § 4.

§ 4. Wenn der Zuwiderhandelnde nicht innerhalb der festgelegten Frist die auferlegten Maßnahmen trifft, kann die Regierung oder ihr Vertreter von Amts wegen oder auf Antrag des Bürgermeisters der in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten öffentlichen Gesellschaft die Ausführung von Amts wegen der Wiederinstandsetzung anvertrauen, die zu Lasten der ermahnten Person erfolgt.

Außerdem kann die Regierung oder ihr Vertreter den in dem vorliegenden Absatz erwähnten Personen auferlegen, gemäß dem Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eine Sicherheitsleistung zu erbringen.

Die Regierung oder ihr Vertreter verständigt per Einschreiben die zu einer Sicherheitsleistung verpflichtete(n) Person(en), wobei sie den Betrag und die möglichen Formen der Sicherheitsleistung angibt.

Wenn innerhalb von acht Tagen keine Sicherheitsleistung erbracht wurde, lässt die Regierung oder ihr Vertreter dem Zuwiderhandelnden einen Zahlungsbefehl zustellen, in dem er unter Gefahr der Vollstreckung durch Pfändung innerhalb von vierundzwanzig Stunden zur Zahlung aufgefordert wird.

Durch die Leistung einer Sicherheit mit einem unzureichenden Betrag infolge der Zustellung eines Zahlungsbefehls wird die Weiterführung der Strafverfolgungen nicht verhindert.

Nach Ablauf der Frist des Zahlungsbefehls kann die Regierung oder ihr Vertreter eine Pfändung vornehmen lassen, die nach den im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Regeln erfolgt.

Titel II — Feststellung der Verstöße und Strafmaßnahmen in Sachen Grundwasser

KAPITEL I — Überwachung und Verwaltungspolizei

Abschnitt 1 — Überwachung

Art. 407 - Unbeschadet der den Beamten der Gerichtspolizei obliegenden Aufgaben, sind der Bürgermeister und die zu diesem Zweck durch die Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten dafür zuständig, die Durchführung der Artikel 3, 13, 167, 169, 171 bis 176, 252, 254 bis 274, 318, 497 bis 410, 434 und 435 und der kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen zu überwachen. Zu diesem Zweck verfügen sie über die in Artikel 61 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Alleinbefugnisse in der Ausübung ihres Amtes.

Die Beamten und Bediensteten legen vor dem Gericht erster Instanz ihres Wohnsitzes den Eid ab. Der Hauptgerichtssekretär übermittelt seinen Kollegen der sich in dem Zuständigkeitsgebiet der Aufgaben des Beamten oder Bediensteten befindenden Gerichte erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungsurkunde.

Im Falle eines einfachen Wohnsitzwechsels brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen.

Abschnitt 2 — Verwaltungspolizeiliche Maßnahmen

Art. 408 - § 1. Wenn bezüglich eines Verstoßes gegen die Artikel 3, 13, 167, 169, 171 bis 176, 252, 254 bis 274, 318, 497 bis 410, 434 und 435 ein Protokoll ausgestellt wurde, kann der Bürgermeister nach Erhalt eines Berichts eines von der Regierung zu diesem Zweck bezeichneten Beamten und Bediensteten im Hinblick auf die Vermeidung und Verringerung der in Artikel 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Gefahren, Belastungen und Nachteile oder zu deren Abhilfe:

1° die völlige oder teilweise Betriebseinstellung anordnen;

2° die Geräte versiegeln und, falls notwendig, unverzüglich die vorläufige Betriebsschließung vornehmen;

3° dem Betreiber einen Aktionsplan oder die Einreichung eines Wiederinstandsetzungsplans, oder gegebenenfalls die Hinterlegung einer Sicherheitsleistung zugunsten der Region nach den in dem Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten zur Gewährleistung der Wiederinstandsetzung auferlegen.

Falls der Bürgermeister sich untätig zeigt, verfügen die in Absatz 1 erwähnten Beamten und Bediensteten über dieselben Alleinbefugnisse wie dieser.

Die gemäß dem Absatz 1, 1° und 2° getroffenen Maßnahmen werden von Rechts wegen aufgehoben, wenn die Umweltgenehmigung gewährt wird oder die Erklärung von der zuständigen Behörde als zulässig anerkannt wird.

§ 2. Der gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten verabschiedete Wiederinstandsetzungsplan gilt als Umweltgenehmigung. Die Regierung kann die Modalitäten für die Aufstellung, Genehmigung und Durchführung der Wiederinstandsetzungspläne festlegen.

§ 3. Wenn der Zuwiderhandelnde es vermisst, einen Plan einzureichen oder dessen Bedingungen nicht einhält, können der Bürgermeister oder die Regierung die Wiederinstandsetzung von Amts wegen vornehmen. Dabei handeln sie gemäß § 4.

§ 4. Wenn der Zuwiderhandelnde nicht innerhalb der festgelegten Frist die auferlegten Maßnahmen trifft, kann die Regierung oder ihr Vertreter von Amts wegen oder auf Antrag des Bürgermeisters der in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten öffentlichen Gesellschaft die Ausführung von Amts wegen der Wiederinstandsetzung anvertrauen, die zu Lasten der ermahnten Person erfolgt. Außerdem kann die Regierung oder ihr Vertreter den in dem vorliegenden Absatz erwähnten Personen auferlegen, gemäß dem Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eine Sicherheitsleistung zu erbringen.

Die Regierung oder ihr Vertreter verständigt per Einschreiben die zu einer Sicherheitsleistung verpflichtete(n) Person(en), wobei sie den Betrag und die möglichen Formen der Sicherheitsleistung angibt.

Wenn innerhalb von acht Tagen keine Sicherheitsleistung erbracht wurde, lässt die Regierung oder ihr Vertreter dem Zuwiderhandelnden einen Zahlungsbefehl zustellen, in dem er unter Gefahr der Vollstreckung durch Pfändung innerhalb von vierundzwanzig Stunden zur Zahlung aufgefordert wird.

Durch die Leistung einer Sicherheit mit einem unzureichenden Betrag infolge der Zustellung eines Zahlungsbefehls wird die Weiterführung der Strafverfolgungen nicht verhindert.

Nach Ablauf der Frist des Zahlungsbefehls kann die Regierung oder ihr Vertreter eine Pfändung vornehmen lassen, die nach den im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Regeln erfolgt.

KAPITEL II — Strafmaßnahmen*Abschnitt 1 — Strafen*

Art. 409 - § 1. Wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit einer Geldstrafe von hundert bis zu fünfhunderttausend Euro oder nur mit einer dieser Strafen belegt:

1° derjenige, der gegen eine aufgrund der Artikel 167 und 173 beschlossene Vorschrift oder Verbotsmaßnahme verstößt;

2° derjenige, der sich der Durchführung der Kontroll- und Überwachungsaufgabe der gemäß Artikel 407 bezeichneten Bediensteten widersetzt;

3° derjenige, der durch betrügerische Mittel die Zahlung der Gebühren oder der Abgaben umgeht, die ihm durch Artikel 3, 13, 167, 169, 171 bis 176, 252, 254 bis 274, 318, 497 bis 410, 434 und 435 und die kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen zu Lasten gelegt werden.

§ 2. Wer ordnungsmäßig aufgefordert wird, Auskünfte zu geben, die aufgrund der Artikel 13 und 176 und der kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen von ihm verlangt worden sind, und dies unterlässt, wird mit einer Geldstrafe von sechszwanzig bis zehntausend Euro belegt.

Abschnitt 2 — Wiederherstellung des früheren Zustands

Art. 410 - Unbeschadet der Anwendung von Kapitel XXIII von Buch IV des vierten Teils des Gerichtsgesetzbuches kann der Richter Folgendes auf Kosten des Verurteilten verfügen:

1° den Abbruch von Anlagen, die in Verstoß gegen Artikel 3, 13, 167, 169, 171 bis 176, 252, 254 bis 274, 318, 497 bis 410, 434 und 435 errichtet worden sind;

2° die Wiederherstellung der Örtlichkeiten in ihrem früheren Zustand;

3° die Durchführung von Maßnahmen, die erforderlich sind, um den Verstoß zu beheben oder die Unsicherheit bzw. die Gesundheitsschädlichkeit zu vermindern.

Der Richter kann der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser ebenfalls erlauben, die Wiederherstellung der Örtlichkeiten selbst vorzunehmen oder die erforderlichen Maßnahmen auszuführen und die diesbezüglichen Kosten zu Lasten des Verurteilten einzutreiben.

Titel III - Feststellung der Verstöße und Strafmaßnahmen in Sachen Wasser für den menschlichen Gebrauch*KAPITEL I — Feststellung, Ermittlung und Verfolgung der Verstöße*

Art. 411 - Unbeschadet der Pflichten, die den Offizieren der Gerichtspolizei obliegen, sind die zu diesem Zweck von der Regierung beauftragten Beamten und Bediensteten befugt, um die Anwendung der Artikel 180 bis 193, 411 bis 415 und 430 und der kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen zu überwachen. Zu diesem Zweck sind sie bei der Ausführung ihrer Aufgabe zu Folgendem berechtigt:

1° in jeden selbst geschlossenen oder überdachten Ort einzudringen, ggf. nachdem sie die Genehmigung eines Untersuchungsrichters erhalten haben, wenn triftige Gründe für die Annahme vorliegen, dass dort ein Verstoß gegen die Artikel 180 bis 193, 411 bis 415 und 430 oder gegen die kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen verübt wird;

2° die Unterstützung der föderalen und lokalen Polizei anfordern;

3° auf der Grundlage ernsthafter Indizien für einen Verstoß alle Prüfungen, Kontrollen, Untersuchungen vornehmen und alle als notwendig betrachteten Auskünfte einziehen, um sich zu vergewissern, dass alle Bestimmungen der Artikel 180 bis 193, 411 bis 415 und 430 beachtet werden, insbesondere:

a) jede Person über jeglichen Tatbestand befragen, dessen Kenntnisnahme zur Ausführung der Überwachung nützlich ist;

b) sich an Ort und Stelle jegliches Dokument, jegliche Bescheinigung oder Urkunde vorzeigen lassen oder solche Unterlagen ausfindig machen, die zur Durchführung ihrer Aufgabe nützlich sind, eine fotografische oder sonstige Kopie davon machen oder diese gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen;

4° gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten Proben entnehmen;

5° nach den gemäß Artikel 412 bestimmten Regeln Analysen vornehmen lassen. Wenn aus dem Protokoll bezüglich der Analyse hervorgeht, dass ein Verstoß vorliegt, wird gemäß § 2, 2° des vorliegenden Artikels Protokoll aufgenommen. Außerdem wird in dem Protokoll die Möglichkeit für den Zuwiderhandelnden angegeben, auf seine Kosten eine Gegenanalyse vornehmen zu lassen.

6° die für den Transport benutzten Fahrzeuge anhalten und deren Ladung kontrollieren;

7° jegliche vorsorgliche Maßnahme treffen, die zur Beweisaufnahme erforderlich ist, insbesondere innerhalb eines Zeitraums, der zweiundsiebzig Stunden nicht überschreitet:

a) das Umstellen von Gegenständen untersagen oder die Betriebe oder Anlagen versiegeln, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können;

b) die Transportmittel und sonstigen Beweisstücke, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können, anhalten, außer Betrieb setzen oder versiegeln.

Sie informieren den Prokurator des Königs innerhalb vierundzwanzig Stunden.

Die Beamten und Bediensteten legen vor dem Gericht erster Instanz ihres Wohnsitzes den Eid ab. Der Hauptgerichtssekretär übermittelt seinen Kollegen der sich in dem Zuständigkeitsgebiet der Aufgaben des Beamten oder Bediensteten befindenden Gerichte erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungs-urkunde.

Im Falle eines einfachen Wohnsitzwechsels brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen.

§ 2. Im Falle eines Verstoßes gegen die Artikel 180 bis 193, 411 bis 415 und 430 und die kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen können die in § 1 erwähnten Beamten und Bediensteten:

1° für den Zuwiderhandelnden eine Frist festlegen, die es ihm ermöglicht, seine Verhältnisse in Ordnung zu bringen; diese Frist darf lediglich einmal verlängert werden; der Beamte oder Bedienstete informiert den Prokurator des Königs und den Bürgermeister der Gemeinde, in der sich die betroffenen Wassergewinnungs- und -versorgungsanlagen befinden, über die getroffenen Vorkehrungen; nach Ablauf der Frist, oder je nach Fall der Verlängerung, verfasst der Beamte oder Bedienstete einen Bericht und übermittelt diesen dem Zuwiderhandelnden und dem Prokurator des Königs innerhalb von fünfzehn Tagen per Einschreiben bei der Post;

2° ein Protokoll aufnehmen, das bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend ist; dieses Protokoll wird dem Prokurator des Königs und unter Androhung der Nichtigkeit dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben bei der Post übermittelt, und zwar innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag der Protokollaufnahme oder des Ablaufs der in Punkt 1° erwähnten Frist.

§ 3. In den Berichten und Protokollen kann der Beamte oder Bedienstete, wenn er es für zweckmäßig hält, dem Prokurator des Königs nahelegen, die Artikel 216bis und 216ter der Strafprozessordnung anzuwenden. Gegebenenfalls gibt er die für die Analyse oder Begutachtung ausgelegten Kosten an.

Art. 412 - Die Regierung beauftragt ein oder mehrere kraft der föderalen Gesetzgebung über die Akkreditierung der Zertifizierungs- und Kontrollstellen sowie der Versuchslaboratorien akkreditierte Laboratorien mit der Durchführung der offiziellen Analysen. Sie kann Muster für die Analyseprotokolle aufstellen, die Analyse- und Gegenanalyseverfahren bestimmen, Regeln zur Verteilung der Analysen unter die Laboratorien sowie zur Finanzierung der Kosten für Analysen und Probeentnahmen festlegen.

KAPITEL II — *Ordnungsstrafen*

Art. 413 - Der Wasserlieferant, der seine Verpflichtungen im Sinne von Art. 182, § 2, Absatz 1, Art. 187 § 3 und § 4 und Art. 188 bis 193 oder der kraft dieser verabschiedeten Bestimmungen nicht sorgfältig erfüllt, kann mit einer Geldstrafe belegt werden, deren Betrag 12.400 Euro nicht übersteigen darf.

Die Personen, die mit einer Ordnungsstrafe belegt werden, werden in Anwendung des vorliegenden Artikels mit dem Begriff "der Zuwiderhandelnde" bezeichnet.

Die Ordnungsstrafe ist lediglich auf den Zuwiderhandelnden anwendbar, selbst wenn der Verstoß von einem Beauftragten oder Mandatsträger begangen wurde.

Die Ordnungsstrafe wird von dem leitenden Beamten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, auferlegt.

§ 2. Die gegen die in § 1, Absatz 1 erwähnten Bestimmungen festgestellten Verstöße werden mit Ordnungsstrafen geahndet, es sei denn, dass die Staatsanwaltschaft unter Berücksichtigung der Schwere des Verstoßes es als angebracht erachtet, Strafverfolgungen einzuleiten. Die Strafverfolgungen schließen die Anwendung einer Ordnungsstrafe aus, auch wenn eine Freispruch diese abschließt.

§ 3. Eine Ausfertigung des Protokolls zur Feststellung des Verstoßes wird dem leitenden Beamten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, übermittelt.

Die Staatsanwaltschaft verfügt über eine Frist von vier Monaten ab dem Tag des Erhalts des Protokolls, um dem leitenden Beamten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, ihren Beschluss bezüglich der Einleitung oder Unterlassung einer Strafverfolgung zuzustellen.

§ 4. Falls die Staatsanwaltschaft auf die Strafverfolgung verzichtet oder die Zustellung ihres Beschlusses innerhalb der festgelegten Frist versäumt, beschließt der leitende Beamte der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, ob die Auferlegung einer Ordnungsstrafe wegen des Verstoßes angebracht ist, nachdem er dem Zuwiderhandelnden die Möglichkeit zur Vorbringung seiner Verteidigungsgründe gegeben hat.

Im Beschluss des leitenden Beamten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, wird der Betrag der Ordnungsstrafe festgelegt und begründet. Er wird gleichzeitig dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben bei der Post mit einer Aufforderung zur Zahlung der Strafe innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist zugestellt.

Durch die Notifizierung des Beschlusses zur Festlegung des Betrags der Ordnungsstrafe erlischt die öffentliche Klage.

Die Zahlung der Strafe beendet die Aktion der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser.

§ 5. Der Zuwiderhandelnde, der den Beschluss des leitenden Beamten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, anfecht, legt bei Strafe von Verfall innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Notifizierung des Beschlusses durch eine Bittschrift einen Einspruch beim Zivilgericht ein. Dieser Einspruch setzt die Durchführung des Beschlusses aus.

Die Bestimmung des vorhergehenden Absatzes wird in dem Beschluss, durch den die Ordnungsstrafe auferlegt wird, angegeben.

§ 6. Wenn der Zuwiderhandelnde es unterlässt, die Strafe zu zahlen, wird der rechtskräftige Beschluss des leitenden Beamten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, oder des Zivilgerichts der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region im Hinblick auf die Beitreibung des Betrags der Ordnungsstrafe übermittelt.

§ 7. Wird innerhalb von drei Jahren ab dem Datum des Protokolls erneut ein Verstoß festgestellt, wird der in Paragraph 1, Absatz 1 des vorliegenden Dekrets erwähnte Betrag verdoppelt.

Fünf Jahre nach dem Tatbestand, der für einen in dem vorliegenden Artikel erwähnten Verstoß grundlegend ist, kann die Verwaltungsverfügung, durch welche die Ordnungsstrafe auferlegt wird, nicht mehr erlassen werden. Die in § 4 Absatz 1 erwähnte, innerhalb der in dem vorhergehenden Absatz festgelegten Frist erfolgende Aufforderung des Zuwiderhandelnden, seine Verteidigungsgründe vorzubringen, unterbricht jedoch deren Verlauf. Durch diese Handlung läuft eine neue Frist von gleicher Dauer, selbst in Bezug auf die Personen, die nicht darin einbezogen sind.

§ 8. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Einziehung der Geldstrafe.

KAPITEL III — Strafverfolgungen

Art. 414 - § 1. Wird mit einer Freiheitsstrafe zwischen 8 Tagen und 3 Jahren und einer Geldstrafe zwischen 2,50 und 25.000 Euro oder nur einer dieser Strafen bestraft:

- 1° der Wasserlieferant, der nicht die geeigneten Ratschläge im Sinne von Art. 182, § 2, Absatz 2, gibt;
- 2° der Wasserlieferant, der nicht die nach dem in Anwendung von Art. 183 festgelegten Verfahren bestimmten Mindestmaßnahmen ergreift;
- 3° derjenige, der gegen die Bestimmungen von Art. 184 verstößt;
- 4° der Wasserlieferant, der nicht die erforderlichen Maßnahmen im Sinne von Art. 186, Absatz 2 ergreift;
- 5° der Wasserlieferant, der das jährliche Kontrollprogramm im Sinne von Art. 188, § 1 nicht aufstellt oder nicht durchführt;
- 6° der Wasserlieferant, der die Wirksamkeit der Behandlung nach Art. 188, § 1, Abs. 3 nicht kontrolliert;
- 7° der Wasserlieferant, der die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Wasser, nicht informiert und die Untersuchung gemäß Art. 190, § 1 nicht vornimmt, der die in Art. 190, § 2 vorgesehenen Abhilfemaßnahmen nicht trifft, der die in Art. 190, § 3, Absatz 1 vorgesehenen Maßnahmen nicht trifft;
- 8° der Wasserlieferant, der die Verbraucher in Anwendung von Art. 192, § 2 nicht informiert.

§ 2. Wird mit einer Geldstrafe von 0,65 Euro bis 248 Euro bestraft:

- 1° der Wasserlieferant, der die betroffene Bevölkerung über die Bestimmungen von Art. 192, § 2, Absatz 1 nicht informiert;
- 2° der Abonnent, der die Bestimmungen von Art. 182, § 3 nicht beachtet;
- 3° der Eigentümer einer Hausinstallation, die nicht gemäß Art. 187, § 3 zertifiziert wäre;
- 4° der Wasserlieferant, der seine Verpflichtungen gemäß Art. 187, § 4 nicht einhält;
- 5° die Privatperson, die den Zugang zu ihrer Hausinstallation gemäß Art. 189 nicht zulässt;
- 6° der Wasserlieferant, der die Verbraucher nicht über die Lage und ggf. über die im Rahmen von Art. 190, § 2, Absatz 3 getroffenen Abhilfemaßnahmen unterrichtet;
- 7° der Wasserlieferant, der die Verbraucher gemäß Art. 190, § 3, Absatz 2 nicht informiert oder berät;
- 8° der Wasserlieferant, der die gemäß Art. 190, § 3, Absatz 3 zu treffenden Maßnahmen nicht beschließt oder mitteilt;
- 9° der Wasserlieferant, der die in Art. 191 vorgesehene zugelassene Prüfstelle nicht informiert;
- 10° der Wasserlieferant, der die in Art. 193, § 2 vorgesehene Information nicht vornimmt.

Derjenige, der gegen die Durchführungserlasse, die in Anwendung der oben angeführten Artikel verabschiedet werden, verstößt, wird mit den in § 1 oder § 2 erwähnten Strafen belegt.

Art. 415 - Die in dem vorliegenden Kapitel vorgesehenen Strafen können auf das Zweifache des maximalen Betrags erhöht werden, wenn innerhalb von fünf Jahren ab einer vorherigen durch einen rechtskräftigen Beschluss erlassenen Verurteilung wegen Verstoß gegen diesen selben Artikel erneut ein in Artikel 414 vorgesehener Verstoß begangen wird. Außerdem darf in diesem Fall die Mindeststrafe nicht unter dem Zehnfachen des Mindestbetrags liegen.

Titel IV — Feststellung der Verstöße und Strafmaßnahmen in Zusammenhang mit durch das Ableiten und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden

Art. 416 - § 1. Verstöße gegen die in Artikel 328 und die kraft dieses verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen vorgesehene Steuerpflicht werden mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu fünf Jahren und mit einer Geldstrafe von 100 bis zu 10.000 Euro oder mit nur einer dieser Strafen geahndet.

§ 2. Im Wiederholungsfall innerhalb von fünf Jahren kann das Strafausmaß das Doppelte der Höchststrafe erreichen.

§ 3. Die Bestimmungen des ersten Buches des Strafgesetzbuches, einschließlich des Kapitels VII und des Artikels 85, sind auf die in Artikeln 210 bis 215 und 325 bis 330 erwähnten Verstöße anwendbar.

§ 4. Die juristische Person ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen, zu denen ihre Beauftragten oder ihre Bevollmächtigten verurteilt werden.

Titel V — Feststellung der Verstöße und Strafmaßnahmen in Sachen Tarifierung

Art. 417 - Im Falle der Versorgung eines Benutzers mit einem Wasser, das den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen nicht entspricht, einer unregelmäßigen Versorgung unter den von den Wallonischen Regierung bestimmten Umständen, einer Unterbrechung oder Einstellung des Dienstes außerhalb der in Art. 203 vorgesehenen Bedingungen, wird die nächste Rechnung, die dem Benutzer zugestellt wird, der diesen Fehler erlitten hat, um einen Betrag vermindert, der nach der folgenden Formel berechnet wird:

$A \text{ mal } B \text{ mal } C,$

wobei: A = der fakturierte Verbrauch

die Dauer des Fakturierungszyklus

B = die Anzahl Tage, während denen der Fehler aufgetreten ist;

C = der zum Zeitpunkt der Fakturierung geltende Tarifbetrag der ersten Verbrauchstranche.

Art. 418 - Wird mit einer Geldstrafe von 2,50 Euro bis 25.000 Euro belegt:

1° der Wasserversorger, der keinen Zähler laut Art. 197 installiert;

2° der Wasserversorger, der die Tarifierung auf der Grundlage von nach den jährlichen Verbrauchsvolumen eingeteilten Tranchen gemäß Art. 228 nicht anwendet;

3° der Wasserversorger, der den Betrag der Gebühr am in Art. 444 vorgesehenen Datum nicht anpasst;

4° der Wasserversorger, der die Bestimmungen in Sachen Fakturierung und Beitreibung des Wasserverbrauchs gemäß Art. 228, 230 und 232 nicht beachtet;

5° der Wasserversorger, der in Fällen, die in Art. 194 bis 209, 228 bis 233, 417 bis 419, 443 und 444 nicht vorgesehen sind, den Dienst einseitig kündigt;

6° der Benutzer, der die Beschlüsse und Anweisungen des Wasserversorgers, durch die der Verbrauch von Wasser bei Dürre, im Falle von technischen Zwischenfällen oder von Zwischenfällen in Zusammenhang mit der Qualität des Wassers nicht beachtet;

7° der Abonnent oder Benutzer, der die in Art. 204 vorgesehenen Durchführungsbestimmungen nicht beachtet.

Art. 419 - Die örtliche Zuständigkeit der gerichtlichen Instanzen, denen die Streitfälle in Zusammenhang mit der Anwendung der Artikel 194 bis 209, 228 bis 233, 417 bis 419, 443 und 444 und der kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen unterbreitet werden, wird aufgrund der Regeln des Gerichtsgesetzbuches bestimmt.

Titel VI — Feststellung der Verstöße und Strafmaßnahmen in Sachen Einziehung und Zahlung der Abgaben

Art. 420 - Wer durch betrügerische Mittel die Zahlung der gesamten in Artikeln 275 bis 316 erwähnten Abgabe oder eines Teils davon umgeht bzw. versucht, sie zu umgehen, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zum sechs Monaten und mit einer Geldstrafe, die dem Doppelten der umgangenen Abgabe entspricht und mindestens 12,50 Euro beträgt, oder mit nur einer dieser Strafe belegt.

Art. 421 - Das Gesetz vom 4. März 1952 über die Zuschlagszehntel zu den Geldstrafen, die von einem Strafgericht verhängt werden, findet keine Anwendung auf die in Artikel 420 erwähnten Strafmaßnahmen.

Titel VII - Feststellung der Verstöße und Strafmaßnahmen in Sachen Sozialfonds für Wasser

Art. 422 - § 1. Wenn der Wasserversorger der in Artikel 239 erwähnten Verpflichtung nicht nachkommt, ist er der "S.P.G.E." (öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) einen Betrag, der 0,0250 Euro pro angerechneten cbm Wasser, für den keine Abgabe angewandt worden ist, schuldig.

§ 2. Im Wiederholungsfall innerhalb von fünf Jahren kann das Strafausmaß das Doppelte der Höchststrafe erreichen.

§ 3. Die Bestimmungen des ersten Buches des Strafgesetzbuches, einschließlich des Kapitels VII und des Artikels 85, werden auf die in diesem Titel erwähnten Verstöße anwendbar.

§ 4. Die juristische Person ist zivilrechtlich haftbar für die Zahlung der Geldstrafen, zu denen ihre Beauftragten oder ihre Bevollmächtigten verurteilt werden.

Titel VIII — Feststellung der Verstöße und Strafmaßnahmen in Sachen nichtschiffbare Wasserläufe

Art. 423 - Diejenigen, die den Artikeln 34 bis 47 oder den kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen zuwiderhandeln, werden mit Polizeistrafen belegt, unbeschadet im Strafgesetzbuch vorgesehener strengerer Strafen.

Art. 424 - Die von der Regierung bezeichneten Beamten der Region sind wie die Offiziere der Gerichtspolizei berechtigt, die in Artikeln 423 und 441 erwähnten Verstöße zu ermitteln und in Protokollen festzustellen.

Titel IX — Feststellung der Verstöße und Strafmaßnahmen in Sachen Wasserstraßen

Art. 425 - Unbeschadet der durch oder kraft anderer gesetzmäßiger oder dekretmäßiger Bestimmungen anderen Beamten zuerkannten Zuständigkeiten können die nachstehenden Beamten innerhalb ihres geographischen Zuständigkeitsbereichs Verstöße gegen Artikel 48 bis 51 und 425 bis 429 und gegen die kraft dieser verabschiedeten vorschriftsmäßigen Bestimmungen feststellen und diesbezüglich Protokolle aufnehmen:

1° die Beamten des Dienstranges A4, die das Amt eines Direktors bekleiden;

2° die Beamten der Dienstränge A5 und A6, die Inhaber eines Diploms als Zivil- oder Industrieingenieur sind;

3° die von der wallonischen Regierung bezeichneten Beamten der Stufe 2+, 2 oder 3, die mit der Überwachung der Wasserstraßen beauftragt sind oder das Amt eines Kontrolleurs der Arbeiten bekleiden.

Die in Absatz 1 angeführten Beamten haben die Eigenschaft eines Bediensteten der Gerichtspolizei. Sie sind zu diesem Zweck bevollmächtigt und vereidigt. Die von ihnen aufgenommenen Protokolle gelten bis zum Gegenbeweis der darin festgehaltenen Handlungen.

Art. 426 - Der Beamte des betroffenen geographischen Zuständigkeitsbereichs, der Inhaber eines Dienstgrades A4 oder höher ist oder in diesem Dienstgrad diensttuend ist, übermittelt die in Artikel 425, Absatz 2 angeführten Protokolle innerhalb von fünfzehn Tagen nach deren Aufnahme dem Urheber des Verstoßes sowie dem zuständigen Beamten der Staatsanwaltschaft.

Art. 427 - § 1. Die in Artikel 425, Absatz 1 angeführten Beamten sind berechtigt, dem vermeintlichen Urheber eines in Artikeln 48 bis 51 und 425 bis 429 genannten Verstoßes Verwarnungen zu erteilen.

§ 2. Wenn sie einer der in Artikel 425 Absatz 1, 1° und 2° angeführten Kategorien angehören, sind diese Beamten berechtigt, die Einstellung der Handlungen oder Arbeiten, die die Befahrbarkeit oder die Unversehrtheit des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen verletzen können, anzuordnen.

Jegliche erteilte Anordnung wird in einem Protokoll schriftlich festgehalten und wird dem Zuwiderhandelnden innerhalb von drei Tagen nach Feststellung der Handlungen, die Anlass zur Protokollierung gegeben haben, durch den Beamten des betroffenen geographischen Zuständigkeitsbereichs, der Inhaber eines Dienstgrades A2 oder höher ist oder in diesem Dienstgrad diensttuend ist, bestätigt.

Art. 428 - § 1. Wenn der Urheber eines in Artikeln 48 bis 51 und 425 bis 429 genannten Verstoßes Schäden am regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen verursacht hat oder zu verursachen droht, werden diese Schäden von den in Artikel 425, Absatz 1 angeführten Beamten durch ein getrenntes Protokoll festgestellt.

Dieses Protokoll wird dem Urheber des Verstoßes innerhalb von fünfzehn Tagen nach dessen Aufnahme per Einschreibebrief übermittelt, aus dem ebenfalls hervorgeht, welche Arbeiten auszuführen sind, um die Instandsetzung des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen zu gewährleisten und in welchem Zeitraum diese zu erfolgen haben.

§ 2. Wenn der Urheber eines Verstoßes die Arbeiten innerhalb der ihm zugestandenen Frist nicht ausführt, ist die Wallonische Regierung berechtigt, das regionale öffentliche Netz der Wasserstraßen auf Kosten und Gefahr des Zuwiderhandelnden instand setzen zu lassen.

§ 3. Insofern die Anforderungen des öffentlichen Dienstes oder die Dringlichkeit dies rechtfertigen, kann die Wallonische Regierung fristlos die Arbeiten zur Instandsetzung des regionalen öffentlichen Netzes auf Kosten und Gefahr des Zuwiderhandelnden ausführen oder ausführen lassen.

Art. 429 - Werden mit einer Geldbuße von mindestens 1 Euro und höchstens 25 Euro belegt:

1° diejenigen, die ohne die in Artikel 51 erwähnte Erklärung oder Umweltgenehmigung zu verfügen, oder ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers die Grenze des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen überschreiten haben oder eine der in Artikel 51 erwähnten Handlungen oder jegliche andere Handlung ausgeführt haben, die einen Verstoß gegen die Unversehrtheit dieses Netzes darstellt oder darstellen kann;

2° diejenigen, die Baustoffe gestohlen haben, die zwecks Arbeiten auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen gelagert wurden;

3° diejenigen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers und in einer Art und Weise, die der Zweckbestimmung des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen nicht entspricht, das öffentliche Netz der Wasserstraßen vollständig oder teilweise besetzt haben;

4° diejenigen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers Freizeit-, Sport- oder Fremdenverkehrsaktivitäten auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen organisieren;

5° diejenigen, die eine Freizeit-, Sport- oder Fremdenverkehrsaktivität auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen ausüben, ohne dabei die von der Wallonischen Regierung festgelegten Bedingungen zu beachten;

6° diejenigen, die ohne schriftliche Genehmigung des Betreibers Werbetafeln oder jegliche Werbung auf dem regionalen öffentlichen Netz der Wasserstraßen anbringen;

7° die Eigentümer, Mieter oder Benutzer von in durch den Betreiber bezeichneten Überschwemmungstätern gelegenen Grundstücken, die es bei Hochwasser unterlassen, alle gelagerten Materialien oder landwirtschaftlichen Erzeugnisse zu entfernen, welche Gefahr laufen, durch das Hochwasser weggeschwemmt zu werden und die Zerstörung oder die Beschädigung der auf diesen Wasserstraßen vorläufig oder endgültig errichteten Kunstbauwerke zu verursachen;

8° jene Personen, die die Lebensfähigkeit des regionalen öffentlichen Netzes der Wasserstraßen oder der auf der genannten Wasserstraße errichteten Bauwerke, Einrichtungen, Anpflanzungen gefährden, indem sie ein Wasserfahrzeug steuern, ohne ihre Fahrweise an die Gegebenheiten des genannten Netzes oder an die Anweisungen der in Artikel 425, Absatz 1 genannten Beamten anzupassen.

TEIL V — Übergangsbestimmungen

Art. 430 - Den nicht akkreditierten Laboratorien, die am 1. Januar 2001 Analysen für Rechnung eines Wasserlieferanten durchführen, und den nicht akkreditierten Einrichtungen, die an diesem Datum Probenentnahmen durchführen, wird aufgrund Artikel 180 bis 193, 411 bis 415 und 430 eine dreijährige Frist ab dem 14. Januar 2003 gewährt, um sich an die geltenden Vorschriften anzupassen.

Art. 431 - Die Regierung bestimmt das Datum bzw. die Daten des Inkrafttretens der Artikel 234 bis 251.

Art. 432 - In Abweichung von Artikel 336, wird der erste Geschäftsführungsvertrag für einen Zeitraum abgeschlossen, der am 31. Dezember 2005 abläuft.

Art. 433 - In Abweichung von Artikel 253, Absatz 2 werden die zur Verteilung in der wallonischen Region bestimmten erzeugten Wasservolumen, auf deren Grundlage die Erzeuger die Abwasserreinigung verhältnismäßig gewährleisten, während einer am 31. Dezember 2004 ablaufenden Übergangsperiode auf der Grundlage der verteilten und den Verbrauchern angerechneten Wasservolumen berechnet.

Art. 434 - Wenn die Regierung eine neue Zone für aufbereitetes Wasser abgrenzt, verfügt der Betreiber einer Wasserentnahmestelle, die in dem Gebiet gelegen ist und einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung bedarf, über eine Frist von zwei Monaten, um eine Umweltgenehmigung oder eine Erklärung zu beantragen. Während des Zeitraums, in dem der diesbezügliche Antrag geprüft wird, kommt Artikel 409, § 1 nicht zur Anwendung.

Art. 435 - Die aufgrund des Gesetzes vom 1. August 1924 über den Schutz von Mineral- und Thermalwasser festgelegten Schutzbereiche sind Präventivzonen, wie sie in Artikel 3, 13, 167, 169, 171 bis 176, 252, 254 bis 274, 318, 497 bis 410, 434 und 435 vorgesehen sind.

Unbeschadet einer Erweiterung dieser Bereiche und einer Verschärfung der darin anzuwendenden Schutzmaßnahmen finden die aufgrund des in Absatz 1 erwähnten Gesetzes bestimmten Schutzregeln vorbehaltlich anderslautender Bestimmungen der Regierung weiterhin Anwendung in diesen Zonen.

Art. 436 - Innerhalb von drei Monaten nach der Verabschiedung durch den Verwaltungsrat des in Artikel 383 erwähnten Statuts wird ein Verfahren zur freiwilligen Übertragung an die Gesellschaft der Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region, die der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (Regionales Unternehmen für Wassergewinnung und -zuleitung) zugewiesen werden, eingeleitet.

Die Modalitäten dieser Übertragung werden im Sektorenausschuss ausgehandelt werden und die folgenden Grundsätze vorsehen:

1° die Beamten werden in ihrem Dienstgrad oder einem gleichwertigen Dienstgrad und in ihrer Eigenschaft übertragen. Sie behalten mindestens die finanziellen Ansprüche und das Dienstalter, die sie hatten oder gehabt hätten, wenn sie die Funktion, von der sie zum Zeitpunkt ihrer Übertragung Inhaber waren, in ihrer ursprünglichen Dienststelle weiter ausgeübt hätten.

Die übertragenen Beamten unterliegen von Amts wegen den Rechten und Pflichten, die mit dem Statut des Personals der Gesellschaft verbunden sind;

2° Das Verfahren zum Aufruf an die Bewerber für eine Übertragung wird innerhalb einer dreimonatigen Frist erfolgen müssen, und der namentliche Erlass bezüglich der Übertragung wird innerhalb der folgenden drei Monate wirksam werden.

Art. 437 - Der Generaldirektor und der stellvertretende Generaldirektor, die bei der "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft) am 17. März 2001 amtieren, sind von Rechts wegen Vorsitzender und Mitglied des Vorstands. Das dritte Mitglied des Vorstands wird durch die Regierung unter den Generalbeamten der "Société wallonne des Distributions d'Eau" ausgewählt.

Ihre Rechte und Pflichten und diejenigen der Gesellschaft werden gemäß den in Artikel 370 erwähnten Modalitäten geregelt.

Sie treten ihr Amt am ersten Tag nach der Einsetzung des ersten, gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels ernannten Verwaltungsrates an.

Art. 438 - Die am 17. März 2001 amtierenden Bediensteten der "Société wallonne des Distributions d'Eau" bleiben Bedienstete der "Société wallonne des Eaux". Sie behalten die gleichen Vorteile wie diejenigen, die sie am 17. März 2001 genossen.

Art. 439 - Die Vorschriften der allgemeinen Gemeindekanalisationspläne bleiben bis zum Inkrafttreten der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet anwendbar.

Art. 440 - Artikel 386 bis 388 werden am 17. März 2001 wirksam.

Art. 441 - Die Provinzialregelungen über die nichtschiffbaren Wasserläufe sowie über die Wasserläufe, die nicht unter die Anwendung des vorliegenden Buches fallen, bleiben in Kraft, solange sie nicht durch die in Artikel 37 erwähnte Regionalordnung über die nichtschiffbaren Wasserläufe ersetzt worden sind.

Art. 442 - Die Wallonische Region übernimmt die Rechte und Pflichten der Provinzen und der Gemeinden, einschließlich der Rechte und Pflichten aus laufenden oder künftigen Gerichtsverfahren, was die vor dem 1. Januar 2005 in der zweiten und der dritten Kategorie eingestufteten Wasserläufe betrifft sowie was die Wasserläufe, die nicht unter die Anwendung der Artikel 34 bis 47 fallen, betrifft.

Die aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe erteilten Genehmigungen verlieren ihre Wirkung am 1. Januar 2005.

Art. 443 - In Abweichung von Art. 197 muss ein am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets bereits bestehender Anschluss, der nicht mit einem Zähler versehen ist, spätestens zum 31. Dezember 2005 von dem Wasserversorger und zu seinem Lasten mit einem Zähler ausgerüstet werden.

Während dieses Übergangszeitraums wird im Falle eines nicht mit einem Zähler versehenen Anschlusses die durch Art. 228 eingeführte einheitliche Tarifierung pro Anschluss angewandt.

Die am 1. Juli 2003 laufenden spezifischen Verträge bleiben anwendbar.

Art. 444 - Artikel 228 tritt am 1. Januar 2005 in Kraft.

Anlage I

Laufende Nummer	Kategorie von Betrieben	Grundlage, auf die sich der Umrechnungsfaktor bezieht	Umrechnungsfaktor		Bemerkung
			C1	C2	
1	2	3	4	5	6
1	Schlachthöfe und private-Schlachthäuser, mit Ausnahme der Zubereitung von Fleisch:				
	a. Schwein	1.000 kg Schlachtgewicht	0,3		
	Im Falle einer Verarbeitung von Därmen, Steigerung von			0,23	
	b. andere Tiere	1.000 kg Schlachtgewicht	0,52		
	Steigerungsfaktoren:				
	- Beseitigung des Panseninhalts			1,18	
	- Beseitigung des Schweinblutes			0,53	
	- Beseitigung des Blutes anderer Tiere			0,96	
2	- Schlachthöfe für Geflügel:				
	Gruppe I	1.000 kg Schlachtgewicht	0,29		1
	Gruppe II	1.000 kg Schlachtgewicht	0,58		1
	Gruppe III	1.000 kg Schlachtgewicht	1,02		1
3	- Stärkefabriken	1.000 kg Rohstoff	3		
4	- Asbest, Asbestzement, Beton, Ziegel, Kalk, Zement Töpferwaren, Glas(-fabriken)	100 Arbeitstage	0,35	0,014	
5	- Werkstätten für die Reparatur von Kraftfahrzeugen, Straßenbahnen oder Zügen, Garagen, Autowaschanlagen	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,05	0,032	
6	- Wäschereien, mit Ausnahme der Waschsalons:				
	a. Nassreinigung	1.000 kg Weißwäsche, ausschließlich aus Krankenhäusern und Hotels: Bettwäsche und Handtücher Für automatische			

		Rollen	0,44	
		1.000 kg Weißwäsche insofern kein anderer Faktor gilt	0,73	
		1.000 kg Buntwäsche, gestellte Arbeitskleidung, Handtücher und Küchentücher	1,02	
		1.000 kg gestärkte Wäsche	1,62	
		100 Arbeitstage	0,18	
		1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,73	
	b. Trockenreinigung c. Färbung von Kleidung			
7	– Fabriken, in denen Putz- und Pflegemittel und Schmier- mittel hergestellt werden	100 Arbeitstage	4,5	0,011
8	– Beizen von Eisen; pro 1.000 kg abgeladenes zweiwertiges Eisen	100 Arbeitstage 100 Arbeitstage	0,23 3,3	0,032 0,032
9	– Zubereitung von vorfritierten Kartoffeln	1.000 kg Kartoffeln	0,87	
10	– Fabriken, in denen Obstkonserven hergestellt werden (Konfitürefabriken einbegriffen)	1.000 kg Äpfel, Birnen, Erdbeeren 1.000 kg Kirschen,, Johannisbeeren und andere süße Früchte	1,02 0,73	
11	– Galvanisierwerke	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,04	0,032
12	– Gaswerke	1.000 kg Rohstoff	1,1	
13	– Druckereien und andere Druckbetriebe, die Papier und Karton gebrauchen	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,04	0,022
14	– Laboratorien	100 Arbeitstage	1,1	0,011
15	Molkereien:			

	a. nicht sanierte Betriebe	1.000 kg geprüfte Milch	0,13	
		1.000 kg in einer Prüfstelle geprüfte Milch	0,06	
		1.000 kg Butter und (aus Butter gewonnenes) Butterfett	4,38	
		1.000 kg Butter (ununterbrochene Zubereitung ohne Waschen)	1,47	
		1.000 kg Käse	4,38	
		1.000 kg Flaschenprodukte	0,35	
		1.000 kg Milchpulver (Walzen trocknung)	1,78	
		1.000 kg Milchpulver (Sprühtrocknung)	1,47	
		1.000 kg Kondensmilch	0,44	
		Zubereitung von Eiscreme pro 1.000 kg Rohstoff	0,44	2
	b. sanierte Betriebe	1.000 kg geprüfte Milch	0,06	
		1.000 kg Butter	2,27	
		1.000 kg Käse	1,78	
16	–Lack- und Farbenfabriken	100 Arbeitstage	11,18	0,017
17	– Kerzenfabriken und Wachsbleichen	100 Arbeitstage	0,65	
18	– Bäckereien und Konditoreien, Fabriken, in denen Nahrungsmittel hergestellt werden, die an keiner anderen Stelle genannt werden	100 Arbeitstage	0,45	
	– Eieraufbereitungsbetriebe	1.000 kg hergestelltes Produkt	0,5	
19	a. Brauereien	1.000 kg Bier	1,33	
	b. Idem bei der Retention des Hopfens und der Treber	1.000 kg Bier	0,34	
20	– Rösten von Erdnüssen	1.000 kg Rohstoff	0,75	
21	– Kakao, Schokolade, Süßwaren und Honig(-fabriken)	1.000 kg Endprodukt	0,29	
22	– Keramikindustrie	100 Arbeitstage	0,22	0,014

23	– Chemische Industrie: a. anorganische Chemie und Umwandlungsprozesse b. organische Chemie	100 Arbeitstage 100 Arbeitstage	11,8 23,6	0,019 0,011
24	Klebstofffabriken	1.000 kg Knochenleim ^{3,7}		
25	– Leder und Felle, Pelze: a. Chromgerbung b. Planzengerbung c. Alaungerberei d. Rauchwarenzurichtung e. Sämischgerberei	1.000 kg Rohstoff 1.000 kg Rohstoff 1.000 kg Rohstoff 1.000 kg Rohstoff 1.000 kg Rohstoff	6,9 7 10 10 20	0,012 0,011 0,011 0,011 0,011
26	– Vernichtungsbetriebe	1.000 kg Bruttogewicht von zu vernichteten Materialien	1,1	0,032
27	– Brennereien	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,06	
28	– EMaillierwerke	1 m ³ gebrauchtes Wasser	0,04	0,032
29	– Fabriken, in denen Gemüse- Konserven hergestellt Werden	1.000 kg geschälte Kartoffeln 1.000 kg blanchierte Kartoffeln 1.000 kg Möhren, Zwiebeln 1.000 kg rote Rüben 1.000 kg grüne Juliennesupe 1.000 kg Spinat, Endivien, Kohlrarten (außer der Zubereitung von Sauerkraut) und Kohlraben 1.000 kg Porree, grüne Bohnen, Stangen- bohnen und Sellerie 1.000 kg Erbsen und Kichererbsen 1.000 kg anderes Gemüse	1,75 1,9 1,3 2,1 0,96 0,75 0,58 1,02 0,5	1 1 1 1 1 1 1 1 1 1
30	– Waschen von Gemüse	1.000 kg Möhren 1.000 kg Schalotten	0,13 0,23	1 1
31	– Hefefabriken und Spiritusbrennereien	1.000 kg Melasse	9,3	
32	– Limonadenfabriken und Wasser in Flaschen	1.000 l hergestelltes Produkt	0,12	

33	– Fabriken, in denen Margarine, Speisefett und –öl hergestellt werden, wenn das Öl ausschließlich durch Pressen der Körner gewonnen wird	1000 kg noch nicht raffiniertes Öl oder Fett 1.000 kg hergestelltes Produkt	0,7	
34	– Mälzereien	1.000 kg Gerste	0,16	
35	– Metallverarbeitung: a. mechanische Arbeit b. Verzinken, Beizen des Nichteisenmetalls	100 Arbeitstage 100 Arbeitstage	0,23 0,23	0,032
36	– Metallindustrie	100 Arbeitstage	0,23	0,032
37	– Papierindustrie	1.000 kg Holzschliff- oder Zellulosepapier Idem Papier aus anderen Stoffen	1,6 7,8	
38	– Fabriken, in denen Strohpappe hergestellt wird	1.000 kg Pappe	4,9	
39	– Parfüm- und Kosmetikfabriken	100 Arbeitstage	5,84	
40	– Fabriken, in denen Fisch- konserven hergestellt werden	1.000 kg Fisch	2,43	
41	– Fabriken, in denen Fisch- mehl hergestellt wird	1.000 kg Fisch	3,3	
42	– Dreschen von Erbsen und Kichererbsen	1.000 kg Rohstoff	0,034	
43	– Fabriken, in denen aus Kartoffeln Stärke gewonnen wird	1.000 kg Kartoffeln	1,44	
44	– Seifenfabriken – wenn der Rückstand aus dem Aussalzen abgeleitet wird	1.000 kg Seife	0,55 3,1	
45	– Rübenzucker- und Rübensaftfabriken – Wenn das Wasser ausschließlich aus den Kondensatoren stammt	1.000 kg Zuckerrüben 1.000 kg Zuckerrüben	0,27 0,027	

46	– Textilindustrie:			
	a. Spinnereien	100 Arbeitstage	0,18	
	b. Webereien	100 Arbeitstage	0,18	
	c. Färbereien	1 m3 gebrauchtes Wasser	0,73	
	d. Bleichstätten	1 m3 gebrauchtes Wasser	0,73	
	e. Wollwäschereien	1.000 kg Rohwolle	7	
47	– Waschen von Tonnen und Fässern	1 m3 gebrauchtes Wasser	0,58	0,021
48	– Vulkanisieranstalten, Fabriken, in denen, Gummiwaren, Kabel und Kunstleder hergestellt werden	100 Arbeitstage	0,08	0,011
49	– Betriebe, in denen Fleisch zubereitet wird	1.000 kg hergestelltes Produkt: Braten von Würsten, Kochen von Schinken	0,73	
		1.000 kg hergestelltes Produkt: andere Zubereitungen	0,45	
50	– Kunststoffverarbeitende Industrie	100 Arbeitstage	0,22	
51	– Kraftwerke	100 Arbeitstage	0,22	0,011
52	– Fischzucht	1.000 kg verteiltes Futter	8	3
53	– Schwimmbäder	1 m3 gebrauchtes Wasser	0,008	

Bemerkungen:

1. Zur Gruppe I gehören Betriebe, deren Wasserverbrauch gering ist (10 m3 pro 1.000 kg Schlachtgewicht), die geeignete Vorsichtsmaßnahmen getroffen haben, um das Blut aufzufangen, und die die Federn oder Abfälle weder feucht behandeln noch transportieren.

Zur Gruppe II gehören Betriebe, die die Federn oder Abfälle nur feucht behandeln und/oder transportieren. Zur Gruppe III gehören Betriebe, die die Federn oder Abfälle feucht transportieren, und alle Betriebe, die Hähnchen braten sowie alle Betriebe, die nicht zu den Gruppen I oder II gehören.

2. Unter "sanierte Molkerei" versteht man die Molkerei, in der geeignete Vorsichtsmaßnahmen getroffen worden sind, um den Verschmutzungsgrad zu begrenzen, wie des Auffangen der letzten Milchtropfen, das Zurückhalten des Wassers, welches zum Waschen der Butter gedient hat, das Sammeln der Pressrückstände, das Verhüten der Wasserausflüsse usw.

3. Prozentsatz der Reduzierung, der mit gewissen Maßnahmen verbunden ist:

1. a. Fütterung mit leicht verdaulichem Futter: 30% ;

1. b. Filtration über Drehfilter am Ausgang der Zuchtbecken: 75% ;

1. c. Absetzteich, dessen Größe der Abflussmenge angepasst ist, mit regelmäßiger Schlammrücknahme: 50%.

Bei Fütterung mit leicht verdaulichem Futter und Anwendung eines der unter Lit. b. oder c. erwähnten Verfahren kann eine globale Reduzierung bis zu 100% gewährt werden; aus den auf Anweisung und unter Aufsicht der Verwaltung durchgeführten Untersuchungen geht hervor, dass die messbare Belastung ganz bzw. fast ganz zurückgegangen ist.

Anlage II

Einheit	Mutmaßlicher Verbrauch
Haushalte	
– Hauptwohntort	100 m ³
– zweiter Wohnort	25 m ³
Campingplätze	
– Standplatz	20 m ³
Betriebe, Büros	
– beschäftigte Person	20 m ³
Lehranstalten	
– Schüler	5 m ³
Internate, Kasernen, Hotels, Altenheime, Pflegeanstalten	
– Bett	45 m ³

Anlage III

Kategorie von Tieren	Belastung je Einheit
Männliche Rinder	
– unter 6 Monaten	1,5
– von 6 bis 12 Monate	3
– von 1 bis 2 Jahre	6
– über 2 Jahren	7,5
Weibliche Rinder	
– unter 1 Jahr	1,5
– von 1 bis 2 Jahre	3,5
– Milchkuh	10
– Mutterkuh oder Schlachtkuh	7,5
Schweine	
– Mastschwein	1,2
– Zuchtsau	3
Geflügel	
– Legehennen	0,06
– Fleischhähnchen	0,04
– anderes Geflügel	0,08
Schafe und Ziegen	
– unter 1 Jahr	0,25
– über 1 Jahr	0,7
Kaninchen	0,4
Pferde	7

Anlage IV

Liste der Güter, die der Tätigkeit des ERPE (Regionales Unternehmen für Wassergewinnung und -zuleitung) zugeteilt sind

1. Wassergewinnungs- und zuleitungsanlagen

1.1. Komplex der Wasseraufbereitungsstation der Weser in Eupen.

1.1.1. Das als Wasseraufbereitungsstation verwendete Gebäude, einschließlich der im Tunnel unter dem Überlauf und in dem eigentlichen Staudamm angelegten Versorgungsleitungen, bis zu den Sicherheitsverschlüssen, diese mit einbegriffen.

1.1.2. Die am Fuße des Staudamms gelegenen Stromerzeugungsanlagen (Turbinen, Alternatoren, elektrische und elektromechanische Ausrüstungen), einschließlich aller Zugangsleitungen.

1.1.3. Die Nebengebäude, die aus folgenden Bauten bestehen:

1.1.3.1. Eine Halle zum Entladen der Reagenzien, die sich auf der Anhöhe am rechten Ufer des Staudamms befindet, sowie die Reagenzienleitungen, welche die Halle mit der Wasseraufbereitungsstation verbinden.

1.1.3.2. Eine am rechten Ufer stromabwärts der Station gelegene Anlage zur Schlammabsetzung, die sich aus fünf Becken und aus Lagerplätzen zusammensetzt.

1.1.3.3. Eine Brückenwaage für die quantitative Kontrolle der Lieferungen des Schüttguts.

1.1.3.4. Ein oberster Speicher mit einem Fassungsvermögen von 50 000 m³ zur Lagerung des behandelten Wassers und zwei am rechten und linken Ufer des Sees eingerichtete Dienstspeicher von 60 m³, sowie die Leitungen, welche diese beiden Wasserspeicher mit der Behandlungsstation verbinden.

1.1.3.5. Die auf der Anhöhe am linken Ufer des Staudamms gelegenen Häuser der Angestellten des Staudamms, mit Ausnahme des von dem Staudammwärter bewohnten Hauses (6 Doppelhäuser, deren Garage, Umspannstation und Zufahrt).

1.2. Komplex der Wasseraufbereitungsstation der Gileppe in Stembert (Verviers).

1.2.1. Ein als Wasseraufbereitungsstation verwendetes Gebäude.

1.2.2. Die Nebengebäude, die aus folgenden Bauten bestehen:

1.2.2.1. Ein Wasserspeicher mit einem Fassungsvermögen von 30 000 m³ (Bronde).

1.2.2.2. Ein Wasserspeicher mit einem Fassungsvermögen von 30 000 m³ (La Louveterie).

1.2.2.3. Eine Lagerhalle, die sich aus einem Lagerraum von 400 m³, aus Büroräumen und Werkstätten zusammensetzt.

1.2.2.4. Ein 300 m langer Abschnitt des aus Beton gebauten Aquädukts der Gileppe.

1.2.2.5. Eine aus Beton gebaute Durchflussöffnung, welche die Behandlungsstation mit dem Wasserspeicher von Bronde verbindet. Diese Durchflussöffnung umfasst eine auf dem Aquädukt eingerichtete Rohwasserentnahmekammer.

1.2.2.6. Eine Kammer genannt Rückflusskammer zum Aquädukt (für das behandelte Wasser bestimmter Teil).

1.2.3. Folgende Leitungen:

1.2.3.1. Zwei Leitungen DN 800 mm aus Stahl, welche die Wasserspeicher von Bronde und von La Louveterie verbinden, einschließlich einer Entlüftungskammer, einer Entleerungskammer und einer Kammer zur Wasserentnahme für den Kunden.

1.2.3.2. Zwei Leitungen DN 800 mm aus Stahl, die den Wasserspeicher von Bronde und die Rückflusskammer zum Aquädukt verbinden, einschließlich der Entleerungskammer.

1.2.3.3. Zwei Leitungen DN 800 mm aus Stahl, die den Wasserspeicher von Bronde und die Kammer 9bis der Wasserzuleitung Eupen-Seraing-Thiba verbinden, einschließlich der Entleerungskammer.

1.2.3.4. Eine Leitung DN 600 mm aus Beton zur Ableitung des Regenwassers der Station zur Weser.

1.2.3.5. Eine Leitung DN 400 mm aus Beton zur Ableitung des industriellen Abwassers der Station zum Sammelkanal der Weser.

1.2.3.6. Eine Leitung DN 600 mm aus Beton von der Regenwasserableitungsstation des Wasserspeichers von La Louveterie zur Bovegnée.

1.2.3.7. Die Zufuhrleitungen und Wasserspeicher zur Rennstrecke von Francorchamps und Stavelot:

1.2.3.7.1. Eine Leitung DN 600 mm aus Stahl von Tiège aus zum Wasserspeicher von Sart.

1.2.3.7.2. Ein Wasserspeicher von 1 500 m³ in Sart.

1.3. Wasserzuleitung Eupen-Verviers-Seraing-Thiba.

1.3.1. Die Leitungen verschiedener DN (1 100, 900 und 800 mm), die Absperrschieberkammern, die Kammern, welche die Entlüftungsventile, Entleerungskammern, Schnüffelventile und die Feuerlöschwasserentnahme bergen, sowie die elektromechanischen Anlagen, zwischen der Wasseraufbereitungsstation von Eupen und der Maas in Flémalle, einschließlich des Dükers in der Maas.

1.3.2. Die Leitung DN 250 mm zur Versorgung der Hochpunkte von Eupen.

1.3.3. Die zur Unterbringung des Aufsichtspersonals der Wasserzuleitung bestimmten Häuser: 2 in Petit-Rechain, route de Battice Nrn. 99 und 101 gelegenen Häuser, 2 in Romsée, avenue Colonel Piron 116 und 137 gelegenen Häuser.

1.3.4. Die Leitungen, Kammern, Räume und Ausrüstungen, die zu der Verbindung zwischen den Rückhaltebecken der Weser und der Gileppe gehören.

1.3.5. Die Leitungen, Kammern, Räume und Ausrüstungen, die zu der Verbindung zwischen der Maas - Hollogne - Thiba gehören.

1.3.5.1. Eine Doppelleitung DN 800 mm aus Stahl zwischen dem Düker in der Maas und der rue Elva in Flémalle.

1.3.5.2. Eine Leitung DN 800 mm aus Stahl zwischen der rue des Priesses und der rue des Anes in Grâce-Hollogne;

1.3.5.3. Eine Leitung DN 800 mm aus Stahl zwischen der rue des Anes und dem Wasserspeicher von Thiba, der Eigentum der C.I.L.E. (Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux) ist.

1.4. Komplex der Wasseraufbereitungsanlage der Ourthe in Nisramont.

1.4.1. Ein als Wasseraufbereitungsstation verwendetes Gebäude mit seinen Erweiterungen, einschließlich der Rohwasserleitungen und -ventile bis zur Staudammmauer, sowie die Schlammbehandlungsanlage.

- 1.4.2. Die am Fuße des Staudamms gelegenen Stromerzeugungsanlagen (Turbinen, Alternatoren, elektrische und elektromechanische Ausrüstungen), einschließlich aller Zugangsleitungen.
 - 1.4.3. Die Nebengebäude, die aus folgenden Bauten bestehen:
 - 1.4.3.1. Die am linken Ufer des Staudamms gelegenen Häuser und Wohnungen der Angestellten des Staudamms, sowie deren Zugangsstrassen, Umspannstationen, Garagen, mit Ausnahme des Hauses und der Garage des Staudammwärters.
 - 1.4.3.2. Zwei Wasserspeicher von je 3 000 m³ für die Lagerung des behandelten Wassers, einschließlich der Pumpstation, Umspannstation und der Zufahrtstrasse.
 - 1.4.3.3. Die Gebäude und Ausrüstungen des Wasserspeichers von 12 000 m³ in Ortho.
 - 1.4.4. Die beiden Druckleitungen DN 400 mm, welche die Station und die Wasserspeicher verbinden, einschließlich der Kammern, welche die Entleerungskammern, Wasserentnahmen für die Häuser, Absperrschieber und Querverbindungen der beiden Leitungen, sowie die Druckstoßsicherung bergen.
 - 1.5. Komplex der Wasseraufbereitungsanlage des Ry de Rome in Pétigny (Couvin).
 - 1.5.1. Ein als Wasseraufbereitungsstation verwendetes Gebäude des Sees des Ry de Rome.
 - 1.5.2. Die Nebengebäude, die aus folgenden Bauten bestehen:
 - 1.5.2.1. Ein oberster Speicher von 5 000 m³ zur Lagerung des behandelten Wassers, einschließlich der angrenzenden Ventilträume.
 - 1.5.2.2. Eine Durchflussöffnung zur Verbindung des Behandlungsgebäudes mit dem obersten Speicher.
 - 1.5.2.3. Außerhalb der Gebäude gelegte Leitungen DN 200 mm, von der place Général Piron aus bis nach Olloy.
 - 1.5.2.4. Eine Lagerhalle.
 - 1.5.2.5. Zwei Teiche zur Aufnahme des Abwassers.
 - 1.5.3. Die hydraulischen, mechanischen und elektrischen Ausrüstungen, die Steuer- und Kontrollvorrichtungen, sowie alle in den oben erwähnten Gebäuden eingerichteten, zum Betrieb der Aufbereitungsstation erforderlichen Zusatzgeräte.
 - 1.5.4. Folgende Zufuhrleitungen aus Kugelgraphitgusseisen:
 - 1.5.4.1. Couvin-Olloy DN 150 mm.
 - 1.5.4.2. Ry de Rome - Oignies - Le Mesnil DN (160-110) mm.
 - 1.5.4.3. Fonds de l'Eau - Presgaux - Aublain DN 150 mm.
 - 1.5.4.4. Mariembourg - Les Vercons DN 300 mm.
 - 1.5.4.5. Les Vercons - Samart DN 250 mm.
 - 1.5.4.6. Olloy-sur-Viroin - Mazée - Niverlée DN 150 mm.
 - 1.5.4.7. Les Vercons - Cerfontaine DN 300 mm.
 - 1.5.4.8. Olloy-sur-Viroin - Wasserspeicher K2 DN 150 mm.
 - 1.5.4.9. Doppelungsleitung Ry de Rome - Mariembourg DN 400 mm.
 - 1.5.4.10. Samart - Sautour - Merlemont DN 150 mm.
 - 1.5.4.11. Olloy-sur-Viroin - Dourbes DN 100 mm.
 - 1.5.4.12. Cerfontaine - Fourbechies DN 150 mm.
 - 1.5.4.13. Pont du Roy - Cul-des-Sarts DN 250 mm.
 - 1.5.4.14. Philippeville - Florennes DN 200 mm.
 - 1.5.5. Folgende Pumpstationen und Wasserspeicher:
 - 1.5.5.1. Pumpvorrichtung vom Ry de Rome nach Oignies.
 - 1.5.5.2. Pumpvorrichtung vom Fond de l'Eau nach Presgaux.
 - 1.5.5.3. Pumpvorrichtung von Mariembourg nach Philippeville.
 - 1.5.5.4. Pumpvorrichtung von Samart.
 - 1.5.5.5. Pumpvorrichtung von Treignes.
 - 1.5.5.6. Wasserspeicher von Oignies.
 - 1.5.5.6. Wasserspeicher von Presgaux.
 - 1.5.5.7. Wasserspeicher K2.
 - 1.6. Gebäude der gegenwärtig auf dem Komplex der Weser eingerichteten Versuchseinheit.
- ## 2. Wasserzuleitungen
- 2.1. Wasserzuleitung Luxemburg-Nord verschiedener DN zwischen 50 und 500 mm.
 - 2.1.1. Die Leitung Ortho - Bande - Soy, einschließlich der Zuleitungen nach Erneuville, Beausaint, Rendeux, Hodister, Grimblemont, Verdenne, Marenne, Bourdon, Waharday und Hotton.
 - 2.1.2. Die Leitung Bande - Nassogne - Rochefort, einschließlich der Zuleitungen nach Masbourg, Forrières, Lesterny, Jemelle und Nassogne.
 - 2.1.3. Die Leitung Bande - Waha - On, einschließlich der Zuleitungen nach Harsin, Aye und HuMain.
 - 2.1.4. Die Versorgungsleitung der Stadt Marche.
 - 2.1.5. Die Leitung Ortho - La Roche - Amonines - Soy, einschließlich der Zuleitung nach Marcourt.
 - 2.1.6. Die Leitung Soy - Heid - Izier, einschließlich der Zuleitungen nach Fanzel, Mormont, Hoursinne, Rideux, Aisne, Villers Ste Gertrude, Vieuxville, Bomal, Izier und Vieux Fourneau.
 - 2.1.7. Die Versorgungsleitung von Barvaux.
 - 2.1.8. Die Leitung Izier - Tohogne.
 - 2.1.9. Die Leitungen Izier - Xhoris et Izier - Ferrières.
 - 2.1.10. Die Druckerhöhungsstation von Ortho.
 - 2.1.11. Der Wasserturm von Izier und dessen Druckerhöhungsanlagen.
 - 2.1.12. Die Druckunterbrechungsspeicher von Ambly, Roy, Hotton, Barvaux und Heyd.
 - 2.1.13. Die Leitungen zum Anschluss an die obersten Wasserspeicher der Gemeindefnetze und der "S.W.D.E." ("Société wallonne des Eaux" - Wallonische Wassergesellschaft).

2.1.14. Die verschiedenen Schieber-, Ausspül-, Verzweigungskammern und Hochbehälter.

2.2. Verstärkungsbauwerke der Wasserzuleitung Luxemburg-Nord.

2.2.1. Doppelungsleitung der Verbindung Ortho - La Roche in DN 500 mm.

2.2.2. Verbindung Lignières - Roy - Marche in DN 300 mm, einschließlich des Druckunterbrechungsgebäudes.

2.2.3. Verstärkung der Versorgungsleitung nach Hargimont in DN 150 mm.

2.3. Bauwerke des Plateau de Bastogne

2.3.1. Verbindung Ortho - Luzery in DN 400 mm.

2.3.2. Der Wasserspeicher von 5 000 m³ in Luzery, einschließlich der elektromechanischen Anlagen.

2.3.3. Die Wasserzuleitung Luzery - Senonchamps - Sainlez - Strainchamps - Martelange.

2.3.4. Die Leitung zwischen Bertogne und Sainte-Ode in DN 50 bis 200 mm.

2.3.5. Die Wasserzuleitung Luzery - Houffalize.

2.3.6. Die Wasserzuleitung Noville - Michamps.

2.3.7. Die Wasserzuleitung Luzery - Bastogne.

2.3.8. Die Wasserzuleitung Strainchamps - Fauvillers - Ebly.

2.3.9. Die Leitungen zum Anschluss an die Gemeindewasserspeicher, einschließlich der hydraulischen Ausrüstung dieser Kanalisationen, welche die Bauwerke folgender Gemeinden betreffen: Bertogne, Compogne, Longchamps, Noville Haut et Bas, Mabompré, Houffalize, Milchamps, Bastogne, Senonchamps, Sainlez, Martelange, Fauvillers und Witry.

2.3.10. Die Schieber-, Ausspül-, Verzweigungskammern der Hochbehälter.

2.3.11. Der Wasserturm von Luzery von 1 000 m³.

2.3.12. Die hydraulischen, mechanischen und elektrischen Ausrüstungen, die Steuer- und Kontrollvorrichtungen, sowie alle zum Betrieb der Bauwerke des Plateau de Bastogne erforderlichen Zusatzgeräte.

DN der oben erwähnten Einrichtungen: von 60 bis 400 mm.

2.4. Leitungen genannt "Bouclage Ouest de Charleroi"

2.4.1. Leitung DN 500, 600 und 700 mm zwischen Fontaine l'Evêque (Forchies) und Gerpinnes (Loverval).

2.4.2. Leitung DN 400 mm nach Fontaine l'Evêque.

2.4.3. Leitung DN 600 mm zwischen Aiseau und Châtelet.

2.4.4. Leitung DN 400 mm zwischen Châtelet und Châtelineau.

2.4.5. Leitung DN 700 mm zwischen Aiseau und Presles.

2.5. Wasserzuleitung Néblon - Aywaille

2.5.1. Leitung Néblon (Comblain-la-Tour) - Pumpstation des Crétalles DN 350.

2.5.2. Pumpstation und Wasserspeicher des Crétalles (Comblain-la-Tour) 500 m³.

2.5.3. Leitung Crétalles - Wasserspeicher von Xhoris DN 350.

2.5.4. Wasserspeicher Xhoris 1 000 m³.

2.5.5. Leitung Xhoris - Aywaille DN 350.

2.5.6. Anschluss von Awan an der Verbindung Néblon - Aywaille DN 200.

2.5.7. Wasserspeicher von Awan (200 m³).

2.5.8. Verstärkung der Versorgungsleitung von Chambralles und Hoyémont.

3. Grundstücke

Die Grundstücke, innerhalb deren Grenzen die in den Punkten 1.1 bis 2.2 erwähnten Gebäude, Bauten und Leitungen eingerichtet sind (Untergrundflächen, Zonen non aedificandi und Dienstbarkeiten), sowie die gesamten Grundstücke, die an die vorhergehenden Grundstücke angrenzen und Rasen- und bewaldete Flächen enthalten.

4. Bewegliche Güter

Die beweglichen Güter, insbesondere rollendes Material, Material und Stoffe, Werkzeuge, Büromaschinen, Telekommunikationsmaterial, die spezifische Software, so wie sie in der am 16.03.2001 verabschiedeten körperlichen Bestandsaufnahme der "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" angeführt wird.

Der Saldo der Finanzmittel der "ERPE" nach Bereinigung der am 31. Dezember 2000 festgestellten Ausgabenverpflichtungen bezüglich der Aufträge, für welche die W.W.G. die Bauherrschaft erhalten hatte.

5. Sonstige Güter

5.1. Eine Leitung DN 600 aus Stahl des Wasserspeichers von Sart in Cockaifagne (Baronheid).

5.2. Die Leitung zwischen Marcourt und Lignières DN 300 mm.

5.3. Eine Leitung aus DN 800-Stahl zwischen der rue Elva in Flémalle und der rue des Priesses.

6. Kartographische Unterlagen

Die oben erwähnten UNBEWEGLICHEN Güter werden auf kartographischen Unterlagen präsentiert, die in dem Gesellschaftssitz der Gesellschaft eingesehen werden können.

Die Liste der Karten ist die Folgende:

- Erbgutplan E.R.P.E./S.W.D.E. Nr. 1

Provinz Luxemburg: Komplex der Ourthe

Wasserzuleitung Luxemburg-Nord

Wasserzuleitung des Plateau de Bastogne

- Erbgutplan E.R.P.E./S.W.D.E. Nr. 2

Provinz Lüttich: Komplex der Weser

Komplex der Gileppe

Wasserzuleitung Eupen - Seraing - Thiba

Wasserzuleitung Néblon - Aywaille

- Erbgutplan E.R.P.E./S.W.D.E. Nr. 3

Provinz Hennegau: Komplex des Ry de Rome

Wasserzuleitung des Ry de Rome

- Erbgutplan E.R.P.E./S.W.D.E. Nr. 4

Provinz Hennegau: "Bouclage Ouest de Charleroi"

- Erbgutplan E.R.P.E./S.W.D.E. Nr. 5

Provinz Namur: Komplex des Ry de Rome

Wasserzuleitung des Ry de Rome

Art. 2 - Folgendes wird aufgehoben:

1° das Gesetz vom 5. Juli 1956 über die Bewässerungsgenossenschaften, abgeändert durch das Gesetz vom 3. Juni 1957, das Gesetz vom 28. Dezember 1967, den Königlichen Erlass vom 28. November 1969 und das Gesetz vom 14. Juli 1976;

2° das Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe, abgeändert durch das Gesetz vom 22. Juli 1970 und das Gesetz vom 23. Februar 1977;

3° das Gesetz vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, abgeändert durch das Gesetz vom 22. Mai 1979, das Dekret vom 16. Juni 1982, das Dekret vom 7. Oktober 1985, das Gesetz vom 21. Dezember 1998 und das Dekret vom 11. März 1999;

4° das Gesetz vom 4. Mai 1983 über die allgemeinen Normen, die die Zielvorstellungen in Bezug auf die Qualität des Oberflächenwassers zu bestimmten Zwecken festsetzen;

5° das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 1990, das Dekret vom 23. Juni 1994, das Programmdekret vom 17. Dezember 1997, das Programmdekret vom 16. Dezember 1998, das Dekret vom 11. März 1999, das Dekret vom 15. April 1999 und das Dekret vom 22. Oktober 2003;

6° das Dekret vom 11. Oktober 1985 zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001;

7° das Dekret vom 23. April 1986 zur Errichtung der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft, abgeändert durch das Dekret vom 5. November 1987, das Dekret vom 25. Juli 1991 und das Dekret vom 7. März 2001;

8° das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und von aufbereitablem Wasser, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993, das Dekret vom 7. März 1996, das Programmdekret vom 17. Dezember 1997, das Dekret vom 11. März 1999, das Dekret vom 15. April 1999, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 und das Dekret vom 12. Dezember 2002;

9° das Dekret vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juli 1991, das Dekret vom 23. Dezember 1993, das Dekret vom 23. Juni 1994, das Dekret vom 7. März 1996, das Programmdekret vom 17. Dezember 1997, das Dekret vom 11. März 1999, das Dekret vom 15. April 1999, das Dekret vom 31. Mai 2001, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 und das Dekret vom 12. Dezember 2002;

10° Artikel 16 des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, abgeändert durch das Dekret vom 15. April 1999;

11° das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung), abgeändert durch das Dekret vom 7. März 2001 und das Dekret vom 22. Oktober 2003;

12° das Dekret vom 7 März 2001 zur Umgestaltung " der Société wallonne des Distributions d'Eau" (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft), abgeändert durch das Dekret vom 18. Juli 2001, das Dekret vom 20. Dezember 2001, das Dekret vom 19. Dezember 2002 und das Dekret vom 22. Oktober 2003;

13° das Dekret vom 12. Dezember 2002 bezüglich der Qualität des Wassers für den menschlichen Gebrauch;

14° das Dekret vom 20. Februar 2003 zur Gründung eines Sozialfonds für Wasser in der Wallonischen Region, abgeändert durch das Programmdekret vom 18. Dezember 2003;

15° das Dekret vom 27. November 2003 zur Zustimmung zum am 3. Dezember 2002 in Gent unterzeichneten internationalen Maasabkommens sowie zu seinen Anlagen;

16° das Dekret vom 27. November 2003 zur Zustimmung zum am 3. Dezember 2002 in Gent unterzeichneten internationalen Scheldeabkommens sowie zu seinen Anlagen;

17° das Dekret vom 12. Februar 2004 über die Tarifierung und die allgemeinen Bedingungen der öffentlichen Wasserversorgung in der Wallonie.

Art. 3 - § 1. Die Regierung kann die in Artikel 1 erwähnten Dekretsbestimmungen mit den Erlassen der Wallonischen Regierung über die gleiche Angelegenheit koordinieren und in Übereinstimmung bringen, indem sie die geeigneten Abänderungen zwecks einer formalen Vereinfachung vornimmt, ohne dass die in diesen Dekretsbestimmungen eingetragenen Grundsätze beeinträchtigt werden können.

Zu diesem Zweck kann sie:

1° die Reihenfolge, die Numerierung und allgemein die Präsentation der zu koordinierenden Bestimmungen ändern;

2° zwischen den Dekretsbestimmungen und den vorschriftsmäßigen Bestimmungen unterscheiden, und zwar jeweils:

a. durch die Betitelungen "Dekretsbestimmungen" und "Vorschriftsmäßige Bestimmungen";

b) durch den Buchstaben "D" und den Buchstaben "R" über jeder Artikelnummer;

3° die Angaben abändern, die in den zu koordinierenden Bestimmungen enthalten sein könnten, damit sie mit der neuen Numerierung in Übereinstimmung gebracht werden.

Die Koordinierung trägt folgenden Titel: "Buch II des Umweltgesetzbuches: Wasser".

§ 2. Die Regierung kann die Angaben abändern, die in den Bestimmungen der Gesetze und Dekrete enthalten sein könnten, die nicht Gegenstand der in § 1 erwähnten Koordinierung sind, damit sie mit der Numerierung des Buches II des Umweltgesetzbuches in Übereinstimmung gebracht werden.

Art. 4 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft. Die Regierung kann je Artikel oder je in einem Artikel enthaltene Bestimmung unterschiedliche Daten festlegen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der KMB, der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Sitzung 2003-2004*

Dokumente des Rats 696 (2003-2004) Nr. 1 bis 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung

Diskussion - Abstimmung

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3746

[2004/202818]

27 MEI 2004. — Decreet betreffende Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De hiernavolgende bepalingen vormen het decreetgevende gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek :

“Boek II. — WATER

Deel I. — Algemeen

Titel I. — Beginselen

Artikel 1. § 1. Het water maakt deel uit van het gemeenschappelijk erfgoed van het Waalse Gewest. De kringloop van het water wordt op globale en geïntegreerde wijze beheerd met de blijvende bekommernis om in het kader van een duurzame ontwikkeling tegelijk de kwaliteit en het voortbestaan van die rijkdom te waarborgen.

§ 2. Het waterbeleid in het Waalse Gewest heeft als doelstellingen :

1° aquatische ecosystemen en, wat de waterbehoeften ervan betreft, terrestrische ecosystemen en waterrijke gebieden die rechtstreeks afhankelijk zijn van aquatische ecosystemen, voor verdere achteruitgang behoeden, en beschermen en verbeteren;

2° duurzaam gebruik van water bevorderen, op basis van de bescherming van de beschikbare waterbronnen op lange termijn;

3° verhoogde bescherming en verbetering van het aquatische milieu beogen, onder andere door specifieke maatregelen voor de progressieve vermindering van lozingen, emissies en verliezen van prioritaire stoffen en voor het stopzetten of geleidelijk beëindigen van lozingen, emissies of verliezen van prioritaire gevaarlijke stoffen;

4° zorgen voor de progressieve vermindering van de verontreiniging van grondwater en oppervlaktewater en verdere verontreiniging hiervan voorkomen;

5° bijdragen aan de afzwakking van de gevolgen van overstromingen en perioden van droogte;

6° de menselijke gezondheid beschermen tegen de schadelijke gevolgen van de aantasting van het voor menselijke consumptie bestemde water door de gezondheid en de schoonheid ervan te waarborgen in overeenstemming met Richtlijn 98/83/EG van de Raad van 3 november 1998 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water.

Op die manier draagt de kaderrichtlijn Water bij tot :

1° de beschikbaarheid van voldoende oppervlaktewater en grondwater van goede kwaliteit voor een duurzaam, evenwichtig en billijk gebruik van water;

2° de gevoelige vermindering van de verontreiniging van grond- en oppervlaktewater;

3° de bescherming van territoriale en mariene wateren;

4° het bereiken van de doelstellingen van de toepasselijke internationale overeenkomsten, met inbegrip van die welke tot doel hebben de verontreiniging van het mariene milieu te voorkomen en te elimineren en het stopzetten of geleidelijk beëindigen van lozingen, emissies of verliezen van prioritaire gevaarlijke stoffen die een onaanvaardbaar gevaar voor of via het aquatisch milieu inhouden met als ultieme doelstelling het bereiken, in het mariene milieu, van concentraties die dicht bij de basisniveaus liggen voor de natuurlijk aanwezige stoffen en die dicht bij nul liggen voor de door de mens voortgebrachte stoffen;

5° de valorisering van het water als economische hulpbron en de verdeling van die hulpbron om bij alle verschillende gebruiken, activiteiten of werken aan de vereisten inzake gezondheid, volksgezondheid, veiligheid van de burgers en bevoorrading van de bevolking met drinkwater, de instandhouding en het vrije verloop van water en de bescherming tegen de overstromingen, de landbouw, de visvangst, de nijverheid, de energieproductie, het vervoer, de toerisme en de watersport, evenals alle andere toegelaten menselijke activiteiten te voldoen of ze te verzoenen.

§ 3. Iedere persoon heeft het recht om over drinkwater van voldoende kwaliteit en in voldoende hoeveelheid te beschikken voor zijn voeding, zijn huishoudelijke behoeften en zijn gezondheid. De voor de uitoefening van dat recht verrichte waterwinningen en lozingen van afvalwater mogen de natuurlijke functies en het voortbestaan van de rijkdom niet in gevaar brengen.

Titel II. — Begripsomschrijvingen

Art. 2. Voor de toepassing van dit boek wordt verstaan onder :

1° “agglomeratie” : gebied waarin de bevolking en/of de economische activiteiten voldoende geconcentreerd zijn om het opvangen van stedelijk afvalwater en de afvoer ervan naar een waterzuiveringsstation of een uiteindelijke lozingsplaats mogelijk te maken;

2° “gecombineerde benadering” : benadering waarbij de verontreiniging aan de bron aangepakt wordt door de vaststelling van emissiegrenswaarden en milieukwaliteitsnormen;

3° “watervoerende laag” : één of meerdere ondergrondse rotslagen of andere geologische lagen die voldoende poreus en doorlaatbaar zijn voor een significante grondwaterstroming of de onttrekking van aanzienlijke hoeveelheden grondwater;

4° “openbare sanering” : het geheel der verrichtingen inzake de opvang van afvalwater, openbare waterzuivering en afwateringswerken als bedoeld in artikel 217, tweede lid, met inbegrip van het afvoeren van overstromingswater naar mijnverzakkingsgebieden in zoverre dit onontbeerlijk is voor het behalen van resultaten inzake de openbare sanering;

5° “stroomgebiedsoverheid” : de bestuurlijke overheid die bevoegd is voor het beheer van alle Waalse stroomgebieden;

6° “stroomgebied” : elk gebied vanwaar al het over een oppervlak lopend water via een reeks rivieren, stromen en, eventueel, meren naar zee stroomt, waarin het door één enkele monding, trechtermonding of delta terecht komt;

7° “Waals stroomgebied” : het deel van elk internationaal stroomgebiedsdistrict dat op het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen is;

8° “boot” : vaartuig dat zich al dan niet met behulp van een motor op het wateroppervlak drijvende kan houden;

- 9° "last van de dienst": het geheel der verplichtingen die opgelegd worden aan de persoon die, naar gelang het geval, de hoedanigheid van abonnee of gebruiker heeft;
- 10° "verzamelleidingen": leidingen die de rioleringen verbinden met de plaatsen die voorzien zijn of vermoedelijk voorzien zijn voor de zuivering van afvalwater;
- 11° "comité voor watercontrole": comité ingesteld bij artikel 4;
- 12° "wateradviescommissie": commissie ingesteld bij artikel 3;
- 13° "internationale commissie ter bescherming van de Maas": de internationale commissie ingesteld bij het internationale Maas-akkoord;
- 14° "internationale commissie ter bescherming van de Schelde": de internationale commissie ingesteld bij het internationale Schelde-akkoord;
- 15° "meter": meetinstrument en toebehoren voor de bepaling van de over een bepaalde periode verbruikte waterhoeveelheid;
- 16° "dienstencontract voor sanering": overeenkomst gesloten tussen een producent van tot drinkwater verwerkbaar water en de "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare maatschappij voor waterbeheer) waarbij de waterproducent de dienst van de "Société" huurt om volgens een bepaalde planning de openbare sanering te verrichten van een waterhoeveelheid die overeenstemt met de geproduceerde waterhoeveelheid om via het openbare leidingennet in het Waalse Gewest te worden verdeeld;
- 17° "dienstencontract inzake waterzuivering en -opvang": overeenkomst gesloten tussen de "Société publique de Gestion de l'Eau" en de erkende waterzuiveringsmaatschappijen waarbij laatstgenoemde tegen vergoeding in naam en opdracht van eerstgenoemde overheidstaken, onderzoeken, de bouw van zuiveringssystemen en de zuivering van bepaalde hoeveelheden afvalwater uitvoeren;
- 18° "dienstencontract voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water": overeenkomst gesloten tussen een producent van tot drinkwater verwerkbaar water die dat water voor verdeling over de openbare leidingen bestemt en de "Société publique de Gestion de l'Eau" waarbij laatstgenoemde tegen vergoeding de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water zoals bepaald in de programma's bedoeld in artikel 318, § 2, laat uitvoeren;
- 19° "controles van de emissies": controles die een specifieke emissiegrens vereisen, bijvoorbeeld een emissiegrenswaarde, of waarbij op een andere wijze grenzen of voorwaarden worden opgelegd aan de gevolgen, de aard of aan andere kenmerken van een emissie of van functioneringsvoorwaarden die de emissies beïnvloeden;
- 20° "niet-bevaarbare waterlopen": de rivieren en beken die de regering niet bij de klasse van bevaarbare waterlopen heeft ondergebracht, stroomafwaarts van het punt waarop hun waterbekken minstens honderd hectare bedraagt. Dat punt wordt oorsprong van de waterloop genoemd;
- 21° "milieukosten": kostprijs van de schade van het watergebruik voor het leefmilieu, de ecosystemen en de gebruikers van het leefmilieu;
- 22° "kosten voor de hulpbron": kostprijs van de uitputting van de bodemrijkdom die het teloorgaan van bepaalde mogelijkheden voor andere gebruikers teweegbrengt als gevolg van het inkrimpen van de bodemrijdommen tot onder het natuurlijke hernieuwings- of recuperatiecijfer;
- 23° "reële kostprijs voor de sanering": kostprijs, berekend per kubieke meter, die de gezamenlijke kostprijs voor de openbare sanering van het huishoudelijk afvalwater inhoudt;
- 24° "reële kostprijs voor de verdeling": kostprijs, berekend per kubieke meter, die de gezamenlijke kostprijs voor de waterproductie en de waterverdeling inhoudt, met inbegrip van de kostprijs voor de bescherming van het met het oog op de openbare verdeling ontnomen water;
- 25° "datum van de kennisgeving": de eerste dag na de afgifte aan de post van het stuk waarvan kennis gegeven wordt;
- 26° "lozing van afvalwater": het afvalwater dat via leidingen of via elk ander middel, met uitzondering van het natuurlijke afvloeien van hemelwater, in grondwater of oppervlaktewater binnendringt;
- 27° "directe lozing in het grondwater": lozing van verontreinigende stoffen in grondwater zonder dat het via de bodem of de ondergrond doorsijpelt;
- 28° "verdeler": uitbater van de dienstverlening "openbare waterverdeling";
- 29° "internationaal stroomgebiedsdistrict": een land- en zeegebied bestaande uit één of meerdere aan elkaar grenzende stroomgebieden van meerdere lid-Staten van de Europese Gemeenschap, met de bijkomende grond- en kustwateren, dat als voornaamste eenheid voor het stroomgebiedsbeheer wordt omschreven;
- 30° "kustwateren": de oppervlaktewateren, gelegen aan de landzijde van een lijn waarvan elk punt zich op een afstand bevindt van één zeemijl zeewaarts van het dichtstbijzijnde punt van de basislijn vanwaar de breedte van de territoriale wateren wordt gemeten, zo nodig uitgebreid tot de buitengrens van een overgangswater;
- 31° "binnenwateren": het stilstaand of stromende water op het landoppervlak en het grondwater aan de landzijde van de basislijn vanwaar de breedte van de territoriale wateren wordt gemeten;
- 32° "koelwater": het water dat in de nijverheid gebruikt wordt voor de afkoeling in open kringloop en dat niet in aanraking is gekomen met de af te koelen stoffen;
- 33° "voor menselijke consumptie bestemd water": water, dat onbehandeld of na behandeling bestemd is om gedronken te worden, te koken, levensmiddelen te bereiden of voor andere huishoudelijke doeleinden, ongeacht de herkomst ervan, en ongeacht of het verdeeld wordt via een distributiekanaal via leidingen of vanaf een privé-aansluitpunt, een watertankwagen of -boot, evenals het water dat verstrekt wordt aan de voedingsmiddelenbedrijven via een distributienet voor het in die ondernemingen bewerkt of behandeld wordt;
- 34° "oppervlaktewater": binnenwateren, met uitzondering van grondwater, overgangswater en kustwateren, behalve voor zover het de scheikundige toestand betreft, ook de territoriale wateren;
- 35° "gewoon oppervlaktewater": het water van de bevaarbare waterwegen, het water van de niet-bevaarbare waterlopen, met inbegrip van hun ondergrondse loop, de beken en rivieren, zelfs met intermitterend stromend water stroomopwaarts van het punt waar ze ondergebracht zijn bij de niet-bevaarbare waterlopen, het water van meren, vijvers en ander stromend en stilstaand water, met uitzondering van het water van de kunstmatige afvoerwegen;
- 36° "overgangswater": een oppervlaktewaterlichaam in de nabijheid van een riviermonding, dat gedeeltelijk zout is in de nabijheid van kustwateren maar dat in belangrijke mate beïnvloed is door zoetwaterstromen;
- 37° "tot drinkwater verwerkbaar water": alle grond- of oppervlaktewater dat op natuurlijke wijze of na een aangepaste fysisch-chemische of microbiologische behandeling bestemd is om verdeeld te worden en zonder gevaar voor de gezondheid gedronken kan worden;

38° "grondwater": al het water dat zich onder het bodemoppervlak bevindt in de verzadigde bodem en rechtstreeks in voeling staat met de bodem of ondergrond;

39° "afvalwater":

- het kunstmatig verontreinigd water of het water waarvan gebruik is gemaakt, met inbegrip van het koelwater;
- het kunstmatig van regen afkomstige afvloeiend hemelwater;
- het met het oog op lozing gezuiverde water;

40° "afvalwater uit de landbouw": het afvalwater dat afkomstig is van bedrijven waar dieren gehouden of gefokt worden en die daardoor een globale afvoer van vervuulende stoffen tot stand brengen die lager is dan een door de regering vastgesteld cijfer en die noch permanente diertuinen of -parken zijn. Voor de toepassing van de artikelen 275 tot en met 316 wordt dat water gelijkgesteld met huishoudelijk afvalwater, behoudens door de regering toegestane afwijking;

41° "huishoudelijk afvalwater":

a) het water dat enkel bevat:

- water afkomstig van sanitaire installaties;
- water afkomstig uit keukens;
- water afkomstig van de schoonmaak van gebouwen zoals woningen kantoren, ruimtes voor klein- of groothandel, schouwburgen, kazernes, campings, gevangenissen, onderwijsinrichtingen met of zonder internaat, hospitalen, klinieken en andere inrichtingen waar niet-besmettelijke zieken ondergebracht zijn en verzorgd worden, zwembaden, hotels, restaurants, dranksluiterijen, kapsalons;
- water afkomstig van de thuis verrichte huishoudelijke was;
- water afkomstig van de reiniging van niet van motoren voorziene rijtuigen (fietsen, tandems, driewielers enz) en van rijwielen met hulpmotoren (cyclinderinhoud die de 50 cm³ niet te boven gaat);
- water afkomstig van de reiniging van minder dan tien voertuigen en hun aanhangwagens per dag (zoals voertuigen, bestelwagens en vrachtwagens, autobussen en autocars, tractoren, motorfietsen), met uitzondering van spoorvoertuigen;
- evenals, in voorkomend geval, regenwater;

b) afvalwater afkomstig van wasinrichtingen waarvan de wasmachines uitsluitend door de klanten worden gebruikt;

c) afvalwater afkomstig van fabrieken, werkplaatsen, opslagplaatsen en laboratoria die minder dan zeven personen tewerkstellen, behalve indien de overheid die bevoegd is voor de toekenning van de milieuvergunning of de milieuverklaring ontvangt, oordeelt dat het afvalwater schadelijk is voor de riolering en/of voor de normale werking van een waterzuiveringsstation of het milieu dat het afvalwater ontvangt en dat niet als bij de klasse van het huishoudelijk afvalwater mag worden ondergebracht;

42° "industriële afvalwater": ander afvalwater dan huishoudelijk afvalwater en afvalwater uit landbouw;

43° "openbare riolering": openbare waterafvoerwegen, bestaande uit ondergrondse leidingen bestemd voor de opvang van afvalwater;

44° "zuivering": primaire, secundaire of gepaste afvalwaterbehandeling, voor lozing ervan in een stroomgebied, met het oog op de inachtneming van de normen en voorschriften met betrekking tot het stedelijk afvalwater en met het oog op het bekomen, in het ontvangende milieu, van water dat beantwoordt aan de dwingende waarden of aan de richtwaarden, overeenkomstig de bepalingen betreffende het ontvangende water;

45° "oppervlaktewatertoestand": de algemene aanduiding van de toestand van een oppervlaktewaterlichaam, bepaald door de ecologische en de scheikundige toestand ervan, en wel door de slechtste van beide toestanden;

46° "grondwatertoestand": de algemene aanduiding van de toestand van een grondwaterlichaam, bepaald door de ecologische en de scheikundige toestand ervan, en wel door de slechtste van beide toestanden;

47° "scheikundige toestand van oppervlaktewater": de aanduiding van de concentratie aan verontreinigende stoffen in het water, het sediment of de levende wezens;

48° "scheikundige toestand van grondwater": de aanduiding van de geleidbaarheid en van de concentraties aan verontreinigende stoffen in een grondwaterlichaam;

49° "ecologische toestand": de aanduiding van de kwaliteit van de structuur en van het functioneren van de aquatische ecosystemen die met het oppervlaktewater geassocieerd zijn;

50° "kwantitatieve toestand": de aanduiding van de mate waarin een grondwaterlichaam door directe of indirecte wateronttrekking beïnvloed wordt;

51° "ambtenaar belast met de invordering": de ambtenaar die in het ambt van de "ontvanger der belastingen en retributies" is geïnstalleerd bij het secretariaat-generaal van het ministerie van het Waalse Gewest, Afdeling Thesaurie;

52° "sociaal waterfonds": het financiële mechanisme omschreven in de artikelen 237 tot en met 251 waaraan de verdelers, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de "Société publique de Gestion de l'Eau" een bijdrage leveren;

53° leveranciers:

- a) de uitbater van een openbaar net voor de waterdistributie via waterleidingen;
- b) de uitbater van een privé-wateraanluitpunt waardoor de verbruikers via waterleidingen bevoorrad kunnen worden zonder dat een openbaar waterleidingennet ingeschakeld wordt;
- c) de operator die water verstrekt met een watertankwagen of -boot;

54° "slijk": de stof voortgebracht bij het schoonmaken van een septische put;

55° "woning": individuele woning in de zin van artikel 1, 4°, van de Waalse Huisvestingscode;

56° "meer": een massa stilstaand landoppervlaktewater;

57° "kunstmatig waterlichaam": oppervlaktewaterlichaam dat tot stand komt door de menselijke bedrijvigheid;

58° "oppervlaktewaterlichaam": een onderscheiden oppervlaktewater van aanzienlijke omvang, zoals een meer, een reservoir, een rivier, een stroom of een kanaal, een deel van een rivier, een stroom of een kanaal, overgangswater of een strook kustwater;

59° "sterk veranderd waterlichaam": oppervlaktewaterlichaam dat door fysische kwaliteitswijzigingen ingevolge de menselijke bedrijvigheid wezenlijk is veranderd van aard, zoals aangewezen door de stroomgebiedsoverheid;

- 60° "grondwaterlichaam": een afzonderlijke grondwatermassa binnen één of meerdere watervoerende lagen;
- 61° "algemene beschermingsmaatregelen": maatregelen ter bescherming van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water, geldend voor het gehele grondgebied van het Waalse Gewest;
- 62° "milieukwaliteitsnorm": de concentratie van een bepaalde verontreinigende stof of groep van verontreinigende stoffen in water, sediment of biota die om de menselijke gezondheid en het leefmilieu te beschermen, niet overschreden mag worden;
- 63° "kennisgeving": het versturen van een procedureakte als origineel of als afschrift, bij ter post aangetekend schrijven;
- 64° "leefmilieudoelstellingen": doelstellingen vervat in artikel 22;
- 65° "waterwinningswerken": alle putten, waterwinningen, draineringen en, in het algemeen, alle werken en installaties die als doel of gevolg het winnen van water hebben, met inbegrip van de waterwinningspunten bij het ontspringen van bronnen;
- 66° "verontreinigende stof": elke stof die tot verontreiniging kan leiden;
- 67° "verontreiniging": de directe of indirecte inbreng door menselijke activiteiten van stoffen of warmte in lucht, water of bodem die de gezondheid van de mens of de kwaliteit van aquatische ecosystemen of van rechtstreeks van aquatische ecosystemen afhankelijke terrestrische ecosystemen kunnen aantasten, schade berokkenen aan materiële goederen dan wel de belevingswaarde van het milieu of ander rechtmatig milieugebruik aantasten of daaraan in de weg staan;
- 68° "ecologisch potentieel": de toestand van een sterk veranderde of kunstmatig waterlichaam dat overeenkomstig de krachtens artikel 22, § 7, door de regering getroffen bepalingen bij een klasse is ondergebracht;
- 69° "waterwinning": waterwinningsverrichting, met inbegrip van het uitputten van toevallige toevloeiingen;
- 70° "aansluiting": geheel der waterleidingen en instrumenten voor de waterbevoorrading van een pand, vanaf de waterwinning op de moederleiding van de verdeler tot en met de meter;
- 71° "belastingplichtige": elke persoon die waterhoeveelheden afneemt die krachtens artikel 252 onderhevig zijn aan een retributie of een bijdrage;
- 72° "rivier": binnenwaterlichaam dat voor het merendeel op het bodemoppervlak stroomt, maar dat eveneens op een deel van zijn traject ondergronds kan stromen;
- 73° "dienstverlening": geheel der technische en bestuurlijke handelingen met het oog op het waarborgen van de openbare waterverdeling;
- 74° "waterdiensten": alle diensten die ten behoeve van de huishoudens, openbare instellingen of andere economische actoren voorzien in:
- a) onttrekking, opstuwing, opslag, behandeling en distributie van oppervlakte- of grondwater;
 - b) installaties voor de verzameling en behandeling van afvalwater, die daarna in oppervlaktewater lozen;
- 75° "betekening": de afgifte bij gerechtsdeurwaardersexploot van een afschrift van de akte;
- 76° "S.P.G.E.": de "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer);
- 77° "deelstroomgebied": het gebied vanwaar al het over het oppervlak lopende water een reeks stromen, rivieren en eventueel meren volgt, tot een bepaald punt in een waterloop (gewoonlijk een meer of een samenvloeiing van rivieren);
- 78° "Waal deelstroomgebied": het deel van een Waals stroomgebied zoals bedoeld in artikel 7;
- 79° "gevaarlijke stoffen": de stoffen of groepen van stoffen die giftig, persistent en bioaccumuleerbaar zijn, en andere stoffen of groepen van stoffen die aanleiding geven tot evenveel bezorgdheid;
- 80° "prioritaire gevaarlijke stoffen": stoffen aangewezen door de regering;
- 81° "prioritaire stoffen": stoffen aangewezen door de regering;
- 82° "gebruiker": elke persoon die de dienstverlening openbare waterverdeling geniet als bewoner van een aangesloten pand;
- 83° "watergebruik": de waterdiensten, evenals elke andere activiteit geïdentificeerd volgens de bewoordingen van de omschrijving vereist krachtens artikel 17, met significante gevolgen op de toestand van het water;
- 84° "richtwaarden": parametrische waarden waaraan het oppervlaktewater in een bepaald gebied conform dient te zijn binnen een niet nader bepaalde termijn;
- 85° "dwingende waarden": parametrische waarden waaraan het oppervlaktewater in een bepaald gebied conform dient te zijn ofwel onmiddellijk ofwel binnen een nader bepaalde termijn;
- 86° "emissiegrenswaarden": de in bepaalde specifieke parameters uitgedrukte massa, de concentratie en/of het niveau van een emissie die tijdens één of meerdere vastgestelde periodes niet overschreden mag worden. De emissiegrenswaarden kunnen eveneens voor bepaalde groepen, families of categorieën van stoffen vastgesteld worden;
- 87° "parametrische waarden": metingen van verschillende kenmerken van een parameter;
- 88° "kunstmatige afvloeiingswegen": riolen, grachten of waterleidingen die bestemd zijn voor het afvloeien van regenwater of gezuiverd afvalwater;
- 89° "waterwegen": eigenlijke waterwegen, bestaande uit een door de regering bij de bevaarbare waterwegen ondergebrachte waterloop of een kanaal, de bijhorigheden ervan, bestaande uit de gronden, de kunstwerken en de constructies die bestemd zijn om er in het onderhoud, het gebruik of de uitbating van te voorzien, evenals die welke bijdragen aan het waterstelsel of die voor het voorbijvaren van de boten dienen. De waterwegen houden eveneens de stuwdammen en bijhorigheden in;
- 90° "gebied": in de zin van artikel 218, deel van het grondgebied dat geen agglomeratie uitmaakt, maar in een deelstroomgebied gelegen is en voldoende homogeen is om er een saneringsregeling door te voeren;
- 91° "gebied van tot drinkwater verwerkbaar water": gebied voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water vastgesteld krachtens artikel 156;
- 92° "verdelingsgebied": geografisch gebied waarin het voor menselijke consumptie bestemde water afkomstig is van één of meerdere bronnen en waarin de kwaliteit als éénvormig wordt beschouwd;
- 93° "waterwinningsgebied": geografisch gebied waarin de werken voor waterwinning aan de oppervlakte geïnstalleerd zijn;

94° "preventiegebied" : geografisch gebied waarin elke verontreinigende stof de waterwinning kan binnendringen zonder dat die stof op voldoende wijze afgebroken of opgelost kan worden zonder dat hij doeltreffend gerecupereerd kan worden;

95° "bewakingsgebied" : geografisch gebied dat het bevoorradingsbekken al dan niet gedeeltelijk omvat en het hydrogeologisch bekken, of deel ervan, dat een bestaand of eventueel waterwinningsgebied zou kunnen bevoorraden.

Titel III. — Adviesinstanties

HOOFDSTUK I. — *Wateradviescommissie*

Art. 3. § 1. Er wordt een wateradviescommissie opgericht waarvan de Regering de samenstelling en de werking vaststelt alsmede het bedrag van de eventuele vergoedingen en aanwezigheidsgeld.

De commissie brengt advies uit over alle decreetontwerpen betreffende het waterbeleid en reglementaire besluitontwerpen die ter uitvoering van de bepalingen van dit boek alsook in de andere gevallen bedoeld in dit boek, worden genomen. Ze kan, op eigen initiatief, adviezen verlenen aan de Regering over het waterbeleid en bijdragen tot de samenhang van de aanpak in het Waalse Gewest wat het geïntegreerd en globaal waterbeheer betreft.

§ 2. De commissie omvat leden, benoemd uit de door de organisaties voorgedragen gegadigden die representatief zijn voor :

- de industrie, de handel en de middenstand;
- de landbouwers en de veehouders;
- de werknemers;
- de vissers;
- de verbruikers;
- de riviercontracten;
- de steden en gemeenten;
- de operatoren van de antropogene watercyclus;

alsmede leden, benoemd uit de door de federaties voor de zwemsport en de vrijetijdsbesteding in de sector van de watersport en door de verenigingen voor de bescherming van het leefmilieu voorgestelde gegadigden.

De voorzitter en de twee ondervoorzitters van de commissie kunnen buiten de in het eerste en het tweede lid vermelde personen om worden aangewezen.

§ 3. De Regering stelt de termijn vast waarbinnen de adviezen van de commissie moeten worden gegeven bij ontstentenis waarvan het advies geacht wordt gunstig te zijn.

HOOFDSTUK II. — *Comité voor watercontrole*

Art. 4. § 1. Er wordt een Comité voor watercontrole ingesteld, dat via zijn adviezen ervoor moet zorgen dat de prijs van het water gebaseerd wordt op het algemeen belang en het waterbeleid gevoerd in het Waalse Gewest en het in rekening nemen van de reële kostprijs. Dit Comité zorgt voor de toepassing door de operatoren van de antropogene watercyclus van de bepalingen bedoeld in de artikelen 194 tot 209, 228 tot 233, 417 tot 419, 443 en 444, en van de reglementaire bepalingen die krachtens deze genomen worden.

§ 2. Het Controlecomité bestaat uit veertien gewone en veertien plaatsvervangende leden benoemd door de Regering, waaronder :

- 1° vier vertegenwoordigers van de gemeenten gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de "Union des villes et communes de Wallonie";
- 2° twee vertegenwoordigers van het Gewest;
- 3° twee vertegenwoordigers van de verbruikers gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de centrale Raad voor de consumptie;
- 4° zes vertegenwoordigers gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de "C.E.R.S.W." (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest).

Bovendien wonen de volgende personen het Controlecomité bij :

- 1° twee vertegenwoordigers van de "S.P.G.E." (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer);
- 2° twee vertegenwoordigers van de producenten en twee vertegenwoordigers van de door de in artikel 333, § 2, 4°, van het decreet bedoelde handelsvennootschap aangewezen zuiveringsinstellingen.

De hoedanigheid van lid van de Raad van bestuur van de "S.P.G.E." of van lid van het Comité van de deskundigen is onverenigbaar met die van lid van het Comité voor controle op het waterbeheer.

§ 3. Elke prijswijziging van het water wordt noodzakelijkerwijze voorgelegd voor advies aan het controlecomité vóór elke andere procedure opgelegd door andere wetgevingen.

Het controlecomité beschikt over dertig dagen om een advies in te dienen. Bij verstrijken van deze termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn. Het wordt verstuurd ter informatie naar de Algemene Inspectie voor prijs en concurrentie.

§ 4. De Regering bepaalt de zetel van het Comité, de werkwijze, de duur van de mandaten van zijn leden alsmede het bedrag van de eventueel toegekende vergoedingen en presentiegelden.

De leden van het Comité kunnen elk ogenblik ontslagen worden in geval van onmogelijkheid hun ambt uit te oefenen of wegens grove tekortkoming of wanneer ze de hoedanigheid waarvoor ze zijn benoemd, verliezen.

§ 5. Het secretariaat van het Comité wordt waargenomen door het personeel van de "Conseil économique et social de la Région wallonne", overeenkomstig artikel 4, § 3, van het decreet van 25 mei 1983 tot wijziging van de kaderwet van 15 juli 1970, houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie en tot oprichting van een economische en sociale Raad van het Waalse Gewest.

Titel IV. — Kostenterugwinning voor waterdiensten

Art. 5. Het Waalse Gewest houdt rekening met het beginsel van terugwinning van de kosten van waterdiensten, inclusief milieukosten en kosten van de hulpbronnen.

De lidstaten kunnen daarbij de sociale effecten, de milieueffecten en de economische effecten van de kostenterugwinning voor waterdiensten, inclusief milieukosten en kosten van de hulpbronnen, alsmede de geografische en klimatologische omstandigheden van de betrokken gebieden in acht nemen.

Art. 6. De stroomgebiedsoverheid zorgt er tegen het jaar 2010 voor om aan de wetgever de aangepaste voorstellen te doen zodat :

1° het waterprijsbeleid adequate prikkels bevat voor de gebruikers om de watervoorraden efficiënt te benutten, en daardoor een bijdrage te leveren aan de milieudoelstellingen bedoeld in artikel 22;

2° de diverse watergebruikssectoren, ten minste onderverdeeld in huishoudens, bedrijven en landbouw, een redelijke bijdrage leveren aan de terugwinning van kosten van waterdiensten, die gebaseerd is op de economische analyse uitgevoerd volgens artikel 17 en rekening houdt met het beginsel dat de vervuiler betaalt.

Deel II. — Geïntegreerd beheer van de natuurlijke watercyclus**Titel I. — Districten, stroomgebieden en deelstroomgebieden****HOOFDSTUK I. — Samenstelling van de Waalse stroomgebieden en deelstroomgebieden**

Art. 7. Er bestaan in het Waalse Gewest vier stroomgebieden en vijftien deelstroomgebieden :

1° het stroomgebied van de Maas dat de deelstroomgebieden bevat van de Maas stroomopwaarts, de Maas stroomafwaarts, de Samber, de Ourthe, de Amblève, de Semois-Chiers, de Vesder en de Lesse;

2° het stroomgebied van de Schelde dat de deelstroomgebieden bevat van de Schelde-Leie, de Dender, de Dijle-Gete, de Haine en de Zenne;

3° het stroomgebied van de Seine dat het deelstroomgebied bevat van de Oise;

4° het stroomgebied van de Rijn dat het deelstroomgebied bevat van de Moezel.

Art. 8. § 1. Voor elk deel van een internationaal stroomgebiedsdistrict in het Waalse Gewest wordt een Waals stroomgebied opgericht. De delen van de internationale stroomgebiedsdistricten op het grondgebied van het Waalse Gewest bestaan respectievelijk uit het Waalse stroomgebied van de Maas, de Schelde, de Seine en de Rijn.

§ 2. Elk Waals stroomgebied kan bestaan uit één of meerdere Waalse deelstroomgebieden die overeenkomen met de deelstroomgebieden opgesomd in artikel 7.

Art. 9. Het grondwater dat niet volledig het stroomgebied van de Maas, Schelde, Seine of Rijn volgt, wordt door de Regering bepaald en toegewezen aan het dichtstbijgelegen of het meest geschikte Waalse stroomgebied.

HOOFDSTUK II. — Samenstelling van de internationale stroomgebiedsdistricten

Art. 10. Het stroomgebied van de Maas wordt toegewezen aan het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Maas.

Het stroomgebied van de Schelde wordt toegewezen aan het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Schelde.

Het stroomgebied van de Seine wordt toegewezen aan het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Seine.

Het stroomgebied van de Rijn wordt toegewezen aan het internationaal stroomgebiedsdistrict van de Rijn.

HOOFDSTUK III. — Bevoegde overheid

Art. 11. § 1. Voor elk Waals stroomgebied heeft een stroomgebiedsoverheid als opdracht te helpen bij de toepassing van de regels van de artikelen 5, 6, 16 tot 19, 22 tot 24, 26 tot 30, 160 en 168 of van elke relevante wetgeving en de maatregelen voor deze toepassing te coördineren. De stroomgebiedsoverheid kan binnen de perken en de voorwaarden van de artikelen 16 tot 19, 23, 24, 26 tot 28 en 168, haar opdrachten vervullen in elk Waals deelstroomgebied.

§ 2. Voor elk Waals stroomgebied oefent de Regering de opdrachten uit van de stroomgebiedsoverheid.

§ 3. De Regering brengt de Europese Commissie op de hoogte van deze toewijzing alsmede van de toewijzing van elke internationale instelling waaraan het Waalse Gewest deelneemt.

§ 4. De Regering brengt de Europese commissie op de hoogte van elke wijziging van de gegevens verleend overeenkomstig het vorig paragraaf binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wijziging.

§ 5. De Regering kan een coördinatieplatform oprichten voor het uitvoeren van de bepalingen van dit boek, ze bepaalt de werkingsmodaliteiten ervan. Dit platform omvat de betrokken administraties, de vertegenwoordigers van de Regering, AQUAWAL, de S.P.G.E. en de wetenschappelijke excellentiecentra. Het brengt regelmatig de wateradviescommissie op de hoogte van de resultaten van zijn werkzaamheden of studies.

HOOFDSTUK IV. — Internationale coordinatie

Art. 12. § 1. Binnen de perken van zijn bevoegdheden onderhandelt en sluit het Waalse Gewest de internationale en interregionale akkoorden af die noodzakelijk zijn voor de oprichting en organisatie van de internationale stroomgebiedsdistricten.

§ 2. Het bevordert de internationale en interregionale coördinatie die noodzakelijk is voor het vervullen van de verplichtingen opgelegd bij de richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid.

Art. 13. De Regering treft de nuttige reglementen en beslissingen met het oog op het bijeenbrengen van de inlichtingen die noodzakelijk zijn voor het opstellen van de bescheiden die aan de internationale instellingen ter kennis moeten worden gebracht.

Art. 14. De Regering bepaalt de regels voor de samenstelling van de afvaardiging van de Waalse Regering bij de Internationale Scheldecommissie.

Art. 15. De Regering bepaalt de regels voor de samenstelling van de afvaardiging van de Waalse Regering bij de Internationale Maascommissie.

Titel II. — Beschrijvende toestand van het stroomgebied**HOOFDSTUK I. — Kenmerken van het Waalse stroomgebied, beschrijving van de gevolgen van de menselijke activiteit op het milieu en economische analyse van het waterverbruik**

Art. 16. Om een beschrijvende toestand van de waterhulpbronnen op te maken, bepaalt de stroomgebiedsoverheid de ligging en de grenzen van de oppervlaktewaterlichamen, het grondwater en de grondwaterlichamen die deel uitmaken van de Waalse stroomgebieden.

De stroomgebiedsoverheid kan beginnen met de bepaling van de ligging en de grenzen van de oppervlaktewaterlichamen, het grondwater en de grondwaterlichamen die deel uitmaken van de Waalse deelstroomgebieden. Deze gegevens worden daarna samengevoegd en, in voorkomend geval, aangepast om de ligging en de grenzen te bepalen van de oppervlaktewaterlichamen, het grondwater en de grondwaterlichamen die deel uitmaken van de Waalse stroomgebieden.

Art. 17. § 1. In elk Waals stroomgebied maakt de stroomgebiedsoverheid een beschrijvende toestand op. Deze toestand bevat

1° een analyse van de kenmerken van het Waalse stroomgebied;

2° een beschrijving van de effecten van menselijke activiteiten op de toestand van het oppervlaktewater en op het grondwater;

3° een economische analyse van het watergebruik;

4° de saneringsplannen bedoeld in artikel 218;

5° het wettelijk en reglementair kader, met inbegrip van een voorstelling van de maatregelen die reeds van toepassing zijn in het Waalse stroomgebied zoals bedoeld in titel VII.

§ 2. De analyse van de kenmerken van het oppervlaktewater betreft o.a. :

1° de indeling van de oppervlaktewaterlichamen in de categorieën "rivieren" of "meren";

2° de bepaling van de sterk gewijzigde of kunstmatige oppervlaktewaterlichamen;

3° de verdeling van de waterlichamen in soorten voor elk categorie waterlichaam;

4° de bepaling van de referentievoorwaarden die kenmerkend zijn voor elke soort oppervlaktewaterlichamen.

§ 3. De analyse van de kenmerken van het grondwater betreft o.a. :

1° een initiële karakterisering van alle grondwaterlichamen om hun gebruik te evalueren en de mate waarin zij niet aan de leefmilieudoelstellingen kunnen beantwoorden zoals bedoeld in artikel 22;

2° een meer gedetailleerde karakterisering van de grondwaterlichamen die de leefmilieudoelstellingen niet kunnen halen zoals bedoeld in artikel 22 om een meer nauwkeurige evaluatie van de risico-omvang vast te leggen.

§ 4. De stroomgebiedsoverheid kan beginnen met de opmaak van de beschrijving van elk Waals deelstroomgebied. De gegevens worden daarna samengevoegd en, in voorkomend geval, aangepast om de beschrijving van het Waalse stroomgebied samen te stellen.

§ 5. De Regering bepaalt de inhoud van de analyse van de kenmerken van het Waalse stroomgebied en de beschrijving van de invloed van de menselijke activiteit op de toestand van het oppervlaktewater en het grondwater, alsmede de procedures en de technische bepalingen noodzakelijk voor hun uitwerking. De Regering bepaalt ook de inhoud van de economische analyse van het watergebruik.

§ 6. De Regering kan optimaliseringsonderzoeken van het geïntegreerde beheer van de stroomgebieden of deelstroomgebieden uitvoeren.

§ 7. De beschrijving van de invloed van de menselijke activiteit en de analyses bedoeld in paragraaf 1 moeten om de zes jaar door de stroomgebiedsoverheid herbekeken worden en zo nodig bijgewerkt worden.

Art. 18. In elk Waals stroomgebied zorgt de stroomgebiedsoverheid voor het aanleggen van één of meer registers van elk beschermd gebied in het Waalse deelstroomgebied. De Regering bepaalt de inhoud van het register van beschermde gebieden.

De stroomgebiedsoverheid kan beginnen met het aanleggen van één of meer registers van elk beschermd gebied in elk Waals deelstroomgebied. Deze gegevens worden vervolgens samengevoegd en, in voorkomend geval, aangepast om het register van elk beschermd gebied van het Waalse stroomgebied te vormen.

De registers van de beschermde gebieden worden uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit wetboek opgesteld en worden door de stroomgebiedsoverheid voortdurend gevolgd en bijgewerkt.

HOOFDSTUK II. — Programma voor de monitoring en noodmaatregelen

Art. 19. § 1. De stroomgebiedsoverheid draagt zorg voor de opstelling van één of meer programma's voor de systematische monitoring van de toestand van het oppervlaktewater, grondwater en de beschermde gebieden, teneinde een samenhangend en bijgewerkt totaalbeeld te krijgen van de watertoestand binnen het Waalse stroomgebied. De Regering bepaalt de inhoud, de procedures en de technische bepalingen die nodig zijn voor de oprichting van het monitoringsprogramma.

§ 2. Voor het oppervlaktewater houden die programma's voor de monitoring in :

1° ecologische en chemische toestand en ecologisch potentieel;

2° volume en niveau of snelheid van stroming, voorzover van belang voor ecologische en chemische toestand en het ecologische potentieel.

Voor grondwater houden die programma's monitoring van de chemische en de kwantitatieve toestand in.

Als dit water zich bevindt in een beschermd gebied, worden de programma's voor monitoring aangevuld met de bepalingen in de wetgeving krachtens welke het beschermde gebied is ingesteld.

§ 3. De stroomgebiedsoverheid kan beginnen met het uitwerken van één of meer programma's voor de monitoring van de watertoestand en van de beschermde gebieden in elk Waals deelstroomgebied. Deze gegevens worden samengevoegd en, in voorkomend geval, aangepast voor de uitwerking van één of meer programma's voor de monitoring van de watertoestand en de beschermde gebieden van het Waalse stroomgebied.

§ 4. De programma's voor monitoring bedoeld in paragraaf 1 zijn uiterlijk op 22 december 2006 operationeel.

Art. 20. De Regering kan ambtenaren en agenten belasten met het houden van toezicht op het water.

De Regering kan tevens, bij besluit of overeenkomst, openbare personen, met inbegrip van de in overeenstemming met artikel 343 erkende zuiveringsinstellingen, met opdrachten voor het houden van toezicht belasten.

De Regering kan, bij overeenkomst, aan privé-personen taken of opdrachten toevertrouwen die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van het toezicht op het water. Zij bepaalt, bij besluit, de voorwaarden waaraan deze privé-personen moeten beantwoorden om met deze taken of opdrachten te worden belast.

Art. 21. § 1. In geval van een ernstige en plotselinge vervuiling van het water of een onmiddellijke bedreiging van een ernstige vervuiling kan de Regering ambtshalve alle noodzakelijke maatregelen treffen om de vervuiling te voorkomen of te verminderen; zij kan tevens de gouverneur van de provincie of de burgemeester belasten met het treffen van de spoedeisende maatregelen die door haar aan hen worden aangeduid.

De Regering stelt de datum vast waarop de spoedeisende maatregelen aflopen; zij kan verschillende data vaststellen voor bepaalde of elk van de maatregelen die zij heeft getroffen of voorgeschreven.

De Regering kan de gouverneur van de provincie of de burgemeester belasten de datum vast te stellen waarop de spoedeisende maatregelen aflopen die door hen krachtens lid één zijn getroffen.

§ 2. De Regering kan, volgens de modaliteiten van een reglement dat door haar wordt opgesteld, terugvorderbare voorschotten aan de autoriteiten toekennen die, krachtens paragraaf één, ermee zijn belast spoedeisende maatregelen te treffen.

§ 3. De Regering kan een dienst voor onmiddellijke tussenkomsten oprichten waarvan zij de organisatie en de opdrachten regelt. De Regering kan de deelneming voorzien van de overheden die aan deze dienst ondergeschikt zijn gemaakt. Zij kan tevens overeenkomsten met particulieren of ondernemingen afsluiten voor het verzekeren van bepaalde taken die tot haar opdracht behoren.

Titel III. — Leefmilieudoelstellingen

Art. 22. § 1. Bij de tenuitvoerlegging van het in het stroomgebiedsbeheerplan omschreven maatregelenprogramma zal het stroomgebied bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen bepaald in artikel 1 en, in het bijzonder zorgen voor :

1° voor oppervlaktewateren :

- a) het voorkomen van de achteruitgang van de toestand van alle oppervlaktelichamen;
- b) het beschermen, verbeteren en herstellen van alle oppervlaktewateren met de bedoeling uiterlijk 22 december 2015 een goede toestand van het oppervlaktewater te bereiken;
- c) het beschermen en verbeteren van alle kunstmatige en sterk veranderde waterlichamen, met de bedoeling uiterlijk 22 december 2015 een goed ecologisch potentieel en een goede chemische toestand van het oppervlaktewater te bereiken;

d. het geleidelijk verminderen van de verontreiniging door prioritaire stoffen en het stopzetten of geleidelijk beëindigen van de emissies, lozingen en verliezen van gevaarlijke prioritaire stoffen;

e) de beheersing van de emissies in oppervlaktewateren overeenkomstig de gecombineerde aanpak;

2° voor grondwater :

- a) het voorkomen of beperken van de inbreng van verontreinigende stoffen in het grondwater;
- b) het voorkomen van de achteruitgang van de toestand van alle grondwaterlichamen;
- c) het beschermen, verbeteren en herstellen van alle grondwaterlichamen en zorgen voor een evenwicht tussen onttrekking en aanvulling van grondwater, met de bedoeling uiterlijk 22 december 2015 een goede grondwatertoestand te bereiken;

d) het ombuigen van elke significante en aanhoudende stijgende tendens van de concentratie van een verontreinigende stof ten gevolge van menselijke activiteiten, teneinde de grondwaterverontreiniging geleidelijk te verminderen;

3° voor beschermde gebieden vastgesteld krachtens artikel 18, op uiterlijk 22 december 2015, het voldoen aan alle normen en doelstellingen, voorzover niet anders bepaald in de wetgeving waaronder het betrokken beschermde gebied is ingesteld.

§ 2. De goede toestand van het water moet op 22 december 2015 bereikt worden, onder voorbehoud van toepassing van de uitzonderingen bedoeld in de paragrafen 5, 6, 7, 8 en 9.

De Regering bepaalt, voor elk soort waterlichaam, de algemene criteria van de goede toestand en de theoretische grenzen die de toestand "zeer goed" van de toestanden "goed", "matig", "ontoereikend" en "slecht" scheiden. Deze bepalingen hebben bindende kracht. De Regering bepaalt ook de presentatieregels van de watertoestand.

De stroomgebiedsoverheid bepaalt in het beheersplan de specifieke referentievoorwaarden voor elk soort waterlichaam, teneinde de goede toestand omschreven krachtens het vorig lid te bereiken en, desgevallend, de waarden nader te bepalen die de toestand "zeer goed" van de toestanden "goed", "matig", "ontoereikend" en "slecht" scheiden.

§ 3. Wanneer meer dan één van de leefmilieudoelstellingen betrekking heeft op een waterlichaam, is de strengste van toepassing.

§ 4. De stroomgebiedsoverheid gaat maatregelen invoeren ter vermindering van de concentratie van verontreinigende stoffen in het grondwater op grond van de criteria vastgelegd door de Europese gemeenschap of, bij gebrek aan dergelijke criteria, op grond van aangepaste criteria die ze voor 22 december 2005 vastlegt. Bij gebrek aan door de stroomgebiedsoverheid aangenomen criteria geldt voor de ombuiging van de stijgende tendens als beginpunt een maximum van 75 % van het niveau van de in de bestaande communautaire wetgeving vastgestelde kwaliteitsnormen voor grondwater.

Deze maatregelen worden ten uitvoer gelegd onder voorbehoud van de toepassing van de afwijkingen bedoeld in de paragrafen 8 en 9 en onverminderd de toepassing van paragraaf 11.

§ 5. De stroomgebiedsoverheid kan voor bepaalde waterlichamen leefmilieudoelstellingen aanwijzen waarvan de verwezenlijking na 2015 zal plaatsvinden, mits de toestand van het betrokken waterlichaam niet verder verslechtert en wanneer aan alle navolgende voorwaarden wordt voldaan :

1° de verlenging van de termijn komt ten minste overeen met één van de drie volgende redenen :

a) de vereiste verbeteringen van de toestand van de waterlichamen zijn technisch slechts haalbaar in periodes die de gestelde termijn overschrijden;

b) de verwezenlijking van de verbeteringen binnen de termijn zou onevenredig kostbaar zijn;

c) de natuurlijke omstandigheden beletten een tijdige verbetering van de toestand van het waterlichaam;

2° de verlenging van de termijn en de redenen daarvoor worden in het Waalse stroomgebiedsbeheersplan specifiek vermeld en toegelicht;

3° verlengingen worden beperkt tot maximaal twee bijwerkingen van het Waalse stroomgebiedsbeheersplan, behalve wanneer de natuurlijke omstandigheden van dien aard zijn dat de doelstellingen niet binnen die termijn kunnen worden bereikt;

4° in het Waalse stroomgebiedsbeheersplan wordt een overzicht gegeven van de ingevolge artikel 23 vereiste maatregelen die noodzakelijk worden geacht om de waterlichamen vóór het verstrijken van de verlengde termijn geleidelijk in de vereiste toestand te brengen, de redenen voor significante vertraging bij de operationalisering van deze maatregelen, alsmede het vermoedelijke tijdschema voor de uitvoering ervan. In de bijwerkingen van het Waalse stroomgebiedsbeheersplan wordt een evaluatie van de uitvoering van die maatregelen opgenomen, alsmede een overzicht van eventuele extra maatregelen.

§ 6. De stroomgebiedsoverheid mag voor specifieke waterlichamen minder strenge leefmilieudoelstellingen vaststellen, wanneer die lichamen in een zodanige mate door menselijke activiteiten zijn aangetast of hun natuurlijke gesteldheid van dien aard is dat het bereiken van die doelstellingen niet haalbaar of onevenredig kostbaar zou zijn, en aan alle navolgende voorwaarden wordt voldaan :

1° aan de ecologische en sociaal-economische behoeften die door zulke menselijke activiteiten worden gediend, kan niet worden voldaan met andere, voor het milieu aanmerkelijk gunstigere middelen die geen onevenredig hoge kosten met zich brengen;

2° de oppervlaktewateren moeten de best mogelijke ecologische en chemische toestand bereiken die haalbaar is, gezien de redelijkerwijs niet te vermijden effecten vanwege de aard van de menselijke activiteiten of verontreiniging;

3° de grondwateren mogen zo gering mogelijke veranderingen in de goede grondwatertoestand vertonen, gezien de redelijkerwijs niet te vermijden effecten vanwege de aard van de menselijke activiteiten of verontreiniging;

4° er treedt geen verdere achteruitgang op in de toestand van het aangetaste waterlichaam;

5° de vaststelling van minder strenge leefmilieudoelstellingen en de redenen daarvoor worden in het Waalse stroomgebiedsbeheersplan specifiek vermeld, en die doelstellingen worden om de zes jaar getoetst.

§ 7. De stroomgebiedsoverheid mag oppervlaktewaterlichamen als kunstmatig of sterk veranderd aanmerken, indien :

1° de voor het bereiken van een goede ecologische toestand noodzakelijke wijzigingen van de hydromorfologische kenmerken van die lichamen significante negatieve effecten zouden hebben op :

a) het milieu in bredere zin;

b) scheepvaart, met inbegrip van havenfaciliteiten, of recreatie;

c) activiteiten waarvoor water wordt opgeslagen, zoals drinkwatervoorziening, energieopwekking of irrigatie;

d) waterhuishouding, bescherming tegen overstromingen, afwatering;

e) andere even belangrijke duurzame activiteiten voor menselijke ontwikkeling;

2° het nuttige doel dat met de kunstmatige of veranderde aard van het waterlichaam gediend wordt, om redenen van technische haalbaarheid of onevenredig hoge kosten redelijkerwijs niet kan worden bereikt met andere, voor het milieu aanmerkelijk gunstiger middelen.

Het aanmerken van een waterlichaam als kunstmatig of sterk veranderd en de redenen daarvoor worden uitdrukkelijk vermeld in het Waalse stroomgebiedsbeheersplan en worden om de zes jaar herzien.

Voor kunstmatige en sterk veranderde oppervlaktewaterlichamen bepaalt de Regering de algemene criteria van een goed ecologisch potentieel dat op 22 december 2015 bereikt moet worden, onder voorbehoud van de uitzonderingen bedoeld in de paragrafen 5, 6, 8 en 9.

De stroomgebiedsoverheid bepaalt in het beheersplan de specifieke referentievoorwaarden waaraan elk kunstmatig of sterk veranderd waterlichaam moet beantwoorden, teneinde het goede ecologische potentieel omschreven krachtens het vorig lid te bereiken en, desgevallend, de grenzen te bepalen die het ecologisch potentieel "goed" van het ecologisch potentieel "matig", "ontoereikend" of "slecht" scheiden.

§ 8. De stroomgebiedsoverheid kan beslissen dat een tijdelijke achteruitgang van de toestand van waterlichamen wordt toegelaten, indien deze het resultaat is van omstandigheden die zich door een natuurlijke oorzaak of overmacht voordoen of die zijn veroorzaakt door niet te voorziene ongevallen, op voorwaarde dat aan alle navolgende voorwaarden is voldaan :

1° alle haalbare stappen worden ondernomen om verdere achteruitgang van de toestand te voorkomen teneinde het bereiken van de doelstellingen voor andere, niet door die omstandigheden getroffen waterlichamen niet in het gedrang te brengen;

2° de voorwaarden waaronder uitzonderlijke of redelijkerwijs niet te voorziene omstandigheden mogen worden aangevoerd, met inbegrip van de vaststelling van passende indicatoren, worden in het Waalse stroomgebiedsbeheersplan vermeld;

3° de maatregelen die in dergelijke uitzonderlijke omstandigheden moeten worden genomen, worden opgenomen in het maatregelenprogramma en mogen het herstel van de kwaliteit van het waterlichaam niet in de weg staan wanneer die omstandigheden niet meer bestaan;

4° de gevolgen van uitzonderlijke of redelijkerwijs niet te voorzien omstandigheden worden jaarlijks geëvalueerd, en onder voorbehoud van de redenen zoals uiteengezet in paragraaf 5, 1°, worden alle haalbare maatregelen genomen om het waterlichaam zo snel als redelijkerwijs haalbaar is te herstellen in de toestand waarin het zich bevond voordat de effecten van die omstandigheden intraden, en

5° in de volgende bijwerking van het Waalse stroomgebiedsbeheersplan wordt een overzicht gegeven van de effecten van de omstandigheden en van de maatregelen die zijn of zullen worden genomen.

§ 9. De stroomgebiedsoverheid kan beslissen om een toelating te verlenen voor het niet bereiken van een goede grondwatertoestand, een goede ecologische toestand, of in voorkomend geval een goed ecologisch potentieel, of het niet-voorkomen van achteruitgang van de toestand van een oppervlakte- of grondwaterlichaam ten gevolge van nieuwe veranderingen van de fysische kenmerken van een oppervlaktewaterlichaam of wijzigingen in de stand van grondwaterlichamen, of voor het niet-voorkomen van de achteruitgang van een zeer goede toestand van een oppervlaktewater naar een goede toestand als deze achteruitgang het gevolg is van nieuwe duurzame activiteiten van menselijke ontwikkeling, en als aan alle volgende voorwaarden is voldaan :

1° alle haalbare stappen worden ondernomen om de negatieve effecten op de toestand van het waterlichaam tegen te gaan;

2° de redenen voor die veranderingen of wijzigingen worden specifiek vermeld en toegelicht in het Waalse stroomgebiedsbeheersplan en worden om de zes jaar getoetst;

3° de redenen voor die veranderingen of wijzigingen zijn van hoger openbaar belang of de nut ervan voor de gezondheid van de mens, de handhaving van de veiligheid van de mens of duurzame ontwikkeling is belangrijker dan de verwezenlijking van leefmilieudoelstellingen vastgelegd in het eerste paragraaf;

4° het nuttige doel dat met die veranderingen of wijzigingen wordt gediend, kan vanwege technische haalbaarheid of onevenredig hoge kosten niet worden bereikt met andere, voor het milieu aanmerkelijk gunstigere middelen.

§ 10. De stroomgebiedsoverheid oefent bevoegdheden uit die opgesomd zijn in de paragrafen 5, 6, 7, eerste lid, 8 en 9 na het inwinnen van het advies van de Wateradviescommissie. Een rapport wordt door de stroomgebiedsoverheid opgesteld om het gebruik van dergelijke bepalingen te rechtvaardigen.

§ 11. Het bereiken van de leefmilieudoelstellingen in andere waterlichamen wordt niet verhinderd of in gevaar gebracht door de toepassing van dit artikel en is verenigbaar met de toepassing van andere voorschriften inzake milieubescherming.

§ 12. Stappen moeten worden genomen door de stroomgebiedsoverheid om ervoor te zorgen dat de toepassing van dit artikel, met name de paragrafen 5, 6, 7, 8 en 9 ten minste hetzelfde beschermingsniveau waarborgt als de bestaande wetgeving.

Titel IV. — Coördinatie-actie

HOOFDSTUK I. — *Maatregelenprogramma*

Art. 23. § 1. Voor elk Waals stroomgebied wordt door de stroomgebiedsoverheid een maatregelenprogramma opgesteld, teneinde de doelstellingen vastgesteld overeenkomstig artikel 22 te verwezenlijken.

§ 2. Elk maatregelenprogramma omvat de in paragraaf 3 genoemde "basismaatregelen" en, waar nodig, de in paragraaf 4 genoemde "aanvullende maatregelen".

§ 3. Elk programma omvat minstens :

1° maatregelen die voor de toepassing van de communautaire wetgeving voor de waterbescherming nodig zijn, met inbegrip van maatregelen die krachtens de in artikel 160 genoemde wetgeving vereist zijn en de maatregelen opgesomd door de regering;

2° maatregelen die bijdragen tot de kostenterugwinning voor waterdiensten;

3° aangepaste maatregelen voor een efficiënt gebruik van de waterhulpbronnen om hun beschikbaarheid voor de volgende generaties in stand te houden;

4° de vereiste maatregelen voor de uitvoering van de saneringsplannen per deelstroomgebied, bedoeld in artikel 218;

5° maatregelen om aan de voorschriften van artikel 168 te voldoen, met inbegrip van maatregelen om de waterkwaliteit veilig te stellen teneinde het niveau van de zuivering dat voor de productie van voor menselijke consumptie bestemd water vereist is, te verminderen;

6° de beheersingsmaatregelen van de onttrekking van oppervlaktewater en grondwater en de opstuwning van oppervlaktewater. De stroomgebiedsoverheid kan onttrekkingen en opstuwningen die geen significant effect hebben op de watertoestand, van deze beheersingsmaatregelen vrijstellen;

7° beheersingsmaatregelen voor de kunstmatige aanvulling of vergroting van grondwaterlichamen;

8° beheersingsmaatregelen voor lozingen door puntbronnen;

9° beheersingsmaatregelen voor lozingen door diffuse bronnen;

10° maatregelen voor de verwezenlijking van de doelstellingen in geval van significante negatieve effecten vastgesteld door de beschrijving van de effecten, opgesteld overeenkomstig artikel 17;

11° een verbod op de rechtstreekse lozing van verontreinigende stoffen in het grondwater;

12° maatregelen ter opruiming van de gevaarlijke prioritair stoffen en voor de progressieve vermindering van de verontreinigende stoffen in het oppervlaktewater;

13° maatregelen die nodig zijn ter voorkoming van aanzienlijke lekkage van verontreinigende stoffen uit technische installaties en ter voorkoming en/of beperking van de gevolgen van incidentele verontreiniging, met inbegrip van de passende maatregelen om het risico voor de aquatische ecosystemen te beperken.

14° maatregelen ter vermindering van de gevolgen van overstromingen en droogte;

15° specifieke maatregelen ter voorkoming en beheersing van grondwaterverontreiniging overeenkomstig de maatregelen vastgesteld door het Europees Parlement en de Raad;

16° maatregelen om een geïntegreerd en afgesproken beheer te ontwikkelen via de informatie, de sensibilisatie en de samenwerking van de betrokken actoren en het publiek in de verschillende fasen van de opmaking van de beheersplannen bedoeld in artikel 24.

Het maatregelenprogramma wordt opgesteld en bijgewerkt overeenkomstig de artikelen 26 tot 31. De Regering kan regels betreffende de inhoud van het maatregelenprogramma opstellen. Deze maatregelen kunnen, in voorkomend geval, bestaan uit reeds genomen maatregelen ter uitvoering van de bepalingen van de reglementaire en wetgevende teksten toepasselijk op het Waalse Gewest in dit bereik.

Voor elke rubriek probeert de stroomgebiedsoverheid het verschil te maken tussen de aan te brengen verbeteringen aan de reeds toepasbare maatregelen in het Waalse stroomgebied en de nieuw te nemen maatregelen.

§ 4. Elk programma kan aanvullende maatregelen bevatten waarvan de niet-limitatieve lijst door de Regering opgesteld wordt. Zulke maatregelen worden door de stroomgebiedsoverheid gespecificeerd in het maatregelenprogramma als zij aangenomen worden. De stroomgebiedsoverheid kan met het oog op extra bescherming of verbetering van het water nog andere aanvullende maatregelen vaststellen, met inbegrip van maatregelen ter uitvoering van de relevante internationale overeenkomsten, bedoeld in artikel 1.

§ 5. De stroomgebiedsoverheid kan beginnen met het opstellen van een maatregelenprogramma van elk Waals deelstroomgebied. Deze programma's worden vervolgens samengevoegd en, in voorkomend geval, aangepast om het ontwerp-maatregelenprogramma te vormen en daarna het maatregelenprogramma van elk Waals stroomgebied.

§ 6. De voorgeschreven bepalingen van het maatregelenprogramma hebben een indicatieve waarde voor de stroomgebiedsoverheid, de gewestelijke administratie, de gewestelijke instellingen van openbaar nut, de particulieren belast met een opdracht van openbare dienst en, in de materies van gewestelijk belang, de provincies, gemeenten en gemeentenverenigingen.

§ 7. Wanneer uit monitoringsgegevens of andere gegevens blijkt dat de doelstellingen uit hoofde van artikel 22 vermoedelijk niet worden bereikt, zorgt de stroomgebiedsoverheid ervoor dat :

1° de reden van het eventuele falen worden onderzocht;

2° de betrokken vergunningen en toestemmingen onderzocht en zo nodig herzien worden;

3° de monitoringsprogramma's getoetst en zo nodig bijgesteld worden;

4° eventueel noodzakelijke aanvullende maatregelen worden getroffen teneinde die doelstellingen te bereiken, waaronder indien nodig de vaststelling van strengere milieukwaliteitsnormen.

Indien deze reden het resultaat zijn van redelijkerwijs niet te voorzien of uitzonderlijke omstandigheden die het gevolg zijn van natuurlijke oorzaken of overmacht, met name omvangrijke overstromingen of lange droogteperiodes, kan de stroomgebiedsoverheid bepalen dat aanvullende maatregelen niet haalbaar zijn.

§ 8. Het maatregelenprogramma van het Waalse stroomgebied kan uitgevoerd worden in elk Waals deelstroomgebied.

§ 9. Ter uitvoering van de maatregelen uit hoofde van paragraaf 3 worden alle passende stappen ondernomen opdat de verontreiniging van mariene wateren niet toeneemt. Onverminderd de bestaande wetgeving mag de toepassing van maatregelen uit hoofde van paragraaf 3 in geen geval direct of indirect tot meer verontreiniging van oppervlaktewateren leiden. Dit voorschrift is niet van toepassing indien het tot meer verontreiniging van het milieu in zijn geheel zou leiden.

§ 10. De maatregelenprogramma's worden uiterlijk op 22 december 2009 opgesteld en alle maatregelen dienen uiterlijk op 22 december 2012 operationeel te zijn. De maatregelenprogramma's worden getoetst en zo nodig om de zes jaar bijgesteld door de stroomgebiedsoverheid.

HOOFDSTUK II. — *Beheersplan*

Afdeling 1. — Principes

Art. 24. § 1. Een beheersplan van elk Waals stroomgebied wordt door de stroomgebiedsoverheid opgesteld. De Regering bepaalt de inhoud van het beheersplan van het Waalse stroomgebied.

Elk plan omvat o.a. :

1° een algemene beschrijving van de kenmerken van het Waalse stroomgebied alsmede een samenvatting van de beschrijving van de gevolgen van de menselijke activiteit op de watertoestand en van de economische analyse;

2° de kaarten van de toezichtnetwerken en de cartografische weergave van de beschermde gebieden;

3° een lijst met de vastgestelde leefmilieudoelstellingen voor het Waalse stroomgebied, met inbegrip van de identificatie van de gevallen waarvoor afwijkingen worden toegelaten overeenkomstig artikel 22;

4° een samenvatting van het of de maatregelenprogramma(s);

5° een samenvatting van de genomen maatregelen voor de informatie of raadpleging van het publiek;

6° een balans van het vorig beheersplan.

Elk plan bevat, indien nodig, een register en een samenvatting van de beheersplannen opgesteld krachtens paragraaf 2.

§ 2. De stroomgebiedsoverheid kan beginnen met het opstellen van een beheersplan van elk Waals deelstroomgebied. Deze plannen worden vervolgens samengevoegd en, in voorkomend geval, aangepast om het ontwerp van beheersplan te vormen en vervolgens het beheersplan van het Waalse stroomgebied.

§ 3. Het beheersplan van het Waalse stroomgebied wordt opgesteld en bijgesteld overeenkomstig de artikelen 26 tot 31. Het wordt uiterlijk op 22 december 2009 bekendgemaakt en wordt om de zes jaar getoetst en bijgesteld door de stroomgebiedsoverheid.

§ 4. Het beheersplan van het Waalse stroomgebied is vergezeld van gegevens betreffende zijn voorzienbaar effect op de prijs van het water, op de budgettaire gevolgen voor de openbare overheden, zijn voorzienbare effecten uit sociaal, economisch en milieuoogpunt.

Art. 25. Het beheersplan bevat een plan van de zuiveringsinstallaties dat de sites vermeld die kunnen dienen voor de vestiging van een zuiveringsstation.

De Regering stelt de voorwaarden vast die tot doel hebben de coherentie tussen de ligging van de voor de oprichting van zuiveringsstations bestemde sites en de regels betreffende de ruimtelijke ordening te waarborgen. Ze kan bovendien de criteria en voorwaarden voor de afwijking van de plannen van aanleg en de gemeentelijke plannen van aanleg nader bepalen.

Afdeling 2. — Opstellingsprocedure

Art. 26. § 1. Bij de opstelling van het beheersplan bedoeld in artikel 24, § 1, zal de stroomgebiedsoverheid een ontwerp van tijdschema en werkprogramma opstellen, met inbegrip van de vermelding van de te nemen raadplegingsmaatregelen.

§ 2. Minstens drie jaar vóór de voorziene datum van publicatie van het beheersplan en ten laatste drie jaar vóór 22 december 2009 worden de ontwerpen van tijdschema en werkprogramma per uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en door de stroomgebiedsoverheid onderworpen aan een terinzagelegging van minstens zes maanden. Tegelijk worden door de stroomgebiedsoverheid de ontwerpen van tijdschema en werkprogramma alsook de informatie gebruikt voor de opstelling ervan, ter beschikking gesteld op een internetsite en in elk betrokken Waals deelstroomgebied.

§ 3. De terinzagelegging wordt aangekondigd in elke gemeente van het Waalse stroomgebied door middel van een aanplakbiljet of van een bericht geplaatst in minstens drie kranten die verspreid worden over heel het grondgebied van het Waalse Gewest waarvan één in de Duitse taal. Indien een gemeente- of reclameblad gratis wordt uitgedeeld aan de bevolking wordt het bericht daarin gepubliceerd.

Om een enkel stroomgebiedsbeheersplan voort te brengen, wordt de terinzagelegging ook schriftelijk aangekondigd aan de andere staten of regio's van het internationaal stroomgebiedsdistrict.

Begin en einde van de termijn voor terinzagelegging worden meegedeeld in het bericht, alsmede de adressen van de website en de plaatsen waar de ontwerpen van tijdschema en werkprogramma geraadpleegd kunnen worden en het adres waar de schriftelijke opmerkingen toegezonden kunnen worden, de plaats en het ogenblik waarop de mondelinge opmerkingen worden ontvangen.

§ 4. Samen met de terinzagelegging van de ontwerpen van tijdschema en werkprogramma wint de stroomgebiedsoverheid het advies in van de gemeenten van het Waalse stroomgebied, AQUAWAL, de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", de "Société publique de Gestion de l'Eau", de Wateradviescommissie, de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire", de betrokken "Commission de conservation", het Comité voor Watercontrole, alsmede van elke andere instantie waarvan zij het advies nuttig acht.

§ 5. De adviezen worden vóór het einde van de terinzagelegging aan de stroomgebiedsoverheid overgemaakt. Bij gebrek worden ze geacht gunstig te zijn.

§ 6. Binnen zestig dagen na het einde van de terinzagelegging bepaalt de stroomgebiedsoverheid het tijdschema en werkprogramma. Haar beslissing wordt met reden omkleed. Het tijdschema en werkprogramma worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 7. Deze procedure is ook van toepassing op de procedures voor de bijwerking van het beheersplan.

Art. 27. § 1. Bij de opstelling van het beheersplan bedoeld in artikel 24, § 1, zal de stroomgebiedsoverheid een tussentijds overzicht opstellen van de belangrijke waterbeheerskwesties die zijn vastgesteld in het stroomgebied.

§ 2. Minstens twee jaar vóór de voorziene datum van publicatie van het beheersplan en ten laatste twee jaar vóór 22 december 2009 wordt het tussentijdse overzicht van de belangrijke kwesties per uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en door de stroomgebiedsoverheid onderworpen aan een terinzagelegging van minstens zes maanden. Tegelijk wordt door de stroomgebiedsoverheid het tussentijdse overzicht van de belangrijke kwesties alsook de informatie gebruikt voor de opstelling ervan, ter beschikking gesteld op een website en in elk betrokken Waals deelstroomgebied.

§ 3. De terinzagelegging wordt aangekondigd in elke gemeente van het Waalse stroomgebied door middel van een aanplakbiljet en van een bericht geplaatst in minstens drie kranten die verspreid worden over heel het grondgebied van het Waalse Gewest waarvan één in de Duitse taal.

Om een enkel stroomgebiedsbeheersplan voort te brengen, wordt de terinzagelegging ook schriftelijk aangekondigd aan de andere staten of regio's van het internationaal stroomgebiedsdistrict.

Begin en einde van de termijn voor terinzagelegging worden meegedeeld in het bericht, alsmede de adressen van de website en de plaatsen waar het tussentijdse overzicht van de belangrijke kwesties geraadpleegd kan worden en het adres waar de schriftelijke opmerkingen toegezonden kunnen worden, de plaats en het ogenblik waarop de mondelinge opmerkingen worden ontvangen.

§ 4. Samen met de terinzagelegging van het tussentijdse overzicht van de belangrijke kwesties wint de stroomgebiedsoverheid het advies in van de gemeenten van het Waalse stroomgebied, "AQUAWAL", de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", de "Société publique de Gestion de l'Eau", de Wateradviescommissie, de "Commission régionale de l'aménagement du territoire", de betrokken "Commission de conservation", het Comité voor watercontrole, alsmede van elke andere instantie waarvan zij het advies nuttig acht.

§ 5. De adviezen worden vóór het einde van de terinzagelegging aan de stroomgebiedsoverheid overgemaakt. Bij gebrek worden ze gunstig verklaard.

§ 6. Binnen zestig dagen na het einde van de terinzagelegging bepaalt de stroomgebiedsoverheid het tussentijdse overzicht van de belangrijke kwesties. Haar beslissing wordt met reden omkleed. Het tussentijdse overzicht van de belangrijke kwesties wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 7. Deze procedure is ook van toepassing op de procedures voor de bijwerking van het beheersplan.

Art. 28. § 1. Bij de opstelling van het beheersplan bedoeld in artikel 24, § 1, zal de stroomgebiedsoverheid een ontwerp van beheersplan en maatregelenprogramma opstellen, met name op grond van de adviezen en opmerkingen ingewonnen na de procedures van de artikelen 27 en 28.

§ 2. Minstens een jaar vóór de voorziene datum van publicatie van het beheersplan en ten laatste één jaar vóór 22 december 2009 wordt het ontwerp van beheersplan en maatregelenprogramma per uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en door de stroomgebiedsoverheid onderworpen aan een terinzagelegging van minstens zes maanden. Tegelijk worden door de stroomgebiedsoverheid het ontwerp van beheersplan en maatregelenprogramma alsook de informatie gebruikt voor de opstelling ervan, ter beschikking gesteld op een website en in elk betrokken Waals deelstroomgebied.

§ 3. De terinzagelegging wordt aangekondigd in elke gemeente van het Waalse stroomgebied door middel van een aanplakbiljet of van een bericht geplaatst in minstens drie kranten die verspreid worden over heel het grondgebied van het Waalse Gewest waarvan één in de Duitse taal.

Om een enkel stroomgebiedsbeheersplan voort te brengen, wordt de terinzagelegging ook schriftelijk aangekondigd aan de andere staten of regio's van het internationaal stroomgebiedsdistrict.

Begin en einde van de termijn voor terinzagelegging worden meegedeeld in het bericht alsmede de adressen van de website en de plaatsen waar het ontwerp van beheersplan en maatregelenprogramma geraadpleegd kan worden en het adres waar de schriftelijke opmerkingen toegezonden kunnen worden, de plaats en het ogenblik waarop de mondelinge opmerkingen worden ontvangen.

§ 4. Samen met de terinzagelegging van de ontwerpen van beheersplan en maatregelenprogramma wint de stroomgebiedsoverheid het advies in van de gemeenten van het Waalse stroomgebied, "AQUAWAL", de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable", de "Société publique de gestion de l'eau", de Wateradviescommissie, de "Commission régionale de l'aménagement du territoire", de betrokken "Commission de conservation", het Comité voor watercontrole, alsmede van elke andere instantie waarvan zij het advies nuttig acht.

§ 5. De adviezen worden vóór het einde van de terinzagelegging aan de stroomgebiedsoverheid overgemaakt. Bij gebrek worden ze gunstig verklaard.

§ 6. De resultaten van de terinzagelegging alsmede de adviezen van de instanties bedoeld in paragraaf 4 worden in beschouwing genomen bij de goedkeuring van het beheersplan en het maatregelenprogramma.

Het beheersplan bevat een samenvatting van de maatregelen genomen voor de informatie en raadpleging van het publiek, alsook de resultaten van deze maatregelen. Het beheersplan en het maatregelenprogramma worden uiterlijk op 22 december 2009 goedgekeurd door de stroomgebiedsoverheid en daarna om de zes jaar.

§ 7. Het beheersplan en het maatregelenprogramma worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De voorgeschreven bepalingen van het maatregelenprogramma hebben een indicatieve waarde tien dagen na de bekendmaking van het maatregelenprogramma in het *Belgisch Staatsblad*.

Binnen tien dagen na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* worden afschriften van het beheersplan en het maatregelenprogramma overgemaakt aan de personen en instanties die zijn geraadpleegd krachtens paragraaf 4.

Art. 29. Wanneer het beheersplan en/of het maatregelenprogramma worden onderworpen aan een milieueffect-evaluatie krachtens artikel 53 van het decreetale deel van boek I, zijn de bepalingen van de artikelen 55 tot 61 van het decreetale deel van boek I van toepassing naast de bepalingen bedoeld in artikel 28.

Samen met het ontwerp van beheersplan en maatregelenprogramma, maakt de stroomgebiedsoverheid het milieueffectrapport op bedoeld in artikel 56 van het decreetale deel van boek I.

Wanneer de informatie vereist in artikel 56 van het decreetale deel van boek I voldoende is in het ontwerp van beheersplan of van maatregelenprogramma, mag het milieueffectrapport over dit punt beperkt worden tot een nauwkeurige verwijzing naar dit ontwerp.

Art. 30. § 1. De stroomgebiedsoverheid zendt de Europese commissie en eventuele andere betrokken lidstaten afschriften van de Waalse stroomgebiedsbeheersplannen binnen drie maanden na publicatie daarvan toe.

§ 2. De stroomgebiedsoverheid legt beknopte verslagen voor met betrekking tot :

- de krachtens artikel 17 vereiste beschrijvende toestand;
- de in artikel 19 bedoelde monitoringsprogramma's

die ten behoeve van het eerste beheersplan zijn uitgevoerd binnen drie maanden na de voltooiing daarvan.

§ 3. Binnen drie jaar na de publicatie van elk Waals stroomgebiedsbeheersplan of van elke bijstelling legt de stroomgebiedsoverheid een tussentijds verslag voor over de vordering in de uitvoering van het geplande maatregelenprogramma.

Art. 31. Indien een stroomgebiedsoverheid een probleem constateert dat voor zijn waterbeheer gevolgen heeft, maar niet door die stroomgebiedsoverheid kan worden opgelost, kan ze dat probleem voorleggen aan de Europese commissie en eventuele andere betrokken staten of regio's en daarbij aanbevelingen doen voor de oplossing ervan

HOOFDSTUK III. — *Riviercontract*

Art. 32. Op initiatief van de plaatselijke overheid, van operatoren van de watercyclus en/of verenigingen kan een riviercontract opgemaakt worden binnen elk Waals deelstroomgebied. Het riviercontract verenigt een meerderheid van gemeenten en openbare en privé-actoren die betrokken zijn bij het beheer van de waterhulpbronnen van het deelstroomgebied.

Het riviercontract ontvangt het publiek, de overheden en de actoren van de watersector om hen te informeren over en te sensibiliseren voor het geïntegreerde en globale beheer van de watercyclus. De Regering kan aan het riviercontract informatie-, sensibilisatie- en overlegopdrachten toewijzen om de dialoog te bevorderen, alsook bepaalde technische opdrachten.

De Regering kan de riviercontracten subsidiëren volgens zelf bepaalde regels. Het riviercontract maakt een jaarlijks activiteitenverslag op. De evaluatie van het riviercontract wordt jaarlijks uitgevoerd door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water.

Titel V. — *Waterlopen*

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Art. 33. De waterlopen van het Waalse Gewest zijn samengesteld uit onbevaarbare waterlopen en waterwegen. Ze kunnen worden gerangschikt in één van deze categorieën volgen de regels vastgelegd in artikel 2, 20° en 90°.

Ze worden beheerd overeenkomstig de regels van deze Titel en in overeenstemming met hun hoofddoel, hun verschillende functies en gebruiken alsmede de bijzondere verplichtingen die eraan verbonden zijn.

Overeenkomstig de internationale akkoorden die ze mee ondertekend heeft zorgt het Gewest voor het vrije verkeer van de vissen in al zijn stroomgebieden.

HOOFDSTUK II. — *Onbevaarbare waterlopen*

Afdeling 1. — Bepaling van de onbevaarbare waterlopen

Art. 34. De Regering bepaalt de oorsprong van de onbevaarbare waterlopen, omschreven in artikel 2, 20° en wijst hun beheerder aan.

Art. 35. De Regering mag, om redenen van algemeen nut of klaarblijkelijk belang, elke kunstmatige waterweg alsmede waterlopen of delen van waterlopen waarvan de gehele grondoppervlakte geen 100 ha omvat en waarvoor het water wordt afgevoerd door de waterloop dat stroomopwaarts ligt van een bepaald punt bij de onbevaarbare waterlopen indelen.

Art. 36. De beheerder(s) is (zijn) belast, zich voegend naar de onderrichtingen van de Regering, met het opmaken en bijhouden van de beschrijvende tabellen van de Atlas van de onbevaarbare waterlopen en van alle andere bescheiden dienend om de toestand ervan op te nemen.

De Regering bepaalt welke aanduidingen in deze tabellen en bescheiden moeten voorkomen en schrijft voor op welke wijze en binnen welke termijn zij worden opgemaakt. Zij bepaalt de modaliteiten van het onderzoek, van de bezwaren en van de beroepen waartoe het opmaken van de tabellen en bescheiden aanleiding geeft alsook die van hun definitieve goedkeuring. Zij stelt eveneens regelen inzake het bewaren en bijhouden van deze bescheiden.

Afdeling 2. — Onderhoudswerken en kleine herstellingen

Art. 37. § 1. De onderhoudswerken en kleine herstellingen bevatten de tussenkomsten in verband met het onderhoud van de waterlopen en werken die eraan verbonden zijn, uitgevoerd op een aangepaste en evenredige manier om de veiligheid van de goederen en personen en de bescherming van het leefmilieu en de natuur te garanderen.

§ 2. De onderhoudswerken en kleine herstellingen moeten worden uitgevoerd door de beheerder overeenkomstig het door de Regering bepaald gewestelijk reglement betreffende de onbevaarbare waterlopen.

Dit reglement moet de modaliteiten van die uitvoering regelen, onder meer de termijnen binnen welke zij moet geschieden; het moet ook bepalen dat jaarlijks een schouwing zal gedaan worden van de waterlopen ten einde vast te stellen welke werken moeten worden ten uitvoer gelegd in de loop van de daaropvolgende periode van twaalf maanden.

Onverminderd de bepalingen van dit reglement zorgen de gemeenten overeenkomstig artikel 123, 11°, van de nieuwe gemeentewet voor de dringende onderhoudswerken en kleine herstellingen die noodzakelijk zijn voor de onmiddellijke veiligheid van de goederen en de personen.

Art. 38. De door die werken veroorzaakte kosten worden gedragen door het Gewest. Een bijdrage in die kosten mag ten laste gelegd worden van de privaot- of publiekrechtelijke personen die gebruiker zijn van de waterloop of die eigenaar zijn van een kunstwerk dat zich op de waterloop bevindt, in verhouding tot de verzwaaring van de kosten van die werken welke het gevolg is van het gebruik van de waterloop of van het bestaan van het kunstwerk.

Die bijdrage wordt bepaald door de Regering.

Art. 39. De bijzondere verplichtingen welke, hetzij door het gebruik, hetzij door titels of overeenkomsten opgelegd worden, blijven behouden en zij moeten uitgevoerd worden onder de leiding van de beheerder aangewezen overeenkomstig artikel 34.

De bruggen en andere private werken worden onderhouden en hersteld door diegenen aan wie ze toebehoren, zoniet kan de Regering de werken doen uitvoeren op kosten van de eigenaars, onverminderd de bij dit hoofdstuk en de artikelen 423 en 424 bepaalde straffen.

Afdeling 3. — Werken die aan een milieuvergunning of aangifte kunnen onderworpen worden

Art. 40. Aan een milieuvergunning of -aangifte volgens de regels omschreven bij het decreet van 11 maart 1999 kunnen onderworpen worden :

- 1° elk beduidend werk van wijziging van de waterloop en van de kunstwerken die zich op de waterloop bevinden;
- 2° elk werk ter verbetering van de waterafloop;
- 3° elk werk ter bestrijding van de overstromingen;
- 4° elke oprichting of afschaffing van een waterloop;
- 5° de bagger- of ruimingswerken van de waterloop en de uitvoering ervan door de beheerder.

De beheerder kan ambtshalve tot de uitvoering van elk werk overgaan waarvan de vertraging een gevaar of schade zou kunnen veroorzaken. Hij is belast met het onmiddellijk verwittigen van de Regering.

Art. 41. Onverminderd de door de openbare besturen verleende toelagen worden de door die werken veroorzaakte kosten gedragen door hen die er het initiatief van genomen hebben.

De Regering kan een deel van de kosten ten laste leggen van de publiekrechtelijke of privaotrechtelijke personen die de waterloop gebruiken of die eigenaar zijn van een kunstwerk dat zich op de waterloop bevindt en uit bedoelde werken voordeel halen of deze werken noodzakelijk hebben gemaakt.

Afdeling 4. — Algemene bepalingen

Art. 42. De bedding van een onbevaarbare waterloop wordt geacht toe te behoren aan het Gewest.

Art. 43. § 1. De aangelanden, de gebruikers en de eigenaars van kunstwerken op de waterlopen zijn verplicht :

1. doorgang te verlenen aan de personeelsleden van het bestuur, aan de werklieden en aan de andere met de uitvoering van de werken en met het algemeen toezicht van de waterlopen belaste personen;
2. op hun gronden of eigendommen de voor de uitvoering van de werken nodige materialen, gereedschap en werktuigen te laten plaatsen.

§ 2. De aangelanden, de gebruikers en de eigenaars van kunstwerken kunnen aanspraak maken op een schadeloosstelling voor de schade die zij hebben geleden naar aanleiding van de uitvoering van de werken bedoeld in artikel 40. Die schadeloosstelling wordt in de kosten van de werken verrekend.

Art. 44. De uit de bedding van de waterloop opgehaalde voorwerpen worden beheerd overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en zijn uitvoeringsbesluiten.

Art. 45. Onderhavig hoofdstuk is van toepassing in de wateringen.

Art. 46. De overeenkomstig de artikelen 34, de aanwijzing van de beheerder uitgezonderd, 35, 38 en 41 te nemen beslissingen, moeten worden voorafgegaan door een openbaar onderzoek in de betrokken gemeenten.

Art. 47. De Regering is bevoegd om een algemeen politiereglement van de onbevaarbare waterlopen op te maken.

Zij bepaalt in dat reglement wat zal gebeuren met de werken die wederrechtelijk op de onbevaarbare waterlopen bestaan.

Zij stelt, in ditzelfde reglement, benevens de straf, regelen betreffende de herstelling van de overtreding en bepaalt de te volgen procedure voor het geval dat de beklaagde een recht van eigendom of een ander zakelijk recht inroept.

HOOFDSTUK III. — *Waterwegen**Afdeling 1. — Algemeen*

Art. 48. Dit hoofdstuk beoogt het behoud van de materiële en fysieke integriteit van de goederen van het gewestelijk openbaar waterwegendomein en van hun oorspronkelijke bestemming alsmede een duurzaam beheer van de waterwegen.

De Regering kan een lijst opmaken van de waterwegen.

Art. 49. De beheerder van de waterwegen wordt door de Regering aangewezen.

Afdeling 2. — Onderhoudswerken en kleine herstellingen

Art. 50. § 1. De onderhoudswerken en kleine herstellingen bevatten de tussenkomsten in verband met het onderhoud van de waterwegen, uitgevoerd op een aangepaste en evenredige manier om de veiligheid van de goederen en personen en de bescherming van het milieu en de natuur te garanderen.

§ 2. De onderhoudswerken en kleine herstellingen moeten worden uitgevoerd door de beheerder overeenkomstig het gewestelijk reglement betreffende de waterwegen.

Dit reglement moet de modaliteiten van die uitvoering regelen, onder meer de termijnen binnen welke zij moet geschieden; het moet ook bepalen dat jaarlijks een schouwing zal gedaan worden van de waterwegen ten einde vast te stellen welke werken ten uitvoer moeten worden gelegd in de loop van de daaropvolgende periode van twaalf maanden.

Afdeling 3. — Werken die aan een milieuvergunning of aangifte kunnen onderworpen worden

Art. 51. Aan een milieuvergunning of aangifte volgens de regels omschreven bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kunnen onderworpen worden :

1° elk beduidend werk van wijziging van de waterloop en van de kunstwerken die zich op de waterloop bevinden;

2° elk werk van verbetering van de waterafloop;

3° elk werk ter bestrijding van de overstromingen;

4° elke oprichting of afschaffing van een waterloop;

5° de bagger- of ruimingswerken van de waterloop en de uitvoering ervan door de beheerder;

6° de vaste of mobiele installaties uitgevoerd op het gewestelijk waterwegendomein;

7° de lozingen in het gewestelijk waterwegendomein;

8° het opstellen van dijken, ophogingen, afsluitingen, beplantingen die de waterloop kunnen hinderen of storen in geval van hoogwater, alsmede alle andere werken uitgevoerd in het waterwegendomein;

9° de winning van aarde, zand en andere grondstoffen op minder dan twintig meter van de oevers van de waterwegen.

De beheerder kan ambtshalve tot de uitvoering van elk werk overgaan waarvan de vertraging een gevaar of schade zou kunnen veroorzaken. Hij is belast met het onmiddellijk verwittigen van de Regering.

HOOFDSTUK IV. — *Beheer van de niet in de*

Hoofdstukken I tot III bedoelde waterwegen

Art. 52. De Regering bepaalt in een reglement politionele en beheersregels die van toepassing zijn op de waterlopen die niet onder de toepassing van de hoofdstukken I tot III vallen.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen inzake de bestrijding van overstromingen*

Art. 53. De Regering kan alle nodige maatregelen treffen teneinde de gevolgen van overstromingen efficiënt te bestrijden.

Zij maakt een cartografische lijst op van de gebieden die overstromd kunnen worden.

De voorschriften van deze documenten hebben een reglementaire waarde en vormen de gebieden bedoeld in artikel 40, 5° van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en bepalen het overstromingsrisico waaraan onroerende goederen worden blootgesteld in de zin van artikel 136 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

De Regering kan bovendien een cartografische lijst opmaken van :

- de overstromingskwetsbaarheid van de goederen die zich in de overstromingsgebieden bevinden;

- de aan overstromingen toe te schrijven schaderisico's.

Ze kan een methodologie voor het opstellen van deze documenten vastleggen.

Art. 54. De Regering richt een gecentraliseerde dienst op voor de aankondiging, opvolging en verwachtingen inzake hoogwater en overstromingen. Ze regelt de organisatie en opdrachten van deze dienst. De beheerder van de waterwegen wordt door haar belast met de installatie en de werking van de dienst.

Titel VI. — WateringenHOOFDSTUK I. — *Inrichting van de wateringen*

Art. 55. Wateringen zijn openbare besturen, ingesteld met het oog op het tot stand brengen en handhaven, binnen de grenzen van hun territoriaal gebied, van een waterstelsel gunstig voor de landbouw en de hygiëne alsmede voor het beschermen van de gronden tegen overstromingen.

In de omtrekken van de Natura 2000-sites opgenomen in die van de wateringen in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud worden deze wateringen bovendien ingesteld met het oog op het tot stand brengen en handhaven van een aangepast waterstelsel zoals bepaald in het aanwijzingsbesluit van de site overeenkomstig artikel 26, § 1 van voornoemde wet.

Art. 56. De Regering bepaalt het gebied van elke watering. De natuurreservaten en de vochtige gebieden die een biologisch belang vertonen krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud worden onttrokken aan het gebied van elke watering.

De zetel van de watering wordt door haar reglement vastgesteld. Hij moet evenwel gelegen zijn in de gemeente of in een van de gemeenten waarover het gebied van de watering zich uitstrekt, behoudens afwijking toegestaan door de Regering.

Art. 57. Onder de gelding van deze titel vallen alle besturen, verenigingen of gemeenschappen die bestaan onder de benaming wateringen en die effectief de opdrachten uitoefenen bedoeld in de wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringen, voor het voorwerp bedoeld in artikel 55.

Besturen, verenigingen of gemeenschappen die bestaan onder de benaming wateringen en die op 1 januari 2003 alle voorwaarden bedoeld in de artikelen 14, 16, 26, 27, 29 en 80 van de wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringen niet vervuld hebben, worden niet beschouwd als instanties die de voorwaarden bedoeld in het eerste lid naleven. Bij gebrek aan meedelen aan de Regering van de inlichtingen die kunnen bewijzen dat ze deze voorwaarden vervullen een maand na de inwerkingtreding van deze titel, zullen deze wateringen van rechtswege ontbonden worden.

De Regering stelt de naleving van de voorwaarden bedoeld in het tweede lid vast of, bij gebrek, de ontbinding van de watering.

Art. 58. Twee jaar na de inwerkingtreding van deze titel overhandigen de wateringen aan de Regering een administratief en financieel verslag dat met name de documenten bevat bedoeld in de artikelen 66 en 68, de notulen van de algemene vergaderingen en een lijst van de maatregelen die hun beraadslagingen hebben uitgevoerd, de inventaris en een samenvatting van de budgetten en rekeningen samen met een toelichting die de financiële toestand van de watering beschrijft.

De Regering maakt een evaluatie van het verslag bedoeld in het eerste lid. Op grond van deze evaluatie is ze bevoegd om alle nodige maatregelen te nemen voor de goede uitvoering van de opdrachten van de wateringen.

Art. 59. De Regering kan wateringen opheffen, de bestaande gebieden wijzigen, verscheidene wateringen samensmelten of bevelen dat zij een vereniging vormen met het oog op hun gemeenschappelijke verdediging of voor de uitvoering van werken waarbij zij gemeenschappelijk belang hebben.

Het besluit waarbij een watering wordt opgeheven, gesplitst of gewijzigd of waarbij verscheidene wateringen worden samengesmolten regelt de overgang van de vermogens.

Art. 60. Aan de beslissingen bedoeld in artikel 59 gaat een onderzoek vooraf, ingesteld door de Regering.

Te dien einde wordt het ontwerp van beslissing, eventueel samen met de kaart van de wijzigingen of innovaties, gezonden naar alle wateringen die er belang bij kunnen hebben en ten gemeentehuize neergelegd in alle gemeenten die het aangaat. In die gemeentehuizen worden een maand lang registers geopend voor de opmerkingen van de eigenaars.

Zodra zij gesloten zijn, worden de registers gezonden naar de Regering.

Art. 61. Gaat het in de beslissing om het vormen van een of meer nieuwe wateringen, door samensmelting, dan moet ieder van de nieuwe openbare besturen zich binnen de hierna gestelde termijn een reglement opmaken.

De Regering stelt een ontwerp op, dat het reglement tot voorbeeld zal dienen. Over het reglement wordt gestemd door een vergadering samengesteld uit de personen aan wie het ontwerp onder de voorwaarden gesteld door artikel 67 voorlopig stemrecht verleent en door de Regering bijeengeroepen binnen de termijn die ze bepaalt. De vergadering zendt het reglement ter goedkeuring aan de Regering.

Heeft de vergadering haar het behoorlijk aangenomen reglement niet binnen drie maanden na de eerste bijeenkomst doen toekomen, dan stelt de Regering het reglement ambtshalve vast.

Art. 62. Gaat het in de beslissing om het vormen van een vereniging van wateringen, dan verzoekt de Regering deze wateringen het reglement van hun vereniging op te stellen binnen de termijn die ze bepaalt. De vereniging van wateringen zendt het reglement ter goedkeuring aan de regering.

Hebben de wateringen haar niet binnen de genoemde termijn het reglement van hun vereniging doen toekomen, dan stelt de Regering dit reglement ambtshalve vast.

Art. 63. De wateringen kunnen zich ook uit eigen beweging verenigen met het oog op hun gemeenschappelijke verdediging of voor de uitvoering van werken waarbij zij gemeenschappelijk belang hebben. In dat geval stellen zij het reglement van hun vereniging vast onder voorbehoud van de Regeringsgoedkeuring.

Art. 64. De vereniging van wateringen bezit rechtspersoonlijkheid. Het reglement van de vereniging bepaalt haar benaming, haar zetel, haar doel, de wijze van benoemingen en afzetting van de beheerders en hun bevoegdheden, de wijze van vereffening.

Verenigde wateringen behouden in de groepering hun rechtspersoonlijkheid.

HOOFDSTUK II. — *Het beheer van de wateringen*

Afdeling 1. — De algemene vergadering

Art. 65. De algemene vergadering van de watering bestaat uit de stemgerechtigde ingelanden.

Ingelanden zijn in de zin van deze titel, zij die een titel hebben van zakelijke rechten waaraan genot van de in het gebied van de watering gelegen erven verbonden is.

Art. 66. Door het bestuur van de watering wordt een legger opgemaakt van al de in de watering gelegen erven.

Die legger wordt bijgehouden en jaarlijks, binnen de eerste zes maanden, door het bestuur herzien.

Het tijdstip waarop die verrichting plaats heeft, wordt door het bestuur ter kennis gebracht van de ingelanden. Gedurende deze tijd kunnen de ingelanden de legger inzien en opmerkingen maken.

Binnen acht dagen na die herziening wordt hiervan verslag gedaan aan de Regering.

Komt het bestuur van de watering deze verplichting niet na, dan geeft de Regering aan de bewaarder van het kadaster opdracht de legger op kosten van de watering op te maken en vast te stellen.

De Regering is te allen tijde gerechtigd de in de legger vastgestelde vergissingen te doen herstellen.

Art. 67. Het reglement van elke watering moet, in billijke mate, de vertegenwoordiging van de kleine eigendommen waarborgen. Het moet, ten minste, stemrecht waarborgen aan iedere ingelande die, in het gebied van de watering, grond bezit ter grootte van :

1° één halve hectare in een gebied van minder dan 100 hectaren;

2° één hectare in een gebied van 100 tot 499 hectaren;

3° twee hectaren in een gebied van 500 tot 999 hectaren;

4° drie hectaren in een gebied van 1.000 tot 4.999 hectaren;

5° vier hectaren in een gebied van 5.000 tot 9.999 hectaren;

6° vijf hectaren in een gebied van 10.000 hectaren en meer.

Eigenaars die afzonderlijk geen stemrecht hebben, kunnen hun eigendommen groeperen tot het in het reglement vastgestelde minimum, om gezamenlijk een afgevaardigde naar de algemene vergadering te zenden.

Elk lid van de algemene vergadering beschikt slechts over een stem.

Art. 68. Het bestuur van de watering is gehouden de lijst van de stemgerechtigden op te maken.

Deze lijst wordt ieder jaar vóór 1 oktober herzien en, te rekenen van die datum, gedurende één maand ter beschikking gehouden van belanghebbenden, die gedurende die termijn en op straffe van verval, hun eventuele bezwaren bij de Regering moeten indienen. Ze beslist zonder verwijl en, in ieder geval, vóór het einde van het jaar.

Zij die op de aldus vastgestelde lijst niet voorkomen, hebben geen recht van stemmen in de loop van het volgende jaar.

Art. 69. Behoort het stemrecht aan een rechtspersoon, dan wijst deze een speciaal gemachtigde aan om het uit te oefenen.

Behoort het stemrecht aan eigenaars van onverdeelde goederen, of aan een eigenaar samen met houders van een recht van vruchtgebruik, erfpacht, opstal, gebruik of bewoning, dan kan dat stemrecht slechts worden uitgeoefend door een gemeenschappelijke mandataris, die door de belanghebbenden of, bij gebreke van overeenstemming, door de vrederechter wordt aangesteld. Deze doet uitspraak binnen een maand nadat het verzoek hem daartoe door de meest gerede partij is toegezonden.

Art. 70. Stemgerechtigden kunnen zich op de algemene vergaderingen door een gevolmachtigde naar hun keuze, die al dan niet ingelande is, laten vertegenwoordigen.

Een gevolmachtigde kan slechts drager zijn van één volmacht.

Art. 71. De burgemeesters der gemeenten waarover het gebied van de watering zich uitstrekt of hun gemachtigden, maken van rechtswege, maar zonder medebeslissende stem, deel uit van de algemene vergadering.

De door de Regering aangewezen ambtenaren moeten op de algemene vergaderingen uitgenodigd worden. Zij hebben daarin raadgevende stem.

Art. 72. Ieder lid van de algemene vergadering dat niet woont in één van de gemeenten waarover het gebied van de watering zich uitstrekt, is verplicht aldaar woonplaats te kiezen voor alles wat zijn betrekkingen met het bestuur van de watering aangaat.

Bij gebreke aan dergelijke keuze van woonplaats worden de betekeningen en oproepingen geldig gezonden aan het gemeentebestuur van de plaats waar de watering haar zetel heeft.

Art. 73. Onverminderd de bevoegdheden haar door bijzondere bepalingen toegekend, omvat de bevoegdheid van de algemene vergadering :

1° het opmaken van het huishoudelijk reglement;

2° het opmaken van bijzondere politiereglementen van de watering onder de voorwaarden bepaald bij artikel 75;

3° de beslissingen betreffende het aanleggen en verbeteren van de verdedigings-, droogleggings- of bevoeiingswerken en van de wegen; de bepalingen betreffende de overeenkomsten, die met het Gewest worden gesloten, voor de uitvoering van werken door deze laatste binnen het gebied van de watering;

4° het opmaken van de begroting van de watering;

5° het onderzoek van de rekeningen en het geven van ontlasting aan de rekenplichtigen;

6° de beslissingen betreffende het principe en de voorwaarden van de verhuring en verpachtingen van goederen van de watering en het eventueel kwijtschelden van verplichtingen aangegaan door huurders, pachters en aannemers van werken of leveranties;

7° het vervreemden of andere daden van beschikking met betrekking tot de goederen van de watering;

8° de geldleningen door de watering aan te gaan;

9° het goedkeuren van het geschot of belasting ten behoeve van de watering.

Art. 74. De algemene vergadering is gehouden jaarlijks op de begroting de uitgaven te brengen die ingevolge de wet of bij overeenkomst te haren laste komen.

Indien de ontvangsten geraamd op de begroting ontoereikend zijn, is zij verplicht daarin te voorzien door het invoeren van gewone of buitengewone belastingen.

Blijft de algemene vergadering in gebreke aan die voorschriften te voldoen, dan wordt daarin door de Regering voorzien, het bestuur van de watering en de ingelanden gehoord. De Regering geeft kennis van haar beslissing aan het bestuur van de watering en het bestuur geeft er kennis van aan de ingelanden.

Art. 75. Het bijzonder politiereglement van de watering mag slechts ten doel hebben het behoud van de dijken, waterlozingen en bevoeiingen, van de wegen, van de kunstwerken en hun aanhorigheden.

Het reglement kan de inbreuken op zijn bepalingen of op sommige daarvan als overtreding vaststellen. Die overtredingen worden gestraft met gevangenisstraf van één dag tot zeven dagen en met geldboete van één euro tot vijftientig euro of slechts met een van die straffen. Behalve de straf beveelt de rechter, zo nodig, de herstelling van de overtreding binnen de door hem vastgestelde termijn en hij bepaalt dat bij niet-uitvoering het bestuur van de watering erin zal voorzien op kosten van de overtreder, die, krachtens het vonnis, tot terugbetaling van de uitgave gedwongen kan worden op een eenvoudige staat door dit college opgemaakt.

Het reglement mag niet in strijd zijn met de wetten of algemene verordeningen.

Het wordt bindend met ingang van de tiende dag na de bekendmaking.

De wijze waarop deze bekendmaking geschiedt en de vormen waarin ze wordt gesteld, worden bij besluit bepaald.

Art. 76. De besluiten van de algemene vergadering worden met volstreekte meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemming beslist de stem van de voorzitter.

Geheime stemming geschiedt van rechtswege wanneer één vierde der aanwezige leden zulks vragen.

Art. 77. Na twee achtereenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen, kan de Regering één of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op kosten van de watering die verzuimde aan de waarschuwingen te voldoen, met opdracht om de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te winnen of de maatregelen, voorgeschreven door de decretale en reglementaire bepalingen, en de ter uitvoering van deze decretale bepalingen genomen beslissingen van alle bevoegde overheden ten uitvoer te leggen.

De invordering van die kosten geschiedt, zoals in zake directe belastingen, door de rijksontvanger, op bevel van de Regering.

Art. 78. Onverminderd de bijzondere decretale en reglementaire bepalingen, zijn aan de goedkeuring der Regering onderworpen :

1° overeenkomsten tussen watering en onderling of tussen watering en derde personen betreffende afwatering of watertoevoer;

2° vervreemdingen, verkrijgingen, ruilingen en dadingen welke onroerende goederen of rechten betreffen en de huurovereenkomsten;

3° geldleningen en overeenkomsten, waaruit lasten van blijvende aard voortvloeien voor de watering;

4° beslissingen houdende vaststelling van de belastingen ten behoeve van de watering;

5° begrotingen en rekeningen.

Art. 79. Aan de Regeringsgoedkeuring zijn onderworpen, de reglementen van de watering, alsook de in deze reglementen aangebrachte wijzigingen.

Aan dezelfde goedkeuring zijn onderworpen, de krachtens artikel 63 tussen verscheidene watering gesloten overeenkomsten, betreffende hun vereniging, alsook de reglementen van elke vereniging van watering.

De Regering kan de reglementen ambtshalve aanvullen met alle nodige bepalingen ter uitvoering van deze titel.

Art. 80. De beslissingen van de algemene vergaderingen die niet worden onderworpen aan de goedkeuring van de hogere overheid, kunnen door de Regering vernietigd worden indien zij strijdig zijn met deze titel, met het door de hogere overheid goedgekeurd reglement van de watering, met algemene belangen of met die van een ander bestuur, openbare instelling of inrichting.

De beslissing kan door de Regering niet meer vernietigd worden na het verstrijken van een termijn van zes maanden, te rekenen van de dag waarop ze kennis heeft gekregen van de beslissing.

Tijdens die termijn van zes maanden kan de Regering de uitvoering van de beslissing schorsen; deze schorsing neemt een einde ten laatste bij het verstrijken van die termijn.

Afdeling 2. — Het bestuur

Art. 81. Iedere watering heeft een bestuur, bestaande uit een voorzitter, een ondervoorzitter en beheerders, wier aantal bepaald wordt door het reglement.

Het bestuur wordt bijgestaan door een ontvanger-griffier.

Art. 82. De leden van het bestuur en de ontvanger-griffier mogen onderling bloed- noch aanverwant zijn in de eerste en in de tweede graad. Zij mogen met elkaar niet door het huwelijk verbonden zijn.

In geval van aanverwantschap, ontstaan sedert de benoeming, mag degene die ze heeft doen ontstaan, zijn ambt niet verder waarnemen. Wanneer het huwelijk na de benoeming plaats heeft, mag de echtgenote haar ambt niet verder waarnemen.

Afwijkingen van het bepaalde bij dit artikel kunnen door de Regering verleend worden.

Art. 83. Indien de watering aan minder dan vier ingelanden toebehoort, worden de voorzitter, de ondervoorzitter en de beheerders benoemd door de Regering.

Deze kan een of meer bestuursleden buiten de ingelanden benoemen; in dat geval maken zij van rechtswege deel uit van de algemene vergadering.

Art. 84. Buiten het geval bedoeld in artikel 83 benoemt de algemene vergadering de leden van het bestuur bij geheime stemming, onder de ingelanden. Zij wijst onder de leden van het bestuur, bij twee afzonderlijke stemmingen, de voorzitter en de ondervoorzitter aan.

Zij die verkozen mochten worden onder de ingelanden die geen stemrecht hebben, verkrijgen dit recht krachtens hun benoeming.

Art. 85. De voorzitter, ondervoorzitter en beheerders moeten op de datum van hun benoeming of verkiezing of van de vernieuwing van hun mandaat, Belg en meerderjarig zijn. Behoudens bijzondere toestemming van de Regering moeten zij hun gewone verblijfplaats hebben in een der gemeenten waarover het gebied van de watering zich uitstrekt, of in een aangrenzende gemeente.

Art. 86. Het mandaat van voorzitter, van ondervoorzitter en van beheerder duurt zes jaar. Het kan worden vernieuwd.

Het reglement van de watering stelt een orde van aftreden vast.

Art. 87. De bestuursleden leggen de eed af in handen van de Regering of van zijn gemachtigde.

Art. 88. Behoudens bijzondere toestemming van de Regering mag niemand in meer dan één watering voorzitter, ondervoorzitter of beheerder zijn.

Art. 89. Een voorzitter die verhinderd is, wordt vervangen door de ondervoorzitter, en indien ook deze verhinderd is, door de oudste beheerder in jaren.

Zijn al de beheerders verhinderd, dan wijst de Regering een derde persoon aan om het ambt van voorzitter tijdelijk waar te nemen.

Art. 90. Klachten tegen de voorzitter worden aan de algemene vergaderingen voorgelegd. Voor het onderzoek van die klachten op de algemene vergadering wordt de voorzitter vervangen zoals bepaald in artikel 89, eerste en tweede lid.

De algemene vergadering hoort de voorzitter. Acht zij de klacht ongegrond, dan beslist zij dat er geen aanleiding is tot straf. Meent zij dat een straf nodig is, dan zendt zij het dossier, samen met haar besluit, aan de Regering.

De Regering, na de voorzitter gehoord te hebben, kan beslissen dat er geen aanleiding is tot straf ofwel de voorzitter schorsen of afzetten.

Art. 91. De algemene vergadering kan de ondervoorzitter en de beheerders schorsen op verslag van de voorzitter en na de betrokkene te hebben gehoord.

Meent zij dat de schorsing meer dan een maand moet duren, of dat de betrokken ondervoorzitter of beheerder moet worden afgezet, dan wordt haar besluit aan de Regering gezonden. Die uitspraak doet na de betrokkene gehoord te hebben.

Art. 92. De Regering kan eveneens, ambtshalve, na de betrokkenen gehoord te hebben, en na het advies van de op haar initiatief speciaal daarvoor bijeengeroepen algemene vergadering ingewonnen te hebben, de voorzitter, de ondervoorzitter of de beheerders schorsen dan wel afzetten.

De algemene vergadering geeft haar advies eerst na de betrokkenen gehoord te hebben.

Art. 93. Onverminderd de bevoegdheden, door bijzondere bepalingen verleend, is het bestuur belast :

1° met het voorbereiden van de werkzaamheden van de algemene vergadering;

2° met het uitvoeren van haar beslissingen;

3° met het dagelijks bestuur en met het toezicht op de belangen van de watering, en in het bijzonder met het onderhoud en het in stand houden van de verdedigings-, droogleggings- of bevoeiingswerken en van de wegen;

4° met het beheer van het domein van de watering;

5° met het opmaken van de plannen en bestekken van de werken en leveringen;

6° met het nazien van de boeken en de kas, gehouden door de ontvanger-griffier;

7° met het bijhouden van de lijst van de ingelanden die belasting ten behoeve van de watering schuldig zijn en van het kohier dier belastingen;

8° met het vaststellen van de wedden en lonen van de wachters, de sluiswachters en van de overige leden van het personeel der watering, behalve van de ontvanger-griffier.

Art. 94. De voorzitter roept de algemene vergadering samen op de plaats daartoe door het reglement bepaald; hij zit deze vergadering voor.

Hij is gehouden de algemene vergadering bijeen te roepen op schriftelijk verzoek van ten minste een derde der leden.

Art. 95. Hij vraagt de goedkeuring van de hogere overheid voor de daden en beslissingen aan die goedkeuring onderworpen.

Art. 96. Hij gelast de betaling van de werken en leveranties, na oplevering en op zicht van de bewijsstukken betreffende de uitgave, die moeten bewaard worden om tot staving van de rekeningen te worden overlegd.

Art. 97. Hij voert de beslissingen van het bestuur uit.

Hij treedt in rechte op voor de watering overeenkomstig de aanwijzingen van het bestuur en na daartoe gemachtigd te zijn door de algemene vergadering en door de Regering voor andere rechtsgedingen als eiser dan de bezitsvorderingen en de vorderingen in kortgeding.

Hij tekent al de akten en bescheiden van de watering, zonder zijn ambtsbevoegdheid te moeten rechtvaardigen tegenover derden. De akten en bescheiden betreffende het geldelijk beheer van de watering moeten evenwel medeondertekend worden door de ontvanger-griffier.

De obligatiën van geldleningen worden getekend door de voorzitter en medeondertekend door een beheerder.

Art. 98. Hij heeft de leiding van en houdt toezicht over het personeel van de watering.

Art. 99. In processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen, stelt hij de overtredingen vast, omschreven bij deze titel, bij de ter uitvoering daarvan genomen besluiten of bij het politiereglement van de watering.

Art. 100. In spoedeisende gevallen neemt hij de beslissingen die tot de bevoegdheid van het bestuur behoren, mits hij bij dit bestuur daarover zo spoedig mogelijk verslag uitbrengt.

Art. 101. Bij hoge waterstand en telkens wanneer de watering in gevaar van overstroming verkeert, begeven de bestuursleden zich naar de bedreigde plaatsen en treffen er de nodige maatregelen.

Afdeling 3. — De ontvanger-griffier

Art. 102. De ontvanger-griffier wordt door de algemene vergadering benoemd.

Art. 103. Hij moet Belg en meerderjarig zijn. Zijn ambt neemt een einde op de leeftijd van 65 jaar, met dit voorbehoud dat hij de dienst waarneemt tot de dag dat zijn opvolger de eed aflegt.

De algemene vergadering stelt zijn wedde vast, die door de Regering moet goedgekeurd worden.

Art. 104. Hij legt ter vergadering van het bestuur de eed af in handen van de voorzitter.

Art. 105. Hij stort een borgsom waarvan het bedrag door de algemene vergadering wordt vastgesteld.

Deze borgsom mag het bedrag van zijn jaarwedde niet overschrijden; zij wordt hem eerst terugbetaald na het neerleggen van zijn ambt en na goedkeuring, door de algemene vergadering, van zijn rekening van klerk tot meester.

Art. 106. Hij houdt zijn kantoor in de gemeente waar het bestuur van de watering haar zetel heeft, of in een aangrenzende gemeente.

Art. 107. De ontvanger-griffier stelt de notulen op van de algemene vergaderingen en van de bestuursvergaderingen en ondertekent ze samen met de voorzitter.

Art. 108. Hij is verantwoordelijk voor de bewaring van de boeken, de stukken van comptabiliteit en beheer alsook het archief van de watering.

Art. 109. Hij legt deze bescheiden voor op ieder verzoek van de voorzitter, van het bestuur, van de Regering.

Gedurende vijftien dagen vóór elke algemene vergadering kan ieder lid inzage nemen van de bescheiden betreffende de punten die aan de orde zijn. Wanneer de vaststelling van de begroting of het onderzoek van de rekeningen aan de orde is, ontvangt elk lid uiterlijk vijftien dagen vóór de algemene vergadering een afschrift van die bescheiden.

Van het archief van de watering kan inzage worden genomen door ieder die de toestemming van de voorzitter verkregen heeft.

Art. 110. Meent het bestuur dat een sanctie moet worden getroffen ten laste van de ontvanger-griffier, dan brengt het de zaak vóór de algemene vergadering. Deze hoort de belanghebbende. Zij kan hem voor één maand schorsen. Acht zij een strengere sanctie noodzakelijk, dan kan zij aan de Regering de schorsing voor meer dan een maand of de afzetting voorstellen.

Art. 111. Is de ontvanger-griffier geschorst of verhinderd zijn ambt te vervullen, dan voorziet het bestuur in zijn tijdelijke vervanging.

Afdeling 4. — De wachters en de sluiswachters of sluismeesters

Art. 112. De wachters en sluiswachters worden door het bestuur benoemd, geschorst of uit hun ambt ontzet.

Zij kunnen eveneens door de Regering worden geschorst of uit hun ambt ontzet, het bestuur van de watering gehoord.

Geen tuchtstraf wordt getroffen tenzij de belanghebbende vooraf gehoord is.

Art. 113. Om wachter of sluiswachter te zijn, moet men meer dan 21 zijn en minder dan 65 jaar oud.

Art. 114. De wachters en sluiswachters leggen de eed af vóór de vrederechter van het kanton waarin de watering haar zetel heeft.

Art. 115. In processen-verbaal, die bewijskracht hebben tot het tegendeel is bewezen, stellen zij de overtredingen vast omschreven bij deze titel en bij het politiereglement van de watering.

In de wateringen waar geen wachter noch sluiswachter is, behoort die politiebevoegdheid aan de ontvanger-griffier.

Art. 116. Zij kunnen belast worden met de dienst van bode of dwangbeveldrager.

HOOFDSTUK III. *De belastingen ten behoeve van de wateringen*

Afdeling 1. — Het vestigen der belastingen

Art. 117. Op al de erven binnen het gebied van de watering kan een belasting ten behoeve van de watering worden geheven op de grondslagen en volgens het onderscheid te bepalen bij het reglement.

Dit reglement mag het aandeel in de belasting differentieel onder de verschillende categorieën van erven vaststellen.

De belastingvoet wordt jaarlijks door de algemene vergadering vastgesteld.

Art. 118. Voor de betaling van de belasting, van de intresten en de kosten heeft de watering een hoofdelijke rechtsvordering tegen de eigenaars, erfpachters, opstalhouders, vruchtgebruikers en houders van een recht van gebruik van eenzelfde erf.

De mede-eigenaars van een erf zijn ook hoofdelijk gehouden.

Art. 119. Erfgenamen en erfopvolgers van een overleden schuldenaar zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de schuld.

Afdeling 2. — Wijze van invordering der belastingen

Art. 120. Het kohier van de belasting ten behoeve van de watering wordt elk jaar door de algemene vergadering opgemaakt en vastgesteld volgens de regelen bepaald door het reglement.

Het wordt door de Regering uitvoerbaar verklaard.

Een aanvullend kohier kan door de algemene vergadering worden opgemaakt voor het heffen van buitengewone belastingen.

Bezwaren worden vóór de Regering gebracht binnen drie maanden na ontvangst van het aanslagbiljet, in de vormen en onder de voorwaarden bepaald bij de artikelen 25 tot 27 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen.

Tegen de beslissingen over deze bezwaren door de Regering getroffen, mag men zich in verbreking voorzien overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 van bovenvermeld decreet.

Art. 121. De belasting moet betaald zijn binnen de termijnen door de algemene vergadering vastgesteld.

Het reglement voorziet in de betaling van een verwijlinterest.

De ontvanger-griffier is verantwoordelijk voor de belastingen die door zijn schuld niet binnen de gestelde tijd zijn geïnd. In afwachting van de inning kan hij door de Regering gedwongen worden persoonlijk het bedrag voor te schieten om de uitgaven van de watering te dekken, zonder uit dien hoofde op enige intrest aanspraak te hebben.

Art. 122. Buitengewone belastingen kunnen over verscheidene dienstjaren verdeeld worden, met goedkeuring van de Regering.

Art. 123. De ontvanger-griffier volgt, voor de invordering van de belastingen, van de intresten en de kosten, de regelen vastgesteld voor de invordering der directe belastingen door de Staat.

Art. 124. De kosten van dwangbevel en tenuitvoerlegging worden vastgesteld zoals inzake directe belastingen.

Afdeling 3. — Waarborgen voor de invordering der belasting

Art. 125. De schuldenaren van de belasting ten behoeve van de watering staan in met hun in het gebied van de watering gelegen onroerende goederen en met al hun roerende goederen.

Art. 126. De gewone en buitengewone belastingen ten behoeve van de watering, de intresten en de kosten zijn gewaarborgd door een algemeen voorrecht op de inkomsten en op de roerende goederen van alle aard van de belastingsplichtige en door een wettelijke hypotheek op al de hem toebehorende goederen in het gebied van de watering gelegen en die daarvoor vatbaar zijn.

Art. 127. Het voorrecht neemt rang onmiddellijk na dat hetwelk ingesteld is ten voordele van de Openbare Schatkist voor de invordering der directe belastingen, onverminderd artikel 13 van de wet van 5 juli 1871 en artikel 4 van de wet van 11 april 1895.

Het wordt uitgeoefend gedurende twee jaar te rekenen van de datum van de uitvoerbaarverklaring van het kohier.

Bij beslag op de inkomsten of goederen vóór het verstrijken van die termijn blijft het voorrecht behouden tot hun tegeldemaking.

Met beslag gelijkgesteld wordt het verzoek van de ontvanger-griffier bij ter post aangetekend schrijven gedaan aan de pachters, huurders, ontvangers, agenten, huismeesters, notarissen, deurwaarders, griffiers, curators, vertegenwoordigers en andere bewaarnemers en schuldenaars van de inkomsten, sommen, waarden of roerende goederen om, op het bedrag van de fondsen of waarden die zij verschuldigd zijn of die zich in hun handen bevinden, ter ontlasting van de belastingplichtigen, te betalen tot beloop van al of een deel van de door de laatstgenoemden aan de watering verschuldigde belastingen.

De uitwerking van dit verzoek strekt zich uit tot de voorwaardelijke schuldvorderingen of die op termijn, op welk tijdstip ook zij opeisbaar worden.

Art. 128. § 1. De wettelijke hypotheek schaadt geenszins de vorige voorrechten en hypotheeken.

§ 2. Zij neemt rang vanaf haar inschrijving.

Behalve wanneer de rechten van de watering in gevaar verkeren, mag de inschrijving slechts worden genomen vanaf het verstrijken van een termijn van zes maanden, ingaande op de datum van de uitvoerbaarverklaring van het kohier waarin de gewaarborgde belastingen zijn opgenomen.

§ 3. De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de ontvanger-griffier belast met de invordering. De inschrijving heeft plaats niettegenstaande verzet, betwisting of beroep op voorlegging van een door de ontvanger-griffier voor echt verklaard afschrift van het aanslagbiljet houdende vermelding van de datum van de uitvoerbaarverklaring van het kohier.

§ 4. Onverminderd de toepassing van artikel 87 van de wet van 16 december 1851 kan de inschrijving worden gevorderd voor een door de ontvanger-griffier in het borderel te bepalen bedrag dat de intresten en toebehoren, die vóór de vereffening van de aan de watering verschuldigde belasting zouden kunnen verschuldigd zijn, vertegenwoordigt.

§ 5. De ontvanger-griffier verleent handlichting in de administratieve vorm, zonder dat hij tegenover de hypotheekbewaarder gehouden is de betaling der verschuldigde sommen te verantwoorden.

§ 6. Zo de betrokkenen, alvorens de bedragen vereffend te hebben die door de wettelijke hypotheek gewaarborgd zijn, wensen al of een deel van bezwaarde goederen vrij te maken van hypotheek, dienen zij daartoe een verzoek in bij de ontvanger-griffier. Dit verzoek wordt ingewilligd zo de watering reeds voldoende zekerheid bezit of zo deze haar wordt gegeven voor het bedrag van hetgeen haar verschuldigd is.

§ 7. De kosten der hypothecaire formaliteiten in verband met de wettelijke hypotheek zijn ten laste van de belastingplichtige.

Afdeling 4. — De verjaringen

Art. 129. Er is verjaring voor de invordering der belastingen, intresten en kosten na twee jaar te rekenen van de 1ste januari die volgt op het jaar waarin de belasting moet worden betaald.

Art. 130. Onverminderd het bij artikel 120 ingestelde beroep vervalt de eis tot teruggave van elke ten onrechte geïnde som, van rechtswege, na twee jaar, te rekenen van de betaling.

Art. 131. De termijn bepaald in de artikelen 129 en 130 kan worden onderbroken op de wijze omschreven in artikel 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek en door afstand te doen van het reeds verlopen gedeelte van de verjaringstermijn.

In geval van stuiting van de verjaring is een nieuwe verjaring, die op dezelfde wijze gestuit kan worden, verkregen twee jaar na de laatste akte of handeling waardoor de vorige verjaring gestuit indien er geen geding aanhangig is bij het gerecht is.

HOOFDSTUK IV. — De werken door de wateringen uit te voeren

Art. 132. § 1. De wateringen maken om de vijf jaar een beheersplan op dat een staat bevat van de werken die in die periode moeten uitgevoerd worden voor het aanleggen, verbeteren, onderhouden en instandhouden van de verdedigings- droogleggings- en bevoeiingswerken en van de wegen van de watering.

Het beheersplan omvat de beheersdoelstellingen en de bijzondere uitsluitingen vastgelegd bij de besluiten, genomen krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, tot aanwijzing van de Natura 2000-site(s) die bestaat (bestaan) binnen het gebied van de watering. Het bevat de nodige werken om de doelstellingen van het actief beheersstelsel te vervullen zoals omschreven in het aanwijzingsbesluit van de site(s).

§ 2. Het beheersplan bevat een raming van de uitgaven en maakt een onderscheid tussen de indicatieve lijst van de werken bedoeld in artikel 133, enerzijds, en de onderhouds- en instandhoudingswerken, anderzijds.

Het eerste beheersplan wordt uiterlijk op 15 april 2005 opgesteld. Het wordt meegedeeld aan de Regering en aan zijn goedkeuring voorgelegd. Indien het dossier volledig is, wordt de goedkeuring als verworven beschouwd bij gebrek aan kennisgeving van een tegengestelde beslissing binnen veertig dagen na de ontvangst van het beheersplan door de Regering.

§ 3. In de omtrekken van de Natura 2000 sites bedoeld in de eerste paragraaf, tweede lid, geldt de goedkeuring van dit beheersplan door de Regering als afsluiten van een actief beheerscontract in de zin van artikel 27 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wat betreft de verwezenlijking en de instandhouding van een aangepast waterstelsel.

Art. 133. Aan een milieuvergunning of aan een aangifte volgens de regels omschreven bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kunnen onderworpen worden :

1° de werkzaamheden uitgevoerd door een watering betreffende het aanleggen, doen verdwijnen of wijzigen van een dijk, een langsracht of kunstwerk in de dijken;

2° alle andere aanleg- en verbeteringswerken uitgevoerd door een watering.

Art. 134. De wateringen mogen ambtshalve alle werken uitvoeren die niet zonder gevaar of schade uitgesteld kunnen worden, mits onmiddellijk hiervan kennis te geven aan de Regering.

De Regering mag voorlopig de schorsing of de wijziging van de werken bevelen in afwachting van het vervullen van de formaliteiten bedoeld in artikel 133.

Art. 135. Het bestuur van de watering kiest de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund en stelt de voorwaarden vast; het stelt de procedure in en gunt de opdracht.

Behoudens in de spoedeisende gevallen bedoeld in artikel 134 wordt het besluit tot gunning van de opdracht onderworpen aan de goedkeuring van de Regering.

De goedkeuring wordt geacht te zijn verleend bij ontstentenis van betekening van een andersluidende beslissing binnen veertig dagen nadat het besluit bij de Regering is ingekomen.

Art. 136. De leden van het bestuur noch de ontvanger-griffier mogen, op straffe van afzetting en onverminderd de straffen gesteld bij artikel 245 van het Strafwetboek, enig belang, welk het ook zij, nemen of aanvaarden in de leveringen en werken die de watering aangaan.

Art. 137. De oplevering van de werken en materialen geschiedt onder de verantwoordelijkheid van het bestuur.

De processen-verbaal van oplevering worden, tot staving, gevoegd bij de definitieve betalingsmandaten uitgereikt door de voorzitter.

Art. 138. Om grond en ander materiaal uit te halen die nodig zijn voor de werken bedoeld in artikel 134, mag de watering, tegen een voorafgaande billijke vergoeding aan de betrokken eigenaars en exploitanten, uitgravingen doen binnen haar gebied.

Onverminderd het bij artikel 134 bepaalde wijst de voorzitter, in overleg met de door de Regering aangewezen bevoegde ambtenaar, de plaats en de afmetingen aan van die uitgravingen derwijze dat ze geen schade kunnen doen aan het instandhouden van de verdedigingswerken.

HOOFDSTUK V. — De toezichtsmaatregelen en ambtshalve uitgevoerde werken

Art. 139. Onverminderd de bij artikel 93, 3°, opgelegde verplichtingen is het bestuur van de watering gehouden, ieder jaar in de loop van de maand maart of april en van de maand september, de stand van onderhoud en bewaring van de verdedigingswerken, van de droogleggings- en van de beveiligingswerken van de watering grondig te onderzoeken.

Art. 140. Indien blijkt uit een verslag, opgemaakt door de Regering en waarvan kennis wordt gegeven aan het bestuur van de watering, dat voor het onderhoud en de veiligheid van de watering noodzakelijke werken verwaarloosd zijn, hoort de Regering, hoogdringend, het bestuur van de watering in bijzijn van de bevoegde ambtenaar en stelt in voorkomend geval een termijn vast binnen welke de algemene vergadering tot de uitvoering van de werken moet beslissen.

Art. 141. Neemt de watering deze beslissing niet binnen de gestelde termijn, dan kan de Regering de nodige maatregelen treffen, in naam en voor de rekening van de watering, bij toepassing van artikel 77.

De Regering kan ook ambtshalve de uitvoering van de werken bevelen. In dit geval worden de nodige gelden door het Gewest voorgeschoten.

Art. 142. Alle werken worden uitgevoerd onder het toezicht van de Regering.

De Regering is bovendien aanwezig bij de oplevering van de werken, behoudens wanneer het onderhouds- of instandhoudingswerken betreft.

Art. 143. Wanneer de Regering verneemt dat een watering zonder de vereiste vergunningen of zonder inachtneming van de gestelde voorwaarden enig werk uitvoert of heeft uitgevoerd, en wanneer dit werk schadelijk blijkt voor het algemeen belang, voor de belangen van provincie of gemeente of voor de belangen van een andere watering, hoort zij op tegenspraak de betrokken besturen en beveelt zij, zo nodig, dat de zaken in hun vorige staat worden hersteld.

Zo de watering nalaat de bevelen van de Regering, uit te voeren mag deze te werk gaan overeenkomstig artikel 141.

Art. 144. § 1. Voor het invorderen van hetgeen hem verschuldigd is uit hoofde van de voorschotten die hij heeft verstrekt, van de intresten en van de kosten, beschikt het Gewest tegen de watering over een burgerlijke rechtsvordering.

Deze voorschotten, intresten en kosten zijn gewaarborgd door een algemeen voorrecht op de inkomsten en de roerende goederen van alle aard van de watering en door een wettelijke hypotheek op alle goederen van de watering die daarvoor vatbaar zijn.

§ 2. Het voorrecht neemt rang onmiddellijk na dat, hetwelk ten behoeve van de Openbare Schatkist ingesteld is voor de invordering van de directe belastingen.

Het wordt uitgeoefend te rekenen van de dag waarop de in artikel 145 bedoelde termijn van drie maanden is verstreken.

Dit voorrecht blijft bestaan totdat de schuld aan het Gewest volledig is gedelgd.

Bij beslag op de inkomsten of goederen vóór dat tijdstip, blijft het voorrecht tot de tegeldemaking van die inkomsten of goederen gehandhaafd.

Met beslag wordt gelijkgesteld het verzoek van de Regering, bij een ter post aangetekende brief gedaan aan de pachters, huurders, ontvangers, agenten, huismeesters, notarissen, deurwaarders, griffiers, curators, vertegenwoordigers en andere bewaarnemers en schuldenaars van de inkomsten, sommen, waarden of roerende goederen om, op het bedrag van de fondsen of waarden die zij verschuldigd zijn of die zich in hun handen bevinden, ter ontlasting van de watering te betalen tot het beloop van alle of van een deel der door de watering verschuldigde sommen.

De uitwerking van dit verzoek strekt zich uit tot de voorwaardelijke schuldvorderingen of die op termijn, op welk tijdstip zij ook opeisbaar worden.

§ 3. De wettelijke hypotheek schaadt geenszins de vroegere voorrechten en hypotheeken.

Zij neemt rang vanaf haar inschrijving.

De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de Regering, op overlegging van twee borderellen houdende, behalve vermelding van het betrokken ministerie of de betrokken watering, opgave van het bedrag waarvoor de inschrijving wordt gevorderd en speciale aanduiding van de aard en de ligging van elk der onroerende goederen waarop de hypotheek betrekking zal hebben.

De Regering verleent handlichting in de administratieve vorm zonder dat hij, tegenover de hypotheekbewaarder, gehouden is de betaling der verschuldigde sommen te verantwoorden.

De kosten van de hypotheekformaliteiten zijn ten laste van de watering.

Art. 145. Aan de watering wordt een termijn toegestaan om de voor de betaling nodige maatregelen te nemen. Deze termijn mag niet minder bedragen dan drie maanden ingaande op het tijdstip waarop de Regering van de afrekening kennis geeft.

De Regering kan, naar omstandigheden, termijnbetaling toestaan. Ook kan zij, indien de omstandigheden zulks wettigen, een deel van de schuld kwijtschelden.

Art. 146. Indien de watering, binnen de termijn in het vorige artikel gesteld, de nodige maatregelen niet heeft getroffen om, volgens de voorgestelde modaliteiten, de betaling te verzekeren van de schuldvordering van het Gewest, of indien later de watering aan haar verplichtingen te kort komt, heeft het Gewest het recht de inning van zijn schuldvordering tegen de watering te vervolgen zoals in domeinzaken.

Art. 147. Zowel vóór als na het instellen van de vervolgingen heeft het Gewest het recht tegen de watering maatregelen van bewaring voor de inning van zijn schuldvordering te nemen overeenkomstig de rechtsregelen in burgerlijke zaken.

Art. 148. In gevallen als omschreven in artikel 146 mag het Gewest, ook met het oog op de terugbetaling van zijn schuldvordering, bij de watering stappen doen om haar er toe te brengen gewone of buitengewone belastingen ten behoeve van de watering in te voeren.

Blijft de watering in gebreke die belastingen in te voeren, dan kan het Gewest ze, overeenkomstig artikel 77, door een bijzondere commissaris doen vestigen.

Het innen van deze belastingen, intresten en kosten wordt door de ontvanger-griffier vervolgd.

Zo nodig kan de Regering voor het innen van die belastingen een ontvanger der domeinen in de plaats stellen van de ontvanger-griffier.

In dit geval vervult de ontvanger der domeinen alle formaliteiten in de plaats van de overheden van de watering. Hij boekt de geïnde bedragen als ontvangen, ter aflossing van de schuld van de watering.

Art. 149. Binnen de grenzen van de gebieden die onder de gelding van deze titel vallen kan de Regering elke maatregel voorschrijven en van ambtswege alle werken bevelen die voor het algemeen belang vereist zijn. Zulke werken worden door het Gewest op zijn kosten uitgevoerd.

Op voorstel van de algemene vergadering van de watering kan de Regering, na het advies van de betrokken gemeenteraad te hebben ingewonnen, verordenen dat de wegen in het gebied van de watering naar het openbaar domein van de gemeente zullen overgebracht worden om van de gemeentewegen deel uit te maken.

HOOFDSTUK VI. — *Verskillende bepalingen*

Art. 150. Ten opzichte van de particuliere eigendommen die buiten hun gebied gelegen zijn, maken de besturen van de wateringen gebruik van de erfdienstbaarheden omschreven bij de artikelen 15 tot 21 van het Veldwetboek, volgens de bij die bepalingen gestelde regelen.

Art. 151. Ten opzichte van de eigendommen die deel uitmaken van hun gebied beslissen de besturen van de wateringen over de noodzakelijkheid gebruik te maken van deze erfdienstbaarheden, en de rechterlijke overheid, aangewezen in artikel 21 van het Veldwetboek, is slechts bevoegd uitspraak te doen over het bedrag der verschuldigde vergoedingen.

Art. 152. Wanneer een watering verplicht is gebruik te maken van het domein van een andere watering voor doeleinden als omschreven bij de artikelen 15 tot 21 van het Veldwetboek, worden de ter zake getroffen overeenkomsten aan de goedkeuring van de Regering onderworpen.

Bij verschil van mening tussen de betrokken besturen doet de Regering uitspraak zowel over de noodzaak van de overwogen maatregelen als over de voorwaarden van uitvoering, daarin begrepen de vergoedingen.

Art. 153. De Regering is bevoegd een algemeen politiereglement van de wateringen op te maken.

Overtreding van het bepaalde in dat reglement wordt gestraft met gevangenisstraf van één dag tot zeven dagen en met een geldboete van één euro tot vijftientig euro, of met een van die straffen alleen.

Art. 154. De Regering kan van deze titel afwijken ten behoeve van wateringen waarvan het gebied zich gedeeltelijk over een naburig land uitstrekt.

Art. 155. Het Waalse Gewest erft de rechten en verplichtingen van de provincies, met inbegrip van de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit de huidige en komende gerechtelijke procedures wat betreft de wateringen.

Titel VII. — **Bescherming van het water**

HOOFDSTUK I. — *Bescherming van het oppervlaktewater*

Afdeling 1. — Doelstellingen inzake kwaliteit en beschermingszones

Art. 156. § 1. De Regering kan de algemene normen vaststellen voor de kwaliteitsdoelstellingen waaraan oppervlaktewater bestemd voor welbepaalde doeleinden, moet voldoen.

Na advies van de wateradviescommissie wijst de Regering "beschermingszones" aan die door haar worden gewijzigd en afgebakend en waarin het oppervlaktewater, met name in verband met het gebruik of de bestemming hiervan, met bepaalde parametrische waarden in overeenstemming moet zijn.

Na advies van dezelfde commissie en onverminderd de toepassing van de verplichte internationale normen en de algemene of sectorale wettelijke normen kan de Regering, voor in overeenstemming met lid één aangewezen en afgebakende beschermingszones gebiedende waarden en richtwaarden vaststellen.

Dezelfde gebiedende waarden en dezelfde richtwaarden worden, krachtens het tweede lid, vastgesteld voor alle beschermingszones waarvan het oppervlaktewater hetzelfde gebruik of dezelfde bestemming heeft. In verband met de omstandigheden die aan de desbetreffende zone eigen zijn kan de Regering evenwel gebiedende waarden en richtwaarden vaststellen voor een vastgestelde beschermingszone met afwijking van de normen die door haar voor andere zones van dezelfde aard zijn opgesteld.

Wanneer de grenzen van twee beschermingszones die in verband met verschillende gebruiksmogelijkheden of bestemmingen zijn aangewezen, samenvallen, moet het oppervlaktewater, voor wat de gemeenschappelijke parameters betreft, in overeenstemming zijn met de strengste parametrische waarden hetgeen zowel voor de richtwaarden als voor de gebiedende waarden geldt. In voorkomend geval is dezelfde regel voor het gedeelte van toepassing dat voor beide zones gemeenschappelijk is.

§ 2. Indien deze maatregel noodzakelijk is voor de inachtneming van vastgestelde parametrische waarden in een lager gelegen beschermingszone, kan de Regering, na advies van de wateradviescommissie, hoger gelegen zones aanwijzen en afbakenen waarvan het oppervlaktewater met bepaalde parametrische waarden in overeenstemming moet zijn.

§ 3. De handhaving van de kwaliteit van het oppervlaktewater kan niet worden opgevat alsof dit een verplichting ten laste van het Gewest tot gevolg zou kunnen hebben, behoudens voor wat de gebiedende waarden van de doelstellingen inzake kwaliteit in de beschermingszones betreft; het Gewest is met name niet verplicht kunstwerken voor zuiveringsdoeleinden te bouwen. Zij is slechts verplicht de bouw hiervan te financieren binnen de grenzen vastgesteld door de regels ter verlening van subsidies, die krachtens onderhavig boek werden vastgelegd.

Art. 157. De Regering stelt de inventaris op van de krachtens artikel 156 aangewezen zones en houdt deze inventaris bij.

Deze inventaris vermeldt :

1° de grenzen van iedere zone en zonegedeelte;

2° de parameters en de voor iedere zone vastgestelde parametrische waarden die voortvloeien hetzij uit de door de Regering genomen besluiten krachtens artikel 156, hetzij uit algemene of sectorale wettelijke normen, hetzij uit verplichte internationale normen.

De inventaris met de beschermingszones en de hoger gelegen zones, alsmede de bijwerkingen van deze inventaris, worden in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd, onverminderd de publicatie van de door de Regering genomen besluiten krachtens artikel 156 en de publicatie van de verschillende wettelijke of verplichte internationale normen in de beschermingszones en de hoger gelegen zones.

Art. 158. Wanneer in een beschermingszone wordt vastgesteld dat het oppervlaktewater niet met de gebiedende waarden in overeenstemming is, kan de Regering de nodige maatregelen treffen om ervoor te zorgen dat dit water de vereiste kwaliteit terugkrijgt.

De Regering kan bovendien een bepaald gebruik van het water van de beschermingszone tijdelijk onderbreken indien de reglementering van dit gebruik onder de bevoegdheid van het Gewest valt. In het tegenovergestelde geval betekent de Regering aan de bevoegde autoriteit de redenen die een tijdelijke opschorting van de machtiging van dit gebruik zouden kunnen rechtvaardigen.

Afdeling 2. — Handelingen waarvoor een milieuvergunning of aangifte vereist kunnen worden

Art. 159. Met inachtneming van de voorschriften bepaald bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kan de milieuvergunning of de aangifte vereist worden voor :

- 1° de lozing van afvalwater in gewoon oppervlaktewater;
- 2° de lozing van industrieel afvalwater in openbare rioleringen, verzamelriolen voor afvalwater of kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;
- 3° de tijdelijke of vaste afzetting van verontreinigende stoffen op een plaats waar zij door een natuurlijk verschijnsel in het oppervlaktewater of in openbare rioleringen kunnen terechtkomen;
- 4° de lozingen van motoren van vaartuigen in gewoon oppervlaktewater;
- 5° lozingen van huishoudelijk afvalwater in openbare rioleringen, verzamelriolen voor afvalwater of kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;
- 6° lozingen van afvalwater uit de landbouw in openbare rioleringen, verzamelriolen voor afvalwater of kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;
- 7° de installatie van septische putten en gelijksoortige zuiveringssystemen;
- 8° de onttrekking van oppervlaktewater dat zich niet in een tot drinkwater verwerkbaar waterzone bevindt.

Afdeling 3. — Gecombineerde aanpak

Art. 160. § 1. De stroomgebiedsoverheid draagt er zorg voor dat alle lozingen zoals bedoeld in paragraaf 2, in oppervlaktewateren worden beheerst overeenkomstig de in dit artikel uiteengezette gecombineerde aanpak.

§ 2. De stroomgebiedsoverheid draagt zorg voor de invoering en/of toepassing van :

- 1° de op de beste beschikbare techniek gebaseerde emissiebeheersingsmaatregelen, of
- 2° de toepasselijke emissiegrenswaarden, of
- 3° in geval van diffuse effecten, de beheersingsmaatregelen, met inbegrip van de beste milieupraktijken, indien van toepassing,
die zijn vervat in :
 - 1° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
 - 2° richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;
 - 3° richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 inzake de bescherming van water tegen verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen;
 - 4° de door de Regering vernoemde wetgevingen;
 - 5° andere relevante wetgeving;
 uiterlijk 22 december 2012, tenzij in de desbetreffende wetgeving anders bepaald.

§ 3. Wanneer op grond van een kwaliteitsdoelstelling of kwaliteitsnorm, vastgesteld overeenkomstig dit boek, of overeenkomstig andere wetgevende bepalingen strengere voorwaarden vereist zijn dan die welke zouden voortvloeien uit de toepassing van paragraaf 2, worden er dienovereenkomstig strengere emissiebeheersingsmaatregelen vastgesteld.

Afdeling 4. — Bijzondere beschermingsmaatregelen en statistieken

Art. 161. Het is verboden :

- 1° vervuilende gassen, vloeistoffen die door de Regering zijn verboden, vaste afvalstoffen die vooraf aan een mechanische verbrijzeling werden onderworpen of water dat dergelijke stoffen bevat in de openbare rioleringen, de verzamelleidingen en het oppervlaktewater te brengen;
- 2° voorwerpen te werpen of neer te leggen in en andere stoffen dan afvalwater in de openbare rioleringen, de verzamelleidingen en het oppervlaktewater te brengen.

Art. 162. De Regering kan voorschriften opleggen met betrekking tot het onderhoud van de vijvers en andere watervlakken waarin zich geen stromend water bevindt met het oog op het verhoeden van de organische vervuiling die uit het ledigen of reinigen hiervan voortvloeit.

De Regering kan bovendien aan de overheden, belast met beheer van de straten en wegen, voorschriften opleggen ter aanvulling op de algemene normen voor wat het opvangen, bijebrengen, afvoeren en behandelen van het afvloeiwatervat betreft.

Art. 163. De Regering kan de lozingen in de binnenwateren reglementeren, afkomstig van de boten alsmede de maatregelen vaststellen, ertoe bestemd de vervuiling van het water in de binnenhavens te voorkomen.

Art. 164. De Regering kan de fabricage, de verkoop, het aanbod tot verkoop en het gebruik van producten reglementeren die, indien zij na gebruik in het rioleringswater of het oppervlaktewater terechtkomen, hetzij de vervuiling van het oppervlaktewater zouden kunnen veroorzaken, hetzij hierin de verschijnselen van zelfzuivering belemmeren, hetzij nadelig zouden kunnen zijn voor de werking van de installaties voor de zuivering van het afvalwater en de septische putten.

Art. 165. Wanneer individuele inlichtingen volstrekt noodzakelijk zijn voor het voorbereiden, het uitwerken of het uitvoeren van een reglementering inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen de vervuiling of voor het uitvoeren van de internationale verplichtingen, kan de Regering laten overgaan tot alle noodzakelijke onderzoeken met het oog op het ter beschikking stellen van deze inlichtingen van de diensten van het Gewest die door haar worden aangeduid. De ter gelegenheid hiervan bijeengebrachte individuele inlichtingen mogen slechts voor de volgende doeleinden worden gebruikt :

- 1° toepassing van de andere artikelen van onderhavig Boek en de reglementaire bepalingen krachtens deze genomen;
- 2° opstellen van de statistieken;
- 3° wetenschappelijke navorsingen in het domein van de bescherming van het leefmilieu, op voorwaarde dat de houder van de gegevens zich vooraf schriftelijk ten aanzien van de Regering ertoe heeft verbonden geen gegevens ruchtbaar te maken, door derden ruchtbaar te laten maken of te publiceren op een dusdanige manier waardoor individuele toestanden aan het licht zouden kunnen worden gebracht.

De Regering kan globale en anonieme statistieken publiceren, met uitsluiting van de gegevens waarvan, als gevolg van het beperkte aantal declaranten, de ruchtbaarmaking dusdanig van aard zou zijn dat hierdoor individuele toestanden aan het licht zouden kunnen worden gebracht.

Art. 166. Degene die, ongeacht te welke titel dan ook, in het bezit is van inlichtingen die industriële of handelsgeheimen zouden kunnen bevatten welke zijn bijeengebracht in uitvoering van onderhavig hoofdstuk, of van globale en anonieme statistieken die met behulp van deze inlichtingen zijn opgesteld en nooit door de Regering zijn gepubliceerd, mag deze inlichtingen, statistieken of informatie niet publiceren en deze al evenmin ter kennis brengen van niet-gekwalificeerde personen of diensten om er kennis van te nemen. Behoudens indien er sprake is van een overtreding van onderhavig hoofdstuk, mogen deze inlichtingen, statistieken of informatie bovendien niet aan het licht worden gebracht in het geval beoogd door artikel 29 van het Wetboek van strafvordering en al evenmin in het geval van een getuigenis in rechte.

HOOFDSTUK II. — *Bescherming van het grond- en water gebruikt voor de winning van tot drinkwater verwerkbaar water*

Afdeling 1. — Algemene maatregelen van bescherming

Art. 167. Onverminderd de bepalingen met betrekking tot de wetgeving op de bescherming van het oppervlaktewater en met betrekking tot de afvalstoffen, neemt de Regering alle besluiten die noodzakelijk zijn om de concentratie van verontreinigende stoffen in het grondwater geleidelijk te verminderen en het tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater, tegen verontreiniging te beschermen.

Zij kan met name het lozen of opslaan van stoffen die het grondwater en tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater, kunnen verontreinigen, verbieden, reglementeren of aan milieuvergunning of aangifte onderwerpen.

Art. 168. De stroomgebiedsoverheid wijst binnen elk Waals stroomgebied alle waterlichamen aan die voor de onttrekking van tot drinkwater verwerkbaar water worden gebruikt en gemiddeld meer dan 10 m³ per dag leveren of meer dan 50 personen bedienen, alsmede de voor dat toekomstig gebruik bestemde waterlichamen.

De stroomgebiedsoverheid kan binnen elk Waals deelstroomgebied beginnen met het aanwijzen van alle waterlichamen die voor de onttrekking van voor menselijke consumptie bestemd water worden gebruikt en dagelijks gemiddeld meer dan 10 m³ per dag leveren of meer dan 50 personen bedienen, alsmede de voor dat toekomstig gebruik bestemde waterlichamen. Deze gegevens worden vervolgens samengevoegd en, in voorkomend geval, aangepast voor het aanwijzen, in elk Waals stroomgebied, van alle waterlichamen die voor de onttrekking van voor menselijke consumptie bestemd water worden gebruikt en gemiddeld meer dan 10 m³ per dag leveren of meer dan 50 personen bedienen, alsmede de voor dat toekomstig gebruik bestemde waterlichamen.

De stroomgebiedsoverheid monitort overeenkomstig artikel 19 de waterlichamen die gemiddeld meer dan 100 m³ per dag leveren.

De stroomgebiedsoverheid draagt zorg voor de nodige bescherming van de aangewezen waterlichamen met de bedoeling de achteruitgang van de kwaliteit daarvan te voorkomen, teneinde het niveau van zuivering dat voor de productie van voor menselijke consumptie bestemd water is vereist, te verlagen.

Afdeling 2. — Handelingen waarvoor een milieuvergunning of aangifte vereist worden

Art. 169. De milieuvergunning of de aangifte kan, met inachtneming van de voorschriften bepaald bij het decreet van 11 maart 1999 vereist worden voor :

- 1° winplaatsen van grondwater en tot drinkwater verwerkbaar water;
- 2° de waterwinplaatsen gelegen in een gebied voor tot drinkwater verwerkbaar water;
- 3° de aanvullingen en pogingen tot kunstmatige aanvulling van grondwater;
- 4° de vrijwillige overbrenging van grondwater tussen de stroomgebieden;
- 5° elke installatie en activiteit die een belangrijk negatief effect kunnen hebben, onderstrepen door de beschrijving van de effecten van de menselijke activiteit op de toestand van het water bedoeld in artikel 17.

De milieuvergunning voor een waterwinplaats bepaalt de rechten en verplichtingen van de houder ervan, met name de waterhoeveelheid die jaarlijks gewonnen mag worden. Zij bepaalt eventueel de piëzometrische grenzen, alsmede de perken en het stelsel van de wincapaciteit. Zij bevat eveneens de voorschriften voor de controle op de gewonnen waterhoeveelheid.

De Regering waarborgt een duurzame rationele exploitatie van het water en de billijke verdeling ervan onder de verschillende houders van een milieuvergunning voor een waterwinplaats.

Art. 170. In afwijking van artikel 23, paragraaf 3, 11° kan een milieuvergunning of aangifte, met inachtneming van de voorschriften bepaald bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vereist worden voor :

- 1° de herinjectie in dezelfde watervoerende laag van voor geothermische doeleinden gebruikt water;
- 2° de injectie van water dat stoffen bevat ingevolge exploratie- en winningsactiviteiten van koolwaterstoffen of mijnbouw, en injectie van water om technische redenen, in geologische formaties waaruit koolwaterstoffen of andere stoffen zijn gewonnen of in geologische formaties die van nature blijvend ongeschikt zijn voor andere doeleinden;
- 3° de herinjectie van uit mijnen en steengroeven gepompt grondwater of met civieltechnische bouw- of onderhoudswerkzaamheden geassocieerd grondwater;
- 4° de injectie van aardgas of vloeibaar petroleumgas (LPG) voor opslag in geologische formaties die van nature blijvend ongeschikt zijn voor andere doeleinden;
- 5° de injectie van aardgas of vloeibaar petroleumgas (LPG) voor opslag in andere geologische formaties indien het hoger belang van het waarborgen van de gasvoorziening zulks vereist en indien de injectie van dien aard is dat ieder onmiddellijk of toekomstig gevaar van verslechtering van de kwaliteit van ieder eventueel ontvangend grondwater wordt voorkomen;

6° civieltechnische en bouw- en constructiewerkzaamheden en soortgelijke werkzaamheden op of in de grond die in contact komen met grondwater;

7° lozingen van kleine hoeveelheden stoffen voor wetenschappelijke doeleinden, met het oog op karakterisering, bescherming of herstel van waterlichamen, welke beperkt blijven tot de hoeveelheden die strikt noodzakelijk zijn voor de nagestreefde doeleinden;

op voorwaarde dat die lozingen niet verhinderen dat de voor dat grondwaterlichaam vastgestelde milieudoelstellingen worden bereikt.

*Afdeling 3. — Winningszones**Onderafdeling 1. — Waterwinningszones*

Art. 171. § 1. De Regering bepaalt :

1° de grenzen van de waterwinningszones alsmede de procedure voor de afbakening van die zones;

2° de gevallen waarin een wijziging van de waterwinningszones is vereist.

§ 2. In geval van winning van tot drinkwater verwerkbaar water dat bestemd is om via leidingnetten te worden geleverd voor gemeenschappelijk verbruik, is de houder van de milieuvergunning voor een waterwinplaats verplicht een zakelijk recht te verkrijgen dat hem in staat stelt in het genot te treden van de binnen het waterwingebied gelegen onroerende goederen, behalve als het Gewest er eigenaar van is.

De Regering wordt gemachtigd verder te onteigenen ten einde de onteigende goederen voor de inrichting van de waterwinningszone te bestemmen.

Onderafdeling 2. — Voorkomingszones

Art. 172. § 1. De Regering bepaalt de winplaatsen van water die voor een voorkomingszone in aanmerking komen.

§ 2. De voorkomingszone wordt vastgelegd en afgebakend door de Regering.

De Regering bepaalt de modaliteiten inzake vestiging van de voorkomingszones.

Art. 173. Onverminderd de bepalingen met betrekking tot de wetgeving op de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging en met betrekking tot de afvalstoffen kan de Regering binnen de voorkomingszones verbieden, reglementeren of aan milieuvergunning of aangifte onderwerpen : het vervoeren, opslaan, deponeren, afvoeren, ingraven, storten en uitstrooien van stoffen die het water kunnen verontreinigen en alle kunstwerken, activiteiten, werken, beplantingen en installaties, alsook wijzigingen van de bodem en van de ondergrond die het water verontreinigen.

Art. 174. § 1. Wanneer als gevolg van een maatregel genomen in uitvoering van artikel 173, gebouwen, inrichtingen, werken, kunstwerken of beplantingen moeten worden gebouwd, verbouwd of gesloopt, of wanneer werkzaamheden moeten worden stopgezet, beperkt of omgeschakeld, is de houder van de milieuvergunning, bij gebreke aan tegemoetkoming van de Regering krachtens artikel 178 of krachtens de wetgeving betreffende de afvalstoffen, ertoe gehouden de daaruit voortvloeiende rechtstreekse en materiële schade te vergoeden.

Het eerste lid is slechts van toepassing op de bestaande gebouwen, inrichtingen, werken, kunstwerken en beplantingen en op de dag van de aanvraag van de milieuvergunning uitgeoefende werkzaamheden.

§ 2. Wanneer overeenkomstig § 1 verschillende houders van de milieuvergunning verplicht zijn een vergoeding te storten, betalen zij hun aandeel daarin naar rata van de waterhoeveelheden bepaald in de milieuvergunning.

Elke nieuwe houder van de milieuvergunning die zich in een afgebakende voorkomingszone vestigt, wordt ertoe gehouden de houders van de afgegeven milieuvergunningen of het Gewest een deel van het bedrag van de door hen betaalde vergoedingen terug te betalen.

De Regering bepaalt de berekeningsregelen en de terugbetalingsmodaliteiten.

§ 3. Met toepassing van artikel 318, § 2, 12°, kan de Regering optreden en de verschillende percentages van haar tegemoetkoming in de vergoeding van de in § 1 bedoelde maatregelen vaststellen, rekening houdend met de hydrogeologische situatie van de voorkomingszone.

Onderafdeling 3. — Toezichtszones

Art. 175. § 1. De Regering kan toezichtszones vaststellen en afbakenen waarvan zij de vestigingsmodaliteiten bepaalt.

§ 2. De artikelen 173 en 174 zijn van toepassing op de toezichtszones.

Het Gewest zorgt voor de in artikel 174 bedoelde vergoeding.

§ 3. Elke nieuwe houder van de milieuvergunning die zich in een toezichtszone vestigt, wordt ertoe gehouden het bedrag van de door het Gewest betaalde vergoeding geheel of gedeeltelijk terug te betalen aan het Gewest. De Regering bepaalt de berekeningsregelen en de modaliteiten van die terugbetaling.

Afdeling 4. — Bijzondere maatregelen

Art. 176. Wanneer individuele inlichtingen noodzakelijk zijn voor de voorbereiding, de uitwerking of de uitvoering van een reglementering inzake bescherming, van het grondwater tegen verontreiniging of voor de uitvoering van de in § 2 bedoelde internationale verplichtingen, kan de Regering elk onderzoek uitvoeren dat noodzakelijk is ten einde die inlichtingen ter beschikking te stellen van de diensten van het Gewest die zij aanwijst.

De bij die gelegenheid verzamelde individuele inlichtingen mogen alleen voor de volgende doeleinden worden gebruikt :

1° toepassing van de andere artikelen van dit deel;

2° opmaken van statistieken;

3° wetenschappelijk onderzoek inzake bescherming van het leefmilieu, voor zover de bezitter van de gegevens zich er ten opzichte van de Regering vooraf schriftelijk toe verbindt noch die gegevens te verspreiden of door derden te laten verspreiden noch te publiceren op zulke manier dat individuele toestanden onthuld zouden kunnen worden.

HOOFDSTUK III. — Territoriale bevoegdverklaring

Art. 177. Om de waterkwaliteit te beschermen, kan de Regering alle nodige maatregelen treffen om het gebruik van stoffen te reglementeren zoals organische of meststoffen die in het kader van landbouwactiviteiten worden uitgestrooid.

Hiervoor kan ze o.a. :

1° zones aanduiden die een beschermingsstatuut kunnen krijgen in functie van de bijzondere milieubelasting die ze ondergaan;

2° programma's voorzien om de uitstrooiingen bedoeld in dit artikel te beperken.

Titel VIII. — Financiering van het beheer van de natuurlijke cyclus

Art. 178. De Regering kan subsidies aan de ondernemingen toekennen die een uitzonderlijk hoge financiële last dragen om te voldoen aan de voorwaarden waarop hen een milieuvergunning is verleend.

De Regering stelt de regels vast volgens dewelke deze subsidies worden toegekend.

De Regering kan subsidies aan de ondernemingen toekennen die tot één of tot verscheidene industriële sectoren behoren welke navorsingen en tests hebben ondernomen of gaan ondernemen teneinde hetzij een minder vervuilende fabricagewerkwijze te ontdekken, hetzij een doeltreffender werkwijze voor zuivering.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de toekenning van deze subsidies.

Art. 179. Er wordt een wetenschappelijke en technische dienst van het water opgericht die de navorsingen en de verspreiding van de resultaten inzake de bescherming van het oppervlaktewater coördineert; deze dienst oriënteert de navorsingen in de nieuwe domeinen, met name afhankelijk van de voorstellen die aan deze dienst door de zuiveringsinstellingen worden gedaan.

Deel III. — Beheer van de antropogene watercyclus

Titel I. — Fasen van de antropogene watercyclus

HOOFDSTUK I. — Waterproductie en -verdeling

Afdeling 1. — Voor menselijke consumptie bestemd water

Onderafdeling 1. — Doelstellingen en definities

Art. 180. De Regering zal ervoor zorgen dat de toepassing van de overeenkomstig deze afdeling genomen maatregelen er in geen geval, direct of indirect, toe leidt dat de huidige kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water afneemt, voor zover dit een invloed kan hebben op de bescherming van de menselijke gezondheid, of dat de verontreiniging van het voor de drinkwaterproductie bestemde water toeneemt.

Art. 180. In de zin van deze afdeling verstaat men onder :

1° "abonnee" :

a) elke houder van een recht van eigendom, vruchtgebruik, blote eigendom, gebruik, woning, oppervlakte, erfpacht op een gebouw dat op de openbare distributie aangesloten is;

b) elke houder van een contract voor wateraankoop voor eigen verbruik zonder beroep te moeten doen op een openbaar waterdistributienetwerk;

2° "verbruiker" : elke persoon die het genot heeft van het door een leverancier beschikbaar gestelde water;

3° "privé-installatie voor waterdistributie" : de leidingen en apparaten die stroomafwaarts van het verbindingspunt ingericht zijn.

De kranen, leidingen en apparaten die na het verbindingspunt zijn ingericht, maken deel uit van de privé-installatie voor waterdistributie;

4° "aansluitingspunt" : de grens tussen het distributienet en de privé-distributieinstallatie die onmiddellijk na de meter ligt. Bij gebrek aan meter wordt dit verbindingspunt bepaald bij overeenkomst tussen de abonnee en de leverancier.

Onderafdeling 2. — Toepassingsgebied

Art. 182. § 1. Deze afdeling is van toepassing op het voor menselijke consumptie bestemde water, met uitzondering van :

1° het natuurlijke mineraalwater;

2° het geneeskrachtige water;

3° het voor menselijke consumptie bestemde water afkomstig uit een individuele bron die gemiddeld minder dan 10 m³ per dag produceert of minder dan 50 personen bevoorraadt, tenzij het water in het kader van een commerciële, toeristische of openbare activiteit geleverd wordt.

§ 2. De leverancier van het in § 1, 3°, bedoelde water is verplicht de betrokken bevolking kennis te geven van mogelijke risico's en van elke maatregel die genomen kan worden om de menselijke gezondheid te beschermen tegen de nefaste gevolgen van verontreiniging van het voor menselijke consumptie bestemde water.

Als bovendien blijkt dat de kwaliteit van dat water potentieel gevaarlijk is voor de menselijke gezondheid, moet de leverancier de verbruikers op de gepaste manier adviseren.

§ 3. In geval van bevoorrading vanaf een alternatieve hulpbron of op een wijze die waterdistributie via leidingen aanvalt, worden beide bevoorradingscircuits totaal gescheiden door de abonnee, zonder fysieke verbinding.

Onderafdeling 3. — Verplichtingen van de leverancier

A. Algemene verplichtingen

Art. 183. De Regering bepaalt de in acht te nemen procedure als afbreuk wordt gedaan aan de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water.

Ze wijst de bevoegde overheden aan die moeten tussenkomen en bepaalt de minimale maatregelen die de leveranciers moeten nemen om de risico's voor de verbruikers te voorkomen en om het water weer te zuiveren en te reinigen.

Art. 184. Onverminderd de afwijkingen bedoeld in artikel 191 is het verboden water voor menselijke consumptie te leveren als niet gegarandeerd kan worden dat het zuiver en rein is.

Overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling is het water voor menselijke consumptie zuiver en rein als het :

1° geen micro-organismen, parasieten of andere stoffen bevat in hoeveelheden of concentraties die gevaarlijk kunnen zijn voor de menselijke gezondheid,

2° voldoet aan de minimumvereisten die de Regering overeenkomstig artikel 185 bepaalt.

Art. 185. De Regering bepaalt de minimumvereisten inzake zuiverheid en reinheid van het voor menselijke consumptie bestemde water, met inbegrip van :

1° de microbiologische parameterwaarden;

2° de chemische parameterwaarden;

3° de indicatieve parameters die enkel voor controledoelinden en voor de toepassing van artikel 190, § 5, eerste lid, vastgelegd worden.

Art. 186. De Regering bepaalt de lijst en de maximale dosissen van de stoffen en materialen die gebruikt mogen worden bij de bereiding of de distributie van het voor menselijke consumptie bestemde water. De leverancier neemt de nodige maatregelen opdat het concentratieniveau van de stoffen of materialen die bestemd zijn voor nieuwe installaties of voor de versterking of de reparatie van bestaande installaties en die gebruikt worden bij de bereiding of de distributie van water voor menselijke consumptie, alsmede het concentratieniveau van de vuildeeltjes voortgebracht

door die voor nieuwe installaties bestemde stoffen of materialen, in het water voor menselijke consumptie niet hoger zou zijn dan het niveau vereist om het doel te bereiken waarvoor ze gebruikt worden en opdat ze geen afbreuk zouden doen aan de bescherming van de menselijke gezondheid waarin deze afdeling voorziet, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks.

Art. 187. § 1. De overeenkomstig artikel 185 vastgelegde parameterwaarden worden in acht genomen op het punt waar :

1° binnen lokalen of in een gebouw het via een distributienetwerk geleverde water uit de kranen komt die normaliter voor menselijke consumptie gebruikt worden;

2° het door een tankauto of -schip geleverde water uit de tankauto of het tankschip komt.

§ 2. Behalve op de in § 3 bedoelde plaatsen wordt de leverancier geacht te hebben voldaan aan zijn verplichtingen in de zin van de artikelen 184 en 190, § 2, wanneer kan worden vastgesteld dat de niet-inachtneming van de overeenkomstig artikel 185 vastgestelde parameterwaarden toe te schrijven is aan de privé-installatie voor waterdistributie of aan het onderhoud daarvan.

§ 3. In de lokalen en in gebouwen waar het publiek van water wordt voorzien, wordt de privé-installatie voor waterdistributie gecertificeerd door een erkende instelling overeenkomstig de door de Regering bepaalde regels.

Elk gebouw waarvan de eerste bewoning als huisvesting op een door de Regering te bepalen datum volgt, is onderworpen aan dezelfde regels.

De Regering bepaalt de lijst van de categorieën lokalen en inrichtingen die onder de bepalingen van deze paragraaf vallen, en bepaalt een procedure en termijnen voor de certificering van de private binneninstallaties.

§ 4. Als het gevaar bestaat dat het water niet voldoet aan de overeenkomstig artikel 185 vastgestelde parameterwaarden, moet de leverancier :

1° de geschikte maatregelen nemen om dat gevaar te beperken of uit te sluiten, o.a. door de eigenaars eventueel herstelmaatregelen aan te bevelen;

2° en/of geschikte behandelingstechnieken aanwenden om de aard of de eigenschappen van het water vóór de levering zodanig te wijzigen dat het gevaar na de levering wordt verkleind of uitgesloten;

3° en de betrokken verbruikers informeren en adviseren i.v.m. eventueel te nemen aanvullende herstelmaatregelen.

B. Controle

Art. 188. § 1. Om na te gaan of het voor menselijke consumptie bestemd water aan de vereisten van deze afdeling en, meer bepaald, aan de overeenkomstig artikel 185 vastgelegde parameterwaarden voldoet, wordt een jaarlijks controleprogramma door de leverancier opgemaakt en uitgevoerd.

Hij maakt het jaarlijkse programma over aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Water.

Hij neemt monsters die representatief zijn voor de kwaliteit van het gedurende het jaar verbruikte water.

Als het voor menselijke consumptie bestemde water bij de bereiding of distributie gedesinfecteerd wordt, controleert de leverancier of de desinfectiebehandeling doeltreffend is en vergewist hij zich ervan dat besmetting door subproducten van de desinfectie tot een minimum wordt herleid, zonder de desinfectie in het gedrang te brengen.

§ 2. De Regering bepaalt de modaliteiten betreffende de jaarlijkse controleprogramma's bedoeld in § 1, alsmede de plaatsen van monsterneming en de informatieverstrekking. Zij bepaalt met name de te analyseren parameters en de minimale frequenties van de monsternemingen en analyses.

§ 3. De analyses worden toevertrouwd aan een laboratorium erkend krachtens de federale wetgeving betreffende de erkenning van certificerings- en controle-instellingen alsmede proeflaboratoria, dat op zijn minst beschikt over een systeem van analytische kwaliteitscontrole.

De monsternemingen worden uitgevoerd door daartoe erkende instellingen. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de analyse van de parameters en voor de monsterneming.

§ 4. De leverancier laat, overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 183, een aanvullende controle uitvoeren door een erkend laboratorium indien er redenen zijn om aan te nemen dat het water stoffen of micro-organismen bevat waarvoor geen parameterwaarden overeenkomstig artikel 185 zijn vastgelegd en waarvan de hoeveelheid of het aantal gevaar voor de menselijke gezondheid kan inhouden.

Art. 189. Met inachtneming van de principes betreffende de bescherming van het privé-leven en na de bewoners 48 uur op voorhand schriftelijk te hebben verwittigd, krijgen de aangestelden van de leverancier, op vertoon van een dienstkaart en van hun identiteitskaart, alsmede de controle-instellingen tussen 8 en 20 uur in het bijzijn van de bewoners of hun vertegenwoordiger vlot en veilig toegang tot de aansluiting en de privé-installatie voor waterdistributie om alle handelingen i.v.m. de controle van de waterkwaliteit uit te voeren.

C. Herstelmaatregelen en gebruiksbeperkingen

Art. 190. § 1. Onder voorbehoud van artikel 187, § 2, geeft de leverancier het Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie, Afdeling Water, onmiddellijk kennis van de niet-inachtneming van de overeenkomstig artikel 185 vastgelegde parameterwaarden en voert een onderzoek naar de oorzaak daarvan. Laatstgenoemde gaat na of de niet-inachtneming gevaar voor de menselijke gezondheid inhoudt. Als dat het geval is, maakt het zijn conclusies, zodra die gekend zijn, over aan de leverancier en aan de burgemeester(s) van de betrokken gemeente(n).

§ 2. De leverancier neemt zo spoedig mogelijk de nodige herstelmaatregelen om de waterkwaliteit weer op peil te brengen. Hij geeft voorrang aan de toepassing ervan, gelet met name op de mate waarin de relevante parameterwaarde is overschreden en op het mogelijke gevaar voor de menselijke gezondheid.

Als het Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie, Afdeling Water, overeenkomstig § 1 een risico voor de menselijke gezondheid heeft vastgesteld, wordt het in kennis gesteld van elke maatregel die de leverancier treft, en van de evolutie van de toestand. Als eerstgenoemde van mening is dat de niet-naleving van de parameterwaarden gevaar inhoudt voor de menselijke gezondheid, informeert de leverancier de verbruikers onmiddellijk over de toestand en geeft hij hen in voorkomend geval kennis van de genomen of te nemen herstelmaatregelen.

§ 3. Als het voor menselijke consumptie bestemde water potentieel gevaar voor de menselijke gezondheid inhoudt, onderbreekt de leverancier de distributie ervan, beperkt hij het gebruik ervan of treft hij de nodige maatregelen om de menselijke gezondheid te beschermen, ongeacht het feit of de overeenkomstig artikel 185 vastgelegde parameterwaarden in acht genomen werden.

In dat geval informeert hij onmiddellijk verbruikers en abonnees en geeft hij hen de nodige aanbevelingen.

De leverancier beslist welke maatregelen genomen moeten worden rekening houdende met de risico's die een onderbreking van de distributie of een gebruiksbeperking van het voor menselijke consumptie bestemde water inhouden voor de menselijke gezondheid. Zijn beslissing wordt onmiddellijk voor informatie en eventueel advies aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water overgemaakt.

§ 4. In geval van dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het potentiële gevaar voor de menselijke gezondheid en het onvermogen van de leverancier, kan de Regering of haar gemachtigde al de in § 3 bedoelde maatregelen nemen.

§ 5. De Regering kan regels van goede praktijk uitvaardigen zodat de leverancier kan voldoen aan zijn verplichtingen overeenkomstig paragraaf 3.

Art. 191. Wanneer op de in artikel 187, § 3, bedoelde plaatsen kan worden vastgesteld dat de niet-inachtneming van de overeenkomstig artikel 185 vastgelegde parameterwaarden toe te schrijven is aan de privé-installatie voor waterdistributie of aan het onderhoud daarvan, stelt de leverancier de erkende instelling die voor de certificering instaat, zoals bepaald in artikel 187, § 3, onmiddellijk in kennis van de overeenkomstig artikel 190 genomen herstelmaatregelen.

D. Afwijkingen

Art. 192. § 1. De Regering kan in overleg met het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water voorzien in afwijkingen van de parameterwaarden voor zover ze geen potentieel gevaar opleveren voor de menselijke gezondheid en wanneer er geen ander redelijk middel bestaat om de levering van voor menselijke consumptie bestemd water in het desbetreffende gebied te handhaven. Als de Regering het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water afwijst, motiveert ze haar beslissing.

De afwijkingen zijn beperkt in de tijd en mogen niet langer duren dan drie jaar. Na afloop van die termijn maakt de Regering een balans op om na te gaan of voldoende vooruitgang werd geboekt. De Regering kan een tweede afwijking voor een periode van drie jaar toekennen. In uitzonderlijke gevallen kan de Regering, na advies van de Europese Commissie, een derde afwijking van maximum drie jaar toekennen.

Elke afwijking die de Regering toestaat, gaat vergezeld van de volgende gegevens :

- de redenen ervoor;
- de bedoelde parameter;
- een passend controleschema dat voorziet in een verhoogde controlefrequentie en in de nodige herstelmaatregelen;
- de duur ervan.

De afwijkingen mogen niet betrekking hebben op giftige en microbiologische factoren.

§ 2. De leverancier die in aanmerking komt voor één of meer afwijkingen waarin dit artikel voorziet, stelt de belanghebbende gebruikers zo spoedig mogelijk en op de gepaste wijze in kennis van de afwijking en van voorwaarden die ermee gepaard gaan. Hij geeft ook aanbevelingen aan specifieke gebruikersgroepen voor wie de afwijking een bijzonder risico kan inhouden.

De leverancier informeert het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water over alle maatregelen die overeenkomstig het vorige lid genomen worden.

E. Informatie

Art. 193. § 1. De leverancier informeert zijn abonnees minstens één keer per jaar over de kwaliteit van het water geleverd in de loop van het afgelopen kalenderjaar. De informatie gaat vergezeld van het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water over de eventuele weerslag van het geleverde water op de gezondheid van de gebruikers.

De leverancier verstrekt aan elke gebruiker die erom verzoekt gepaste en recente gegevens over de kwaliteit van het water in het distributiegebied dat hij bevoorraadt.

§ 2. De leverancier verstrekt het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water alle gegevens over de waterkwaliteit en -levering die ze nodig heeft om deze afdeling uit te voeren en om haar Europese en internationale verplichtingen na te komen.

De regering stelt de modaliteiten vast betreffende de inhoud, de vorm en de procedure voor het mededelen van die inlichtingen.

§ 3. De Regering bezorgt het Waalse Parlement een jaarverslag over de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water. Dat verslag betreft o.a. de kwaliteit van het Waalse consumptiewater, de niet-inachtneming van de parameterwaarden door de verschillende leveranciers, de toegestane afwijkingen en de voornaamste herstelmaatregelen uitgevoerd om de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water te herstellen.

Afdeling 2. — Algemene voorwaarden voor waterdistributie in Wallonië

Onderafdeling 1. — Definities

Art. 194. In de zin van deze afdeling verstaat men onder :

1° "abonnee": elke houder van een recht van eigendom, vruchtgebruik, blote eigendom, gebruik, woning, oppervlakte, erfpacht op een gebouw dat op de openbare distributie aangesloten is;

2° "private distributie-installatie": de leidingen en toestellen die stroomafwaarts de meter geïnstalleerd zijn.

Onderafdeling 2. — Toegang tot de openbare waterdistributie en -aansluiting

Art. 195. Elke houder van een zakelijk recht op een gebouw mag bedoeld gebouw op eigen verzoek en voor eigen rekening op het net van de openbare waterdistributie laten aansluiten. De eventuele uitbreiding van het net van de verdeler die nodig is voor de aansluiting van het gebouw is voor rekening van de verzoeker :

- integraal als het gaat om een verkaveling in de zin van artikel 89 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;
- integraal als het gaat om een uitbreiding buiten een bestaande openbare weg;
- verder dan de eerste vijftig meters, als het gaat om een andere aanvraag tot uitbreiding, waarbij de uitbreiding over de eerste vijftig meters ten laste valt van de verdeler.

Art. 196. § 1. De aansluitingswerken zijn voor rekening van de abonnee en maken het voorwerp uit van een bestek.

De aansluiting wordt integraal betaald vóór de inbedrijfstelling ervan.

Als de abonnee verzoekt om de wijziging van de aansluiting of om de stopzetting van de dienst, zijn de werken eveneens voor zijn rekening en wordt een bestek opgemaakt.

Het bestek wordt aan de verzoeker overgemaakt binnen tien kalenderdagen na ontvangst van de aanvraag.

Een voorschot van hoogstens 50 % van het bestek kan door de verdeler geëist worden.

Behalve overmacht wordt het werk door de verdeler uitgevoerd binnen dertig kalenderdagen na ontvangst van de uitdrukkelijke instemming van de verzoeker met het uitvoeringsbestek en onder voorbehoud van de uitvoeringsvoorwaarden waarin het voorziet.

§ 2. Als de abonnee om de stopzetting van de dienst verzoekt, neemt de verdeler alle technische maatregelen om de veiligheid en de gezondheid niet in het gedrang te brengen.

Als de abonnee niet de gebruiker is, mag de aanvraag slechts met de uitdrukkelijke instemming van de gebruiker in overweging worden genomen.

§ 3. De verdeler draagt de kosten van de wijzigingen die hij op de aansluiting uitvoert.

§ 4. Onverminderd artikel 198 behoort de aansluiting toe aan de verdeler. Hij is er verantwoordelijk voor en staat in voor haar onderhoud.

Art. 197. Elke aansluiting wordt van een meter voorzien.

Voor nieuwe aansluitingen wordt een meter geplaatst om het verbruik van elke woning, commerciële activiteit of gebouw afzonderlijk te meten.

Voor bestaande aansluitingen kan de verdeler op eigen kosten in overeenstemming met de abonnee of op diens verzoek in een te zijner beschikking gesteld technisch lokaal de meter die het verbruik van verschillende woningen, commerciële activiteiten of gebouwen meet, vervangen door een set meters waarmee het verbruik van elke woning, commerciële activiteit of gebouw afzonderlijk gemeten kan worden. In dat geval wordt voorzien in een bijkomende meter om het gemeenschappelijke verbruik te meten.

De Regering bepaalt de voorwaarden die de verdeler moet vervullen bij de uitvoering van de aansluiting.

Art. 198. De abonnee en de gebruiker treffen alle maatregelen om beschadiging van de meter te voorkomen. Ze geven de verdeler kennis van elke beschadiging.

Ze zijn verantwoordelijk voor vorstschade aan de meter en voor het gedeelte van de aansluiting gelegen binnen elk gebouw waar zich een meter bevindt, behalve als vast staat dat de verdeler een fout heeft begaan bij het ontwerpen of het plaatsen van de aansluiting.

De verdeler informeert de abonnees minstens één keer per jaar of op hun verzoek over de maatregelen ter voorkoming van elke beschadiging van de meter.

Elke meter wordt voorzien van zegels die niet vervalst mogen worden op straffe van een boete waarvan de modaliteiten door de Regering bepaald worden, onverminderd een eventuele onmiddellijke onderbreking van de dienst.

Art. 199. Bij verandering van abonnee verwittigen de voormalige en de nieuwe houder van zakelijke rechten op het aangesloten gebouw de verdeler; zolang ze die verplichting niet nakomen, dragen ze de lasten van de dienst.

De Regering bepaalt de modaliteiten van die verplichting.

Onderafdeling 3. — Bevoorrading, gebruik en bescherming van de installaties

§ 1. — Terbeschikkingstelling

Art. 200. Naast de wettelijke en reglementaire voorschriften bedoeld in de artikelen 180 tot 193, 411 tot 415 en 430, voert de verdeler zijn opdracht van openbare dienst uit wanneer hij de op het openbare distributienet aangesloten gebouwen regelmatig bevoorraadt, behoudens uitzonderlijke omstandigheden of omstandigheden die redelijkerwijs niet beheerst kunnen worden.

De Regering bepaalt de voorwaarden van een regelmatige bevoorrading.

Alle werken die nuttig zijn om de bevoorrading te waarborgen, worden zo spoedig mogelijk door de verdeler uitgevoerd.

Art. 201. Elke klacht van een gebruiker van de dienst wordt onmiddellijk in aanmerking genomen; de verdeler wijst binnen zijn midden personen aan die de klachten in ontvangst nemen en behandelen.

Art. 202. De openbare watervoorziening van een gebouw dat gedeeltelijk of geheel voor woning bestemd is, mag slechts afgesloten worden :

- voor de bescherming van de openbare gezondheid, de salubriteit, de continuïteit van de dienst;
- op verzoek van de gebruiker;
- ter uitvoering van een rechterlijke beslissing wegens niet-betaling waarbij de distributie onderbroken mag worden;

- als behoorlijk vastgesteld is dat de toegang tot de meter verhinderd wordt, overeenkomstig artikel 198.

De openbare watervoorziening van een gebouw dat niet voor woning bestemd is mag slechts afgesloten worden :

- in de gevallen bepaald bij of krachtens het decreet;
- op verzoek van de gebruiker;
- bij niet-betaling na aanmaning;
- als behoorlijk vastgesteld is dat de toegang tot de meter verhinderd wordt, overeenkomstig artikel 207.

Als de dienst om veiligheids- of openbare gezondheidsredenen onderbroken wordt, verwittigt de verdeler onmiddellijk de burgemeester van betrokken gemeente en geeft hij hem kennis van de gronden van de onderbreking.

Als de dienst onderbroken wordt na een rechterlijke beslissing, wordt de voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zo spoedig mogelijk door de verdeler verwittigd.

De bijzondere bepalingen betreffende de onderbreking van de dienst worden door de Regering bepaald.

Art. 203. De verdeler kan de dienst opschorten in geval van overmacht of telkens als de noodzaak van herstel-, vernieuwings-, wijzigings-, verplaatsings-, onderhouds- of exploitatiewerken het rechtvaardigt.

De verdeler doet er alles aan om de onderbrekingen uit te voeren op tijdstippen waarop de gezamenlijke gebruikers zo min mogelijk hinder ondervinden en beperkt het aantal en de duur ervan.

Behoudens dringende noodzakelijkheid worden de gebruikers drie werkdagen op voorhand d.m.v. een omzendbrief of een openbaar bericht verwittigd.

Onverminderd artikel 200 en artikelen 180 tot 193, 411 tot 415 en 430 komt de verdeler de verplichting na waarbij alle middelen ingezet moeten worden om de handelingen van de dienst uit te voeren.

§ 2. — Gebruik en bescherming van de installaties

Art. 204. De Regering bepaalt de voorschriften van technische aard waarop de normen voor de bescherming van de installaties berusten.

Ze kan ook de voorwaarden bepalen voor de verwezenlijking en het gebruik van de private binneninstallaties van de gebruikers en abonnees.

Art. 205. De gebruiker zorgt voor een zuinig watergebruik en houdt rekening met de beslissingen en richtlijnen van de verdeler waarbij het watergebruik beperkt wordt in geval van droogte, van technische incidenten of van problemen i.v.m. de kwaliteit van het water, onverminderd de bevoegdheden waarover de bevoegde overheden beschikken.

Art. 206. De abonnees en de gebruikers treffen de nodige maatregelen om hun installaties te beschermen tegen alle eventuele ongevallen te wijten aan een drukvariatie of aan de tijdelijke opschorting van de dienst.

De verdeler verstrekt minstens jaarlijks of op verzoek van de abonnees of gebruikers nuttige informatie voor de bescherming van de installaties.

§ 3. Toegang tot de installaties en de meters

Art. 207. Mits inachtneming van de beginselen inzake bescherming van het privé-leven en na schriftelijke verwittiging van de bewoners binnen minimum de voorafgaande achtenveertig uren krijgen de aangestelden van de verdeler die over een dienstkaart en hun identiteitskaart beschikken tussen acht en twintig uur vlotte en veilige toegang tot de aansluiting en de privé-distributie-installatie om elke handeling uit te voeren i.v.m. de meting van het verbruik en de controle van de installaties en de meter.

Onderafdeling 4. — Registratie van het verbruik

Art. 208. De verbruikte volumes worden geregistreerd d.m.v. een meter die door de verdeler geplaatst wordt. Het tijdstip en de periodiciteit van de meting van de verbruikte volumes worden door de verdeler bepaald. De meting wordt minstens één keer per jaar uitgevoerd en de gebruiker verleent de verdeler de fysieke toegang tot de installaties om die meting minstens één keer om de vijf jaar uit te voeren.

Onderafdeling 5. — Informatie

Art. 209. De verdeler legt een lijst van de geldende tarieven alsook de technische en administratieve voorschriften ter inzage van de gebruiker.

De verdeler is verplicht de gebruikers actief te informeren over de technische en administratieve voorwaarden waaronder de kwaliteit van de door hem verstrekte dienst wordt bepaald.

Bepaalde gegevens worden mogelijkerwijs evenwel niet meegedeeld als de mededeling de bescherming van het privé-leven belet, tegen het algemeen belang indruist of de openbare veiligheid in het gedrang zou kunnen brengen.

Behoudens andersluidende wetsbepaling kan de verdeler op verzoek en met de instemming van de gebruiker hem elk gegeven i.v.m. de stand van zijn rekeningen meedelen, alsook aan de instellingen die een opdracht inzake sociale begeleiding vervullen.

HOOFDSTUK II. — *Herstel van schade veroorzaakt door het winnen en pompen van grondwater*

Art. 210. § 1. De uitbater van een grondwaterwinning en de bouwheer van de publieke of private werken die door hun activiteit een daling van de grondwaterlaag veroorzaken, zijn objectief aansprakelijk :

1° voor de schade aan de oppervlakte die eruit voortvloeit voor de onroerende goederen en voor de machines en installaties geïncorporeerd in deze onroerende goederen;

2° de nadelen veroorzaakt door de niet-bezetting of het niet-gebruik van de geteisterde goederen, indien de niet-bezetting of het niet-gebruik voor oorzaak heeft de schade voortvloeiend uit de daling van de waterlaag;

3° de kosten van herhuisvesting en verhuis van de bewoners van de geteisterde goederen.

Elke schade bedoeld in het eerste lid wordt verondersteld veroorzaakt te zijn door een daling van de waterlaag uitgelokt door de activiteit van de uitbater van een grondwaterwinning of de bouwheer van publieke of private werken, tenzij deze bewijzen dat hun activiteit hetzij de daling van de grondwaterlaag, hetzij de daaruit voortvloeiende schade niet veroorzaakt hebben.

§ 2. Zij die, door hun gezamenlijke activiteit, de daling van de grondwaterlaag veroorzaken, zijn solidair aansprakelijk voor de schade die eruit voortvloeit.

§ 3. Hoe dan ook, wanneer onder hen die deze gezamenlijke activiteit hebben uitgeoefend, sommigen het deden met inachtneming van de wettelijke bepalingen en de reglementen betreffende het volume van uitwinning van grondwater, terwijl anderen ze overtraden gedurende geheel of een deel van de periode waarin de daling van de grondwaterlaag zich voordeed door onwettige afname van een volume van meer dan 96 m³ per dag, zijn de hiernavolgende regels van toepassing bij afwijking van artikel 1214, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek :

1° de uitbater of de bouwheer die wettelijk, gedurende gans de uitwinningsperiode, water heeft uitgewonnen en die het slachtoffer heeft moeten vergoeden overeenkomstig § 1, heeft het recht de volledige terugbetaling te eisen van de betaalde vergoeding, meer de intresten, ten laste van gelijk welke uitbater of bouwheer die het water onwettelijk putte, en dit zelfs indien de overtreding slechts een deel van de hiervoor genoemde periode duurde;

2° de uitbater of de bouwheer die onwettelijk, gedurende gans de hiervoor genoemde periode of gedurende een deel van deze periode, water putte, mag geen enkel deel opvragen, of het ook zij ten laste van een uitbater of een bouwheer die wettelijk water putte.

§ 4. Indien dezen die een gezamenlijke activiteit, bedoeld in § 2, uitoefenden met inachtneming van de wettelijke bepalingen en reglementen betreffende het volume van grondwaterwinning en enkelen onder hen een fout begingen in de zin van artikel 1382 e.v. van het Burgerlijk Wetboek, wordt er rekening gehouden met het bestaan van deze fout voor de toepassing van de solidariteitsregel bedoeld in § 2.

§ 5. Het huidige hoofdstuk is niet van toepassing op de schade voortvloeiend uit de drooglegging van de mijnen.

Art. 211. Enkel de vrederechter is bevoegd om kennis te nemen in eerste aanleg, welk ook het bedrag is van de vraag, van de vorderingen gesteund op het huidige hoofdstuk.

Hij beslist in laatste aanleg op de vragen betreffende het bedrag dat 12 500 euro niet overschrijdt.

Art. 212. De dagvaarding voor de vrederechter dient, op straffe van onontvankelijkheid van de vordering, te worden voorafgegaan door een verzoeningspoging, gedaan door oproeping in verzoening voor de vrederechter.

Indien de aansprakelijkheid niet wordt betwist, zijn de gedaagden verplicht een voorstel van schadevergoeding te doen binnen een termijn van drie maanden vanaf de eerste verschijning in verzoening, of, in geval van hoogdringendheid, binnen de termijn vastgesteld door de vrederechter.

Het proces-verbaal van verschijning vermeldt het akkoord of het niet-akkoord. Het bedrag van het eventuele aanbod wordt erin vermeld.

Een uitgifte van het proces-verbaal bekleed met de uitvoerende formule wordt afgeleverd.

In geval van niet-akkoord moet de benadeelde persoon, op straffe van onontvankelijkheid van de vordering, de dagvaarding inleiden voor de vrederechter binnen de drie maanden die volgen op afgifte van de uitgifte van proces-verbaal dat het niet-akkoord vaststelt.

Art. 213. § 1. De eisers dienen vooraf de schade te laten vaststellen door de bevoegde beambten van het Ministerie van het Waalse Gewest die ertoe gehouden zijn de vaststelling te doen en te betekenen aan eisers binnen een termijn van veertig dagen vanaf de aanvraag tot vaststelling gedaan bij een per post aangetekende brief.

De vaststelling gedaan vóór 17 januari 1986 door de bevoegde beambten in toepassing van de wet van 10 januari 1977 regelende het herstel van de schade veroorzaakt door grondwaterwinning en pumping, zijn eveneens geldig.

§ 2. De verzoeken tot verzoening gesteund op het huidige hoofdstuk dienen ingeleid te worden voor de vrederechter binnen de twee jaar vanaf de betekening van de vinding van de schade overeenkomstig § 1. Na deze termijn zal het gemeenrecht van toepassing zijn.

§ 3. Indien het feit dat een verzoek werd gericht aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water bij een per post aangetekende brief, deze niet is overgegaan tot de vaststelling binnen een termijn van veertig dagen, kan de verzoeker een verzoek tot verzoening inleiden zonder dat de vaststelling heeft plaatsgehad.

§ 4. Gevat door het beroep tot verzoening kan de vrederechter bevel geven aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water om over te gaan tot de vaststellingen binnen een termijn van vijftien dagen. De bevelschriften zijn gericht aan de beambten hiertoe aangeduid door de Regering.

§ 5. De Regering mag ook experten erkennen om over te gaan tot de vaststellingen in de plaats van de beambten, overeenkomstig de modaliteiten die zij bepaalt; deze experten zullen hun functie uitoefenen op kosten van het Gewest, overeenkomstig het tarief vastgelegd door de Regering.

Art. 214. De eiser wordt veroordeeld geheel of gedeeltelijk tot de kosten indien het bedrag van de vergoeding toegekend door de vrederechter minder bedraagt dan deze van het aanbod bedoeld in artikel 212.

Art. 215. Iedere uitbater van een grondwaterwinning kan door de bevoegde dienst van de regionale administratie, in zijn installaties, het debiet van het gewonnen water en de genomen voorzorgen laten vaststellen.

Hij ontvangt een voor eensluidend verklaard afschrift van deze vaststelling. De Regering stelt het tarief van de kosten van bevinding vast die ten laste vallen van de verzoeker.

HOOFDSTUK III. — Zuivering van het water

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 216. De Regering belast de "SPGE" bij beheerscontract met de uitvoering van het beheersplan voor het Waalse waterbekken, wat betreft de openbare zuivering van het afvalwater.

Afdeling 2. Bepalingen betreffende de rioleringen en de afvloeiing en de verwerking van afvalwater

Art. 217. Voor de toepassing van de Richtlijnen van de Europese Commissie en van andere internationale akten inzake bescherming van het oppervlaktewater kan de Regering de gemeenten verplichten tot het uitvoeren van rioleringswerkzaamheden op een gedeelte of op het geheel van hun grondgebied, onder de voorwaarden en binnen de termijn die zij bepaalt.

Om dezelfde doelstelling te bereiken kan ze bovendien criteria vaststellen waardoor die van de werken vermeld in het in artikel 218 bedoelde algemeen gemeentelijk afwateringsplan kunnen worden bepaald. Deze werken moeten bij voorrang worden uitgevoerd hetzij om de optimalisering van de werking van de zuiveringsstations te waarborgen, hetzij nog om een snelle bescherming van de kwetsbare gebieden zoals de voorkomings- of toezichtgebieden te verzekeren.

Art. 218. § 1. De Regering legt een algemeen zuiveringsreglement vast voor de afvoer en de behandeling van het stedelijk afvalwater.

Het algemeen zuiveringsreglement bepaalt :

- de algemene verplichtingen i.v.m. de afvoer en de behandeling van het stedelijk afvalwater,
- de autonome en overgangsstelsels inzake collectieve zuivering;
- de bepalingscriteria en de verplichtingen i.v.m. de toepassing van die stelsels binnen de agglomeraties en de zones;
- de modaliteiten voor de toepassing van de zuiveringsstelsels per agglomeratie of per zone, alsook de evolutie ervan;
- de principes voor de vastlegging van de zuiveringsplannen per hydrografisch onderbekken en de voorwaarden voor de herzieningen en bijwerkingen ervan.

§ 2. Het algemeen zuiveringsreglement voorziet in een zuiveringsplan voor ieder hydrografisch onderbekken.

Het zuiveringsplan per hydrografisch onderbekken vermeldt de agglomeraties of de zones en de stelsels voor de zuivering van het stedelijk afvalwater die erop van toepassing zijn.

Die zuiveringsplannen worden uitgewerkt door de S.P.G.E., uitgevoerd door de erkende zuiveringsinstellingen en goedgekeurd door de Regering.

Art. 219. Om de twee jaar stellen de gemeenten een verslag op aan de hand van de door de Regering vastgestelde modaliteiten, alvorens het naar het Gewest te sturen. Dat verslag bevat :

- 1° een inventaris inzake afvoer en verwerking van het afvalwater afkomstig van op hun grondgebied gelegen gebouwen alsmede hun effecten op voorkomings- of toezichtgebieden;
- 2° het programma van de afwateringswerkzaamheden die de gemeenten wensen uit te voeren;
- 3° de coördinatie tussen de afwateringswerken en de zuiveringsinstallaties die bestaan of die binnen de vijf volgend jaren moeten worden aangelegd en die het afvalwater afkomstig van rioleringen kunnen opvangen.

Dat verslag wordt bij de gemeentelijke begroting gevoegd. De gemeente maakt het bestaan van dat verslag bekend op de gemeentelijke aanplakplaatsen en stelt het ter beschikking van de bevolking die het het hele jaar door tijdens de openingsuren op het gemeentebestuur kan inzien.

Art. 220. De gemeenteraad vaardigt een gemeentelijk reglement uit ter aanvulling, in voorkomend geval, van de verplichtingen tot afvoer en behandeling van het afvalwater die vastliggen in het algemeen zuiveringsreglement bedoeld in artikel 218, § 1.

Alle gemeentelijke werkzaamheden i.v.m. de zuivering van stedelijk afvalwater worden opgenomen in het zuiveringsplan betreffende het grondgebied van de gemeente waar ze uitgevoerd worden.

Art. 221. In geval van dringende noodzakelijkheid — met name als de volksgezondheid of het milieu ernstig worden bedreigd — kan de Regering de door haar aangewezen gemeente(n) verplichten rioleringswerkzaamheden of andere werkzaamheden i.v.m. de afvoer van afvalwater binnen de door haar vastgestelde termijn te laten uitvoeren.

Indien de voorgeschreven werkzaamheden niet binnen de vastgestelde termijn worden uitgevoerd, kan de Regering de Gouverneur opdracht geven om ze op rekening van de gemeente te laten uitvoeren. De aldus uitgevoerde werkzaamheden kunnen het voorwerp van een subsidie uitmaken.

Art. 222. § 1. De Regering kan regels voor het onderhoud van de individuele zuiveringssystemen voorschrijven; zij kan, met name, de verplichting opleggen het slijk te overhandigen aan de ruimers die werden erkend in overeenstemming met de regels die zij vaststelt.

§ 2. De erkende ruimers zijn verplicht het slijk door een van de drie volgende middelen op te ruimen :

1° hetzij door dit te overhandigen aan een landbouwer om het uit te strooien volgens de door de Regering vastgestelde regels;

2° hetzij door dit te overhandigen aan een zuiveringsstation dat voor dit doel door een zuiveringsinstelling werd aangewezen in overeenstemming met § 4;

3° hetzij door dit uit het Gewest uit te voeren, op voorwaarde het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water te informeren over de bestemming en hiervan het bewijs te leveren volgens de door de Regering vastgestelde regels.

§ 3. De Regering stelt de regels vast die moeten worden gevolgd door de zuiveringsinstellingen voor wat het aantal, het vermogen en de inplanting van de zuiveringsinstallaties betreft, bestemd voor het opvangen en behandelen van het ruimslijk.

De Regering kan aan de ruimers het verbod opleggen, via een besluit of in de erkenningsakte, een beroep op bepaalde uitgeruste stations te doen teneinde het slijk te verdelen, afhankelijk van de vermogens van de stations.

HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen inzake waterproductie, -distributie en -zuivering*

Art. 223. § 1. De Regering kan na onderzoek verklaren dat het algemeen belang biedt dat installaties voor de productie en de distributie van water of de verzameling of de zuivering van afvalwater aangebracht worden onder, op of boven onbebouwde privé terreinen of privé domein.

Die verklaring van algemeen belang geeft de beheerder van de installaties ten gunste van wie ze wordt afgelegd, het recht om dergelijke installaties aan te leggen onder, op of boven privé-terreinen of privé-domein, om er toezicht op uit te oefenen en de nodige werkzaamheden uit te voeren met het oog op de werking en het onderhoud ervan onder de voorwaarden die in de verklaring vastliggen.

De werkzaamheden mogen pas aangevat worden na afloop van een termijn van twee maanden, te rekenen van de kennisgeving die bij aangetekend schrijven gericht wordt aan de houders van zakelijke rechten en aan de belanghebbende huurders.

§ 2. De begunstigde van de erfdiensbaarheid bedoeld in paragraaf 1 is gehouden tot de betaling van een vergoeding ten gunste van de eigenaar van het met die erfdiensbaarheid bezwaarde erf of van houders van zakelijke rechten i.v.m. dat erf.

De vergoeding kan uitbetaald worden in één keer en geldt dan als forfaitaire vergoeding. Ze kan ook betaald worden in de vorm van een op voorhand te betalen jaarlijkse heffing.

§ 3. De Regering bepaalt :

1° de in acht te nemen procedure betreffende de verklaring van algemeen belang bedoeld in paragraaf 1, meer bepaald het aanvraagformulier, de bij de aanvraag te voegen stukken, de behandeling van het dossier en de onderzoeken uit te voeren door de overheid die de aanvragen in ontvangst neemt, de termijnen waarin de bevoegde overheid moet beslissen en de aanvrager kennis moet geven van haar beslissing en van de bijdrage die hij voor de behandeling van het dossier moet betalen;

2° de wijze waarop de in paragraaf 2 bedoelde bijdragen berekend worden, alsook de wijze waarop ze geïndexeerd worden.

Art. 224. Bij de gedeeltelijke bezetting van de privé-terreinen of het privé-domein wordt rekening gehouden met het gebruik waarvoor ze bestemd zijn. De bezetting geeft niet aanleiding tot onteigening maar tot een wettelijke erfdiensbaarheid van openbaar nut die elke handeling verbiedt waardoor schade kan worden berokkend aan de installaties of aan de exploitatie ervan.

De Regering legt de verbodsbepalingen en voorschriften vast die in acht genomen moeten worden door iedereen die in de buurt van de installaties werken of handelingen uitvoert, laat uitvoeren of overweegt uit te voeren.

De eigenaar van het met de erfdiensbaarheid bezwaarde erf kan de Regering binnen de haar bepaalde termijn informeren dat hij de begunstigde van de erfdiensbaarheid verzoekt het bezette terrein te kopen. Bij gebrek aan een minnelijke verkoopovereenkomst tussen de eigenaar van het bezwaarde erf en de netbeheerder zijn de bepalingen van artikel 227 van toepassing.

Art. 225. § 1. De installaties worden verplaatst en desnoods verwijderd op verzoek van de eigenaar van het bezwaarde erf of van degene die het recht heeft om er gebouwen op trekken, als ze gebruik wensen te maken van dat recht. De Regering kan de begunstigde van de erfdiensbaarheid een bijkomende termijn geven zodat hij de nodige vergunningen kan verkrijgen voor die verplaatsing.

Als de belanghebbenden gebruik maken van dat recht zonder de verplaatsing of de verwijdering van die installaties te eisen, behoudt de begunstigde van de erfdiensbaarheid het recht om toezicht op de installaties uit te oefenen en om de werken uit te voeren die nodig zijn voor hun werking, onderhoud en herstel.

De verplaatsingskosten en die i.v.m. de verwijdering van de installaties worden door de begunstigde van de erfdiensbaarheid gedragen; de personen bedoeld in het eerste lid zijn evenwel verplicht schriftelijk te verwittigen binnen zes maanden vóór de aanvang van de geplande werken.

§ 2. Niettegenstaande paragraaf 1 kan de begunstigde van de erfdiensbaarheid, om de verplaatsing van de installaties te voorkomen, voorstellen dat de eigenaar het bezette terrein koopt. Hij geeft de Regering kennis daarvan. Bij gebrek aan een minnelijke overeenkomst tussen de eigenaar van het bezwaarde erf en de netbeheerder zijn de bepalingen van artikel 227 van toepassing.

Art. 226. De beheerder van de installaties is gehouden tot het herstel van de schade veroorzaakt door de werken die hij heeft uitgevoerd bij de aanleg of de exploitatie van zijn installaties, alsmede tot de vergoeding van de schade berokkend aan derden, hetzij door zijn werken, hetzij wegens het gebruik van het door de erfdiensbaarheid bezwaarde erf. De gezamenlijke vergoedingen i.v.m. de veroorzaakte schade worden door de beheerder gedragen. Ze zijn verschuldigd aan de personen die de schade lijden. Het bedrag ervan worden hetzij minnelijk, hetzij door de rechtbanken bepaald.

Art. 227. De beheerder van de installaties ten gunste van wie de Regering een besluit tot verklaring van algemeen belang heeft genomen, kan, op eigen verzoek en binnen de perken van dat besluit, door de Regering gemachtigd worden om de nodige onteigeningen op eigen kosten voort te zetten namens het Gewest of in eigen naam als hij beschikt over de bevoegdheid om krachtens een decreetbepaling te onteigenen. De rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden bepaald bij de artikelen 2 à 20 van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigeningen ten algemene nutte is toepasselijk op die onteigeningen.

Titel II. — Financiering van het beheer van de antropogene watercyclus

HOOFDSTUK I. — Waterprijs

Afdeling 1. — Tarifiering en facturatie van het water

Onderafdeling I. — Tarifiering van het water

Art. 228. Krachtens het principe van vervuiler-betaler wordt een eenvormige watertarifiering ingevoerd die toepasselijk is op het verbruik waarvoor een mogelijkerwijs vooraf betaalbare jaarlijkse heffing per meter betaald wordt die dient voor de betaling van het voordeel gebonden aan de terbeschikkingstelling van water ongeacht of er al dan niet verbruik is. De tarifiering bestaat uit drie tranches opgedeeld naar gelang van de jaarlijkse verbruiksvolumes berekend volgens onderstaande formule :

Heffing : $(20 \times \text{C.V.D.}) + (30 \times \text{C.V.A.})$

Verbruik :

eerste tranche van 0 tot 30 m³ : $0.5 \times \text{C.V.D.}$

tweede tranche van 30 tot 5 000 m³ : $\text{C.V.D.} + \text{C.V.A.}$

derde tranche boven 5 000 m³ : $(0.9 \times \text{C.V.D.}) + \text{C.V.A.}$

De bijdrage in het Sociaal Waterfonds wordt op het grondgebied van het Franse taalgebied aan dit tarief toegevoegd.

De C.V.D. wordt door de verdeler bepaald overeenkomstig het door de Regering vastgelegde gestandaardiseerde boekhoudplan van de watersector.

De C.V.A. wordt voor het gezamenlijke Waalse grondgebied door de S.P.G.E. bepaald krachtens de beheersovereenkomst die ze met de Regering gesloten heeft.

Dezelfde verdeler mag slechts één enkel tarief toepassen op het grondgebied van een hydrografisch onderbekken zoals bepaald bij artikel 7.

Het toegepaste tarief kan van bovenbedoelde tariefstructuur afwijken voor jaarlijkse verbruiksvolumes boven 25 000 m³ maar mag geenszins lager zijn dan $(0.50 \text{ C.V.D.}) + \text{C.V.A.}$

De distributiewaterprijs is het voorwerp van een tweejarig evaluatierapport. Dat rapport wordt na advies van het comité voor watercontrole de oneven jaren uiterlijk 31 maart door de Regering aan het Waalse Parlement overgemaakt, enerzijds, op grond van de gegevens verstrekt door de verdeler wat de C.D.V. betreft, en, anderzijds, op grond van de gegevens verstrekt door de 'S.P.G.E.' wat de C.V.A. betreft.

Art. 229. In het kader van de tarifiering bedoeld in artikel 228 wordt de C.V.A. niet toegepast in de volgende gevallen :

- als de gebruiker onderworpen is aan de belasting op het lozen van industrieel afvalwater;
- als de gebruiker in aanmerking komt voor de vrijstelling of de terugbetaling van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater, overeenkomstig artikel 228.

Onderafdeling 2. — Facturatie

Art. 230. Er wordt een jaarlijkse factuur door de verdeler opgesteld. Daarnaast worden minstens om de drie maanden voorschotten of tussentijdse facturen opgesteld.

Bij verandering van gebruiker alsook in geval van wijziging van de facturatieperiode door de verdeler worden de heffing en de verbruikstranches berekend naar evenredigheid van de periode van bewoning van het gebouw of van gebouwgedeelte waarop de factuur betrekking heeft. In voorkomend geval is de vooraf betaalde heffing het voorwerp van een regularisatie.

Art. 231. De Regering bepaalt de standaardregels voor de overlegging van de facturen, die de diverse elementen van de C.D.V. en de C.V.A., alsook de bijdrage in het Sociaal Waterfonds duidelijk vermelden. De verdeler wordt volgens de door de Regering bepaalde regels vergoed voor de gezamenlijke kosten i.v.m. de inning van de C.V.A.

Onderafdeling 3. — Betaling van de facturen en invordering

Art. 232. In geval van niet-nakoming van de verlichtingen en, meer bepaald, in geval van niet-betaling binnen de voorgeschreven termijn van de sommen die op basis van de in artikel 230 bedoelde voorschotten en facturen aan de verdeler verschuldigd zijn, gaat deze laatste met alle rechtsmiddelen over tot de invordering van zijn schuldvordering ten laste van de gebruikers en, in voorkomend geval, van de abonnee zoals bedoeld in artikel 233.

De Waalse Regering bepaalt de modaliteiten voor de betaling van de facturen en voor de invordering ervan en legt de desbetreffende minimumtermijnen vast.

De verdeler kan wegens de specifieke en objectieve kenmerken van de gebruiker verzoeken om een garantie voor de betaling van de hem verschuldigde bedragen.

Het maximumbedrag en de modaliteiten betreffende die garantie worden door de Regering bepaald en zijn slechts van toepassing op de openbare waterdistributie van een gebouw dat niet voor bewoning bestemd is.

Art. 233. Als de gebruiker niet houder is van een zakelijk recht op het aangesloten gebouw, mag de abonnee jegens de schuldenaar niet hoofdelijk en ondeelbaar gehouden worden tot de betaling van alle sommen die de gebruiker na aanmaning verschuldigd blijft voorzover :

- hij het bewijs levert dat hij de verdeler uiterlijk dertig kalenderdagen na de wijziging van bewoning van het goed kennis gegeven heeft van de identiteit van de intrekende en vertrekkende gebruikers, alsook van de meterindex;
- het gebouw vooraf door de verdeler is uitgerust met een meter per woning;
- een ongewoon hoog verbruik niet te wijten is aan de staat van de private installaties.

Afdeling 2. — Sociaal Waterfonds

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

A. Toepassingsgebied

Art. 234. Deze afdeling regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet. Ze is slechts van toepassing op het Franse taalgebied.

B. Definitie

Art. 235. In de zin van deze afdeling verstaat men onder "verbruiker" : elke natuurlijke persoon die, rechtstreeks of onrechtstreeks, het genot heeft van het water dat een verdeler hem in zijn hoofdverblijfplaats ter beschikking stelt voor een uitsluitend huishoudelijk gebruik, en zodoende inspeelt op zijn behoeften en op die van zijn gezin.

C. Doelstelling

Art. 236. Deze afdeling beoogt de invoering van een financieel mechanisme, met name het "Sociaal Waterfonds", dat voornamelijk zal tussenkomen in de betaling van de waterfactuur van de verbruiker.

Onderafdeling 2. — Financieel mechanisme

A. Algemene bepalingen

Art. 237. Iedere verbruiker die, onder welke titel ook, in aanmerking komt voor een sociale hulpverlening, overeenkomstig artikel 57 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, kan een tegemoetkoming in de betaling van zijn waterfacturen genieten.

Art. 238. Die tegemoetkoming berust op een financieel mechanisme, met name het "Sociaal Waterfonds", waarbij de verdelers, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de "S.P.G.E." betrokken zijn.

Art. 239. Elke waterfactuur die een verdeler stuurt, vermeldt, als bestanddeel van de reële waterprijs, het bestaan van een bijdrage ten laste van de verdelers die vastgelegd is op 0,0125 euro per gefactureerde m³ water.

Die bijdrage kan aangepast worden bij besluit van de Waalse Regering, na evaluatie van de noden. De gecumuleerde verhogingen mogen in geen geval hoger zijn dan 10 % van het bedoelde bedrag.

Art. 240. De bijdrage bedoeld in artikel 239 financiert :

- 1° voor minimum 85 % ervan, de uitgaven i.v.m. de tegemoetkoming bedoeld in artikel 237;
- 2° voor minimum 9 % ervan, de uitgaven i.v.m. de werkingskosten van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- 3° voor maximum 1 % ervan, de uitgaven i.v.m. de werkingskosten van de "S.P.G.E." in het kader van deze afdeling;
- 4° voor een bedrag gelijk aan het saldo ervan, de uitgaven i.v.m. de nodige technische verbeteringen waardoor de verbruikers die in aanmerking komen voor de in artikel 237 bedoelde tegemoetkoming, bijgestaan kunnen worden door de verdelers met het oog op een rationeel waterbeheer.

De modaliteiten voor de verdeling van die uitgaven worden door de Regering vastgelegd op voorstel van de Minister.

De modaliteiten voor de tegemoetkoming in de werkingskosten bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, worden door de Regering vastgelegd, o.a. op grond van :

- het aantal verbruikers met betalingsmoeilijkheden, zoals bedoeld in artikel 241;
- het aantal personen die recht hebben op maatschappelijke integratie overeenkomstig de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;
- het aantal aansluitingen op het openbaar netwerk voor waterverdeling in de gemeente.

B. Regels betreffende de tegemoetkoming in de betaling van de waterfacturen

Art. 241. In geval van betalingsmoeilijkheden wordt de verbruiker in de rappelbrief van de verdeler geïnformeerd dat hij in aanmerking kan komen voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 237.

De brief wijst erop dat de verbruiker zich tegen die tegemoetkoming mag verzetten.

Behoudens verzet van de verbruiker, maakt de verdeler de lijst van verbruikers met betalingsmoeilijkheden over aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zodat het contact kan opnemen met de verbruikers.

De modaliteiten betreffende het verzet van de klant en de overmaking van die lijst worden door de Regering vastgelegd.

Art. 242. § 1. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn beslist binnen dertig dagen over de toekenning en het bedrag van de tegemoetkoming binnen de perken bepaald bij deze afdeling en de daaruit voortvloeiende reglementaire bepalingen. Artikel 60 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn is toepasselijk op de besluitvorming terzake.

Overeenkomstig artikel 62bis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt de beslissing inzake tegemoetkoming, genomen door de raad voor sociale hulp of door één van de organen waaraan de raad bevoegdheden heeft overgedragen, bij ter post aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs aan de verbruiker meegedeeld binnen acht dagen, te rekenen van de datum van de besluitvorming.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn geeft de verdeler kennis van zijn beslissing m.b/t. de aangevraagde tegemoetkoming.

§ 2. De beslissing is met redenen omkleed en vermeldt de mogelijkheid om beroep in te dienen overeenkomstig artikel 71 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de indieningstermijn, de vorm van het verzoek, het adres van de bevoegde beroepsinstantie en de naam van de contactdienst of -persoon binnen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

§ 3. De openbare centra voor maatschappelijk welzijn bezorgen de "S.P.G.E." jaarlijks een activiteitenverslag over de uitvoering van deze afdeling. De Regering bepaalt de gegevens die het verslag moet bevatten, alsook de kalender van de berichten.

§ 4. Vanaf de datum waarop de rappelbrief door de verdeler aan de verbruiker gestuurd wordt, overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in artikel 241, tot een beslissing door het O.C.M.W. wordt genomen, zoals bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel, is elke eenzijdige afsluiting van de watervoorziening door de verdeler wegens niet-betaling van de factuur, verboden.

Deze bepaling is niet van toepassing als de verbruiker zich verzet tegen een tegemoetkoming zoals bedoeld in deze afdeling.

Art. 243. De Regering bepaalt, op voorstel van de "S.P.G.E." en na advies van het Comité voor watercontrole, de modaliteiten voor de tegemoetkoming bedoeld in artikel 237 en voor de berekening van het maximumbedrag ervan.

Voor elke verbruiker wordt de tegemoetkoming beperkt tot een maximumbedrag, al naar gelang de samenstelling van het gezin.

Art. 244. De tegemoetkoming bedoeld in artikel 237 dekt, binnen de perken van de begrotingskredieten, de gehele of gedeeltelijke betaling van de facturen betreffende de individuele of gezinswoning van de verbruiker.

Art. 245. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de verdeling van de beschikbare bedragen onder de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor het lopende boekjaar.

Die verdeling wordt uitgevoerd op grond van o.a. :

- het aantal verbruikers met betalingsmoeilijkheden, zoals bedoeld in artikel 241;
- het aantal personen die recht hebben op maatschappelijke integratie overeenkomstig de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;
- het aantal aansluitingen op het openbaar netwerk voor waterdistributie in de gemeente.

C. Opdrachten van de "S.P.G.E." in het kader van het sociaal fonds

Art. 246. De "S.P.G.E." staat in, onder de voorwaarden en binnen de perken van deze afdeling, voor het beheer van het in artikel 236 bedoelde financieel mechanisme, dat tussenkomen in de betaling van de waterfactuur van de verbruiker.

Art. 247. De "S.P.G.E." legt het bedrag van de tussenkomen van elke verdeler, zoals bedoeld in artikel 239, jaarlijks vast op grond van de gefactureerde hoeveelheden van het vorige jaar.

Art. 248. De "S.P.G.E." geeft de openbare centra voor maatschappelijk welzijn uiterlijk 31 maart van elk jaar kennis van de beschikbare bedragen, per verdeler, bestaande uit de bijdragen bedoeld in artikel 239 en uit de niet-gebruikte overtollige saldo's, verminderd met de uitgaven bedoeld in artikel 240, lid 1^o, 2^o, 3^o en 4^o

Art. 249. De "S.P.G.E." maakt jaarlijks een verslag over de werking van het in artikel 236 bedoelde financieel mechanisme over aan de Regering en aan het Comité voor watercontrole. De Regering richt dat verslag binnen drie maanden aan de Voorzitter van het Waalse Parlement.

De Regering bepaalt de gegevens die in dat verslag vermeld moeten worden, alsook de kalender van de berichten.

Art. 250. Het overtollige saldo van het vorige boekjaar wordt uiterlijk 31 maart van elk jaar door de verdelers aan de "S.P.G.E." gestort.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de storting van die saldo's alsook voor hun aanwending door de "S.P.G.E."

D. Verplichtingen van de verdelers

Art. 251. De verdelers moeten :

1^o de tijdens het afgelopen jaar door de verdeler gefactureerde hoeveelheden uiterlijk op 31 maart van elk jaar aan de "S.P.G.E." overmaken;

2^o de som voor de werkingskosten uiterlijk op 31 maart van elk jaar aan de "S.P.G.E." storten, overeenkomstig artikel 240, eerste lid, 2^o en 3^o;

3^o het saldo van de in artikel 239 bedoelde bijdrage bewaren na storting van de bedragen bedoeld onder 2^o en 8^o om het aan te wenden voor de doeleinden bedoeld in artikel 240, eerste lid, 1^o en 4^o;

4^o de financiële stromen betreffende het Sociaal Waterfonds uiterlijk op 31 maart van elk jaar individualiseren op specifieke balans- en beheersrekeningen;

5^o zorgen voor het dagelijks beheer van de aandelen die toegekend worden aan elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeenten die de verdeler bedient, in nauwe samenwerking met hen;

6^o zorgen voor het beheer van de fondsen voor technische verbeteringen;

7^o de "S.P.G.E." uiterlijk 31 maart van elk jaar kennis geven van het aantal verbruikers met betalingsmoeilijkheden, zoals bedoeld in artikel 241, derde lid, van het aantal tegemoetkomingen waartoe besloten werd door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, van het geïndividualiseerde bedrag van de toegestane tegemoetkoming en van het globale bedrag van de tegemoetkomingen per gemeente;

8^o de eventuele overtollige saldo's aan de "S.P.G.E." storten binnen de termijn bedoeld in artikel 250;

9^o de "S.P.G.E." jaarlijks uiterlijk op 28 februari alle stukken en gegevens verstrekken die noodzakelijk zijn voor het vastleggen van het bedrag van hun bijdrage alsook van de bedragen waarover de openbare centra voor maatschappelijk welzijn mogen beschikken.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering van die verplichtingen.

Afdeling 3. — Retributies en belasting op de waterwinningen

Onderafdeling I. — Algemene bepaling

Art. 252. § 1. De winningen van tot drinkwater verwerkbaar worden onderworpen :

- enerzijds, hetzij aan de betaling van een retributie waarvan het bedrag tot 0,0744 euro is vastgesteld per m³ water geproduceerd in de loop van het winningsjaar, hetzij aan het afsluiten van een dienstencontract voor de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water met de "SPGE";

- anderzijds, hetzij aan de sluiting van een dienstencontract voor zuivering met de "SPGE", volgens welke de waterproducent de diensten van de Maatschappij huurt om, volgens een bepaalde planning, de openbare zuivering te verrichten van een waterhoeveelheid overeenstemmend met de geproduceerde waterhoeveelheid bestemd om via het openbare watervoorzieningsnet in het Waalse Gewest verdeeld te worden, hetzij aan de vervulling van deze zuiveringsopdracht door hem zelf, overeenstemmend met de waterhoeveelheid die hij produceert.

§ 2. De andere grondwaterwinningen worden onderworpen aan een jaarlijkse winningsbelasting waarvan het bedrag als volgt is vastgesteld :

- 1° van 0 tot 20.000 m³ water : 0,0248 euro per m³ uitgedompt water;
- 2° van 20.001 tot 100.000 m³ water : 0,0496 euro per m³ uitgedompt water;
- 3° boven 100.000 m³ : 0,0744 euro per m³ uitgedompt water.

Het uitpompen van minder dan 3.000 m³ is belastingvrij.

§ 3. De volgende grondwaterwinningen zijn niet onderworpen aan de in § 1 bedoelde heffingen of aan de in § 2 bedoelde winningsbelastingen :

- 1° pompingen verricht door zuiveringsinstellingen in het kader van hun ontwateringsopdracht, met uitzondering van de door hen verkochte of geleverde hoeveelheden water;
- 2° proefpompingen met een maximumduur van twee maanden;
- 3° tijdelijke pompingen verricht ter gelegenheid van werken van openbare of private burgerlijke bouwkunde;
- 4° pompingen met het oog op de bescherming van goederen, met uitzondering van pompingen verricht voor industriële of winstgevende doeleinden;
- 5° de geothermische pompingen bestemd voor het collectief verwarmen van woningen of openbare gebouwen;
- 6° de helft van de hoeveelheid uitgedompt grondwater, op voorwaarde dat dit water na bemaling gratis ter beschikking wordt gesteld van de Waalse producenten van voor menselijke consumptie bestemd water met het oog op de terugwinning ervan.

Art. 253. De producenten van tot drinkwater verwerkbaar water, waarvan de waterwinningen in het Waalse Gewest zijn gelegen, zijn ertoe gehouden tot de financiering van de beschermingsmaatregelen van het tot drinkwater verwerkbaar water bij te dragen naar verhouding tot de hoeveelheden geproduceerd tot drinkwater verwerkbaar water.

Elke producent van tot drinkwater verwerkbaar water zorgt met het oog op de handhaving van zijn kwaliteit voor de openbare zuivering van het huishoudelijke afvalwater naar verhouding tot de hoeveelheden water bestemd om verdeeld te worden in het Waalse Gewest via het openbare watervoorzieningsnet.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder "producenten van tot drinkwater verwerkbaar water" : de houders van waterwinningen in het Waalse Gewest of elke andere persoon die het water ruwweg ontvangt van een andere waterproducent die wat betreft de verkochte hoeveelheden niet heeft bijgedragen tot de openbare zuivering van het afvalwater.

Onderafdeling 2. — Aangifte, betaling en inning van de heffing en van de belasting

Art. 254. Elke belastingplichtige moet het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water jaarlijks alle gegevens verstrekken die nodig zijn voor de bepaling van de tijdens het jaar tevoren geproduceerde of uitgedompte hoeveelheid water.

Art. 255. § 1. De aangifte wordt gedaan aan de hand van een formulier waarvan het model door de Regering wordt bepaald en dat het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water vóór 31 januari van het aanslagjaar rechtstreeks aan de belastingplichtigen zendt.

De belastingplichtige die het formulier niet ontvangen heeft, moet er één bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water aanvragen.

Bij stopzetting van de activiteiten moet de belastingplichtige een aangifteformulier bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water aanvragen en het er binnen twee maanden na de stopzetting terug naartoe zenden.

§ 2. Het formulier wordt behoorlijk ingevuld, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend.

§ 3. De over te leggen stukken, lijsten of inlichtingen maken noodzakelijk deel uit van de aangifte en moeten er bij gevoegd worden.

Art. 256. De aangifte moet jaarlijks vóór 31 maart in het bezit zijn van het Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie, Afdeling Water.

Art. 257. Na onderzoek van de aangifte bepaalt het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water het bedrag van de heffing of de belasting. Het gaat uit van de verstrekte gegevens om de heffing of de belasting te berekenen.

Als de aangegeven hoeveelheid niet d.m.v. een telsysteem is vastgesteld, baseert het zich op elk bewijsstuk waarover het beschikt.

Wanneer een grondwaterwinning aangelegd wordt zonder milieuvergunning of zonder aanvraag overeenkomstig artikel 434 zal het bedrag van de krachtens artikel 252 berekende belasting met 370 euro vermeerderd worden.

Art. 258. Op verzoek van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water moet elke belastingplichtige zonder verplaatsing ter nazicht elk document verstrekken dat nuttig is voor de bepaling van de berekeningsgrondslag.

Tijdens de werkuren moet hij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water of een door de Regering aangewezen en door eerstgenoemde gemachtigde instelling tevens toegang verlenen tot zijn lokalen, terreinen en installaties met het oog op de technische controle.

Onverminderd het recht van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water om mondelinge inlichtingen te vragen, moet elke belastingplichtige op verzoek van eerstgenoemde binnen de maand na de aanvraag schriftelijk alle nuttige inlichtingen verstrekken voor de verificatie van de berekeningsgrondslag.

Art. 259. Wanneer het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water gegevens meent te moeten rechtzetten die de belastingplichtige heeft meegedeeld in een aangifte overeenkomstig de in de artikelen 255 tot 258 gestelde voorwaarden, of die hij schriftelijk heeft aanvaard, stelt het hem in kennis van de rechtzetting van de aangegeven hoeveelheid water.

Elke rechtzetting wordt aan de belastingplichtige meegedeeld binnen een termijn van acht maanden te rekenen vanaf de dag van de ontvangst van de aangifte door het Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie, Afdeling Water.

De belastingplichtige kan zijn opmerkingen schriftelijk indienen binnen een termijn van één maand te rekenen vanaf deze betekening. Het bedrag van de heffing of van de belasting kan niet bepaald worden vóór het verstrijken van deze termijn, behalve als de belastingplichtige schriftelijk heeft ingestemd met de rechtzetting van zijn aangifte.

Art. 260. § 1. Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water kan het bedrag van de heffing of van de belasting ambtshalve bepalen op grond van de gegevens waarover het beschikt en, eventueel, van het toezicht dat het uitoefent of laat uitoefenen wanneer de belastingplichtige verzuimd heeft :

1° een aangifte af te geven binnen de in de artikelen 255 en 256 bedoelde termijnen;

2° het (de) gebrek(en) in de vorm dat (die) zijn aangifte aantast(en) binnen de daartoe verleende termijn weg te werken;

3° de schriftelijke gegevens die hem krachtens artikel 258, alinea 3, gevraagd werden, binnen de voorgeschreven termijn te verstrekken.

Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water beroept zich op deze procedure binnen een termijn van twee jaar met ingang van 1 april van het jaar na dat van de winning.

§ 2. Alvorens het bedrag van de heffing of van de belasting ambtshalve te bepalen, stelt het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water de belastingplichtige in kennis van zijn beslissing zich op deze procedure te beroepen en van de gegevens die als grondslag zullen dienen voor de berekening van de heffing of van de belasting.

§ 3. De belastingplichtige beschikt over een termijn van één maand te rekenen vanaf deze betekening om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. Het bedrag van de heffing of van de belasting kan niet bepaald worden vóór het verstrijken van deze termijn, behalve als de belastingplichtige schriftelijk heeft ingestemd met het meegedeelde bedrag.

Art. 261. Als de belastingplichtige binnen de in artikel 259, derde lid, en artikel 260, § 3, bepaalde termijn laat weten dat hij het gedeeltelijk of geheel oneens is, handelt het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water als volgt :

1° als het kan instemmen met de door de belastingplichtige aangevoerde redenen, bepaalt het het bedrag van de heffing of de belasting op grond van de gegevens die het zelf heeft aanvaard of bepaald en die t.a.v. deze redenen herzien werden;

2° als het niet kan instemmen met de door de belastingplichtige aangevoerde redenen, bepaalt het het bedrag van de heffing of van de belasting op grond van de gegevens die het zelf aanvaard of bepaald heeft.

In geval van toepassing van het eerste lid, 2°, betekent het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water zijn beslissing aan de belastingplichtige binnen twee maanden na ontvangst van de onenigheid.

Art. 262. De heffing en de belasting worden d.m.v. driemaandelijke voorschotten geïnd. Elke voorschot is gelijk aan 20 % van het bedrag van de laatste heffing of belasting die door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water is vastgesteld.

Als er nog geen heffing of belasting is vastgesteld, is elk voorschot m.b/t. het eerste jaar gelijk aan 20 % van het bedrag dat overeenstemt met de door de belastingplichtige in zijn vergunningaanvraag aangegeven winningen.

De winning heeft het debiteren van de voorschotten tot gevolg.

De voorschotten zijn betaalbaar uiterlijk de twintigste van de maand na elk kwartaal van het winningsjaar.

In geval van niet-betaling binnen de in het vorige lid bepaalde termijn zijn de voorschotten het voorwerp van bijzondere kohieren.

De ten kohiere gebrachte voorschotten zijn onmiddellijk opeisbaar.

Het bedrag ervan wordt door de met de inning belaste ambtenaar ter kennis gebracht van de belastingplichtige, die een aanslagbiljet toegezonden krijgt.

Art. 263. De heffing en de belasting zijn het voorwerp van jaarlijkse of bijzondere kohieren.

Art. 264. De kohieren worden vastgesteld door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water en uitvoerbaar verklaard door de Inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent.

Art. 265. § 1. De heffing of de belasting wordt uiterlijk 30 juni van het jaar na dat van de indiening van de aangifte of van de belasting van ambtswege vastgelegd.

De voorschotten worden van het heffings- of belastingsbedrag afgetrokken.

§ 2. Het aanslagbiljet vermeldt in voorkomend geval de voorschotten die van het heffings- of belastingbedrag afgetrokken worden.

§ 3. De heffing en de belasting zijn betaalbaar binnen twee maanden na toezending van het aanslagbiljet.

Art. 266. Zodra de kohieren uitvoerbaar verklaard worden, worden uittreksels daaruit aan de betrokken belastingplichtigen overgemaakt.

Art. 267. In geval van niet-betaling van de voorschotten, de heffing of de belasting, de rente of de kosten, is de eerste vervolgingsakte voor de inning ervan een dwangbevel.

Het dwangbevel wordt uitgevaardigd door de ambtenaar die met de inning belast is.

Het wordt bij deurwaardersexploot betekend, met bevel tot betaling.

In de door de Regering bepaalde gevallen kan het dwangbevel ook betekend worden aan de belastingplichtige.

Art. 268. De Regering bepaalt :

1° de uitvoeringsmodaliteiten voor artikel 262;

2° de te volgen wijze voor de aangiften, het opmaken van de kohieren, voor de betalingen, de kwijtingen, de vervolgingen;

3° de administratieve kosten, ten laste van de belastingplichtige, en overeenstemmend met de handelingen die het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water werkelijk heeft verricht i.v.m. de inning van de heffing of de belasting.

Art. 269. § 1. Onder voorbehoud van de bepalingen in de §§ 2 tot 4 wordt het dwangbevel uitgevoerd volgens de bepalingen van deel V, titel III, van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de gedwongen tenuitvoerlegging.

§ 2. Na de betekening of kennisgeving waarvan sprake in artikel 267, kan de met de inning belaste ambtenaar in de door de Regering bepaalde gevallen laten overgaan tot de kennisgeving die als uitvoerend beslag onder derden geldt op de sommen of goederen die aan de belastingplichtige verschuldigd zijn of hem toebehoren.

Het derdenbeslag dient eveneens bij ter post aangetekende brief ter kennis van de belastingplichtige te worden gebracht.

Het beslag heeft uitwerking vanaf het ogenblik waarop het stuk aan de belastingplichtige wordt afgegeven.

Het geeft aanleiding tot het opmaken en het zenden door de met de inning belaste ambtenaar van een bericht van beslag, zoals bepaald in artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 3. Onder voorbehoud van de bepaling in § 2 zijn de bepalingen van de artikelen 1539, 1540, 1542, alinea's 1 en 2, en 1543 van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing op dit beslag, met dien verstande dat het bedrag van het beslag ter hand wordt gesteld aan de met de inning belaste ambtenaar.

§ 4. Het uitvoerend beslag onder derden dient overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 1539 tot 1544 van het Gerechtelijk Wetboek bij deurwaardersexploot te worden gelegd, wanneer na het beslag dat overeenkomstig § 2 bij ter post aangetekende brief is gelegd, uit de aangifte waartoe de beslagen derde gehouden is, blijkt dat :

1° de beslagen schuldenaar zich verzet tegen het uitvoerend beslag onder derden;

2° de beslagen derde zijn schuld tegenover de beslagen schuldenaar betwist;

3° een andere schuldeiser zich vóór het beslag door de met de inning belaste ambtenaar heeft verzet tegen de afgifte door de beslagen derde van de door hem verschuldigde sommen.

In die gevallen behoudt het door de ambtenaar bij ter post aangetekende brief verrichte beslag zijn bewarende uitwerkingen wanneer de ambtenaar, zoals bepaald in artikel 1539 van het Gerechtelijk Wetboek, bij deurwaardersexploot een uitvoerend beslag onder derden doet leggen binnen de maand die volgt op het deponeren bij de post van de aangifte van de beslagen derde.

§ 5. De uitvoering van het dwangbevel kan slechts worden onderbroken door een met redenen omkleed verzet ingediend door de belastingplichtige, met bij exploit aan het Gewest te betekenen dagvaarding voor het gerecht.

Art. 270. De inning van de heffing of de belasting verjaart na vijf jaar, te rekenen vanaf de datum waarop het kohier uitvoerbaar verklaard werd.

Art. 271. § 1. Voor de inning van de heffing of de belasting, de rente of de kosten, heeft het Gewest een algemeen voorrecht op de inkomsten en op alle roerende goederen van de belastingplichtige, met uitzondering van schepen en boten.

Het voorrecht heeft rang onmiddellijk na de voorrechten waarvan sprake in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851 en in artikel 23 van Boek II van het Handelswetboek, en na de voorrechten die overeenkomstig artikel 87 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde aan de Staat worden voorbehouden.

§ 2. De heffing of de belasting, de rente en de kosten, worden gewaarborgd door een wettelijke hypotheek op de in België gelegen goederen die de belastingplichtige toebehoren en waarop hypotheek kan worden bevestigd.

De wettelijke hypotheek doet geen afbreuk aan de vorige voorrechten en hypotheeken; zij heeft slechts rang na inschrijving ervan.

De hypotheek wordt op verzoek van de met de inning belaste ambtenaar ingeschreven. De hypotheek wordt ingeschreven, niettegenstaande verzet, betwisting of beroep.

Zij kan slechts verworven worden na verloop van de opeisbaarheidstermijn, zoals bepaald in artikel 265, alinea 3.

§ 3. Artikel 447, alinea 2, van Boek III van het Handelswetboek met betrekking tot de faillissementen, bankbreuken en betalingsuitstellen is niet van toepassing op de wettelijke hypotheek wat betreft de heffingen of belastingen opgenomen in de kohieren die voor het vonnis van faillietverklaring uitvoerbaar verklaard werden.

Art. 272. Het bezwaarschrift tot terugbetaling van de heffing of de belasting wordt ingediend bij een aan het Gewest betekend exploit voor het gerecht.

Deze aanvraag wordt binnen twee jaar na de betaling ingediend.

Art. 273. Bij niet-betaling binnen de in de artikelen 262 en 265 bedoelde termijn brengen de verschuldigde sommen ten bate van de fondsen, vanaf de volgende dag en voor de duur van de achterstand, van rechtswege rente op tegen de wettelijke rentevoet.

Deze rente wordt maandelijks berekend op basis van het verschuldigde bedrag van de heffing, de belasting of het voorschot en wordt afgerond naar het lagere tiental euro's. Elk maandgedeelte wordt voor een volledige maand gerekend.

De rente wordt slechts opgeëist als ze in totaal 2,5 euro bedraagt.

Art. 274. In geval van terugbetaling van de heffing of de belasting wordt een moratoire rente tegen de wettelijke rentevoet toegekend.

De rente wordt maandelijks berekend op basis van het bedrag van elke betaling, afgerond op het lagere tiental euro. Elk maandgedeelte wordt voor een volledige maand gerekend.

Er wordt geen moratoire rente toegekend in geval van terugbetaling :

1° van bedragen die ambtshalve bepaald worden na verloop van de termijn waarbinnen gevorderd moet worden, overeenkomstig de artikelen 259 en 260;

2° als de rente in totaal minder dan 2,5 euro bedraagt.

Afdeling 4. — Belasting op lozingen van industrieel en huishoudelijk afvalwater

Onderafdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 275. Een jaarlijkse belasting wordt ingevoerd op het lozen van afvalwater.

Art. 276. De belasting betreft :

1° alle publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen, hierna "ondernemingen" genoemd, die ten minste zeven personen tewerkstellen en industrieel afvalwater lozen in openbare rioleringen, verzamelleidingen voor afvalwater, zuiveringsstations van zuiveringsinstellingen of in oppervlakte- of grondwater;

2° ondernemingen die minder dan zeven personen tewerkstellen en afvalwater lozen in de ontvangers bedoeld in 1° als de overheid die bevoegd is voor de aflevering van de lozingsvergunning, oordeelt dat bedoeld water niet onder huishoudelijk water mag worden ingedeeld;

3° elke publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die ander afvalwater dan industrieel afvalwater loost in de ontvangers bedoeld in 1° en die wegens een bevoorrading die niet van de openbare distributie komt, niet bijdraagt in de zuiveringskosten berekend in de reële prijs van het water.

Deze bepaling is niet van toepassing op lozingen van landbouwafvalwater gelijkgesteld met huishoudelijk afvalwater uit inrichtingen waar dieren gehouden en gefokt worden en die aan de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden voldoen;

4° elke publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die ander afvalwater dan industrieel afvalwater loost in de ontvangers bedoeld in 1° wegens een bevoorrading die van de openbare distributie komt, met uitzondering van lozingen van landbouwafvalwater gelijkgesteld met huishoudelijk afvalwater uit inrichtingen waar dieren gehouden en gefokt worden en die aan de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden voldoen.

Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen betreffende het lozen van industrieel afvalwater

Art. 277. De jaarlijkse belasting op het lozen van industrieel afvalwater is evenredig met de hoeveelheid verontreinigende stoffen ervan berekend overeenkomstig de in de artikelen 279 en 282 bepaalde formules.

De in aanmerking te nemen hoeveelheid verontreinigende stoffen is die van het industriële afvalwater geloosd gedurende het jaar dat aan het belastingjaar voorafgaat.

Art. 278. De belasting per eenheid verontreinigende stoffen van het geloosde industriële afvalwater, hierna eenheidsbelasting genoemd, is vastgesteld op 8,9242 euro.

Art. 279. De hoeveelheid verontreinigende stoffen van het geloosde industriële afvalwater wordt berekend aan de hand van de volgende formule :

$$N = N1 + N2 + N3 + N4$$

waarbij :

* N = het totale aantal eenheden verontreinigende stoffen;

* $N1 = Q/180 (a + 0,35 \times MS/500 + 0,45 (DCO/525)) \times (0,4 + 0,6 d)$

waarbij :

N1 = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zwevende en oxydeerbare stoffen;

Q = het dagelijks gemiddelde volume van het industriële afvalwater, exclusief koelwater, uitgedrukt in liter, geloosd door het bedrijf tijdens de drukste maand van het jaar; het gemiddelde volume is het resultaat van de deling van het maandelijks volume door het aantal lozingsdagen tijdens de drukste maand;

MS = het gehalte aan zwevende stoffen, uitgedrukt in mg/l, van het ruwe water waarop Q betrekking heeft;

COD = het chemische zuurstofverbruik, uitgedrukt in mg/l, van het water waarop Q betrekking heeft na bezinking van twee uren;

a = een coëfficiënt met als waarde 0,2, behalve als het water rechtstreeks in het oppervlaktewater wordt geloosd; dan is de waarde gelijk aan 0;

d = de verbeterende factor resulterende uit een breuk met als noemer 225 en als teller het aantal dagen gedurende dewelke afvalwater wordt geloosd; die factor wordt in aanmerking genomen voor de seizoengebonden of periodieke activiteiten waarvoor kan worden bewezen dat gedurende minder dan 225 kalenderdagen per jaar afvalwater wordt geloosd; in de andere gevallen is de factor gelijk aan 1.

* $N2 = (Q1 (Xi + 0,2 Yi + 10 Zi))/500$

waarbij :

N2 = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zware metalen;

Q1 = het jaarlijkse volume industrieel afvalwater, exclusief koelwater, uitgedrukt in m³, dat tijdens het jaar is geloosd;

Xi = de som van de gemiddelde arsenicum-, chroom-, koper-, nikkel-, lood-, zilverconcentraties, gemeten in het water waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg/l;

Yi = de gemiddelde zinkconcentratie, gemeten in het water waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg/l;

Zi = de som van de gemiddelde cadmium- en kwikconcentraties, gemeten in het water waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg/l.

* $N3 = (Q1 (N + P))/10\ 000$

waarbij :

N3 = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van voedingsstoffen;

N = de gemiddelde concentratie van totale stikstof, gemeten in het afvalwater waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mgN/l;

P = de gemiddelde concentratie van totaal fosfor, gemeten in het afvalwater waarop Q1 betrekking heeft en uitgedrukt in mg P/l;

* $N4 = 0,2.Q2 dt/10\ 000$

waarbij :

N4 = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan het temperatuurverschil tussen het geloosde afvalwater en het ontvangende oppervlaktewater;

Q2 = het door het bedrijf jaarlijks geloosde volume koelwater, uitgedrukt in m³;

dt = het gemiddelde temperatuurverschil, uitgedrukt in C°, tussen het opgevangen en het geloosde water waarop Q2 betrekking heeft;

N4 = wordt enkel in aanmerking genomen indien Q2 dt of groter dan of gelijk is aan 1 000 000.

Art. 280. § 1. De waarden van de in artikel 279 bedoelde parameters zijn de in de milieuvergunning van de belastingplichtige vermelde maximale waarden, voor zover zij erin vermeld staan en de belastingplichtige de bewoordingen van de milieuvergunning of de werkelijke gemiddelde waarden in acht neemt, die op kosten van de belastingplichtige door een door de Regering erkend laboratorium bepaald zijn overeenkomstig de voorschriften en onder toezicht van het Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie, Afdeling Water.

Als de belastingplichtige de in aanmerking te nemen parameterswaarden verzuimt mede te delen aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water en laatstgenoemde tot monsternemingen en analyses overgaat of laat overgaan om die waarden te bepalen, kunnen die verrichtingen ten laste komen van de belastingplichtige.

De Regering stelt de technische modaliteiten vast voor de bepaling van de waarden van de in artikel 279 bedoelde parameters.

§ 2. Van de in het geloosde afvalwater gemeten waarden van de parameters MS, COD, Xi, Yi, Zi, N en P kan de belastingplichtige de overeenstemmende waarden aftrekken die, overeenkomstig de voorschriften en onder toezicht van het Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie, Afdeling Water, op zijn kosten worden gemeten door een door de Regering erkend laboratorium. De aftrek gebeurt afzonderlijk en mag niet tot gevolg hebben dat de waarden van bepaalde parameters negatief worden.

Art. 281. Als het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water de waarden van de parameters van de in artikel 279 bepaalde formule niet kent en het die parameters niet redelijkerwijs kan vaststellen op basis van de beoordelingselementen waarover het beschikt, of als technische of economische moeilijkheden de betrouwbare vaststelling van de reële gemiddelde waarden van die parameters in de weg staan, berekent het de hoeveelheid verontreinigende stoffen aan de hand van de in artikel 282 bepaalde vereenvoudigde formule.

Art. 282. De vereenvoudigde formule van de hoeveelheid verontreinigende stoffen is de volgende :

$$N = N1 + N2$$

waarbij :

* N = het totaal aantal eenheden verontreinigende stoffen;

* $N1 = A C1/B$

waarbij :

N1 = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zwevende en oxydeerbare stoffen;

A = de jaarlijkse bedrijvigheid uitgedrukt overeenkomstig de gebruikte basis;

B = de basis vermeld in kolom 3 van de tabel in bijlage 1;

C1 = de omzettingcoëfficiënt vermeld in kolom 4 van de tabel in bijlage 1.

* $N2 = (Q1. - Q2) C2 + Q2. C3$

waarbij :

N2 = het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan de aanwezigheid van zware metalen, voedingsstoffen en koelwater;

Q1 = het jaarlijkse volume van het geloosde industriële afvalwater, uitgedrukt in m³;

Q2 = het jaarlijkse volume van het geloosde koelwater, uitgedrukt in m³;

C2 = het 1/100ste behalve wanneer een andere omzettingcoëfficiënt wordt vermeld in kolom 5 van de tabel in bijlage 1;

C3 = het 1/10 000ste.

Het product Q2 X C3 wordt enkel in aanmerking genomen als Q2 groter dan of gelijk is aan 200.000 m³.

Art. 283. De jaarlijkse belasting is het product van de vermenigvuldiging van de in artikel 278 bedoelde eenheidsbelasting met het in artikel 279 of artikel 282 bepaalde aantal N eenheden verontreinigende stoffen.

Onderafdeling 3. — Bijzondere bepalingen betreffende de lozingen van

ander afvalwater dan industrieel afvalwater

Art. 284. De jaarlijkse belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater is evenredig met het volume geloosd water.

De eenheidsbelasting per kubieke meter geloosd afvalwater, bedoeld in artikel 276, 3°, wordt vastgelegd op 0,5542 euro vanaf 1 januari 2003.

De eenheidsbelasting per kubieke meter geloosd afvalwater, bedoeld in artikel 276, 4°, wordt vastgelegd op 0,0813 euro en is van kracht tussen 1 oktober 2003 en 31 december 2004. Ze wordt opgeheven op 1 januari 2005.

Art. 285. § 1. Het watervolume onderworpen aan de in artikel 284 bedoelde belasting wordt overeenkomstig de hierna vermelde regels bepaald door middel van meetinrichtingen die de door de belastingplichtige opgevangen waterhoeveelheden die afkomstig zijn van de openbare verdeling, opmeten of, bij gebrek eraan, op basis van zijn geraamd waterverbruik of van ieder ander bewijsstuk waarover het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water beschikt om zijn waterverbruik vast te stellen. Indien het water gedeeltelijk afkomstig is van het openbare watervoorzieningsnet, stemt het aan de belasting onderworpen jaarlijkse volume overeen met het verschil tussen het totaalvolume uitgedrukt water of, bij gebrek aan meetstelsel, de geschatte watervolumes en het watervolume dat vermeld staat in de laatste verbruiksopmeting afkomstig van het openbare watervoorzieningsnet over een periode van één jaar.

Het geraamde waterverbruik van de belastingplichtige is gelijk aan het product van de vermenigvuldiging van het in bijlage 2 bedoelde aantal eenheden met het overeenstemmende geraamde waterverbruik. Het in aanmerking te nemen aantal eenheden is het maximaal aantal dat in de loop van het lozingsjaar op dezelfde dag wordt geregistreerd.

§ 2. Voor personen die uitsluitend huishoudelijk afvalwater lozen, is het aan de belasting onderworpen watervolume gelijk aan het opgevangen volume.

§ 3. Voor personen die industrieel en huishoudelijk afvalwater lozen, is de in artikel 284 bedoelde belasting van toepassing op het gedeelte van het totaal opgevangen volume dat als huishoudelijk afvalwater wordt geloosd.

§ 4. Voor personen die met huishoudelijk afvalwater gelijkgesteld landbouwafvalwater lozen en niet aan de in artikel 276, 3°, bedoelde vrijstellingsvoorwaarden voldoen, is de belasting van toepassing op het totaal opgevangen watervolume. Indien dat volume niet kan worden vastgesteld door middel van meetinrichtingen, is het gelijk aan het volume verkregen door het vermoedelijke waterverbruik van het gezin, hetzij 100 m³, en het geraamde waterverbruik van de veestapel op te tellen. De Regering bepaalt de ramingsmodaliteiten voor het dierenwaterverbruik. Zij beroept zich op de in bijlage 3 vermelde eenheidshoeveelheden verontreinigende stoffen.

Het voor elke categorie in aanmerking te nemen aantal dieren is het aantal gehouden of gefokte dieren van die categorie zoals het vermeld staat in de bij het Nationaal Instituut voor Statistiek ingediende aangifte ter gelegenheid van de landbouw- en tuinbouw telling die plaatsvindt op 15 mei van het jaar dat aan het belastingjaar voorafgaat.

Voor personen die de vrijstellingsvoorwaarden vervullen, is het volume gelijk aan het vermoedelijke waterverbruik van het gezin, hetzij 100 m³.

Art. 286. De jaarlijkse belasting is het product van de vermenigvuldiging van de in artikel 284 bedoelde eenheidsbelasting met het in artikel 285 bepaalde watervolume.

Art. 287. Het slib afkomstig van septische putten en gelijksoortige zuiveringsinrichtingen wordt gratis behandeld door een erkende instelling mits naleving van de volgende voorwaarden :

1° het slib moet uitsluitend afkomstig zijn van de behandeling van in het Waalse Gewest geproduceerd huishoudelijk afvalwater;

2° de septische putten en gelijksoortige zuiveringsinrichtingen dienen te worden geruimd door een door de Regering erkend ruimingsbedrijf.

Art. 288. De publiek- of privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die ander afvalwater zuiveren dan het industrieel afvalwater dat ze voortbrengen of voor behandeling opvangen, genieten de vrijstelling of de terugbetaling van de belasting onder de door de Regering bepaalde voorwaarden.

De volumes water opgenomen door de begunstigden van een vrijstelling of een terugbetaling van de belasting worden niet meegerekend in de volumes water bedoeld in artikel 253, tweede lid.

Onderafdeling 4. — Aangifte, betaling en invordering van de belasting op het lozen van afvalwater

A. Aangifte, betaling en invordering van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater

Art. 289. Elke belastingplichtige moet jaarlijks alle gegevens vereist voor de vaststelling van zijn hoeveelheid verontreinigende stoffen van het voorgaande jaar bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water aangeven.

Art. 290. § 1. De aangifte wordt opgemaakt aan de hand van het formulier waarvan het model door de Regering is vastgesteld en dat de belastingplichtige vóór 31 januari van het belastingjaar rechtstreeks door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water wordt toegezonden.

De belastingplichtigen die het formulier niet hebben ontvangen, moeten het op de zetel van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water afhalen.

In geval van stopzetting van zijn activiteiten moet de belastingplichtige een aangifteformulier bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water opeisen en het binnen twee maanden na de stopzetting van de activiteiten bij de zetel van laatstgenoemde doen toekomen.

§ 2. Het formulier wordt ingevuld overeenkomstig de aanwijzingen die erin vermeld staan, voor echt verklaard, gedateerd en ondertekend.

§ 3. De overeenkomstig het formulier over te leggen documenten, opmetingen of inlichtingen maken noodzakelijk deel uit van de aangifte en moeten erbij worden gevoegd.

Art. 291. De aangifte moet elk jaar vóór 31 maart naar het Bestuur worden gezonden of op de zetel van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water worden afgegeven.

Art. 292. De aangifte wordt onderzocht en het bedrag van de belasting wordt door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water bepaald.

De belasting wordt berekend op basis van de aangegeven elementen.

Art. 293. Als het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water zulks van hem vordert, wordt elke belastingplichtige ertoe gehouden de voor de bepaling van de berekeningsbasis vereiste stukken voor onderzoek mede te delen, zonder zich te verplaatsen.

Hij is ook verplicht gedurende de openingsuren toegang te verlenen tot zijn lokalen, terreinen en installaties opdat het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water of een door de Regering aangewezen en door eerstgenoemde gemandateerde instelling technische controles zou kunnen verrichten.

Onverminderd het recht van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water mondelinge inlichtingen te vorderen, is elke belastingplichtige verplicht, wanneer eerstgenoemde zulks van hem vordert, de vereiste inlichtingen binnen de maand van de aanvraag schriftelijk te verstrekken ten einde de berekeningsbasis te onderzoeken.

Art. 294. Als verscheidene bedrijven hun afvalwater gezamenlijk lozen of behandelen, wordt de belasting in gelijke aandelen onder hen verdeeld.

Ieder bedrijf is verplicht de bepalingen van de artikelen 289 tot 293 in acht te nemen.

De bedrijven die hun hoeveelheid verontreinigende stoffen nauwkeurig kunnen bepalen, mogen echter afzonderlijk worden belast.

Het saldo van de belasting wordt dan door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water in gelijke aandelen verdeeld onder de overblijvende bedrijven.

Art. 295. Als het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water oordeelt dat de gegevens die de belastingplichtige hetzij heeft vermeld in een aangifte die voldoet aan de in de artikelen 290 tot 293 bepaalde voorwaarden, hetzij schriftelijk heeft aangenomen, moeten worden rechtgezet, deelt het de rechtzetting van de aangegeven hoeveelheid verontreinigende stoffen mede aan de belastingplichtige.

Elke wijziging wordt medegedeeld aan de belastingplichtige binnen een termijn van 8 maanden met ingang van de dag waarop het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water de aangifte heeft ontvangen.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van één maand met ingang van die bekendmaking om zijn opmerkingen bij geschrifte voor te dragen. Het bedrag van de belasting mag niet worden vastgesteld vóór het verstrijken van die termijn, behalve als de belastingplichtige schriftelijk instemt met de rechtzetting van zijn aangifte.

Art. 296. § 1. Het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water kan overgaan tot de ambtshalve aanslag op basis van de gegevens waarover het beschikt en eventueel van de controles die het verricht of laat verrichten als de belastingplichtige verzuimt :

1° hetzij een aangifte in te dienen binnen de in de artikelen 290, § 1, en 291, bedoelde termijn;

2° hetzij binnen de toegestane termijn een einde te maken aan de gebreken in de vorm die zijn aangifte aantasten;

3° hetzij de krachtens artikel 293, § 3, van hem vereiste schriftelijke inlichtingen binnen de voorgeschreven termijn mede te delen.

De ambtshalve aanslag vindt plaats binnen een termijn van twee jaar met ingang van 31 maart van het jaar volgend op het lozingsjaar.

§ 2. Alvorens over te gaan tot de ambtshalve aanslag moet het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water de belastingplichtige kennisgeven van zijn beslissing die procedure toe te passen en van de gegevens waarop de aanslag wordt berekend.

§ 3. De belastingplichtige beschikt over een termijn van één maand met ingang van die bekendmaking om zijn opmerkingen bij geschrifte voor te dragen. Het bedrag van de belasting mag niet worden vastgesteld vóór het verstrijken van die termijn, behalve als de belastingplichtige schriftelijk instemt met de verrichte aanslag.

Art. 297. Als de belastingplichtige zijn gedeeltelijke of gehele onenigheid betekent binnen de in de artikelen 295, derde lid, en 296, § 3, bedoelde termijn, handelt het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water als volgt :

1° als het kan instemmen met de door de belastingplichtige aangevoerde redenen, stelt het het bedrag van de belasting vast op basis van de gegevens die het voorafgaandelijk heeft aangenomen of vastgesteld en die omwille van die redenen werden herzien;

2° als het niet kan instemmen met de door de belastingplichtige aangevoerde redenen, stelt het de belasting vast op basis van de gegevens die het voorafgaandelijk heeft aangenomen of vastgesteld.

In geval van toepassing van het eerste lid, 2°, geeft het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water de belastingplichtige kennis van zijn beslissing binnen twee maanden na ontvangst van de onenigheid.

Art. 298. De belasting is het voorwerp van jaarlijkse of bijzondere kohieren.

De kohieren worden vastgesteld door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of door de ambtenaar die dat ambt vervult.

Art. 299. De belasting wordt uiterlijk 30 juni van het jaar na dat van de indiening van de aangifte of van de belasting van ambtswege vastgelegd.

Art. 300. Zodra de kohieren uitvoerbaar verklaard worden, worden uittreksels daaruit aan de betrokken belastingplichtigen overgemaakt.

Art. 301. De belasting dient te worden betaald binnen twee maanden na de zending van het aanslagbiljet.

Art. 302. Bij niet-betaling van de belasting, de interesten of de kosten is het dwangbevel de eerste handeling van vervolging met het oog op hun invordering.

Het dwangbevel wordt uitgevaardigd door de ambtenaar belast met de invordering.

Het wordt betekend bij deurwaardersexploot, met bevel tot betaling.

In de door de Regering bepaalde gevallen kan het eveneens aan de belastingplichtige worden bekendgemaakt.

Art. 303. De Regering bepaalt :

1° de te volgen procedure voor de aangiften, het opmaken van de kohieren, de betalingen, de kwijtingen, de vervolgingen;

2° het tarief van de vervolgingskosten die ten laste van de belastingplichtige komen.

B. Betaling en invordering van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater

Art. 304. De Regering stelt de modaliteiten vast inzake inning, controle en invordering van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater.

Zij bepaalt het tarief van de vervolgingskosten die ten laste van de belastingplichtige komen.

Art. 305. De Regering kan de openbare watervoorzieningsmaatschappijen ermee belasten de op de opgeleverde totale hoeveelheid water berekende belasting voor rekening van het Gewest bij hun abonnees te innen of te helpen innen, zonder dat die maatschappijen of hun afgevaardigden en hoedanigheid van boekhouder van het Gewest genieten.

Zij regelt eveneens het bijhouden van registers door de watervoorzieningsmaatschappijen, alsmede de modaliteiten voor de inning van de belasting en voor de storting van de geïnde bedragen aan het Gewest, de wijze van mededeling aan het Gewest van de inlichtingen vereist voor de controle en de invordering van de eventueel ongeïnde belastingen.

Art. 306. De belasting dient te worden betaald binnen de termijn vermeld in het door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water opgemaakte betalingsbericht en gericht aan de belastingplichtige door de met de invordering belaste ambtenaar of, in geval van toepassing van artikel 305, door de watervoorzieningsmaatschappij waarvan de factuur die de belasting duidelijk vermeldt als betalingsbericht geldt.

De betalingstermijn bedraagt minstens vijftien dagen en loopt met ingang van de zendingsdatum van het betalingsbericht.

Art. 307. De belasting die de in artikel 285, § 3 en § 4, eerste lid, bedoelde personen overeenkomstig artikel 305 gedurende het voorgaande jaar betaald hebben, moet worden afgetrokken van het totale bedrag van de door het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water overeenkomstig de artikelen 283 en 286 berekende belasting.

Art. 308. Bij niet-betaling van de belasting is een dwangbevel de eerste handeling van vervolging met het oog op de invordering van de belasting, de interesten en de kosten.

Dat dwangbevel wordt uitgevaardigd door de met de invordering belaste ambtenaar; het wordt ondertekend en uitvoerbaar verklaard door de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of de door hem afgevaardigde ambtenaar.

Het wordt betekend bij deurwaardersexploot, met bevel tot betaling.

In de door de Regering bepaalde gevallen kan het eveneens aan de belastingplichtige worden bekendgemaakt.

Art. 309. De in artikel 308, derde en vierde lid, bedoelde betekening of bekendmaking doet de overeenkomstig artikel 315 berekende moratoire renten lopen.

C. Algemene bepalingen

Art. 310. De Regering mag iedere publiekrechtelijke rechtspersoon belasten met elke technische opdracht waarbij het Gewest het aantal eenheden verontreinigende stoffen kan vaststellen.

Art. 311. § 1. Onder voorbehoud van het bepaalde in de paragrafen 2 tot 4, wordt het dwangbevel uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, Titel III, deel V, betreffende de gedwongen tenuitvoerlegging.

§ 2. Na de in de artikelen 302 en 308 bedoelde betekening of bekendmaking mag de met de invordering belaste ambtenaar in de door de Regering bepaalde gevallen laten overgaan tot de bekendmaking die als uitvoerend beslag onder derden geldt op de sommen en effecten verschuldigd door of toebehorend aan de belastingplichtige.

Het derdenbeslag moet eveneens bij aangetekende brief aan de belastingplichtige worden bekendgemaakt.

Het beslag heeft uitwerking met ingang van de afgifte van het stuk aan de geadresseerde.

Een bericht van beslag moet worden opgemaakt en verzonden door de met de invordering belaste ambtenaar, zoals bepaald in artikel 1390 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 3. Onder voorbehoud van het bepaalde in paragraaf 2 zijn de bepalingen van de artikelen 1539, 1540, 1542, eerste en tweede lid, en 1543 van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing op dat beslag, met dien verstande dat het bedrag van het beslag ter hand wordt gesteld aan de met de invordering belaste ambtenaar.

§ 4. Het uitvoerend beslag onder derden dient bij deurwaardersexploot te worden gelegd overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 1539 tot 1544 van het Gerechtelijk Wetboek, wanneer na het beslag dat overeenkomstig § 2 bij ter post aangetekende brief is gelegd, uit de verklaring waartoe de beslagen derde is gehouden, blijkt dat :

1° de beslagen schuldenaar zich verzet tegen het uitvoerend beslag onder derden;

2° de beslagen derde zijn schuld tegenover de beslagen schuldenaar betwist;

3° een andere schuldeiser zich vóór de inbeslagneming door de met de invordering belaste ambtenaar heeft verzet tegen de afgifte door de beslagen derde van de door hem verschuldigde sommen.

In die gevallen behoudt het door de ambtenaar bij ter post aangetekende brief gelegde beslag zijn bewarende uitwerkingen indien die ambtenaar zoals bepaald in artikel 1539 van het Gerechtelijk Wetboek een uitvoerend beslag onder derden bij deurwaardersexploot laat leggen binnen de maand die volgt op het afgeven ter post van de aangifte van de beslagen derde.

§ 5. De uitvoering van het dwangbevel kan slechts worden onderbroken door een met redenen omkleed verzet ingediend door de belastingplichtige met een bij deurwaardersexploot aan het kabinet van de Minister-President van de Regering te betekenen dagvaarding voor het gerecht.

Art. 312. De invordering van de belasting op het lozen van industrieel afvalwater verjaart na vijf jaar met ingang van de datum waarop het kohier uitvoerbaar is verklaard.

De invordering van de belasting op het lozen van ander afvalwater dan industrieel afvalwater verjaart per vijf jaar met ingang van de datum waarop het dwangbevel uitvoerbaar is verklaard.

Art. 313. § 1. Voor de invordering van de belasting, de interesten en de kosten heeft het Gewest een algemeen voorrecht op de inkomsten en op alle roerende goederen van de belastingplichtige, met uitzondering van schepen en boten.

Het voorrecht heeft rang onmiddellijk na de voorrechten die in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851 en in artikel 23 van Boek II van het Handelswetboek zijn vermeld en na het voorrecht dat overeenkomstig artikel 87 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde aan de Staat is voorbehouden.

§ 2. De belastingen, interesten en kosten zijn gewaarborgd door een wettelijke hypotheek op de in België gelegen goederen die aan de belastingplichtige toebehoren en waarop hypotheeken kunnen worden gevestigd.

De wettelijke hypotheek doet geen afbreuk aan vroegere voorrechten en hypotheeken; zij heeft slechts rang met ingang van haar inschrijvingsdatum.

De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de met de invordering belaste ambtenaar. De inschrijving vindt plaats niettegenstaande verzet, betwisting of beroep.

Ze mag slechts worden gevorderd na verloop van de in artikel 301 bedoelde termijn van invorderbaarheid of na de in artikel 308 bedoelde betekening of bekendmaking.

Bij toepassing van artikel 308 wordt de hypotheek ingeschreven op overlegging van een door de met de invordering belaste ambtenaar voor eensluidend verklaard afschrift van het dwangbevel dat de betekening- of bekendmakingsdatum vermeldt.

§ 3. Artikel 447, tweede lid, van Boek II van het Handelswetboek met betrekking tot de faillissementen, bankbreuken en betalingsuitstellen is niet van toepassing op de wettelijke hypotheek :

1° voor de belastingen ingeschreven in de kohieren die vóór het faillietverklarde vonnis uitvoerbaar werden verklaard;

2° voor de verschuldigde belastingen waarvoor vóór het faillietverklarende vonnis een dwangbevel aan de belastingplichtige werd betekend of bekendgemaakt.

Art. 314. De klacht betreffende de aanvraag tot terugbetaling van de belasting wordt ingediend bij exploot met een aan het Gewest aan het kabinet van de Minister-President van de Regering te betekenen dagvaarding voor het gerecht.

Die aanvraag wordt ingediend binnen twee jaar na de betaling.

Art. 315. Bij niet-betaling binnen de in artikel 301 bepaalde termijn, brengen de verschuldigde sommen, met ingang van de volgende dag, voor de duur van de achterstallige betaling van rechtswege interesten ten behoeve van de Schatkist op tegen de wettelijke rentevoet.

Die interest wordt maandelijks berekend op basis van het bedrag van de nog verschuldigde belasting, naar beneden afgerond op het lagere tiental euro. Elk maandgedeelte wordt voor een volledige maand gerekend.

De interest wordt slechts opgeëist indien ze in totaal 2,5 euro bedraagt.

Art. 316. § 1. In geval van terugbetaling van de belasting zijn moratoire renten tegen de wettelijke rente verschuldigd.

De interesten worden maandelijks berekend op het bedrag van iedere betaling, naar beneden afgerond op het lagere tiental euro. Elk maandgedeelte wordt voor een volledige maand gerekend.

Er is geen moratoire rente verschuldigd in geval van terugbetaling :

1° van de in de artikelen 295 en 296 bedoelde bijbelastingen die van ambtswege worden geïnd na het verstrijken van de klachttermijn;

2° indien de interest niet 2,5 euro in totaal bedraagt.

Afdeling 5. — Toelagen

Art. 317. § 1. De Regering kan de installatie van septische putten en soortgelijke zuiveringssystemen subsidiëren.

Daartoe kan ze de gemeente betrekken bij de procedure van aanvraag en uitbetaling van de subsidie of bij het toezicht op de installatie van de septische put of van het soortgelijke zuiveringssysteem. Ze bepaalt de vergoeding voor de door de gemeente bewezen dienst. Ze stelt de modaliteiten voor de toekenning van de toelagen vast in het kader van het in artikel 220 bedoelde algemene reglement.

HOOFDSTUK II. — *Budgettaire bepalingen*

Art. 318. § 1. De door het Gewest verleende diensten hebben betrekking op het beheer, de productie, de preventieve maatregelen en het toezicht op het water en waarborgen hoe dan ook de kwalitatieve en kwantitatieve duurzaamheid van het tot drinkwater verwerkbaar water dat beschikbaar is.

§ 2. De opbrengst van de in artikel 252, § 1, bedoelde heffingen en de eventuele stortingen, waarvan sprake in § 4 van dit artikel, zijn uitsluitend bestemd voor een Fonds voor de bescherming van water, dat met het oog hierop binnen de algemene begroting van het Waalse Gewest bij artikel 324 is opgericht.

Wat de toepassing van artikelen 3, 13, 167, 169, 171 tot 176, 252, 254 tot 274, 318, 407 tot 410, 434 en 435 betreft, verleent het Fonds zijn tegemoetkoming :

1° op basis van programma's voorgelegd door producenten van tot drinkwater verwerkbaar water en goedgekeurd door de Regering;

2° op basis van het door de Regering vastgestelde programma; de Regering bepaalt de werkingsregels van het Fonds.

Om de in § 1 van dit artikel bedoelde doelstellingen te bereiken worden de ontvangsten van het Fonds aangewend in het kader van de onderstaande opdrachten, onverminderd artikel 319 :

1° de nodige studies voor het afbakenen van toezichtszones;

2° de vergoedingen voor werken die particulieren uitvoeren om watervervuiling te voorkomen;

3° de maatregelen inzake toezicht en controle op het voor menselijke consumptie bestemde water;

4° het beheer en de verbetering van de kwaliteit en de kwantiteit van het tot drinkwater verwerkbaar water dat beschikbaar is;

5° de studies en de uitvoering van werken die een einde moeten maken aan de overexploitatie van bepaalde waterlagen;

6° de beschermingsmaatregelen waarbij wordt voldaan aan de algemene immissienormen in de zones van tot drinkwater verwerkbaar water;

7° het uitwerken en het uitvoeren van actieprogramma's voor kwetsbare zones;

8° de inning en de invordering van de heffing;

9° de werken voor de bestrijding van toevallige vervuilingen in de toezichtszones;

10° de administratieve behandeling van de door het Gewest en de milieuvergunninghouders overeenkomstig artikelen 3, 13, 167, 169, 171 tot 176, 252, 254 tot 274, 318, 407 tot 410, 434 en 435 ingediende dossiers;

11° de aankoop van onroerende goederen binnen de preventiezones;

12° de door de milieuvergunninghouders binnen de preventiezone getroffen maatregelen zoals :

a) studies;

b) de nodige werken voor de bescherming van de zone;

c) de in artikel 174 bedoelde vergoedingen;

d. de werken voor de bestrijding van toevallige vervuilingen.

§ 3. De opbrengst van de in artikel 252, § 2, bedoelde belasting is uitsluitend bestemd voor een Fonds voor waterbescherming dat met het oog hierop binnen de algemene begroting van het Waalse Gewest bij artikel 324 is opgericht.

De Regering bepaalt de werkingsregels en de tegemoetkomingsmodaliteiten van het Fonds.

Om de kwantitatieve duurzaamheid van het grondwater te garanderen worden de ontvangsten van het Fonds aangewend om de volgende opdrachten te vervullen :

1° de systemen voor het toezicht en de controle op de grondwatervoorraden;

2° de monsternemingen en de analyses waarbij kan worden nagegaan of de bepalingen van artikelen 3, 13, 167, 169, 171 tot 176, 252, 254 tot 274, 318, 407 tot 410, 434 en 435 en de daaruit voortvloeiende reglementaire bepalingen worden nageleefd;

3° de inventarisatie van de grondwatervoorraden van het Gewest en een lijst van de bestaande waterwinningen;

4° het beheer en een rationeler gebruik van het grondwater;

5° de studies en de uitvoering van werken die een einde moeten maken aan de overexploitatie van bepaalde waterlagen;

6° de werken voor de bescherming van het grondwater;

7° de inning en de invordering van de belasting;

8° de administratieve behandeling van de door het Gewest en de milieuvergunninghouders overeenkomstig artikelen 3, 13, 167, 169, 171 tot 176, 252, 254 tot 274, 318, 407 tot 410, 434 en 435 ingediende dossiers;

9° de getroffen maatregelen voor de terugwinning van het uitgepompte water.

§ 4. Onverminderd de bestaande bepalingen kan de Regering de niet-belastingplichtigen in aanmerking laten komen voor de tegemoetkoming van het Fonds voor de bescherming van water, zoals bepaald in § 2, voor zover deze personen hun bijdrage leveren aan het Fonds, overeenkomstig de regels van artikelen 3, 13, 167, 169, 171 tot 176, 252, 254 tot 274, 318, 407 tot 410, 434 en 435 en met onvoorwaardelijke inachtneming van alle bepalingen ervan.

§ 5. De Regering kan de "S.P.G.E." ermee belasten werken uit te voeren voor de bescherming van bepaalde winningen wanneer deze nodig blijken te zijn en voor zover ze in de in § 2 bedoelde programma's niet worden vermeld en voorgesteld door de producenten.

§ 6. De Regering kan de "S.P.G.E." ook ermee belasten elk onderzoek uit te voeren met het oog op :

1° het opmaken van een model van dagboek voor de uitbating van de waterproductie, dat de belastingplichtigen moeten bijhouden;

2° het opmaken van een model van een jaarlijks technisch verslag, dat de belastingplichtigen binnen een bepaalde termijn aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water en aan de "S.P.G.E." moeten overmaken;

3° het bepalen van de regels voor het voeren van een gepaste boekhouding;

4° het bepalen van de regels en criteria waardoor de productiekosten kunnen worden beperkt;

5° het bepalen van de regels voor een grotere doorzichtigheid van de kosten die voortvloeien uit de kostprijs van het geproduceerde water.

Art. 319. Onverminderd artikel 318 is het Fonds voor waterbescherming, waarin is voorzien op de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en dat is ingesteld bij artikel 324, uitsluitend bestemd voor de volgende uitgaven :

1° de kosten die nodig zijn voor het opmaken van het bewakingsprogramma, het maatregelenprogramma en het beheersplan voor het waterbekken, zoals bedoeld in artikelen 19, 23 en 24;

2° de subsidies toegekend aan de ondernemingen bedoeld in artikel 178;

3° de investeringsuitgaven die nodig zijn om voor de werking van de dienst onmiddellijke interventie te zorgen;

4° de inningskosten van de belastingen;

5° de kosten veroorzaakt door het opstellen van statistieken, waartoe besloten is krachtens artikel 165;

6° de kosten met betrekking tot het toezicht op de staat van het oppervlaktewater waarin voorzien is bij artikel 20;

7° de kosten met betrekking tot artikelen 392 tot 406, die ten laste van het Gewest komen.

8° de toelagen om het plaatsen van septische putten en gelijksoortige zuiveringssystemen te bevorderen en de uitgaven voor het toezicht op de installaties van septische putten en gelijksoortige zuiveringssystemen beslist krachtens artikelen 317 en 222.

Art. 320. De volgende ontvangsten worden, krachtens de speciale bestemming die deze in toepassing van de artikelen 321 en 322 ontvangen, opgenomen in een speciale afdeling van de ontvangstenbegroting :

1° de giften en alle andere toevallige ontvangsten die in verband staan met de uitoefening van de bevoegdheden van het Gewest op het gebied van de zuivering van het oppervlaktewater;

2° de bijdragen van Belgische, buitenlandse of internationale instellingen aan uitgaven op het gebied van de zuivering van het oppervlaktewater;

3° de terugbetaling van de terugvorderbare voorschotten die in toepassing van artikel 21 werden toegekend;

4° het vermoedelijke overschot, tijdens het voorgaande boekjaar, van de ontvangsten uitgetrokken in de bijzondere afdeling van de ontvangstenbegroting in verhouding tot de uitgaven uitgetrokken in de bijzondere afdeling van de uitgavenbegroting.

Art. 321. De in artikel 320 vermelde ontvangsten worden bestemd voor de volgende uitgaven die in een speciale afdeling van de uitgavenbegroting worden uitgetrokken. Deze ontvangsten verzekeren de financiering van deze uitgaven :

1° de betaling als tegenprestatie voor de opdrachten en verbintenissen die de "S.P.G.E." krachtens het beheerscontract heeft overgenomen;

2° de in de artikel 178 bedoelde toelagen;

3° de kosten voor de werking van de wetenschappelijke en technische Waterdienst, bedoeld in artikel 179, en van de Dienst Onmiddellijke Interventie;

4° de in artikel 64 bedoelde terugvorderbare voorschotten;

5° de benodigde uitgaven voor investeringen teneinde de werking van de in artikel 64 bedoelde Dienst Onmiddellijke Interventie te verzekeren;

6° de bezoldiging van de door de Regering aangewezen deskundigen om haar bij te staan in de functies die zij moet vervullen krachtens artikel 6, § 4, 2°, en krachtens artikel 81 van de speciale wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen indien het betrekking gaat om de onderhandeling over internationale akkoorden betreffende één van de doelstellingen van deze afdeling;

7° de inningskosten van de vergoedingen en belastingen;

8° het eventuele overschot, tijdens het voorgaande boekjaar, van de uitgaven uitgetrokken in de speciale afdeling van de uitgavenbegroting in verhouding tot de ontvangsten uitgetrokken in de speciale afdeling van de ontvangstenbegroting.

Art. 322. De in artikel 320 vermelde ontvangsten kunnen eveneens voor de volgende uitgaven worden bestemd :

1° de kosten, ontstaan door het opstellen van statistieken waartoe krachtens artikel 165 werd besloten;

2° de kosten voor het houden van toezicht op de staat van het oppervlaktewater zoals door artikel 20 wordt voorzien;

3° de kosten met betrekking tot het opsporen, het vaststellen en het vervolgen van de overtredingen in zoverre deze kosten, krachtens de artikelen 405 en 406, ten laste van het Gewest vallen.

Art. 323. De in artikel 322 beoogde uitgaven worden eveneens uitgetrokken in de speciale afdeling van de uitgavenbegroting waarin de in artikel 321 bedoelde uitgaven worden uitgetrokken in het geval waarin een besluit over de bestemming van genoemde ontvangsten voor de in onderhavig artikel opgesomde uitgaven wordt genomen.

Art. 324. § 1. Op de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest wordt voorzien in een Fonds voor waterbescherming. Dit Fonds wordt gestijfd door :

1° de opbrengst van de belasting bedoeld in artikel 275;

2° de opbrengst van de retributie en de bijdrage bedoeld in artikel 252, §§ 1 en 2.

§ 2. Het beschikbare saldo en de uitstaande vastleggingen van het Fonds bedoeld in artikel 319 worden op 1 januari 1998 overgedragen naar het in § 1 bedoelde Fonds voor waterbescherming.

De beschikbare saldo's en de uitstaande vastleggingen van de fondsen bedoeld in artikel 318, §§ 2 en 3 worden op 1 januari 1998 overgedragen naar het in § 1 bedoelde Fonds voor waterbescherming.

§ 3. De Waalse Regering is gemachtigd om ten belope van het in de algemene uitgavenbegroting vermelde bedrag, dat als machtiging tot vastlegging geldt, uitgaven vast te leggen ten laste van het in § 1 bedoelde Fonds, ongeacht het beschikbare saldo ervan.

§ 4. De ontvangsten van het Fonds worden geheel of gedeeltelijk afgestaan aan de "S.P.G.E." wanneer ze de door het Gewest aangegane verbintenissen en leningen alsmede de opdrachten waarvoor het Fonds wordt ingesteld en die vermeld staan in het beheerscontract, herneemt.

Art. 325. § 1. Er wordt een "Waals Fonds van voorschotten voor het herstel van de schade veroorzaakt door de grondwaterwinningen en oppompingen" opgericht, hiernagenoemd "het Fonds", belast om binnen de voorwaarden en de grenzen van artikelen 210 tot 215, 325 tot 330, 346 en 416 voorschotten toe te kennen in de gevallen van schade bedoeld in artikel 210 alsook de voorschotten voor de financiering van de studies en expertises nodig voor de vaststelling en de evaluatie van de schade.

§ 2. Bovendien is het Fonds belast om de uitvoering van de maatregelen en de algemene studies met het oog op het voorkomen en het beperken van de schade bedoeld in artikel 210 te financieren. Deze studies die, onder andere, betrekking hebben op belangrijke toekomstige en bestaande grondwaterwinning, moeten kunnen dienen als basis voor elke expertise die zal opgesteld worden in geval van een verzoek tot vergoeding.

§ 3. Het Fonds heeft rechtspersoonlijkheid. Het wordt gerangschikt in categorie A ingericht door artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 326. § 1. In het geval dat een dagvaarding in rechte ingeleid wordt overeenkomstig artikel 212, kan het Fonds een voorschot toekennen naar billijkheid indien een beknopt onderzoek het bestaan van een relatie tussen de schade, de daling van de grondwaterlaag en de waterwinning of pomping heeft aangetoond.

§ 2. Er zullen geen intresten gevorderd worden van de eiser wiens rechtsvordering verworpen werd.

§ 3. Het Fonds wordt in de rechten en rechtsvorderingen van de benadeelde persoon gesubrogeerd ten belope van het volledige voorschot.

Art. 327. De Regering mag de grenzen, de modaliteiten en de voorwaarden voor de uitoefening van de in artikel 325 bedoelde opdrachten van het Fonds, nader bepalen.

Art. 328. § 1. Het Fonds wordt gevoed door bijdragen van natuurlijke of rechtspersonen van privaat of publiek recht, waarvan de activiteiten de aard hebben om de schade bedoeld door dit hoofdstuk te veroorzaken of te verzwaren, en, ten aanvullende titel, door leningen op korte termijn waaraan de Executieve de waarborg van het Gewest kan hechten.

§ 2. De Regering besluit :

1° het deel van iedere categorie van inkomsten;

2° de onderwerpingscriteria, de modaliteiten van bijdrage van de ondernemingen ten gunste van het Fonds en de modaliteiten van invordering van de bijdragen bedoeld onder § 1.

Art. 329. De werking van het Fonds wordt verzekerd door de beambten van het Ministerie van het Waalse Gewest, hiervoor aangeduid door de Regering. Zij bewaren hun hoedanigheid van beambte van dit Ministerie. Het Fonds kan beroep doen op experts voor bepaalde taken.

Art. 330. Het Fonds verzekert de verplichtingen van het Nationaal Fonds van voorschotten wat betreft schade ontstaan vanaf 1 oktober 1980.

De Regering kan, overeenkomstig de door haar vastgestelde modaliteiten, het Fonds eveneens belasten met het verzekeren van de verplichtingen van het Nationaal Fonds voor voorschotten voor wat betreft de schade ontstaan vóór 1 oktober 1980.

Titel III. — Instellingen voor het beheer van de antropogene watercyclus

HOOFDSTUK I. — Inzake bescherming van winningen en zuivering

Afdeling I. — "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer)

Onderafdeling I. — Oprichting, maatschappelijk doel en toepasselijke wetten, werking, samenstelling en controle

Art. 331. § 1. De Regering of de "S.R.I.W. — Société régionale d'investissement de Wallonie" (Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij) is ertoe gemachtigd om een publiekrechtelijke N.V. samen te stellen. Deze heeft de vorm van een gespecialiseerde dochtermaatschappij in de zin van artikel 22 van de wet van 2 april 1962.

Deze dochtermaatschappij wordt genoemd "Société publique de gestion de l'eau", afgekort "S.P.G.E.".

De gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn erop toepasselijk behoudens afwijking bij deze afdeling.

De handelingen van de "S.P.G.E." worden geacht commercieel te zijn in de zin van de artikelen 2 en 3 van het Wetboek van koophandel.

§ 2. De statuten van de "S.P.G.E." en hun wijzigingen behoeven de goedkeuring van de Regering.

De Regering keurt eveneens wat volgt goed :

1° de samenstelling van de Raad van bestuur, van het Comité van de deskundigen en het statuut van hun leden;

2° de oprichting van dochtermaatschappijen en de afstand van meerderheidsdeelnemingen;

3° de kapitaalverhogingen;

4° de maximumprijs van de zuiverings- en beschermingsdiensten voor winningen per geproduceerd m³.

§ 3. De Maatschappij wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing.

§ 4. De maatschappelijke en administratieve zetel van de Maatschappij worden gevestigd te Verviers.

Art. 332. § 1. De Maatschappij heeft tot doel :

1° de winningen van tot drinkwater verwerkbaar water te beschermen en voor de openbare zuivering van het afvalwater te zorgen;

2° tot de verrichtingen betreffende de kringloop van het water bij te dragen alsmede de coördinatie van deze verrichtingen te bevorderen door tegelijkertijd te streven naar de optimalisatie en de harmonisatie van de activiteiten van de watersector in het Waalse Gewest; tot de doorzichtigheid van de verschillende kosten die optreden in de kringloop van het water bij te dragen;

- onderzoeken uit te voeren om de haar opgelegde doelstellingen te bereiken;

- opdrachten te vervullen die haar zijn toevertrouwd door de Waalse Regering in de watersector en met name zoals bepaald in de statuten.

§ 2. Bij het nastreven van haar maatschappelijk doel en onverminderd artikel 21 van de wet van 2 april 1962 vervult de Maatschappij de volgende openbare opdrachten :

1° als dienstverlening, de openbare zuivering van het afvalwater op het grondgebied van het Waalse Gewest om een duurzame, evenwichtige en rechtvaardige drinkwatervoorziening aan de verbruikers te garanderen met inachtneming van de naleving van de beginselen van de reële kost en van de solidariteit.

Deze opdracht wordt uitgeoefend met de medewerking van zuiveringsinstellingen erkend krachtens artikelen 344 tot 345;

2° de bescherming van de winningen ten gunste van de producenten van tot drinkwater verwerkbaar water bestemd voor de openbare verdeling, die gelegen zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Deze opdracht kan worden vervuld met de in artikel 169 bedoelde winplaatsen;

3° de ontwikkeling van middelen die nodig zijn om haar maatschappelijk doel te bereiken, met name via de eigen middelen die ze ontwikkelt als tegenprestatie voor de diensten die ze verleent inzake bescherming en zuivering en via elke willekeurige financiële verrichting;

4° de bevordering van een coördinatie tussen de afwatering en de zuivering via een tegemoetkoming in de kosten van de uitvoering van de afwateringswerken bedoeld in artikel 217, tweede lid. De tegemoetkomingsvoorwaarden worden bepaald door de Waalse Regering op voorstel van de "S.P.G.E.";

5° de nodige onderzoeken uitvoeren met het oog op de verbetering van het beheer van de kringloop van het water, op de ontwikkeling van een algemene methodologie voor het beheer en het bepalen van de kosten die alle producenten, verdelers en zuiveringsinstellingen moeten toepassen om :

- een structuur van de kostprijs van het water te bepalen die de producenten en verdelers moeten toepassen;
- de beginselen en criteria toepasselijk op een universele levering van het water en op een aangepaste sociale tarifiering te bepalen;
- de convergentie tussen de producenten, verdelers en zuiveringsinstellingen te bepalen en te bevorderen.

6° de opdrachten uitvoeren die haar toevertrouwd worden bij artikelen 234 tot 251.

Onderafdeling 2. — Maatschappelijk kapitaal en Raad van bestuur

A. Maatschappelijk kapitaal

Art. 333. § 1. Het bij de oprichting van de "S.P.G.E." geplaatst kapitaal wordt vastgesteld op 24 789 352,48 euro. Het kan verhoogd worden, overeenkomstig de voorwaarden bepaald in de statuten.

De "S.P.G.E." kan in verschillende aandelencategorieën voorzien en preferente dividenden toewijzen aan één of meer van deze categorieën.

Ze kan bovendien in winstdelende aandelen voorzien, waarop de oprichters al dan niet inschrijven.

Ze kan tenslotte ook in aandelen met of zonder stemrecht voorzien.

§ 2. Mogen aandeelhouders zijn van de "S.P.G.E." :

1° het Waalse Gewest;

2° een openbare holding die de "Société régionale d'investissement de Wallonie" en de "S.W.D.E." omvat voor zover deze niet meer dan 20 % van de aandelen van deze holding bezit;

3° de door de Regering erkende financiële instellingen;

4° een handelsvennootschap die door de in het tweede lid, a tot en met d, van de vorige paragraaf bedoelde personen moet worden opgericht.

De in het eerste lid, 4°, van dit artikel bedoelde handelsvennootschap kan de volgende natuurlijke of rechtspersonen als aandeelhouders hebben :

a) houders van winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water in de zin van artikelen 3, 13, 167, 169, 171 tot 176, 252, 254 tot 274, 318, 497 tot 410, 434 en 435;

b) waterverdelers;

c) zuiveringsinstellingen erkend op grond van artikel 343;

d) vennootschappen die opgericht worden door de in de punten a tot en met c bedoelde personen, met inbegrip van de gemeenten.

§ 3. De openbare aandeelhouders vormen minimum 50 % van het kapitaal plus één aandeel.

§ 4. Een recht van voorkoop op de afgestane aandelen wordt toegekend aan de in § 2, 4°, bedoelde maatschappij. Als de in § 2, 4°, bedoelde maatschappij dit recht geheel of gedeeltelijk niet uitoefent, wordt het toegekend aan de holding. Als de holding dit recht geheel of gedeeltelijk niet uitoefent, wordt het toegekend aan de "S.W.D.E.". Als deze dit recht van voorkoop geheel of gedeeltelijk op de blijvende aandelen niet uitoefent, wordt het toegekend aan het Gewest.

§ 5. Elke afstand wordt ter beslissing voorgelegd aan de Raad van bestuur die met eenparigheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden beslist. Bij gebrek aan overeenstemming binnen de Raad van bestuur wordt de vraag verwezen naar de algemene Vergadering waar de beslissing tot afstand met een gekwalificeerde meerderheid van 75 % van de vertegenwoordigde aandelen wordt getroffen.

§ 6. De aandeelhouder die de in § 2 bedoelde voorwaarden niet meer vervult, moet de aandelen van de "S.P.G.E." die hij bezit afstaan tegen een door de deskundige mede te delen bepaalde prijs.

Deze aandelen worden voorgesteld aan de verschillende openbare vennoten, overeenkomstig het in § 4 bedoelde recht van voorkoop.

Als de aandeelhouder een rechtspersoon is, kunnen zijn vennoten vóór de uitoefening van het recht van voorkoop bedoeld in § 4 een percentage van de afgestane aandelen bij voorkeur verkrijgen dat maximum gelijk is aan het percentage dat ze binnen de "S.P.G.E." bezitten dankzij hun deelneming in de rechtspersoon.

B. Onverenigbaarheden

Art. 334. § 1. De hoedanigheid van bestuurder die in de Raad of in het Comité van beheer zitting heeft, is onverenigbaar met de uitoefening van een ambt dat zijn onafhankelijkheid in de vervulling van zijn opdrachten binnen de "S.P.G.E." of in de uitvoering van het beheerscontract in het gedrang zou kunnen brengen.

§ 2. In afwijking van het vorige lid is een derde van de bestuurders die de in artikel 333, § 2, 4°, bedoelde maatschappij vertegenwoordigen, toegelaten in de Raad van bestuur van de "S.P.G.E.". Bij de oprichting van de "S.P.G.E." vertegenwoordigen twee bestuurders de belangen van de producenten en van de verdelers en vertegenwoordigen drie bestuurders de belangen van de zuiveringsinstellingen. De "S.W.D.E." wordt tevens vertegenwoordigd door een bestuurder.

Onderafdeling 3. — Beheerscontract

A. Aard en inhoud van het beheerscontract

Art. 335. § 1. De "S.P.G.E." vervult haar opdrachten bedoeld in artikel 332, § 2, op grond van een met de Regering gesloten beheerscontract.

§ 2. Dit contract bepaalt de inzake de openbare zuivering en de bescherming van de winningen te bereiken doelstellingen rekening houdende met het beleid van de Regering m.b/t. het waterbeheer gevoerd op grond van het beheersplan voor de stroomgebieden.

§ 3. Het beheerscontract bepaalt volgens de algemene uitvoeringsbeginselen voor de openbare opdrachten de krachtens artikel 337, § 2 aan de "S.P.G.E." toevertrouwde opdrachten.

Het regelt de volgende aangelegenheden :

1° het programma van de inzake de openbare zuivering en de bescherming van de winningen te verrichten investeringen;

2° het financiële plan overeenstemmende met de werkingslasten van de zuiveringsstations;

3° de uit te werken en toe te passen instrumenten ter meting van het prestatievermogen en technieken zoals richtnormen inzake productie, zuivering en afwatering, methodologie voor een uniforme berekening van de kosten, de uniformering van de bestekken;

4° de beginselen m.b/t. de bezoldiging van de diensten betreffende de bescherming van de winning en de zuivering;

5° de inzake de coördinatie van de actoren en de versnelling van de besluitvormingen verwachte doelstellingen.

§ 4. Het beheerscontract omvat ook :

a) de administratieve, reglementaire en sociale verbintenissen van het Gewest;

b) de belangstelling van de maatschappij voor de haar toevertrouwde doelstellingen alsmede de financiële sancties in geval van niet-naleving door een deel van haar verbintenissen voortvloeiend uit het beheerscontract;

c) de gegevens die het in artikel 337 bedoelde bedrijfsplan moet bevatten en de termijnen voor de mededeling en de goedkeuring van het plan;

d) de voorwaarden betreffende de herziening en de aanpassing van het contract, rekening houdende met :

- onbedoelde omstandigheden;

- de actualisatie van het beheersplan voor de stroomgebieden;

- uit te voeren dringende maatregelen.

§ 5. Elk uitdrukkelijk ontbindend beding in het beheerscontract wordt geacht niet geschreven te zijn.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens welke een verbintenis in het beheerscontract niet wordt uitgevoerd, mag slechts de tenuitvoerlegging van de verbintenis vervolgen en, in voorkomend geval, om schadevergoeding verzoeken onverminderd de toepassing van elke bijzondere sanctie bedoeld in het beheerscontract.

§ 6. Het beheerscontract wordt aangevuld met een bestek. Het bepaalt de bijzondere uitvoeringsvoorwaarden voor het geheel of een gedeelte van de elementen van het beheerscontract. Dit bestek beschrijft met name de opdrachten en de verplichtingen van elke groep van actoren krachtens de bestaande wetsbepalingen.

B. Sluiting en duur van het beheerscontract

Art. 336. § 1. Het beheerscontract wordt voor een termijn van vijf jaar gesloten. Het kan het voorwerp uitmaken van een aanvullende clausule.

Het treedt pas in werking na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Het wordt medegedeeld door de Regering aan het Waalse Parlement vóór zijn inwerkingtreding.

§ 2. Een jaarlijks evaluatierapport over de uitvoering van het beheerscontract wordt uiterlijk 1 juli van het jaar na het boekjaar waarop het betrekking door de "S.P.G.E." aan de Regering heeft voorgelegd.

Het jaarlijks rapport wordt in de loop van de volgende maand door de Regering overgemaakt aan het Waalse Parlement.

§ 3. Zes maanden vóór het verstrijken van het beheerscontract legt de Regering bij voorrang een voorstel van een nieuw beheerscontract aan de "S.P.G.E." voor.

Als na het verstrijken van het beheerscontract geen nieuw contract wordt gesloten, wordt het lopende beheerscontract, als het niet volledig wordt uitgevoerd, met één jaar van rechtswege verlengd. Na deze verlenging legt de Regering een beheersplan dat één enkele keer vernieuwbaar is, voor één jaar voor.

C. Bedrijfsplan en instrumentenborden.

Art. 337. De "S.P.G.E." :

a) maakt een bedrijfsplan op dat met name een intern systeem voor controle op het beheer aan de hand van prestatiewijzers omvat;

b) bepaalt jaarlijks instrumentenborden voor de algemene prestatie van de watersector en met name de resultaten die behaald zijn inzake de openbare zuivering en de bescherming van winningen.

Onderafdeling 4. — Technische bijstand en personeel

Art. 338. § 1. Het Gewest kan mits toestemming van de Raad van bestuur van de "S.P.G.E." via een besluit van Regering verslag uitbrengen over het beheers-, gebruiks- en genotsrecht alsmede over elk recht betreffende de percelen van zijn domein dat nuttig is voor de uitoefening van de opdrachten van de "S.P.G.E." met inbegrip van het bouwrecht.

In dat geval zijn de nieuwe verbintenissen die het gevolg zijn van de uitoefening van de door het Gewest afgestane rechten, ten laste van de "S.P.G.E.".

§ 2. Nadat ze ervoor door de Regering is gemachtigd, kan de "S.P.G.E." voor het bereiken van haar maatschappelijk doel gebouwen onteigenen op grond van de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen.

Art. 339. De Waalse Regering is ertoe gemachtigd personeel van haar diensten ter beschikking te stellen van de Maatschappij op grond van de regels betreffende de opdrachten en volgens de door haar bepaalde voorwaarden.

Onderafdeling 5. — Comité van de deskundigen

Art. 340. § 1. Er wordt binnen de "S.P.G.E." een Comité van de deskundigen opgericht, waarvan de opdrachten de volgende zijn :

1° adviezen uitbrengen aan de Raad van bestuur, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van deze Raad over elke technische vraag betreffende het waterbeheer;

2° adviezen uitbrengen over de technische vragen die aan het licht zouden komen in een geschil tussen elke houder van een waterwinning, elke waterverdelers of elke zuiveringsinstelling.

Behalve andersluidende bepaling op het moment van de aanvraag om advies worden deze adviezen binnen twintig dagen uitgebracht nadat ze bij het Comité aanhangig zijn gemaakt.

§ 2. Het Comité van de deskundigen bestaat uit acht gewone en acht plaatsvervangende leden benoemd door de Waalse Regering, waaronder twee de Regering vertegenwoordigen en :

1° twee natuurlijke personen gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de Raad van bestuur van de "S.P.G.E.", de sector van de waterproductie en verdeling vertegenwoordigen;

2° twee natuurlijke personen gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de Raad van bestuur van de "S.P.G.E.", de zuiveringssector vertegenwoordigen;

3° twee natuurlijke personen gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van Waalse Steden en Gemeenten) de gemeenten vertegenwoordigen.

Het Comité wijst uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

De hoedanigheid van lid van de Raad van bestuur van de "S.P.G.E." of van lid van het Comité voor controle op het waterbeheer is onverenigbaar met die van lid van het Comité van de deskundigen.

De voorzitter en de ondervoorzitters van de "S.P.G.E." of hun afgevaardigden wonen de vergaderingen van het Comité bij. Het secretariaat van het Comité wordt door de "S.P.G.E." waargenomen.

§ 3. Het Comité van de deskundigen wordt bijgestaan door een permanente cel waarvan de leden aangeworven worden door de "S.P.G.E." en die belast is de voorzitter en de ondervoorzitter van het Comité bij te staan.

§ 4. De leden van het Comité van de deskundigen kunnen elk ogenblik ontslagen worden in geval van onmogelijkheid hun ambt uit te oefenen of wegens grove tekortkoming of wanneer ze de hoedanigheid waarvoor ze zijn benoemd, verliezen.

§ 5. De Regering bepaalt de duur van de mandaten, de werkwijze van het Comité, het bedrag van de eventueel toegekende vergoedingen en presentiegelden alsmede de vragen waarvoor het advies van het Comité van de deskundigen verplicht wordt vereist.

Onderafdeling 6. — Ontbinding van de Maatschappij

Art. 341. De ontbinding van de "S.P.G.E." wordt slechts uitgesproken krachtens een decreet dat de vereffeningswijze en voorwaarden zal regelen.

Onderafdeling 7. — Diverse bepalingen

Art. 342. Het Gewest kan mits toestemming van de Raad van bestuur van de "S.P.G.E." via een besluit van de Regering de goederen die aan het domein van het Gewest toebehoren in natura inbrengen bij de "S.P.G.E.", met name de aandelen die het Gewest bezit binnen de "S.W.D.E."

De deelnemingen van de "S.P.G.E." in het kapitaal van de "S.W.D.E." mogen 20 % niet overschrijden.

Afdeling 2. — Zuiveringsinstellingen

Art. 343. Onverminderd artikel 135 van de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988 kan de Regering publiekrechtelijke rechtspersonen erkennen als zuiveringsinstelling om de in artikel 344 bedoelde opdrachten in een bepaald territoriaal rechtsgebied te vervullen.

De Regering kan aanmaningen richten, de erkenning intrekken wanneer de zuiveringsinstelling verzuimt haar verplichtingen voortvloeiend uit het in artikel 345 bedoelde beheerscontract na te komen.

De Regering bepaalt de redenen van de erkenningsintrekking.

Art. 344. Om als zuiveringsinstelling te worden erkend moet de publiekrechtelijke rechtspersoon de vorm aannemen van een intercommunale en met name de volgende opdrachten als doel hebben :

1° tot de uitwerking van zuiveringsprogramma's bijdragen ter uitvoering van het beheersplan voor de stroomgebieden en voor de zuiveringsdienst zorgen;

2° voor de beheersing van de opzet, de verwezenlijking en de inrichting van de werken bestemd voor de opvang en de zuivering van afvalwater afkomstig van openbare rioleringen zorgen;

3° de doeltreffendheid van de installaties die in het territoriaal rechtsgebied van de instelling zorgen voor de zuivering van het door de openbare rioleringen opgevangen afvalwater, beheren, exploiteren en verbeteren;

4° een afzonderlijke boekhouding voeren voor haar zuiveringsverrichtingen, die voldoet aan de door de Regering bepaalde regels;

5° het slijk ontstaan bij het ledigen van septische putten verwijderen en het door erkende rioolruimers gegeven slijk in deze stations aanvaarden, overeenkomstig de bepalingen van artikelen 317 en 322;

6° meewerken aan de verwezenlijking van zuiveringsplannen voor elk hydrografisch onderbekken en aan de herzieningen ervan onder de verantwoordelijkheid en het toezicht van de "S.P.G.E.";

7° op verzoek van de "S.P.G.E." andere opdrachten inzake de zuivering van afvalwater vervullen;

8° het "Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie", Afdeling Water verwittigen over de aankomst van abnormale afvalstoffen en verstoringen in het te behandelen afvalwater die binnen haar territoriaal rechtsgebied zijn vastgesteld;

9° een perfecte coördinatie tussen de zuivering en de gemeentelijke afwatering met de gemeenten die zich op het territoriaal rechtsgebied van de instelling bevinden, organiseren.

Art. 345. § 1. De "S.P.G.E." vervult haar zuiveringsopdrachten die vermeld staan in het in artikel 335 bedoelde beheerscontract hetzij rechtstreeks, hetzij via een onderaannemer, aan de hand van een met de zuiveringsinstellingen gesloten dienstencontract voor zuivering en opvang.

§ 2. Het dienstencontract voor zuivering en opvang valt onder toepassing van de bovenvermelde regels. De regels van het burgerlijk recht zijn van toepassing onder aanvullende titel.

Het dienstencontract voor zuivering en opvang omvat een kadercontract gesloten voor een termijn van twintig jaar en wordt met aanvullende clausules nader bepaald, die perioden van drie jaar dekken, met uitzondering van de eerste aanvullende clausule, die een periode van twee jaar dekt.

Het kadercontract regelt de rechten en verplichtingen betreffende de volgende elementen :

1° de onderzoeken, de afstanden van zakelijke rechten, de overeenkomsten voor huur en onroerende financiering, alsmede de diensten en werken die nodig zijn voor de uitvoering van de in het beheersplan voor waterbekkens bedoelde werken;

2° de werking van de installaties, met inbegrip van de voorwaarden voor het beheer en de uitvoering van de in het beheersplan voor de stroomgebieden bedoelde werken;

3° de delegaties en mandaten die toevertrouwd zijn aan de zuiveringsinstelling om namens en voor rekening van de "S.P.G.E." werken te beheren;

4° de andere opdrachten bedoeld in artikel 344, 1° tot 9°;

5° de normen en criteria voor de evaluatie van de prestatievermogens;

6° de regels voor de bepaling en de berekening van de dienstprijzen alsmede de betalingstermijnen, met inbegrip van de regels voor de voorschotten;

7° de voorwaarden van de controle op de uitvoering van het contract;

8° de straffen en bijzondere maatregelen in geval van niet-nakoming of van slechte nakoming van de verplichtingen.

De aanvullende clausules regelen met name de rechten en verplichtingen betreffende de volgende elementen :

1° de uit te voeren werken, de uitvoeringstermijnen en de bedoelde zuiveringszone;

2° de werken waarvoor de werking moet worden verzekerd;

3° de herzieningen en de aanpassingen van de regels voor de bepaling van de kosten van de zuiveringsdienst en de normen en criteria voor de evaluatie van de prestatievermogens.

Een jaar vóór het verstrijken van de termijn van de aanvullende clausule beginnen de onderhandelingen om de termijnen van de volgende aanvullende clausule vast te stellen.

§ 3. Wat betreft de opdrachten die vervuld zijn door de instellingen en die in tijd en geld moeilijk geëvalueerd kunnen worden, kan een forfaitair bedrag overeengekomen worden naar verhouding tot de omvang van de werken waarvoor deze opdrachten worden vervuld.

Wanneer de zuiveringsinstellingen de overheidsprocedure gebruiken voor de uitvoering van enkele opdrachten of prestaties, worden deze laatste tegen de kostprijs bezoldigd.

§ 4. De zuiveringsinstellingen komen hun verplichtingen na zoals bedoeld in het contract met inachtneming van de wetgeving over de overheidsopdrachten.

§ 5. Wanneer het geschatte bedrag van de voor de uitvoering van de in artikel 344, 1° tot 4° bedoelde werken nodige onderzoeken meer dan 1,24 miljoen euro BTW excl. en 3,72 miljoen euro BTW excl. voor het bedrag van de werken bedraagt, vraagt de "S.P.G.E." het advies van het "Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie", Afdeling Water. Dit laatste brengt zijn met redenen omkleed advies binnen de door de Maatschappij bepaalde termijn uit, die tussen vijftien en veertig kalenderdagen begrepen moet zijn. Deze termijnen worden tussen 15 juli en 15 augustus geschorst.

Wanneer het "Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie", Afdeling Water verzuimt zijn advies binnen de voorgeschreven termijn uit te brengen, wordt deze geacht gunstig te zijn en beslist de "S.P.G.E." zonder advies.

§ 6. De ontwerpen betreffende werken bestemd om de zuivering van het oppervlaktewater te verzekeren moeten opgenomen worden in het in artikel 335 bedoelde beheersplan en aan de krachtens artikel 162 bepaalde technische regels en de door de Regering vastgestelde criteria voldoen.

§ 7. De "S.P.G.E." :

1° maakt een model van dagboek voor de exploitatie van de zuiveringsstations op, dat de instellingen of de gemeenten moeten bijhouden;

2° maakt een model van een jaarlijks technisch verslag op, dat de instellingen binnen een bepaalde termijnen aan het "Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie", Afdeling Water of aan de "S.P.G.E." moeten overmaken.

§ 8. De Regering kan op voorstel van de "S.P.G.E." de regels voor het voeren van een afzonderlijke boekhouding betreffende de opdrachten die haar krachtens artikel 344 worden toevertrouwd, bepalen.

§ 9. De Regering zorgt ervoor dat de zuiveringsinstellingen de regels van deze afdeling in acht nemen. Ze bepaalt de regels van die controle en wijst de ambtenaren van het "Directoraat-generaal natuurlijke hulpbronnen en energie", Afdeling Water aan die ze daartoe machtigt om de zuiveringsinstallaties te betreden en zich alle technische en boekhoudingsdocumenten die er bijgehouden moeten worden, te laten overleggen. De controleverslagen worden zo spoedig mogelijk aan de "S.P.G.E." overgemaakt.

HOOFDSTUK II. — *Inzake waterproductie en -distributie*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 346. § 1. Er wordt een maatschappij onder de naam "Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen" (W.M.W.V.) opgericht.

Zij is een publiekrechtelijke rechtspersoon, opgericht in de vorm van een b.v.b.a., hieronder "de Maatschappij" genoemd.

Zij heeft geen commerciële doelstelling.

De zetel van deze maatschappij is te Verviers gevestigd.

Art. 347. Het Waalse Gewest, de "S.P.G.E.", de provincies, gemeenten, intercommunales en publiek- of privaatrechtelijke personen maken deel uit van de maatschappij, al naar gelang de voorwaarden waarin haar statuten voorzien.

Art. 348. De wettelijke en reglementaire bepalingen, die van toepassing zijn op de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, gelden ook voor de maatschappij voor zover dit hoofdstuk er niet van afwijkt op grond van haar publieke karakter.

De vennoten mogen zich slechts afzonderlijk en ten belope van een bepaalde som verbinden.

De maatschappij is niet onderworpen aan de bepalingen van de faillissementswet van 8 augustus 1997, noch aan de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord.

Wat betreft de oprichting van de maatschappij en de aansprakelijkheid van de oprichters, wordt afgeweken van de artikelen 66, 401, 405 en 424 van het Wetboek van de vennootschappen.

Wat de inbrengen betreft, wordt afgeweken van de artikelen 395, 398, en 399 van hetzelfde Wetboek.

Wat de kapitaalverhoging betreft, wordt afgeweken van de artikelen 422 en 423 van hetzelfde Wetboek.

Wat betreft de door de maatschappij aangegane leningen, wordt afgeweken van artikel 430 van hetzelfde Wetboek.

Wat betreft de toetreding, de uittreding en de uitsluiting van de vennoten, wordt afgeweken van de artikelen 366 tot en met 376 van hetzelfde Wetboek.

Wat de verplichtingen van de vennoten betreft, wordt afgeweken van de artikelen 32 en 404 van hetzelfde Wetboek.

De maatschappij geniet de vrijstelling van uitvoering voor de goederen die geheel of gedeeltelijk bestemd zijn voor de uitvoering van haar openbare opdrachten.

Art. 349. De statuten van de maatschappij regelen haar werking. Ze moeten voldoen aan de bepalingen van dit hoofdstuk en aan wie welke de handelsvennootschappen regelen.

De statuten worden aangenomen door de algemene Vergadering van de vennoten, die bij tweederde meerderheid van de uitgedrukte stemmen beslist, en worden goedgekeurd door de Regering.

De algemene Vergadering van de vennoten, die bij tweederde meerderheid beslist, mag wijzigingen aanbrengen in de statuten, onder voorbehoud van de goedkeuring van de Regering.

Art. 350. De maatschappij wordt voor een onbepaalde duur opgericht. Haar ontbinding is slechts mogelijk op grond van een decreet waarin de modaliteiten van haar liquidatie en de toestand van de personeelsleden vastliggen.

Art. 351. Het ontslag van een publiekrechtelijke vennoot, tijdens de activiteitsperiode van de maatschappij, wordt slechts toegestaan als tweederde van de leden van de algemene Vergadering ermee instemt.

Afdeling 2. — Doel van de maatschappij en openbare opdrachten

Art. 352. De maatschappij staat in voor :

- de waterproductie;
- de watervoorziening via leidingen;
- de bescherming van de grondwaterbronnen;
- elke handeling betreffende de waterkringloop.

Art. 353. De maatschappij vervult haar openbare opdrachten uitsluitend op het grondgebied van het Waalse Gewest, met name :

1° de waterproductie;

2° de watervoorziening via leidingen;

3° de bescherming van het voor menselijke consumptie bestemde water in het kader van de opdrachten die aan de "S.P.G.E." worden toevertrouwd bij artikel 351, § 2, 2°;

4° het nakomen van alle verplichtingen voortvloeiend uit wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende de waterkringloop;

5° het vervullen van elke opdracht die aan de verdelers toevertrouwd wordt in het kader van de reglementaire bepalingen betreffende de berekening, de heffing, de inning, de vrijstelling en de terugbetaling van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;

6° de dienstverleningen van sociale of humanitaire aard inzake de drinkwatervoorziening.

Om haar opdrachten te vervullen, mag de maatschappij de nodige infrastructuur kopen, bouwen, onderhouden, beheren en uitbaten. Onder infrastructuur, wordt verstaan met name het geheel van de voorzieningen voor de winning, de aanvoer, de opslag (watertoren, reservoirs,...), de stuwving, het oppompen, de behandeling, de verdeling en de telling en hun accessoires, alsmede de terreinen waar ze gelegen zijn, met inbegrip van de innemingen van de ondergrond en de erfdienstbaarheden die de maatschappij bezit.

De maatschappij mag haar openbare opdrachten niet uitvoeren ten nadele van dienstverleners die dezelfde activiteit uitoefenen in het Waalse Gewest.

Afdeling 3. — Beheerscontract

Onderafdeling I. — Definitie en inhoud

Art. 354. § 1. De maatschappij vervult de haar toevertrouwde openbare opdrachten met inachtneming van de voorschriften, modaliteiten en doelstellingen die vastliggen in het beheerscontract dat ze met het Waalse Gewest gesloten heeft.

§ 2. Het beheerscontract wijst op de verplichtingen van de maatschappij betreffende :

1° de modaliteiten voor de uitvoering van haar openbare opdrachten;

2° de vastlegging van de tarieven voor diensten verleend in het kader van haar openbare opdrachten;

3° de principes die de maatschappij in acht moet nemen i.v.m. haar betrekkingen met de begunstigden van de openbare dienstverleningen;

4° haar financiële structuur;

5° de indicatoren die in het driemaandelijks situatie-overzicht moeten voorkomen, alsmede de termijnen waarbinnen het aan de Regering moet worden overgemaakt.

§ 3. Het beheerscontract wijst op de verplichtingen van het Gewest i.v.m. :

1° de algemene beschermingsmaatregelen betreffende de door de maatschappij geëxploiteerde waterwinningen;

2° de behandeling of de bijsturing van de door de maatschappij ingediende dossiers m.b.t. de aanvragen om een waterwinningsvergunning;

3° de controle op de toegang tot de alternatieve watervoorzieningsbronnen;

4° de toegang tot zijn databanken betreffende de watersector en zijn medewerking aan alle communicatiemiddelen en alle andere middelen die het beheer van die sector kunnen verbeteren;

5° de financiële verplichtingen voor specifieke of bijzondere opdrachten die het Gewest aan de maatschappij toevertrouwt.

§ 4. Het beheerscontract bepaalt bovendien :

1° de sancties als een partij de verplichtingen niet nakomt waarin het voorziet;

2° de methode om het te evalueren.

De "S.W.D.E." bezorgt de Regering, jaarlijks uiterlijk 1 juli van het jaar na het boekjaar waarop het betrekking heeft, een evaluatierapport over de uitvoering van het beheerscontract.

Het jaarrapport wordt binnen de volgende maand door de Regering aan het Waalse Parlement overgemaakt.

§ 5. Elk uitdrukkelijk ontbindend beding in het beheerscontract wordt geacht ongeschreven te zijn.

Artikel 1184 van het burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij, jegens welke een verbintenis van het beheerscontract niet wordt uitgevoerd, mag slechts de tenuitvoerlegging van de verbintenis vervolgen en in voorkomend geval schadevergoeding vorderen, onverminderd de toepassing van elke specifieke sanctie waarin het beheerscontract voorziet.

De sancties wegens niet-nakoming door een partij van de verplichtingen, waarin het beheerscontract voorziet, worden geregeld als volgt : als de in het beheerscontract bedoelde verplichtingen niet worden nagekomen door een of andere partij, plegen de partijen overleg over de te nemen corrigerende maatregelen en leggen ze de datum van de volgende evaluatie vast.

Als op die datum blijkt dat de maatregelen geen resultaat hebben opgeleverd, mag de partij jegens welke een verplichting niet is nagekomen, de sancties activeren waarin het beheerscontract voorziet.

De maatschappij mag niet bestraft worden met een sanctie waarin het beheerscontract voorziet, noch gehouden worden tot de betaling van schadevergoeding wegens het niet-ervullen van haar opdrachten, als die toestand te wijten is aan een tekortkoming van het Gewest of van een instelling die door het Gewest toevertrouwde opdrachten vervult, of aan toeval of overmacht.

§ 6. Het beheerscontract mag in geen geval nadelig zijn voor de rechten waarover derden beschikken wegens de uitvoering van het contract.

Afdeling 2. — Sluiting, goedkeuring, einde en hernieuwing

Art. 355. Bij de besprekingen over het beheerscontract, wordt de maatschappij vertegenwoordigd door haar voorzitter en haar directeur-generaal.

Het beheerscontract wordt onderworpen aan de goedkeuring van de Raad van bestuur, die bij tweederde meerderheid van de uitgedrukte stemmen beslist, en aan de goedkeuring van de Regering.

Het treedt pas in werking als het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het wordt vóór zijn inwerkingtreding door de Regering aan het Waalse Parlement overgemaakt.

Art. 356. § 1. Het beheerscontract wordt gesloten voor vijf jaar. Elke partij kan steeds voorstellen indienen om het contract te wijzigen. De wijzigingen worden, overeenkomstig artikel 355, aangebracht. Het beheerscontract wordt geëvalueerd na drie jaar.

§ 2. Uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van het beheerscontract, legt de maatschappij een ontwerp van een nieuw beheerscontract voor aan de Regering.

Het lopende beheerscontract wordt van rechtswege verlengd met één jaar als na het verstrijken ervan geen nieuw contract in de plaats komt. Na de verlenging, legt de Regering een eenjarig beheersplan vast, dat slechts één keer hernieuwbaar is.

Afdeling 4. — Autonomie

Art. 357. Binnen de perken van dit hoofdstuk, mag de maatschappij alle activiteiten ontwikkelen die beantwoorden aan haar maatschappelijk doel.

De maatschappij mag binnen de perken van haar maatschappelijk doel lichamelijke en onlichamelijke goederen aankopen, gebruiken en vervreemden, zakelijke rechten op die goederen aanleggen of tenietdoen en dergelijke beslissingen uitvoeren.

Art. 358. Onverminderd artikel 354, § 2, 2°, bepaalt de maatschappij de tarieven en de tariefstructuren voor haar dienstverleningen, met inachtneming van de wetgeving betreffende de prijszetting.

Art. 359. De maatschappij mag met de voorafgaande toestemming van de Regering goederen en onroerende rechten ten algemene nutte onteigenen. De Raad van bestuur beslist welke minnelijk aangekochte onroerende goederen ten algemene nutte verworven worden.

Art. 360. De maatschappij mag op eigen initiatief en in het kader van haar opdrachten alle werken uitvoeren op of onder pleinen, wegen, straten, paden, waterlopen en kanalen van het openbaar domein van de Staat, het Gewest, de provincies en de gemeenten, overeenkomstig de wet van 17 januari 1938 tot regeling van het gebruik door de openbare besturen, de verenigingen van gemeenten en de concessiehouders van openbare diensten of van diensten van openbaar nut, van de openbare domeinen van den Staat, van de provinciers en van de gemeenten, voor het aanleggen en het onderhouden van leidingen en inzonderheid van gas- en waterleidingen.

Art. 361. De Regering kan de maatschappij onder de haar bepaalde voorwaarden machtigen om :

1° één van haar watervoorzieningsdiensten geheel of gedeeltelijk aan een gemeente of een intercommunale af te staan;

2° de exploitatie van één van haar diensten stop te zetten op voorstel van de meerderheid van de gemeentelijke vennoten die houder zijn van sociale aandelen waarop in bedoelde dienst werd ingetekend, voor zover de vennoten bovendien de meerderheid van het kapitaal van die dienst in handen hebben.

Bij gedeeltelijke of gehele overdracht of bij stopzetting van een dienst, maken de vennoten die houder zijn van sociale aandelen in die dienst niet langer deel uit van de maatschappij, tenzij ze houder zijn van aandelen in andere diensten.

Er wordt vervolgens overgegaan tot de vereffening van het maatschappelijke bezit van de afgestane of stopgezette dienst.

Als de verdeelsleutel van het bezit niet vaststaat bij de oprichting van de dienst, wordt het bedrag van het aan elke vennoot terug te betalen aandeel na advies van het Adviescomité van de betrokken dienst bepaald door de Raad van bestuur, onverminderd alle aan de maatschappij verschuldigde schadeloosstellingen en -vergoedingen.

Art. 362. § 1. De maatschappij beslist binnen de perken van haar maatschappelijk doel en in voorkomend geval, overeenkomstig de bepalingen van haar beheerscontract betreffende de financiële structuur, over de omvang, de technieken en de voorwaarden van haar externe financiering.

§ 2. De maatschappij beslist over de belegging van haar beschikbare fondsen, met inachtneming van de bepalingen die eventueel vastliggen in het beheerscontract.

Art. 363. § 1. De Maatschappij kan rechtstreekse of onrechtstreekse participaties nemen in de Belgische of buitenlandse publiek- of privaatrechtelijke maatschappijen, verenigingen of instellingen waarvan het maatschappelijk doel overeenstemt met haar eigen doel.

§ 2. De Raad van bestuur beslist bij tweederde meerderheid van de uitgedrukte stemmen over elke participatie.

§ 3. De Maatschappij informeert de Regering als ze in § 1 bedoelde participaties beslist te nemen of af te staan. De Regering beschikt over dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze kennis neemt van de beslissing, om elke opmerking te formuleren die ze nuttig acht of om zich eventueel tegen de beslissing te verzetten.

§ 4. De vertegenwoordigers van de Maatschappij binnen de maatschappijen, waarin de "S.W.D.E." een participatie heeft genomen, worden door de Raad van bestuur aangewezen onder de bestuurders, de directeur-generaal, de adjunct-directeurs-generaal en de personeelsleden van de Maatschappij.

§ 5. Elke vertegenwoordiger van de Maatschappij moet :

1° de Raad van bestuur van de maatschappij minstens één keer per jaar verslag uitbrengen over de uitoefening van zijn mandaat en telkens als hij erom verzoekt;

2° de Raad van bestuur van de Maatschappij steeds informeren over elk verzoek om gegevens dat hem door een Regeringscommissaris gericht wordt in verband met zijn mandaat of de toestand van de maatschappij waar hij aangewezen is als vertegenwoordiger van de "S.W.D.E.".

Het mandaat van de vertegenwoordiger van de "S.W.D.E." binnen de maatschappij(en), waar hij aangewezen is, eindigt van rechtswege wanneer hij de hoedanigheid van bestuurder, directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal of van personeelslid verliest.

§ 6. In voorkomend geval, kan de Regering de Maatschappij onder de door haar bepaalde specifieke voorwaarden machtigen om een maatschappij waarin ze een participatie heeft genomen, te betrekken bij de uitvoering van haar openbare opdrachten, voor zover de rechtstreekse of onrechtstreekse participatie van de overheden in die maatschappij hoger is dan 50 % van het kapitaal en statutair recht geeft op meer dan 50 % van de stemmen en mandaten in alle organen van de betrokken maatschappij.

De maatschappij, die, overeenkomstig het eerste lid, belast wordt met de uitvoering van openbare opdrachten, valt onder de bepalingen van artikel 348.

Elke overdracht van aandelen, die het kapitaal vertegenwoordigen, waardoor de rechtstreekse of onrechtstreekse participatie van de in het vorige lid bedoelde overheid minder dan 50 % zou bedragen, is van rechtswege nietig als die participatie binnen drie maanden na de overdracht niet boven 50 % wordt gebracht via een kapitaalverhoging waarop geheel of gedeeltelijk wordt ingetekend door de overheden. De overdracht heeft binnen die termijn geen uitwerking zolang de participatievoorwaarde niet vervuld is.

Voor de toepassing van dit lid, wordt verstaan onder openbare overheid, het Waalse Gewest alsmede elke publiekrechtelijke persoon die onder zijn gezag of controle staat.

§ 7. In het geval bedoeld in § 6, eerste lid, zijn de maatschappij, waarin de Maatschappij een participatie heeft genomen, en de maatschappij hoofdelijk aansprakelijk t.o.v. het Gewest voor de uitvoering door eerstgenoemde van de openbare opdrachten waarbij ze is betrokken, tot de inwerkingtreding van een beheerscontract dat op grond van de in de artikelen 356 en 357 bedoelde regels mutatis mutandis gesloten is met de maatschappij waarin de Maatschappij een participatie heeft genomen.

Bij gebrek aan een beheerscontract, gesloten tussen het Gewest en de maatschappij, blijft de Maatschappij aansprakelijk t.o.v. het Gewest voor de uitvoering door de maatschappij van de openbare opdrachten waarbij deze laatste betrokken is.

Afdeling 5. — Algemene Vergadering

Art. 364. De algemene Vergadering oefent de bevoegdheden uit die haar specifiek toekomen krachtens dit hoofdstuk, de wet of de statuten.

De vertegenwoordigers van de vennoten binnen de algemene Vergadering beschikken over een stemrecht dat overeenstemt met de sociale aandelen die ze bezitten, met uitzondering van de uitdrukkelijke bepalingen bedoeld in deze afdeling, in de wet of in de statuten.

Afdeling 6. — Bestuur

Onderafdeling 1. — Raad van Bestuur

Art. 365. § 1. De maatschappij wordt door een Raad van bestuur beheerd.

§ 2. De Raad van bestuur mag alle handelingen verrichten die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van het maatschappelijk doel van de maatschappij, met uitzondering van degene die krachtens de wet, de statuten of dit hoofdstuk aan de algemene Vergadering worden toegewezen.

§ 3. De Raad van bestuur ziet toe op het dagelijkse beheer waargenomen door het Directiecomité dat daarover regelmatig verslag uitbrengt aan de Raad. De Raad van bestuur of zijn voorzitter kan het Directiecomité elk ogenblik verzoeken om een verslag over de activiteiten van de maatschappij of over een deel ervan.

§ 4. De Raad van bestuur kan zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen aan het Directiecomité, behalve :

1° het uitstippelen van het algemeen beleid van de maatschappij;

2° alle bevoegdheden die krachtens de wet, dit hoofdstuk of de statuten uitdrukkelijk worden toegewezen aan de Raad van bestuur.

Elke machtigingshandeling moet duidelijk aangeven op welke bevoegdheden de machtiging slaat.

Elke machtiging mag niet langer lopen dan één jaar en is hernieuwbaar.

Art. 366. § 1. De Raad van bestuur bestaat uit 17 leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters.

De algemene Vergadering regelt de bevoegdheden en bezoldigingen van de voorzitter, de twee ondervoorzitters en de bestuurders.

Negen bestuurders worden door de algemene Vergadering gekozen. Acht bestuurders worden door de Regering benoemd, van wie twee op voorstel van de "S.P.G.E.".

§ 2. De leden van de Raad van bestuur worden voor een hernieuwbaar mandaat van 6 jaar aangewezen.

De Raad wordt vernieuwd bij de eerste gewone algemene vergadering na de provincieraads- of gemeenteraadsverkiezingen.

§ 3. Als een plaats van bestuurder vacant is bij de benoeming van de algemene Vergadering, hebben de overblijvende bestuurders het recht om ze, overeenkomstig de evenredige regel bedoeld in § 6, derde lid, in te vullen totdat de volgende algemene vergadering overgaat tot een definitieve benoeming.

§ 4. De Regering benoemt de voorzitter van de Raad van bestuur. De eerste ondervoorzitter en de tweede ondervoorzitter worden door de Raad van bestuur aangewezen onder zijn vertegenwoordigers. Minstens één van die drie functies is voorbehouden aan één van de leden van de Raad van bestuur uit de algemene Vergadering. De statuten bepalen de regels betreffende hun respectieve bevoegdheden.

§ 5. Bij staking van stemmen binnen de Raad van bestuur, is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter kan elk ogenblik ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van de maatschappij. Hij kan de nodige uitleg of gegevens vragen aan het Directiecomité en de personeelsleden van de maatschappij vragen en alle onderzoeken instellen die hij nuttig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

§ 6. De door de algemene Vergadering gekozen bestuurders moeten burgemeester, schepen of gemeenteraadslid van een verenigde gemeente zijn.

De door de algemene Vergadering gekozen bestuurder, die lid van een Gemeenteraad of burgemeester is en die hoedanigheid verliest, wordt van rechtswege geacht ontslag te nemen.

De door de algemene Vergadering gekozen bestuurders worden naar evenredigheid van de gezamenlijke gemeenteraden van de verenigde gemeenten aangewezen, rekening houdende met de eventuele individuele facultatieve verklaringen van politieke verwantschap of hergroepering. Bij de berekening van de evenredigheid, wordt de waarde van elke gemeentelijke vennoot gewogen naar gelang van het aantal sociale aandelen die hij bezit.

§ 7. De Raad van bestuur kan zich laten bijstaan door één of meer waarnemers, die de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen.

§ 8. De Raad van bestuur mag pas beraadslagen en beslissen als de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen, behalve de uitzonderingen die vastliggen in de statuten, in het Wetboek van de vennootschappen en in dit hoofdstuk.

Onderafdeling 2. — Het mandaat van bestuurder

Art. 367. § 1. Onverminderd de andere beperkingen waarin voorzien wordt bij of krachtens een wet, een decreet of de statuten van de maatschappij, is het mandaat van bestuurder onverenigbaar met :

- 1° de hoedanigheid van lid van een Regering;
- 2° de hoedanigheid van provinciegouverneur;
- 3° de hoedanigheid van lid van het Directiecomité;
- 4° de hoedanigheid van personeelslid of gepensioneerd lid van de maatschappij.

§ 2. Als een bestuurder één van de in § 1 bedoelde hoedanigheden verwerft, moet hij zijn mandaten of functies neerleggen binnen een termijn van drie maanden. Als hij dat niet doet, wordt hij na afloop van die termijn geacht van rechtswege ontslag te hebben genomen bij de maatschappij.

Het mandaat van bestuurder eindigt van rechtswege de dag waarop de betrokken persoon de leeftijd van 65 jaar bereikt.

Onderafdeling 3. — Het Directiecomité

Art. 368. Het Directiecomité bestaat uit een directeur-generaal, die er voorzitter van is, en uit twee adjunct-directeurs-generaal.

Het staat in voor het dagelijks beheer en de vertegenwoordiging van de maatschappij, alsmede voor de uitvoering van de beslissingen van de Raad van bestuur.

De leden van het Directiecomité wonen de vergaderingen van de Raad van bestuur bij met raadgevende stem.

Art. 369. De Regering benoemt de leden van het Directiecomité voor een hernieuwbaar mandaat van zes jaar.

Als één van de leden bij zijn benoeming ouder is dan negenenvijf jaar, verkort de Regering de duur van zijn mandaat om het te laten eindigen de dag waarop bedoeld lid de leeftijd van 65 jaar bereikt.

De leden van het Directiecomité mogen slechts door de Regering ontslaan worden :

- 1° ofwel op voorstel van de Raad van bestuur;
- 2° ofwel op initiatief van de Regering na advies van de Raad van bestuur.

Art. 370. § 1. De wederzijdse rechten, met inbegrip van de bezoldiging, en verplichtingen van de leden van het Directiecomité, enerzijds, en van de maatschappij, anderzijds, worden bij een bijzondere overeenkomst tussen de betrokken partijen geregeld. Om deze overeenkomst te sluiten, wordt de maatschappij vertegenwoordigd door de Raad van bestuur.

De overeenkomst voorziet in bijzondere bepalingen om in geval van niet-vernieuwing van het mandaat of van ontslag de sociale en financiële toestand van de leden van het Directiecomité te waarborgen, die hun functie hebben moeten neerleggen of een van zelfstandige activiteit hebben moeten stopzetten om hun mandaat bij de "S.W.D.E." uit te oefenen.

De leden van het Directiecomité, die zich bij hun benoeming in een statutaire band bevinden met de maatschappij of met elke andere publiekrechtelijke persoon die onder het Gewest ressorteert, worden voor een opdracht van algemeen belang ambtshalve met verlof geplaatst voor de hele duur van het mandaat.

§ 2. De bezoldiging van de leden van het Directiecomité is voor rekening van de maatschappij.

Onderafdeling 4. — Diensten, adviescomités en zonecomités

A. Diensten

Art. 371. De maatschappij wordt ingedeeld in productie- en distributiediensten. De openbare opdracht i.v.m. waterproductie wordt vervuld door een productiedienst. Deze dienst beschikt over de nodige infrastructuur voor de uitvoering van die opdracht. Hij maakt het voorwerp uit van een aparte rekening in de analytische exploitatieboekhouding. De openbare opdracht i.v.m. waterverdeling wordt vervuld door distributiediensten. Elke distributiedienst beschikt over de nodige infrastructuur voor de uitvoering van die opdracht op het grondgebied van de gemeenten die hij bedient en maakt het voorwerp uit van een aparte rekening in de analytische exploitatieboekhouding.

B. Adviescomités

Art. 372. Elke in exploitatie zijnde dienst heeft een Adviescomité. Het Adviescomité van de productiedienst bestaat uit zijn gemeentelijke en intergemeentelijke vennoten en uit de "S.P.G.E."

Het Adviescomité van elke distributiedienst bestaat uit de vennoten, met uitzondering van het Gewest, uit de "S.P.G.E." en de provincies.

Elk Adviescomité wordt voorgezeten door een lid van de Raad van bestuur, dat door deze laatste wordt aangewezen.

De Raad van bestuur bepaalt de regels voor de werking van de adviescomités onder voorbehoud van de goedkeuring van de algemene Vergadering.

Elk Comité vergadert minstens twee keer per jaar en onderzoekt de jaarrekeningen bij elke vergadering.

Elke vennoot beschikt over een stem binnen de adviescomités waarvan hij deel uitmaakt.

Art. 373. Het advies van de adviescomités wordt vereist voor :

1. ieder project tot fusie van een dienst met één of verschillende diensten;
2. ieder project tot wijziging van de waterverkoopstarieven;
3. ieder project tot uitbreiding, inkrimping of wijziging van de dienst;
4. ieder voorstel tot toelating van een nieuw lid dat eventueel deel zou uitmaken van die dienst;
5. ieder voorstel tot uittreding of uitsluiting van een vennoot die deel uitmaakt van die dienst;
6. ieder project tot gehele of gedeeltelijke overdracht van een distributiedienst aan een gemeente of een intercommunale;
7. ieder werkprogramma waarvoor de dienst interesse toont.

C. Zonecomités

Art. 374. Er worden zonecomités opgericht waarin de distributiediensten per deelstroomgebied ingedeeld worden. Elk Zonecomité vergadert minstens één keer per jaar. Bij unanieme beslissing, mag een Adviescomité zijn bevoegdheden overdragen aan het betrokken Zonecomité.

De samenstelling en de werkingsmodaliteiten van de zonecomités worden bepaald door de Raad van bestuur.

Art. 375. Het advies van de zonecomités wordt vereist voor projecten betreffende de acties die de maatschappij moet voeren in het kader van een geïntegreerd beheer van de waterkringloop en voor een betere waterkwaliteit.

Art. 376. De Raad van bestuur wordt minstens één keer per jaar uitgebreid tot de voorzitters van de zonecomités. Tijdens deze vergadering, wordt informatie over de strategische opties van de maatschappij verstrekt.

*Afdeling 7. — Administratief toezicht en controle**Onderafdeling I. — Administratief toezicht*

Art. 377. § 1. De Regering is bevoegd om controle uit te oefenen op de maatschappij. Wat de openbare opdrachten betreft, wordt de controle uitgeoefend door twee regeringscommissarissen die benoemd en ontslagen worden door de Regering. De Regering regelt de uitoefening van de opdrachten van de commissarissen.

§ 2. De regeringscommissarissen, die individueel of gezamenlijk handelen, zien toe op de naleving van de wet, het decreet, de statuten van de maatschappij, het beheerscontract en, in voorkomend geval, het voorlopige beheersplan.

§ 3. De regeringscommissarissen worden uitgenodigd op alle vergaderingen van de Raad van bestuur. Ze beschikken over de ruimste bevoegdheden om hun opdracht te vervullen.

§ 4. De regeringscommissarissen kunnen binnen een termijn van vier vrije dagen een beroep instellen bij de Regering tegen elke beslissing die ze strijdig achten met de wet, het decreet, de statuten, het beheerscontract of, in voorkomend geval, het voorlopige beheersplan.

Die termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover de regeringscommissarissen er regelmatig op uitgenodigd werden, en, in de andere gevallen, de dag waarop ze kennis hebben genomen van de beslissing. Het beroep is opschortend.

De beslissing wordt definitief als de Regering de nietigverklaring niet uitspreekt binnen een termijn van twintig vrije dagen, die ingaat op dezelfde dag als de termijn bedoeld in het eerste lid. De Regering betekent de nietigverklaring aan het bestuursorgaan.

Art. 378. Als de wet, het decreet, de statuten of het beheerscontract het eist, kan de Regering de Raad van bestuur door bemiddeling van een regeringscommissaris verzoeken om binnen de door hem gestelde termijn te beraadslagen over iedere aangelegenheid die hij aangeeft.

Onderafdeling 2. — Controle op de rekeningen

Art. 379. De controle, overeenkomstig de wetgeving en de statuten, op de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen i.v.m. de jaarrekeningen, wordt opgedragen aan een College van commissarissen dat uit drie leden bestaat.

Hun beraadslagingen zijn collegiaal. Hun verslagen en opmerkingen worden overgemaakt aan de Regering en aan de algemene Vergadering.

De voorzitter van het College wordt aangewezen door de algemene Vergadering onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van de vennootschappen. Hij heeft de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

De twee andere leden worden benoemd door de Regering.

De commissarissen worden benoemd voor een verlengbare termijn van drie jaar. Tijdens hun mandaat, mogen ze alleen om ernstige redenen worden ontslagen. Hun opdracht, actiemiddelen, statuut en bezoldiging, met uitzondering van de in § 2 bedoelde bezoldiging, liggen vast in het beheerscontract.

§ 2. De algemene Vergadering bepaalt de bezoldiging van de bedrijfsrevisor, die voor rekening van de maatschappij is.

Afdeling 8. — Boekhouding en jaarrekeningen

Art. 380. § 1. De maatschappij voert haar boekhouding per kalenderjaar. De activiteiten in verband met haar openbare opdrachten en haar overige activiteiten worden telkens in een aparte boekhouding opgenomen.

Het resultaat wordt opgedeeld volgens de regels die vastliggen in de statuten. Daarbij wordt onder meer rekening gehouden met het aantal aansluitingen en het zuinige waterbeheer.

Het Gewest, de "S.P.G.E." en de provincies worden niet betrokken bij de opdeling van het resultaat van de activiteiten i.v.m. de openbare opdrachten.

De bijlage bij de jaarrekeningen bevat een samenvattende staat van de rekeningen betreffende de openbare opdrachten en een commentaar. De Regering kan regels vastleggen i.v.m. de vorm en de inhoud van de samenvattende staat en het commentaar.

§ 2. De Raad van bestuur bezorgt de Regering de jaarrekeningen vóór 30 juni van het jaar na het bedoelde boekjaar, alsmede het beheersverslag, het verslag van de bedrijfsrevisor en het verslag van het College van commissarissen.

De Regering stuurt de in het eerste lid bedoelde documenten vóór 31 juli van het jaar na het bedoelde boekjaar naar de Waalse Gewestraad.

Art. 381. Naast haar algemene boekhouding, voert de maatschappij ook een analytische en begrotingsboekhouding.

Afdeling 9. — Maatschappelijk kapitaal

Art. 382. Het maatschappelijk kapitaal bestaat uit drie soorten aandelen :

1° aandelen tot kapitaalvorming;

2° aandelen die participaties in het kapitaal van de productiedienst en de distributiediensten vertegenwoordigen; op die aandelen kan ingetekend worden door het Gewest, de "S.P.G.E.", de provincies, de intercommunales, de gemeenten en de publiek- of privaatrechtelijke personen;

3° aandelen die de Raad van bestuur mag uitgeven naar gelang van de specifieke activiteiten in verband met het maatschappelijk kapitaal.

De gemeentelijke aandeelhouders vertegenwoordigen steeds minimum 50 % van het kapitaal, plus één aandeel.

Afgezien van de omvang van de inbreng van de verschillende partijen bij de kapitaalvorming, beschikken de gemeenten steeds over de meerderheid van stemmen in de verschillende beheersorganen van de maatschappij, behalve in het Directiecomité.

De aandelen tot kapitaalvorming mogen niet afgestaan worden. De andere aandelen van een publiekrechtelijke vennoot mogen slechts aan een andere publiekrechtelijke vennoot worden afgestaan. Om aandeelhouder te worden, moeten de privaatrechtelijke personen eerst door de Regering gemachtigd worden.

Afdeling 10. — Personeel

Art. 383. Het statuut van het personeel en het arbeidsreglement worden door de Raad van bestuur aangenomen op voorstel van het Directiecomité.

Afdeling 11. — Voorlopige bepalingen

Art. 384. § 1. De Maatschappij wordt vanaf 1 januari 2001 aangewezen als bouwheer voor de opdrachten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vastlegging op Titel V. — "Gewestelijk bedrijf: ERPE" van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en waarvan de lijst opgenomen is in de jaarrekeningen van het "ERPE" (Gewestelijk bedrijf voor waterproductie en -toevoer) voor het boekjaar 2000, met uitzondering van de opdrachten betreffende de "Transhennuyère".

§ 2. De eigendom van de goederen die het voorwerp zijn van de opdrachten waarvoor besloten werd tot een vastlegging op titel V "Gewestelijk bedrijf: ERPE" van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en waarvan de lijst vermeld staat in de jaarrekeningen van het "ERPE" voor het boekjaar 2000, met uitsluiting van de goederen die deel uitmaken van de "Transhennuyère", wordt automatisch overgedragen aan de Maatschappij zodra de voorlopige oplevering door de bouwheer wordt toegestaan.

De overdracht van de betrokken goederen kan zonder verdere formaliteiten van rechtswege tegengeworpen aan derden.

Art. 385. § 1. De Maatschappij wordt vanaf 1 januari 2001 aangewezen als bouwheer voor de opdrachten betreffende de Transhennuyère die het voorwerp hebben uitgemaakt van een vastlegging op Titel V. — "Gewestelijk bedrijf: ERPE" van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en waarvan de lijst opgenomen is in de jaarrekeningen van het "ERPE" voor het boekjaar 2000.

Zodra het geheel van de goederen die deel uitmaken van de Transhennuyère operationeel is, wordt hun beheer bij overeenkomst door de Regering toevertrouwd aan de maatschappij. De overeenkomst regelt de modaliteiten van de uitvoering van het beheer, alsmede de deelneming van de gebruikers van die goederen in het beheer. De maatschappelijke zetel van die gebruikers is gevestigd in het Waalse Gewest.

§ 2. De Regering kan goederen van de Transhennuyère inbrengen in Maatschappij. Zij bepaalt de lijst van die goederen.

De overdracht kan zonder verdere formaliteiten van rechtswege tegengeworpen worden aan derden zodra het Regeringsbesluit tot bepaling van de goederenlijst in werking treedt.

De rechten en plichten van de gebruiker-klant worden vastgelegd in de overeenkomst bedoeld in artikel 389.

Art. 386. De eigendom van de goederen bestemd voor de activiteit van het "ERPE" die op 31 december 2000 aan het Gewest toebehoorden en waarvan de lijst opgenomen is in bijlage IV, wordt aan de Maatschappij overgedragen, met inbegrip van de voornaamste en bijhorende roerende en onroerende goederen en desbetreffende rechten, zelfs wanneer ze niet uitdrukkelijk overgenomen worden.

De overdracht kan zonder verdere formaliteiten van rechtswege tegengeworpen aan derden.

Art. 387. § 1. Het Gewest geeft de Maatschappij zo spoedig mogelijk kennis van de akten en documenten, met inbegrip van de uittreksels uit de kadastrale leggers en uit het kadastraal plan waarin melding wordt gemaakt van de lasten, rechten en verplichtingen betreffende de goederen waarvan de eigendom bij of krachtens dit hoofdstuk is overgedragen.

Er wordt zo spoedig mogelijk een inventaris van die akten en documenten opgemaakt. Die inventaris wordt ondertekend door de Regering, alsook door de voorzitter van de raad van bestuur van de Maatschappij.

§ 2. De Maatschappij erft de rechten en verplichtingen van het Gewest voor de goederen waarvan de eigendom bij of krachtens dit hoofdstuk overgedragen wordt, met inbegrip van de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit lopende of komende gerechtelijke procedures.

In geval van geschil kan het geheel of een gedeelte van de goederen waarvan de eigendomstitels niet aan de Maatschappij zijn overgedragen, treedt het Gewest op ten gunste van de Maatschappij.

§ 3. Het Gewest moet enkel de verplichtingen nakomen waarvan de betaling of de uitvoering vóór de eigendomsoverdracht opeisbaar was, met uitzondering van de financiering van de opdrachten die het voorwerp zijn van een budgettaire vastlegging op titel V "Entreprise régionale : ERPE" van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, overgedragen aan de Maatschappij en gedekt door bestaande waarden gelijkgesteld met het reserve- en delgingsfonds in de boekhouding van het "ERPE" vastgelegd vóór de sluiting van haar vereffening.

In afwachting van de sluiting van de vereffening van het "ERPE" kan het Gewest aan de Maatschappij de sommen storten die nodig zijn voor de betaling van de facturen betreffende het uitstaand bedrag van de opdrachten bedoeld in artikel 384 mits aftrek van de bestaande waarden geïdentificeerd in de reserve- en delgingsfondsen bij de financiering van bedoelde uitgaven.

De stortingen worden uitgevoerd op grond van de facturen die de Maatschappij in ontvangst neemt.

Voor het bouwheerschap betreffende de opdrachten i.v.m. de "Transhennuyère" kan het Gewest aan de Maatschappij eveneens de sommen storten die nodig zijn voor de betaling van de facturen i.v.m. de saldi van de visa van de vastleggingen toegerekend op artikel 01.01.05 van de organieke afdeling 13 van de begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en in ontvangst genomen door de Maatschappij. Het saldo van de vastleggingen toegerekend op de bijzondere afdeling van die begroting alsook elke opdracht tot betaling op de bijkomende vastleggingen uit te voeren ten laste van het Waterbeschermingsfonds kunnen aan de Maatschappij gestort worden op grond van de overeenstemmende facturen.

Art. 388. Als compensatie voor de overdracht van de eigendom van de goederen bedoeld in de artikelen 384 tot 386 ontvangt het Gewest maatschappelijke aandelen volgens de regels die toepasselijk zijn op de Maatschappij. Naar aanleiding van die overdracht maakt het Gewest de eigendom van de gezamenlijke als compensatie ontvangen aandelen over aan de "S.P.G.E." .

Een overeenkomst tussen het Gewest, de Maatschappij en de "S.P.G.E." bepaalt de waarde van de overdracht en de modaliteiten van die inbreng.

Art. 389. Een overeenkomst tussen het Gewest, de "S.P.G.E." en de Maatschappij regelt de modaliteiten voor de participatie van de gebruikers-kliënten in het beheer van de goederen bedoeld in de artikelen 384 en 386.

Art. 390. Het eerste beheerscontract vervalt op 31 december 2005.

Art. 391. Het fiscale statuut van de maatschappij is hetzelfde als dat waarover de Nationale Maatschappij der Waterleidingen en de "SWDE" vroeger beschikten.

Deel IV.. — Vaststelling van de overtredingen en strafmaatregelen

Titel 1. — Vaststelling van de overtredingen en strafmaatregelen inzake oppervlaktewater

HOOFDSTUK I. — Overtredingen inzake vervuiling van het water

Art. 392. Gestraft wordt met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een boete van zesentwintig euro tot vijfhonderdduizend euro, of met slechts één van deze straffen :

1° degene die in strijd met de krachtens de artikelen 3, 13, 156 tot 159, 161 tot 166, 178, 179, 216 tot 222, 317, 320 tot 323, 343, 344, 345, 392 tot 406 genomen reglementen afvalwater loost in gewoon oppervlaktewater, in openbare riolerings- of de kunstmatige afvoerwegen;

2° degene die niet het door artikel 161 ingestelde verbod erkent;

3° degene die een overtreding van een reglement begaat dat in uitvoering van artikel 163 werd getroffen;

4° degene die installaties of toestellen gebruikt in strijd met het verbod waartoe krachtens artikel 406 werd besloten;

5° degene die de op basis van artikel 162 uitgevaardigde regels of voorschriften schendt.

De lozingen met een overtredend karakter zijn ook strafbaar indien zij slechts uit nalatigheid of een schuldige onthouding om op te treden, werden begaan.

Indien er evenwel geen sprake is van herhaling, zal de verantwoordelijke slechts onderworpen zijn aan de in artikel 393 voorziene boetestr af indien hij onverwijld, hetzij de federale politie, hetzij de in artikel 21 beoogde dienst voor onmiddellijke tussenkomsten heeft verwittigd.

Art. 393. Gestraft wordt met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en een boete van zesentwintig euro tot tienduizend euro, of met slechts één van deze straffen :

1° degene die door Regering genomen reglementaire bepalingen inzake de bescherming van het oppervlaktewater en de vervuiling van het grondwater vanaf het oppervlaktewater overtreedt;

2° degene die het oppervlaktewater gebruikt in schending van een krachtens artikel 158 uitgesproken verbod;

3° degene die poogt een van de in artikel 392, 2° en 5°, vermelde handelingen te begaan;

4° degene die, beroepshalve, producten fabriceert, te koop aanbiedt, verkoopt en gebruikt ter overtreding van een reglement dat krachtens artikel 164 werd getroffen;

5° degene die het ruimen bewerkstelligt en het slijk van septische putten en zinkputten bijeenbrengt bij derden :

- hetzij zonder over de erkenning te beschikken die vereist zal zijn bij een besluit dat krachtens de artikelen 222 en 317 werd genomen;

- hetzij door het opruimen van het slijk op een bij dit artikel verboden manier;

6° degene die een motorvoertuig, een machine of andere soortgelijke werktuigen in een gewoon oppervlaktewater reinigt of op minder dan 10 meter hiervan verwijderd en wanneer het reinigende product in dit water zou kunnen uitstromen zonder de vereiste vergunning.

Art. 394. Gestraft wordt met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een boete van honderd euro tot tienduizend euro, of met slechts één van deze straffen :

1° degene die opzettelijk zuiveringsinstallaties en installaties voor het meten van de vervuiling vernietigt of beschadigt of hiervan de juiste werking, ongeacht op welke wijze dan ook, verhindert; degene die poogt deze zelfde installaties opzettelijk te vernietigen of te beschadigen;

2° degene die zich verzet tegen de uitvoering van de opdracht inzake controle en toezicht van de krachtens de artikelen 3, 13, 156 tot 159, 161 tot 166, 178, 179, 216 tot 222, 317, 320 tot 323, 343, 344, 345, 392 tot 406 aangewezen agenten;

3° degene die weigert, of het nalaat, een spoedeisende maatregel uit te voeren waartoe door de Regering, de gouverneur van de provincie of de burgemeester krachtens artikel 21, § 1, werd gelast;

4° degene die, wanneer hij verplicht is een aangifte krachtens de artikelen 3, 13, 156 tot 159, 161 tot 166, 178, 179, 216 tot 222, 317, 320 tot 323, 343, 344, 345, 392 tot 406 of de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen te doen, zich ervan onthoudt deze verklaring over te leggen of een opzettelijk onvolledige en onjuiste verklaring overlegt, met de bedoeling de toepassing van de artikelen 3, 13, 156 tot 159, 161 tot 166, 178, 179, 216 tot 222, 317, 320 tot 323, 343, 344, 345, 392 tot 406 of de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen te ontduiken.

Art. 395. Indien een veroordeling krachtens artikel 392 of artikel 397 wordt uitgesproken, kan de rechter, hetzij op verzoek van de procureur des Konings, hetzij op verzoek van het Gewest of op verzoek van de burgerlijke partij, hetzij ambtshalve, met het oog op het herstellen van een toestand die gelijkwaardig is aan die welke zonder de overtreding zou hebben bestaan, het verbod bevelen om gedurende een tijdsperiode die de rechter zal vaststellen maar die niet meer dan één jaar zal mogen bedragen, de installatie of de toestellen te gebruiken of te laten werken die ten grondslag liggen aan de door de overtreding teweeggebrachte vervuiling. De rechter kan dit verbod bevelen zelfs indien de installatie of de toestellen de eigendom van iemand anders zijn of tot de inrichting behoren die door een derde wordt uitgebaat. In een dergelijk geval, zal het verbod ten opzichte van deze derde slechts kunnen worden bevolen nadat hij bij het proces betrokken zal zijn geweest en de gelegenheid gehad zal hebben zijn verdedigingsmiddelen naar voren te brengen.

Art. 396. Gestraft wordt met de in artikel 394 aangeduide straffen, degene die het uitvoeren van de in het voorgaande artikel vermelde verbodsmaatregel weigert of nalaat.

Art. 397. Gestraft wordt, volgens het geval, met de in de artikelen 392, 393, of 394 voorziene straffen :

1° degene die, wanneer hij de werkgever is van een in deze artikelen beoogde persoon, aan laatstgenoemde niet de nodige middelen heeft gegeven voor het in acht nemen van de artikelen 3, 13, 156 tot 159, 161 tot 166, 178, 179, 216 tot 222, 317, 320 tot 323, 343, 344, 345, 392 tot 406 of de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen, rekening houdend met de opdracht die hij aan de persoon in zijn dienst had toegewezen;

2° degene die, wanneer hij de werkgever is van een in deze artikelen beoogde persoon, aan laatstgenoemde een opdracht heeft toevertrouwd waarvoor bedoelde persoon niet de kennis bezat die hem in staat stelde zich van genoemde opdracht te kwijten met eerbiediging van de artikelen 3, 13, 156 tot 159, 161 tot 166, 178, 179, 216 tot 222, 317, 320 tot 323, 343, 344, 345, 392 tot 406 of de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen, zonder op de daartoe geëigende manier te hebben gecontroleerd dat bedoelde persoon deze kennis bezat;

3° degene die, wanneer hij de werkgever is van een in deze artikelen beoogde persoon, wist dat een overtreding zou worden begaan of werd begaan en nagelaten heeft de uitwerking hiervan te verhinderen of eraan te verhelpen hoewel hij daartoe de mogelijkheid heeft gehad.

Art. 398. De werkgever is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten, de kosten en de gerechtelijke kosten waartoe zijn aangestelden worden veroordeeld naar aanleiding van een overtreding van de artikelen 3, 13, 156 tot 159, 161 tot 166, 178, 179, 216 tot 222, 317, 320 tot 323, 343, 344, 345, 392 tot 406 of de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen die in de uitoefening of ter gelegenheid van hun functie werd begaan.

Iedere rechtspersoon is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten, de kosten en de gerechtelijke kosten waartoe haar organen worden veroordeeld naar aanleiding van een overtreding van de artikelen 3, 13, 156 tot 159, 161 tot 166, 178, 179, 216 tot 222, 317, 320 tot 323, 343, 344, 345, 392 tot 406 of de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen die in de uitoefening of ter gelegenheid van hun functie werd begaan.

Art. 399. § 1. De straf kan tot het dubbele van het maximum worden opgetrokken indien een nieuwe in de artikelen 392 tot 397 voorziene overtreding wordt begaan binnen een termijn van vijf jaar vanaf een voorgaande veroordeling wegens het overtreden van een van deze zelfde artikelen, uitgesproken door een besluit dat in kracht van gewijsde is gegaan; in een dergelijk geval kan de boete of de straf bovendien niet minder zijn dan het tienvoudige van het minimum.

§ 2. Boek 1 van het Wetboek van strafrecht, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, is op de door onderhavige hoofdstuk voorziene overtredingen van toepassing.

Art. 400. § 1. In geval van in de artikelen 392-1°, 392-2°, 393-3°, 393-5°, 396 en 397 beoogde overtredingen, kan de rechter de publicatie van het vonnis op kosten van de overtreder of van zijn medeplichtige gelasten in maximum drie dagbladen die door hem worden aangewezen en binnen de termijn die hij vaststelt.

§ 2. Onverminderd de artikelen 42 en 43 van het Wetboek van strafrecht, kan in geval van in artikel 392, 2°, en, beoogde overtredingen, de verbeurdverklaring tevens worden bevolen ten opzichte van roerende zaken die gediend hebben of bestemd waren voor het begaan van de overtreding, wanneer deze de eigendom van de medeplichtige zijn en inbegrepen in geval van toepassing van artikel 85 van het Wetboek van strafrecht.

HOOFDSTUK II. — *Andere overtredingen*

Art. 401. Gestraft wordt met een boete van zesentwintig euro tot tienduizend euro, degene die, wanneer hem dit regelmatig werd gevraagd ze te verstrekken, zich ervan onthoudt inlichtingen mede te delen die hem krachtens de artikelen 13 en 165 en krachtens deze genomen reglementaire bepalingen werden gevraagd.

Art. 402. Iedere overtreding van artikel 166 wordt gestraft met de door artikel 458 van het Wetboek van strafrecht voorziene straffen, onverminderd de eventuele toepassing van strafmaatregelen.

Art. 403. De Regering kan straffen instellen op de overtredingen van de krachtens de artikelen 3, 13, 156 tot 159, 161 tot 166, 178, 179, 216 tot 222, 317, 320 tot 323, 343, 344, 345, 392 tot 406 getroffen reglementen die niet door een van de artikelen van onderhavig hoofdstuk worden bestraft. Deze straffen zullen de politiestrafen niet te boven mogen gaan.

Art. 404. De in de artikelen 401 tot 403 voorziene straffen kunnen tot het dubbele van het maximum worden opgetrokken indien, binnen een termijn van twee jaar vanaf een voorgaande veroordeling wegens een overtreding van een van deze artikelen, uitgesproken door een besluit dat in kracht van gewijsde is gegaan, een nieuwe overtreding van hetzelfde artikel door dezelfde bewerker wordt begaan.

Alle bepalingen van boek 1 van het Wetboek van strafrecht, zonder uitzondering, van hoofdstuk VII of van artikel 85, zijn op de in deze artikelen voorziene overtredingen van toepassing.

HOOFDSTUK III. — *Vaststelling, opsporing en vervolging van de overtredingen.*

Art. 405. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie, zijn de burgemeester en de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden bevoegd om toe te zien op de uitvoering van de artikelen 3, 13, 156 tot 159, 161 tot 166, 178, 179, 216 tot 222, 317, 320 tot 323, 343, 344, 345, 392 tot 406 en de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen. Ze beschikken over de prerogatieven bedoeld in artikel 61 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning om hun opdrachten te vervullen.

De ambtenaren en personeelsleden leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun woonplaats.

De hoofdgriffier maakt een afschrift van de commissie en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg gelegen in het ambtsgebied waar de ambtenaar of het personeelslid zijn ambt moet uitoefenen.

Bij gewone verandering van woonplaats moeten ze geen nieuwe eed afleggen.

Art. 406. § 1. Wanneer proces-verbaal wordt opgemaakt voor een overtreding bedoeld in artikel 392, kunnen de burgemeester en de daartoe door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden, ten einde de in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning bedoelde risico's, hinder en ongemakken te voorkomen, te beperken of te verhelpen :

1° de gehele of gedeeltelijke stopzetting van het bedrijf gelasten;

2° de toestellen verzegelen en, in voorkomend geval, onmiddellijk de tijdelijke sluiting van de inrichting gelasten;

3° de exploitant een interventieplan opleggen of hem bevelen een saneringsplan in te dienen en, in voorkomend geval, met inachtneming van één van de voorschriften bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, ten gunste van het Gewest een zekerheid stellen om de sanering van de plaats te waarborgen.

Als de burgemeester verzuimt op te treden, beschikken de in het eerste lid bedoelde ambtenaren en personeelsleden over dezelfde prerogatieven als hij.

De overeenkomstig het eerste lid, 1° en 2°, genomen maatregelen worden van rechtswege opgeheven als de milieuvergunning wordt toegekend of als de aangifte aan het bevoegde college van burgemeester en schepenen wordt gericht.

§ 2. Het saneringsplan, goedgekeurd volgens de door de Regering bepaalde voorschriften, geldt als milieuvergunning. De Regering kan voorschriften bepalen voor de opstelling, de goedkeuring en de uitvoering van de saneringsplannen.

§ 3. Als de overtreder verzuimt een plan in te dienen of de voorschriften ervan niet in acht neemt, kan de burgemeester of de Regering ambtshalve laten overgaan tot de sanering van de plaats. Ze handelen overeenkomstig paragraaf 4.

§ 4. Als de overtreder de opgelegde maatregelen niet binnen de voorgeschreven termijn neemt, kan de Regering of haar gemachtigde de sanering ambtshalve of op verzoek van de burgemeester voor rekening van de overtreder laten uitvoeren door de maatschappij bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 op de afvalstoffen. De Regering of haar gemachtigde kan bovendien eisen dat de in het eerste lid bedoelde personen een zekerheid stellen overeenkomstig artikel 55.

De Regering of haar gemachtigde stelt de persoon of personen die de zekerheid moet(en) stellen bij aangetekend schrijven in kennis van het bedrag van de zekerheid en van de wijzen waarop ze gesteld kan worden.

Als de zekerheid niet gesteld is binnen acht dagen, geeft de Regering of haar gemachtigde de overtreder bevel tot betaling binnen vierentwintig uren, op straffe van tenuitvoerlegging bij wijze van beslag.

Het feit dat naar aanleiding van een bevel tot betaling een zekerheid wordt gesteld waarvan het bedrag niet volstaat, belet de voortzetting van de vervolgingen niet.

Zodra de termijn voor het bevel verstreken is, kan de Regering of haar gemachtigde beslag laten leggen op de bij het Gerechtelijk Wetboek bepaalde wijze.

Titel II.. — Vaststelling van de overtredingen en strafmaatregelen inzake grondwater.

HOOFDSTUK I. — Toezicht en administratieve politie.

Afdeling 1. — Toezicht.

Art. 407. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie, zijn de burgemeester en de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden bevoegd om toe te zien op de uitvoering van de artikelen 3, 13, 167, 171, 252, 254 tot 274, 318, 497 tot 410, 434 en 435 en de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen. Ze beschikken over de prerogatieven bedoeld in artikel 61 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning om hun opdrachten te vervullen.

De ambtenaren en personeelsleden leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun woonplaats. De hoofdgriffier maakt een afschrift van de commissie en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg gelegen in het ambtsgebied waar de ambtenaar of het personeelslid zijn ambt moet uitoefenen.

Bij gewone verandering van woonplaats moeten ze geen nieuwe eed afleggen.

Afdeling 2. — Maatregelen van administratieve politie.

Art. 408. Wanneer proces-verbaal is opgemaakt voor een overtreding bedoeld in de artikelen 3, 13, 167, 171, 252, 254 tot 274, 318, 497 tot 410, 434 en 435, kan de burgemeester op basis van een verslag van de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden, ten einde de in artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning bedoelde risico's, hinder en ongemakken te voorkomen, te beperken of te verhelpen :

1° de gehele of gedeeltelijke stopzetting van het bedrijf gelasten;

2° de toestellen verzegelen en, in voorkomend geval, onmiddellijk de tijdelijke sluiting van de inrichting gelasten;

3° de exploitant een interventieplan opleggen of hem bevelen een saneringsplan in te dienen en, in voorkomend geval, met inachtneming van één van de voorschriften bedoeld in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, een zekerheid ten gunste van het Gewest stellen om de sanering van de plaats te waarborgen.

Als de burgemeester verzuimt op te treden, beschikken de in het eerste lid bedoelde ambtenaren en personeelsleden over dezelfde prerogatieven als hij.

De overeenkomstig het eerste lid, 1° en 2°, genomen maatregelen worden van rechtswege opgeheven als de milieuvergunning wordt toegekend of als de aangifte aan het bevoegde college van burgemeester en schepenen wordt gericht.

§ 2. Het saneringsplan, goedgekeurd volgens de door de Regering bepaalde voorschriften, geldt als milieuvergunning. De Regering kan voorschriften bepalen voor de opstelling, de goedkeuring en de uitvoering van de saneringsplannen.

§ 3. Als de overtreder nalaat een plan in te dienen of de voorschriften ervan niet in acht neemt, kan de burgemeester of de Regering de plaats ambtshalve laten saneren. Ze handelen overeenkomstig paragraaf 4.

§ 4. Als de overtreder de opgelegde maatregelen niet binnen de voorgeschreven termijn neemt, kan de Regering of haar gemachtigde de sanering ambtshalve of op verzoek van de burgemeester voor rekening van de overtreder laten uitvoeren door de maatschappij bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 op de afvalstoffen. De Regering of haar gemachtigde kan bovendien eisen dat de in het eerste lid bedoelde personen een zekerheid stellen overeenkomstig artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

De Regering of haar gemachtigde stelt de persoon of personen die de zekerheid moet(en) stellen bij aangetekend schrijven in kennis van het bedrag van de zekerheid en van de wijzen waarop ze gesteld kan worden.

Als de zekerheid niet gesteld is binnen acht dagen, geeft de Regering of haar gemachtigde de overtreder bevel tot betaling binnen vierentwintig uren, op straffe van tenuitvoerlegging bij wijze van beslag.

Het feit dat naar aanleiding van een bevel tot betaling een zekerheid wordt gesteld waarvan het bedrag niet volstaat, belet de voortzetting van de vervolgingen niet.

Zodra de termijn voor het bevel verstreken is, kan de Regering of haar gemachtigde beslag laten leggen op de bij het Gerechtelijk Wetboek bepaalde wijze.

HOOFDSTUK II. — *Sancties*

Afdeling 1. — Strafbepalingen.

Art. 409. § 1. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met een geldboete van honderd tot vijfhonderdduizend euro, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft :

1° Hij die een krachtens de artikelen 167 tot 173 genomen reglement of verbodmaatregel niet naleeft;

2° Hij die zich verzet tegen de uitvoering van de opdrachten van controle en toezicht waarmee de overeenkomstig artikel 407 aangewezen ambtenaren zijn belast;

3° Eenieder die met bedrieglijke middelen ontsnapt aan de betaling van de heffingen of belastingen die krachtens de artikelen 3, 13, 167, 171, 252, 254 tot 274, 318, 497 tot 410, 434 en 435 en de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen. te zijnen laste vallen.

§ 2. Met een geldboete van zesentwintig tot tienduizend euro wordt gestraft, degene die, wanneer hem dit regelmatig werd gevraagd ze te verstrekken, zich ervan onthoudt inlichtingen mede te delen die hem krachtens de artikelen 13 en 176 en krachtens deze genomen reglementaire bepalingen werden gevraagd.

Afdeling 2. — Terugbetalingen

Art. 410. Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van Boek IV van deel vier van het Gerechtelijk Wetboek, kan de rechter, op kosten van de veroordeelde, het volgende bevelen :

1° het afbreken van de installaties die zijn opgericht in overtreding van de artikelen 3, 13, 167, 169, 171 tot 176, 252, 254 tot 274, 318, 497 tot 410, 434 en 435;

2° het herstellen van de plaatsen in hun oorspronkelijke staat;

3° de uitvoering van de maatregelen die voor de afschaffing van de overtreding of de vermindering van de onveiligheid of de ongezondheid noodzakelijk zijn.

De rechter kan eveneens het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water, machtigen de plaatsen in hun oorspronkelijke staat te herstellen of de noodzakelijke maatregelen te treffen en de kosten ervan ten laste van de veroordeelde te innen.

Titel III. — Vaststelling van de overtredingen en strafmaatregelen inzake het voor menselijke consumptie bestemde water

HOOFDSTUK I. — Vaststelling, opsporing en vervolging van de overtredingen.

Art. 411. § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de door de Regering aangewezen ambtenaren en personeelsleden bevoegd om toe te zien op de uitvoering van de artikelen 180 tot 193, 411 tot 415 en 430 en de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen. Daartoe kunnen ze in het kader van hun opdracht :

1° alle plaatsen — zelfs gesloten en overdekte — betreden wanneer ernstige redenen laten vermoeden dat een overtreding van de artikelen 180 tot 193, 411 tot 415 en 430 of van de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen wordt begaan;

2° de federale en de lokale politie om bijstand vragen;

3° op grond van ernstige aanwijzingen van overtreding de nodige onderzoeken, controles en enquêtes instellen, alsook alle gegevens inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van de artikelen 180 tot 193, 411 tot 415 en 430 daadwerkelijk nageleefd worden, en met name :

a) elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennisneming nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;

b) zich ter plaatse alle documenten, stukken of titels laten overleggen of opzoeken die nuttig zijn in het kader van hun opdracht, er een fotokopie of een ander afschrift van nemen of ze tegen ontvangstbewijs meenemen;

4° monsters nemen volgens de door de Regering bepaalde voorschriften;

5° analyses laten uitvoeren volgens de overeenkomstig artikel 412 vastgestelde voorschriften. Als uit het analyseprotocol blijkt dat een overtreding is begaan, wordt proces-verbaal opgemaakt, overeenkomstig § 2, 2°, van dit artikel.

Bovendien wordt in het proces-verbaal vermeld dat de overtreder een tegenanalyse op eigen kosten kan laten verrichten;

6° de voor het vervoer gebruikte voertuigen tegenhouden, de lading ervan controleren;

7° de nodige bewarende maatregelen nemen met het oog op de bewijslevering en, met name, binnen een termijn van maximum tweeënzeventig uren :

a) verbieden voorwerpen te verplaatsen of de inrichtingen of installaties verzegelen waar vermoedelijk een overtreding is begaan;

b) de vervoermiddelen en andere toestellen waarmee een overtreding zou kunnen zijn begaan, tegenhouden, tot stilstand brengen of verzegelen.

Ze verwittigen binnen 24 uur de procureur des Konings.

De ambtenaren en personeelsleden leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats. De hoofdgriffier maakt een afschrift van de aanstellingsakte en van de akte van eedaflegging over aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg gelegen in het ambtsgebied waar de ambtenaar of het personeelslid zijn ambt moet uitoefenen.

In het geval van een gewone verandering van verblijfplaats moeten ze geen nieuwe eed afleggen.

§ 2. In geval van overtreding van de artikelen 180 tot 193, 411 tot 415 en 430 en de krachtens deze genomen reglementaire bepalingen de in § 1 bedoelde ambtenaren en personeelsleden :

1° de overtreder een termijn opleggen om orde op zaken te stellen. Die termijn mag slechts één keer verlengd worden. De ambtenaar of het personeelslid deelt de getroffen maatregelen mee aan de procureur des Konings en aan de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gevestigd is. Na afloop van de termijn of van de verlengde termijn, al naar gelang het geval, maakt de ambtenaar of het personeelslid een verslag op dat hij binnen vijftien dagen aan de overtreder en aan de procureur des Konings overmaakt;

2° een proces-verbaal opmaken dat bewijskracht heeft, tenzij het tegendeel is bewezen; dat proces-verbaal wordt binnen vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding of na afloop van de in 1° bedoelde termijn bij ter post aangetekend schrijven aan de procureur des Konings en aan de overtreder overgemaakt, op straffe van nietigheid.

§ 3. In de verslagen en processen-verbaal kan de ambtenaar of het personeelslid, als hij/het zulks gepast acht, de procureur des Konings voorstellen de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Wetboek van strafvordering toe te passen. In voorkomend geval geeft hij/het de analyse- of expertisecosten op.

Art. 412. De Regering laat officiële analyses uitvoeren door één of meer laboratoria erkend krachtens de federale wetgeving betreffende de erkenning van certificerings- en controle-instellingen alsmede proeflaboratoria. Ze kan modellen van analyseprotocollen vastleggen, alsmede methodes inzake analyses en tegenanalyses. Ze kan ook regels opleggen op grond waarvan de analyses onder de laboratoria worden verdeeld en modaliteiten bepalen voor de financiering van de analyses en monsternemingen.

HOOFDSTUK II. — *Administratieve sancties.*

Art. 413. § 1. Een boete van maximum 12.400 euro kan opgelegd worden aan de leverancier die niet naar behoren voldoet aan de verplichtingen bedoeld in de artikelen 182, § 2, eerste lid, 187, § § 3 en 4, en aan de artikelen 188 tot 193 of aan de bepalingen genomen krachtens die artikelen.

De personen die overeenkomstig dit artikel strafbaar zijn met administratieve boetes, worden met het woord "overtreder" aangeduid.

De administratieve boete is slechts op de overtreder toepasselijk, zelfs als de overtreding door een aangestelde of een gemachtigde wordt begaan.

De administratieve boete wordt door de leidend ambtenaar van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water opgelegd.

§ 2. De vastgestelde overtredingen van de bepalingen bedoeld in § 1, eerste lid, worden bij wege van administratieve boetes vervolgd, tenzij het openbaar ministerie, rekening houdende met de ernst van de overtreding, oordeelt dat er grond is tot strafvervolgingen.

De strafvervolgingen sluiten het opleggen van een administratieve boete uit, zelfs als een betaling er een einde aan maakt.

§ 3. Eén exemplaar van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding wordt aan de leidend ambtenaar van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water overgemaakt.

Het openbaar ministerie beschikt over vier maanden vanaf de datum van ontvangst van het proces-verbaal om de leidend ambtenaar van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water kennis te geven van zijn beslissing over het al dan niet opleggen van strafvervolgingen.

§ 4. Als het openbaar ministerie van vervolgingen afziet of zijn beslissing binnen de voorgeschreven termijn verzuimt mee te delen, beslist de leidend ambtenaar van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water, nadat hij de overtreder in staat heeft gesteld zijn verweermiddelen te doen gelden, of er grond bestaat om een administratieve boete uit hoofde van de overtreding op te leggen.

De beslissing van de leidend ambtenaar van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water vermeldt het bedrag van de administratieve boete en is met redenen omkleed. Ze wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de overtreder meegedeeld, samen met een aanmaning tot betaling van de boete binnen de door de Regering voorgeschreven termijn.

De kennisgeving van de beslissing waarbij het bedrag van de administratieve boete wordt bepaald, doet de strafvordering vervallen.

De betaling van de boete maakt een einde aan de actie van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water.

§ 5. De overtreder die de beslissing van de leidend ambtenaar van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water betwist, stelt binnen twee maanden na de kennisgeving van de beslissing bij wijze van verzoek een beroep in vóór de burgerlijke rechtbank, op straffe van verval. Dat beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

De bepaling van het vorige lid wordt vermeld in de beslissing waarbij de administratieve boete wordt opgelegd.

§ 6. Als de overtreder verzuimt de boete te betalen, wordt de beslissing van de leidend ambtenaar van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Energie, Afdeling Water of de in kracht van gewijsde gegane beslissing van de burgerlijke rechtbank overgemaakt aan de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest met het oog op de invordering van het bedrag van de administratieve boete.

§ 7. Als binnen drie jaar, te rekenen van de datum van het proces-verbaal, een nieuwe overtreding wordt vastgesteld, wordt het in § 1, eerste lid, van dit artikel bedoelde bedrag verdubbeld.

De administratieve beslissing waarbij de administratieve boete wordt opgelegd, mag niet meer worden genomen vijf jaar na het feit dat aan de basis ligt van een in dit artikel bedoelde overtreding. Het in § 4, eerste lid, bedoelde verzoek dat binnen de in het vorige lid bepaalde termijn aan de overtreder gestuurd wordt zodat hij zijn verweermiddelen kan doen gelden, onderbreekt evenwel de loop van de verjaring. Met deze daad begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten opzichte van personen die er niet bij betrokken zijn.

§ 8. De Regering bepaalt de wijze van invordering van de boete.

HOOFDSTUK III. — *Straffen*

Art. 414. § 1. Een gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en een geldboete van 2,50 euro tot 25.000 euro of één van die straffen worden opgelegd aan :

1° de leverancier die de gepaste aanbevelingen bedoeld in artikel 182, § 2, tweede lid, niet geeft;

2° de leverancier die de minimale maatregelen vastgelegd overeenkomstig de in artikel D. 420 bedoelde procedure niet neemt;

3° de leverancier die de bepalingen van artikel 184 overtreedt;

4° de leverancier die de nodige maatregelen waarin artikel 186, tweede lid, voorziet, niet neemt;

5° de leverancier die het jaarlijkse controleprogramma bedoeld in artikel 188, § 1, niet opmaakt of uitvoert;

6° de leverancier die de doeltreffendheid van de toegepaste behandeling waarin artikel 188, § 1, derde lid, voorziet, niet controleert;

7° de leverancier die de "D.G.R.N.E." niet inlicht en die het onderzoek niet uitvoert overeenkomstig artikel 190, § 1, die de in artikel 190, § 2, bedoelde herstelmaatregelen niet neemt en die de in artikel 190, § 3, eerste lid, bedoelde maatregelen niet neemt;

8° de leverancier die de verbruikers niet inlicht overeenkomstig artikel 192, § 2.

§ 2. Een boete van 0,65 euro tot 248 euro wordt opgelegd aan :

1° de leverancier die geen informatie verstrekt aan de bevolking die onder de bepalingen van artikel 182, § 2, eerste lid, valt;

2° de abonnee die de bepalingen van artikel 182, § 3, niet naleeft;

3° de eigenaar van een privé-installatie voor waterdistributie die niet overeenkomstig artikel 187, § 3 gecertificeerd zou zijn;

4° de leverancier die de verplichtingen bedoeld in artikel 187, § 4, niet nakomt;

5° de particulier die de toegang tot zijn privé-installatie niet overeenkomstig artikel 189 verleent;

6° de leverancier die de verbruikers niet inlicht over de toestand en, in voorkomend geval, over de herstelmaatregelen genomen krachtens artikel 190, § 2, derde lid;

7° de leverancier die de verbruikers niet inlicht of die de nodige aanbevelingen niet geeft overeenkomstig artikel 190, § 3, tweede lid;

8° de leverancier die geen beslissing neemt of die de overeenkomstig artikel 190, § 3, derde lid, te nemen maatregelen niet meedeelt;

9° de leverancier die de in artikel 191 bedoelde erkende instelling niet inlicht;

10° de leverancier die de in artikel 193, § 2, bedoelde informatie niet meedeelt.

De overtreders van de uitvoeringsbesluiten genomen overeenkomstig de vermelde artikelen wordt gestraft met de straffen bedoeld in § 1 of 2.

Art. 415. De in dit hoofdstuk bedoelde straffen kunnen het dubbel van het maximum bedragen als een nieuwe overtreding, bedoeld in artikel 414, wordt begaan binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen van een in kracht van gewijsde uitgesproken vroegere veroordeling wegens overtreding van één van die artikelen.

Bovendien mag de minimale straf in dat geval niet kleiner zijn dan het tienvoud van het minimumbedrag.

**Titel IV. — Vaststelling van de overtredingen
en strafmaatregelen inzake de schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en pompings**

Art. 416. § 1. De inbreuken op de verplichting tot bijdrage voorzien door artikel 328 en de reglementaire bepalingen genomen krachtens dit artikel worden bestraft met een gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar en een geldboete van 100 euro tot 10 000 euro of door één van deze straffen alleen.

§ 2. In geval van recidive binnen de vijf jaar, kan de straf gebracht worden op het dubbel van het maximum.

§ 3. De bepalingen van Boek 1 van het Strafwetboek, hierin begrepen het hoofdstuk 7 en artikel 85, zijn van toepassing op de overtredingen bedoeld in de artikelen 210 tot 215 en 325 tot 330.

§ 4. De rechtspersoon is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of zijn mandatarissen veroordeeld zijn.

Titel V. — Vaststelling van de overtredingen en strafmaatregelen inzake tarifiering

Art. 417. Als een gebruiker voorzien wordt van water dat niet voldoet aan de wettelijke en reglementaire bepalingen, bij gebrek aan een regelmatige voorziening overeenkomstig de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden, in geval van onderbreking of van opschorting van de dienst zonder inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 203 wordt de volgende factuur die aan de door de schuld van de dienst benadeelde gebruiker gestuurd wordt verminderd met een bedrag berekend d.m.v. de volgende formule :

A vermenigvuldigd met B vermenigvuldigd met C,

waarbij :

A = het gefactureerde verbruik/de duur van de facturatiecyclus

B = het aantal dagen in gebreke

C = het tarief van de eerste verbruikstranche van kracht op de datum van de facturatie.

Art. 418. Er wordt jaarlijks een boete van 2,50 à 25.000 euro opgelegd aan :

1° de verdeler die geen meter plaatst overeenkomstig artikel 197;

2° de verdeler die de tarifiering niet toepast volgens het systeem van de tranches opgedeeld in jaarlijkse verbruiksvolumes overeenkomstig artikel 228;

3° de verdeler die het bedrag van de heffing niet aanpast op de datum bedoeld in artikel 444 van dit decreet;

4° de verdeler die niet voldoet aan de bepalingen betreffende de facturatie en de invordering van het waterverbruik, zoals bedoeld in de artikelen 228, 230 en 232;

5° de verdeler die de dienst eenzijdig opzegt in de gevallen waarin de artikelen 194 tot 209, 228 tot 233, 417 tot 419, 443 tot 444 niet voorzien;

6° de gebruiker die niet voldoet aan de beslissingen en richtlijnen van de verdeler waarbij het watergebruik beperkt wordt in geval van droogte, technische incidenten of problemen i.v.m. de kwaliteit van het water;

7° de abonnee of de gebruiker die de in artikel 204 bedoelde modaliteiten niet in acht neemt.

Art. 419. De territoriale bevoegdheid van de rechterlijke overheden waar de geschillen i.v.m. de toepassing van de artikelen 194 tot 209, 228 tot 233, 417 tot 419, 443 tot 444 en de reglementaire bepalingen genomen krachtens die artikelen aanhangig gemaakt worden, wordt volgens de regels van het Gerechtelijk Wetboek vastgelegd.

Titel VI. — Vaststelling van de overtredingen en strafmaatregelen inzake inning en betaling van de belastingen

Art. 420. Degene die met bedrieglijke middelen de betaling van de belasting bedoeld in de artikelen 275 tot 316 en 319 geheel of gedeeltelijk ontduikt of tracht te ontduiken zal worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete die gelijk is aan het dubbele van de ontdoken belasting, met een minimumbedrag van 12,50 euro, of met slechts één van deze straffen.

Art. 421. De wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimen op de strafgeldboeten is niet van toepassing op de in artikel 420 vermelde straffen.

Titel VII. — Vaststelling van de overtredingen en strafmaatregelen inzake het Sociaal Waterfonds

Art. 422. § 1. Indien niet wordt voldaan aan de verplichting bedoeld in artikel 239, is de verdeler de "S.P.G.E." een bedrag verschuldigd dat gelijk is aan 0,0250 euro per gefactureerde m³ water waarvoor geen bijdrage werd verleend.

§ 2. In geval van herhaling binnen vijf jaar kan de straf worden verhoogd worden tot het dubbele van het maximumbedrag.

§ 3. De bepalingen van titel I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn toepasselijk op de overtredingen bedoeld in deze titel.

§ 4. De rechtspersoon is burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de boeten waartoe zijn ondergeschikten of gemachtigden veroordeeld zijn.

Titel VIII. — Vaststelling van de overtredingen en strafmaatregelen inzake de onbevaarbare waterlopen

Art. 423. Met politiestraffen worden gestraft, onverminderd de zwaardere straffen bij het Wetboek van strafrecht voorgeschreven, zij die de artikelen 34 tot 47 of van de ter uitvoering ervan getroffen reglementaire bepalingen overtreden.

Art. 424. De door de Regering aangewezen ambtenaren van het Gewest hebben, zowel als de officieren van gerechtelijke politie, het recht de bij artikelen 423 en 441 bedoelde overtredingen op te sporen en bij middel van processen-verbaal vast te stellen.

Titel IX. — Vaststelling van de overtredingen en strafmaatregelen inzake waterwegen

Art. 425. Onverminderd de bevoegdheid die bij of krachtens andere wets- of decreetsbepalingen aan andere ambtenaren verleend wordt, mogen de hiernavermelde personen binnen de grenzen van hun ambtsgebied de overtredingen van de artikelen 48 tot 51 en 425 tot 429 en van de reglementaire bepalingen genomen krachtens die artikelen vaststellen en proces-verbaal opmaken :

1° de ambtenaren van rang A4 die het ambt van directeur uitoefenen;

2° de ambtenaren van rang A5 en A6 die houder zijn van een diploma van burgerlijk of industrieel ingenieur;

3° de ambtenaren van niveau 2+, 2 en 3 die door de Waalse Regering aangewezen worden als wachter der waterwegen of controleur van de werken.

De in het vorige lid bedoelde ambtenaren zijn bekleed met de hoedanigheid van agent van de gerechtelijke politie en worden daartoe aangesteld en beëdigd. Hun processen-verbaal hebben bewijskracht tenzij de vastgestelde feiten weerlegd kunnen worden.

Art. 426. De in artikel 425, tweede lid, bedoelde processen-verbaal worden binnen vijftien dagen na het opmaken ervan door de ambtenaar van het bedoelde gebied, die titularis is van een graad van minstens rang A4 of die er het ambt van uitoefent, verzonden naar de overtreder en de officier die bekleed is met het ambt van het bevoegde openbaar ministerie.

Art. 427. § 1. De in artikel 425, eerste lid, bedoelde ambtenaren mogen waarschuwingen richten aan de vermoedelijke dader van een in de artikelen 48 tot 51 en 425 tot 429 bedoelde overtreding.

§ 2. Wanneer ze tot één van de in artikel 2, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde categorieën behoren, mogen deze ambtenaren de staking bevelen van handelingen of werken die de bruikbaarheid of de integriteit van het gewestelijk openbaar waterwegendomein in het gedrang brengen.

Elk gegeven bevel wordt in een proces-verbaal opgenomen en binnen drie dagen na de vaststelling van de feiten, die daartoe aanleiding hebben gegeven, aan de overtreder betekend door een ambtenaar van het bedoelde gebied die titularis is van een graad van minstens rang A2 of die er het ambt van uitoefent.

Art. 428. § 1. Wanneer de dader van een in de artikelen 48 tot 51 en 425 tot 429 bedoelde overtreding schade heeft aangericht of zou kunnen aanrichten aan het gewestelijk openbaar waterwegendomein, wordt deze schade bij een afzonderlijk proces-verbaal vastgesteld door de in artikel 425, eerste lid, bedoelde ambtenaren.

Dit proces-verbaal wordt binnen vijftien dagen na het opmaken ervan bij aangetekende brief aan de overtreder betekend. De werken die uitgevoerd moeten worden om het gewestelijk openbaar waterwegendomein te herstellen en de termijn voor hun uitvoering worden nader bepaald in die brief.

§ 2. Wanneer de overtreder de werken niet uitvoert binnen de voorgeschreven termijn, is de Waalse Regering ertoe gemachtigd het gewestelijk openbaar waterwegendomein op kosten en op risico van de overtreder te laten herstellen.

§ 3. Wanneer de behoeften van de openbare diensten of de dringende noodzakelijkheid het wettigen, mag de Waalse Regering onmiddellijk bevel geven tot werken om het gewestelijk openbaar domein te laten herstellen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 429. Met een boete van minstens 1 en hoogstens 25 euro worden gestraft :

1° degenen die zonder aangifte of milieuvergunning bedoeld in artikel 51, of zonder schriftelijke machtiging van de beheerder het gewestelijk openbaar waterwegendomein zijn binnengedrongen of één van de handelingen bedoeld in artikel 51 of elke andere handeling hebben verricht die de integriteit van het domein aantast;

2° degenen die materialen hebben gestolen die voor de behoeften van de wegdienst opgeslagen waren op het gewestelijk openbaar waterwegendomein;

3° degenen die het waterwegendomein geheel of gedeeltelijk hebben bezet, zonder schriftelijke machtiging van de beheerder en zonder inachtneming van de bestemming van het waterwegendomein;

4° degenen die zonder schriftelijke machtiging van de beheerder ontspannings-, sport- of toeristische activiteiten organiseren op het gewestelijk openbaar waterwegendomein;

5° degenen die op het gewestelijk openbaar waterwegendomein ontspannings-, sport-, of toeristische activiteiten uitoefenen zonder inachtneming van de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden;

6° degenen die zonder schriftelijke machtiging van de beheerder reclameborden plaatsen op het gewestelijk openbaar waterwegendomein;

7° de eigenaars, huurders of gebruikers van terreinen gelegen in door de beheerder aangeduide valleien die aan overstromingen onderhevig zijn, wanneer zij bij hoogwater de opgeslagen landbouwproducten of materialen verzuimen veilig te stellen, waardoor deze door de stroom kunnen worden meegevoerd en de tijdelijke of vaste kunstwerken kunnen vernielen of beschadigen;

8° degenen die de bruikbaarheid van het gewestelijk openbaar waterwegendomein of de werken, installaties of aanplantingen op dat domein in gevaar brengen door een vaartuig te loodsen zonder rekening te houden met de vormgeving van het domein noch met de instructies van de in artikel 425, eerste lid, bedoelde ambtenaren.

Deel V. — Overgangsbepalingen

Art. 430. Vanaf 14 januari 2003 beschikken de niet-erkende laboratoria die analyses uitvoeren voor rekening van een leverancier en de niet-erkende instellingen die monsters nemen sinds 1 januari 2001 krachtens de artikelen 180 tot 193, 411 tot 415 en 430 over een termijn van drie jaar om orde op zaken te stellen.

Art. 431. De Regering bepaalt de datum(s) van inwerkingtreding van de bepalingen van de artikelen 234 tot 251.

Art. 432. In afwijking van artikel 336 wordt het eerste beheerscontract afgesloten voor een periode die op 31 december 2005 verstrijkt.

Art. 433. In afwijking van artikel 253, tweede lid, worden de geproduceerde waterhoeveelheden die bestemd zijn om in het Waalse Gewest verdeeld te worden en op grond waarvan de producenten de sanering van het afvalwater verhoudingsgewijs uitvoeren, gedurende een overgangperiode die op 31 december 2004 verstrijkt, berekend op grond van de waterhoeveelheden die verdeeld en aan de consumenten gefactureerd worden.

Art. 434. Wanneer de Regering een nieuwe beschermingszone van tot drinkwater verwerkbaar water afbakt, beschikt de exploitant van een binnen de zone gelegen waterwinning waarvoor een milieuvergunning of een aangifte wordt vereist, over een termijn van twee maanden om een aanvraag om milieuvergunning of om aangifte in te dienen. Tijdens de onderzoeksperiode van die aanvraag is artikel 409, § 1, a, niet van toepassing.

Art. 435. De op basis van de wet van 1 augustus 1924 omtrent de bescherming der minerale of thermale wateren bepaalde beschermingsomtrekken vormen de in de artikelen 3, 13, 167, 169, 171 tot 176, 252, 254 tot 274, 318, 497 tot 410, 434 en 435 voorziene voorkomingszones.

Onverminderd de uitbreiding van die omtrekken of een versterking van de desbetreffende beschermingsmaatregelen, blijven de krachtens de wet bedoeld in het eerste lid bepaalde beschermingsmaatregelen in die zones van toepassing, behoudens onderscheidende bepalingen van de Regering.

Art. 436. Binnen drie maanden na de goedkeuring door de Raad van bestuur van het in artikel 383 bedoelde statuut, wordt een procedure opgestart om de ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest die tewerkgesteld zijn bij het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau", op vrijwillige basis over te plaatsen naar de maatschappij.

De modaliteiten voor de overdracht worden besproken binnen het Sectorcomité en nemen de volgende principes in acht :

1° de ambtenaren worden overgeplaatst met hun graad of een gelijkwaardige graad en in hun hoedanigheid.

Zij behouden minstens de geldelijke rechten en de anciënniteit die zij hadden of gehad zouden hebben als zij in hun dienst van herkomst het ambt nog zouden bekleden dat zij bij hun overplaatsing bekleden.

De overgeplaatste ambtenaren worden van rechtswege onderworpen aan de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit het statuut van het personeel van de maatschappij;

2° de kandidaten voor de overplaatsing worden opgeroepen binnen een termijn van drie maanden en het nominatieve overplaatsingsbesluit heeft uitwerking binnen de drie volgende maanden.

Art. 437. De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal in dienst bij de "S.W.D.E." (Waalse Maatschappij voor Waterdistributie) op 17 maart 2001 zijn van rechtswege voorzitter en lid van het Directiecomité. Het derde lid van het Directiecomité wordt door de Regering gekozen onder de ambtenaren-generaal van de "S.W.D.E."

Hun rechten en verplichtingen en die van de maatschappij worden geregeld krachtens de bepalingen van artikel 370.

Ze aanvaarden hun ambt de eerste dag volgend op de installatie van de eerste raad van bestuur die overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk wordt benoemd.

Art. 438. De personeelsleden van de "S.W.D.E.", die in dienst zijn op 17 maart 2001, blijven personeelslid van de "Société wallonne des Eaux". Ze behouden de voordelen die ze hadden op 17 maart 2001.

Art. 439. De voorschriften van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen blijven van toepassing tot de inwerkingtreding van de saneringsplannen per deelstroomgebied.

Art. 440. De artikelen 386 tot 388 treden in werking op 17 maart 2001.

Art. 441. Blijven van toepassing, de provinciale reglementen betreffende de onbevaarbare waterlopen en de waterlopen die niet onder de gelding vallen van dit boek, zolang zij niet worden vervangen door het gewestelijk reglement van onbevaarbare waterlopen bedoeld in artikel 37.

Art. 442. Het Waalse Gewest erft de rechten en plichten van de provincies en gemeenten met inbegrip van de rechten en plichten voortvloeiend uit de huidige en komende rechtszaken wat betreft de waterlopen die in tweede en derde categorie worden gerangschikt voor 1 januari 2005, alsook wat betreft de waterlopen die niet onder de toepassing van de artikelen 34 tot 47 vallen.

De vergunningen bezorgd krachtens de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen zullen ophouden gevolgen te hebben op 1 januari 2005.

Art. 443. In afwijking van artikel 197 wordt een op de datum van inwerkingtreding van dit decreet bestaande aansluiting uiterlijk 31 december 2005 door de verdeler op zijn kosten van een meter voorzien als zulks niet het geval is.

Tijdens die overgangperiode wordt de overeenkomstig artikel 228 ingevoerde standaardtarifiering per aansluiting toegepast voor een aansluiting die niet met een meter uitgerust is.

De op 1 juli 2003 lopende specifieke overeenkomsten blijven van toepassing.

Art. 444. Artikel 228 treedt in werking op 1 januari 2005.

Bijlage I

Nummering	Bedrijfstak	Basis waarop de omzettings- coëfficiënt betrekking heeft	Omzettings- coëfficiënt		Opmerking
			C1	C2	
1	2	3	4	5	6
1	- Slachthuizen en slachterijen, excl. vleeswarenverwerking:				
	a) varkens	1000 kg geslacht gewicht	0,3		
	indien tevens darmslijmerij aanwezig, verhoogd met		0,23		
	b) andere dieren	1000 kg geslacht gewicht	0,52		
	Verhogingsfactoren:				
	- bij lozing pensenmest		1,18		
	- bij lozing varkensbloed		0,53		
	- bij lozing bloed van andere dieren		0,96		
2	- Pluimveeslachterijen				
	Groep I	1000 kg geslacht gewicht	0,29		1
	Groep II	1000 kg geslacht gewicht	0,58		1
	Groep III	1000 kg geslacht gewicht	1,02		1
3	- Stijfsel- en zetmeelfabrieken	1000 kg uitgangproduct	3		
4	- Asbest-, asbestcement-, beton- steen-, kalk-, cement-, aardewerk- en glasfabrieken	100 werkdagen	0,35	0,014	
5	- Autorevisiewerkplaatsen, werkplaatsen voor tram en spoor, garages, spuitrijen	1 m ³ verbruikt water	0,05	0,032	
6	- Wasserijen, excl. wassalons:				
	a) natwasserijen	1000 kg witgoed uitsluitend afkomstig van ziekenhuizen en hotels; lakenspakketten en handdoeken voor automatische handdoekrollen	0,44		
		1000 kg witgoed voor zover geen andere coëfficiënt van toepassing is 1000 kg bontgoed, bedrijfs- kleding en verhuurde handdoeken en	0,73		

		keukenhanddoeken	1,02	
		1000 kg stijfselgoed	1,62	
	b) chemisch reinigen	100 werkdagen	0,18	
	c) kledingververij	1 m ³ verbruikt water	0,73	
7	- Poets- en smeermiddelen-fabrieken	100 werkdagen	4,5	0,011
8	- Ijzerbeitserij; extra per 1000 kg geloosd bivalent ijzer	100 werkdagen 100 werkdagen	0,23 3,3	0,032 0,032
9	- Aardappelverwerking tot voorgebakken patates-frites	1000 kg aardappelen	0,87	
10	- Vruchtenconservenfabrieken (incl. jamfabrieken)	1000 kg appels, peren aardbeien 1000 kg kersen, bessen en overige zachte vruchten	1,02 0,73	
11	- Galvaniseerfabrieken	1 m ³ verbruikt water	0,04	0,032
12	- Gasfabrieken	1000 kg uitgangproduct	1,1	
13	- Drukkerijen en andere grafische papier- en kartonverwerkende bedrijven	1 m ³ verbruikt water	0,04	0,022
14	- Laboratoria	100 werkdagen	1,1	0,011
15	- Zuivelindustrie			
	a) niet gesaneerde bedrijven	1000 kg ontvangen melk	0,13	
		1000 kg ontvangen melk in ontvangststation	0,06	
		1000 kg boter en boterconcentraat (uit boter)	4,38	
		1000 kg boter (continu boterbereiding zonder wassen)	1,47	
		1000 kg kaas	4,38	
		1000 kg product in fles	0,35	
		1000 kg melkpoeder (walsenpoeder)	1,78	
		1000 kg melkpoeder (verstuivingtoren)	1,47	
		1000 kg condens	0,44	
		ijsbereiding per 1000 kg grondstof	0,44	

	b) gesaneerde bedrijven	1000 kg ontvangen melk	0,06	
		1000 kg boter	2,27	
		1000 kg kaas	1,78	
16	- Lak- en verffabrieken	100 werkdagen	11,18	0,017
17	- Kaarsfabrieken en wasbeklerijen	100 werkdagen	0,65	
18	- Brood- en koekfabrieken en niet elders genoemde voedingsmiddelenfabrieken	100 werkdagen	0,45	
	- Eiproductenfabrieken	1000 kg gefabriceerd product	0,5	
19	a) Bierbrouwerijen	1000 kg bier	1,33	
	b) idem bij terughouden van hop en bostel	1000 kg bier	0,34	
20	- Pindabrandderijen	1000 kg uitgangsmateriaal	0,75	
21	- Cacao-, chocolade-, suikerwerk- en honingfabrieken	1000 kg eindproducten	0,29	
22	- Keramische industrie	100 werkdagen	0,22	0,014
23	- Chemische industrieën			
	a) minerale scheikunde en transformatieactiviteiten	100 werkdagen	11,8	0,019
	b) organische scheikunde	100 werkdagen	23,6	0,011
24	- Lijmfabrieken	1000 kg beenderlijm	3,7	
25	- Leder en huiden, pelsen:			
	a) chroomleerlooierijen	1000 kg uitgangproduct	6,9	0,012
	b) plantaardigeleerlooierijen	1000 kg uitgangproduct	7	0,011
	c) witlooierijen	1000 kg uitgangproduct	10	0,011
	d) pelterijen	1000 kg uitgangproduct	10	0,011
	e) zeemleerlooierijen	10000 kg uitgangproduct	20	0,011
26	- Deconstructiebedrijven	1000 kg bruto gewicht te destructeren materiaal	1,1	0,032

27	- Destilleerderijen	1 m ³ verbruikt water	0,06	
28	- Emaillerderijen	1 m ³ verbruikt water	0,04	0,032
29	- Groentenconservenfabrieken	1000 kg aardappelen schrappen	1,75	1
		1000 kg aardappelen blancheren	1,9	1
		1000 kg wortelen, knollen	1,3	1
		1000 kg rode bieten	2,1	1
		1000 kg soepgroenten	0,96	1
		1000 kg spinazie, andijvie, koolsoorten (behalve de bereiding van zuurkool) en koolraap	0,75	1
		1000 kg prei, sperzie-, snijbonen en selderij	0,58	1
		1000 kg doperwten en kapucijners	1,02	1
		1000 kg andere groenten	0,5	1
30	- Groentenwasserijen	1000 kg wortelen	0,13	1
		1000 kg zilveruien	0,23	1
31	- Gist- en spiritusfabrieken	1000 kg melasse	9,3	
32	- Limonadefabrieken en bottelarijen	1000 l gefabriceerd product	0,12	
33	- Margarine-, vet- en spijsoliefabrieken	1000 kg ruwe oliën of vetten	0,7	
		indien uitsluitend olie wordt gewonnen door het persen van zaden		
		1000 kg gefabriceerd product	0,06	
34	- mouterijen	1000 kg gerst	0,16	
35	- Metaalindustrie			
	a) mechanisch bewerken	100 werkdagen	0,23	
	b) verzinkerij, non ferrobeitserij	100 werkdagen	0,23	0,032
36	- Metallurgische industrie	100 werkdagen	0,23	0,032
37	- Papierindustrie	1000 kg papier uit houtslipsel of celstof idem uit ander	1,6	

		materiaal	7,8	
38	- Strokartonfabrieken	1000 kg karton	4,9	
39	- Parfum- en cosmetica-fabrieken	100 werkdagen	5,84	
40	- Visconservenfabrieken	1000 kg vis	2,43	
41	- Vismeelfabrieken	1000 kg vis	3,3	
42	- Doserijen van erwten en kapucijners	1000 kg uitgangproduct	0,034	
43	- Aardappelmeelfabrieken	1000 kg aardappelen	1,44	
44	- Zeepziederijen indien onderloog wordt geloosd verhoogd met	1000 kg zeep	0,55	
			3,1	
45	- Suikerfabrieken en suikerbietenrasperijen idem indien uitsluitend afvalwater van condensoren wordt geloosd	1000 kg suikerbieten	0,27	
		1000 kg suikerbieten	0,027	
46	- Textielfabrieken:			
	a) spinnerijen	100 werkdagen	0,18	
	b) weverijen	100 werkdagen	0,18	
	c) ververijen	m ³ verbruikt water	0,73	
	d) blekerijen	m ³ verbruikt water	0,73	
	e) wolwasserijen	1000 kg ruwe wol	7	
47	- Vatenwasserijen	m ³ verbruikt water	0,58	0,021
48	- Vulkaniseerinrichtingen, gummiwaren-, kabel- en kunstleerfabrieken	100 werkdagen	0,08	0,011
49	- Vleesverwerkingsbedrijven	1000 kg gefabriceerd product: het koken van zalm en ham	0,73	
		1000 kg gefabriceerd product: andere producten	0,45	
50	- Industrie voor de verwerking van kunststoffen	100 werkdagen	0,22	
51	- Elektriciteitscentrales	100 werkdagen	0,22	0,011

52	- Visteelt	1000 kg geloosde voedingsmiddelen	8	3
53	- Zwembaden	m3 verbruikt water	0,008	

Opmerkingen:

1. Tot groep I behoren de bedrijven met een laag waterverbruik (10 m³ per 1000 kg geslacht gewicht) met goede voorzieningen voor het opvangen van bloed en zonder natte bewerking of nat transport van veren of slachtafval.

Tot groep II behoren de bedrijven met uitsluitend natte verwerking en/of transport van veren of slachtafval.

Tot groep III behoren de bedrijven met nat transport van veren of slachtafval, bovendien alle bedrijven met kipkokerij en alle overige bedrijven die niet tot groep I of II behoren.

2. Onder gesaneerde zuivelfabriek wordt verstaan een zuivelfabriek waarin goede voorzieningen ter beperking van de vervuilingsgraad zijn getroffen, als het opvangen van drupmelk, het terughouden van het bezinksel uit boterwaswater, het opvangen van perswei, het voorkomen van lekverliezen e.d.

3. Verminderingspercentage ten gevolge van de toepassing van bepaalde maatregelen:

1. a. verbruik van hoog verteerbare voedingsmiddelen : 30%
1. b. filtering op draaifilter aan de uitgang van de visteeltbassins : 75%
1. c. bezinkbassins met aan het debiet aangepaste afmetingen met periodieke slibterugwinning 50%

Bij verbruik van hoog verteerbare voedingsmiddelen en bij toepassing van één van de procédés a) of b) kan een globale vermindering van 100 % worden toegestaan als de op voorschrift en onder toezicht van het Bestuur uitgevoerde analyses aantonen dat de meetbare hoeveelheid verontreinigende stoffen bijna of helemaal verdwenen zijn.

Bijlage II

<u>Eenheid</u>	<u>Vermoedelijk verbruik</u>
<u>Gezinnen</u>	
- hoofdverblijfplaats	100 m ³
- bijkomende verblijfplaats	25 m ³
<u>Kampeerterrinen</u>	
- kampeerplaats	20 m ³
<u>Bedrijven, kantoren</u>	
- tewerkgestelde persoon	20 m ³
<u>Onderwijsinrichtingen</u>	
- leerling	5 m ³
<u>Internaten, kazernes, hotels, rusthuizen, verzorgingscentra</u>	
- bed	45 m ³

Bijlage III

<u>Categorie dieren</u>	<u>Eenheidshoeveelheid verontreinigende stoffen</u>
<u>Runderen</u>	
Mannelijke	
- jonger dan 6 maanden	1,5
- van 6 tot 12 maanden	3
- van 1 tot 2 jaar	6
- ouder dan 2 jaar	7,5
vrouwelijke	
- jonger dan 1 jaar	1,5
- van 1 tot 2 jaar	3,5
- melkkoe	10
- moederkoe of afgedankte koe	7,5
<u>Varkens</u>	
- mestvarkens	1,2
- zeug in productie	3
<u>Pluimvee</u>	
- leghen	0,06
- vleeskip	0,04
- ander pluimvee	0,08
<u>Schape en geiten</u>	
- jonger dan 1 jaar	0,25
- ouder dan 1 jaar	0,7
<u>Konijnen</u>	0,4
<u>Paarden</u>	7

Bijlage IV

Lijst met goederen bestemd voor de activiteiten van de "ERPE"

1. INSTALLATIES VOOR WATERPRODUCTIE EN -TOEVOER

1.1.1. Het gebouw gebruikt als waterbehandelingsstation, met inbegrip van de toevoerleidingen aangelegd in de tunnel onder de overloop en in de stuwdam zelf, inclusief hun veiligheidskleppen.

1.1.2. De installaties voor elektriciteitsproductie (turbines, alternatoren, elektrische en elektromechanische uitrustingen) die zich onderaan de stuwdam bevinden, met inbegrip van alle toegangsleidingen.

1.1.3. De bijbehorende constructies, met name :

1.1.3.1. Een hal voor het afladen van reagentia, gelegen op de heuvel op de rechteroever van de stuwdam, alsmede de reagentieleidingen tussen de hal en het behandelingsstation.

Een slibbezinkingsinstallatie op de rechteroever stroomafwaarts van het station, bestaande uit vijf bekkens en uit opslagplaatsen.

1.1.3.3. Een geijkte weegbrug voor de kwantitatieve controle op de stortgoederenleveringen.

1.1.3.4. Een bovenste reservoir van 50 000 m³ voor de opslag van het behandelde water en twee dienstreservoirs van 60 m³, het ene op de linkeroever en het andere op de rechteroever van het meer, alsmede de leidingen die de twee reservoirs met het behandelingsstation verbinden.

1.1.3.5. De stuwdamhuizen gelegen op de heuvel op de linkeroever van de stuwdam (6 dubbelhuizen, de garages, het transformatorstation en de toegang ertoe), met uitzondering van het huis van de stuwdamwachter.

1.2. Complex van het waterbehandelingsstation van de Gileppe te Stembert (Verviers).

1.2.1. Een gebouw gebruikt als waterbehandelingsstation.

1.2.2. De bijbehorende constructies, met name :

1.2.2.1. Een reservoir van 30 000 m³ (Bronde).

1.2.2.2. Een reservoir van 30 000 m³ (La Louveterie).

1.2.2.3. Een opslaghal met een entrepot van 400 m², kantoren en werkplaatsen.

1.2.2.4. Een 300 m lang betonnen aquaductgedeelte van de Gileppe.

1.2.2.5. Een betonnen doorstroomopening tussen het behandelingsstation en het reservoir van Bronde. Die doorstroomopening beschikt op het aquaduct over een kamer voor de opvang van ruw water.

1.2.2.6. Een lokaal genoemd restitutiekamer naar het aquaduct (gedeelte bestemd voor het behandelde water)

1.2.3. De volgende leidingen :

1.2.3.1. Twee stalen leidingen DN 800 mm tussen de reservoirs van Bronde en La Louveterie, met inbegrip van een zuigkamer, een lozingskamer en een wateropvangkamer voor de cliënt.

1.2.3.2. Twee stalen leidingen DN 800 mm tussen het reservoir van Bronde en de restitutiekamer naar het aquaduct, met inbegrip van de lozingskamer.

1.2.3.3. Twee stalen leidingen DN 800 mm tussen het reservoir van Bronde en kamer 9bis van de toevoerleiding Eupen. — Seraing. — Thiba, met inbegrip van de lozingskamer.

1.2.3.4. Een betonnen leiding DN 600 mm voor de afvoer van het regenwater van het station naar de Vesder.

1.2.3.5. Een betonnen leiding DN 400 mm voor de afvoer van het industriële afvalwater van het station naar de collector van de Vesder.

1.2.3.6. Een betonnen leiding DN 600 mm vanaf het station voor de regenwaterafvoer van het reservoir van La Louveterie naar la Bovegnée.

1.2.3.7. De toevoerleidingen en het reservoir naar het circuit van Francorchamps en Stavelot :

1.2.3.7.1. Een stalen leiding DN 600 van Tiège naar het reservoir van Sart

1.2.3.7.2. Een reservoir van 1 500 m³ te Sart.

1.3. Toevoer Eupen. — Verviers. — Seraing. — Thiba

1.3.1. De leidingen met diverse DN (1 100, 900 en 800 mm), de afsluiterputten, de lokalen voor de luchtgaten, lozingen, ontlastingskleppen en brandkranen, alsmede de elektromechanische installaties tussen het waterbehandelingsstation van Eupen en de Maas te Flémalle, met inbegrip van de Maashevel.

1.3.2. De leiding DN 250 mm die de toppen van Eupen voorvoorraadt.

1.3.3. De woningen van het personeel dat toeziet op de toevoerleidingen : 2 huizen gelegen te Petit-Rechain, route de Battice nrs. 99 en 101, 2 huizen gelegen te Romsée, avenue Colonel Piron nrs. 116 en 137.

1.3.4. De leidingen, kamers, lokalen en uitrustingen die deel uitmaken van de verbinding tussen de stuwdammen van de Vesder en de Gileppe.

1.3.5. De leidingen, kamers, lokalen en uitrustingen die deel uitmaken van de verbinding Maas. — Hologne. — Thiba.

1.3.5.1. Een gesplitste stalen leiding DN 800 mm tussen de Maashevel en de rue Elva te Flémalle.

1.3.5.2. Een stalen leiding DN 800 mm tussen de rue des Priesses en de rue des Anes te Grâce-Hologne.

1.3.5.3. Een stalen leiding DN 700 mm tussen de rue des Anes en het reservoir van Thiba, die het eigendom is van de "C.I.L.E."

1.4. Complex van het waterbehandelingsstation van de Ourthe te Nisramont

1.4.1. Een gebouw en de uitbreidingen ervan, gebruikt als waterbehandelingsstation, met inbegrip van de leidingen en afsluiters van ruw water tot aan de stuwdammuur, alsmede de slibbehandelingsinstallaties.

1.4.2. De installaties voor elektriciteitsproductie (turbines, alternatoren, elektrische en elektromechanische uitrustingen) gelegen aan de voet van de stuwdam, met inbegrip van de toegangsleidingen.

1.4.3. De bijbehorende constructies, met name :

1.4.3.1. De stuwdamhuizen en -appartementen op de linkeroever van de stuwdam, alsmede de toegangswegen, het transformatorstation, de garages, met uitzondering van het huis en de garage van de stuwdamwachter.

1.4.3.2. Een geheel van twee reservoirs van 3 000 m³ voor de opslag van het behandelde water, met inbegrip van het pompstation, het transformatorstation en de toegangsweg.

1.4.3.3. De gebouwen en uitrustingen van het reservoir (12 000 m³) te Ortho.

1.4.4. De twee toevoerleidingen DN 400 mm tussen het station en de reservoirs, met inbegrip van de kamers voor lozingen, wateropvang, afsluit- en koppelingskleppen van beide leidingen, alsmede de drukpiekbeveiliging.

1.5. Complex van het waterbehandelingsstation van de Ry de Rome te Pétigny (Couvignon)

1.5.1. Een gebouw gebruikt voor de behandeling van het water van het meer van de Ry de Rome.

- 1.5.2. De bijbehorende constructies, met name :
- 1.5.2.1. Een bovenste reservoir van 5 000 m³ voor de opslag van behandeld water, met inbegrip van het aanpalende gebouw voor de afsluiters.
- 1.5.2.2. Een doorstromingsopening tussen het behandelingsgebouw en de bovenste reservoir.
- 1.5.2.3. Leidingen DN 200 mm, buiten de gebouwen aangelegd tussen de place Général Piron en Olloy.
- 1.5.2.4. Een opslaghal.
- 1.5.2.5. Twee vijvers voor de opvang van het afvalwater.
- 1.5.3. De hydraulische, mechanische en elektrische uitrustingen, de bedienings- en controleapparatuur, alsook alle aanhorigheden die nodig zijn voor de exploitatie van het zuiveringsstation en in bovenbedoelde gebouwen ondergebracht zijn.
- 1.5.4. De toevoerleidingen uit rekbaar gietijzer
- 1.5.4.1. Couvin. — Olloy DN 150 mm.
- 1.5.4.2. Ry de Rome. — Oignies. — Le Mesnil DN (160-110) mm.
- 1.5.4.3. Fonds de l'Eau. — Presgaux. — Aublain DN 150 mm.
- 1.5.4.4. Mariembourg. — Les Vercons DN 300 mm.
- 1.5.4.5. Les Vercons. — Samart DN 250 mm.
- 1.5.4.6. Olloy-sur-Viroin. — Mazée. — Niverlée DN 150 mm.
- 1.5.4.7. Les Vercons. — Cerfontaine DN 300 mm.
- 1.5.4.8. Olloy-sur-Viroin. — Reservoir K2 DN 150 mm.
- 1.5.4.9. Splitsing Ry de Rome. — Mariembourg DN 400 mm.
- 1.5.4.10. Samart. — Sautour. — Merlemont DN 150 mm.
- 1.5.4.11. Olloy-sur-Viroin. — Dourbes DN 100 mm.
- 1.5.4.12. Cerfontaine. — Fourbechies DN 150 mm.
- 1.5.4.13. Pont du Roy. — Cul des Sarts DN 250 mm.
- 1.5.4.14. Philippeville. — Florennes DN 200 mm.
- 1.5.5. De pompstations en reservoirs :
- 1.5.5.1. Pompstation Ry de Rome naar Oignies
- 1.5.5.2. Pompstation Fond de l'Eau naar Presgaux
- 1.5.5.3. Pompstation van Mariembourg naar Philippeville
- 1.5.5.4. Pompstation van Samart
- 1.5.5.5. Pompstation van Treignes
- 1.5.5.6. Reservoir van Oignies
- 1.5.5.7. Reservoir van Presgaux
- 1.5.5.8. Reservoir K2.
- 1.6. De gebouwen van de "Unité Pilote" gelegen in het complex van de Vesder
2. WATERTOEVEROER.
- 2.1. De toevoer vanuit Noord-Luxemburg van diverse DN tussen 50 en 500 mm
- 2.1.1. De leiding Ortho. — Bande. — Soy, met inbegrip van de toevoerleidingen naar Erneville, Beausaint, Rendeux, Hodister, Grimblemont, Verdenne, Marenne, Bourdon, Waharday et Hotton.
- 2.1.2. De leiding Bande. — Nassogne. — Rochefort, met inbegrip van de toevoerleidingen naar Masbourg, Forrières, Lesterny, Jemelle et Nassogne.
- 2.1.3. De leiding Bande. — Waha. — On, met inbegrip van de toevoerleidingen naar Harsin, Aye en Humain.
- 2.1.4. De leiding voor de watervoorziening van de stad Marche.
- 2.1.5. De leiding Ortho. — Laroche. — Amonines. — Soy, met inbegrip van de toevoer naar Marcourt.
- 2.1.6. De leiding Soy. — Heid. — Izier, met inbegrip van de toevoerleidingen naar Fanzel, Mormont, Hoursinne, Rideux, Aisne, Villers-Sainte-Gertrude, Vieuxville, Bomal, Izier et Vieux Fourneau.
- 2.1.7. De leiding voor de watervoorziening van Barvaux.
- 2.1.8. De leiding Izier. — Tohogne.
- 2.1.9. De leidingen Izier. — Xhoris en Izier. — Ferrières.
- 2.1.10. Het overdrukstation van Ortho.
- 2.1.11. De watertoren van Izier en haar overdrukinstallaties.
- 2.1.12. De reservoirs voor drukonderbreking van Ambly, Roy, Hotton, Barvaux et Heyd.
- 2.1.13. De leidingen voor de aansluiting op de hoofdreservoirs van de gemeentelijke netwerken en van de 'S.W.D.E.'.
- 2.1.14. De afsluiterputten, de kamers voor de ontluchting, splitsingen en hoge punten.
- 2.2. Werken voor de versterking van de toevoerleiding van Noord-Luxemburg
- 2.2.1. Splitsing van de verbinding Ortho. — Laroche in DN 500 mm.
- 2.2.2. Verbinding Lignièrès. — Roy. — Marche in DN 300 mm, met inbegrip van het gebouw voor de drukonderbreking.
- 2.2.3. Versterking van de toevoer naar Hargimont in DN 150 mm.
- 2.3. De werken op de hoogvlakte van Bastenaken.
- 2.3.1. Verbinding Ortho. — Luzery in DN 400 mm.
- 2.3.2. Het reservoir van Luzery (5 000 m³), met inbegrip van de elektromechanische installaties.
- 2.3.3. De toevoerleiding Luzery. — Senonchamps. — Sainlez. — Strainchamps. — Martelange.
- 2.3.4. De leiding tussen Bertogne en Sainte-Ode in DN 50 tot 200 mm.
- 2.3.5. De toevoerleiding Luzery. — Houffalize.
- 2.3.6. De toevoerleiding Noville. — Michamps.
- 2.3.7. De toevoerleiding Luzery. — Bastenaken.
- 2.3.8. De toevoerleiding Strainchamps. — Fauvillers. — Ebly.
- 2.3.9. De leidingen voor de aansluiting op de gemeentelijke reservoirs, met inbegrip van de hydraulische uitrusting van die leidingen betreffende de installaties van : Bertogne, Compogne, Longchamps, Noville Haut et Bas, Mabompré, Houffalize, Milchamps, Bastenaken, Senonchamps, Sainlez, Martelange, Fauvillers et Witry.

2.3.10. De afsluiterputten, de kamers voor ontluchting en splitsingen van de hoge punten.

2.3.11. De watertoren van Luzery (3 000 m³).

2.3.12. De hydraulische, mechanische en elektrische uitrustingen, de bedienings- en controletoeu-ten, alsook alle aanhorigheden die nodig zijn voor de exploitatie van de installaties op de hoogvlakte van Bastenaken.

DN van bovenbedoelde installaties : 60 à 400 mm.

2.4. Leidingen van de "Bouclage Ouest de Charleroi".

2.4.1. Leiding van DN 500, 600 en 700 mm tussen Fontaine-l'Évêque (Forchies) en Gerpinnes (Loverval).

2.4.2. Leiding DN 400 mm naar Fontaine-l'Évêque.

2.4.3. Leiding DN 600 mm tussen Aiseau en Châtelet.

2.4.4. Leiding DN 400 mm tussen Châtelet en Châtelineau.

2.4.5. Leiding DN 700 mm tussen Aiseau en Presles.

2.5. Toevoerleiding Néblon. — Aywaille

2.5.1. Leiding Néblon (Comblain-la-Tour). — pompstation Crétalles DN 350.

2.5.2. Pompstation en reservoir Crétalles (Comblain-la-Tour) 500 m³.

2.5.3. Leiding Crétalles. — reservoir van Xhoris DN 350.

2.5.4. Reservoir van Xhoris 1 000 m³.

2.5.5. Leiding Xhoris. — Aywaille DN 350.

2.5.6. Aansluiting van Awan op de leiding Néblon. — Aywaille DN 2000.

2.5.7. Reservoir van Awan (200 m³).

2.5.8. Versterking van de toevoer naar Chambralles en Hoyémont.

3. TERREINEN.

De terreinen binnen de grenzen waarvan de gebouwen, constructies en leidingen bedoeld in 1.1 tot 1.2 zijn gelegen (innemingen van de ondergrond, non aedificandi zones en erfdienstbaarheden), alsook het geheel van de aanpalende terreinen met grasperken en beboste ruimten.

4. ROERENDE GOEDEREN.

Met name het rollend materieel, de materialen en stoffen, de werktuigen, het kantoomateriaal, het telecommuni- catiemateriaal, de specifieke software, zoals opgenomen in de op 16 maart 2001 opgemaakte fysische inventaris van het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau".

Het saldo van de schatkist van de "ERPE" na aanzuivering van de verbintenissen vastgesteld op 31 december 2000 betreffende de aanbestedingen waarvoor de "S.W.D.E." als bouwheer optreedt

5. ALLERLEI GOEDEREN

5.1. een stalen leiding DN 600 van de reservoir van Sart te Cokaifagne (Baronheid);

5.2. een leiding tussen Marcourt en Lignièrès DN 300 mm;

5.3. een stalen leiding DN 800 mm tussen de rue Elva en de rue des Priesses te Flémalle.

6. CARTOGRAFISCHE STEUN

De bovenvermelde onroerende goederen b worden aangegeven op een kaart. De kaarten liggen ter inzage op de maatschappelijke zetel van de SWDE.

Hierna volgt de lijst van de kaarten :

Plan van het patrimonium ERPE./S.W.D.E. nr. 1.

Provincie Luxemburg : Complex van de Ourthe.

Toevoerleidingen van Noord-Luxemburg.

Toevoerleidingen van de hoogvlakte van Bastenaken.

Plan van het patrimonium ERPE./S.W.D.E. nr. 2.

Provincie Luik : Complex van de Vesder.

Complex van de Gileppe.

Toevoerleidingen Eupen-Seraing-Thiba.

Toevoerleidingen Néblon-Aywaille.

Plan van het patrimonium ERPE./S.W.D.E. nr. 3.

Provincie Henegouwen : Complex van de Ry de Rome.

Toevoerleidingen van de Ry de Rome.

Plan van het patrimonium ERPE./S.W.D.E. nr. 4.

Provincie Henegouwen : Bouclage Ouest de Charleroi.

Plan van het patrimonium ERPE./S.W.D.E. nr. 5.

Provincie Namen : Complex van de Ry de Rome.

Toevoerleidingen van de Ry de Rome.

Art. 2. Opgeheven worden :

1° de wet van 5 juli 1956 betreffende de Wateringen, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1957, de wet van 28 december 1967, het koninklijk besluit van 28 november 1969 en de wet van 14 juli 1976;

2° de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1970 en de wet van 23 februari 1977;

3° de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, gewijzigd bij de wet van 22 mei 1979, het decreet van 16 juni 1982, het decreet van 7 oktober 1985, de wet van 21 december 1998 en het decreet van 11 maart 1999;

4° de wet van 4 mei 1983 betreffende de algemene normen die de kwaliteitsobjectieven bepalen van oppervlaktewater bestemd voor welbepaalde doeleinden;

5° het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming van het oppervlaktewater, gewijzigd bij het decreet van 30 april 1990, het decreet van 23 juni 1994, het programmadecreet van 17 december 1997, het programmadecreet van 16 december 1998, het decreet van 11 maart 1999, het decreet van 15 april 1999 en het decreet van 22 oktober 2003;

6° het decreet van 11 oktober 1985 houdende het herstel van schade veroorzaakt door grondwaterwinningen en pompingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

7° het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen, gewijzigd bij het decreet van 5 november 1987, het decreet van 25 juli 1991 en het decreet van 7 maart 2001;

8° het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van het grondwater en het tot drinkwater verwerkbaar water, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993, het decreet van 7 maart 1996, het programmadecreet van 17 december 1997, het decreet van 11 maart 1999, het decreet van 15 april 1999, het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 en het decreet van 12 december 2002;

9° het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1991, het decreet van 23 december 1993, het decreet van 23 juni 1994, het decreet van 7 maart 1996, het programmadecreet van 17 december 1997, het decreet van 11 maart 1999, het decreet van 15 april 1999, het decreet van 31 mei 2001, het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 en het decreet van 12 december 2002;

10° artikel 16 van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999;

11° het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer), gewijzigd bij het decreet van 7 maart 2001 en het decreet van 22 oktober 2003;

12° het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Waalse Watervoorzieningsmaatschappij), gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2001, het decreet van 20 december 2001, het decreet van 19 december 2002 en het decreet van 22 oktober 2003;

13° het decreet van 12 december 2002 betreffende de kwaliteit van het voor menselijke consumptie bestemde water;

14° het decreet van 20 februari 2003 houdende oprichting van een Sociaal Waterfonds in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het programmadecreet van 18 december 2003;

15° het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Internationale Maasverdrag, gesloten te Gent op 3 december 2002, alsmede met de Bijlagen erbij;

16° het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Internationale Scheldeverdrag, gesloten te Gent op 3 december 2002, alsmede met de Bijlagen erbij;

17° het decreet van 12 februari 2004 betreffende de tarifiering en de algemene voorwaarden van de openbare waterdistributie in het Waalse Gewest;

Art. 3. § 1. De Regering kan de decretale bepalingen bedoeld in artikel 1 coördineren en in overeenstemming brengen met de besluiten van de Waalse Regering die hetzelfde onderwerp betreffen door er de nodige wijzigingen in aan te brengen met het oog op een formele vereenvoudiging, zonder dat afbreuk kan worden gedaan aan de beginselen van de decretale bepalingen.

Daartoe kan zij :

1° de volgorde, de nummering en, in het algemeen, de presentatie van de te coördineren bepalingen wijzigen;

2° een onderscheid maken tussen de decretale en de reglementaire bepalingen :

a) onder de titel "Decretale bepalingen" en "Reglementaire bepalingen";

b) met de letter "D" en de letter "R" aan het hoofd van elk artikelnummer;

3° de verwijzingen die de te coördineren bepalingen zouden bevatten, wijzigen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering.

De coördinatie heeft het volgende opschrift : "Boek II van het Milieuwetboek : Water".

§ 2. De Regering kan wijzigingen aanbrengen in de verwijzingen die zouden voorkomen in de wets- en decreetsbepalingen die niet het voorwerp uitmaken van de coördinatie bedoeld in § 1, om ze in overeenstemming te brengen met de nummering van boek II van het Milieuwetboek.

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum. De Regering kan een afzonderlijke datum van inwerkingtreding vastleggen per artikel of per bepaling van een artikel.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,

Ph. COURARD

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 696 (2003-2004) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering.

Bespreking. — Stemming.